



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

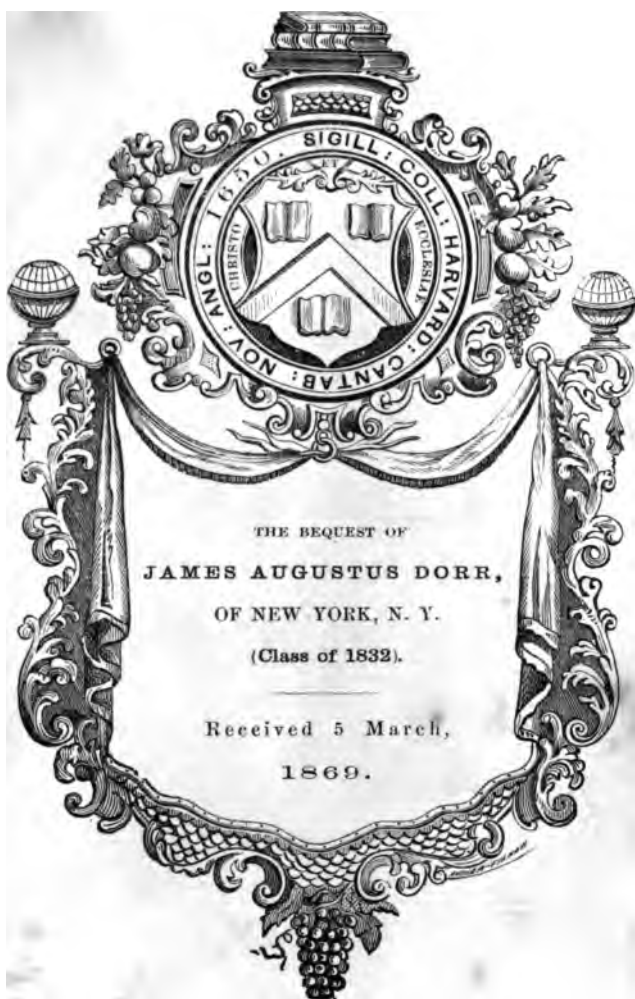
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Fr 338.11



TOULLIER.



DROIT CIVIL

FRANÇAIS.

TOME QUINZIÈME.

On trouve chez le même libraire.

LE DROIT CIVIL

FRANÇAIS,

SUIVANT L'ORDRE DU CODE,

PAR M. TOULLIER.

CINQUIÈME ÉDITION,

15 volumes in-8, sur papier collé. — Prix, 154 francs.

On peut acheter séparément :

Les tomes X, XI, XII, XIII et XIV. Prix de cha-	
cun de ces volumes.	10 f.
Le tome XV.	6 f.

CONTINUATION

ET

FIN DU TRAITÉ DE M. TOULLIER

(Articles 1582 et suivans du Code.)

Par M. J.-B. DUVERGIER,

Avocat et auteur de la Collection des lois.

8 volumes in-8° et Table.

PRIX : 86 FRANCS.

Il paraît cinq volumes formant les tomes XVI à XX du DROIT CIVIL FRANÇAIS (articles 1582 à 1873). — Prix de chaque volume. 10 f.

Le tome XXI est sous presse.

James A. Dorst

LE

DROIT CIVIL

FRANÇAIS,

SUIVANT L'ORDRE DU CODE;

OUVRAGE

DANS LEQUEL ON A TACHÉ DE RÉUNIR LA THÉORIE A LA PRATIQUE.

PAR M. C.-B.-M. TOULLIER.

TOME QUINZIÈME.

**TABLE GÉNÉRALE,
ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE,**

CONÇUE ET RÉDIGÉE

SOUS LA DIRECTION DE L'AUTEUR,

Par M. Martin Jonaus, ^{et}

Docteur en droit, Président du Tribunal civil de Rennes.



PARIS.

JULES RENOUARD ET C^{ie}, LIBRAIRES,

RUE DE TOURNON, N. 6.

M. DCCC. XL.

Fr 338.11

1869, Mar. 5.

AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR.

La Table que nous publions aujourd'hui est la seule Table générale de l'ouvrage de M. Toullier sur le Droit civil français. Bien que composée spécialement pour la cinquième édition, *elle peut servir également pour les quatre premières*, car, indépendamment de la citation des pages, dont le nombre et le contenu ont pu changer d'une édition à l'autre, elle donne aussi la citation des numéros dont la série et la contenance n'ont subi aucune modification.

Conçue sous la direction de M. Toullier lui-même, qui en a le premier senti l'utilité, elle présente, en un petit nombre de pages, le résumé fidèle et complet des principes posés et des solutions données par lui dans les quatorze volumes dont se compose son ouvrage.

A l'avantage que présente pour la facilité des recherches l'ordre alphabétique généralement adopté dans la rédaction des Tables, elle réunit celui d'une distribution analytique et méthodique des matières, à l'aide de divisions et de subdivisions qu'indiquent et qu'expliquent des sommaires placés en tête des principaux articles. C'est, sous ce rapport, le plan du *Répertoire de Merlin* et du *Journal alphabétique*.

de Dalloz, et le succès qu'ont obtenu ces deux ouvrages est dû, en partie, à la méthode de leur distribution.

Dépouillement soigneux et complet de l'ouvrage auquel s'applique la Table que nous publions; distribution raisonnée des extraits entre les divers termes de la langue du droit qui doivent former titres d'articles; ordre et système régulier dans le classement des matières placées sous chacun de ces titres; exactitude dans les indications; rares renvois d'un mot à un autre, tel est le but que s'est proposé l'auteur dans la composition de son travail, et c'est dans la réunion de ces qualités qu'il fait consister tout le mérite dont il le croit susceptible.

TABLE GÉNÉRALE,

Alphabétique et Analytique

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LES QUATORZE VOLUMES DU DROIT CIVIL FRANÇAIS,
PAR M. TOULLIER.

Le chiffre romain indique le tome; la lettre p, suivie d'un chiffre arabe, indique la page; la lettre n, suivie d'un chiffre arabe, indique le numéro; le signe -, entre deux citations de numéros, indique que la matière, objet de l'article, est traitée non seulement dans ces numéros, mais encore dans tous les numéros intermédiaires.

ABA — ABD

ABANDON.

- De la cessation de la mitoyenneté par l'abandon; quand cet abandon peut avoir lieu; ses conséquences. III, p. 149, n. 216-231.
 - De l'abandon du fonds pour être libéré de l'obligation de faire les ouvrages nécessaires à l'usage d'une servitude. III, p. 316, n. 679, 680, et p. 224, n. 337.
 - Conséquences de l'abandon que le grevé de substitution fait de son droit. V, p. 712, n. 784 et suiv.
- Voy. Substitution.*
- La personne du possesseur de biens hypothéqués n'est point obligée; il peut se libérer par l'abandon des biens. VI, p. 477, n. 439.
 - De l'abandon ou dation en paiement; en quoi il diffère du contrat d'abandonnement. VII, p. 306, n. 241.
 - Du droit de saisir et de mettre en fourrière les bestiaux qu'on trouve laissés à l'abandon dans son champ, lorsqu'ils y causent du dommage. XI, p. 402, n. 299.

ABANDONNEMENT.

- Du contrat d'abandonnement ou de la cession volontaire. VII, p. 308, n. 238.
- Effets de la mise en possession des biens abandonnés. VII, p. 308, n. 239.
- En quoi le contrat d'abandonnement diffère de l'abandon, du contrat d'attribution, de l'antichrèse, du délaissement par hypothèque et du déguerpissement. VII, p. 306, n. 240-242 et 250.
- Si les biens compris dans l'abandonnement sont insuffisants, les créanciers peuvent exercer leurs droits sur les biens qui surviennent au débiteur. VII, p. 308, n. 243.
- Le débiteur a le droit de rentrer dans les biens abandonnés, en payant ce qu'il doit, intérêts et frais. VII, p. 308, n. 244.
- Si le prix de la vente des biens abandonnés surpasse les créances, les créanciers rendent le surplus. VII, p. 309, n. 245.
- Les biens abandonnés font partie de la

succession du débiteur; sa mort donne ouverture au droit de mutation. VII, p. 310, n. 246, 247.

- Les créanciers de ceux au profit desquels a lieu l'abandonnement n'acquièrent point d'hypothèque sur les biens. VII, p. 310, n. 248.
- L'abandonnement ne donne lieu qu'à un droit fixe au profit du fisc. VII, p. 310, n. 249.
- Ce qui doit avoir lieu dans le contrat d'abandonnement, quand il y a plusieurs créanciers; comment il doit être consenti. VII, p. 311, n. 251-253.
- Les dispositions du Code de commerce en cas de faillite ne s'appliquent point au cas de déconfiture. VII, p. 314, n. 254.

ABATTIS.

- Un arrêt de règlement du parlement de Bretagne rendait les communes responsables de l'abattis des fossés élevés par les seigneurs ou par les afféagistes sur les terrains vagues. XI, p. 357, n. 242.

ABDICATION.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *Abdication de la propriété.*

SECT. 2. *Abdication de la patrie.*

SECT. 1. *Abdication de la propriété.*

- De l'abdication de la propriété. III, p. 218, n. 541.
- Il y en a deux espèces. III, p. 217, n. 542.
- De l'abdication pour se libérer des charges et obligations imposées sur la chose. III, p. 218, n. 543-547.
- On peut toujours se dégager d'une obligation purement réelle par l'abdication. III, p. 230, n. 548.
- L'obligation est toujours purement réelle dans les servitudes; conséquences de ce principe. III, p. 230, n. 549.
- L'obligation aux droits féodaux et aux rentes foncières était réelle. On s'en libérait par l'abdication du fonds, nommée

- expose ou déguerpissement.* III, p. 226, n. 330, 331.
- On ne se libère plus des rentes foncières que par le rachat, à moins que leur origine ne soit antérieure au Code. III, p. 231, n. 332, 333.
 - La cession de biens et le délaissement par hypothèque diffèrent de l'abdication. III, p. 223, n. 324, 333.
 - *Secus* du déguerpissement; il ne nuit point aux droits des tiers. III, p. 223, n. 336, 338.
 - De l'abdication que le grevé de substitution fait de son droit; conséquences de cette abdication. V, p. 712, n. 784 et suiv.
- Voy. *Substitution*.

SECT. 2. *Abdication de la patrie.*

- L'abdication de la France fait perdre la qualité de Français et la jouissance des droits civils. I, p. 238, transition.
- Tout homme est libre d'abdiquer sa patrie. I, p. 239, n. 266.
- L'abdication est expresse ou présumée. De l'abdication expresse. I, p. 239, n. 267.
- En quel cas elle est présumée. I, p. 240, n. 268.
- Ceux qui, par l'abdication présumée, ont perdu la qualité de Français, peuvent toujours la recouvrer pour l'avenir. I, p. 241, n. 269, 270.
- L'abdication se présume contre le Français qui, sans l'autorisation de son gouvernement, prend du service militaire chez l'étranger; peine de cette abdication. I, p. 241, n. 271.

ABELLES.

- De la propriété des essaims d'abeilles. IV, p. 81, n. 30.
- Quand s'en perd la propriété. III, p. 233, n. 374.

AB IRATO (Testament).

- Des donations et testaments dits *ab irato*. V, p. 666, n. 717.

ABORDAGE.

- De la responsabilité du dommage causé par l'abordage de navires. XI, p. 444, n. 322.

ABBREVIATION.

- Défense aux notaires d'écrire par abréviations dans leurs actes. VIII, p. 162, n. 106 et suiv., et VII, p. 688, n. 301.
- Voy. *Acte authentique*.

ABROGATION (de la loi).

- Abrogation de la loi; elle diffère de la dérogation. I, p. 119, n. 131.
- L'abrogation est expresse ou tacite. I, p. 120, n. 132.
- Abrogation tacite par la cessation en-

tière des motifs qui ont dicté la loi. I, p. 123, n. 135.

- Comment s'applique la maxime *posteriora derogant prioribus*? I, p. 121, n. 134.
 - La dérogation tacite ne s'étend qu'aux dispositions entre lesquelles il y a contrariété formelle. I, p. 123, n. 133.
 - Les autres dispositions de la loi ancienne continuent d'être obligatoires, et sont sous-entendues dans la nouvelle. I, p. 123, n. 136.
 - Ce principe est sans application aux lois abrogées expressément et en totalité. I, p. 124, n. 137.
 - De l'abrogation de la loi par l'usage. I, p. 125, n. 138-143.
- Voy. *Usage*.

ABSENCE.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *De l'absence en général.*

SECT. 2. *Absence présumée.*

SECT. 3. *Déclaration d'absence.*

SECT. 4. *Effets de l'absence.*

SECT. 1. *De l'absence en général.*

- Les anciennes lois gardaient le silence sur la matière de l'absence. I, p. 327, n. 380.
- Le mot *absent* est équivoque. I, p. 328, n. 381.
- Dans quel sens la loi emploie le mot *absent*; il diffère de non présent. I, p. 328, n. 382.
- Ce qu'on doit entendre par le mot *absent*, dans l'art. 816 du code civil. II, p. 144, n. 830.
- Le code a divisé l'absence en trois périodes; ce qui caractérise chacune de ces périodes. I, p. 329, n. 383.

SECT. 2. *Absence présumée.*

- Division des absents en deux classes; ce que c'est que la présomption d'absence. I, p. 331, n. 383.
- Elle ne suffit pas pour autoriser la justice à pourvoir à l'administration des affaires de l'absent présumé. I, p. 332, n. 386.
- Il faut qu'il y ait nécessité absolue d'y pourvoir. I, p. 333, n. 387, 388.
- Exemples de quelques cas où existe cette nécessité. I, p. 333, n. 389.
- Quel tribunal doit alors statuer? I, p. 336, n. 390.
- Quelles mesures il doit ordonner; précautions qu'il doit prendre. I, p. 338, n. 391.
- Ce que la loi prescrit pour le cas d'inventaires, de successions, de partages ou de liquidations dans lesquelles un absent est intéressé; distinction à cet égard entre deux espèces d'absence. I, p. 339, n. 392.

- Les absents présumés sont-ils habiles à recueillir des successions échues depuis leur absence? I, p. 341, n. 383.
 - Quelles personnes peuvent provoquer les mesures à prendre pour l'administration des biens de l'absent présumé. I, p. 342, n. 384.
 - Le ministère public le peut-il? I, p. 343, n. 384.
 - Obligation de celui qui gère sans mandat les affaires d'un absent. XI, p. 39, n. 23-28.
 - Obligations de l'absent envers celui qui a ainsi géré ses affaires. XI, p. 39, p. 49, et suiv.
 - Obligation de la femme qui a géré sans mandat les affaires d'un absent, quelque non autorisée de son mari. XI, p. 47, n. 39.
 - Obligations du mineur dans le même cas. XI, p. 39, n. 40.
- Voy. *Gestion d'affaires*.

SECT. 3. — *Déclaration d'absence.*

- De la déclaration d'absence; en quoi consiste cette formalité nouvelle. I, p. 343, n. 386.
- Il faut trois circonstances pour que la déclaration d'absence puisse être provoquée. I, p. 343, n. 387.
- *Quid*, si l'absent a laissé une procuration? I, p. 343, n. 388.
- Quelles personnes peuvent provoquer la déclaration d'absence. *Ibid.*, n. 389.
- Leur requête doit être adressée au tribunal du dernier domicile de l'absent. I, p. 347, n. 400.
- Enquêtes qui doivent être ordonnées. I, p. 347, n. 401, 404.
- Les parents peuvent être témoins. I, p. 347, n. 402.
- Les juges peuvent rejeter la demande. I, p. 348, n. 403.
- La preuve testimoniale n'est pas la seule preuve admissible. I, p. 349, n. 404.
- Le jugement qui déclare l'absence ne peut être rendu qu'un an après les enquêtes ordonnées. I, p. 349, n. 405.
- Publicité qui doit être donnée à ces jugements. I, p. 349, n. 406.
- Formalités particulières prescrites en cas d'absence des militaires et des marins. I, p. 351, n. 407.
- Ce que doit faire le juge de paix qui met les scellés, lorsqu'un militaire absent a des droits à une succession. I, p. 351, n. 408.
- Le maire doit nommer un curateur; fonctions de ce curateur. I, p. 352, n. 409, 410.
- Dispositions particulières pour le rapport des procurations des militaires absents. I, p. 352, n. 411.
- Du conseil officieux qui doit leur être donné. I, p. 352, n. 412.

- Aucune prescription ni préemption d'instance ne peut être acquise contre eux. I, p. 353, n. 413.
- On ne peut les exécuter dans leurs immeubles ni dans leurs meubles, sans caution. I, p. 353, n. 414, 415.
- On peut provoquer contre eux la déclaration d'absence, et comment. I, p. 353, n. 416.
- La loi du 25 janvier 1817 contient à cet égard des dispositions applicables aux militaires et marins qui ont fait les campagnes de 1792 à 1815; texte de cette loi. I, p. 354, n. 417.

SECT. 4. *Effets de l'absence déclarée.*

- Des effets de l'absence déclarée. L'absent n'est présumé ni vivant ni mort pendant les deux premières périodes de l'absence. I, p. 355, n. 418-420.
- Le premier effet de l'absence déclarée est d'autoriser l'envoi de ses héritiers en possession provisoire de ses biens; motifs de cet envoi. I, p. 355, n. 421.
- A qui est accordé l'envoi en possession provisoire. I, p. 355, n. 422.
- Quelles conséquences résultent du principe que la loi pose à cet égard. I, p. 354, n. 423.
- L'envoi en possession provisoire ne peut être demandé qu'après dix ans, si l'absent a laissé une procuration. I, p. 354, n. 424.
- A quels biens s'étend cet envoi en possession. I, p. 355, n. 425.
- Comment et sous quelles conditions il peut être obtenu. I, p. 355, n. 426.
- Le tribunal doit ordonner la vente du mobilier, s'il juge que l'intérêt de l'absent l'exige. I, p. 357, p. 427.
- L'héritier envoyé provisoirement en possession doit faire emploi des deniers de la vente et des autres deniers de l'absent, sous peine d'en payer les intérêts. I, p. 357, n. 428.
- Il ne peut prescrire contre l'absent. I, p. 358, n. 429.
- Il est prudent à lui de faire rapporter un état des biens. I, p. 358, n. 430.
- Ce que doit être son administration; elle diffère de celle d'un tuteur ou d'un *negotiorum gestor*. I, p. 358, n. 431.
- Quelle quotité des revenus il doit rendre à l'absent qui reparait. I, p. 370, n. 432.
- L'héritier qui n'a pas partagé la jouissance provisoire doit néanmoins avoir part aux revenus. I, p. 370, n. 433.
- L'envoi en possession fait passer les actions actives et passives de l'absent sur la tête de l'héritier qui a obtenu cet envoi. I, p. 371, n. 434.
- L'envoi en possession provisoire donne lieu à l'ouverture du testament de l'absent. I, p. 371, n. 435.

- La possession provisoire cesse de quatre manières. I, p. 373, n. 436.
- 1° Par le retour de l'absent : quels droits lui sont alors rendus. I, p. 373, n. 437.
- 2° Par la nouvelle de son existence ; conséquences de cette nouvelle. I, p. 374, n. 438.
- 3° Par la preuve de son décès ; résultats de cette preuve. I, p. 375, n. 439.
- 4° Par l'envoi en possession définitif. I, p. 376, n. 440.
- Le retour d'un enfant absent ne donne pas lieu à la révocation d'une donation faite pendant son absence. V, p. 391, n. 399.
- A quelle époque on peut demander l'envoi en possession définitif. I, p. 377, n. 441.
- Quelles personnes peuvent demander l'envoi en possession définitif. I, p. 378, n. 443, 444, 445.
- Quels sont les effets de l'envoi en possession définitif ; sur quoi il est fondé. I, p. 379, n. 446.
- Il doit être demandé, et le jugement qui le prononce transfère seul la propriété des biens de l'absent. I, p. 381, n. 447.
- Cette propriété est résoluble. I, p. 381, n. 448.
- Cependant l'absent qui reparait ne peut reprendre ses biens que dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir demander compte des revenus. I, p. 382, n. 449.
- *Quid* des revenus non encore perçus ? I, p. 382, n. 450.
- S'il reparait des enfants de l'absent, la prescription de trente ans peut leur être opposée. I, p. 382, n. 451.
- Les héritiers envoyés seulement en possession provisoire ne peuvent ni prescrire ni aliéner. I, p. 383, n. 452.
- Dans quel cas la prescription ne peut être opposée aux enfants de l'absent. I, p. 384, n. 453.
- L'envoi en possession définitif peut avoir lieu au profit des héritiers qui n'ont pas concouru à l'envoi en possession provisoire. I, p. 388, 454.
- Comment cessent les effets de l'envoi en possession définitif. I, p. 388, n. 455.
- Des effets de l'absence, quand l'absent est marié. I, p. 388, n. 456 et suiv.
- Si la femme mariée est présumée absente, quelles mesures doit prendre le mari ? I, p. 388, n. 456.
- *Quid*, si c'est le mari qui est présumé absent ? I, p. 389, n. 457.
- A qui appartient la surveillance des enfants mineurs pendant la première période de l'absence du père. I, p. 389, n. 458.
- Ce que doit faire l'époux présent pendant la seconde période de l'absence de l'autre époux. I, p. 390, n. 459.
- L'absence du mari ne détache point de sa personne le droit d'administration sur les biens de la communauté. XIIp. 480 n. 506.
- Que doit faire le mari après la déclaration d'absence de sa femme ? I, p. 390, n. 460, 461.
- Le mari peut empêcher ses enfants d'être envoyés en possession provisoire des biens de leur mère, en optant pour la communauté. I, p. 391, n. 462.
- Il prend alors l'administration des biens même exclus de la communauté. I, p. 391, n. 462, 463.
- Mais il en doit faire inventaire. I, p. 393, n. 464, 466.
- S'il opte pour la dissolution, la communauté se partage, et il donne caution pour les choses susceptibles de restitution. I, p. 393, n. 465.
- S'il opte pour la continuation, il ne donne caution que pour les biens exclus de la communauté. I, p. 393, n. 466.
- L'époux qui continue la communauté peut seul empêcher l'envoi en possession provisoire des héritiers de l'autre époux ; conséquences quant aux biens de la femme mariée sous le régime dotal. I, p. 394, n. 467.
- Que doit faire la femme quand l'absence de son mari a été déclarée ? I, p. 396, n. 468.
- Conséquences de l'option qui lui est accordée pour la continuation de la communauté ; ce que doit être son administration. I, p. 396, n. 469.
- Elle doit donner caution. I, p. 398, n. 470.
- Elle peut renoncer à la communauté après l'avoir administrée. I, p. 398, n. 471.
- Effets de l'absence de l'un des époux dans la troisième période. I, p. 398, n. 472.
- L'absence ne donne jamais ouverture aux successions. IV, p. 68, n. 75.
- Le droit successif des enfants naturels ne s'ouvre pas par l'absence du père ou de la mère. IV, n. 232, n. 270.
- La déclaration d'absence du mari ne suspend point la délivrance du préciput conventionnel auquel la femme a droit. XIII, p. 307, n. 399.
- Il faut prouver le décès de l'absent pour exercer un droit qui ne s'ouvre que par sa mort. I, p. 379, n. 473, 474.
- Il faut prouver sa vie pour exercer un droit qui le suppose existant. I, p. 400, n. 475.
- Application de cette règle aux successions auxquelles pourrait être appelé un individu dont l'existence n'est point reconnue. I, p. 400, n. 476.
- Cette règle s'applique aux absents présumés comme aux absents déclarés. I, p. 401, p. 477, 478.

- On ne peut méconnaître l'existence de ceux qui ne sont pas dans le cas de l'absence présumée. I, p. 408, n. 479.
- Dans le cas où les héritiers présents méconnaissent l'existence d'un cohéritier absent, ils ne sont assujettis ni au scellé, ni à l'inventaire, ni à l'obligation de fournir caution. I, p. 408, n. 480.
- C'est une imprévoyance de la part du législateur. I, p. 407, n. 481.
- L'héritier présent, par qui la succession est recueillie, gagne les fruits perçus de bonne foi. I, p. 408, n. 482.
- L'absence la plus longue ne suffit pas pour dissoudre le mariage. I, p. 409, n. 483.
- Mais l'époux absent est seul recevable à attaquer le mariage contracté pendant sa vie par l'autre époux présent. *Ibid.*, p. 409, n. 484, 488, et *ibid.*, p. 446, n. 528.
- Lorsque ce mariage serait déclaré nul, la bonne foi de l'un des époux assurerait la légitimité des enfants qui en seraient nés. I, p. 410, n. 486.
- L'absence de l'un des époux donne à l'autre le droit de se faire envoyer en possession de ses biens. I, p. 411, n. 487.

ABSOLUTION.

La mort civile cesse par un jugement d'absolution. I, p. 264, n. 291.
 Voy. *Mort civile*.

ABUS.

Nul n'abuse qui use de son droit; ce qu'il faut entendre par le mot *faute* dans l'art. 1332. XI, p. 149, n. 119, 120.
 — De l'extinction totale ou partielle de l'usufruit, par l'abus que l'usufruitier fait de sa jouissance; comment les créanciers de l'usufruitier peuvent empêcher cette extinction. III, p. 323, 408, 469.

ABUS (d'autorité).

La contrainte qui résulte des abus d'autorité peut être une juste cause de rescision. VI, p. 86, n. 83.

ACCEPTATION.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. De l'Acceptation des offres.
- SECT. 2. De l'Acceptation de la communauté.
- SECT. 3. De l'Acceptation des donations.
- SECT. 4. De l'Acceptation des successions.

SECT. 1. De l'Acceptation des offres.

Les offres peuvent être rétractées jusqu'à l'acceptation, qui rend la convention parfaite. VI, p. 25, n. 24.
 — Elle est irrévocable après l'acceptation. VI, p. 27, n. 28.

- Les offres et l'acceptation peuvent être faites à des intervalles séparés. VI, p. 27, n. 26.
 - L'acceptation doit être en tout conforme aux offres. *Quid*, si les sommes sont différentes? VI, p. 28, n. 27, 28.
 - La convention n'est point parfaite avant que l'acceptation soit connue. VI, p. 32, n. 29.
 - Cas où la promesse n'est pas révocable avant l'acceptation. VI, p. 33, n. 30.
 - L'acceptation ne peut être faite après la mort de celui qui a fait les offres, ni après la mort de celui auquel elles ont été faites. VI, p. 34, n. 31.
 - La notification de l'acceptation d'un engagement constaté par un acte sous seing privé non fait double rend cet acte valable. Application aux contrats formés par lettres missives. VIII, p. 483, n. 328.
 - L'obligation est-elle éteinte avant que le débiteur ait accepté la remise? VII, p. 368, n. 321.
 - L'acceptation de la remise peut-elle être tacite et prouvée par témoins jusqu'à 180 fr.? VII, p. 391, n. 332.
 - On peut, jusqu'à l'acceptation, rétracter la délation ou la relation du serment. X, p. 477, n. 368.
 - Il n'existe point de transaction, si celui à qui le serment est déferé n'accepte point la condition; mais la loi lui ordonne de payer, de jurer ou de référer le serment. X, p. 479, n. 368-370.
- Voy. *Serment*.

SECT. 2. De l'Acceptation de la communauté.

- Le droit que la loi donne à la femme ou à ses héritiers de prendre part à la communauté devenue actuelle par la dissolution est un bienfait qui peut être accepté ou refusé. XIII, p. 491, n. 128.
 - Ce droit d'acceptation ou de refus ne peut leur être ôté par des conventions antérieures. XIII, p. 491, n. 126.
 - Cette faculté est conforme au droit commun. XIII, p. 192, n. 127.
 - La dissolution de la communauté par la séparation de biens n'enlève point ce droit à la femme. XIII, p. 192, n. 128, 129.
- Voy. *Renonciation à la communauté*.
- On ne peut appliquer, aux héritiers de la femme qui se divisent sur l'acceptation ou la répudiation de la communauté, l'art. 782 relatif à l'acceptation des successions. XIII, p. 263, n. 189.
 - A qui appartiennent les parts des renonçans? XIII, p. 263, n. 190-192.
 - La femme fait acte d'acceptation en transportant, avant partage, son droit à la communauté. Son cautionnaire est privé, aussi bien qu'elle, du droit de renoncer. XIII, p. 275, n. 200, 202.

— Les créanciers de la femme peuvent accepter la communauté de leur chef. XIII, p. 278, n. 302.

— Pourraient-ils attaquer l'acceptation de la femme? XIII, p. 278, 305.

SECT. 3. De l'acceptation des donations.

— De l'acceptation des donations. V, p. 300, n. 187, 217.

Voy. Donation entre vifs, chap. 2, sect. 2.

— L'acceptation d'une donation par une femme non autorisée, pour son enfant mineur, est valable. II, p. 19, n. 630.

— Le donateur ne peut attaquer l'acceptation de la donation faite par la femme mariée non autorisée. II, p. 33, n. 668.

SECT. 4. De l'acceptation des successions.

— Définition de l'acceptation ou adition d'hérédité. IV, p. 334, n. 312 bis.

— Nul n'est héritier qui ne veut. Il n'y a point d'héritiers nécessaires. IV, p. 334, n. 313.

— On ne peut accepter une succession avant qu'elle soit ouverte, ni avant d'y être appelé. IV, p. 336, n. 318, 316.

— Les personnes incapables de s'engager, les femmes mariées, les mineurs, etc., ne peuvent accepter une succession. Comment elle peut être acceptée pour eux. IV, p. 338, n. 317-320.

— Les créanciers du non acceptant peuvent accepter pour lui. Comment. III, p. 338, n. 319.

— Si le successible meurt avant d'avoir accepté, ses héritiers peuvent accepter pour lui. *Quid s'il n'a pas d'accord?* IV, p. 339, n. 321.

— Deux manières d'accepter une succession. Celui qui accepte purement et simplement n'exclut pas celui qui n'accepte que sous bénéfice d'inventaire. IV, p. 340, n. 322, 325.

— L'acceptation peut être expresse ou tacite. Définitions. IV, p. 340, n. 324.

— Est-on censé avoir accepté quand on a pris le titre d'héritier? Distinction. IV, p. 341, n. 328, 326.

— De l'acceptation tacite. IV, p. 343, n. 327.

— Division des faits ou actes d'où l'on peut induire une acceptation tacite. De ceux qui la suppose nécessairement. IV, p. 344, n. 328-330.

— Des actes d'administration et autres qui ne supposent pas nécessairement l'acceptation. IV, p. 347, n. 331.

— A qui il incombe de prouver une intention contraire. IV, p. 349, n. 332.

— Actes dont on ne peut induire aucune acceptation. IV, p. 349, n. 333.

— Effets de l'acceptation. IV, p. 350, n. 334.

— Actes relatifs à l'acceptation d'une succession, qui ne caractérisent point l'approbation et n'opèrent point la ratifica-

tion tacite. VIII, n. 708, n. 307.

— Quand et comment le tuteur peut accepter une succession pour le mineur. II, p. 324, n. 1233, 1236.

— Par quels actes le mineur devenu majeur peut ratifier tacitement l'acceptation d'une succession qu'il a faite en minorité. VIII, p. 708, n. 707.

— Quand on peut être restitué contre une acceptation. IV, p. 331, n. 338.

— Que devient la part de l'héritier restitué. IV, p. 331, n. 336.

Voy. Renonciation, Bénéfice d'inventaire, Succession.

— Il n'existe aucune exception aux principes qui régissent la chose jugée, pour le cas où un jugement condamne un héritier à succéder, en qualité d'héritier par et simple. Ce jugement n'a de force que pour ou contre ceux entre lesquels il a été rendu. Réponse aux objections qu'on tire de l'art. 800 du Code, et de la prétendue indivisibilité de la qualité d'héritiers. Si les qualités naturelles sont indivisibles en soi, les droits que la loi y attache peuvent être divisés. Arrêts conformes à ces principes. X, p. 324, n. 235-239.

— De l'acceptation d'une succession sous bénéfice d'inventaire; de ses effets; des obligations de l'héritier bénéficiaire. IV, p. 367, n. 352-358.

Voy. Bénéfice d'inventaire.

ACCESSION.

— Du droit d'accession en général. Son origine. III, p. 69, n. 106.

— Division de l'accession en naturelle et artificielle. *Ibid.*

— Division de l'accession artificielle en adjonction, spécification et commixtion ou mélange. III, p. 70, n. 107.

— Du droit d'accession sur ce qui est produit par la chose, les fruits naturels, industriels, civils, et le croît des animaux. III, p. 71, n. 108.

— Charge des fruits. III, p. 71, 109.

— Droit d'accession sur les fruits, en faveur du possesseur de bonne foi. III, p. 71, n. 110.

— Du droit d'accession sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose. III, p. 72, n. 111.

— De l'adjonction de choses appartenant à différents maîtres, et des choses unies qui, formant un tout, sont séparables. III, p. 73, n. 112-114.

— De la spécification ou formation d'une nouvelle espèce avec une matière appartenant à autrui. Règles à cet égard. III, p. 75, n. 118, 116.

— De la confusion ou du mélange de plusieurs choses appartenant à plusieurs propriétaires. Règles à cet égard. III, p. 77, n. 117-118.

- Régies communes à l'adjonction, à la spécification et au mélange. III, p. 78, n. 118-121.
- La propriété du sol emporte par accession celle du dessus; conséquence. III, p. 39, n. 122.
- Le propriétaire peut faire sur son terrain toutes les constructions et plantations qu'il lui plaît. III, p. 81, n. 123.
- Elles sont présumées faites à ses frais, si le contraire n'est prouvé. III, p. 81, n. 124.
- S'il en a fait avec les matériaux d'autrui, il en doit payer la valeur; le propriétaire ne peut les enlever. Exception. III, p. 81, n. 125.
- Des plantations faites sur notre terrain avec les plantes d'autrui. III, p. 85, n. 127.
- Des constructions faites sur le terrain d'autrui. Distinction entre les possesseurs de bonne foi et ceux de mauvaise foi. III, p. 85, n. 128.
- *Quid* de l'usufruitier? III, p. 84, n. 129. Et *ibid.*, p. 225, n. 437.
- *Quid* du fermier ou locataire? III, p. 85, n. 130.
- De la propriété et de l'usage des sources et cours d'eau, des étangs, du lit et du droit de pêche des rivières non navigables. III, p. 87, n. 151 et suiv.

Voy. *Acq.*

- De la propriété des pigeons, lapins et poissons. III, p. 100, n. 146.
- Conséquences du principe que la propriété du sol emporte celle du dessous. III, p. 101, n. 147.
- De la propriété des mines et des trésors. III, p. 102, n. 148.
- Du droit d'accession sur ce qui s'unit au sol par attérissement ou par alluvion, et sur les îles et îlots. III, p. 102, n. 149 et suiv.

Voy. *Attérissements, Alluvion, Ile.*

ACCESSOIRE (obligation).

- Ce qu'on entend par obligations accessoires. VI, p. 499, 463.
- Des obligations accessoires des cantions. VI, p. 501, n. 466.

ACCIDENT.

- Quelle espèce d'accident peut établir l'impossibilité de cohabitation. II, p. 123, n. 810.
- Les obligations contractées en cas d'accidents imprévus, où l'on n'a pu se procurer une preuve littérale, font exception aux principes relatifs à l'admissibilité de la preuve testimoniale. IX, p. 517, n. 198.
- Application de cette exception. IX, p. 519, n. 199-203.
- Preuves imposées dans les cas où cette exception est admise. XI, p. 531, n. 206-230.

Voy. *Preuve testimoniale, Cas fortuit.*

ACCOMPLISSEMENT.

- De l'accomplissement des conditions; comment elles doivent être accomplies. VI, p. 623, n. 596 et suiv.
- De l'indivisibilité ou de la divisibilité de l'accomplissement des conditions. VI, p. 638, n. 598-603.
- De l'effet de l'accomplissement de la condition suspensive. VI, p. 639, n. 537-546.
- De l'effet de l'accomplissement de la condition résolutoire. VI, p. 631, n. 549 et suiv.
- Si la condition qui a pour objet la mort naturelle d'une personne est accomplie par la mort civile. VI, p. 644, n. 607.
- Quand le terme fixé pour l'accomplissement de la condition est fatal. VI, p. 645, n. 608-619.
- De l'accomplissement de la condition quand il n'y a point de terme fixé. VI, p. 633, n. 620-635.
- De l'accomplissement des conditions potestatives, casuelles et mixtes. VI, p. 664, n. 638-641.
- L'effet de l'accomplissement n'est point détruit lorsque les choses reviennent au même état qu'auparavant. VI, p. 643, n. 642.
- Il en est de même lorsque la condition a été faillie. Exceptions. VI, p. 639, n. 645-646.
- Comment résoudre les difficultés qui s'élèvent sur la question de savoir si la condition est accomplie, ou si elle a été faillie. VI, p. 673, n. 647, 648.
- C'est au demandeur à prouver l'accomplissement de la condition. VI, p. 675, n. 649.

V. *Condition.*

ACCOUCHEMENT.

- Comment se prouve l'accouchement de la mère. II, p. 251, n. 942-946.

ACCROISSEMENT.

- Du droit d'accroissement. V, p. 642, n. 685.
- Les légataires peuvent être conjoints de trois manières. V, p. 642, n. 684.
- Les légataires conjoints par la chose sont aussi appelés disjoints. V, p. 645, n. 685.
- On présume que le testateur a voulu leur donner un droit égal. V, p. 645, n. 686.
- A moins qu'il n'y en ait entre eux de conjoints par les paroles. V, p. 645, n. 687.
- Entre légataires conjoints par la chose seulement, le droit d'accroissement n'a pas lieu, si l'objet légué peut être divisé sans détérioration. V, p. 644, n. 688.
- Les légataires conjoints par la chose et par les paroles jouissent du droit d'accroissement, quand même l'objet pourrait se diviser commodément. V, p. 645, n. 689.

- A moins que le testateur n'ait assigné la part de chacun d'eux. V, p. 645, n. 680.
- Il faut distinguer si l'assignation se trouve dans la disposition ou dans l'exécution. V, p. 645, n. 691.
- L'assignation de parts inégales n'empêcherait pas le droit d'accroissement, si elle était faite dans la clause d'exécution. V, p. 645, n. 692.
- A qui appartient la portion des légataires conjoints en nom collectif? V, p. 649, n. 693.
- Comment les colégataires partagent la portion qui leur accroît. V, p. 680, n. 694.
- L'accroissement se fait *volentibus, non inertiis*. V, p. 680, n. 695.
- *Quid* si le legs est fait purement et simplement à l'un, et conditionnellement à l'autre? V, p. 680, n. 696.
- Celui qui, après avoir répudié sa part du legs, devient héritier de son colégataire, peut accepter le tout. V, p. 631, n. 697.
- Quand et comment cesse le droit d'accroissement. V, p. 681, n. 698.
- Il y a lieu au droit d'accroissement entre époux à qui une donation par contrat de mariage a été faite conjointement. V, p. 761, n. 844.
- De l'accroissement en matière d'usufruit. III, p. 311, n. 448.
- Il n'y a point d'accroissement forcé, de la part de l'héritier qui se restitue contre son acceptation, au profit des autres héritiers. IV, p. 351, n. 336.
- Dans le cas de renonciation à une succession, l'accroissement a lieu au profit des cohéritiers du renonçant. Comment s'opère cet accroissement. IV, p. 356, n. 342, 343.
- Le droit d'accroissement n'a point lieu dans les contrats. Exceptions. VI, p. 741, n. 710 - 713.

ACCUSATION (capitale).

- Ce qu'on entend par accusation capitale. IV, p. 118, n. 109.

ACCUSÉ.

- Si le paiement fait à l'accusé avant le jugement est valable. VII, p. 24, n. 16.

ACQUÉREUR.

- Entre deux acquéreurs du même fonds, les Romains donnaient la préférence à celui auquel la tradition avait été faite. X, p. 828, n. 6 et 7 addition.
- Si le vendeur n'était pas propriétaire lors de la première vente et qu'il le fût devenu lors de la seconde, le premier acquéreur était préféré. X, p. 826, n. 9 et 10 addition.
- L'acquéreur est obligé d'entretenir le bail. X, p. 823, n. 12 addition.
- L'acquéreur est l'ayant-cause du ven-

deur, quelle que soit la forme de son titre. X, p. 826, n. 58, 39 addition.

- Le demandeur en répétition d'une chose qu'il a indûment payée n'a aucun recours contre l'acquéreur auquel le créancier putatif de bonne foi l'a vendue. XI, p. 122, n. 97, 98.
 - La bonne foi du tiers qui a acquis de l'héritier apparent des biens dépendant de l'hérédité suffit-elle pour faire maintenir les ventes et pour repousser l'action du véritable héritier qui revendique ces biens avant la prescription acquise? IX, p. 341 addition.
 - Le recours en garantie que l'acquéreur évincé aurait contre le vendeur de bonne foi serait-il du moins un motif suffisant pour repousser par exception, *ex personae venditoris*, la revendication du véritable héritier? *Ibid.*
 - Le jugement rendu, en matière réelle, pour ou contre le vendeur, a l'autorité de la chose jugée pour ou contre l'acquéreur à titre particulier. X, p. 278, n. 199.
 - *Secus* de la question converse; exemples et conséquences. X, p. 276, n. 200.
 - Si le tiers acquéreur peut, *pendente conditione*, prescrire contre le créancier conditionnel. VI, p. 861, n. 827-829.
- Voy. *Vente, Ayant-cause, Héritier apparent, Chose jugée.*
- Quand la subrogation légale a lieu au profit de l'acquéreur qui paie le prix de son acquisition aux créanciers hypothécaires. VII, p. 184, n. 142-146.
- Voy. *Subrogation.*
- L'acquéreur d'un fonds dotal ne peut, dans la prévision d'une éviction, exercer l'action révocatoire. Il n'a qu'une action en dommages-intérêts. XIV, p. 261, n. 256-248.
- Voy. *Dot*, sect. 2, art. 2, § 3.
- #### ACQUÊT.
- Quels sont les biens que le Code désigne par cette expression? XII, p. 253, n. 152.
 - L'acquisition faite, pendant le mariage, de portion d'un immeuble dont un des époux était copropriétaire par indivis, ne constitue point un acquêt de communauté. Distinctions à cet égard. XII, p. 265, n. 158 et suiv.
- Voy. *Communauté de biens entre époux*, sect. 2, art. 1.
- De la succession aux acquêts dans les pays de coutumes. IV, p. 139, n. 153, 154.
- #### ACQUIESCENCEMENT.
- De l'acquiescement exprès ou tacite, et de ses effets quant à l'appel. X, p. 160, n. 106.
 - Si la signification du jugement sans réserve et sans protestation équivaut à un

- acquiescement. X, p. 181, n. 107, 108.
- On peut être restitué contre un acquiescement, pour cause légitime. X, p. 162, n. 109.
- L'acquiescement donné au jugement de séparation de corps avant l'expiration du délai d'appel ne rend pas l'appel non recevable. II, p. 90, n. 760.
- L'assistance, sans protestation, à la prestation du serment déféré d'office, ou le défaut, lorsqu'on a été appelé à y assister, et qu'il y a eu intervalle entre la prestation et le jugement interlocutoire qui l'ordonne, est un acquiescement tacite à ce jugement, qui rend l'appel non recevable. X, p. 357, n. 438.
- Si ce n'est lorsque la fausseté du serment peut être prouvée par des pièces découvertes depuis, quand bien même elles n'auraient pas été retenues par le fait de celui qui l'a prêté. X, p. 359, n. 426, 427.
- Celui qui a obtenu par défaut un jugement auquel il a été donné acquiescement par acte sous seing privé ne peut opposer cet acquiescement aux créanciers qui attaquent le jugement comme périmé faute d'exécution dans les six mois. VIII, p. 382, n. 282.

ACQUISITION.

- Ce qu'on entend par moyen d'acquérir la propriété. IV, p. 4, n. 2.
- Des moyens originaux d'acquérir la propriété; différence entre le titre et le moyen d'acquérir. IV, p. 81, n. 81-83.

ACTE.

- Double signification du mot acte; conventions qui en résultent. VIII, p. 96, n. 46-48.
- Le mot *contrat* est souvent employé dans le sens du mot *acte*. VIII, p. 96, n. 49.
- Différence entre la signification du mot *titre* et celle du mot *acte*. VIII, p. 99, n. 50.
- Division des actes en judiciaires et extrajudiciaires. VIII, p. 100, n. 51.
- Il ne faut jamais confondre les actes ou instruments, avec les actes ou conventions qu'ils consistent. VIII, p. 193, n. 133.
- Différence entre l'acte et le contrat. VIII, p. 486, n. 311; p. 472, n. 318. IX, p. 26, n. 25.
- Le contrat existe indépendamment de l'acte destiné à en procurer la preuve. VIII, p. 463, n. 315, et p. 472, n. 318.
- Des actes publics chez les Romains. VIII, p. 224, n. 198.
- Des actes reçus par un tabellion, appelés à Rome *actus forenses*. VIII, p. 302, n. 204.

- *Quid s'ils n'étaient pas reçus par le tabellion?* Ibid., n. 206.
- Des actes écrits hors la présence des témoins et du tabellion. VIII, p. 503, n. 206.
- Voy. *Seing privé*.
- La loi du lieu où sont passés les actes en régit la forme. I, p. 34, n. 120.
- Une écriture privée, qui a la forme d'acte, forme une apparence ou un commencement de preuve. VIII, p. 292, n. 183.
- On ne peut mettre à exécution un acte non authentique, sans recourir aux tribunaux par voie d'action. VI, p. 228, n. 214.

ACTE AUTHENTIQUE.

Voy. *Authentique*.

ACTE CONFIRMATIF.

Voy. *Confirmation, Ratification*.

ACTE CONSERVATOIRE.

- Le créancier conditionnel peut, *pendente conditione*, faire tous actes conservatoires. VI, p. 362, n. 328.

ACTES DE COMMERCE.

- Quels sont les actes de la femme mariée, marchande publique, qu'on peut qualifier *actes de commerce*. XII, p. 378 et suiv., n. 248-252.
- La preuve qu'un immeuble a été aliéné, pour fait de commerce, par une femme mariée, marchande publique, incombe à l'acquéreur. XII, p. 381, n. 252.
- Voy. *Commerce, Commerçant*.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *Dispositions générales.*
- SECT. 2. *Actes de naissances.*
- SECT. 3. *Actes de mariage.*
- SECT. 4. *Actes de décès.*
- SECT. 5. *Actes de l'état civil des militaires.*

SECT. 1. *Dispositions générales.*

- Comment on peut prouver son état civil; et des actes de l'état civil. I, p. 271, n. 299.
- Le titre 2^e du code civil ne parle que des actes de naissance, de mariage et de décès. I, p. 272, n. 300.
- Dispositions des anciennes lois sur ce point, changées par le droit nouveau. I, p. 275, n. 301.
- Les actes de l'état civil doivent être inscrits sur des registres. I, p. 276, n. 305.
- Comment doivent être tenus, déposés, conservés et vérifiés ces registres. I, p. 276, n. 304.
- Ces registres doivent être publics. I, p. 278, n. 306.

- Les extraits de ces registres font foi jusqu'à inscription de faux. I, p. 278, n. 308.
 - Comment ces actes doivent être inscrits, et ce qu'ils doivent contenir. I, p. 279, n. 308.
 - Quelles personnes peuvent y être témoins. Leur nombre. I, p. 281, n. 309.
 - Des actes de l'état civil des étrangers, ou des Français nés, mariés ou décédés chez l'étranger. I, p. 282, n. 310.
 - L'inobservation des formalités prescrites pour la rédaction des actes de l'état civil n'en emporte pas la nullité. I, p. 283, n. 311.
 - Responsabilité des personnes chargées de la tenue et de la garde des registres de l'état civil. I, p. 284, n. 312.
 - Rectification des actes de l'état civil. Elle ne peut être faite qu'en vertu d'un jugement, et sur la demande des parties intéressées. I, p. 301, n. 339, 340.
 - Devant quel tribunal la demande est portée, et comment il y est statué. I, p. 302, n. 341.
 - Ce que doit faire l'officier de l'état civil, si la rectification est ordonnée. I, p. 302, n. 342.
 - La rectification par suite d'un jugement n'est pas toujours nécessaire, quand les actes ne sont produits que pour contracter mariage. I, p. 303, n. 343.
 - Le jugement rendu sur une demande en rectification peut être attaqué par appel, et il n'est pas opposable aux tiers. I, p. 304, n. 344.
 - Comment on supplée aux registres pour prouver l'état civil. I, p. 306, n. 345, 346.
 - La perte ou la non-existence des registres n'oblige point le juge à admettre la preuve testimoniale. I, p. 306, n. 347.
 - Preuve résultant des actes inscrits sur des feuilles volantes. I, p. 309, n. 348.
 - Quelques feuillets manquant dans un registre autorisent-ils à recourir à un autre genre de preuve? I, p. 310, n. 349.
 - L'omission d'inscrire un acte sur des registres tenus d'ailleurs en bonne forme autorise-t-elle à recourir à d'autres preuves? I, p. 311, n. 350.
 - La possession d'état dispense quelquefois de la représentation des actes de l'état civil. I, p. 312, n. 351.
 - Un commencement de preuve par écrit, ou de simples présomptions, peuvent faire admettre la preuve testimoniale des naissances. I, p. 312, n. 352.
 - Elles ne suffisent pas pour faire admettre deux conjoints à prouver par témoins la célébration de leur mariage. I, p. 315, n. 353.
 - Raison de cette différence. I, p. 315, n. 354.
 - Un simple acte de notoriété supplée à l'acte de naissance, lorsqu'il s'agit de contracter un mariage. I, p. 314, n. 355.
 - Ce que doit contenir cet acte de notoriété. I, p. 314, n. 356.
 - Son homologation est facultative pour le tribunal auquel il est présenté. I, p. 315, n. 357.
 - Il n'est admis que pour constater les naissances, et dans le cas de mariage. I, p. 315, n. 358.
 - Si l'on peut suppléer aux actes de décès par des actes de notoriété. Distinction. I, p. 315, n. 359.
 - *Quid*, si l'impossibilité d'inscrire le décès sur les registres était prouvée? I, p. 317, n. 360.
 - La preuve acquise par le résultat d'une procédure criminelle peut suppléer aux actes de l'état civil. I, p. 317, n. 361.
- SECT. 2. Actes de naissance.**
- Obligation imposée à certaines personnes de déclarer à l'officier de l'état civil la naissance d'un enfant. I, p. 296, n. 313.
 - Peine contre les contrevenants. I, p. 297, n. 314.
 - Ce que doit énoncer l'acte de naissance. I, p. 297, n. 315.
 - Quand on peut nommer dans un acte de naissance le père d'un enfant naturel. I, p. 298, n. 316.
 - La mère doit toujours être nommée. I, p. 298, n. 317.
 - L'acte de reconnaissance d'un enfant doit être inscrit en marge de l'acte de naissance. I, p. 299, n. 318.
 - Observations sur les prénoms. I, p. 299, n. 319.
 - Déclarations relatives aux enfants exposés. I, p. 299, n. 320.
 - Des actes de naissance des enfants nés sur mer. I, p. 299, n. 321.
- SECT. 3. Actes de mariage.**
- Voy. Mariage, sect. 3.**
- SECT. 4. Actes de décès.**
- L'officier de l'état civil doit s'assurer du décès, avant d'autoriser l'inhumation. I, p. 292, n. 323.
 - Défense d'inhumer dans les édifices publics, et dans l'enceinte des villes et bourgs. I, p. 292, n. 324.
 - On peut choisir le lieu de son inhumation; autrement elle se fait dans les cimetières publics. I, p. 293, n. 325, 326.
 - L'acte de décès est dressé en présence de deux témoins. I, p. 293, n. 327.
 - Ce qu'il doit contenir. I, p. 293, n. 328.
 - Du décès dans les hôpitaux civils et militaires. I, p. 294, n. 329.
 - Des formalités requises quand il y a indice de mort violente. I, p. 294, n. 330.

- Des actes de décès des personnes exécutées à mort en vertu de jugement. I, p. 295, n. 331.
- Comment doivent être constatés les décès dans les prisons, maisons de réclusion, etc. I, p. 295, n. 332.
- Des décès arrivés en mer. I, p. 296, n. 335.
- Acte de décès de l'enfant mort avant que sa naissance ait été constatée. I, p. 296, n. 334.
- Acte de décès des personnes noyées ou incendiées, sans qu'on ait pu retrouver leurs corps. I, p. 297, n. 338, et *ibid.*, p. 317, n. 360.

SECT. 3. Actes de l'état civil des militaires.

- Comment et par qui sont tenus les registres de l'état civil pour les militaires hors du royaume. I, p. 298, n. 336-338.

ACTE NOTARIÉ.

- Des actes notariés; de leurs diverses espèces; de leurs formes extrinsèques; de leur force probante. VIII, p. 110, n. 85 et suiv.

Voy. *Authentique*, sect. 2 et 5.

ACTE RÉCOGNITIF.

- L'acte récongnitif ne peut réparer les vices d'une donation nulle dans la forme. V, p. 179, n. 174.

Voy. *Récongnitif (Acte)*, *Reconnaissance*.

ACTE RESPECTUEUX.

- Des actes respectueux, quand ils sont requis, et comment ils doivent être notifiés. I, p. 461, n. 848-850.

ACTE SOUS SEING PRIVÉ.

- De l'acte sous seing privé. VIII, p. 276, n. 190 et suiv.

Voy. *Seing privé*.

ACTIF (de la communauté légale).

- De quoi se compose l'actif de la communauté. XII, p. 162, n. 95 et suiv.
- Partage de l'actif de la communauté. XIII, p. 209, n. 146 et suiv.

Voy. *Communauté légale*, *Partage de la communauté*.

ACTION.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *Action, dans le sens usuel du mot.*

SECT. 2. *Action, dans la signification de ce mot en procédure.*

SECT. 3. *Action, dans le sens usuel du mot.*

- L'homme peut engager ses actions. VI, p. 229, n. 218.
- Quand les actions d'autrui peuvent nous être imputées. XI, p. 322, n. 230 et suiv.

Voy. *Responsabilité*.

SECT. 2. *Action, dans la signification de ce mot en procédure.*

- Tous les contrats confèrent le droit d'action, qui est une véritable propriété. VI, p. 220, n. 207.
- Obligations pour lesquelles la loi n'accorde aucune action au créancier. VI, p. 413, n. 381-386.
- Pourquoi la loi refuse une action pour faire exécuter les obligations naturelles. VI, p. 420, n. 387.
- Il ne faut pas confondre la cause d'une action, et l'espèce ou le genre de l'action. Exemples de la différence qui existe entre ces deux choses, dans le cas d'un contrat de vente revêtu de la formalité de la stipulation, et dans le cas des actions *réhabilitaires* et *quantit minoris*. X, p. 214, n. 162, 163.
- Quand il y a lieu ou quand il n'y a pas lieu à l'exception de la chose jugée, en raison de l'identité dans la cause des deux actions. X, p. 211, n. 188-195.

Voy. *Chose jugée*.

- Examen de la maxime que, dans le concours de plusieurs actions, celui qui en a choisi une ne peut plus revenir aux autres : *Electa una via, non datur recursus ad alteram*. Application à diverses actions. X, p. 254, n. 170-195.

Voy. *Chose jugée*.

- Les actions, dans la signification de ce mot en procédure, ne sont pas l'objet du Code civil. I, p. 132, n. 166.
- Les actions dans les compagnies de finance, de commerce et d'industrie, sont meubles. III, p. 14, n. 20.
- Quelles actions sont accordées à l'usufruitier pour la conservation de son droit? III, p. 278, n. 418.
- Des actions relatives aux servitudes; des actions confessoires et négatoires; des actions possessoires et pétitoires; quels juges en connaissent; qui a le droit de les exercer. III, p. 544, n. 711-722.

Voy. *Servitude*.

- Quelle action le legs confère au légataire. V, p. 497, n. 821 et suiv.
- Quelles sont les actions qui entrent et quelles sont celles qui n'entrent pas dans la communauté légale. XII, p. 161, n. 95 et suiv.
- Des actions dans les compagnies de finance, de commerce et d'industrie. *Ibid.*, p. 162 et suiv., n. 97.
- L'action de la femme en récompense ou en remploi du prix de ses propres aliénées entre dans la communauté légale. XII, p. 197, n. 411.
- Par quel laps de temps se prescrivent les diverses actions et exceptions.

Voy. *Exception*.

ACTION CIVILE.

- Les délits donnent lieu à deux actions : l'action civile et l'action publique. Dans quels cas et devant quels tribunaux chacune de ces actions peut être suivie. IX, p. 240, n. 143-187.

Voy. *Délit, Preuves testimoniales.*

- L'action civile intentée pour obtenir réparation du dommage causé par un méfait est seule du ressort du droit civil. Comment elle peut être intentée et poursuivie. XI, p. 137, n. 114.
- L'action civile ne peut arrêter l'action publique. IX, p. 281, n. 181 et suiv.
- L'action civile en réclamation d'état doit être définitivement jugée par les tribunaux civils, avant que l'action criminelle pour délit de suppression d'état puisse être poursuivie. II, p. 200, n. 901-907.
- De l'influence que peut avoir sur le sort de l'action civile le jugement rendu au criminel sur la poursuite du ministère public. VIII, p. 35, n. 30-37.

Voy. *Chose jugée.*

- Réfutation de la doctrine de M. Merlin ; qui pense que le jugement rendu au criminel, sur la poursuite du ministère public, préjuge le sort de l'action en dommages-intérêts portée par la partie civile devant un tribunal civil, et que le criminel emporte le civil. Cette doctrine est fautive, même dans le cas où il y a connexité entre le fait sur lequel il a porté l'action publique et celui sur lequel doit porter l'action civile. X, p. 542, n. 240-289.

ACTION CRIMINELLE.

- L'action civile en réclamation d'état doit être définitivement jugée par les tribunaux civils, avant que l'action criminelle pour crime de suppression d'état puisse être poursuivie. II, p. 200, n. 901-907.
- De l'influence que peut avoir sur le sort de l'action civile le jugement rendu au criminel sur la poursuite du ministère public. VIII, p. 35, n. 30-37.

Voy. *Chose jugée.*

- Quand on peut poursuivre par la voie criminelle la réparation du préjudice causé par le dol ou par la fraude. IX, p. 260, n. 187 et suiv.

Voy. *Dol, Fraude.*

- Le délit d'escroquerie est un prétexte qu'on emploie fréquemment pour éluder, au moyen du recours à la voie criminelle, la prohibition de la preuve testimoniale dans divers cas de dol. Caractères de l'escroquerie. Si le dol déferé aux tribunaux correctionnels sous le nom d'escroquerie n'a pas tous les caractères de ce délit, les juges doivent rejeter la plainte. Dans le cas contraire, ils doivent articuler avec soin, dans leurs ju-

gemens, les faits qui caractérisent l'escroquerie. IX, p. 286, n. 185-187.

- Il en est de même du faux. Caractères de ce crime. Les tribunaux criminels doivent rejeter la plainte quand le fait ne présente pas ces caractères. IX, p. 285, n. 188.

- Différence entre les principes du droit actuel et ceux de l'ancienne jurisprudence française ou du droit romain sur la poursuite des délits. IX, p. 299, n. 189.

ACTION EN NULLITÉ.

- Dans quel délai doit être intentée par les créanciers du mari l'action en nullité de la séparation de biens, pour l'observation des formalités prescrites? XIII, p. 148, n. 94.

Voy. *Nullité.*

ACTION EN RÉCLAMATION D'ÉTAT.

- De l'action en réclamation d'état. II, p. 197, n. 898-914.

Voy. *Etat.*

ACTION EN REMPLOI.]

- L'action en remploi est mobilière de sa nature. Conséquences. XII, p. 197, n. 111, et p. 832, n. 568.

Voy. *Remploi.*

ACTION EN RÉCISION.

Voy. *Résision.*

ACTION HYPOTHÉCAIRE.

- De l'action hypothécaire accordée aux créanciers d'une succession. IV, p. 537, n. 828.

Voy. *Dette, Hypothèque.*

ACTION IMMOBILIÈRE.

- Les actions immobilières sont immeubles par la détermination de la loi. III, p. 12, n. 17.

ACTIONS MOBILIÈRES.

- Les actions mobilières sont meubles par la détermination de la loi. III, p. 14, n. 20.
- Les actions mobilières qui compètent à la femme mariée peuvent être exercées par le mari seul. XII, p. 838, n. 385.

ACTION NOXALE.

- Des actions noxales chez les Romains ; elles étaient conformes à l'équité. XI, p. 325, n. 251, 252.

ACTION PERSONNELLE.

- Pourquoi les créanciers d'une succession ont une action personnelle contre les héritiers. IV, p. 517, n. 512.

Voy. *Dette.*

ACTION PÉTITOIRE.

- Le mari a le droit, pour son intérêt, de poursuivre les actions pétitoires qui com-

pétent à sa femme. XII, p. 339 et suiv., n. 384-399.

Voy. *Propriété, Revendication.*

ACTION POSSESSOIRE.

- Le légataire ne peut, avant la demande en délivrance, exercer contre un tiers l'action possessoire. V, p. 350, n. 373.
- Les actions possessoires qui compètent à la femme mariée peuvent être exercées par le mari seul. Néanmoins la femme peut intervenir pour la conservation de ses droits. XII, p. 338, n. 383.

Voy. *Possessoire.*

ACTION PRÉJUDICIELLE.

- Bien que l'action publique puisse être appelée préjudicielle, en ce sens qu'elle doit être jugée avant l'action civile, il n'en résulte pas que le jugement sur l'action criminelle ait une influence nécessaire sur celui de l'action civile. X, p. 360, n. 257.

Voy. *Action publique, Etat, Question d'état.*

ACTION PUBLIQUE.

- Les délits donnent lieu à deux actions : l'action civile et l'action publique. Dans quels cas et devant quels tribunaux chacune de ces actions peut être suivie. IX, p. 240, n. 143-157.

Voy. *Délits, Preuve testimoniale.*

- L'action civile ne peut arrêter l'action publique. IX, p. 231, n. 131 et suiv.
- Quel est l'objet de l'action publique ; en quoi elle diffère de l'action civile. X, p. 330, n. 247, 248.
- L'action populaire du droit romain différait de l'action publique. X, p. 337, n. 232.
- L'action publique ne pouvait être successivement intentée par plusieurs citoyens. X, p. 337, n. 233.
- Cependant, après une première accusation publique intentée par un citoyen, un autre citoyen personnellement intéressé pouvait ou renouveler l'accusation ou former une action civile. X, p. 338, n. 234, 235.
- L'action publique peut être considérée comme préjudicielle ; quelles conséquences on en peut tirer. X, p. 360, n. 237-250.

Voy. *Chose jugée.*

- L'action publique pour l'application de la peine établie contre un méfait est étrangère au droit civil. XI, p. 157, n. 114.
- Si le ministère public exerçant l'action publique devant les tribunaux criminels, à raison d'un fait qu'il qualifie crime ou délit, est la même personne que la partie qui forme une action civile à raison du même fait, soit devant le tribunal cri-

minel, soit devant un tribunal civil. De l'influence que peut avoir sur l'action civile le jugement rendu sur l'action publique. VIII, p. 33, n. 50-57.

Voy. *Chose jugée.*

- Réfutation de la doctrine de M. Merlin, qui pense que le jugement rendu au criminel sur l'action du ministère public préjuge le sort de l'action en dommages-intérêts portée par la partie civile devant un tribunal civil, et que le criminel emporte le civil. Cette doctrine est fautive, même dans le cas où il y a connexité entre le fait sur lequel a porté l'action publique et celui sur lequel doit porter l'action civile. X, p. 342, n. 240-250.

ACTION RÉELLE.

- De l'efficacité de l'action réelle pour rendre la propriété permanente. III, p. 47, n. 72.

ACTION RESCISOIRE.

- Une action tendant à la rescision de la vente d'un immeuble est immobilière de sa nature, et n'entre point dans la communauté légale. XII, p. 303, n. 186, et à la note. *Ibid.*, p. 316, n. 190.

Voy. *Communauté légale, Rescision.*

ACTION RÉSOLUTOIRE.

- L'action résolutoire n'est point ouverte à l'acquéreur d'un fonds dotal, sous prétexte qu'il en ignorait la dotalité. Il n'a que l'action en dommages-intérêts. XIV, p. 261, n. 256-248.

Voy. *Dot, Résolution.*

ACTION RÉVOCATOIRE.

- Nature de cette action ; dans quels cas elle est accordée aux créanciers, quand elle cesse ; quelle est sa durée ; quelle est son étendue. VI, p. 373, n. 342-375.
- Après le délai d'un an qui leur est accordé pour s'opposer à la tierce-opposition au jugement qui prononce la séparation de biens, les créanciers du mari ne peuvent plus exercer l'action révocatoire accordée par l'art. 1167, et fondée sur le dol personnel des époux. XIII, p. 159, n. 93.
- Dans le cas d'indue aliénation de la dot, l'action révocatoire peut être exercée par la femme, même pendant le mariage, pourvu qu'elle soit autorisée de son mari. XIV, p. 230, n. 223.

Voy. *Dot.*

- Pourquoi le mari peut, de son chef, exercer cette action, lorsqu'il a seul aliéné indûment l'immeuble dotal. XIV, p. 235, n. 229.
- L'action révocatoire contre l'indue aliénation de la dot est imprescriptible pendant le mariage. XIV, p. 234, n. 250.
- La femme peut seule l'exercer après l'

— **Mariage.** Pendant combien de temps le peut-elle? Distinctions à cet égard. XIV, p. 244, n. 251-253.

— Du remboursement dû, en cas d'éviction, à l'acquéreur du fonds dotal. Distinctions. XIV, p. 259, n. 254, 258.

Voy. *Fraude, Créancier, Dol.*

ADDITION.

— Des additions dans les actes authentiques. VIII, p. 168, n. 109 et suiv.

Voy. *Acte authentique.*

— Les additions au contrat de mariage sont-elles, suivant le Code, des changements qui exigent, pour leur validité, la présence et le consentement de toutes les personnes qui ont été parties dans le contrat? XII, p. 81, n. 88.

— Les additions de cas spéciaux à la suite de clauses générales restreignent-elles la généralité de ces clauses? VI, p. 583, n. 529, 530.

ADITION.

— De l'adition d'hérédité. IV, p. 534, n. 512 bis et suiv.

Voy. *Acceptation* (de succession).

ADJECTUS SOLUTIONIS CAUSA.

— Ce qu'on appelle, en droit, *adjectus solutionis causâ*. VI, p. 739, n. 708.

ADJONCTION.

— De l'adjonction, ou de la réunion par adjonction de choses appartenant à différents maîtres. Règles à cet égard. III, p. 75, n. 112-114, et *ibid.*, p. 78, n. 119-121.

ADJUDICATAIRE.

— Si l'adjudicataire d'un bien vendu par expropriation forcée est l'ayant-cause du propriétaire exproprié. VIII, p. 584, n. 283.

— Actes sous seing privé du propriétaire exproprié qui peuvent être opposés à l'adjudicataire. VIII, p. 585, n. 234.

ADJUDICATION.

— De la perte de la propriété par l'adjudication prononcée en justice. III, p. 225, n. 539.

— Dans quels cas la consignation du prix d'une adjudication d'immeubles est forcée. VII, p. 277, n. 215.

— Des obligations de l'adjudicataire non chargé de consigner. VII, p. 278, n. 216-219.

Voy. *Consignation.*

ADMINISTRATION.

— Les actes d'administration faits par un habile à succéder ne font pas supposer nécessairement l'acceptation de la succession. IV, p. 547, n. 351.

— Mais c'est à lui de prouver une intention contraire. IV, p. 549, n. 352.

Voy. *Acceptation* (de succession).

— Cas où la délation du serment n'excède pas les bornes de l'administration. X, p. 483, n. 376.

— Administration de la communauté légale. XII, p. 454, n. 302.

— Nature de cette administration confiée au mari par l'art. 1421. XII, p. 440, n. 305, 304.

Voy. *Communauté légale, Administration maritale.*

ADMINISTRATION MARITALE.

— Le mari, chef de la communauté, en conserve l'administration pendant l'instance en séparation de biens, sauf les mesures conservatoires de la femme. XIII, p. 161, n. 103.

— *Quid* de la validité des ventes de meubles ou d'immeubles de la communauté que le mari aurait pu faire dans cet intervalle? *Ibid.*

— *Quid* des emprunts qu'il aurait contractés? XIII, p. 165, n. 104.

— Malgré les mesures conservatoires permises à la femme demanderesse en séparation de biens, le droit d'administration reste au mari pendant la litispendance. XIII, p. 98, n. 61.

— Mais son droit d'administration sur les biens personnels de sa femme est alors moins étendu que celui qu'il a sur les biens de la communauté. XIII, p. 96, n. 62.

Voy. *Séparation de biens.*

— La saisie-mobilière des objets mobiliers vendus et non livrés par le mari, en fraude des droits de la femme demanderesse en séparation de biens, est une mesure conservatoire qui ne contrarie point le droit d'administration accordé au mari. XIII, p. 99, n. 64.

— Quels sont les pouvoirs du mari sur les biens personnels de la femme. XII, p. 848, n. 374 et suiv.

Voy. *Femme mariée et Puissance maritale.*

— Quels sont les droits du mari sur les biens de la femme exclus de la communauté. XIV, p. 24, n. 20.

— Le mari, chef de la communauté, ne peut abattre des bois de haies pour chauffage, sur les propres de sa femme. III, p. 272, n. 411.

ADOPTION.

— De l'adoption. II, p. 235, n. 980 et suiv.

— Son usage ancien en France. II, p. 234, n. 982.

— Comparaison de l'adoption actuelle et de celle des Romains. Sa source. II, p. 234, n. 983.

— Définition de l'adoption, dans les prin-

- après du Code. II, p. 228, n. 984.
- Division en trois espèces. II, p. 237, n. 985.
 - Des conditions requises pour l'adoption ordinaire. Six sont requises pour pouvoir adopter. II, p. 238, n. 986.
 - Trois sont requises pour être adopté. II, p. 260, n. 987.
 - Peut-on adopter ses enfants naturels? II, p. 260, n. 988, et IV, p. 264, n. 261.
 - Des conditions requises pour l'adoption rémunératoire. L'adopté doit avoir sauvé la vie à l'adoptant en courant lui-même des dangers. II, p. 261, n. 989.
 - Conditions dont cette adoption est dispensée. II, p. 261, n. 990.
 - Des conditions requises pour l'adoption testamentaire; ce qu'elle a de particulier. II, p. 262, n. 991, 992.
 - Des formes de l'adoption, tant ordinaire que rémunératoire, jusqu'à l'arrêt qui confirme inclusivement. II, p. 264, n. 993-999.
 - Cet arrêt doit être inscrit dans les trois mois sur les registres de l'état civil: sous quelle peine. II, p. 266, n. 1000, 1001.
 - Force du contrat passé devant le juge de paix. C'est à l'époque du contrat qu'il faut considérer la capacité de l'adoptant. II, p. 466, n. 1002-1004.
 - Forme de l'adoption testamentaire; elle s'évanouit si l'adoptant laisse des enfants. II, p. 268, n. 1005.
 - Des effets de l'adoption. On ne peut étendre ceux que la loi y a attachés. II, p. 269, n. 1006.
 - Elle confère à l'adopté le nom de l'adoptant. II, p. 269, n. 1007.
 - Elle opère une sorte d'affinité civile; conséquences quant à la prohibition du mariage. II, p. 269, n. 1008.
 - De la prohibition du mariage résultant de l'adoption. I, p. 485, n. 859.
 - Elle produit l'obligation réciproque de se fournir des aliments. II, p. 269, n. 1009.
 - Elle donne à l'adopté le droit de succéder à l'adoptant, comme ses enfants nés du mariage. II, p. 269, n. 1010.
 - L'adopté a, comme eux, un droit de réserve. II, p. 270, n. 1011.
 - L'adopté n'acquiert pas le droit de succéder aux parents de l'adoptant. II, p. 270, n. 1012.
 - Droit de retour en faveur de l'adoptant et de ses descendants légitimes. II, p. 271, n. 1013.
 - Le surplus des biens de l'adopté appartient à ses parents. II, p. 271, n. 1014.
 - Les enfants de l'adopté ont le droit de le représenter. II, p. 271, n. 1015.
 - Droit de retour personnel à l'adoptant sur la succession des descendants de l'adopté. II, p. 272, n. 1016.
 - L'existence d'enfants adoptifs au décès

du donataire empêche le retour des biens donnés en faveur de l'ascendant donateur. IV, p. 257, n. 240.

- L'adoption n'opère point la révocation des donations. V, p. 294, n. 505.
- L'adopté ne change point de famille. II, p. 272, n. 1017.
- L'adoption peut-elle être révoquée? II, p. 272, n. 1018.
- Comment se pourvoir contre un arrêt qui a rejeté ou admis une adoption contrairement aux dispositions de la loi. II, p. 274, n. 1019.

ADULTÈRE.

- Dans quel cas le crime d'adultère est un empêchement de mariage. I, p. 463, n. 533.
- De l'adultère de la femme ou du mari, considéré comme cause de divorce. II, p. 40, n. 671.
- Peines applicables à la femme contre laquelle est prononcé le divorce pour cause d'adultère. II, p. 76, n. 753.
- Condamnation qui doit être prononcée, en même temps que la séparation de corps, contre la femme adultère. II, p. 101, n. 778.
- Cas où l'adultère de la femme fait cesser la présomption légale de paternité. II, p. 128, n. 812-816.
- Les héritiers du mari peuvent-ils désavouer l'enfant, dans le cas où sa naissance a été cachée par la femme adultère? II, p. 146, n. 841.
- L'adultère de la femme ne fait plus gagner le dot au mari. XIV, p. 294, n. 260.

ADULTÉRIN.

- Les enfants nés d'un second mariage, avant la dissolution du premier, sont adultérins. I, p. 823, n. 650.
- Pourquoi les enfants adultérins sont moins bien traités que les autres enfants naturels. II, p. 212, n. 918.
- Ils ne peuvent être légitimés. II, p. 224, n. 952, 953.
- Conciliation des art. 323, 342, 762 et 765, relatifs aux enfants adultérins. II, p. 248, n. 968-970.
- Les enfants adultérins n'ont droit qu'à des aliments. Comment concilier ce droit avec la prohibition de la recherche de la paternité et de la maternité à leur égard. IV, p. 246, n. 246.

AFFAIRE.

- Obligations de celui qui gère sans mandat l'affaire d'autrui, et de celui dont l'affaire a été gérée. XI, p. 30, n. 22 et suiv.

Voy. *Gestion d'affaire.*

AFFAIRES DE COMMERCE.

Voy. *Commerce.*

AFFICHE.

— De l'affiche du jugement qui prononce l'interdiction, et de la responsabilité des notaires qui négligent cette affiche. II, p. 484, 4831, 4332.

— Idem du jugement qui nomme un conseil judiciaire. II, p. 486, n. 4384, 4385.

AFFINITÉ.

— De l'affinité considérée comme empêchement au mariage. I, p. 481, n. 834. Voy. *Alliance*.

AFFIRMATIF (témoin).

— S'il faut préférer les témoins affirmatifs aux témoins négatifs. IX, p. 837, n. 338.

AFFIRMATION.

— L'affirmation judiciaire est synonyme du serment, dans le langage du barreau. X, p. 871, n. 483.

— On ne peut annuler une enquête dans laquelle il est dit seulement que les témoins ont affirmé. X, p. 872, n. 484.

— Il est bon de s'assurer que celui qui affirme attache à son affirmation l'idée du serment ; car autrement son affirmation serait nulle comme serment. X, p. 874, n. 484.

AGE.

— Différences que l'âge introduit entre les personnes dans leur état civil. I, p. 180, n. 138.

— Différences qui résultent pour elles de leur état de pubères ou d'impubères. I, p. 184, n. 190.

— De l'âge requis pour le mariage. I, p. 421, n. 498-500.

AGENS DE CHANGE.

— Des agens de change ; si leurs livres sont foi en faveur des tiers. VIII, p. 869, n. 890.

— Suppression et réorganisation des agens de change ; nature de leurs fonctions. VIII, p. 870, n. 391.

— Obligations des agens de change pour la tenue et la représentation de leurs livres. Foi accordée à ces livres par la loi actuelle. VIII, p. 874, n. 392-395.

— De la preuve résultant des bordereaux ou arrêtés des agens de change signés par les parties. VIII, p. 876, n. 396.

— Des contrats d'assurance que les agens de change ou courtiers de marchandises rédigent. VIII, p. 876, n. 397.

AGENS DU GOUVERNEMENT.

— Quels sont les fonctionnaires publics qui peuvent être considérés comme agens du gouvernement. Cette qualification ne convient point aux magistrats inamovibles de l'ordre judiciaire. XI, p. 281, n. 183.

— Les agens du gouvernement, coupables

d'atteintes à la liberté individuelle ; peuvent aujourd'hui être poursuivis sans autorisation du conseil d'Etat. I, p. 196, n. 228.

AGRICULTEUR.

— L'exception établie en droit romain en faveur des agriculteurs qui répètent ce qu'ils ont payé indûment n'est point admise par nos lois. XI, p. 83, n. 68.

ALÉATOIRE.

— Quels contrats sont aléatoires. VI, p. 20, n. 20.

ALIÉNATION.

— Du droit d'aliéner. III, p. 87, n. 87.

— Ce qu'on doit entendre par aliénation. XIV, p. 190, n. 175-178.

— Aliénation de la dot ; cas où elle est permise.

Voy. *Inaliénabilité et Dot*.

— Si le paiement est une aliénation. VII, p. 11, n. 6.

— De la défense d'aliéner. Elle vient de la loi ou du fait de l'homme. III, p. 208, n. 328.

— La condition de ne point aliéner doit-elle être réputée non écrite ? VI, p. 819, n. 488.

— L'héritier envoyé en possession définitive des biens de l'absent, quoiqu'il n'en ait que la propriété résoluble, peut cependant les aliéner valablement. I, p. 382, n. 449.

— *Secus* de l'envoyé en possession provisoire. I, p. 183, n. 482.

— L'aliénation faite par un accusé, avant la mort civile encourue est-elle valable ? I, p. 262, n. 288.

— Du sort des aliénations faites dans les dix jours qui précèdent la faillite. VI, p. 384, n. 387-364.

Voy. *Faillite*.

— Les aliénations faites par l'héritier apparent ne peuvent nuire aux droits du véritable héritier. VII, p. 32, n. 31.

— Le mari ne peut irrévocablement aliéner pendant le mariage les immeubles que l'art. 1408 du Code civil permet à la femme de revendiquer comme propres ou d'abandonner à la communauté. XII, p. 289, n. 170.

— Quelles sont les aliénations permises au mari, quant aux biens de la communauté. XII, p. 468, n. 310.

— Conséquences de l'indue aliénation du fonds dotal. XIV, p. 248, n. 228-248.

Voy. *Dot*.

— Quand l'aliénation de la chose léguée emporte révocation du legs. V, p. 601, n. 630-633.

ALIÉNATION FORCÉE.

— Les aliénations forcées sont des modifi-

- cations du droit de disposer de sa propriété. III, p. 164, n. 281.
- Des aliénations forcées pour cause d'utilité publique. III, p. 166, n. 282 et suiv.
 - Sur quel principe elles sont fondées. III, p. 166, n. 282.
 - De l'indemnité préalable; comment elle se règle. III, p. 167, n. 283, et *ibid.*, p. 178, n. 270-278.
 - Formes établies par la loi du 8 mars 1810, pour les aliénations forcées qui ont l'utilité publique pour cause. III, p. 168, n. 284-285.
 - Quand il y a lieu de recourir au tribunal; comment il doit être procédé devant eux. III, p. 175, n. 284-279.
 - Des mesures commandées par des événements extraordinaires. III, p. 179, n. 280.
 - Les dessèchements de marais peuvent être une cause d'aliénation forcée. Comment ils s'ordonnent et comment ils s'exécutent. III, p. 180, n. 281-286.
 - Des aliénations forcées pour cause de salubrité, d'alignement ou d'élargissement des rues, et d'extraction de matériaux pour les routes et constructions publiques. III, p. 184, n. 287-291.
 - Des aliénations forcées auxquelles donne lieu l'exploitation des mines, minières et carrières. III, p. 188, n. 292-501.
- Voy. Mines.**
- Des aliénations forcées auxquelles donne lieu la législation sur les bois. III, p. 195, n. 202 et suiv.
- Voy. Bois.**
- Des aliénations forcées en faveur des particuliers; passage sur un fonds enclavé; litigation de biens indivis. III, p. 202, n. 518, 519.
 - Elles peuvent être fondées sur une convention ou sur un acte de dernière volonté. III, p. 202, n. 320.
 - De la promesse de vente, du réméré et du domaine congéable. III, p. 205, n. 521-524.
- ALIGNEMENT.**
- De l'aliénation forcée pour cause d'alignement des rues, et de l'indemnité à laquelle elle donne lieu. III, p. 184, n. 288-290.
- ALIMENS.**
- Quelles personnes se doivent des aliments? II, p. 2, n. 612.
 - Quelle est l'étendue de cette obligation. II, p. 4, n. 613.
 - Quand elle cesse. II, p. 9, n. 614.
 - La femme demanderesse en divorce peut obtenir une pension alimentaire du mari. II, p. 89, n. 703.
 - Des aliments sont dus par l'autre époux à celui qui a fait prononcer le divorce.
- L'obligation n'est plus alors réciproque. II, p. 80, n. 746.
- L'obligation réciproque pour les époux de se fournir des aliments subsiste après la séparation de corps. II, p. 102, n. 780.
 - Les père et mère doivent des aliments aux enfants naturels reconnus. II, p. 282, n. 878, 977.
 - De simples présomptions sur la paternité peuvent déterminer à condamner le père présumé à fournir des aliments; mais ce jugement ne décide absolument rien sur la question d'état. X, p. 307, n. 228, 229.
 - L'adoption produit l'obligation réciproque de se fournir des aliments. II, p. 269, n. 1009.
 - Les enfants incestueux et adultérins n'ont droit qu'à des aliments. Comment concilier ce droit avec la prohibition de la recherche de la paternité et de la maternité à leur égard. IV, p. 246, n. 246.
 - La dette d'aliments est indivisible quant à son acquittement. VI, p. 303, n. 779.
 - La compensation n'a pas lieu dans le cas d'une dette qui a pour cause des aliments déclarés insaisissables. VII, p. 460, n. 386.
 - Distinction relative au refus d'aliments, cause de révocation des donations. V, p. 310, n. 553.
 - La promesse générale de donner des aliments n'est pas nulle. VI, p. 145, n. 144.
 - Les aliments que se doivent les époux, et ceux qu'ils doivent à leurs enfants et à leurs ascendans, sont des dettes de la communauté légale. XII, p. 439, n. 297-299.
 - L'aliénation de l'immeuble dotal peut être permise, pour rendre possible la prestation d'aliments aux parents auxquels le Code donne le droit d'en réclamer. XIV, p. 228, n. 204.
 - Ce cas d'exception est énoncé d'une manière trop vague. XIV, p. 229, n. 203.
 - Où le Code a pué cette exception. XIV, p. 231, n. 206.
 - Sous le régime dotal, la femme a le droit d'opter, pendant l'année de duel, ou pour des aliments ou pour les intérêts de sa dot. XIV, p. 329, n. 278.
- ALLÉE (commune).**
- De la communauté des allées; en quoi elle diffère des servitudes; conséquences. III, p. 527, n. 469 bis.
- ALLIANCE.**
- De l'alliance considérée comme empêchement au mariage. I, p. 481, n. 834.
- Voy. Mariage, sect. 2, art. 4.**
- Dispositions du Code de procédure civile relatives aux reproches à proposer contre les témoins pour cause d'alliance. Si les rédacteurs de l'art. 285 de ce Code

est voulu conserver comme motif de reproche la double altérité imaginée par un créancier. IX, p. 437, n. 238, 269.

ALLUVION.

- Ce que c'est que l'alluvion; à qui profite l'alluvion. III, p. 103, n. 130.
- Distinction entre les changements sensibles et les changements insensibles du lit des rivières. III, p. 104, n. 131.
- Effet de l'alluvion; comment elle est partagée entre les riverains. III, p. 104, n. 133.
- Ce droit n'a pas lieu à l'égard des relais de la mer, ni à l'égard des lacs et étangs. III, p. 103, n. 133.
- L'usufruitier jouit de l'augmentation survenue par alluvion. III, p. 273, n. 418.

ALTERNATIVE (obligation).

- Des obligations alternatives. VI, p. 719, n. 639.
- Le choix, dans le cas de l'obligation alternative, appartient au débiteur. Comment il l'exerce. VI, p. 720, n. 690.
- S'il meurt avant le choix, le droit de choisir passe à ses héritiers. VI, p. 721, n. 691.
- Le choix détermine invariablement l'obligation. VI, p. 722, n. 692.
- Dans les obligations alternatives par années, on peut varier d'une année à l'autre. VI, p. 724, n. 693.
- L'obligation contractée d'une manière alternative est pure et simple, si l'une des deux choses ne peut être l'objet de l'obligation. VI, p. 724, n. 694.
- L'obligation alternative devient pure et simple si l'une des deux choses périt. VI, p. 725, n. 695.
- L'obligation alternative est éteinte, si les deux choses périssent sans la faute du débiteur. VI, p. 727, n. 696.
- Le débiteur d'une obligation alternative est libéré, si l'une des choses périt par la faute du créancier. VI, p. 728, n. 697.
- *Quid*, si le choix appartenait au créancier? VI, p. 728, n. 698.
- La nature mobilière ou immobilière de l'obligation alternative et de l'action qui en résulte est en suspens jusqu'au choix. VI, p. 729, n. 699.
- *Secus*, si l'obligation était seulement facultative. VI, p. 731, n. 700.
- Comparaison de l'obligation pénale avec l'obligation alternative. VI, p. 838, n. 805.
- S'il y a exception au principe de la division des obligations, dans le cas de la dette alternative, lorsque le choix appartient au créancier. VI, p. 789, n. 766.
- Application aux dettes alternatives des principes relatifs à la répétition des choses payées par erreur. XI, p. 94, n. 77.
- Le débiteur d'une dette alternative qui a

payé en même tems les deux choses a le droit de répéter celle qu'il voudra. XI, p. 96, n. 78.

- S'il les a payées en différents tems, il ne pourra répéter que la seconde, en cas qu'elle existe encore. XI, p. 97, n. 79.
- S'il a payé par erreur, croyant la devoir déterminer, la chose qu'il ne devait qu'alternativement, il peut la répéter, pourvu que le créancier n'en ait pas disposé de bonne foi, et donner l'autre à la place. XI, p. 97, n. 80.
- Si celui qui devait, sous une alternative, une somme d'argent ou un cheval, a payé la moitié de la somme, il ne peut la répéter pour donner le cheval. XI, p. 90, n. 81.

ALUMINE.

- De l'exploitation des terres alumineuses. III, p. 191, n. 299.
- Voy. *Mine*.

AMBIGUITÉ.

- De l'interprétation des conventions dans le cas d'ambiguïté dans les termes. VI, p. 340, n. 308 et suiv.
 - Quand il y a ambiguïté. VI, p. 348, n. 312-313.
- Voy. *Interprétation*, sect. 2.

AMÉLIORATION.

- Dans le cas de restitution de la chose indûment reçue, les améliorations sont compensées avec les détériorations jusqu'à due concurrence. XI, p. 153, n. 110.

AMENDES.

- La responsabilité civile à laquelle nous sommes soumis par le fait des personnes que nous avons sous notre dépendance ne s'étend point aux amendes, qui sont des peines; mais elle a lieu pour les frais ou dépens, qui font partie des dommages-intérêts. XI, p. 398, n. 290.
- Il en est autrement des amendes prononcées pour contraventions aux lois sur les douanes. *Ibid*.
- Le maître, civilement responsable des dommages causés par les contraventions de ses domestiques, ne répond point des amendes prononcées contre eux. XI, p. 329, n. 334.
- Dans quel cas les amendes encourues par l'un ou l'autre des époux sont ou ne sont pas à la charge de la communauté légale. XII, p. 380, n. 223.
- Le mari ne peut être condamné solidairement avec sa femme au paiement des amendes prononcées contre elle pour délits autres que les délits ruraux, à moins qu'il ne soit prouvé qu'il a pu les empêcher. XI, p. 377, n. 270, 280.
- Le mari, sous le régime dotal, est-il obligé au paiement des amendes aux-

quelles la femme serait condamnée pendant le mariage, ou auxquelles elle aurait été condamnée antérieurement? XIV, p. 416, n. 347, 348.

AMEUBLEMENT.

- Ce que c'est que l'ameublement. XIII, p. 412, n. 337.
- L'ameublement est déterminé ou indéterminé. Explication des deux espèces d'ameublement. XIII, p. 413, n. 338.
- L'ameublement d'un immeuble jusqu'à concurrence d'une certaine somme est indéterminé. XIII, p. 414, n. 339.
- L'ameublement d'une partie aliquote dans un héritage déterminé est un ameublement déterminé. XIII, p. 418, n. 350.
- Pourquoi l'ameublement déterminé transmet à la communauté la propriété de l'immeuble ameubli, tandis que l'ameublement indéterminé ne la transmet pas immédiatement. XIII, p. 420, n. 351, et *ibid.*, p. 431, n. 337.
- Les ameublissements se divisent en généraux et particuliers. XIII, p. 424, n. 332.
- L'ameublement de tous les immeubles comprend-il les immeubles à venir? XIII, p. 423, n. 335.
- La clause d'ameublement ne doit pas être confondue avec la clause d'apport d'une certaine somme à prendre sur les biens meubles et immeubles de l'un des conjoints. XIII, p. 422, n. 334.
- La clause de mise en communauté d'une somme à prendre sur les immeubles seulement n'est point non plus un ameublement; mais seulement cette somme ne pourrait être prise sur les meubles. XIII, p. 429, n. 338.
- La clause portant que le mari pourra vendre un héritage de la femme, dont le prix entrera dans la communauté, n'est point un ameublement. XIII, p. 431, n. 337.
- Le mari ne peut, pendant le mariage, contraindre son épouse à déterminer l'ameublement indéterminé. XIII, p. 432, n. 338.
- Mais il peut hypothéquer les immeubles de sa femme, sur lesquels est assis l'ameublement indéterminé; toutefois, jusqu'à concurrence de la somme pour laquelle a eu lieu l'ameublement. XIII, p. 433, n. 338.
- L'ameublement déterminé met aux risques de la communauté, dès le moment de la célébration du mariage, les immeubles qui en sont frappés. XIII, p. 435, n. 339.
- Sorts de l'ameublement d'un fonds déterminé jusqu'à concurrence d'une certaine somme, de même que de tous

les ameublissements indéterminés. XIII, p. 435, n. 340.

- *Quid*, dans ces deux cas, des ameublissements faits par le mari? XIII, p. 436, n. 341.
- Le conjoint qui a fait l'ameublement indéterminé doit garantir à la communauté, en cas d'éviction de l'immeuble frappé d'ameublement. XIII, p. 437, n. 342.
- *Quid* de cette garantie, dans le cas d'ameublement déterminé? Distinction. XIII, p. 437, n. 343, 344.
- La femme qui renonce à la communauté perd la propriété de l'immeuble qu'elle aurait ameubli par ameublement déterminé, dans son contrat de mariage, sauf le retrait, s'il existe en nature lors de la dissolution. XIII, p. 353, n. 277.
- Le conjoint auteur de l'ameublement ou ses héritiers ont, lors du partage de la communauté, la faculté de s'attribuer l'immeuble ameubli, s'il existe en nature. XIII, p. 439, n. 345.

AMPLIATION.

- Ce que c'est qu'une ampliation. Des grosses ou des expéditions d'actes notariés, tirées par ampliation sur une grosse ou sur une expédition précédente. VIII, p. 638, n. 436.

ANALOGIE.

- L'analogie est la seule base de la certitude à laquelle conduit la preuve testimoniale. IX, p. 380, n. 256.

ANATOCISME.

- L'anatocisme est aujourd'hui permis. VI, p. 282, n. 271.

ANCIENS ACTES.

- De la force probante des énonciations dans les actes anciens. VIII, p. 237, n. 162.
- De la règle *in antiquis omnia presumuntur solemniter acta*. VII, p. 238, n. 162.
- Des droits énoncés dans les actes anciens. VIII, p. 240, n. 164.
- La règle *in antiquis verba enunciativa probant* peut-elle s'appliquer aux servitudes? VIII, p. 242, n. 163.
- Application de cette règle aux faits énoncés dans les actes de l'état civil, dans les papiers de famille et autres. VIII, p. 243, n. 166.
- Quel tems peut conférer aux actes le caractère d'ancienneté. VIII, p. 247, n. 167.

ANIMAUX.

- A qui appartiennent les animaux, soit sauvages, soit apprivoisés. IV, p. 6, n. 6.
- Quand les animaux sont immeubles. III, p. 10, n. 13.

- Du croc des animaux. III, p. 71, n. 508.
- De la responsabilité du dommage causé par les animaux, selon leur naturel. XI, p. 480, n. 398.
- De la responsabilité du dommage causé par les animaux contre leur naturel. Exemples, distinctions, excuses. XI, p. 488, n. 348.

Voy. *Responsabilité civile*, sect. 2.

ANNALE (Possession).

Voy. *Possession*.

ANNÉE.

- Comment se comptent les délais d'années. VI, p. 718, n. 683.

ANNEXE.

- Quelles pièces doivent demeurer annexées aux registres de l'état civil. I, p. 377, n. 304.

Voy. *Notaire*, *Authentique*.

ANNUITÉ.

- Du contrat qui a pour objet l'établissement d'annuités à vis. VI, p. 190, à la note.

ANTICHRÈSE.

- En quel l'antichrèse diffère du contrat d'abandonnement. VII, p. 308, n. 242.

ANTICIPATION DE PAIEMENT.

- Des paiements anticipés; quand ils sont nuls; quand ils sont valables; comment on les prouve. VII, p. 97, n. 80-84.
- Quand les paiements anticipés peuvent être réputés faits en fraude des créanciers. VI, p. 584, n. 363.
- Si des quittances constatant des paiements anticipés, faits par les preneurs au bailleur saisi immobilièrement, peuvent être opposées à l'adjudicataire de l'immeuble saisi. VIII, p. 288, n. 284, 286.

Voy. *Paiement*.

ANNULLATION.

- De l'annulation des testaments. V, p. 684, n. 701 et suiv.

Voy. *Testament*.

- De l'annulation des actes et des conventions. VII, p. 868, n. 479 et suiv.
- Différence entre défendre un acte et l'annuler. VII, p. 878, n. 491.
- Différence entre l'annulation des effets d'un acte pour vices de forme, et l'annulation de l'acte en lui-même. *Ibid.*, à la note.

Voy. *Nullité*, *Rescision*.

APOSTILLE.

- Des apostilles dans les actes notariés. VIII, p. 163, n. 109 et suiv.

Voy. *Authentique*.

APPARENT (Héritier).

Voy. *Héritier apparent*.

APPEL.

- L'appel régulier vint abolir l'usage barbare d'obliger tous les juges à soutenir leur jugement par le combat judiciaire. XI, p. 254, n. 184.
 - Les juges étaient encore, dans le principe, parties principales en cause d'appel. XI, p. 236, n. 122.
 - Changement de cet usage abusif, lors de l'établissement de la prise à partie. XI, p. 236, n. 126, 127.
 - Les jugements dont il n'y a pas eu appel, ou dont l'appel est périmé, ont force de chose jugée. X, p. 180, n. 97.
 - Il en est de même des jugements rendus dans les affaires où l'on a d'avance renoncé à l'appel. X, p. 181, n. 98.
 - L'autorité de la chose jugée s'évanouit par l'appel, lorsqu'il est encore recevable. X, p. 183, n. 99.
 - Tous les jugements ont l'autorité de la chose jugée après les délais de l'appel; quels sont ces délais. X, p. 186, n. 104.
 - On ne peut appeler avant huitaine, à compter du jour du jugement. X, p. 160, n. 103.
 - L'appel n'est plus recevable, quand il y a eu acquiescement au jugement. X, p. 160, n. 106.
- Voy. *Acquiescement*.
- L'acquiescement donné au jugement de séparation de corps, avant l'expiration du délai d'appel, ne rend pas l'appel non recevable. II, p. 90, n. 760.
 - La péremption en cause d'appel donne irrévocablement au jugement la force de chose jugée. X, p. 162, n. 110.
 - A la différence du droit romain, les jugements nuls ne sont point nuls de plein droit en droit français, sans qu'il faille recourir à l'appel. X, p. 163, n. 112, 115.
 - Le délai de l'appel n'est point une prescription; la nullité du jugement n'empêche point ce délai de courir. X, p. 163, n. 114.
 - L'interlocutoire ne peut être réformé par les juges qui l'ont rendu, lorsqu'il y en a appel. X, p. 167, n. 118.
 - La demande en nullité d'un acte ne peut être substituée à la demande en rescision, en résolution ou en réstitution du même acte, et *vice versa*, devant le tribunal d'appel, parce qu'il n'y a point identité de cause entre ces deux demandes. *Seeds* des moyens nouveaux à l'appui de la même demande. X, p. 228, n. 163, et VII, p. 628, n. 831.
 - Le serment peut être déferé même en cause d'appel. X, p. 490, n. 383.
 - On peut, à la différence du jugement qui admet le serment décisoire, appeler de l'interlocutoire qui déferé le serment supplétif. Le peut-on après la prestation

- du serment ? Distinction. X, p. 336, n. 424, 425.
- On le pourrait, même malgré l'acquiescement au jugement qui ordonne le serment, si l'on découvrirait, depuis la prestation, des pièces nouvelles qui en démontreraient la fausseté, quand bien même elles n'auraient pas été retenues par le fait de celui qui l'a prêté. X, p. 339, n. 426, 427.
 - Dans le cas d'un jugement rendu après prestation du serment déferé d'office, le délai de l'appel fondé sur la découverte de pièces nouvelles ne courra que du jour de la découverte. Comment on peut le constater. X, p. 342, n. 428, 429.
 - Dispositions particulières aux appels en matière de divorce. II, p. 85, n. 698.
 - On peut opposer au fidéjusseur le jugement rendu contre le débiteur; mais il peut en être appelant. X, p. 338, n. 210.

APPOINT.

- De l'appoint dans les paiements. VII, p. 73, n. 84.

APPORT.

- Ce que c'est que la convention ou stipulation d'apport. XIII, p. 373, n. 301, 302.
- Comment les époux peuvent justifier qu'ils ont fourni l'apport promis. Distinction entre le mari et la femme. XIII, p. 373, n. 305.
- Moins de cette distinction relativement au mari. XIII, p. 374, n. 304.
- La valeur du mobilier apporté par chacun des époux peut-elle être autrement constatée que par un inventaire ? XIII, p. 374, n. 305, 306.
- Existe-t-il à cet égard une différence entre le mobilier existant lors du mariage et le mobilier échu pendant la communauté ? XIII, p. 377, n. 307.
- A l'égard des créanciers, l'apport mobilier de chaque époux, exclu de la communauté, ne peut être constaté que par un inventaire ou état authentique. XIII, p. 379, n. 309.
- Quelles choses dans le mobilier tant présent que futur sont imputables sur l'apport promis par chacun des conjoints. XIII, p. 380, n. 310-312.

Voy. Communauté conventionnelle.

- Quel est l'effet de la clause d'apport réciproque relativement aux dettes antérieures au mariage ? XIII, p. 394, n. 324.
- Quid si la clause n'est pas réciproque ? Distinction. XIII, p. 396, n. 325.
- La clause d'apport d'une certaine somme à prendre sur les meubles et les immeubles de l'un des conjoints ne doit pas être confondue avec une clause d'ameublement. XIII, p. 428, n. 354.
- La clause d'apport d'une somme à pren-

dre sur les immeubles seulement n'est point non plus une clause d'ameublement; seulement la somme promise ne pourrait être prise sur les meubles. XIII, p. 429, n. 355.

- La clause d'apport en communauté d'une somme certaine ou d'un corps certain équivaut à la clause tacite de séparation de dettes. XIII, p. 442, n. 348-350.
- La clause unilatérale d'apport jusqu'à concurrence d'une somme déterminée a, tout aussi bien que la clause réciproque, l'effet de réserver la propriété du surplus de son mobilier à l'époux qui a promis l'apport. *Ibid.*
- La convention de reprise d'apport est, à l'égard de la femme, un pacte personnel, si le droit n'a point été expressément étendu à ses héritiers. VI, p. 449, n. 412.
- Le dol commis postérieurement aux contrats simulés et à l'occasion de ces contrats ne peut être prouvé par témoins par ceux qui y étaient parties ni par leurs ayant-cause. Application aux reconnaissances d'apport dans les contrats de mariage. IX, p. 279, n. 178-184, et p. 301, n. 190, 191.
- De la faculté accordée à la femme de reprendre son apport franc et quitte. XIII, p. 473, n. 371 et suiv.

Voy. *Franc et quitte*, sect. 2.

APPRENTISSAGE.

- De la responsabilité du maître chez lequel un enfant est placé en apprentissage. XI, p. 369, n. 268.

APPROBATION.

- Des actes qui ont pour objet d'approuver soit ce qui a été fait en notre nom, soit ce que nous avons fait de nul ou de susceptible d'être attaqué. VIII, p. 689, n. 491 et suiv.

Voy. Ratification.

- Tous les actes d'exécution qui caractérisent l'approbation de l'obligation ou qui la supposent opèrent la ratification tacite. VIII, p. 706, n. 306.
- Actes qui ne caractérisent point l'approbation, en ce qui concerne l'acceptation d'une succession. VIII, p. 703, n. 307.
- Nécessité de l'approbation de la somme exprimée au billet non écrit en entier par celui qui l'a souscrit. VIII, p. 404, n. 272 et suiv.

Voy. Seing-privé.

- Si la formalité de l'approbation en toutes lettres d'une obligation sous seing privé, non écrite en entier par celui qui l'a souscrite, est véritablement constitutive de l'acte, et s'il résulte un commencement de preuve par écrit de la simple signature du billet ou de l'approba-

- tion en chiffres de la somme, écrite par celui auquel le billet est opposé. VIII, p. 430, n. 296-298.
- Le billet dont la somme n'est pas approuvée forme-t-il un commencement de preuve par écrit, si la signature n'est pas reconnue? VIII, p. 434, n. 296.
 - Des présomptions graves, précises et concordantes, réunies au billet, suffisent pour motiver une condamnation. VIII, p. 436, n. 296.
 - Des cas où les sommes exprimées dans le corps du billet et dans l'approbation sont différentes. VIII, p. 436, n. 297.
 - A quelles personnes s'appliquent les dispositions de l'art. 1326. VIII, p. 437, n. 299.
 - Comment doit être donnée l'approbation, lorsque plusieurs personnes s'obligent conjointement ou solidairement. VIII, p. 440, n. 300, 301.
 - Le défaut d'approbation ne peut être opposé, si l'obligation exprimée au billet a été exécutée en tout ou en partie. VIII, p. 448, n. 302.
 - A quels actes s'applique l'obligation prescrite par l'art. 1326? VIII, p. 447, n. 303 et suiv.
 - Le billet souscrit, mais non écrit par le débiteur, et dont il n'a pas approuvé la somme en toutes lettres, ne forme pas preuve complète contre lui; mais il forme au moins un commencement de preuve par écrit. Explication de l'art. 1326. IX, p. 121, n. 81, 82.
 - Le souscripteur ne peut se faire absoudre, en offrant d'affirmer par serment qu'il n'a pas reçu la valeur du billet. *Ibidem*.
 - Nécessité de l'approbation par les parties des renvois, apostilles, additions, corrections, surcharges, interlignes, etc., dans les actes notariés. Comment réparer le défaut d'approbation. VIII, p. 468, n. 109 et suiv.
- Voy. Acte authentique.*
- APPROVISIONNEMENT.**
- D'après quelles règles doit-il être tenu compte, lors de la restitution de la dot, tant des approvisionnements de l'usine dotale existant à la célébration du mariage que de ceux qui sont trouvés lors de la dissolution? XIV, p. 534, n. 295.
- AQUEDUC.**
- La possession d'un aqueduc sous le terrain d'autrui ne constitue point une servitude. III, p. 327, n. 469 bis.
- ARBITRAGE.**
- De la clause pénale dans les compromis sur arbitrage. VI, p. 861, n. 819-828.
 - Origine des arbitres à Rome; leur caractère. VI, p. 861, n. 820.
 - Comment on rendait obligatoires les sentences des arbitres établis par les particuliers. VI, p. 861, n. 821, 822.
 - On pouvait autrefois en France appeler de la sentence arbitrale, sans payer préalablement la peine établie par le compromis. VI, p. 863, n. 824.
 - L'ordonnance de 1860 donna aux sentences arbitrales la force de jugemens, et rendit la clause pénale obligatoire. VI, p. 863, n. 828.
 - La clause pénale établie par le compromis continue d'être obligatoire. VI, p. 866, n. 838.
 - Nature du compromis dans notre législation actuelle. Doit-il être fait double? Distinction. VIII, p. 494, n. 352, et VI, p. 863, n. 826, 827.
 - L'exécution, même partielle, du compromis couvre-t-elle tant le défaut de mention que l'omission de la rédaction de l'acte en double? VIII, p. 496, n. 355.
 - La preuve de l'exécution d'un compromis peut résulter du jugement arbitral ou du procès-verbal des arbitres. VIII, p. 804, n. 358.
 - *Quid* si le compromis non fait double n'avait été remis aux arbitres que par l'une des parties? VIII, p. 808, n. 359.
 - Effet du compromis remis aux arbitres par un mandataire des parties, ou déposé chez un notaire. VIII, p. 808, n. 360.
 - *Quid* si le compromis n'ayant pas été fait double, l'une des parties remet ses pièces aux arbitres? VIII, p. 807, n. 341.
 - Si la peine stipulée dans le compromis, pour le cas d'inexécution, doit être payée avant que la sentence arbitrale puisse être attaquée. VI, p. 861, n. 819-828.
 - Différence entre la faculté de transiger et celle de compromettre. X, p. 485, n. 577.
 - Le tuteur peut-il compromettre pour le mineur? II, p. 396, n. 1242.
 - Le compromis consenti par le mari seul, à l'occasion d'une action pétitoire qui concerne les biens dotaux ou personnels de sa femme est valable quant à l'intérêt du mari; mais le jugement arbitral à intervenir ne peut compromettre en rien les droits de la femme. XII, p. 872 et suiv., n. 397-399.
 - La femme n'est pas recevable à attaquer un pareil compromis, dans son intérêt privé, jusqu'à la dissolution du mariage, s'il s'agit de biens dotaux. *Secus* s'il s'agit de ses biens personnels, sous le régime de la communauté. XII, p. 877, n. 399.
 - La femme mariée sous le régime dotal ne peut compromettre sur une contestation qui intéresse sa dot immobilière. XIV, p. 193, n. 176.
 - *Secus* si la dot est mobilière. XIV, p. 193, n. 182-186.

- Les sentences arbitrales rendues en pays étranger, même par des arbitres étrangers, sont valides en France, tant en matière civile qu'en matière commerciale. Pourquoi. X, p. 151, n. 37, 38.

ARBITRAIRE.

- Les preuves des vérités judiciaires ont été long-tems abandonnées à l'arbitraire du juge, tant sur le fait que sur le droit. X, p. 19, n. 12, 13.
- Répression de cet arbitraire, quant aux questions de droit, par l'établissement des lois. X, p. 21, n. 14.
- Difficulté de le réprimer quant aux questions de fait; comment on y est parvenu en partie. X, p. 22, n. 15-17.
- L'appréciation de la preuve testimoniale reste, par sa nature, abandonnée à l'arbitraire du juge; ce qu'ont fait les lois pour en diminuer les inconvénients. X, p. 25, n. 18.
- Nos lois, en exigeant que les actes écrits fissent pleine foi entre les contractans, ont encore contribué à prévenir l'arbitraire du juge. X, p. 26, n. 19.
- Il en est de même de la défense faite au juge de juger sur des présomptions, hors des cas où la preuve testimoniale est admise. X, p. 291, n. 20.

ARBRE.

- Du droit de faire abattre les arbres qui sont dans la halle mitoyenne. III, p. 157, n. 332.
- Possession d'émonder les arbres dont la propriété est douteuse. III, p. 157, n. 235.
- Si le marl peut abattre les arbres émonrables sur les propres de sa femme. III, p. 272, n. 411.
- A qui appartient un arbre dont les racines sont sur le terrain d'un voisin, et dont le tronc sort sur le terrain d'un autre voisin? III, p. 188, n. 254.
- Des arbres plantés pour servir de bornes. III, p. 188, n. 253, 256.
- Des arbres plantés sur les chemins. Distinction. III, p. 189, n. 237.
- Des arbres plantés sur les places. III, p. 189, n. 258.
- Des arbres plantés sur les routes royales. III, p. 160, n. 240.
- De la distance requise pour planter des arbres près de l'héritage voisin, et du droit d'y cueillir les fruits qui y tombent. III, p. 376, n. 812-817.

ARCHITECTE.

- Le droit résultant d'un marché fait avec un architecte par le vendeur pour construire sur le fonds vendu passe à l'acquéreur de ce fonds. VI, p. 488, n. 424.

ARCHIVES.

- Du dépôt des écritures publiques dans

les archives, et de l'effet de ce dépôt chez les Romains. VIII, p. 294, n. 198.

- Fondement de la foi accordée aux actes déposés dans les archives. VIII, p. 299, n. 201.
- Les papes, les évêques, les monastères, etc., établirent des archives à l'exemple de celles des villes de l'empire romain. VIII, p. 299, n. 202.
- Les écrits tirés de ces archives avaient-ils quelque authenticité? VIII, p. 300, n. 205.

ARGUMENT A CONTRARIO.

- Faiblesse de l'argument *à contrario*. IX, p. 41, n. 35; p. 65, n. 48.

ARISTOCRATIE.

- Quelle forme de gouvernement reçoit le nom d'aristocratie. I, p. 20, n. 29.

ARRÉRAGES.

- Le successible peut-il exiger les arrérages des rentes ou pensions qui lui ont été constituées par le défunt, et qui lui sont dus lors de son décès? IV, p. 498, n. 486.

ARRÊT.

- Autorité des arrêts. XIV, p. 199, n. 183, 184.

ARRÊTÉ DE COMPTE.

- L'obligation prescrite par l'art. 1326 du Code civil s'applique-t-elle aux arrêtés de compte? VIII, p. 480, n. 308.
- Un arrêté de compte doit-il être fait en double? VIII, p. 493, n. 531.

ARBRES.

Étymologie de ce mot. VI, p. 18, à la note.

ASCENDANT.

- Des successions déferées aux ascendans. IV, p. 202, n. 208-212.
- Voy. *Succession*.
- De la réserve des ascendans. VII, p. 121, n. 111-116.
- Voy. *Réserve*.
- Les biens donnés par l'ascendant demandeur en réduction entrent dans la masse, pour la fixation de la réserve. V, p. 141, n. 129.

ASSIETTE.

- De l'assiette ou assignat. VI, p. 477, n. 440-461.
- Voy. *Assignat*.

ASSIGNAT.

- De l'assignat, considéré comme moyen de soumettre indirectement les successeurs particuliers aux obligations dont l'exécution n'est pas naturellement attachée à la chose. VI, p. 477, n. 440.

- Différence entre l'assignat et l'hypothèque. VI, p. 478, n. 444.
- Dans quel but furent employées les clauses d'assignat. VI, p. 479, n. 442.
- L'assignat donnait à la rente le caractère de réalité. VI, p. 480, n. 443.
- Conséquences injustes qu'on en tira quant à l'ouverture des droits féodaux et de mutation. VI, p. 481, n. 444, 448.
- Modifications successives de la jurisprudence relativement à la nature de la rente constituée avec assignat. VI, p. 483, n. 446-485.
- En Hollande, on admet la réalité des rentes créées par assignat. VI, p. 487, n. 484.
- Des effets que produit aujourd'hui en France la clause d'assignat. VI, p. 487, n. 488, 486.
- Il existe deux espèces d'assignats. Exemples des deux espèces. VI, p. 488, n. 487-489.
- Règle pour les distinguer ; imperfection de cette règle. VI, p. 494, n. 460, 461.
- De la condition tacite, appelée par quelques docteurs assignat limitatif. VI, p. 530, n. 505.

ASSOCIATION.

- Quand les associations sont dispensées du rapport. IV, p. 487, n. 477.

ASSURANCE.

- Les assurances sur la vie des hommes sont-elles licites ? VI, p. 188, n. 182.
- De la force probante des polices d'assurances que rédigent les courtiers de marchandises. VIII, p. 876, n. 597.
- L'art. 1328 du Code civil n'est point applicable aux contrats d'assurances. VIII, p. 806, n. 345.
- Les contrats d'assurance, bien qu'ils constituent des actes de commerce, ne peuvent être prouvés par témoins. IX, p. 367, n. 255.
- On ne peut être admis à prouver contre la présomption sur laquelle la loi se fonde pour annuler le contrat d'assurance fait après la perte présumée des objets assurés. X, p. 65, n. 81.
- Si la maison incendiée est assurée, les assureurs sont subrogés dans les actions de l'assuré. XI, p. 258, n. 178.
- Les assureurs ne répondent point des fautes personnelles de l'assuré, mais ils doivent prouver qu'il est en faute. XI, p. 258, n. 276.
- Ils ne répondent point des fautes commises par les enfans, domestiques, etc., de l'assuré, s'il n'a pas eu soin de faire insérer dans la police une clause à cet égard. XI, p. 240, n. 177.

ATERMOIEMENT.

- En quoi l'atermoiement diffère de l'abandonnement. VII, p. 306, n. 240.

ATTENTAT.

- Les faits de l'homme nuisibles au droit d'autrui se divisent en deux classes : attentats à la personne et attentats à la propriété. Ces attentats sont défendus et punis, outre la réparation civile à laquelle ils donnent lieu. XI, p. 185, n. 121 et suiv.
- Quand la voie de fait prend le nom d'attentat. L'attentat est puni, mais la simple voie de fait ne l'est pas. XI, p. 179, n. 156-141.

Voy. *Voie de fait*.

ATTÉRISSEMENT.

- Ce qu'on nomme attérissement, et des différentes espèces d'attérissements. III, p. 103, n. 149.
- De l'alluvion ; à qui elle profite. III, p. 105, n. 150-135.

Voy. *Alluvion*.

- Des transports formés par l'impétuosité des eaux. III, p. 106, n. 184.
- Des îles et îlots, et du changement de lit des fleuves ou rivières. III, p. 107, n. 185-188.

ATTRIBUTION.

- Du partage par attribution. IV, p. 424, n. 428.

ATROUPEMENT.

- Ce qu'on entend par attroupement en ce qui regarde la responsabilité des communes. XI, p. 552, n. 259.
- Dans quels cas cette responsabilité est engagée. XI, p. 554, n. 240, 241.

AUBERGISTE.

- La responsabilité des aubergistes est fondée sur un contrat tacite. XI, p. 550, n. 238, et p. 542, n. 248.
- Suffit-il, pour qu'un aubergiste soit responsable, que des effets aient été transportés dans son auberge, même à son insu ? XI, p. 543, n. 249-251.
- Cette responsabilité est nécessitée par la sûreté publique ; elle est mitigée dans son application par les preuves imposées à celui qui l'invoque. Quelles sont ces preuves. XI, p. 531, n. 252-254.
- La responsabilité ne doit pas s'étendre aux sommes d'or ou d'argent, diamans et autres effets précieux non déclarés aux aubergistes. XI, p. 554, n. 253.
- La seule déclaration du voyageur plaignant ne suffit pas pour lui faire déferer le serment d'office et pour faire condamner l'aubergiste. XI, p. 557, n. 256.
- Les aubergistes qui ont négligé d'inscrire sur leurs registres les noms de ceux qu'ils logent répondent civilement des délits qu'ils pourraient commettre, même hors de l'auberge, pendant leur séjour, s'il a duré plus de vingt-quatre heures. XI, p. 558, n. 257.

- L'aubergiste ne répond pas du dommage causé par les hôtes qui auraient jeté de sa maison quelque chose de nuisible, lorsqu'il est prouvé qu'ils sont auteurs de ce fait. XI, p. 327, n. 234.
- De l'exception à la prohibition de la preuve testimoniale, pour le cas du dépôt fait par un voyageur dans une auberge ou hôtellerie. IX, p. 325, n. 202, 203.

AUTEURS.

- La propriété littéraire garantie aux auteurs pendant leur vie et même après leur mort n'entre point dans la communauté légale. XII, p. 203, n. 116.

ACTE AUTHENTIQUE.

SOMMAIRE.

SECT. 1. De l'acte authentique et de sa nature.

SECT. 2. Effets de l'authenticité.

SECT. 3. Conditions requises pour l'authenticité des actes.

SECT. 4. Effets de l'acte authentique nul par défaut de formes.

SECT. 1. De l'acte authentique et de sa nature.

- Ce que la loi appelle acte authentique. VIII, p. 98, n. 48; *ibid.*, p. 110, n. 85.
- Diverses espèces d'actes authentiques. VIII, p. 110, n. 84.
- Les extraits des registres de l'état civil en due forme et légalisés sont des actes authentiques. I, p. 278, n. 306, 307.
- Origine et signification du mot authentique. VIII, p. 112, n. 88.

SECT. 2. Effets de l'authenticité.

- Effets de l'authenticité. VIII, p. 112, n. 86.
- Motifs des effets accordés à l'authenticité. VIII, p. 112, n. 87.
- L'acte authentique fait exception au principe qu'aucune écriture ne fait foi par elle-même. VIII, p. 291, n. 191.
- Des cas où les actes authentiques sont soumis à la formalité de la légalisation. Conséquences du défaut de légalisation. VIII, p. 114, n. 88, 89.
- De la formalité de l'apposition du sceau sur les actes authentiques. Conséquences du défaut de sceau. VIII, p. 116, n. 90.
- L'authenticité d'un acte peut être combattue par l'inscription de faux. Conséquences de cette inscription. VIII, p. 118, n. 91, 92.
- On ne peut plus combattre par la preuve testimoniale la foi due à l'acte authentique. VIII, p. 121, n. 93, 94.
- On peut, sans accuser l'acte de faux, attaquer le contrat par la voie de nullité

ou de rescision. VIII, p. 122, n. 98.

- Le serment peut être déferé sur les faits contenus dans les actes authentiques, quoiqu'ils soient dits s'être passés en présence des notaires, et même sur la sincérité des actes. X, p. 438, n. 330.
- Sur quoi est fondée la foi due au témoignage du notaire dans les actes authentiques. VIII, p. 214, n. 143.
- Il ne fait foi qu'à l'égard des choses relatives à ses fonctions. VIII, p. 216, n. 144, 145.

— L'acte authentique fait foi non seulement de la convention, mais encore des faits passés en présence du notaire, lorsque l'attestation de ces faits ne sort pas du cercle de ses attributions. VIII, p. 218, n. 146.

- De quels faits et contre qui l'acte authentique fait foi. VIII, p. 220, n. 147 et suiv.

— Il fait foi contre tous de tous les faits passés en présence du notaire et des témoins, au moment de la rédaction de l'acte. VIII, p. 221, n. 148.

— Les actes authentiques peuvent indirectement nuire à des tiers, et comment. VIII, p. 224, n. 149.

— L'acte authentique ne fait pas foi des faits qu'il énonce avoir été passés hors de la présence du notaire. VIII, p. 226, n. 150.

— Pas même de l'existence ou de la réalité d'une procuration copiée dans l'acte. VIII, p. 227, n. 151, 152.

— La relation d'un acte antérieur ne peut faire foi que dans le cas unique où il pourrait être valablement répété au moment de la rédaction. VIII, p. 228, n. 153.

— La procuration annexée à la minute d'un acte authentique doit toujours être représentée. Conséquences qui en résultent. VIII, p. 250, n. 154.

— La relation, dans un procès-verbal authentique, des titres trouvés lors d'un inventaire, n'en prouve ni l'existence ni la réalité; il faut les représenter. VIII, p. 250, n. 155.

— Il en est de même des titres produits en justice, et référés dans les arrêts. VIII, p. 252, n. 156.

— De la force probante des énonciations faites dans les actes authentiques. VIII, p. 253, n. 157-167.

Voy. Énonciation.

— Des contre-lettres qui changent ou détruisent les dispositions d'un acte authentique. VIII, p. 249, n. 168.

Voy. Contre-lettre, Command.

SECT. 5. Conditions requises pour l'authenticité des actes.

— Conditions requises pour l'authenticité



Quels sont les effets de l'autorisation donnée par la femme au mari? II, p. 29, n. 655, 657, 658.

Que résulte-t-il de l'absence d'autorisation? II, p. 32, n. 659-661.

L'autorisation que le mari a donnée à sa femme de faire le commerce peut être révoquée. Dans quelle forme elle doit l'être. XII, p. 584, n. 287, 288.

Distinction à cet égard, quand il y a séparation de biens. XII, p. 585, n. 289.

Malgré le silence apparent du Code à cet égard, on peut ériger en maxime, sous notre législation, que la femme oblige la communauté et son mari par les emplettes qu'elle fait, même sans l'autorisation du mari, des denrées, fournitures et autres objets nécessaires au ménage. XII, p. 587 et suiv., n. 261-263.

Voy. *Femme mariée.*

De l'effet que l'autorisation donnée par le mari à la femme d'accepter une succession purement immobilière produit pour la communauté légale, quant aux dettes de cette succession. Dissertation. XII, p. 412 et suiv., n. 282, 285.

Voy. *Communauté légale.*

Différence, quant à ses effets, entre l'autorisation donnée par le tuteur ou par le curateur au mineur, et l'autorisation donnée par le mari à sa femme. XII, p. 416, n. 282.

L'autorisation du mari suffit-elle pour donner à la femme mariée sous le régime dotal le droit d'agir contre les débiteurs et détenteurs de la dot? XIV, p. 149, n. 140-142.

La femme peut recourir à l'autorisation de justice, sur le refus de l'autorisation maritale, afin de pouvoir aliéner les immeubles dotaux, tant pour l'établissement des enfans d'un premier lit que pour celui des enfans communs. XIV, p. 216, n. 190, 191.

L'autorisation du mari ne suffit pas à la femme pour aliéner les immeubles dotaux dans les cinq cas d'exception établis par l'art. 1853 du Code civil. Il lui faut alors l'autorisation de la justice. XIV, p. 221, n. 197.

L'autorisation du mari n'est pas nécessaire pour valider l'aliénation qui a eu lieu afin de tirer l'un des époux de prison. XIV, p. 222, n. 198.

SECT. 5. *Autorisation de justice.*

Si le mari refuse d'autoriser sa femme, elle peut être autorisée de justice, et comment. II, p. 27, n. 649.

Quid si le mari est mineur, interdit, absent, non présent, ou condamné à une peine afflictive ou infamante? II, p. 28, n. 650, 651.

- Effets de l'autorisation donnée par la justice. II, p. 29, n. 633, 636, 638.
- La femme et le mineur n'ont pas besoin d'être autorisés pour présenter la requête préalable à la demande en séparation de corps II, p. 97, n. 766, 767.
- La femme mariée ne peut, sans autorisation de justice, en cas d'absence du mari, s'obliger ni engager les biens de la communauté, même pour tirer son mari de prison, payer sa rançon ou pour établir ses enfans. XII, p. 266, n. 238, 239.
- *Quid* de l'obligation qu'elle contracterait pour tirer un enfant de prison, ou pour s'en tirer elle-même? XII, p. 270, n. 237.
- Quelles formalités doit remplir la femme mariée pour se faire autoriser de justice. XII, p. 271, n. 238.
- Différence, quant aux obligations de la communauté, entre le cas d'une succession acceptée par la femme avec l'autorisation de son mari, et celui de la même succession acceptée avec autorisation de justice. XII, p. 409 et suiv., n. 278, 279, 281.

Voy. Communauté légale.

- La femme ne peut recourir à l'autorisation de justice, sur le refus de l'autorisation maritale, afin de pouvoir aliéner les immeubles dotaux, tant pour l'établissement des enfans d'un premier lit que pour celui des enfans communs. XIV, p. 213, n. 190, 191.
- A quelles conditions la justice peut donner cette autorisation. XIV, p. 217, n. 193.
- La femme doit elle demander d'abord l'autorisation maritale, avant de recourir à celle de la justice? XIV, p. 218, n. 194.
- L'autorisation du mari ne suffit pas à la femme pour aliéner les immeubles dotaux dans les cinq cas d'exception établis par l'art. 1538 du Code civil. Il lui faut alors l'autorisation de la justice. XIV, p. 221, n. 197.

SECT. 4. Autorisation du conseil d'État.

- Les agens du gouvernement, coupables d'atteintes portées à la liberté individuelle, peuvent aujourd'hui être pourvus sans autorisation du conseil d'État. I, p. 196, n. 228.

SECT. 5. Autorisation nécessaire aux communes.

Voy. Commune.

AUTORITÉ.

- Obligations que la loi elle-même impose aux dépositaires de l'autorité. Étendue de ces obligations. XI, p. 14, n. 45.
- Les engagements du mineur pubère étaient valides chez les Romains, quand ce mineur avait contracté sous l'autorité

de son tuteur; mais il pouvait être restitué. VI, p. 103, n. 101.

- En est-il de même en droit français? VI, p. 108, n. 106.

- De l'autorité de la chose jugée. X, p. 103, n. 68 et suiv.

Voy. Chose jugée.

AUTRUI.

- Les choses et les actions d'autrui sont considérées comme choses impossibles, quant à l'objet des contrats. VI, p. 127, n. 150.
- Quand et avec quelles distinctions la vente et le legs de la chose d'autrui sont nuls. VI, p. 128, n. 131-135.
- On ne peut promettre le fait d'autrui; mais on peut se porter fort pour un tiers. VI, p. 132, n. 134-137.
- De l'obligation du fait d'autrui avec clause pénale. VI, p. 137, n. 138.
- De la stipulation pour autrui et de ses effets. VI, p. 147, n. 148-156.

Voy. Contrat.

AVANCE.

- Des paiements faits d'avance; quand ils sont valables; quand ils sont nuls et comment on les prouve. VII, p. 97, n. 80-84.

Voy. Paiement.

AVANCEMENT D'HOIRIE.

- Les droits des enfans naturels ne s'étendent pas sur les biens donnés en avancement d'hoirie aux héritiers légitimes. IV, p. 283, n. 238.
- Du partage que les ascendans peuvent faire entre leurs descendans par avancement d'hoirie. V, p. 722, n. 803 et suiv.

Voy. Partage.

AVANT FAIRE DROIT.

- C'est par un avant faire droit ou par un jugement interlocutoire qu'on doit débiter le serment suppléatif X, p. 836, n. 423.

AVANTAGE.

- Des avantages sujets à rapport. Ce qu'il faut entendre par avantages indirects. IV, p. 469, n. 472-488.

Voy. Rapport.

AVANTAGES ENTRE ÉPOUX.

- Nécessité, dans l'ancienne législation française, de la présence des parens, aux contrats ou traités entre époux, pour la validité des avantages qu'ils se faisaient dans ces contrats. XII, p. 47, n. 23.
- Motifs de cette nécessité. *Ibid.* et suiv., n. 29.
- Les avantages matrimoniaux qui excèdent une part d'enfant, dans le cas d'existence d'enfans d'un premier mariage, sont nuls quant à l'excédant. V, p. 818, n. 891 et suiv.

Voy. Donation entre époux.

— Le préciput conventionnel n'est point regardé comme un avantage sujet aux formalités des donations. XIII, p. 807, n. 400.

Voy. Préciput conventionnel.

— La clause d'un contrat de mariage portant que le survivant prendra la totalité de la communauté n'est point un avantage sujet aux règles relatives aux donations. XIII, p. 831, n. 422.

— Que deviennent, en cas de divorce, les gains de survie, les préciputs et autres avantages matrimoniaux ? II, p. 77, n. 740-743.

— Les avantages faits par contrat de mariage à l'époux contre lequel a été obtenue la séparation de corps ne sont pas révoqués de plein droit par le jugement qui la prononce. La révocation n'en peut même avoir lieu. II, p. 102, n. 781.

AVEU.

SOMMAIRE.

SECT. 1. De l'aveu en général.

SECT. 2. De l'aveu judiciaire.

SECT. 3. De l'aveu extrajudiciaire.

SECT. 4. De l'indivisibilité de l'aveu.

SECT. 1. De l'aveu en général.

— De l'aveu de la partie. X, p. 570, n. 260 et suiv.

— De la nature de l'aveu ; en quoi il diffère du consentement. X, p. 578, n. 260.

— L'aveu est la plus forte des preuves quand il est réfléchi, libre et dégagé d'erreur. X, p. 577, n. 261.

— Les rédacteurs du Corps de droit romain ne se sont guère occupés que de l'aveu judiciaire, dont ils distinguaient deux espèces : l'aveu *in jure*, et l'aveu *in judicio*. Différences entre ces deux aveux. X, p. 578, n. 262-266.

— Le droit romain ne parle que par occasion de l'aveu extrajudiciaire, et seulement pour rappeler qu'il fait preuve complète. X, p. 581, n. 267.

— La doctrine des interprètes du droit romain et du droit canonique sur les aveux est confuse et peu sûre. X, p. 582, n. 268, 269.

— Comment la doctrine du droit romain sur l'aveu a été reçue en France. X, p. 583, n. 270.

— Nous ne connaissons point les aveux *in jure*, et leur différence d'avec les aveux *in judicio*. Des aveux faits en bureau de paix et de leur utilité. X, p. 584, n. 271, 272.

SECT. 2. De l'aveu judiciaire.

— Le juge de paix doit consigner dans son

procès-verbal les divers aveux et dénégations des parties. IX, p. 202, n. 120.

— Des aveux ou dénégations faites dans les écritures des parties ou de leurs avoués. IX, p. 216, n. 126.

— Les aveux judiciaires sont ou forcés ou spontanés. X, p. 585, n. 275.

— Des aveux qui résultent des interrogatoires sur faits et articles, ou du refus de répondre lors de ces interrogatoires, et de leurs effets. X, p. 586, n. 274-288.

Voy. Interrogatoire sur faits et articles.

— Des aveux verbalement faits à l'audience ; du commencement de preuve par écrit qui peut en résulter. IX, p. 216, n. 127.

— Les aveux judiciaires forcés ne peuvent être révoqués que pour erreur de fait. X, p. 594, n. 288, et VI, p. 78, n. 74.

— Les aveux judiciaires spontanés sont de deux espèces. X, p. 595, n. 286.

— Les aveux volontaires d'une partie font foi contre elle ; mais elle peut les révoquer avant que l'autre partie les ait acceptés en en demandant acte. X, p. 598, n. 287, 288.

— On peut même rétracter ces aveux, sans prouver qu'ils ont été la suite d'une erreur. X, p. 597, n. 289-292.

— Des aveux faits par les avocats ou par les avoués, pendant le cours de l'instance. X, p. 599, n. 295.

Voy. Désaveu.

— On ne doit pas regarder comme aveu le silence gardé sur l'interprétation d'une partie à l'occasion d'un fait : ce n'est qu'aux interpellations du juge que les parties sont tenues de répondre. X, p. 408, n. 299.

— L'aveu tacite ou le silence de celui à qui on oppose une copie informée peut donner de la force à cette copie. VIII, p. 644, n. 444.

— Les aveux du défendeur ne font pas preuve suffisante en matière de divorce. II, p. 81, n. 690.

— L'aveu du défendeur à la demande en séparation de corps peut n'être pas une preuve suffisante. II, p. 88, n. 789.

— Les aveux du mari ne font pas preuve suffisante à l'appui de la demande en séparation de biens. XIII, p. 104, n. 69.

SECT. 3. De l'aveu extrajudiciaire.

— L'aveu extrajudiciaire est écrit ou verbal. L'aveu extrajudiciaire verbal peut être prouvé par témoins. S'il peut faire foi contre celui qui l'a fait. Distinction. X, p. 408, n. 300-308.

— L'aveu extrajudiciaire écrit fait pleine foi contre celui qui l'a souscrit librement. X, p. 411, n. 308.

— Il n'est pas nécessaire que l'acte ait été fait exprès pour faire preuve. Des lettres missives. X, p. 412, n. 307.

- On peut toujours révoquer les aveux fondés sur l'erreur ; de quelle erreur il s'agit ; comment elle se prouve. X, p. 412, n. 308-311.
- Le créancier qui a en sa faveur un aveu écrit est dispensé de toute autre preuve. X, p. 416, n. 312.
- Ce principe est inconciliable avec les dispositions de l'art. 1337 du Code, sur les effets de l'acte reconnaissant. Comment cet article s'est introduit dans le Code ; dissertation sur la doctrine qu'il consacre. X, p. 419, n. 313-354.
- L'aveu extrajudiciaire fait hors de la présence du créancier suffit pour donner lieu à la délation du serment suppléatif. X, p. 354, n. 416.

Voy. *Acte reconnaissant, Confirmation.*

SACR. 4. De l'indivisibilité de l'aveu.

- De l'indivisibilité de l'aveu judiciaire. Le droit romain l'abandonnait à la prudence du juge. X, p. 440, n. 336.
- Doctrine des jurisconsultes français sur cette matière. X, p. 442, n. 336.
- L'indivisibilité de l'aveu judiciaire est érigée en loi par le Code. X, p. 444, n. 337.
- Faut-il en conclure que le principe est sans exceptions ? X, p. 444, n. 338.
- *Quid* si l'aveu contient plusieurs faits non connexes ? X, p. 446, n. 339.
- L'application du principe de l'indivisibilité aux aveux extrajudiciaires est abandonnée à la prudence des juges. X, p. 447, n. 340, 341.

AVEUX FÉODAUX.

- Les aveux, sous le droit féodal, étaient des actes reconnaissants qui ne donnaient ni au vassal ni au seigneur plus de droits que le titre primordial, à moins qu'il n'en existât plusieurs conformes et anciens, soutenus de la possession. VIII, p. 679, n. 480.
- En Bretagne, un seul aveu, soutenu de la possession de trente ans, dérogeait au titre primordial. VIII, p. 680, n. 481, 482.

AVEUGLE.

- Les aveugles ne peuvent faire de testament mystique. V, p. 460, n. 478.
- Comment prouver la cécité ? V, p. 460, n. 479.

AVOCAT.

- Tort fait à la magistrature par les attaques dirigées contre l'indépendance des avocats. IX, p. 472, n. 306 à la note.
- Des aveux faits par les avocats pendant le cours d'une instance. X, p. 390, n. 293.
- Les avocats ne peuvent être désavoués ;

comment le client peut rétracter leurs aveux. X, p. 405, n. 296.

AVOUE.

- Des aveux faits par les avoués pendant le cours d'une instance. Les avoués ne peuvent faire aucun aveu sans un pouvoir spécial, sous peine de désaveu. X, p. 399, n. 295.
- Ils ne peuvent s'excuser en demandant à prouver que le fait est vrai. Comment ils peuvent s'excuser. X, p. 401, n. 294.

Voy. *Désaveu.*

AYANT-CAUSE.

- Si les droits et obligations d'un auteur passent à ses ayant-cause ou successeurs à titre particulier. Distinction entre les droits réels et les droits personnels : entre les obligations réelles et les obligations personnelles. VI, p. 457, n. 420-426.
- Moyens de soumettre indirectement les ayant-cause à remplir les obligations de leur auteur. VI, p. 463, n. 427-462.

Voy. *Obligation.*

- Si les créanciers sont des tiers, ou s'ils sont des ayant-cause, relativement aux actes sous seing privé souscrits par leur débiteur. Différence entre un tiers et un ayant-cause. Application au cas de la vente d'un immeuble, faite par un acte sous seing privé, d'une date antérieure à la vente authentique du même immeuble. Rétractation d'une erreur échappée à l'auteur. Application des mêmes principes aux constitutions d'hypothèques, servitudes, usufruits ; aux quittances de paiements anticipés, aux acquiescements, aux adjudications, etc. VIII, p. 373, n. 245-256.

Voy. *Seing-privé.*

- Dissertation sur la transmission des droits et obligations aux successeurs à titre particulier ou ayant-cause, et du sens de ce mot *ayant-cause*, dans les art. 1519, 1522 et 1528 du Code civil. X, p. 580 et suiv. Addit.
- Pour qu'un contrat consenti par un auteur soit opposable à son ayant-cause, il faut que le contrat soit antérieur au titre de celui-ci, et il suffit d'un contrat sous seing privé. X, p. 594, n. 14. Addit.
- Examen de l'opinion de M. Merlin sur le sens du mot ayant-cause. X, p. 596, n. 15-31. Addit.
- Doit-on reconnaître deux espèces d'ayant-cause ? X, p. 603, n. 20. Addit.
- Sens du mot ayant-cause dans l'art. 1522 du Code civil. X, p. 603, n. 25-33. Addit.
- La définition que l'auteur donne des ayant-cause n'est pas nouvelle. X, p. 622, n. 54-56. Addit.

- Les acquéreurs sont les ayant-cause du vendeur, quelle que soit la forme de leurs titres. X, p. 428, n. 53, 59. Addit.
- Si l'adjudicataire d'un bien vendu par expropriation forcée est l'ayant-cause du propriétaire exproprié. VIII, p. 384, n. 285.
- Le fidéjusseur est-il l'ayant-cause du débiteur? X, p. 288, n. 211.
- Les légataires ne sont pas les ayant-cause de l'héritier; les jugemens rendus contre lui ne peuvent être opposés. X, p. 288, n. 212.
- Dans les matières réelles, le jugement rendu pour ou contre le propriétaire d'un immeuble a l'autorité de la chose jugée pour ou contre ses ayant-cause; l'acquéreur à titre particulier est l'ayant-cause du vendeur. X, p. 273, n. 199.
- Le serment fait preuve entre les parties, leurs héritiers ou leurs ayant-cause. X, p. 303, n. 391.
- L'ayant-cause de la femme, auquel elle a cédé son droit à la communauté avant partage, est privé, comme elle, du droit de renoncer à la communauté. XIII, p. 275, n. 200.

BAIL.

- L'acquéreur à titre particulier n'était pas tenu, en droit romain, d'entretenir les baux faits antérieurement par son vendeur. *Secds* en droit français. VI, p. 472, n. 438, 439, et X, p. 393, n. 12. Addit.
- L'acquéreur peut expulser le locataire qui n'a qu'un bail sous seing privé sans date certaine. X, p. 613, n. 30. Addit.
- L'événement de la condition résolutoire n'annule point l'effet des baux faits sans fraude. VI, p. 612, n. 376.
- Le tuteur ne peut ni passer de baux par anticipation, ni prendre à bail les biens du mineur. Il n'est point obligé d'exiger des fermiers un cautionnement ou des hypothèques. II, p. 379, n. 1206-1208.
- Le droit qu'a le mari de jouir des propres de sa femme emporte le droit de les donner seul à bail. XII, p. 580, n. 403.
- Les baux ne sont pas résolus par la dissolution de la communauté; mais ils ne peuvent être faits pour plus de neuf ans. XII, p. 581, n. 404-407.
- Si le mari, affermant pour plus de neuf ans, avait eu la nature de son droit sur les biens, la communauté devrait au fermier des dommages-intérêts. XII, p. 582, n. 408.
- La femme ne serait pas même tenue d'entretenir les baux faits pour neuf ans par son mari, s'ils avaient été faits en fraude de ses droits. *Ibid.*, p. 585, n. 408.
- La fraude se supposerait facilement, si le bail était renouvelé sans nécessité

pendant la maladie dont meurt la femme. XII, p. 586, n. 409.

- Règles relatives au renouvellement de ces baux par anticipation. XII, p. 586, n. 410-412.
- Exception à l'admissibilité de la preuve testimoniale dans le cas de bail verbal. IX, p. 56, n. 52, 53.
- On ne peut prouver par témoins le congé que le propriétaire et le locataire doivent se donner réciproquement. Cas où ce congé doit être donné. IX, p. 42, n. 34.
- Si celui qui a reçu le congé en retarde l'exécution par de mauvaises contestations, les juges peuvent prolonger le délai. IX, p. 43, n. 55.
- Des paiements anticipés faits par les sous-locataires. Comment ils se prouvent; quand ils sont nuls à l'égard des propriétaires ou à l'égard des tiers. VII, p. 98, n. 81-84.

Voy. *Louage*.

BALIVEAUX.

- Abrogation des anciennes lois qui obligeaient les particuliers à laisser des baliveaux en exploitant leurs bois. III, p. 201, n. 517.

BATARD.

Voy. *Enfant naturel*.

BATIMENT.

- De la responsabilité à laquelle peut donner lieu la chute d'un édifice qui tombe de vétusté, par suite de défaut d'entretien, ou par vice de construction. XI, p. 435, n. 317.

BÉNÉFICE D'INVENTAIRE.

- Du bénéfice d'inventaire. IV, p. 367, n. 382 et suiv.
- Par le droit naturel, l'héritier n'est point obligé au delà des forces de la succession. IV, p. 367, n. 382.
- Il en est autrement sous l'empire du droit civil. Pourquoi. IV, p. 368, n. 383.
- Origine du bénéfice d'inventaire. IV, p. 368, n. 384.
- Ses effets. IV, p. 369, n. 385.
- Contre qui l'héritier bénéficiaire dirige ses actions. IV, p. 370, n. 386, 387.
- Nature du bénéfice d'inventaire. Conséquences dans le cas d'abandon par le bénéficiaire. IV, p. 371, n. 388.
- Le bénéficiaire est réellement héritier. Compte qu'il doit aux créanciers. IV, p. 375, n. 389.
- La seule peine qui puisse être prononcée contre lui, s'il vend ou hypothèque les biens de la succession, c'est d'être déchu du bénéfice. IV, p. 374, n. 360.
- Il peut transiger et compromettre sans être déchu du bénéfice. IV, p. 375, n. 361.

- De la première obligation est l'inventaire. Ce que c'est. IV, p. 378, n. 362.
 - L'apposition préalable des scellés n'est pas indispensable. IV, p. 377, n. 363.
 - Délais qui lui sont accordés pour faire l'inventaire et délibérer. IV, p. 377, n. 364.
 - Que doit-il faire s'il n'y a pas de meubles? Des irrégularités de l'inventaire. IV, p. 378, n. 365.
 - Il peut vendre les objets susceptibles de déperissement. IV, p. 378, n. 366.
 - Actions que les créanciers peuvent exercer contre lui pendant les délais. IV, p. 378, n. 367.
 - Il peut faire prolonger les délais. IV, p. 380, n. 368.
 - La faculté de se porter héritier bénéficiaire ne se prescrit qu'avec la faculté d'accepter. IV, p. 380, n. 369.
 - A quoi servent les délais qui lui sont fixés. IV, p. 380, n. 370.
 - Où doit être faite la déclaration de l'héritier bénéficiaire. IV, p. 381, n. 371.
 - Comment les créanciers sont avertis. IV, p. 381, n. 372.
 - Des devoirs de l'héritier bénéficiaire dans son administration. IV, p. 382, n. 373.
 - Comment il doit vendre les rentes sur les particuliers et transférer les rentes sur l'État. IV, p. 383, n. 374.
 - De ses obligations, s'il a conservé les meubles en nature. IV, p. 384, n. 375.
 - Formalités pour la vente des immeubles, et de la distribution du prix. IV, p. 384, n. 376-379.
 - De la distribution du prix des meubles, dans le cas où il y a et dans le cas où il n'y a pas de créanciers opposants. IV, p. 386, n. 380-383.
 - Les hypothécaires peuvent demander la distribution par contribution avant d'exercer leur droit d'hypothèque. IV, p. 387, n. 384.
 - Recours des créanciers qui se présentent après le paiement du reliquat. IV, p. 388, n. 384, 388.
 - Caution qui peut être exigée de l'héritier bénéficiaire. IV, p. 389, n. 386.
 - Faute de rendre son compte, il peut être tenu de payer sur ses biens. Comment se rend ce compte. IV, p. 390, n. 387, 388.
 - Le bénéficiaire ne peut rien exiger pour ses peines et soins; mais on doit lui tenir compte des procès qu'il a soutenus pour le compte du bénéfice. IV, p. 391, n. 389, 390.
 - Un procès ne peut retarder les distributions. IV, p. 393, n. 391.
 - Les droits des créanciers dans une succession bénéficiaire sont fixés au moment de l'ouverture de la succession. IV, p. 394, n. 392.
 - De la prescription et de la préemption entre l'héritier bénéficiaire et les créanciers opposants. IV, p. 394, n. 393.
 - De la compensation dans le cas du bénéfice d'inventaire. IV, p. 395, n. 394.
 - L'héritier institué ou légataire universel peut accepter sous bénéfice d'inventaire. IV, p. 396, n. 395.
 - Action des créanciers en rapport contre les légataires, dans une succession bénéficiaire. IV, p. 342, n. 338.
 - L'héritier bénéficiaire, créancier non hypothécaire de la succession, ne peut agir personnellement contre les héritiers purs et simples au delà de leur portion virile. IV, p. 346, n. 338, 357.
 - Comment l'héritier bénéficiaire peut payer. VII, p. 64, n. 43.
 - La subrogation légale a lieu au profit de l'héritier bénéficiaire qui a payé de ses deniers. VII, p. 201, n. 184.
 - Le bénéfice d'inventaire empêche la confusion. VII, p. 309, n. 437.
 - Si la compensation est admissible dans le cas du bénéfice d'inventaire; comment elle s'opère. Exemples. VII, p. 484, n. 390.
 - Comment le débiteur d'un bénéfice d'inventaire ou l'héritier bénéficiaire peut demander lui-même la compensation, lorsqu'il pourrait la repousser si on la lui opposait. VII, p. 476, n. 346 399.
 - Comparaison du bénéfice d'inventaire avec le privilège dont jouit la femme commune qui a fait un inventaire, de n'être tenue aux dettes de la communauté que jusqu'à concurrence de son émolument. XIII, p. 325, n. 245, 246, 247.
- ### BESTIAUX.
- Quand les bestiaux sont réputés immeubles. III, p. 40, n. 15.
 - Du droit de saisir et de mettre en fourrière les bestiaux qu'on trouve laissés à l'abandon dans son champ, lorsqu'ils y causent du dommage. XI, p. 303, n. 299.
- ### CONTRAT DE BIENFAISANCE.
- Quels sont les contrats dits de bienfaisance. VI, p. 30, n. 20.
 - La qualité de la personne peut être la cause principale du contrat, dans les contrats de bienfaisance. VI, p. 36, n. 31.
- ### BIENS.
- En quoi les biens diffèrent des choses. III, p. 2, n. 3.
 - Sous combien de rapports les biens sont envisagés dans le Code. III, p. 5, n. 4.
 - Divisions des biens. III, p. 4, n. 3, 6.
 - Ce qu'on entend par biens corporels et biens incorporels. III, p. 4, n. 7, 8.
 - Division des biens en meubles et en immeubles. III, p. 8, n. 9.

— Importance de la distinction des biens en meubles et en immeubles. III, p. 6, n. 10.

Voy. *Meubles et immeubles*.

— Quels biens dépendent du domaine public. III, p. 25, n. 30-42, et *ibid.*, p. 343, 474, n. 478.

— Quels biens ne sont pas susceptibles d'une propriété privée. III, p. 26, n. 36, 37, et *ibid.*, p. 346, n. 476-478.

— Quels biens sont hors du commerce ; quels biens sont dans le commerce. III, p. 27, n. 38, 39.

— Les biens sont les garans des fautes et des engagements du propriétaire. III, p. 213, n. 358.

— Les biens d'un débiteur sont le gage commun de ses créanciers ; ils cessent de l'être s'ils sortent de ses mains. X, p. 381, n. 3. Addit.

— A moins qu'il n'ait spécialement affecté ses biens à l'acquit de ses obligations. X, p. 382, n. 4 et 5. Addit.

BIENS COMMUNAUX.

— Des biens communaux. III, p. 34, n. 47-60.

Voy. *Communs*.

BIENS DOTAUX.

— Le mari d'une femme absente, mariée sous le régime dotal, peut-il, en optant pour la continuation de la communauté, conserver l'administration des biens dotaux de sa femme ? I, p. 394, n. 467.

Voy. *Dotaux, Dot*.

BIENS PARAPHERNAUX.

— Le mari d'une femme absente, mariée sous le régime dotal, peut-il, en optant pour la continuation de la communauté, prendre l'administration des biens paraphernaux de sa femme ? I, p. 394, n. 467.

Voy. *Paraphernaux, Dot*.

BIENS PERSONNELS DE LA FEMME COMMUNE.

Voy. *Puissance maritale, Femme mariée, Administration de la communauté*.

BIGAMIE.

— Peines de la bigamie. Ses conséquences quant aux effets civils du second mariage. I, p. 446, n. 327-330, et p. 324, n. 629 et suiv.

Voy. *Mariage*.

— Application au délit de bigamie du principe que quand un délit suppose la réalité d'un fait antérieur, dont la preuve testimoniale n'est pas admissible, la plainte ne doit pas être reçue sans preuve acquise ou sans commencement de preuve par écrit de ce fait. IX, p. 283, n. 123.

BILATÉRAL.

— De la division des contrats en unilatéraux et bilatéraux ou synallagmatiques. VI, p. 16, n. 18, 19.

— Quels contrats sont bilatéraux ou synallagmatiques. VI, p. 17, n. 19.

BILLET.

— Nullité des billets non écrits par celui qui les a souscrits, ou dont la somme n'est pas approuvée par lui. VIII, p. 404, n. 272 et suiv.

Voy. *Seing-privé*.

— Le billet souscrit, mais non écrit par le débiteur, et dont il n'a pas approuvé la somme, forme un commencement de preuve par écrit. IX, p. 121, n. 81.

— Comment le débiteur d'un billet à ordre ou d'un effet au porteur peut se libérer par la consignation, lorsque personne ne se présente pour être payé dans les trois jours qui suivent l'échéance. VII, p. 275, n. 208.

BILLON.

— Ce que peut payer en billon le débiteur d'une somme d'argent. VII, p. 78, n. 84.

BIS IN IDEM.

— Origine de la maxime *non bis in idem*. Son application en droit romain. X, p. 337, n. 233, 234.

BLANCS.

— Défense aux notaires de laisser des blancs ou des lacunes dans leurs actes. VIII, p. 162, n. 106 et suiv.

Voy. *Acte authentique*.

— Secus des procurations. VIII, p. 164, n. 108.

BLANC-SEING.

— Des blancs-seings et de leur nature. VIII, p. 395, n. 262, 263.

— Quid si le porteur du blanc-seing ne se conforme pas à ses instructions secrètes ? VIII, p. 397, n. 264.

— Les blancs-seings sont autorisés par notre législation. Des abus qu'on en peut faire ; comment ils sont punis. VII, p. 398, n. 263, 266.

— De l'effet des blancs-seings à l'égard des tiers de bonne foi, quoiqu'ils soient annulés à l'égard du porteur. VIII, p. 399, n. 267.

— De l'effet de l'acte écrit au dessus d'un blanc-seing dérobé par le porteur. VIII, p. 402, n. 268-270.

— Les blancs-seings peuvent être révoqués avant que le porteur en ait fait usage. VIII, p. 404, n. 271.

— Remède imaginé pour prévenir l'abus des blancs-seings. VIII, p. 404, n. 273 et suiv.

— L'abus des blancs-seings n'est point

raison suffisante pour annuler les billets dont la somme n'est point approuvée en toutes lettres. VIII, p. 408, n. 278.

- Cette formalité est insuffisante pour prévenir l'abus des blancs-seings. VIII, p. 408, n. 278.

BLÉ.

- Les blés en vert ne peuvent être l'objet d'un contrat. VI, p. 117, n. 118.
- Des arrérages de rentes en grains. VI, p. 118, n. 119.

BOIS.

- Des modifications au droit de propriété résultant de la législation sur les bois. III, p. 193, n. 302 et suiv.
- Dispositions des anciennes lois à cet égard ; leur abrogation. III, p. 193, n. 303, 305.
- Dispositions des lois du 4 octobre 1794 et du 9 floréal an XI, sur le martelage et la déclaration. III, p. 194, n. 304-306.
- Dispositions du décret du 18 avril 1811, sur les mêmes objets. III, p. 198, n. 307-312.
- Ordonnance du 18 août 1816, révoquée le 22 septembre 1819. III, p. 198, n. 315.
- Abrogation des anciennes lois sur le défrichement des bois. Loi du 8 floréal an XI, à ce sujet. III, p. 198, n. 314, 318.
- Les bois des communes sont soumis au régime forestier. III, p. 200, n. 310.
- Abrogation des anciennes lois qui obligeaient les particuliers à laisser des baliveaux en exploitant leurs bois. III, p. 201, n. 317.
- Quand les bois sont immeubles. III, p. 8, n. 11, 12.
- Du droit de l'usufruitier sur les bois taillis, les futaies, les arbres fruitiers, les arbres morts ou arrachés par accident, et les arbres des haies. III, p. 268, n. 407-410.
- Les bois considérés comme fruits sont de deux espèces. XII, p. 224, n. 127.
- Ceux qui produisent un revenu périodique entrent dans la communauté légale, et il est dû récompense pour les coupes de ces bois, qui, pouvant être faites pendant le mariage, ne l'auraient pas été. XII, p. 228, n. 127.
- Les autres bois n'entrent dans la communauté légale que moyennant récompense ou reprise. *Ibidem*.
- Quels sont les droits du mari sur les bois dotaux. XIV, p. 378, n. 315.
- Sous le régime dotal, est-il dû récompense au mari qui n'a point fait dans les bois dotaux de son épouse une coupe qu'il pouvait faire en suivant les règles de leur aménagement ? XIV, p. 377, n. 314.

- Le mari a-t-il sur les bois restant sur pied à la dissolution du mariage un droit proportionnel au tems pendant lequel il a duré ? XIV, p. 379, n. 316.

— Comment en règle les droits du mari sur la tonte des saules et autres bois émonables. XIV, p. 382, n. 316.

- Si le bois dotal n'était pas aménagé en coupes réglées, le mari pourrait l'aménager. XIV, p. 383, n. 317.

BOISSONS.

- Qui doit payer les droits pour les boissons vendues. VII, p. 112, n. 96.

BONNE FOI.

- Les conventions doivent être exécutées de bonne foi. Sens de cette maxime. VI, p. 207, n. 198.
- Distinction des contrats de bonne foi et des contrats de droit étroit, d'après le droit français. VI, p. 368, n. 336.
- La bonne foi de l'un des époux assure les effets civils au mariage qu'il contracte avec un individu mort civilement. I, p. 286, n. 284 ; *ibid.*, p. 438, n. 870.
- Effets de la bonne foi, quant aux effets civils du mariage putatif. I, p. 342, n. 683, et suiv.

Voy. Mariage.

- L'héritier présent qui recueille sans une succession à laquelle aurait pu contourner avec lui un cohéritier absent, gagne les fruits perçus de bonne foi. I, p. 408, n. 482.
- La bonne foi de l'un des époux assure la légitimité des enfants nés d'un second mariage déclaré nul sur la poursuite d'un premier époux, dans l'absence duquel il avait été contracté. I, p. 410, n. 486.
- Distinction entre le cas de bonne foi et le cas de mauvaise foi, quant aux obligations du possesseur évincé d'une succession. IV, p. 323, n. 303-306.
- Application à la restitution des fruits. IV, p. 327, n. 307-312.
- Des effets de la bonne foi, tant de la part du vendeur que de la part de l'acquéreur, lorsque des biens de l'héritier vendus par l'héritier apparent sont revendiqués par le véritable héritier. IX, p. 341. Addit.
- Des effets de la bonne foi de la part de l'héritier apparent, relativement à la restitution à laquelle il est obligé, dans le cas de la pétition d'hérédité formée par l'héritier véritable. IX, p. 378. Addit.
- Différences entre les obligations de celui qui a reçu de bonne foi, et les obligations de celui qui a reçu de mauvaise foi ce qui ne lui était pas dû. XI, p. 117, n. 93-111.

— Obligations du premier. XI, p. 117, n. 94-102.

— Obligations du second. XI, p. 131, n. 103-111.

Voy. Répétition.

— La bonne foi du possesseur d'un meuble ne suffit pas pour le rendre propriétaire incommutable, s'il avait acheté ce meuble d'un vendeur qui l'avait volé ou trouvé, ou qui ne le possédait qu'à titre précaire. XIV, p. 124, n. 117-119.

BONNES MOEURS.

— Ce que les Romains entendaient par bonnes mœurs. VI, p. 310, n. 296.

BORDEREAU D'INSCRIPTION.

— Les énonciations que doivent contenir les bordereaux d'inscription d'hypothèque, aux termes de l'art. 2148 du Code civil, ne sont pas toutes prescrites à peine de nullité. VII, p. 389, n. 301.

BORNAGE.

— Du droit de bornage. Objet du bornage. Il se fait à frais communs. III, p. 117, n. 169, 180.

— Sur quel principe il est fondé. III, p. 118, n. 170.

— Ce qu'on entend par bornes. III, p. 118, n. 171.

— Comment s'exécute le bornage. III, p. 119, n. 172.

— Où doit être portée l'action de bornage. III, p. 119, n. 173.

— Règles relatives aux contestations en matière de bornage. III, p. 120, n. 174-176.

— Qu'il s'il y a eu erreur dans le placement des bornes ? III, p. 122, n. 177.

— Du bornage dans une plaine. III, p. 123, n. 178.

— Ce qui forme la limite. III, p. 123, n. 179.

— Qui peut intenter l'action de bornage. L'usufruitier et le tuteur le peuvent-ils ? III, p. 124, n. 181, 182.

BREVET.

— Pourquoi les originaux des actes notariés étaient autrefois appelés *brefs*, *briests* ou *brevets*. VIII, p. 600, n. 415.

— Le porteur d'un acte ou brevet peut-il, en le déposant pour minute au notaire qui l'a reçu, s'en faire délivrer une grosse ou une première expédition ? VIII, p. 606, n. 422.

BRIS.

— Du droit des inventeurs sur les objets tirés de la mer, trouvés sur les flots ou posés à la côte par suite de bris. Abrogation du droit de bris. IV, p. 43, n. 41-43.

CADUCITÉ.

— De la caducité des legs. V, p. 630, n. 671 et suiv.

Voy. Legs.

— La caducité de l'institution n'emporte pas celle de la substitution que contenait le testament. V, p. 715, n. 794, 795.

— Les donations des biens présents et à venir, faites entre époux, par contrat de mariage, deviennent caduques par le prédécès du donataire. V, p. 824, n. 906.

— Il en est de même des donations faites entre époux pendant le mariage. V, p. 830, n. 918.

CALENDRIER.

— C'est le calendrier grégorien qu'il faut suivre pour supputation des délais fixés par mois, et on doit calculer de quantième en quantième. XIII, p. 87, n. 86.

— Exception à cette règle. XIII, p. 90, n. 86.

Voy. Délai.

CAMPAGNES.

— Ce qu'on entend par campagnes dans l'art. 974 du Code civil. V, p. 433, n. 443.

CAPACITÉ.

— De la capacité de disposer ou de recevoir par donations entre vifs ou par testaments. V, p. 71, n. 82 et suiv.

Voy. Incapacité et Donation.

— Des époques à considérer pour juger de la capacité du testateur. V, p. 83, n. 86-88.

— *Idem* pour juger de la capacité des héritiers institués ou des légataires. V, p. 96, n. 89-94.

— De l'époque à considérer pour juger de la capacité du donateur et de donataire dans les donations entre vifs. V, p. 106, n. 96, 96.

CAPITALE (Accusation).

— Ce qu'on entend par accusation capitale. IV, p. 118, n. 109.

CAPTATION.

— De la captation comme cause de nullité des testaments. V, p. 636, n. 708 et suiv.

Voy. Testament.

CARRIÈRE.

— De l'exploitation des carrières ; de l'aliénation forcée à laquelle elle peut donner lieu. III, p. 138, n. 292-301.

Voy. Mine.

— Les produits des carrières entrent ou n'entrent pas dans la communauté légale, suivant les circonstances. XII, p. 226, n. 123.

— L'exploitation des carrières, commencée pendant le mariage, donne lieu à une

indemnité en faveur de l'un ou de l'autre des époux. *Ibid.*, p. 227, n. 128.

- Comment se règle le compte des fruits à rendre par le mari, lors de la restitution de la dot, si ces fruits proviennent de carrières. XIV, p. 384, n. 296, 297.

CAS FORTUIT.

- Des engagements sans convention qui naissent des cas fortuits. XI, p. 441, n. 318 et suiv.
- Il existe deux sortes de cas fortuits : les uns qui arrivent sans le concours d'aucun fait de l'homme, les autres qui arrivent avec le concours de quelque fait qui les accompagne ou qui les a précédés. XI, p. 441, n. 318.
- Celui dont le fait a été la cause ou l'occasion d'un cas fortuit de la seconde espèce doit réparer le dommage qu'il a causé. XI, p. 442, n. 319.
- Les cas fortuits de la première espèce produisent d'importants effets, tant à l'égard des engagements antérieurs qu'à l'égard des engagements nouveaux qu'ils font naître. XI, p. 442, n. 320.
- Il en est qui ne font naître aucun engagement, quoiqu'ils causent de la perte ou du profit; d'autres font naître des engagements tantôt réciproques et tantôt unilatéraux. XI, p. 444, n. 321.
- Quand un cas fortuit cause de la perte à une personne, sans en enrichir une autre à ses dépens, il n'en résulte contre celui-ci aucun engagement au profit de la première. XI, p. 444, n. 322.
- Mais si le cas fortuit enrichit une personne aux dépens d'une autre, la première doit rendre ou laisser reprendre ce que l'autre a perdu. Exemples dans les choses trouvées et dans les choses entraînées par les eaux sur l'héritage d'autrui. XI, p. 445, n. 323.
- Le propriétaire de la chose perdue ou entraînée doit, en reprenant sa chose, payer les frais de conservation, et même le dommage qu'elle a causé, à moins qu'il ne préfère abandonner la chose pour le dommage. XI, p. 446, n. 324, 325.
- Obligation de permettre l'entrée de son héritage pour y chercher une chose qui y est entrée fortuitement, même une chose qui y a été enfouie; mais à charge de réparer le dommage. XI, p. 448, n. 326.
- Obligation de permettre l'entrée de son héritage pour y rétablir le cours des eaux, obstrué d'une manière nuisible au fonds supérieur. XI, p. 449, n. 327.
- Obligation, en cas de navigation, de voyage en caravane, etc., de mettre en commun la provision de vivres qui reste à un passager ou à un voyageur, lors-

que les autres en manquent. XI, p. 461, n. 328.

- Obligation que fait naître le cas fortuit qui oblige de jeter quelques effets à la mer pour sauver le navire, ou de payer une somme pour le racheter. XI, p. 461, n. 329.
- De la règle que nul ne répond des cas fortuits. Exceptions à cette règle. Qui doit prouver le cas fortuit. VI, p. 237, n. 227-229, 232.
- Le cas fortuit lui-même ne pourrait excuser l'inaccomplissement des conditions insérées dans les contrats. *Secus* des conditions dans les testaments. VI, p. 647, n. 610-614.
- C'est au débiteur qui allègue le cas fortuit à le prouver. Quelle est son obligation s'il est chargé des cas fortuits, ou si la perte de la chose due n'est pas totale. VII, p. 831, n. 474, 478.
- Celui qui gère l'affaire d'autrui sans mandat ne répond des cas fortuits que lorsqu'il a entrepris dans le nom de l'absent un commerce que celui-ci n'avait pas coutume de faire. XI, p. 44, n. 56.
- Le propriétaire de la chose gérée sans mandat est tenu d'allouer au gérant, de même que le pupille à son tuteur, une dépense utile ou nécessaire au moment où elle a été faite, quoique l'utilité ait cessé depuis par cas fortuit ou par force majeure. XI, p. 61, n. 81, 82.

CASSATION.

- Lorsqu'un jugement déferé à la censure de la Cour de cassation contient plusieurs dispositions dont une seule est contraire à la loi, elle n'annule que cette disposition et maintient les autres. XI, p. 300, n. 219 à la note.
 - Quand la contravention à la loi du contrat est un moyen de cassation. VI, p. 201, n. 195, 194.
 - La violation d'un usage reçu n'est pas un motif de cassation. I, p. 129, n. 164.
- Voy. *Pouvoir judiciaire*.

CAUSE.

- De la cause des contrats ou des obligations conventionnelles; ce que c'est que cette cause, dans le sens du Code. VI, p. 170, n. 166.
- Comment on peut concevoir une obligation sans cause. Exemples. VI, p. 171, n. 167.
- Si une obligation sans cause ou sur une fausse cause est la même chose. VI, p. 173, n. 170.
- Si l'engagement cesse lorsque la cause cesse depuis le contrat. Distinction à cet égard entre les contrats intéressés et les contrats à titre gratuit. VI, p. 177, n. 171-173.

- Application aux rentes foncières. VI, p. 179, n. 174.
- Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la cause d'une obligation soit exprimée dans l'acte qui la prouve. VI, p. 181, n. 178.
- Quoique la cause exprimée soit fautive, l'obligation n'en est pas moins valide, s'il en existe une autre cause légitime; mais c'est au créancier à prouver cette autre cause. VI, p. 182, n. 176, 177.
- L'obligation consentie à un prête-nom, auquel il n'est rien dû, n'est point une obligation sans cause. VI, p. 183, n. 178, 179.
- L'exécution volontaire d'une obligation sur cause fautive la rend valide; cette obligation peut être ratifiée. VI, p. 184, n. 180.
- La cause d'une obligation doit être licite. VI, p. 188, n. 181.
- Application aux contrats qui ont pour objet l'assurance sur la vie des hommes, ou l'établissement d'annuités à vie. VI, p. 188, n. 182.
- Les conventions contraires à l'indépendance des personnes ont une cause illicite. VI, p. 191, n. 185.
- *Secrès* de celles qui n'engagent les services de l'homme que pour un temps et pour un prix convenu. VI, p. 192, n. 184.
- *Quid* des conventions qui tendraient à rétablir la féodalité, ou à faire revivre des rentes féodales autrefois supprimées sans indemnité? VI, p. 192, n. 188, 186.
- Une obligation naturelle peut être la cause d'une obligation civile. *Ibid.*
- Mais il faut que l'obligation naturelle soit prouvée d'une des manières prescrites par le droit civil. VI, p. 198, n. 187.
- En général, le droit à répétition a lieu toutes les fois qu'après l'erreur découverte, la chose payée reste sans aucune cause aux mains de celui qui l'a reçue; mais l'acquiescement volontaire des obligations naturelles est une cause suffisante du paiement. XI, p. 103, n. 86, 87.
- La loi présume même l'existence de l'obligation naturelle dans plusieurs cas; par exemple, lorsqu'un paiement est fait nonobstant une prescription connue, ou après un jugement, même en dernier ressort, connu de celui qui paie. *Secrès* s'il ne le connaissait pas. XI, p. 107, n. 88.
- *Quid* d'un paiement fait sous le cours d'une instance? *Ibid.*
- Un simple motif de pitié ou de délicatesse est une cause suffisante de paiement. Exemples. XI, p. 118, n. 89.
- Il n'est pas vrai que l'acte dans lequel la cause de l'obligation n'est pas exprimée ne forme qu'un commencement de preuve par écrit, ni que la preuve de l'existence

d'une cause soit à la charge du créancier. Explication des art. 1151 et 1152 du Code. IX, p. 155, n. 83.

- Dans quels cas il y a lieu à l'exception de la chose jugée pour identité de cause dans les deux demandes. X, p. 211, n. 188-193.

Voy. *Chose jugée*.

CAUSES PIEUSES.

- Si la règle que, dans le doute, le défendeur doit être absous, peut fléchir quand il s'agit des causes qu'on appelle *pieuses*. VIII, p. 92, n. 43.

CAUSE (Ayant-).

Voy. *Ayant-cause*.

CAUTIONNEMENT.

- On peut cautionner une obligation naturelle, pourvu que la cause n'en soit pas réprochée par un motif d'intérêt public. VI, p. 428, n. 393-396.
- L'accession à une obligation en qualité de caution, par un acte postérieur, n'établit point une solidarité parfaite entre la caution et le débiteur primitif. VI, p. 872, n. 723.
- La renonciation du débiteur principal à la résolution du contrat, opérée de plein droit, ne préjudicie point aux cautions. VI, p. 608, n. 872, 874.
- Exception au principe de l'indivisibilité du paiement, dans le cas de plusieurs cautions solidaires qui peuvent invoquer le bénéfice de division. VIII, p. 92, n. 72, 73.
- La caution est déchargée par l'acceptation volontaire que fait le créancier d'un immeuble ou d'un effet quelconque, en paiement de la dette principale, encore bien qu'il soit par la suite évincé. Développement de l'art. 2038 du Code. VII, p. 360, n. 301-306.
- Le créancier ne peut réserver ses droits contre les cautions, dans le contrat de novation, si ce n'est d'une manière conditionnelle. Effets d'une pareille réserve. VII, p. 378, n. 314-318.
- La remise accordée à la caution, hors du cas où cette remise est forcée, ne libère pas le débiteur principal. La remise faite à une des cautions ne libère pas les autres, si le cautionnement n'a pas été contracté solidairement. VII, p. 400, n. 330, 331.
- Ce que le créancier reçoit pour décharger une des cautions doit être imputé sur sa créance. VII, p. 401, n. 332.
- La caution qui s'est obligée solidairement avec le débiteur principal peut elle opposer en compensation ce que le créancier doit à celui-ci. VII, p. 430, n. 376 à la note.
- Des effets que produit la confusion quant

à la caution et à la caution de la caution. VII, p. 303, n. 423-440.

Voy. Confusion.

— Quand la caution est obligée pour le débiteur principal, par suite de la chose due, et *vice versa*. VII, p. 330, n. 470, 471.

— Le jugement rendu en faveur du débiteur profite à la caution; et réciproquement, on peut opposer à la caution le jugement rendu contre le débiteur; mais elle peut en être appelante. X, p. 284, n. 209, 210.

— Peut-elle l'attaquer par la tierce-opposition? Est-elle l'ayant-cause du débiteur? X, p. 283, n. 211.

— De l'effet que produit, quant à la caution, la délation du serment décisoire. X, p. 304, n. 323.

— Le principe établi par l'art. 1183 du Code civil n'est pas applicable aux engagements des débiteurs envers leurs cautions. VI, p. 280, n. 267.

— L'usufruitier doit donner caution s'il n'en est pas dispensé. III, p. 279, n. 422.

— *Quid* s'il ne trouve pas de caution; et du retard de fournir caution. III, p. 280, n. 425.

— De la caution à fournir par l'héritier bénéficiaire. IV, p. 369, n. 586.

Voy. Bénéfice d'inventaire.

— La dette que contracte le mari pendant le mariage, pour cautionner un enfant du premier lit, n'est point à la charge de la communauté légale. XII, p. 362, n. 228, 229.

CAVE.

— La possession d'une cave sous le terrain d'autrui ne constitue point une servitude. III, p. 327, n. 469 bis.

CERTIFICAT.

— Des reproches contre les témoins, pour cause de certificats donnés. Ce qu'on nomme certificats; combien on en compte d'espèces. *Fel* due aux certificats. Ce que doit être un certificat, pour qu'on en puisse faire un motif de reproche. IX, p. 471, n. 306, 307.

— Le certificat reçu par un notaire est un moyen de reproche, comme un certificat sous seing privé. IX, p. 477, n. 308.

— Le notaire qui reçoit un acte, ni les témoins instrumentaires qui l'assistent, ne peuvent être assimilés à ceux qui ont donné des certificats. Quelle est la force de leur déposition. De quels faits ils peuvent déposer. *Quid* si leurs dépositions sont en opposition avec les faits qu'ils ont attestés dans l'acte? IX, p. 477, n. 309-313.

Voy. Notaire, Témoin instrumentaire.

CERTITUDE.

— Du degré de certitude que donnent les

preuves. VIII, p. 4, n. 2 et suivants.

Voy. Preuve.

— Ce qu'on nomme preuves judiciaires ne forme presque jamais que des probabilités plus ou moins nombreuses, plus ou moins grandes, qui conduisent rarement à une certitude complète. Elles n'opèrent le plus habituellement qu'une certitude morale fondée sur une vraisemblance qui peut tenir lieu de preuve, lorsqu'il y a nécessité d'établir un jugement; mais qui n'a point la rigueur de la démonstration mathématique. On ne parvient à cette certitude que par degrés et à l'aide de plusieurs probabilités ou présomptions. X, p. 3, n. 1-30.

CESSION.

— Il n'existe pas de différence entre la cession de droits et la subrogation consentie par le créancier. VII, p. 159, n. 118, 119.

— De la garantie à laquelle soumet la cession d'une créance ou d'une rente. XIV, p. 311, n. 273.

— Le tuteur ne peut, sans l'autorisation du conseil de famille, accepter la cession d'aucun droit contre son pupille. II, p. 593, n. 1252, 1253.

CESSION DE BIENS.

— La cession de biens diffère de l'abdication. Ses effets. III, p. 222, n. 534.

— Ce que c'est que la cession de biens en général. Division de la cession de biens en volontaire et forcée. VII, p. 304, n. 256, 257.

— Nature de la cession volontaire, appelée aussi contrat d'abandonnement. Ses effets. VII, p. 303, n. 258-284.

Voy. Abandonnement.

— Ce que c'est que la cession judiciaire; quelle est son origine; quand le débiteur y est réduit. VII, p. 318, n. 285, 286.

— Si la faculté qu'a le failli d'obtenir sur ses biens une provision à titre de secours existe dans le cas de déconfiture. VII, p. 317, n. 287.

— Le bénéfice de compétence accordé par le droit romain sur les biens acquis depuis la cession n'est pas accordé par le droit français. VII, p. 317, n. 288.

— Ce que doit faire le débiteur pour obtenir la cession judiciaire. VII, p. 318, n. 289.

— Le débiteur peut, après sa demande de cession, obtenir quelquefois un sursis; mais il ne peut faire anéantir l'effet des poursuites déjà exercées. VII, p. 318, n. 260, 261.

— Dans quels cas les créanciers peuvent refuser la cession. VII, p. 319, n. 262, 263.

— Ce que doit faire le débiteur admis à la

cession. Note d'infamie qui en résulte pour lui. VII, p. 521, n. 264-266.

- Les créanciers qui depuis la cession ont accordé une remise ne peuvent plus exiger le surplus de leurs créances. VII, p. 525, n. 267.
- Le jugement qui admet la cession confère aux créanciers le pouvoir de vendre les biens cédés. VII, p. 524, n. 268.
- On ne peut plus renoncer d'avance à la cession de biens. VII, p. 525, n. 269.

CESSIONNAIRE.

- De la faculté d'écarter du partage le cessionnaire de droits héréditaires. IV, p. 451, n. 453-451.
- Voy. Retrait successoral.*
- Doit-on faire aux cessionnaires de droits dans un partage de communauté l'application de l'art. 844, relatif au *retrait successoral*? XIII, p. 276, n. 204.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Voy. Charte et Loi.

CHAMBRE DES PAIRS.

Voy. Charte et Loi.

CHANGE.

- Des agens de change, de leurs fonctions, de leurs livres. VIII, p. 369, n. 390 et suiv.

Voy. Agens de change.

CHANGEMENT DE DOMICILE.

Voy. Domicile.

CHAPERON.

- Des chaperons considérés comme marques de non-miloyenneté. III, p. 150, n. 189, 190.

CHARTÉ.

- En France, la division des pouvoirs est établie par la charte constitutionnelle de 1814. I, p. 26, n. 38.
- Quoique octroyée, selon le préambule, elle n'en est pas moins inviolable et irrévocable. I, p. 26, n. 36.
- Texte de la charte. I, p. 28, n. 37.
- C'est le contrat social des Français. I, p. 171, n. 204.

CHASSE.

- Le droit de chasse est un droit de propriété. Erreur et abrogation des anciennes lois sur la chasse. IV, p. 8, n. 8.
- On ne peut chasser que sur son terrain. IV, p. 8, n. 7.
- Dispositions de la loi du 30 avril 1790, sur la chasse. C'est aujourd'hui la loi régnante. IV, p. 9, n. 9-18.
- Défense de chasser sur le terrain d'autrui, ou même sur ses terres en temps prohibé. Sous quelles peines. IV, p. 9, n. 10.

— Contrainte par corps; confiscation des armes; défense de désarmer les chasseurs; sagesse de cette disposition. IV, p. 10, n. 11.

— Pères et mères responsables des délits de chasse commis par leurs enfans mineurs. IV, p. 12, n. 12, et XI, p. 595, n. 289.

— Les maîtres et commettans ne répondent point des délits de chasse de leurs domestiques et préposés qui ont chassé sans leur ordre. XI, p. 595, n. 289.

— Arrestation des délinquans masqués ou déguisés. IV, p. 12, n. 15.

— A qui appartient la connaissance des délits de chasse. IV, p. 12, n. 14.

— Comment ils sont constatés. IV, p. 15, n. 15.

— Prescription de ces délits. IV, p. 15, n. 16.

— On peut chasser en tous tems dans ses possessions closes de murs ou de haies vives, et dans ses bois et forêts, lacs et étangs. IV, p. 15, n. 17.

— Droit de détruire en tout temps le gibier sur ses terres, avec filets et autres engins, et même de tuer les bêtes fauves avec armes à feu. IV, p. 14, n. 18.

— Le droit de chasse appartient à l'usufruitier; il peut être affermé et devenir l'objet d'une servitude. IV, p. 14, n. 19.

— On ne peut suivre son gibier sur le terrain d'autrui. IV, p. 14, n. 20.

— Les délits de chasse en tems non prohibé ne peuvent être poursuivis que sur la plainte du propriétaire ou autre personne intéressée. IV, p. 15, n. 21.

— *Quid* si le fait de port d'armes sans autorisation y est joint? Le permis de port d'armes peut-il être exigé? IV, p. 15, n. 22.

— La contribution pour permis de port d'armes, illégalement établie par le décret du 4 mai 1812, a été autorisée par la loi de finances du 28 avril 1816. IV, p. 27, n. 22 bis.

— Défense de chasser dans les bois du domaine, des communes, des hospices et autres établissemens publics. IV, p. 29, n. 25.

— La responsabilité du préjudice causé à autrui par les lapins peuplant leurs bois était, pour les anciens seigneurs, la compensation du droit exclusif de chasse aux lapins qui leur était accordé. La responsabilité a disparu avec le privilège. XI, p. 411, n. 504-515.

Voy. Lapin.

CHAUDIÈRES.

- Quand les chaudières sont immeubles. III, p. 40, n. 15.

CHEMIN.

- Division des chemins. III, p. 361, n. 439.

- Des routes royales. Classification. III, p. 264, n. 489.
- Des routes départementales. II, p. 282, n. 101.
- Aux frais de qui les routes royales et départementales sont entretenues. III, p. 262, n. 492.
- Des chemins vicinaux. 1. à l'usage de qui est leur entretien. III, p. 265, n. 493-494.
- Lorsqu'ils sont impraticables, les riverains doivent passage sur leurs terres. moyennant indemnité. III, p. 265, n. 494 et 494, p. 266, n. 497.
- De la distance à observer pour la plantation des chemins vicinaux. III, p. 272, n. 516.
- Des chemins publics de traverse. les chemins particuliers et routes de vicinages ne le servent. Par qui ils sont réparés. III, p. 268, n. 497, 500.
- Compétence relative à la classification des chemins, à leur délimitation et aux contraventions en matière de voirie. III, p. 267, n. 500-505.
- Il s'élève une contestation sur la propriété des chemins, les tribunaux doivent être saisis. III, p. 269, n. 504.
- Compétence administrative, quant à la détermination de la largeur des chemins. III, p. 269, n. 504.
- Les riverains supportent l'incommode des réparations. Cas d'indemnité. III, p. 270, n. 506.
- Faculté de planter le long des chemins vicinaux. III, p. 269, n. 509.
- Des chemins de halage. III, p. 270, n. 507.

CHEMINÉE.

- De la distance prescrite pour la construction d'une cheminée près d'un mur mitoyen ou privatif. III, p. 269, n. 531, 534.

CHEPTEL.

- La communauté est-elle chargée de l'entretien du cheptel dont elle a la jouissance? XIII, p. 232, n. 163.

CHEVAL.

- Si le voyageur est tenu de payer le cheval qui a péri sans sa faute. VI, p. 258, n. 226.

CHIRURGIENS.

De l'incapacité pour les chirurgiens de recevoir de leurs malades, par testament ou autrement. Exceptions. V, p. 81, n. 60-69.

CHOSE.

Des choses considérées comme objet de la jurisprudence. III, p. 4, n. 1.
Ce qu'on entend par le mot choses. III, p. 9, n. 2.

- Différence des choses et des biens. III, p. 4, n. 1.
- Des choses qui s'appartiennent à personnes. II, p. 22, n. 27, et 494, p. 344, n. 475.
- Choses qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée. III, p. 26, n. 35, 37, et 494, n. 476-478.
- Choses qui appartiennent au domaine public. II, p. 22, n. 28-32.
- Justes causes sont dans le commerce; justes causes sont hors du commerce. II, p. 27, n. 33, 34.
- Des choses hors du commerce. Ce qu'on entendait les Romains par ces choses. Ce qu'il faut entendre selon les principes du Code. VI, p. 125, n. 157-163.
- Des choses appelées communes. VI, p. 125, n. 160.
- De l'erreur sur la chose, et du cas où elle rend nulle la convention. VI, p. 69, n. 45-47.

CHOSE JUGÉE.

- La force probante de la chose jugée, et celle de la preuve testimoniale, sont fondées sur deux présomptions analogues; cependant le juge n'est point lié par le résultat de témoignages, et il ne peut s'écarter de la chose jugée. X, p. 102, n. 62.
- L'autorité de la chose jugée est une des conditions de l'état civil; elle est fondée sur l'intérêt public; elle est telle qu'elle fait presumer vrai même ce qui est faux. X, p. 104, n. 64-65.
- Mais cette présomption ne change point la nature des choses; elle ne s'applique qu'aux effets civils. L'opinion publique réforme les jugemens injustes, et note les juges qui les ont rendus. X, p. 107, n. 63, 70, 73.
- Cette présomption est du nombre de celles qui cèdent à la preuve contraire; mais cette preuve ne saurait être admise que pendant un certain temps. Pourquoi. X, p. 109, n. 74, 75.
- La chose jugée n'exclut point l'action ipsa jure; elle ne produit qu'une exception qu'il faut proposer, que le juge ne peut supplier, et à laquelle on peut renoncer. X, p. 110, n. 73-75.
- Les jugemens rendus en pays étranger ne peuvent avoir en France ni l'autorité de la chose jugée ni la force exécutoire; ils ne confèrent pas plus d'hypothèque que les contrats passés en pays étranger. Ces jugemens peuvent être débattus devant les tribunaux français par ceux auxquels on les oppose. *Quid* des actes d'instruction faits en pays étranger? *quid* des sentences arbitrales? Comment on peut les rendre exécutoires. Dans quelles circonstances et moyennant quel-

les conditions les jugemens rendus en pays étranger acquièrent en France l'autorité de la chose jugée. X, p. 115, n. 76-92.

Voy. Étranger.

— Que doit-il être décidé quant aux jugemens rendus dans les pays autrefois réunis à la France, et qui en ont été séparés par suite de la restauration? Décret du pape sur la question de l'autorité des jugemens rendus par des tribunaux étrangers. X, p. 145, n. 95.

— Quand il y a chose jugée. X, p. 149, n. 94.

— Les jugemens de provision, les préparatoires et les interlocutoires n'ont point l'autorité de la chose jugée. X, p. 150, n. 95, 96.

— Sous l'empire du Code, comme sous celui de l'ordonnance de 1667, les jugemens qui ont l'autorité de la chose jugée, sont les jugemens rendus en dernier ressort, ceux dont il n'y a pas eu d'appel ou dont l'appel est périmé, et ceux à l'appel desquels on a renoncé par avance. X, p. 150, n. 97, 98, et p. 162, n. 110.

— L'autorité de la chose jugée, acquise provisoirement aux jugemens en premier ressort, s'évanouit par l'appel, lorsqu'il est recevable; mais les voies extraordinaires prises contre un jugement non sujet à l'appel ne suspendent pas l'autorité de la chose jugée. X, p. 152, n. 99, 100.

— L'omission de qualifier un jugement en dernier ressort n'empêche pas qu'il ait l'autorité de la chose jugée. X, p. 154, n. 101.

— Les jugemens rendus par défaut ont, comme les jugemens contradictoires, l'autorité de la chose jugée, mais seulement après les délais de l'opposition. Quels sont ces délais? X, p. 154, n. 102, 103.

— Tous les jugemens ont l'autorité de la chose jugée après les délais de l'appel. Quels sont ces délais? X, p. 156, n. 104, 105.

— Le jugement acquiescé a l'autorité de la chose jugée; mais cette autorité sera détruite, si la partie qui a acquiescé est relevée de son acquiescement pour cause légitime. X, p. 160, n. 106-109.

— Différence entre les jugemens nuls et les jugemens iniques: les uns et les autres acquièrent l'autorité de la chose jugée; mais, à la différence du droit romain, où les jugemens nuls l'étaient de plein droit sans recours à l'appel, voies de nullité n'ont lieu en France; la nullité du jugement n'empêche point de courir le délai d'appel, qui n'est point une prescription. On n'y peut appliquer l'art. 2367 du Code. X, p. 162, n. 111-114.

— Les nullités dans les jugemens peuvent

elles être prononcées par les juges qui les ont rendus? Distinction entre les jugemens définitifs et les jugemens interlocutoires, entre les jugemens contradictoires et les jugemens par défaut. X, p. 166, n. 115-152.

Voy. Jugement.

— Celui qui a recouvré la quittance d'une somme qu'il est condamné à payer peut, sans nuire à l'autorité de la chose jugée, faire valoir cette quittance par exception ou par compensation, ou répéter ce qu'en exécutant le jugement il aurait payé une seconde fois, pourvu que l'exception de paiement ou de compensation n'ait pas été jugée ou rejetée. X, p. 176, n. 126, 127.

— Quelles conditions sont exigées pour qu'il y ait lieu à l'exception de la chose jugée. X, p. 196, n. 145.

— Quand il y a identité de la chose demandée. Ce doit être le même corps, la même quantité, le même droit. Si les augmentations, diminutions ou changemens survenus empêchent que ce soit le même corps. Si l'on peut demander la partie d'un tout qui faisait l'objet de la première action. Application à la demande de l'usufruit après la demande de la propriété. X, p. 200, n. 144-149.

— Tout ce qui a été séparé d'un corps ou qui a été produit par lui depuis la première demande est censé faire partie de la seconde. En est-il de même des matériaux d'une maison démolie depuis le premier jugement? X, p. 205, n. 151, 152.

— Peut-on demander, par une seconde action, le tout dont on avait seulement demandé une partie; par exemple, la propriété, après avoir échoué dans la demande de l'usufruit, ou une servitude étendue, après avoir échoué dans la demande d'une moindre servitude? X, p. 208, n. 153-156.

— On peut demander la propriété, après avoir échoué dans l'action possessoire. X, p. 209, n. 156.

— S'il y a du doute sur l'application de l'exception de la chose jugée, il faut la rejeter. X, p. 210, n. 157.

— Quand il y a identité de cause dans les deux demandes. X, p. 211, n. 158-160.

— Il ne faut pas confondre la cause d'une demande avec les moyens de la prouver, ni la cause prochaine de l'action avec l'espèce et le genre de l'action. X, p. 215, n. 161.

— Exemples de la différence qui existe entre la cause et l'espèce de l'action, dans le cas du contrat de vente revêtu de la formalité de la stipulation, et dans le cas des actions *réhabilitaires* et *quantis minoris*. X, p. 214, n. 162, 163.

— Exemple de la différence des causes entre deux actions dans une espèce soumise

rité accordée à la chose jugée. X, p. 320, n. 232, 233.

— Quoique de deux jugements rendus en sens contraire, lorsque la même question a été successivement décidée contre des intéressés différents, l'un soit nécessairement mal rendu, l'intérêt de la société exige qu'ils soient tous deux exécutés. X, p. 332, n. 234.

— Il n'existe aucune exception aux principes qui régissent la chose jugée, pour le cas où un jugement condamne un habile à succéder en qualité d'héritier pur et simple. Ce jugement n'a de force que pour ou contre ceux entre lesquels il a été rendu. Réponse aux objections qu'on tire de l'art. 800 et de la prétendue indivisibilité de la qualité d'héritier. X, p. 324, n. 238-237; et IV, p. 36, n. 344 à la note.

— Si les qualités naturelles sont indivisibles en soi, les droits que la loi y attache peuvent être divisés. Arrêts conformes à ces principes, sur des questions d'état. X, p. 333, n. 238, 239.

— Si les preuves acquises dans un procès civil et si le jugement lui-même ont force de chose jugée dans un procès-criminel, et *vice versa*, dans le cas surtout où le fait est déclaré non constant ou l'accusé non coupable. VIII, p. 53, n. 30-37.

— Si la déclaration du jury, que les faits établis par les débats ne constituent pas le crime mis à la charge de l'accusé, empêche la Cour d'assises ou les tribunaux civils d'accorder à la partie civile des dommages-intérêts à l'occasion de ces mêmes faits considérés comme *quasi-délit*. *Ibidem*.

— Si la déclaration de culpabilité entraîne nécessairement la condamnation à des dommages-intérêts. *Ibidem*.

— Réfutation de la doctrine de M. Merlin, qui pense que la condition de l'identité de parties, nécessaire pour qu'il y ait lieu à l'autorité de la chose jugée, se trouve remplie lorsqu'après un jugement de condamnation, rendu par le tribunal criminel sur les poursuites du ministère public, une partie civile intervient devant un tribunal civil, pour obtenir des dommages-intérêts du condamné, à raison du même délit. Le jugement rendu sur l'action publique ne préjuge point le sort de l'action civile. Le criminel n'emporte point le civil. Le ministère public ne représente point en France la partie lésée. X, p. 342, n. 240-239.

Voy. *Action civile*, *Action publique*, *Ministère public*.

— Le jugement rendu au civil n'a point la force de la chose jugée relativement au jugement à rendre au criminel sur l'action publique. X, p. 347, n. 244.

— On peut, sans porter atteinte à l'autorité de la chose jugée, et sans violer la maxime *non bis in idem*, admettre devant un tribunal civil une action civile à raison d'un délit dont le prévenu a été acquitté sur la poursuite du ministère public. Rétractation d'une erreur échappée à l'auteur sur cette question. X, p. 362, n. 283.

CHUTE.

— De la responsabilité à laquelle peut donner lieu la chute d'un édifice qui tombe de vétusté, par défaut d'entretien ou par vice de construction. XI, p. 453, n. 317.

CIMETIÈRE.

Voy. *Inhumation*.

CITATION.

— Indications que les citations doivent contenir, sous peine de nullité, quoique la nullité ne soit pas expressément prononcée par la loi. VII, p. 837, n. 801.

CITOYEN.

— De la différence qui résulte, pour l'état civil des personnes, de leur qualité de citoyens ou d'étrangers. I, p. 184, n. 191.

— Ce qui constitue en France l'état de citoyen. I, p. 229, n. 238-238.

Voy. *Droits civils*.

— Ce qui constitue la qualité de citoyen français, requise des témoins instrumentaires par la loi de ventôse an XI, sur le notariat. V, p. 369, n. 396, et à la note.

CLANDESTIN (Mariage).

— Si les mariages clandestins sont permis. I, p. 850, n. 642.

CLAUSE PÉNALE.

— Ce que c'est que la clause pénale; quel en est le but. Si le débiteur peut, en payant la peine, se soustraire à l'exécution de l'obligation primitive. VI, p. 836, n. 799-802.

— Comparaison de la clause pénale avec l'obligation alternative et avec l'obligation conditionnelle. Les effets de leur différence sont importants dans la pratique. Balancement des avantages et des désavantages que chacune d'elles présente; moyen d'en réunir les avantages. VI, p. 838, n. 803-807.

— Double objet qu'on peut se proposer en établissant une clause pénale : fixer les dommages-intérêts résultant de l'inexécution de l'obligation; donner à une convention le lien civil qui lui manquait. VI, p. 847, n. 808.

— Si le juge peut modifier la peine stipulée pour tenir lieu de dommages-intérêts. Changement que le Code a apporté à cet égard à la jurisprudence antérieure. VI, p. 848, n. 809-812.

- De la clause pénale considérée comme moyen de donner à la convention un lien civil dont elle manquait. Quelles obligations ont besoin que le lien leur soit ainsi donné. VI, p. 835, n. 815, 814.
- La clause pénale ajoutée à une promesse impossible, prohibée ou contraire aux bonnes mœurs, est nulle. Pourquoi. VI, p. 837, n. 818.
- La clause pénale est encore nulle, lorsque la convention primitive est radicalement nulle, pour défaut de consentement, pour violence ou pour dol. VI, p. 838, n. 816.
- L'exécution de la promesse d'un fait indifférent, mais non défendu, peut être la condition d'une clause pénale. VI, p. 838, n. 817.
- Si la clause pénale ajoutée aux promesses de mariage, pour le cas d'inexécution, est valable. VI, p. 305, n. 293-305.
- De la clause pénale ajoutée à une transaction. Si la peine doit être payée avant d'attaquer la transaction. Examen de la question dans son application à l'arbitrage et au compromis. VI, p. 860, n. 818-829.

Voy. Arbitrage, Compromis.

- Le créancier peut demander le paiement de la peine et l'exécution de la transaction, et il ne restitue la peine que dans le cas où la transaction aurait été rescindée pour un vice qui en opérerait la nullité radicale. VI, p. 869, n. 850-852.
- Le paiement de la peine n'est point suspendu quand la transaction est attaquée comme nulle. VI, p. 871, n. 853.
- Quand la peine est encourue, le désistement de la demande formée au mépris de la clause pénale dispense-t-il de la peine? Peut-on s'y soustraire par les offres partielles de la dette primitive, ou par l'exécution partielle de l'obligation? VI, p. 871, n. 854-858.
- On peut stipuler que, dans aucun cas, le juge n'aura le droit de détruire la peine. VI, p. 878, n. 859.
- La peine se divise entre les héritiers de celui qui l'a encourue. *Quid* s'ils contreviennent eux-mêmes ou si l'un d'eux contrevient? VI, p. 876, n. 840-845.
- *Quid* si l'obligation primitive était d'une chose indivisible? VI, p. 878, n. 845.
- La peine ajoutée à un contrat ne peut être stipulée qu'au profit des contractants, et non au profit d'un tiers. VI, p. 879, n. 846.

CLAUSE RÉSOLUTOIRE.

Voy. Condition résolutoire.

CLERGÉ.

- Le clergé existe-t-il encore comme corps politique? III, p. 29, n. 44.

— Peut-il acquérir et posséder comme corps? III, p. 29, n. 45.

— Les édifices servant au logement des membres du clergé ne sont pas des propriétés ecclésiastiques. III, p. 31, n. 46.

— Constitution civile du clergé.

Voy. Liberté des cultes.

CLOTURE.

- De la clôture volontaire ou forcée. III, p. 110, n. 159-168.
- Le droit de se clore résulte du droit de propriété. III, p. 110, n. 159.
- Il ne peut être exercé au préjudice des droits d'autrui. III, p. 111, n. 160.
- Le droit de clôture peut-il être exercé au préjudice de la vaine pâture? III, p. 111, n. 161.
- De la clôture forcée dans les villes et faubourgs. Peut-on s'en dispenser? III, p. 112, n. 162-164.
- A quoi s'étend cette clôture. III, p. 118, n. 165.
- Ce qu'on entend par faubourg. III, p. 116, n. 166.
- En quels matériaux doit être la clôture. III, p. 116, n. 167, 168.

COEMPTION.

- Ce que c'était chez les Romains. XII, p. 7, n. 4.

COHABITATION.

- La règle qui établit la paternité des enfants conçus pendant le mariage est inapplicable dans les cas où il est évident qu'il n'a pu y avoir de cohabitation. II, p. 118, n. 799.
- Comment se prouve l'impossibilité de la cohabitation. II, p. 120, n. 801-820.

Voy. Paternité.

COHÉRITIERS.

- Ce qu'on entend par cohéritiers, lorsqu'il s'agit de l'exercice du retrait successoral. IV, p. 456, n. 459, 442.

COLLATÉRAUX.

- Les parents collatéraux contre lesquels le droit romain n'indiquait aucun motif de reproche qui les empêchât d'être néanmoins ne pouvaient être juges de leurs parents. Ils ne le pouvaient être non plus en droit canonique. Sagesse de cette disposition. IX, p. 418, n. 275-277.
- Ils n'étaient point reprochables, dans notre très-ancien droit français. IX, p. 423, n. 279.
- La très-ancienne et la nouvelle Coutumes de Bretagne présentaient la parenté collatérale comme un motif de reproche. IX, p. 427, n. 280.
- Législation du reste de la France sur ce point, jusqu'à l'ordonnance de 1667. Dispositions de cette ordonnance sur

l'exclusion du témoignage contre les collatéraux. IX, p. 439, n. 281-284.

— Dans notre législation actuelle, la parenté et l'alliance en ligne collatérale ne sont plus que des moyens de reproche, que le juge ne peut suppléer. IX, p. 434, n. 236, 237.

— Dispositions du Code de procédure civile, relativement aux reproches pour cause de parenté ou d'alliance collatérale. IX, p. 437, n. 288, 289.

Voy. *Reproches*.

— Des successions défrées aux collatéraux. IV, p. 206, n. 213-228.

Voy. *Succession*.

COLLISION.

— Ce que c'est que la collision dans les témoignages. Notre système de procédure la rend dangereuse. IX, p. 519, n. 525, 524.

COLLOCATION.

— De la collocation des deniers pupillaires. Quand et comment elle doit se faire. Conséquences pour le tuteur du défaut de collocation. II, p. 385, n. 1213-1221.

Voy. *Tutelle*.

COLOMBIER.

Voy. *Pigeon*.

COMMAND.

— De la déclaration de command ; de sa nature ; de ses effets. Exemples. VIII, p. 281, n. 170.

— Il faut qu'elle soit acceptée par le command. VIII, p. 288, n. 171.

— Il faut qu'elle soit gratuite, et aux mêmes clauses, prix et conditions que le contrat d'acquêt. VIII, p. 288, n. 172.

— Elle n'est que l'exécution d'un mandat présumé. Conséquences. VIII, p. 286, n. 175.

— Dans quel délai elle doit être faite. VIII, p. 286, n. 174-176.

— Le délai prorogé par le contrat produit ses effets contre les créanciers de l'acquéreur, hors le cas de fraude. VIII, p. 288, n. 177.

— *Quid* si aucun délai n'a été fixé dans le contrat pour la déclaration ? VIII, p. 260, n. 181.

— A la différence des déclarations de command, les contre-lettres n'ont d'effet qu'entre les contractans. Conséquences. VIII, p. 260, n. 182.

— La déclaration doit être faite par acte public, et notifiée à la régie. VIII, p. 288, n. 178.

— De quel jour court le délai. VIII, p. 289, n. 179.

— L'acceptation doit-elle être notifiée ? VIII, p. 260, n. 180.

COMMANDEMENT.

— Si l'acquéreur sous condition résolutoire, mis au demeure par un commandement, peut empêcher la résolution, en offrant de payer, soit lors du commandement, soit dans les vingt-quatre heures. VI, p. 604, n. 568, 569.

COMMANDITE.

— L'existence de la société en commandite ne peut être prouvée que par écrit. L'immixtion d'un des associés commanditaires dans la gestion peut être prouvée par témoins ; et, dans le cas d'un commencement de preuve par écrit, on peut prouver par témoins l'existence même de la société. IX, p. 367, n. 255, 254.

COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ÉCRIT.

— Ce que c'est qu'un commencement de preuve ; ce que c'est que la vraisemblance. IX, p. 30, n. 34-36.

— La loi ne peut déterminer ce qui forme un commencement de preuve ; mais elle a, par des dispositions expresses, ordonné que certaines présomptions dispenseraient de toute preuve ; ce sont des présomptions légales. IX, p. 38, n. 37, 38.

— Toute autre présomption ne peut servir à fonder un jugement que dans deux cas. IX, p. 36, n. 39.

— La présomption fondée sur un écrit constitue le commencement de preuve par écrit ; il rend la preuve testimoniale admissible dans tous les cas. IX, p. 36, n. 60.

— La loi s'en réfère à la conscience des juges pour l'appréciation du commencement de preuve par écrit, comme pour la force des présomptions. VIII, p. 326, n. 212, et p. 420, n. 286, 287 ; IX, p. 223, n. 155.

— Les écritures privées, avant d'être reconnues ou vérifiées, ne forment qu'un commencement de preuve. L'ordonnance de Moulins leur conserva cet effet. Elle n'exigeait pas même que les écritures privées fussent signées pour qu'elles formassent un commencement de preuve. Double effet que produit l'écriture privée contre celui auquel on l'oppose. IX, p. 37, n. 61-64.

— Ce que statua à cet égard l'ordonnance de 1667, première loi qui ait employé l'expression de commencement de preuve par écrit. IX, p. 100, n. 65.

— Si la signature d'un tiers requis, ou la signature d'un cointéressé formait, sous l'empire de cette loi, un commencement de preuve par écrit. IX, p. 100, n. 66.

— Ce qui doit être décidé à cet égard sous l'empire du Code ; ce qu'il entend par

- commencement de preuve par écrit. IX, p. 105, n. 67, 68.
- La disposition de l'art. 1347 du Code civil n'est point limitative. IX, p. 108, n. 69.
 - Les livres des marchands peuvent, lorsqu'ils ne font point une preuve complète, former un commencement de preuve par écrit, puisqu'ils peuvent donner lieu à la délation du serment supplétoire. IX, p. 108, n. 70; et VIII, p. 848, n. 567-569.
 - Il en est ainsi des copies de titres, soit qu'elles aient été tirées par des officiers publics ayant qualité, soit qu'elles émanent de personnes sans qualité, et de la transcription des actes sur le registre du conservateur des hypothèques. IX, p. 108, n. 71, 72; et VIII, p. 622, n. 452-458.
- Voy. *Copie de titre*.
- Sous quelles conditions la transcription des actes notariés sur le registre du conservateur des hypothèques peut former un commencement de preuve par écrit. VIII, p. 606, n. 467-472.
 - L'acte constatant une vente faite *à non domino* peut former un commencement de preuve par écrit, qui autorise l'acquéreur à prouver par témoins la durée de sa possession, afin d'établir la prescription. IX, p. 114, n. 75.
 - Commencement de preuve résultant d'écrits émanés de ceux auxquels on les oppose. Ils font naître plus de questions que les autres. Difficulté d'en faire une classification régulière. On peut néanmoins les diviser en quatre espèces. Énumération de chacune d'elles. IX, p. 117, n. 74-79.
 - Des écrits auxquels il ne manque que la reconnaissance ou la vérification de l'écriture, pour former une preuve complète. IX, p. 119, n. 80.
 - Des écrits auxquels il manque quelque chose dans la forme; spécialement du billet souscrit mais non écrit par le débiteur, et dont il n'a pas approuvé la somme en toute lettre. Il forme un commencement de preuve par écrit, et le souscripteur ne peut se faire absoudre, en offrant d'affirmer par serment qu'il n'a point reçu la valeur du billet. IX, p. 121, n. 81, 82.
 - Commencement de preuve par écrit résultant de la production d'un acte sous signature privée. Obligation pour celui auquel on l'oppose d'avouer ou de désavouer sa signature. Autorisation pour le demandeur, dans le cas de dénégation de la signature par le défendeur, ou de méconnaissance par ses héritiers ou ayants-cause, de faire faire la vérification de l'écriture par tous les genres de preuves. VIII, p. 302, n. 195-196; *ibid.*, p. 306, n. 210-212; *ibid.*, p. 319, n. 215-218.
 - L'acte sous seing privé, reconnu par ceux qui l'ont souscrit, est contre les tiers un commencement de preuve par écrit qui rend admissible la preuve testimoniale de la date de la convention qu'il constate. VIII, p. 366, n. 240.
 - Il en est ainsi de l'acte simplement signé et non approuvé, lorsque la signature est reconnue; l'arrêt qui le déciderait ainsi serait à l'abri de la cassation. VIII, p. 420, n. 286-294.
 - Mais il faut que la preuve porte sur le fait de l'existence de l'obligation, et non pas seulement sur le fait de la signature. Pourquoi. VIII, p. 425, n. 290, 291.
 - Le billet dont la somme n'est pas approuvée forme-t-il un commencement de preuve par écrit, si la signature n'est pas reconnue? VIII, p. 434, n. 293.
 - Des présomptions graves, précises et concordantes réunies au billet suffisent pour motiver une condamnation. VIII, p. 438, n. 296.
 - Une simple lettre missive, où le défendeur se reconnaît débiteur, sans énoncer de quelle somme, forme un commencement de preuve par écrit, qui autorise à prouver par témoins la quotité de la dette. VIII, p. 452, n. 293, 294; p. 480, n. 322.
 - Il n'est pas vrai que l'acte dans lequel la cause de l'obligation n'est pas exprimée ne forme qu'un commencement de preuve par écrit, ni que la preuve de l'existence d'une cause soit à la charge du créancier. IX, p. 158, n. 85.
 - L'acte non valable, par exemple l'acte sous seing privé non fait multiple, quoiqu'il énonce des conventions synallagmatiques, est un commencement de preuve par écrit, qui rend la preuve testimoniale admissible, et qui peut être complété par des présomptions graves, précises et concordantes, ou par le serment supplétoire. VIII, p. 475, n. 321-324, et IX, p. 159, n. 84, 88.
 - L'acte authentique non signé des parties, et nul pour défaut de forme, ne présente point un commencement de preuve par écrit. *Secus* s'il est signé de toutes les parties, ou seulement de l'une d'elles, même dans le cas où il énonce un engagement synallagmatique. IX, p. 152, n. 86-88.
 - La clause écrite sur l'un des doubles d'un acte sous seing privé, et non sur l'autre, peut former un commencement de preuve par écrit. IX, p. 188, n. 89.
 - L'acte authentique nul par défaut de forme, ou par incompétence des notaires, peut former un commencement de preuve par écrit contre celui qui ne l'a pas souscrit, parce qu'il ne sait pas écrire. IX, p. 188, n. 90.
 - La promesse de vente, jointe au fait de la possession, sans preuve du paiement

du prix, et sans promesse d'acheter, forme un commencement de preuve par écrit opposable même au tiers acquéreur. Diverges questions relatives aux promesses de vente, considérées comme commencement de preuve par écrit. IX, p. 189, n. 91-96.

Voy. Promesse de vente.

- Une quittance restée en la possession de celui qui l'a signée ne fait point preuve contre lui; mais elle peut, suivant les circonstances, former contre les héritiers un commencement de preuve par écrit. VIII, p. 820, n. 880, 881.
- Le titre prescrit peut-il former un commencement de preuve par écrit qui autorise à prouver par témoins la prestation d'une rente? IX, p. 172, n. 97.
- La clause qui charge un tiers de servir la rente, ou les quittances trouvées chez le débiteur, pourraient former un commencement de preuve de la prestation. IX, p. 176, n. 97, 98.
- Le créancier peut requérir l'apposition des scellés sur les papiers de la succession du débiteur, pour pouvoir y rechercher les quittances de la rente. IX, p. 178, n. 99.
- Les quittances de la rente pendant dix années consécutives ne font plus présumer le titre constitutif. *Quid* s'il en est qui remontent à plus de trente ans? IX, p. 178, n. 100, 101.
- Si elles ne remontent pas à trente ans, pourraient-elles former un commencement de preuve par écrit? IX, p. 182, n. 102.
- Les registres des fabriques, chapitres et autres établissements religieux, ne peuvent plus servir de commencement de preuve par écrit, pour constater l'existence de rentes dues à ces établissements. IX, p. 184, n. 103.
- Les actes nuls par l'incapacité des contractants, par exemple les actes souscrits par des mineurs ou des femmes non autorisées, ne peuvent être considérés comme des commencemens de preuve par écrit, autorisant à prouver par témoins l'emploi utile. IX, p. 187, n. 103.
- Des énonciations dans les actes peuvent faire un commencement de preuve par écrit. VIII, p. 233, n. 160.
- Des énonciations étrangères à la disposition des actes. IX, p. 189, n. 106.
- La promesse de payer une somme pour marchandises qu'on livrera est un commencement de preuve par écrit de la livraison. IX, p. 189, n. 107.
- Du commencement de preuve résultant d'écrits énonçant des faits analogues au fait à prouver, notamment des lettres missives. Il n'est pas nécessaire qu'elles parlent précisément du fait à prouver.

Lettres dans lesquelles on prie de compter de l'argent à une personne, pour un usage déterminé. Lettres de recommandation, remises même à une autre que le destinataire. IX, p. 189, n. 108-112.

- Des écrits qui parlent d'une dette, mais qui n'en énoncent pas la quotité. IX, p. 192, n. 115-118.
- Des commencemens de preuve par écrit qui peuvent résulter des interrogatoires sur faits et articles, même non signés des parties. Le silence, le refus de répondre ou de se présenter, les réponses obscures, évasives et artificieuses, peuvent former ce commencement de preuve. IX, p. 197, n. 116-118, 126.
- Les réponses consignées dans un procès-verbal de non-conciliation, même non signé des parties, peuvent former un commencement de preuve écrite. Le juge de paix doit conséquemment consigner dans son procès-verbal les aveux et dénégations des parties. Le refus de répondre ou les réponses équivoques et évasives en bureau de paix peuvent même former un commencement de preuve par écrit. IX, p. 201, n. 119-122, 123.
- Le commencement de preuve par écrit, joint à d'autres présomptions, peut suffire pour déterminer un jugement. Seul, il suffit pour faire déferer le serment supplétoire. IX, p. 214, n. 123, 124.
- S'il peut résulter un commencement de preuve par écrit des aveux faits dans les actes de procédure des parties ou de leurs avoués, ou des aveux verbalement faits à l'audience, soit par les parties, soit par leurs avoués, soit par les avocats assistés de leurs parties ou de leurs avoués. IX, p. 216, n. 126, 127.
- Quand il n'est pas nécessaire que les écritures privées soient signées de ceux auxquels on les oppose, pour former un commencement de preuve par écrit. IX, p. 219, n. 128-132.
- Dans le cas d'un commencement de preuve par écrit, l'existence même des sociétés commerciales peut être prouvée par témoins. IX, p. 368, n. 234.
- Les simples notes par lesquelles celui qui a écrit un registre domestique se reconnaît débiteur peuvent servir de commencement de preuve par écrit. VIII, p. 585, n. 405.
- Quel doit être le commencement de preuve requis pour l'admissibilité de la preuve testimoniale, en matière de filiation. II, p. 187, n. 887-892.
- Les commencemens de preuve les plus forts ne peuvent faire admettre un enfant à la preuve testimoniale de sa filiation contre son acte de naissance et sa possession d'état. II, p. 196, n. 897.
- L'acte de naissance est-il un commen-

cement de preuve par écrit de l'identité de l'enfant qui prétend se l'approprier ? II, p. 238, n. 948.

COMMERÇANT.

- De la preuve qui résulte des livres des commerçans pour ou contre ceux qui les ont tenus. Quels sont les livres dont la tenue leur est prescrite. Quand la représentation ou la communication en peut être ordonnée. VIII, p. 353, n. 358 et suiv.

Voy. *Libres de commerce.*

- Formalités particulières aux contrats de mariage des commerçans. XII, p. 405, n. 70.

COMMERÇANTE.

Voy. *Marchande publique.*

COMMERCE.

- Des choses hors du commerce; ce qu'entendaient les Romains par ces choses; ce qu'il faut entendre dans les principes du Code. VI, p. 135, n. 157-162.
- Les choses consacrées à des usages publics ne sont point mises hors du commerce par la nature. VI, p. 162, n. 163.
- Quels biens sont dans le commerce; quels biens sont hors du commerce. III, p. 27, n. 38, 39.
- Les biens hors du commerce ne peuvent être vendus, ni prescrits. *Secus* de ceux qui sont dans le commerce. III, p. 27, n. 40, 41.
- Comment les biens du domaine public qui sont dans le commerce peuvent être vendus. III, p. 28, n. 42.
- L'obligation éteinte, parce que la chose qui en était l'objet avait été consacrée à des usages publics, revêt-elle lorsque cette chose est rendue au commerce ? VII, p. 354, n. 477.
- De l'émancipation pour fait de commerce. II, p. 426, n. 1291-1293.
- Son étendue. II, p. 436, n. 1299.
- Quels sont les actes de la femme mariée, marchande publique, qu'on peut qualifier actes de commerce ? XII, p. 378, n. 243-252.
- La preuve qu'un immeuble a été aliéné pour fait de commerce par une femme mariée, marchande publique, incombe à l'acquéreur. XII, p. 384, n. 252.
- L'art. 1523, relatif aux originaux multiples, est-il applicable aux matières commerciales ? VIII, p. 307, n. 542.
- L'art. 1523, qui énonce trois circonstances donnant une date certaine aux actes sous seing privé, est-il applicable aux matières commerciales ? VIII, p. 371, n. 344.
- De l'exception à la prohibition de la preuve testimoniale en faveur des actes de commerce. Comment elle a été intro-

duite par les lois nouvelles. IX, p. 387, n. 250.

- Le rapprochement de l'art. 109 du Code de commerce et de l'art. 1541 du Code civil faisait douter que cette exception s'étendit à tous les actes commerciaux; un arrêt de cassation a levé ce doute. IX, p. 368, n. 231, 232.

- Néanmoins les contrats à la grosse, les contrats d'assurance, les sociétés en nom collectif et en commandite, ainsi que la mise des associés, doivent être constatés par écrit. Ils ne pourraient être prouvés par témoins. IX, p. 367, n. 233, 235.

— Si l'immixtion d'un des associés commanditaires dans la gestion peut être prouvée par témoins. Si, dans le cas d'un commencement de preuve par écrit, on peut prouver par témoins l'existence de la société en commandite. IX, p. 363, n. 234.

- Les paiemens faits en matière commerciale peuvent être prouvés par témoins. *Secus* des paiemens faits en vertu d'un jugement d'un tribunal de commerce. IX, p. 371, n. 235.

- De la preuve qui résulte des livres des commerçans pour ou contre ceux qui les ont tenus. Quels sont les livres dont la tenue leur est prescrite. Quand la représentation ou la communication en peut être ordonnée. VIII, p. 353, n. 358 et suiv.

Voy. *Libres de commerce.*

COMMETTANS.

- De la responsabilité à laquelle les commettans peuvent être soumis à l'occasion des faits de leurs préposés et mandataires. XI, p. 385, n. 282-289.

Voy. *Responsabilité civile*, sect. 2.

COMMINATOIRE.

- Quels jugemens en appelait autrefois *comminatoires*. Ils ne peuvent être réformés par les juges qui les ont rendus. X, p. 168, n. 121.
- Fausse doctrine des comminatoires, repoussée par d'Aguesseau, consacrée par le Parlement de Bretagne, rejetée par la Cour de cassation, et en définitive par la Cour de Rennes, après variation. X, p. 170, n. 122-128.

COMMISSAIRE (Juge-).

- Des fonctions du juge-commissaire dans le cas d'un partage ordonné en justice. IV, p. 422, n. 424.

Voy. *Partage.*

COMMISSOIRE (Pacte).

- Des obligations de l'acquéreur, dans le cas du pacte commissaire, ajouté à une vente d'immeubles. VI, p. 388, n. 383-388.

COMMODAT.

- Exception au principe de la compensation pour le cas de la demande en restitution de la chose objet du commodat. Explication de cette exception. VII, p. 481, n. 335.
- Comment on y peut renoncer, en formant soi-même la demande de compensation. VII, p. 476, n. 596-598.
- La prohibition de la preuve testimoniale ne cesse pas en faveur du commodat fait de confiance. IX, p. 54, n. 30.

COMMUNAL (Bien).

- Des biens communaux et de la législation qui leur est spécialement applicable. III, p. 51, n. 47-60.
- Voy. *Commune*.

COMMUNAUTÉ.

- De la communauté ou communauté; en quoi elle diffère des servitudes. Ses conséquences. III, p. 538, n. 469 bis.
- Ce qu'on entend par la communauté négative; preuve de son existence. III, p. 41, n. 64-68.

COMMUNAUTÉ DE BIENS ENTRE ÉPOUX.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *Historique de l'institution. Principes généraux.*

SECT. 2. *Communauté légale.*

SECT. 3. *Communauté conventionnelle.*

SECT. 4. *Communauté à titre universel.*

SECT. 1. *Origine de la communauté de biens entre époux. Principes généraux.*

- De la communauté de biens entre époux; elle ne nous vient point du droit romain, mais l'usage en remonte en France au delà de l'origine de la monarchie. XII, p. 118, n. 72, et *ibidem*, p. 9, n. 3.
- Les législateurs romains ne croyaient pas qu'il fût au pouvoir de la loi de l'établir sans le consentement de la femme. XII, p. 6, n. 4.
- Le mariage, chez les Romains, n'établissait cette communauté que lorsqu'il était accompagné de certains rites accessoires. XII, p. 6, n. 4.
- La communauté de biens entre époux nous vient des Germains, chez lesquels elle existait de toute antiquité. XII, p. 116, n. 72.
- Etat des choses à cet égard sous l'empire des Coutumes, à l'époque de la promulgation du Code. XII, p. 9, n. 3.
- Pourquoi la commission chargée de la rédaction du Code s'étendit presque uniquement sur le régime en communauté. XII, p. 10, n. 6.

— Le projet consacrait le principe que les époux régissent librement les conditions de leur association. *Ibid.*

— Ce projet excluait, comme règle générale de l'association entre époux, les lois, statuts, usages et coutumes qui régissaient le mariage dans les diverses parties de la France, antérieurement au Code. *Ibid.*

— Il faisait du régime en communauté le droit commun de la France. *Ibid.*

— Il n'avait point constitué le régime dotal. *Ibid.*

— Une seconde rédaction du projet présente encore le régime en communauté comme le droit commun de la France. XII, p. 12, n. 7.

— C'est en définitive ce régime que le Code adopte pour tous les cas où, par un contrat de mariage, les époux eux-mêmes n'en ont pas autrement décidé. XII, p. 15, n. 3, et XIV, p. 2, n. 1 et 2.

— Raison de cette préférence donnée par le Code au régime de la communauté. XII, p. 17, n. 3.

— La communauté de biens ne peut être contractée que par des personnes capables de contracter entre elles un mariage civil. XII, p. 149, n. 89.

— Quelque le mariage soit nul, la bonne foi de l'une des parties peut néanmoins donner lieu à la communauté. XII, p. 149, n. 90.

— Deux étrangers qui se marient en France sans rédiger un contrat de mariage sont censés s'être mariés sous le régime de la communauté. XII, p. 149, n. 91.

— Quelle est, dans son principe, la nature de la communauté de biens entre époux. Les coutumes et les lois des anciens Germains n'accordaient pas toutes à la femme la même portion dans les biens de la communauté. La nature de cette institution a essentiellement changé, quand elle est passée des Germains à la France. XII, p. 117, n. 72-74.

— Principes de nos anciennes Coutumes à cet égard. XII, p. 121, n. 75.

— Contradiction apparente entre la communauté de biens entre époux et la propriété du mari sur les biens de cette communauté. XII, p. 123, n. 76.

— Mais le droit de communauté donné à la femme n'est réellement que l'espérance de devenir commune ou copropriétaire à la dissolution de la communauté conjugale. XII, p. 124, n. 77.

— Comment Pontanus concilie le droit de la femme à la communauté et le droit de propriété du mari. XII, p. 127, n. 79.

— Il y a impropriété d'expressions à cet égard dans les Coutumes, et cette impropriété a passé dans le Code. Nécessité de signaler cette impropriété d'ex-

- pressions pour éviter la confusion des idées. XII, p. 129, n. 80, 81.
- Erreur de quelques auteurs qui considèrent la communauté comme un être moral ou comme une tierce personne placée entre les époux et jouissant de droits distincts. XII, p. 153, n. 82.
 - Abstraction faite de l'être en qui résident ces droits, c'est une erreur non moins évidente de supposer qu'ils ne constituaient qu'un usufruit. XII, p. 153, n. 82.
 - Ces droits, quels qu'ils soient, commencent du jour du mariage contracté devant l'officier de l'état civil; ils ne peuvent commencer à une autre époque. Pourquoi. XII, p. 153, n. 83.
 - La communauté de biens peut être valablement établie sous condition. XII, p. 140, n. 84.
 - Les héritiers des futurs conjoints peuvent être exclus de la communauté par une clause du contrat. XII, p. 141, n. 85.
 - La communauté de biens peut-elle être établie sous une condition potestative? Distinction à cet égard. XII, p. 142, n. 86.
 - *Quid* de la communauté établie par un acte notarié postérieur au mariage, quand le contrat primitif, exclusif de la communauté, ne contient aucune réserve de l'établir pendant le mariage? XII, p. 146, n. 86.
- Voy. au surplus SECT. 2. *Communauté légale*.

SECT. 2. Communauté légale.

SOMMAIRE.

ART. 1. De l'actif de la communauté.

ART. 2. Du passif de la communauté.

ART. 3. Administration de la communauté.

ART. 4. Dispositions diverses sur la communauté légale.

- En quel sens la communauté de biens entre époux peut être appelée *communauté légale*. XII, p. 147, n. 87.
- Cette communauté n'est point une société universelle de biens; elle ne se compose que de ceux que le Code y fait entrer. XII, p. 148, n. 92.

ART. 1. De l'actif de la communauté légale.

- Quels sont les biens que le Code fait entrer dans la communauté légale. XII, p. 149, n. 93.
- Certains biens, quelque meubles de leur nature, n'entrent point dans la communauté légale. XII, p. 160, n. 94.
- Les meubles incorporels y entrent évidemment. XII, p. 160, n. 95.
- *Quid* des actions qui ont en même temps

pour objet des meubles et des immeubles? XII, p. 161, n. 96.

— Des actions dans les compagnies de finance, de commerce ou d'industrie. Compagnies et sociétés ne sont pas synonymes. Conséquences. Quels immeubles possédés par des compagnies de finance, de commerce, etc., n'entreraient point dans la communauté légale. Les fonds auxquels seraient attachés les profits d'une de ces entreprises n'entreraient point dans l'actif de la communauté légale. Les actions d'une de ces entreprises, qui n'auraient pour but que l'acquisition d'immeubles, ne semblent pas devoir y entrer. *Quid* si ces compagnies étaient établies pour le dessèchement de marais? XII, p. 163, n. 97-100.

— Une créance alternative entre ou n'entre pas dans la communauté légale, selon le choix qui sera fait par celui auquel il est abandonné. XII, p. 169, n. 102.

— Si le titre de la créance permettait au débiteur de payer une autre chose à la place de la chose due, ce serait la nature de la chose due qui déciderait du sort de la créance relativement à la communauté légale. Conséquences. XII, p. 170, n. 105.

— La créance du prix d'un héritage vendu avant le mariage entre dans la communauté. *Idem* d'un retour de lot ou soule. *Idem* de l'action d'un marchand pour se faire livrer des futaies achetées quand elles étaient encore sur pied. XII, p. 171, n. 104.

— Les droits du fermier sur les biens pris à ferme entrent dans la communauté légale. Conséquences. XII, p. 172, n. 103.

— Droit de la femme sur ces biens, en cas de dissolution de la communauté. XII, p. 174, n. 106.

— Droits du mari si la femme était fermière avant le mariage et si elle ou ses héritiers renoncent à la communauté. XII, p. 174, n. 107.

— Les rentes perpétuelles entrent dans la communauté légale, tant pour le capital que pour les arrérages. XII, p. 175, n. 108.

— Celles qui forment un majorat n'entrent point dans la communauté. XII, p. 176, n. 108, et *ibid.* à la note.

— *Quid* des rentes viagères, et, en général, des créances mobilières conditionnelles? Dissertation. XII, p. 177, n. 109, 110.

— *Quid* des usufruits? XII, p. 184, n. 110.

— *Quid* des fonds perdus et des donaires? XII, p. 186, n. 110.

— L'action de la femme en récompense ou remploi du prix de ses immeubles aliénés est mobilière, et tombe dans la com-

- munauté légale. XII, p. 107, n. 111.
- Les offices ministériels, transmissibles en vertu de la loi des finances du 28 avril 1816, sont des propriétés mobilières qui entrent dans la communauté légale. XII, p. 108, n. 112.
- La disposition de la loi qui fait entrer dans la communauté légale tout le mobilier que les conjoints possédaient au moment du mariage, ou qui leur échoit depuis, n'est pas sans exception. XII, p. 202, n. 115.
- Les donations mobilières en sont exclues, si telle est la volonté exprimée par le donateur, lors même que le donateur serait un ascendant du conjoint donataire. XII, p. 203, n. 113, 114.
- Il n'est pas même nécessaire que l'exclusion soit expresse. XII, p. 204, n. 118.
- La propriété littéraire garantie aux auteurs pendant leur vie, et même après leur mort, n'entre point dans la communauté légale. XII, p. 205, n. 116.
- Les exceptions introduites par les Coutumes de Paris et de Bretagne, en faveur des mineurs contractant mariage, sont abolies par le Code. XII, p. 207, n. 117.
- Les choses mobilières substituées pendant le mariage à quelque propre de l'un des conjoints, n'entrent point dans la communauté légale. XII, p. 208, n. 118.
- Ce principe n'est point applicable au cas où, par le partage mobilier d'une succession partie mobilière et partie immobilière, il n'est échu que des meubles à l'un des conjoints. XII, p. 209, n. 119.
- Les fruits, revenus, intérêts et arrérages échus ou perçus pendant le mariage, entrent dans la communauté légale. XII, p. 211, n. 121.
- Ce qu'on entend en général par fruits. Division. XII, p. 211, n. 121.
- Les fruits civils s'acquièrent jour par jour; les fruits naturels ne s'acquièrent qu'au fur et à mesure qu'ils sont séparés du fonds. XII, p. 215, n. 122, 123.
- Il est seulement dû récompense des frais de labour et de semence à la communauté, lorsqu'elle n'a pas recueilli les fruits. Ce cas diffère de celui de l'usufruit. XII, p. 215, n. 124, et III, p. 266, n. 405.
- Les fruits ou revenus extraordinaires qu'on peut tirer du fonds n'entrent dans la communauté légale que sauf récompense ou reprise. XII, p. 224, n. 126.
- Exemple pour les bois. XII, p. 224, n. 127.
- Les produits des mines et carrières entrent ou n'entrent pas dans la communauté légale, suivant les circonstances. XII, p. 226, n. 128.
- Leur exploitation commencée pendant le mariage donne lieu à une indemnité en faveur de l'un ou de l'autre des époux. XII, p. 227, n. 128.
- Les trésors découverts pendant le mariage dans le fonds de l'un des époux sont exclus de la communauté légale. Distinction à cet égard. XII, p. 229, n. 129.
- Quels immeubles entrent dans la communauté légale. Trois règles à cet égard. XII, p. 233, n. 132, 135.
- Les expressions *acquis* et *conquis*, tant soit peu différentes sous l'empire de quelques Coutumes, sont indifféremment employés dans le même sens par le Code. Elles sont opposées au mot *propres*, dont le Code évite de se servir. XII, p. 233, n. 132.
- Exceptions à la règle que les immeubles acquis pendant le mariage entrent dans la communauté légale. Les immeubles échus à l'un des époux pendant le mariage, à titre de succession, et les immeubles échus à l'un d'eux pendant le mariage, par retrait successoral, en sont exclus. XII, p. 235, n. 134 et 134 bis.
- Les immeubles donnés pendant le mariage à l'un des époux seul n'entrent point dans la communauté légale. *À fortiori*, si la donation est faite par contrat de mariage. XII, p. 236, n. 138, 139.
- La donation faite aux deux époux, mais à chacun pour moitié, serait également exclue de la communauté légale. XII, *ibid.*
- La donation, quoique faite aux *futurs époux*, si l'un d'eux était enfant ou héritier présomptif du donateur, était sciemment présumée faite à cet époux seul, sous l'ancienne jurisprudence, et lui demeurait propre. Il en était de même, si le père mariant sa fille, ou si un autre parent mariant sa présomptive héritière, déclarait donner un héritage au futur époux en faveur du mariage. XII, p. 239, n. 138, 139.
- Le Code ne dit rien de cette présomption; mais il permet de l'admettre par application de l'art. 1136 du Code civil. XII, p. 241, n. 140.
- Il en serait autrement si la donation était faite à la future par le père du futur. XII, p. 245, n. 141.
- Le donateur peut stipuler expressément que l'immeuble donné par lui appartiendra à la communauté, quoiqu'en général il soit exclu de la communauté. Il peut, en donnant un immeuble à la femme, prescrire qu'elle en percevra seule les fruits et les revenus sur ses quittances. XII, p. 245, n. 142.
- Le principe établi par l'art. 1408, pour les donations à titre gratuit, est-il applicable aux donations onéreuses? Distinction à cet égard entre l'ascendant donateur et l'étranger, ou même le parent collatéral, aussi donateur. XII, p. 246, n. 145.
- L'immeuble donné en paiement de la

- somme promise par l'acte de donation entre dans la communauté légale. XII, p. 280, n. 144.
- *Secus* si la dation en paiement était faite par un ascendant donateur de la somme. XII, p. 280, n. 145.
 - L'immeuble vendu par un ascendant à un de ses enfants mariés, auquel il ne devait rien, entre dans la communauté légale. XII, p. 282, n. 146.
 - L'immeuble acquis pendant le mariage, en échange d'un immeuble appartenant à l'un des époux, n'entre point dans la communauté légale. XII, p. 282, n. 147 et suiv.
 - Si l'échange s'est opéré au moyen d'une seule, il en est dû récompense à la communauté, et l'immeuble ainsi acquis n'en est pas moins exclu de la communauté légale. XII, p. 285, n. 149.
 - Des meubles peuvent être subrogés à des immeubles par induction de l'art. 1453 du Code civil. XII, p. 288, n. 151 et suiv.
 - Cette subrogation ne s'étend pas au delà de son application à la communauté légale. XII, p. 281, n. 153.
 - L'immeuble acquis pendant le mariage, à titre de remploi, est exclu de la communauté légale. XII, p. 262, n. 154.
 - L'acquisition pendant le mariage, à titre de licitation ou autrement, de portion d'un immeuble dont un des époux était copropriétaire par indivis, ne forme point un acquêt de communauté. XII, p. 263, n. 155 et suiv.
 - Il en est de même si la vente de l'immeuble possédé par indivis a été provoquée par un créancier de deux copropriétaires, et qu'un troisième copropriétaire soit resté adjudicataire du tout. XII, p. 263, n. 157 et suiv.
 - La femme a la faculté de retirer comme propre, ou d'abandonner à la communauté, moyennant récompense, l'immeuble ou la portion d'immeuble indivis, ainsi acquise pendant le mariage. XII, p. 279, n. 160.
 - Comparaison des dispositions de l'art. 1408 du Code civil avec celles des anciennes Coutumes, sur le retrait de mîdenker. XII, p. 280, n. 160.
 - La faculté accordée à la femme par l'art. 1408 pourrait être qualifiée de retrait d'indivision. Elle facilite la solution de beaucoup de difficultés embarrassantes sous l'ancienne jurisprudence. XII, p. 282, n. 161, 162.
 - C'est une faculté accordée à la femme seule. XII, p. 285, n. 163.
 - Si l'acquisition de portion d'un immeuble dont la femme était copropriétaire a été faite en son nom, et qu'elle ait comparu au contrat, cette portion acquise lui devient propre, et elle ne peut l'abandonner à la communauté. XII, p. 288, n. 164.
 - Si l'acquisition a été faite en nom commun, c'est un acquêt de communauté, que la femme ne peut être forcée d'accepter comme propre. XII, p. 283, n. 165.
 - La faculté que l'art. 1408 accorde à la femme ne lui est pas même laissée dans ce cas. XII, p. 286, n. 166.
 - L'indemnité à laquelle la femme a droit, aux termes du second paragraphe de l'art. 1408, ne lui est due que lorsque l'immeuble a été entièrement acquis sur adjudication ou licitation. XII, p. 287, n. 167.
 - Dans quel délai doit être exercée l'option accordée à la femme par l'art. 1408. XII, p. 287, n. 168.
 - Cette option accordée à la femme passe à ses héritiers. XII, p. 288, n. 169.
 - Le mari ne peut ni aliéner ni hypothéquer, pendant le mariage, les immeubles sur lesquels l'art. 1408 accorde cette option à la femme. XII, p. 289, n. 170.
 - L'immeuble acquis dans l'intervalle du contrat de mariage à la célébration du mariage entre dans la communauté légale, par forme de dédommagement. XII, p. 290, n. 171.
 - Mais il n'est dû aucun dédommagement à la communauté, pour l'immeuble vendu par l'un des futurs époux dans le même intervalle. XII, p. 292, n. 171 bis.
 - L'immeuble possédé par la communauté, lors de la dissolution du mariage, est réputé conquis, si celui des conjoints qui le prétend propre n'en apporte la preuve, qui peut être faite tant par titres que par témoins. XII, p. 293, n. 172.
 - La possession d'un immeuble par l'un des époux, antérieurement au mariage, suffit pour que cet immeuble lui reste propre et soit exclu de la communauté légale. XII, p. 294, n. 173 et suiv.
 - Le prix payé par suite de transaction pour assurer la propriété de cet immeuble à l'époux qui en avait la possession avant le mariage ne modifie en rien cette règle. XII, p. 297, n. 174, et XII, p. 300, n. 176.
 - Cette règle est également applicable au cas où l'un des époux avait acquis, avant le mariage, un immeuble vendu par un tiers non propriétaire, quoique la vente n'ait été ratifiée par le véritable propriétaire que postérieurement au mariage. XII, p. 299, n. 176.
 - Il en est de même du cas où l'époux possesseur d'un immeuble, antérieurement au mariage, en acquerrait la propriété pendant le mariage, par quelques actes, et à quelques conditions qu'il eût. XII, p. 302, n. 177.
 - L'immeuble qu'a acquis l'un des époux, par un titre antérieur au mariage, est

exclu de la communauté légale, quoiqu'il n'en ait obtenu la possession que depuis le mariage; par exemple l'immeuble acquis sous une condition suspensive. XII, p. 303, n. 178-180.

- L'immeuble pour lequel l'un des époux avait promesse de vente, antérieurement au mariage, quoique la vente n'en ait eu lieu que postérieurement, n'entre point dans la communauté légale. XII, p. 304, n. 180.
- Quelque vicieux que soient les titres en vertu desquels l'un des époux prétend être devenu propriétaire d'un immeuble, antérieurement au mariage, l'autre époux ne peut arguer de ces vices, pour faire entrer l'immeuble dans la communauté légale. XII, p. 308, n. 181, 182.
- Si l'immeuble acquis par l'un des époux *à non domino*, antérieurement au mariage, et dont la tradition n'a eu lieu que pendant le mariage, est laissé en la possession de l'acquéreur par le véritable propriétaire, moyennant une somme d'argent, cet immeuble entre dans la communauté légale. XII, p. 306, n. 183.
- L'immeuble que l'un des époux avait acquis avant le mariage, soit d'un mineur, soit d'une femme mariée non autorisée, est exclu de la communauté légale, quoique la ratification de la vente n'ait eu lieu que depuis le mariage. XII, p. 306, n. 184.
- L'immeuble aliéné par l'un des époux avant le mariage, et dans la propriété duquel il rentre pendant le mariage, par voie de rescision ou de résolution, est exclu de la communauté légale. XII, p. 307, n. 183, et XII, p. 316, n. 190.
- L'action en rescision ou résolution d'un contrat de vente consenti par l'un des époux avant le mariage est une action immobilière qui n'entre point dans la communauté légale. XII, p. 308, n. 186, et *ibid.* à la note.
- La somme d'argent que l'acquéreur paierait en supplément de prix, aux termes de l'art. 1681, après la rescision prononcée, serait également exclue de la communauté légale. XII, p. 309, n. 187, 188.
- Le supplément de prix qu'un des époux serait obligé de payer pendant le mariage, pour éviter la rescision de la vente d'un immeuble acquis par lui antérieurement, ne ferait pas entrer cet immeuble dans la communauté légale. XII, p. 315, n. 189.
- La somme restituée à l'un des époux, à l'occasion du délais ou délaissement d'un immeuble acquis par lui avant le mariage, et dont la vente donne lieu à l'action rescisoire, n'entre pas dans la communauté légale. XII, p. 314, n. 130.
- L'immeuble donné par l'un des époux, et dans la propriété duquel il rentre pendant le mariage, par la survenance d'enfants, est exclu de la communauté légale. XII, p. 317, n. 191, 192.
- Il en est de même de l'immeuble dans la propriété duquel l'un des conjoints est rentré pendant le mariage, par l'exercice du *révéré*. XII, p. 317, n. 193.
- Il en est encore ainsi de l'immeuble donné, dans la propriété duquel l'un des conjoints rentre pendant le mariage, en cas de révocation de la donation pour cause d'ingratitude. XII, p. 318, n. 194.
- Le désistement pur et simple consenti en faveur de l'un des conjoints, pendant le mariage, par l'acquéreur qui n'aurait pas encore payé tout ou partie du prix de l'acquisition d'un immeuble vendu avant le mariage, n'est point une acquisition pour le conjoint, et ne fait point entrer l'immeuble abandonné dans la communauté légale. XII, p. 318, n. 198.
- Il en serait autrement si le désistement n'avait eu lieu que moyennant une augmentation de prix, ou si le prétexte de la demande en résolution n'était que simulé. *Ibid.*
- Si le désistement n'avait pas lieu par suite d'un jugement, mais en vertu d'une transaction, il pourrait s'élever des difficultés qui donneraient lieu à interprétation de la transaction. XII, p. 319, n. 196.

ART. 2. *Passif de la communauté légale.*

- Il y a corrélation constante, dans les dispositions du Code, entre les objets qui composent le passif et ceux qui composent l'actif de la communauté légale. Principe de cette corrélation. XII, p. 329, n. 197.
- De quoi se compose le passif de la communauté légale. XII, p. 330, n. 198.
- L'art. 1409 divise en trois classes les dettes de la communauté légale. XII, p. 330, n. 199.
- Les dettes mobilières de chaque époux, antérieures au mariage, y entrent d'abord, lors même qu'elles excéderaient la valeur de ses biens. Équité de cette disposition. XII, p. 331, n. 200.
- Quand ces dettes résulteraient d'un titre exécutoire contre la femme, le créancier ne peut poursuivre le mari en paiement, par voie d'exécution, que huit jours après la signification du titre, ou qu'après avoir obtenu jugement contre lui. XII, p. 332, n. 201.
- Le mari, comme chef de la communauté, n'est tenu des dettes mobilières contractées par sa femme avant le mariage, qu'autant qu'elles sont constatées par un acte authentique antérieur au

- mariage, ou par acte sous seings privés, ayant reçu date certaine avant cette époque. XII, p. 333, n. 202.
- La dette qui a des meubles pour objet n'en est pas moins mobilière, quoique garantie par une hypothèque. XII, p. 333, n. 203.
 - La communauté légale n'est pas tenue des dettes purement hypothécaires de chacun des époux. XII, p. 334, n. 204.
 - La dette mobilière au paiement de laquelle l'un des époux est tenu solidairement est pour le tout à la charge de la communauté légale. XII, p. 335, n. 205.
 - L'obligation, pour la communauté légale, de solder une dette alternative d'un meuble ou d'un immeuble, dépend de l'option qui sera faite au moment du paiement. XII, p. 335, n. 206.
 - La dette facultative diffère de la dette alternative, et c'est la nature de la chose due, et non celle de la chose qu'on a la faculté de payer, qui détermine si la dette est ou non à la charge de la communauté légale. XII, p. 336, n. 207.
 - L'obligation de faire est une dette mobilière qui entre dans la communauté légale. XII, p. 336, n. 208.
 - Les dettes mobilières de chacun des époux, lorsqu'elles ont pour objet soit le paiement du prix d'un immeuble propre, soit la soule ou le retour de lot dû par suite d'un partage d'immeubles, ne sont point à la charge de la communauté légale, si l'immeuble continue d'appartenir à cet époux. XII, p. 336, n. 209, 210.
 - La dette d'un corps certain, à la délivrance duquel l'un des époux serait tenu, n'est point à la charge de la communauté légale. XII, p. 338, n. 211.
 - Les dettes immobilières dont chacun des époux était grevé au jour de la célébration du mariage ne sont point à la charge de la communauté légale. XII, p. 339, n. 212.
 - La communauté légale est tenue aussi bien des arrérages ou intérêts que du principal des dettes exigibles ou non exigibles que le Code met à sa charge; mais elle ne doit que les arrérages et intérêts seulement des rentes ou dettes passives qui sont personnelles à l'un des deux époux. XII, p. 340, n. 215.
 - Ce qu'entend le Code par l'expression de dettes personnelles dans l'art. 1409, n. 3 du Code civil. XII, p. 340, n. 214, 215.
 - Les dettes que contracte le mari pendant le mariage sont à la charge de la communauté légale. XII, p. 345, n. 217.
 - Principe de ce droit du mari, d'obliger indéfiniment la communauté aux dettes qu'il contracte, et erreur de Pothier à cet égard. XII, p. 345, n. 218.
 - Si les amendes ou condamnations prononcées contre l'un ou l'autre des époux sont à la charge de la communauté légale. Distinction à cet égard. XII, p. 348, n. 220 et suiv.
 - La garantie due pour vente faite par le mari d'un propre de sa femme, sans son consentement, est une dette de la communauté légale. XII, p. 353, n. 226.
 - Les dettes que le mari n'a contractées que pour son intérêt personnel ne sont point à la charge de la communauté légale. XII, p. 361, n. 227.
 - La dette que contracte le mari pendant le mariage, pour doter ou avantager un enfant d'un précédent mariage, n'est point à la charge de la communauté légale. *Secus* si le mari avait avantagé un de ses héritiers présomptifs en ligne collatérale. XII, p. 362, n. 228, 229.
 - Les actes faits par la femme mariée, sans le consentement du mari, et les condamnations qu'elle subirait personnellement, par suite de délits ou de quasi-délits, n'engagent point la communauté légale. XII, p. 364, n. 230, 231.
 - A moins qu'il ne s'agit de délits dont le mari est absolument responsable, comme les délits ruraux, et dans ce cas la femme devrait récompense à la communauté. *Ibid.*
- Voy. *Amende*.
- Les dettes que contracte une femme, du consentement de son mari, engagent-elles la communauté et les biens du mari? XII, p. 368, n. 235.
 - La femme autorisée de justice peut engager les biens de la communauté légale, pour tirer son mari de prison, pour payer sa rançon ou pour établir ses enfants. XII, p. 368, n. 235, 236 et 239.
 - Le peut-elle également pour tirer un enfant de prison, ou pour s'en tirer elle-même? XII, p. 370, n. 237.
 - Les dettes que la femme, marchande publique, contracte pour son commerce, sont des dettes de la communauté légale. XII, p. 374, n. 240.
 - Mais seulement s'il y a communauté légale ou conventionnelle entre les époux. XII, p. 382, n. 253, 257.
 - A quels caractères la femme mariée peut être reconnue marchande publique. XII, p. 378, n. 241-247.
 - Quels sont les actes de la femme mariée, marchande publique, qu'on peut qualifier actes de commerce? XII, p. 378, n. 248-252.
 - Malgré le silence apparent du Code à cet égard, on peut ériger en maxime, sous notre législation, que la femme oblige la communauté par les emplettes qu'elle fait, même sans autorisation de son mari, des denrées, fournitures et

- autres objets nécessaires au ménage. XII, p. 387, n. 261-268.
- Des circonstances de fait peuvent cependant faire apporter quelques exceptions à ce principe. XII, p. 398, n. 269-271, et *ibid.*, n. 274-277.
 - Mais l'absence du mari à raison d'affaires est une raison de plus de l'appliquer. XII, p. 403, n. 372.
 - Secus s'il existe entre les époux séparation volontaire. *Ibid.*
 - La femme qui renonce à la communauté n'est point tenue personnellement des dettes qu'elle a contractées pour les besoins du ménage commun. XII, p. 406, n. 275.
 - Quelles dettes de succession entrent dans la communauté légale. XII, p. 409, n. 278.
 - Des dettes des successions mobilières échues au mari pendant la communauté. *ibid.*
 - Des dettes des successions mobilières acceptées purement et simplement par la femme, avec l'autorisation de son mari. XII, p. 410, n. 278.
 - Des dettes des mêmes successions, acceptées par la femme avec autorisation de justice seulement. XII, p. 410, n. 279.
 - Des dettes des successions purement immobilières qui sont échues au mari pendant la communauté. XII, p. 411, n. 280.
 - Des dettes des mêmes successions acceptées par la femme avec ou sans autorisation de son mari. XII, p. 412, n. 281.
 - De l'effet que produit, pour la communauté légale, l'autorisation donnée par le mari à la femme d'accepter une succession immobilière. XII, p. 412, n. 282.
 - Le paiement des dettes de cette succession, comme celui de toutes les obligations contractées par la femme avec autorisation de son mari, peut être poursuivi sur les biens de la communauté. XII, p. 426, n. 283.
 - Des dettes des successions partie mobilières et partie immobilières, échues à l'époux pendant le mariage. XII, p. 424, n. 284-293.
 - Comment se règle la part contributive de la communauté légale à ces dettes. XII, p. 425, n. 286-288.
 - Conséquences pour le mari du défaut d'inventaire de ces successions. XII, p. 425, n. 289.
 - Le paiement des dettes de ces successions peut être poursuivi pour le tout, par les créanciers, sur les biens de la communauté légale, sauf récompense, s'il y a lieu; à moins que la succession ayant été acceptée par la femme autorisée de justice, le mari n'en ait fait inventaire. XII, p. 426, n. 290, 291.
 - La part contributive de la communauté légale aux dettes d'une succession partie mobilière et partie immobilière peut surpasser son émoulement. XII, p. 427, n. 292.
 - Si l'un des époux est créancier ou débiteur d'une pareille succession échue pendant le mariage, la confusion s'opère-t-elle? XII, p. 423, n. 293.
 - Le paiement des dettes qui grèvent une donation faite à l'un des époux pendant le mariage est régi par les dispositions relatives aux dettes des successions échues pendant le mariage. XII, p. 431, n. 294.
 - Les dettes contractées par la femme, en vertu de la procuration de son mari, sont à la charge de la communauté légale seulement. XII, p. 432, n. 293.
 - Les réparations usufructuaires des immeubles exclus de la communauté, les aliments des époux, ceux qu'ils doivent à leurs ascendants, et l'entretien des enfants, sont encore à la charge de la communauté légale. XII, p. 432, n. 296-299.
 - De quels enfants parle l'art. 1409, quand il met leur entretien à la charge de la communauté légale. XII, p. 432, n. 298.
 - Les frais d'inventaire et de partage de la communauté, de liquidation des reprises et récompenses qu'elle doit ou qui lui sont dues, et les frais de dernière maladie des conjoints, sont à la charge de la communauté légale. Secus des frais funéraires de l'époux prédécédé. XII, p. 433, n. 300, 301.
 - La communauté est grevée de toutes les réparations usufructuaires et dépenses d'entretien faites et à faire sur les propres des conjoints dont elle a la jouissance. XIII, p. 225, n. 189-193.
 - Elle est également chargée des grosses réparations occasionnées par défaut d'entretien. XIII, p. 230, n. 163.
- Voy. *Réparations d'entretien et Dépenses d'entretien.*
- *Quid des autres dépenses faites sur les propres des conjoints?* XIII, p. 253, n. 166-171.
- Voy. *Impenses.*
- Comment se répartissent entre les conjoints, lors du partage, les dettes de la communauté? XIII, p. 306, n. 251.
- Voy. *Dettes de la communauté.*
- ART. 5. Administration de la communauté légale.**
- De l'administration de la communauté légale; nature de cette administration confiée au mari. XII, p. 434, n. 302-304.
 - L'hypothèque légale concédée à la femme sur les biens de la communauté n'est point en opposition avec le droit d'administration du mari. XII, p. 444, n. 308.
 - Il s'étend sur tous les biens dépendant de la communauté, de quelque manière

- qu'ils y soient entrés. XII, p. 448, n. 308.
- Le mari n'y peut renoncer par contrat de mariage; il en peut seulement confier l'exercice temporaire à sa femme, au moyen d'une procuration postérieure. XII, p. 448, n. 307.
 - L'interdiction, l'absence, la condamnation par contumace ou contradictoire du mari, ne détachent point de sa personne ce droit d'administration. XII, p. 447, n. 308.
 - Le mari peut, par contrat de mariage, renoncer au droit de vendre les conquêtes sans l'autorisation de sa femme. XII, p. 431, n. 309.
 - Limitation apportée par le Code au droit de propriété du mari sur les biens de la communauté; cette limitation est illusoire. XII, p. 438, n. 310, 311.
 - De la donation d'effets mobiliers, faite par le mari avec réserve d'usufruit. XII, p. 437, n. 312.
 - Effets de la donation testamentaire faite par le mari sur les biens de la communauté légale. XII, p. 458, n. 313.
 - La renonciation de la femme à la communauté détruit les effets de la défense faite au mari de donner entre vifs un immeuble dépendant de cette communauté. XII, p. 459, n. 314.
 - L'incapacité du mari de disposer, dans certains cas, des biens de la communauté, ne peut être opposée ni par lui ni par ses héritiers; elle n'est établie que dans l'intérêt de la femme. XII, p. 460, n. 314, 315.
 - Le mari oblige la communauté, quand il dote seul l'enfant commun, en effets de cette communauté. XII, p. 463, n. 316-318.
 - Le Code, pour laisser dans ce cas la dot à la charge du mari, exige sa déclaration expresse qu'il s'en charge seul; mais l'énonciation par le mari qu'il accorde une dot à un de ses enfants, en avance ment des droits de cet enfant dans sa succession, équivaut à cette déclaration expresse. XII, p. 468, n. 319, 320.
 - Si la femme accepte la communauté, elle contribue indirectement pour moitié à la dot accordée par le père seul, en biens de la communauté. Si elle y renonce, l'enfant doté rapporte-t-il la dot entière à la succession de son père? XII, p. 471, n. 321-327.
 - *Quid* du rapport de la dot constituée conjointement par les deux époux? XII, p. 479, n. 327, et p. 486, n. 350.
 - Si la dot conjointement constituée par les deux époux a été payée sur les deniers de la communauté, la femme en doit la récompense, soit qu'elle accepte soit qu'elle répudie la communauté. XII, p. 484, n. 327 *in fine*, et p. 488, n. 335.
 - Si le père parlant seul donnait en dot un de ses propres à un enfant commun, la communauté n'en serait point chargée, et la dot devrait être rapportée en entier à la succession du donateur. XII, p. 484, n. 328.
 - Il en serait de même si la dot était constituée par la femme seule, avec l'autorisation de son mari. XII, p. 488, n. 329.
 - Si la dot constituée conjointement par les deux époux au profit d'un enfant commun, a été fournie en biens personnels à l'un d'eux, il lui est dû récompense sur les biens personnels de l'autre, et non sur les biens de la communauté. XII, p. 486, n. 331.
 - La femme, en renonçant à la communauté, serait dispensée de contribuer à la dot conjointement constituée, si, dans le contrat de dotation, elle avait stipulé cette condition. XII, p. 489, n. 334.
 - A défaut de cette clause, si la dot n'a pas été payée avant la dissolution de la communauté, elle en doit payer la moitié, soit qu'elle accepte, soit qu'elle renonce, sans pouvoir s'appliquer la disposition de l'art. 1483. XII, p. 489, n. 338.
 - Quels principes régissent les récompenses dues aux conjoints par la communauté, ou à la communauté par les conjoints. XII, p. 502, n. 345-354.
- Voy. *Récompense* (en matière de communauté).
- Quels principes régissent les remplois en matière de communauté. XI, p. 814, n. 338 et suiv.
- Voy. *Remploi*.
- Quels sont, sous le régime de la communauté légale, les pouvoirs du mari sur les biens personnels de la femme. XII, p. 848, n. 374 et suiv.
- Voy. *Femme mariée* et *Puissance maritale*.
- ART. 4. *Dispositions diverses sur la communauté légale.*
- Comment se dissout la communauté. XIII, p. 9, n. 1 et suiv.
 - Comment se prouve la consistance des biens dont se compose la communauté légale. XIII, p. 11, n. 5.
- Voy. *Dissolution de la communauté*.
- De l'acceptation de la communauté devenue actuelle. XIII, p. 190, n. 124 et suiv.
- Voy. *Acceptation de la communauté*.
- Du droit qu'a la femme de renoncer à la communauté devenue droit actuel. XIII, p. 191, n. 125.
 - La femme tutrice de son mari interdit peut renoncer à la communauté lors de sa dissolution. II, p. 462, n. 1546.
- Voy. *Renonciation à la communauté*.
- Comment se fait la liquidation de la

- Elle n'en est pas moins autorisée par la loi actuelle. XIII, p. 386, n. 314.
 - Elle peut être unilatérale ou bilatérale, expresse ou tacite. XIII, p. 386, n. 315.
 - De la clause de réalisation unilatérale simple, dégagée de toute clause accessoire. XIII, p. 387, n. 316.
 - La clause que les conjoints seront communs dans les biens qu'ils acquerront exclut-elle de la communauté tout ce qui doit en faire partie selon le droit commun? XIII, p. 387, n. 317.
 - La stipulation que la somme apportée sera employée en héritages contient la réalisation de cette somme, ou son exclusion de la communauté. XIII, p. 391, n. 318.
 - L'exclusion de la communauté, ou la réalisation, ne s'étend qu'aux objets compris dans la stipulation. Ainsi l'exclusion du mobilier présent ne s'étend pas au mobilier futur. XIII, p. 391, n. 319.
 - La réalisation de ce qui adviendra par donation ne peut s'étendre à ce qui advient par succession, et vice versa. *Ibid.*, et XIII, p. 391, n. 320, 323.
 - Si à cette clause on avait ajouté ou autrement, elle s'étendrait à tout ce qui peut échoir par tous les titres successifs. XIII, p. 394, n. 325.
 - *Quid* de ce qui est advenu en vertu d'un titre existant lors du mariage, mais qui n'a produit son effet que depuis; par exemple un billet de loterie, une créance conditionnelle? XIII, p. 392, n. 324.
 - Quel est l'effet de la clause d'apport réciproque, relativement aux dettes antérieures au mariage? XIII, p. 394, n. 324.
 - *Quid* si la clause n'est pas réciproque? Distinction entre l'exclusion totale et l'exclusion partielle. XIII, p. 396, n. 325.
 - La femme mariée avec clause de réalisation conserve-t-elle la propriété des meubles réalisés? Distinction entre les choses fongibles et non fongibles, et questions auxquelles peut donner lieu l'examen de ce point de doctrine. XIII, p. 397, n. 326.
 - L'établissement de la communauté conventionnelle, avec apports inégaux, dans le cas d'existence d'enfens d'un premier lit, donne lieu à un règlement. Ce qu'on entend par apports inégaux. V, p. 816, n. 895-898.
 - Ce que c'est que la clause d'ameublissement, et quels en sont les effets. XIII, p. 412, n. 327 et suiv.
- Voy. Ameublissement.**
- Dans le cas de la communauté conventionnelle, comme dans le cas de la communauté légale, les dettes que contracte, pour faits de commerce, la femme mariée, marchande publique, engagent

la communauté. XII, p. 385, n. 288.

- La clause de séparation de dettes, et celle de *franc et quitte*, que le Code réunit dans une même section, sont de natures différentes. Définition de chacune de ces clauses et leurs effets. XIII, p. 440, n. 346 et suiv.

Voy. Séparation de dettes et franc et quitte, sect. 1.

- De la faculté accordée à la femme de reprendre son apport franc et quitte. XIII, p. 475, n. 371 et suiv.

Voy. Franc et quitte, sect. 2.

- Des modifications qu'apporte au régime de la communauté légale la clause du *préciput conventionnel*. XIII, p. 496, n. 390 et suiv.

Voy. Préciput conventionnel.

- Des clauses par lesquelles on assigne à chacun des époux des parts inégales dans la communauté. XIII, p. 818, n. 409 et suiv.

Voy. Partage inégal de la communauté et Forfait de communauté.

- De la clause qui établit entre les époux une communauté universelle ou à titre universel. XIII, p. 838, n. 425 et suiv.

Voy. Communauté à titre universel.

SECT. A. De la communauté à titre universel.

- Il peut être établi par les époux une communauté universelle. Le Code distingue trois espèces de communautés à titre universel. XIII, p. 838, n. 425, 424.

- Celle de tous biens présents et à venir, que le Code prohibe entre particuliers, a été permise entre époux sans raisons plausibles. Preuve à l'appui de cette opinion dans la comparaison des sociétés universelles entre particuliers, et des communautés universelles. XIII, p. 835, n. 426, 426.

- Pourquoi le Code a cependant admis ces dernières. XIII, p. 838, n. 427.

- Effets de la renonciation de la femme à une communauté universelle. XIII, p. 839, n. 438.

COMMUNAUTÉ (Rétablissement de la).

Voy. Séparation de biens.

COMMUNE (Chose).

- Des choses appelées communes. Elles sont mises hors du commerce par la nature. VI, p. 188, n. 160.

COMMUNE.

- Ce qu'on entend par commune. III, p. 31, n. 47.

- Quand les habitants d'un village forment une commune. III, p. 31, n. 48.

- Les communes peuvent posséder et acquérir des biens. Comment. III, p. 32, n. 49.

- Cas biens sont dans le commerce ou hors du commerce, communaux ou matrimoniaux. III, p. 82, n. 80.
 - Comment ils peuvent être aliénés ou affermés. III, p. 83, n. 81.
 - Compétence spéciale relativement aux baux de ces biens. III, p. 84, n. 82.
 - Quand et comment les communes peuvent transiger. III, p. 84, n. 83.
 - Comment elles peuvent plaider, appeler et se pourvoir. III, p. 84, n. 84.
 - La nullité des jugemens rendus sans autorisation est absolue. III, p. 85, n. 85.
 - Des contestations entre des sections de communes. III, p. 86, n. 86.
 - Comment les communes procèdent en justice. III, p. 86, n. 87, 88.
 - Qui doit juger les contestations relatives aux biens communaux. III, p. 87, n. 89.
 - Les communes sont soumises aux mêmes prescriptions que les particuliers. III, p. 87, n. 90.
 - Lois et décrets sur les biens communaux. III, p. 88, n. 61.
 - Les bois des communes sont soumis au régime forestier. III, p. 200, n. 316.
 - Les immeubles appartenant aux communes peuvent être grevés de toutes les servitudes compatibles avec l'usage auquel ils sont destinés. III, p. 343, n. 475-483.
 - De la responsabilité à laquelle la loi du 10 vendémiaire an 4 soumet les communes, à raison des attentats commis sur leur territoire par des attroupemens. XI, p. 551, n. 258-241.
 - Règlement du parlement de Bretagne, qui rendait les communes responsables de l'abattis des fossés élevés et des arbres plantés sur des terrains vagues par les afféguistes. XI, p. 557, n. 242.
- Voy. *Responsabilité civile*, sect. 2.

COMMUNE RENOMMÉE.

- En quoi consiste, et dans quel cas est admise la preuve par la commune renommée. XIII, p. 11, n. 4.
- L'ancienne législation française adjoignait assez généralement la preuve par commune renommée au serment *in litore*. X, p. 881, n. 457, 458.
- Le Code ne parle point de cette adjonction; mais il ne l'exclut point, et elle est souvent nécessaire. X, p. 884, n. 440.
- L'apport que la femme est admise à reprendre franc et quitte peut-il être prouvé par la commune renommée? XIII, p. 481, n. 578.

COMMUNICABLE (Affaire).

- L'action pétitoire que le mari forme dans son intérêt particulier, concernant les biens dotaux ou personnels de sa femme, n'est point une affaire communicable, et

le mari peut compromettre sur cette cause. XII, p. 578, n. 593.

COMMUNICATION.

- Le défendeur qui se borne à nier n'est point dans l'obligation de communiquer ses titres, à l'exception des pièces communes, des livres de commerce, etc. VIII, p. 27, n. 20, 21.

COMMUNITÉ.

- La copropriété ou communauté de choses qui par leur nature ou par leur destination restent dans un état d'indivision forcée ne doit point être confondue avec les servitudes. III, p. 327, n. 469 bis.

COMMUTATIF.

- Quels contrats sont commutatifs. VI, p. 20, n. 20.

COMPAGNIES.

- En quoi ce mot *compagnie*, dans le sens de l'art. 829 du Code civil, diffère du mot *société*. XII, p. 162 et 163, n. 97 et 101.
- Les actions dans les compagnies de finance, de commerce ou d'industrie sont meubles. III, p. 14, n. 20.
- Les actions et intérêts dans les compagnies de commerce, de finance ou d'industrie, entrent dans l'actif de la communauté légale. XII, p. 162, n. 97.
- Quels immeubles possédés par ces compagnies n'entreraient point dans l'actif de la communauté légale. *Ibid.*, p. 167, n. 98.

Voy. *Communauté légale*.

COMPENSATION.

- Définition de la compensation; sa nature; elle s'opère de plein droit et à l'insu des débiteurs. VII, p. 416, n. 542-544.
- Trois espèces de compensations : l'une qui produit son effet de plein droit, l'autre qui doit être opposée par voie de simple exception, et la troisième qui peut être opposée par voie de réconvention. VII, p. 419, n. 545-547.
- Différence de la compensation et de la rétention. VII, p. 497, n. 420.
- Ce que c'est que la réconvention; combien il en existe d'espèces. Caractères particuliers de chacune de ces espèces. VII, p. 421, n. 548-551.
- Quelles espèces de réconventions étaient admises dans le droit romain; quand, comment et sur quels motifs elles y furent admises. VII, p. 424, n. 552-555.
- Raisons qui s'opposèrent d'abord en France à l'admission de la réconvention, et même de la compensation; comment et sous quelles modifications elles y furent admises; quels textes et quels principes régissent aujourd'hui la matière de

- la réconvention. VII, p. 428, n. 536-560.
- Quelles conditions sont nécessaires pour que la compensation légale ait lieu. VII, p. 458, n. 562.
 - Pourquoi il doit y avoir identité d'espèce entre les deux choses respectivement dues; quand existe cette identité. VII, p. 459, n. 565-566.
 - Pourquoi les deux dettes à compenser doivent être liquides et certaines; ce qu'on entend par là. Qui doit décider si les dettes sont liquides. VII, p. 445, n. 560-571.
 - Pourquoi les dettes à compenser doivent être exigibles. Le terme de grace ne met point obstacle à la compensation. La dette soumise à une condition suspensive peut être compensée; il en est autrement de la dette soumise à une condition résolutoire. VII, p. 446, n. 572-574.
 - L'obligation naturelle peut-elle être compensée avec une obligation civile? VI, p. 422, n. 589.
 - Pourquoi les créances et les dettes à compenser doivent être personnelles à celui qui oppose et à celui auquel est opposée la compensation. Exception relative à la caution. S'étend-elle à la caution solidaire? VII, p. 448, n. 578, 576 et à la note.
 - Jusqu'à quel point le débiteur solidaire peut opposer la compensation, soit de son chef, soit du chef de ses codébiteurs. VII, p. 480, n. 577.
 - Les dettes de la société ne peuvent être compensées avec les créances particulières de chaque associé, et *vice versa*. VII, p. 485, n. 578.
 - Comment la compensation peut être opposée à l'Etat. VII, p. 485, n. 579.
 - Le paiement par compensation fait par l'un des débiteurs solidaires libère les autres; mais celui auquel le créancier ne doit rien ne peut opposer la compensation de ce qui est dû par un autre, si ce n'est pour la part de ce dernier. VI, p. 789, n. 732, 735, 737.
 - De la compensation dans le cas de succession et de bénéfice d'inventaire. Exemples. VII, p. 484, n. 580, et IV, p. 395, n. 394.
 - De la compensation dans le cas de faillite. Exemples. VII, p. 482, n. 581.
 - Cas où la compensation n'a pas lieu. Restitution de la chose dont le propriétaire a été injustement dépossédé, d'un dépôt, d'une chose prêtée à usage; dette d'aliments insaisissables. VII, p. 460, n. 582-586.
 - Il ne peut s'établir de compensation entre la dot constituée sans spécification, et ce dont le constituant se trouverait débiteur envers la femme à qui la dot a été donnée. XIV, p. 83, n. 76-81.
 - La compensation des impenses liquides a lieu au profit du mari, si la dot se compose d'immeubles et d'une somme d'argent. XIV, p. 596, n. 538.
 - Effets de la compensation; cessation des intérêts; faculté d'opposer la compensation, de même qu'une quittance, lors de l'exécution d'un jugement; interruption de la prescription; répétition de la somme payée par erreur, lorsqu'on pouvait compenser; extinction des privilèges et hypothèques, et conséquences; impossibilité de céder la créance compensée; conséquences. VII, p. 467, n. 587-592.
 - Comment se fait la compensation, dans le cas où il existe plusieurs dettes susceptibles d'être compensées. VII, p. 478, n. 592 bis.
 - On ne peut renoncer d'avance à la compensation non acquise. La renonciation à la compensation ne peut nuire aux droits des tiers. Cette renonciation peut être tacite. Exemples dans le cas de l'art. 1296 du Code. VII, p. 475, n. 595-598.
 - Dans les cas où, par exception, la compensation ne peut être opposée, celui en faveur duquel est établie l'exception peut néanmoins requérir la compensation. De quel jour elle produit son effet. Applications aux cas du dépôt; du prêt à usage; du bénéfice d'inventaire; de sommes payables en divers lieux; d'une dette alternative d'un côté, et d'une dette pure et simple de l'autre; d'une dette de denrées de telle espèce d'un côté, et d'une dette des mêmes denrées *in genere* de l'autre; des créances personnelles d'un tuteur, d'un mandataire, etc. VII, p. 476, n. 596-605.
 - Application particulière au cas de la dette d'une rente perpétuelle. Ce que doit offrir le débiteur de la rente pour pouvoir requérir la compensation du capital. Deux débiteurs de rentes perpétuelles égales ne peuvent compenser que d'un consentement mutuel. VII, p. 480, n. 404-406.
 - Lorsque la dette qu'on veut compenser n'est pas liquide, il faut demander la compensation par voie de réconvention. Quand la réconvention peut être proposée; quand elle doit l'être; quand elle peut être instruite et jugée séparément de l'action principale. VII, p. 482, n. 407-419.
- Voy. Réconvention.
- COMPÉTENCE.**
- Les tribunaux civils sont seuls compétents pour statuer sur les réclamations d'état relatives à la filiation. II, p. 200, n. 901.

Voy. *Juge, Jugement, Pouvoir judiciaire.*

COMPÉTENCE (Bénéfice de).

- Le bénéfice de compétence, accordé par le droit romain sur les biens acquis depuis la cession, n'est point accordé par le droit français. VII, p. 317, n. 238.
- Le bénéfice de compétence, en faveur des constituans de la dot, n'a plus lieu sous l'empire du Code. XIV, p. 187, n. 144.

COMPLAINTÉ.

- Les anciennes Coutumes nommaient dans certains cas *complainte* ce que le Code de procédure appelle *action possessoire*. XI, p. 187, n. 126.

Voy. *Possessoire.*

COMPLANT.

- Quels droits de complant ont été conservés; en quoi ils consistent. III, p. 68, n. 101.

COMPROMIS.

- Nature du compromis dans notre législation actuelle. Doit-il être fait double? Distinction. VIII, p. 494, n. 352.
- L'exécution même partielle du compromis couvre-t-elle tant le défaut de mention que l'omission de la rédaction de l'acte en double? VIII, p. 496, n. 353.
- La preuve de l'exécution d'un compromis peut résulter du jugement arbitral, ou du procès-verbal des arbitres. VIII, p. 504, n. 358.
- *Quid* si le compromis non fait double n'avait été remis aux arbitres que par une seule partie? VIII, p. 508, n. 359.
- *Quid* s'il avait été remis par un tiers, soit aux arbitres, soit à un notaire, pour qu'il en dressât acte de dépôt? VIII, p. 508, n. 340.

Voy. *Arbitrage.*

COMPTE.

- La principale obligation de celui qui gère sans mandat l'affaire d'autrui est de rendre compte. Ce que doit comprendre ce compte. Comment doit être intentée l'action en demande de ce compte. XI, p. 53, n. 41-48.

Voy. *Gestion d'affaire.*

COMPTE (de bénéfice).

- Du compte à rendre par l'héritier bénéficiaire. IV, p. 390, n. 337-339.

Voy. *Bénéfice d'inventaire.*

COMPE (de tutelle).

- Tout tuteur est comptable. II, p. 402, n. 1245.
- Quels sont ceux qui doivent en outre des états de situation. II, p. 402, n. 1244.

— Par qui doit être rendu le compte définitif. II, p. 403, n. 1243.

— A qui il doit être rendu. II, p. 403, n. 1246.

— Où il doit être rendu. II, p. 404, n. 1247.

— Il peut être rendu à l'amiable au pupille, s'il est devenu majeur. II, p. 404, n. 1248.

— Tout traité fait entre le tuteur et le pupille est nul, s'il n'a été précédé d'un compte avec pièces à l'appui. II, p. 408, n. 1249.

— Comment ce compte est rendu, si le pupille est mineur. II, p. 408, n. 1250.

— Aux frais de qui le compte est rendu; quels sont les frais. II, p. 408, n. 1251.

— Comment le compte est rendu en justice. II, p. 408, n. 1252-1254.

— Comment le tuteur peut être contraint à rendre son compte. II, p. 408, n. 1255.

— De la présentation et de l'affirmation du compte. II, p. 407, n. 1256.

— Le rendant doit payer de suite le reliquat, s'il en existe. II, p. 407, n. 1257.

— Forme du compte. II, p. 407, n. 1258-1266.

— Si toutes les dépenses doivent être justifiées par des pièces. II, p. 410, n. 1260.

— A quelle époque on juge de l'utilité des dépenses. II, p. 410, n. 1261.

— Comment se comptent les intérêts. II, p. 410, n. 1262.

— Pièces dispensées de l'enregistrement. II, p. 415, n. 1267.

— Toutes les pièces doivent être communiquées. II, p. 415, n. 1268.

— Marche de la procédure. II, p. 415, p. 1269.

— Comment le reliquat du compte est fixé. II, p. 418, n. 1270.

— Le tuteur peut le remettre au mineur émancipé, assisté de son curateur. II, p. 418, n. 1271.

— Les révisions de compte sont défendues. II, p. 416, n. 1272.

— Quand le tuteur doit les intérêts du reliquat, sans demande. II, p. 416, n. 1275.

— Quand les intérêts courent en faveur du tuteur. II, p. 417, n. 1274.

— L'action de compte de tutelle se prescrit par dix ans. II, p. 417, n. 1275.

— Cette prescription ne s'applique ni au reliquat de compte, ni à l'action en justification pour erreur, omission, etc. II, p. 417, n. 1276.

— L'action en nullité des traités entre le tuteur et le mineur, et l'action du tuteur contre le mineur, se prescrivent par dix ans. II, p. 418, n. 1278, 1279.

COMPULSOIRE.

— Du compulsoire. Renvoi à la procédure. VIII, p. 665, n. 465.

CONCEPTION.

- C'est de la conception et non de la naissance pendant le mariage, que dépend la présomption légale de paternité. II, p. 111, n. 791.
- Quand la conception est causée avoir eu lieu pendant le mariage. II, p. 111, n. 791-795.

CONCESSIONNAIRES.

- Comment les concessionnaires des mines peuvent procéder à des fouilles et à des recherches; quelle autorité est compétente pour statuer entre eux et les propriétaires des fonds; comment se règlent les indemnités. III, p. 189, n. 294-297.

CONCILIATION (Essai de).

- L'art. 24 du Code de procédure civile n'a point abrogé la disposition de l'art. 3, tit. 10, de la loi du 24 août 1790, sur le procès-verbal de l'essai de conciliation. IX, p. 202, n. 120.
- Les réponses consignées dans un procès-verbal de non-conciliation, même non signé des parties, peuvent former un commencement de preuve par écrit. Le juge de paix doit conséquemment consigner, dans son procès-verbal, les aveux et les dénégations des parties. Le refus de répondre, ou les réponses équivoques ou évasives en bureau de paix, peuvent même former un commencement de preuve par écrit. IX, p. 201, n. 119-123, 125.
- La demande en séparation de biens est dispensée du préliminaire de l'essai de conciliation. XIII, p. 71, n. 42.
- Les actions contre les débiteurs et détenteurs des biens dotaux ne sont point soumises au préliminaire de la conciliation. XIV, p. 186, n. 144.

CONCORDAT.

- Concordat du 29 messidor an 9; ses effets. I, p. 225, n. 248.

CONCUBINAGE.

- On ne peut pas attaquer une disposition testamentaire, par l'imputation de concubinage. V, p. 670, n. 719.

CONCUSSION.

- Ce que c'est que la concussion; de la responsabilité civile à laquelle elle soumet les fonctionnaires publics, indépendamment des poursuites criminelles. XI, p. 271, n. 194.
 - Dans quels cas la prise à partie contre le juge pour fait de concussion est admissible, et quels dommages-intérêts doit le juge condamné. XI, p. 311, n. 299.
- Voy. *Prise à partie*.

CONDAMNATION.

- Condamnations à des peines qui emportent la mort civile; leurs effets. I, p. 245, n. 272 et suiv.
- Voy. *Mort civile*.
- Effets des condamnations qui n'emportent pas la mort civile. I, p. 268, n. 285-297.
 - Quelle condamnation peut motiver une demande en divorce? II, p. 41, n. 675.
 - La dispense de toute formalité pour la demande en divorce, fondée sur la condamnation de l'un des époux, n'a pas lieu pour la demande en séparation de corps. II, p. 98, n. 771.
 - De l'effet de l'interdiction légale, résultant de la condamnation à la peine temporaire des travaux forcés ou à la réclusion. VI, p. 111, n. 111.
 - La condamnation du mari, par contumace ou contradictoire, à une peine afflictive ou infamante, ne détache point de sa personne le droit d'administration sur les biens de la communauté. XII, p. 480, n. 508.
 - Dans quels cas les condamnations prononcées contre l'un des époux sont ou ne sont pas à la charge de la communauté légale. XII, p. 530, n. 535.
 - Le mari, sous le régime dotal, est-il tenu des condamnations prononcées contre sa femme, soit avant, soit pendant le mariage? XIV, p. 416, n. 547, 548.

CONDITION (État).

- Quelle est la condition d'un enfant, relativement à son état civil. I, p. 255, n. 289-295.
- Voy. *Droits civils (Jouissance des)*.
- L'erreur sur la condition n'est pas une cause de nullité du mariage. I, p. 456, n. 548, 550.

CONDITION (tant dans les testaments que dans les contrats).

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *Nature de la condition; ses différentes espèces. Quand il y a condition.*
- SECT. 2. *Effets de la condition.*

SECT. 3. *De l'accomplissement des conditions.*

SECT. 1. *Nature de la condition. Quand il y a condition. Diverses espèces de conditions.*

- Définition, étymologie du mot condition. Objet des conditions. VI, p. 302, n. 467-471.
- Comment une obligation peut dépendre d'une condition. Ce que produit soit un

- contrat soit un legs conditionnel. VI, p. 807, n. 472-474.
- Un événement présent ou passé, et un événement qui arrivera certainement, ne peuvent être considérés comme des conditions proprement dites. VI, p. 810, n. 475, 476.
 - Un jour certain peut néanmoins être considéré comme une condition dans les testaments, s'il s'applique à la substance du legs, et non au paiement. VI, p. 812, n. 477, 478.
 - Dans les substitutions comme dans les legs, le jour incertain vaut condition. V, p. 38, n. 38.
 - Dans les contrats, le jour certain ne forme qu'un terme. VI, p. 814, n. 479.
 - Quelles conditions peuvent être imposées. Des conditions impossibles. Des différentes impossibilités. Quand les conditions impossibles annulent les contrats. De la condition de ne point aliéner. De la condition du serment. Des conditions ineptes et dérisoires. Ce qu'on doit décider, dans le doute, sur la légalité de la condition. VI, p. 814, n. 480-490.
 - De la révocation des donations pour inexécution des conditions. V, p. 281, n. 241 et suiv.
 - Des conditions réputées non écrites dans les donations. *Ibid.*
 - Des conditions impossibles. V, p. 283, n. 242-247.
 - Des conditions contraires aux lois et aux bonnes mœurs. V, p. 260, n. 248-269.
 - Des conditions qui opèrent la nullité de la donation. V, p. 272, n. 270-274.
 - Des conditions dont le non-accomplissement ou l'inexécution opère la révocation des donations. V, p. 276, n. 275-288.
- Voy. Donation.**
- A quelle époque apprécier la capacité du légataire gratifié sous condition. V, p. 99, n. 91-94.
 - De la caducité des legs faits sous condition. Comment reconnaître s'il y a terme ou condition. V, p. 632, n. 675-676.
- Voy. Legs, Caducité.**
- Si la condition de donner à un incapable de recevoir doit être réputée non écrite dans les testaments. VI, p. 818, n. 486.
- Voy. Testament.**
- Division des conditions en casuelles, potestatives et mixtes. Ce que sont ces diverses conditions. VI, p. 823, n. 494-495; p. 828, n. 800.
 - La condition purement potestative de la part du débiteur annule l'obligation. Néanmoins cette règle est énoncée d'une manière trop générale. VI, p. 828, n. 493, 494.
 - La communauté de biens peut être valablement établie sous condition. XII, p. 140, n. 84.
 - La communauté peut-elle être établie sous une condition potestative? Distinction à cet égard. XII, p. 142, n. 88.
 - La condition si un tiers y consent est valide. VI, p. 824, n. 496.
 - Le résolution d'une obligation peut dépendre de la seule volonté, soit de l'une soit de l'autre des parties. VI, p. 828, n. 497.
 - Différence entre la clause *si vous le voulez* et la clause *quand vous le voudrez*. VI, p. 828, n. 498.
 - La condition *si je le juge raisonnable* doit faire annuler l'obligation. VI, p. 827, n. 499.
 - Division des conditions en suspensives ou résolutoires, positives ou négatives, expresse ou tacites. Ce que sont ces diverses conditions. VI, p. 829, n. 804, 802.
 - Trois causes desquelles dérivent les conditions tacites. Exemples. Elles ne peuvent être admises sous de simples conjectures extrinsèques. VI, p. 830, n. 803.
 - Différence entre le mode et la condition; combien il importe de les distinguer. VI, p. 836, n. 808.
 - Quand une clause est vraiment modale. VI, p. 839, n. 808.
 - Examen des formules qui peuvent caractériser soit le mode soit la condition. De la conjonction *si*; des expressions conjonctives *afin que*, *à la charge de*, *après que*, *à condition de*, *pourvu que*; des conjonctions *lorsque*, *quand*; du relatif *qui*; des gérondifs *en faisant*, *en payant*; des ablatifs absolus, de la préposition *moyennant*, de la formule *ce faisant*. VI, p. 841, n. 809-824.
- SECT. 2. Effets de la condition.**
- Effet général de la condition tant suspensive que résolutoire. VI, p. 860, n. 828.
- § 1. Effet de la condition suspensive.**
- Effet de la condition suspensive, tant qu'elle est pendante. Si le tiers acquéreur peut prescrire pendant ce temps. Le créancier peut faire des actes conservatoires, même certains actes de propriété; il transmet son droit à ses héritiers. VI, p. 860, n. 826-830.
 - Effets particuliers de la condition suspensive dans les testaments, pendant qu'elle est pendante. De la renonciation du légataire avant l'événement. Les conditions potestatives qui consistent dans l'abstention d'un fait ne suspendent pas l'exécution du testament; *secus* des contrats; raison de différence. VI, p. 863, n. 831-836.
 - Des effets que produit l'accomplissement

- de la condition suspensive. De la perte ou de la détérioration de la chose due, arrivée soit par cas fortuit, soit par la faute du débiteur, avant l'accomplissement de la condition. VI, p. 869, n. 837-840.
- C'est du jour de l'accomplissement de la condition que les fruits appartiennent au créancier conditionnel, et que court contre lui la prescription. Doit-il récompense des semences, engrais et labours? VI, p. 872, n. 841, 842.
 - L'accomplissement de la condition a un effet rétroactif dans les contrats. *Quid* dans les testaments? Cet effet rétroactif atteint-il les fruits perçus par le débiteur, *pendants conditions*? VI, p. 873, n. 843-848.
 - Le créancier peut, avant l'accomplissement de la condition, former la demande de reconnaissance ou de vérification d'une obligation sous signature privée; mais il ne peut prendre d'hypothèque qu'après l'exigibilité de l'obligation. Qui doit supporter les frais? VIII, p. 331, n. 223-228.
 - L'immeuble acquis avant le mariage par l'un des époux, sous une condition suspensive qui ne s'accomplit que pendant le mariage, n'entre point dans la communauté légale. XII, p. 304, n. 179.
 - L'accomplissement de la condition potestative suspensive a-t-il un effet rétroactif? VI, p. 874, n. 846.
 - Effets de la condition suspensive, quand elle a défailli. VI, p. 379, n. 847.
- § 2. *Effet de la condition résolutoire.*
- Effet de la condition résolutoire avant son accomplissement. VI, p. 880, n. 848.
 - La novation peut dépendre d'une condition soit suspensive soit résolutoire. Ses effets dans l'un et l'autre cas. Moyen de reconnaître si la condition mise à la novation est suspensive ou résolutoire. VII, p. 376, n. 315-318.
 - Quand commence à courir le délai de l'action en rescision, si le contrat est suspendu par une condition. *Quid* dans le cas d'une institution contractuelle? VII, p. 720, n. 609, 610.
 - Effets de l'accomplissement de la condition résolutoire. Distinction entre les conditions résolutoires potestatives et les conditions résolutoires casuelles. Si la résolution s'opère de plein droit par l'événement de la condition. VI, p. 881, n. 849-862.
 - Modification qu'éprouve quelquefois ce principe dans le cas du pacte commissaire ajouté à une vente d'immeubles. VI, p. 888, n. 888-888.
 - Le vendeur qui convertit, même par le contrat de vente, le prix de vente en une rente constituée n'a point, sans réserve expresse, le droit de faire résoudre la vente au préjudice des tiers, en arguant de la condition résolutoire sous-entendue dans le contrat de vente, pour le cas où la rente ne serait pas payée. VII, p. 362, n. 308.
 - Conciliation de cette solution avec la disposition de l'art. 1184 du Code. VII, p. 364, n. 306.
 - L'accomplissement de la condition résolutoire légale opère son effet de plein droit, si la loi a fixé le tems de cet accomplissement. Application au rachat forcé des rentes constituées. VI, p. 891, n. 839.
 - Effets de la résolution opérée par l'échéance de la condition. Elle remet les choses dans le même état que si l'obligation n'avait pas existé. Conséquences. VI, p. 899, n. 863.
 - Comment les contractants peuvent agir pour se contraindre à remplir les obligations auxquelles donne lieu la résolution. Quelles sont ces obligations. VI, p. 800, n. 864-867.
 - Si l'acquéreur sous condition résolutoire, mis en demeure par un commandement, peut empêcher la résolution, en offrant de payer, soit lors du commandement, soit dans les vingt-quatre heures. VI, p. 604, n. 863, 869.
 - Si le vendeur se bornait à sommer l'acquéreur de payer le prix du contrat, il serait censé renoncer à la résolution. VI, p. 606, n. 870.
 - La demande du prix de vente, dans le cas du pacte commissaire, n'empêche pas le vendeur de demander ensuite la résolution du contrat. Rétractation d'une erreur échappée sur ce point à l'auteur, tome 6, n. 870. X, p. 289, n. 191.
 - Le vendeur qui, pour conserver son privilège, a pris une inscription nulle, peut, après s'être en vain présenté à l'ordre, demander la résolution du contrat fautive de paiement. X, p. 263, n. 495.
 - Quand la condition résolutoire est apposée en faveur des deux parties ou en faveur de l'une d'elles. VI, p. 607, n. 871.
 - La renonciation de l'un des contractants à une résolution opérée de plein droit ne préjudicie point aux tiers. Application aux cautions, à l'hypothèque consentie par un tiers, aux prescriptions. VI, p. 608, n. 872-874.
 - L'événement de la condition résolutoire fait évanouir les aliénations faites et les charges imposées *pendants conditions*, à l'exception des baux faits sans fraude. VI, p. 611, n. 878, 876.
 - Le droit que donne la condition résolutoire n'a pas besoin d'être inscrit au bureau des hypothèques. VI, p. 615, n. 877.
 - Pour que la condition résolutoire ait son

effet contre les tiers, il faut qu'elle ait été stipulée au moment même du contrat. VI, p. 616, n. 878-880.

— Quand la résolution n'a pas lieu de plein droit, mais après l'expiration d'un délai fixé par la justice, on ne peut plus purger la demeure, dès que le délai est expiré. Application aux legs. VI, p. 617, n. 881-884.

— La résolution du legs, *mode non impleto*, produit son effet contre les tiers, encore bien qu'elle ne soit pas exprimée dans le testament. VI, p. 620, n. 885.

— La résolution d'un contrat et notamment d'un contrat de vente, par suite de l'accomplissement de la condition résolutoire, donne-t-elle lieu au droit de mutation ? VII, p. 652, n. 856-847.

— La résolution d'une vente, même pour cause de lésion ultra-médiane, ou de défaut de paiement du prix, sans distinction entre le cas où l'acquéreur est entré en jouissance, et le cas où il n'y est pas entré, anéantit les charges créées et les aliénations faites au profit des tiers. VII, p. 650, n. 848-850.

SECT. 3. De l'accomplissement des conditions.

— Si les conditions doivent être accomplies *in forma specifiæ*. VI, p. 638, n. 886.

— Elles doivent être accomplies suivant l'intention vraisemblable des parties, et ce principe est surtout applicable aux conditions potestatives. Exemples. VI, p. 636, n. 887, 888.

— Elles peuvent s'accomplir par équivalent quand aucune partie n'a intérêt à ce qu'elles s'accomplissent d'une manière plutôt que d'une autre. VI, p. 628, n. 839.

— Si elles peuvent être accomplies par les héritiers de ceux auxquels elles ont été imposées. Distinction entre les conditions dans les contrats et les conditions dans les testaments; entre la condition de donner et la condition de faire. Application à la condition *si petiero*. VI, p. 629, n. 890-894.

— Si elles peuvent être accomplies dans la personne des héritiers de ceux en faveur desquels elles sont imposées. Distinction entre les conditions dans les testaments et les conditions dans les contrats. VI, p. 635, n. 895.

— Les mineurs, les interdits et les femmes mariées peuvent, sans autorisation, accomplir les conditions qui leur sont imposées. VI, p. 636, n. 896.

— S'il y a plusieurs conditions unies par une conjonctive, elles doivent être toutes accomplies, si elles sont unies par une disjonctive il suffit qu'une seule soit accomplie; mais une conjonctive est pou-

vent employée pour une disjonctive. *Quid* s'il n'y a ni conjonctive ni disjonctive entre les conditions ? VI, p. 636, n. 897.

— La condition soit casuelle, soit potestative, soit suspensive, soit résolutoire, est indivisible dans son accomplissement. Exceptions. VI, p. 638, n. 898-900.

— La condition de donner est divisible quand elle est imposée à plusieurs. Sécus si elle a été imposée à une seule personne qui laisse plusieurs héritiers. VI, p. 640, n. 601, 602.

— Si la condition qui consiste à faire, imposée conjointement à plusieurs, peut être divisée. VI, p. 641, n. 603.

— Le fait divisible imposé pour condition à plusieurs personnes peut être divisé. *Quid* du fait divisible imposé comme condition à un seul envers plusieurs ? VI, p. 642, n. 604, 605.

— C'est le plus souvent par l'interprétation de l'intention des contractants ou du testateur que se résolvent les difficultés sur la divisibilité ou l'indivisibilité des conditions comme sur l'accomplissement des conditions en général; et dès que cette intention est expresse, il faut s'y conformer aveuglément, quand même l'accomplissement de la condition paraîtrait inutile ou indifférent. VI, p. 645, n. 606, 607.

— Si la condition qui a pour objet la mort naturelle d'une personne est accomplie par sa mort civile. VI, p. 644, n. 607.

— Le terme fixé pour l'accomplissement d'une condition est fatal, à moins que le débiteur n'ait empêché sans droit l'accomplissement de la condition. VI, p. 646, n. 608, 609.

— Le cas fortuit lui-même ne pourrait excuser l'inaccomplissement des conditions insérées dans les contrats. VI, p. 647, n. 610.

— Il en est autrement des conditions insérées dans les testaments. Le légataire est excusé, et la condition censée accomplie, s'il n'a pas tenu à lui qu'elle le fût. VI, p. 648, n. 611.

— Mais le légataire ne peut être excusé si l'accomplissement de la condition dépendait à la fois de sa volonté et du hasard. VI, p. 649, n. 612.

— Il ne peut être excusé s'il a tardé à accomplir la condition depuis qu'il pouvait le faire. VI, p. 650, n. 613.

— Il n'est pas excusable, quoiqu'il ne soit pas en faute, si la condition était la cause déterminante du legs. VI, p. 650, n. 614.

— Le terme fixé pour l'accomplissement des conditions négatives est également fatal, et elles sont accomplies quand il est devenu certain que les événements dont on les a fait dépendre n'arrive-

- rent pas. VI, p. 681, n. 618, 619.
- Mais cet accomplissement ne rend pas l'obligation exigible, si, outre le tems donné pour l'accomplissement de la condition, il y a un terme mis à l'obligation. VI, p. 682, n. 617.
 - Difficulté de reconnaître quand le terme est mis à l'obligation en même tems qu'il est assigné pour l'accomplissement de la condition. Dans le doute, il est censé mis à l'obligation aussi bien qu'à la condition. VI, p. 683, n. 618, 619.
 - S'il n'y a point de terme fixé, la condition peut toujours être accomplie tant qu'il n'est pas devenu certain que l'événement n'arrivera pas. VI, p. 685, n. 620, 621.
 - La condition qui consiste dans l'abstention d'un fait n'étant alors accomplie qu'à la mort de celui auquel elle est imposée, ou ne peut ni le contraindre à l'accomplir ni lui prescrire un délai pour le faire. Distinction entre le cas où la stipulation commence par la condition et celui où elle commence par la disposition. VI, p. 688, n. 622-623.
 - Quand doivent s'accomplir les conditions insérées dans un testament lorsqu'il n'y a point eu de terme fixé. Distinction entre les conditions potestatives, casuelles et mixtes. VI, p. 665, n. 623-640.
 - Ceux qui ont intérêt à l'accomplissement d'une condition potestative prescrite sans terme au légataire, peuvent le stimuler de l'accomplir et lui faire fixer par la justice un délai après lequel il sera déchu. VI, p. 667, n. 641.
 - L'effet de l'accomplissement de la condition n'est point détruit lorsque les choses reviennent au même état qu'auparavant. Il en est de même lorsqu'elle a défailli. Exemples de l'application de ces deux principes. VI, p. 668, n. 642, 643.
 - Il y a néanmoins des conditions dont l'objet est permanent; par exemple la condition de viduité, celle de porter le nom du testateur, etc. VI, p. 670, n. 644.
 - Lorsque la condition roule sur des faits successifs, et qu'il s'agit de legs annuels, l'accomplissement de la condition profite pendant le tems durant lequel on l'exécute. VI, p. 671, n. 645.
 - La condition négative est enfreinte par la première contravention, quand même il serait possible d'en réparer les suites. VI, p. 672, n. 616.
 - S'il s'élève des difficultés pour savoir si la condition est accomplie ou si elle a défailli, la solution en est abandonnée à la prudence des magistrats. VI, p. 672, n. 647.
 - Si le testateur remplissait lui-même la condition potestative qu'il a imposée au

légataire, le legs deviendrait caduc. VI, p. 672, n. 648.

- C'est au demandeur à prouver l'accomplissement de la condition. VI, p. 675, n. 649.

CONFARRÉATION.

- Ce que c'était chez les Romains; très-rare dès le tems de Tacite. XII, p. 7, n. 4.

CONFIRMATIF (Acte).

- Différence entre les actes confirmatifs et les actes récognitifs. Effet de l'acte confirmatif. Ce qu'il doit contenir pour être valable. Par quoi il peut être suppléé. VIII, p. 676, n. 475 et suiv.

Voy. *Confirmation, Ratification.*

CONFIRMATION.

- Nature des confirmations; leur différence des actes récognitifs. X, p. 422, n. 318.
- La confirmation des concessions n'est pas nécessaire. X, p. 422, n. 319.
- Doctrine contraire de la cour de Rome et des canonistes. Leurs distinctions. X, p. 425, n. 520-526.
- Dumoulin, professant cette doctrine, ne l'appliqua qu'aux renouvellemens d'investitures ou d'inféodations, mais non point aux actes récognitifs, desquels résulte, selon lui, une preuve complète. X, p. 429, n. 527-550.
- Différence entre la confirmation et la reconnaissance d'une obligation; deux espèces de confirmation. VIII, p. 676, n. 475.
- Des confirmations données par les princes, les seigneurs et surtout par les papes. Principes des canonistes sur ces confirmations; nécessité de connaître ces principes; comment on peut avec eux distinguer les deux espèces de confirmation. VIII, p. 676, n. 474-479.
- Application de ces principes au droit féodal, notamment aux renouveau, aveux et dénombremens. Cette application était rejetée en Bretagne. Sagesse et simplicité de la jurisprudence bretonne à cet égard. VIII, p. 679, n. 480-482.
- Application que fit Pothier de la doctrine des canonistes à tous les titres récognitifs et même à ceux des rentes foncières. VIII, p. 682, n. 483.
- Comparaison de sa doctrine avec les dispositions de l'art. 1557 du Code. Ce que doit contenir l'acte récognitif pour qu'il dispense le créancier de la représentation du titre primordial. VIII, p. 685, n. 484-486.
- Si le titre primordial est perdu, en peut prouver la perte et la tenir par témoins. VIII, p. 686, n. 487.
- Effet que produit ce que le titre récognitif

- Il confient au delà du titre primordial. VIII, p. 686, n. 488.
- Si le titre récongnitif contenant moins que le titre primordial est une preuve de libération partielle en faveur du débiteur qui produit plusieurs reconnaissances partielles appuyées d'une possession de plus de trente ans. VIII, p. 687, n. 489.
- Quand le débiteur est tenu de donner un acte récongnitif. VIII, p. 639, n. 490.
- Des actes de confirmation qui ont pour objet soit d'approuver ce qui a été fait en notre nom, soit de faire considérer comme valide ce que nous avons fait de nul ou de susceptible d'être attaqué. VIII, p. 683, n. 491 et suiv.
- Voy. *Ratification*.

CONFISCATION.

- De la perte de la propriété par la confiscation. De la confiscation générale et de la confiscation spéciale. Des cas où elles ont lieu. Des charges de la confiscation générale. III, p. 328, n. 361-367.
- La confiscation n'empêcherait point le droit de retour. IV, p. 258, n. 242.

CONFUSION.

- De la confusion de plusieurs choses appartenant à des maîtres différents. Règles à cet égard. III, p. 77, n. 117-121.
- Définitions et différentes acceptions du mot confusion. VII, p. 499, n. 421.
- Effet général de la confusion. VII, p. 499, n. 422.
- Différentes manières dont s'opère la confusion. VII, p. 500, n. 423.
- Effets particuliers qu'elle produit dans les divers cas de succession du débiteur au créancier, ou *vice versa*, du fidéjusseur au débiteur ou réciproquement, du fidéjusseur à la femme mariée ou au mineur qu'il a cautionné, du fidéjusseur au créancier, ou du créancier au fidéjusseur. VII, p. 501, n. 424-429.
- Effets que produit la confusion dans le cas de succession de l'un des créanciers ou des débiteurs solidaires, à l'un des débiteurs, des créanciers ou des fidéjusseurs, ou réciproquement. VII, p. 504, n. 430-432.
- La solidarité ne s'éteint par la confusion que pour la part confuse. VI, p. 768, n. 746.
- Si l'un des deux créanciers ou des deux débiteurs solidaires succède à l'autre, ou si le fidéjusseur succède à son cofidéjusseur, les droits et les obligations ne se confondent pas. VII, p. 506, n. 433.
- Il n'y a pas de confusion lorsque le fisc succède à son débiteur. *Quid* s'il succède d'abord au débiteur, puis au créancier du débiteur? VII, p. 508, n. 434, 435.

- Le bénéfice d'inventaire empêche la confusion. VII, p. 509, n. 436.
- Quand les effets de la confusion peuvent cesser. VII, p. 509, n. 437-439.
- De la confusion qui s'était opérée par la confiscation des biens des émigrés. Dispositions de la loi du 8 décembre 1814 sur cette matière. VII, p. 513, n. 440, 441.
- De l'extinction des servitudes par la confusion. III, p. 503, n. 686 *ter* et suiv.
- Voy. *Servitude*.

- Les effets de la confusion sont détruits par la déchéance prononcée contre l'indigne de succéder. IV, p. 119, n. 118.
- Si l'un des époux est créancier ou débiteur d'une succession en partie mobilière et en partie immobilière échue pendant le mariage, la confusion s'opère-t-elle? XII, p. 428, n. 293.
- Dans le cas où il s'opère confusion des droits et qualités de deux personnes, par l'addition d'hérédité, deux actions peuvent avoir été fondées sur des causes différentes dans le principe, sans qu'on puisse, après avoir échoué dans l'une, venir ensuite tenter l'autre. Comment éviter cette exclusion. X, p. 252, n. 169.

CONGÉ.

- On ne peut prouver par témoins le congé que le propriétaire et le locataire doivent se donner réciproquement; cas où ce congé doit être donné. IX, p. 42, n. 54.
- Si celui qui a reçu le congé en retarde l'exécution par de mauvaises contestations, les juges peuvent prolonger le délai. IX, p. 48, n. 56.

CONGÉABLE (Domaine).

- Des domaines congéables non abolis. Leur nature. III, p. 67, n. 103.

CONJOINTS.

- Des légataires conjoints. V, p. 642, n. 683.

Voy. *Accroissement*.

CONJONCTIVE.

- S'il y a dans un contrat ou dans un testament plusieurs conditions unies par une conjonctive, elles doivent toutes être accomplies; si elles sont unies par une disjonctive, il suffit qu'une seule soit accomplie. Mais une conjonctive est souvent employée pour une disjonctive. *Quid* s'il n'y a ni conjonctive ni disjonctive entre les conditions? VI, p. 636, n. 597.

CONJONCTIVE (Obligation).

- L'obligation est conjonctive lorsqu'elle a pour objet plusieurs choses réunies par une conjonctive. Il y a alors autant de stipulations que de choses, et les paiements peuvent être divisés. VI, p. 718, n. 686.

- *Seuls* si les objets de l'obligation sont désignés sous un nom collectif. VI, p. 718, n. 687.
- Il y a obligation conjonctive, et conséquemment plusieurs dettes, dans l'obligation d'une somme payable à différents termes. VI, p. 719, n. 688.
- Du cas où plusieurs débiteurs ou plusieurs créanciers sont réunis dans le même contrat par une conjonctive. VI, p. 759, n. 709 et suiv.

Voy. *Solidarité*.

CONQUÊTES.

- Quels sont les biens que le Code désigne par cette expression. XII, p. 253, n. 152.
- L'acquisition faite pendant le mariage d'une portion d'un immeuble dont l'un des époux était copropriétaire par indivis ne forme point un conquêt. Distinction à cet égard. XII, p. 263, n. 185 et suiv.

Voy. *Communauté légale*.

- Le mari peut, par contrat de mariage, renoncer au droit de vendre les conquêts sans l'autorisation de sa femme. XII, p. 481, n. 509.

CONSANGUIN.

- Des frères consanguins. IV, p. 161, n. 126.
- Le Code civil a étendu aux frères consanguins et à leurs descendants le privilège que la Novelle 118 bornait aux frères germains et à leurs enfans. IV, p. 207, n. 215, 216.
- Règlement des droits des frères germains, utérins et consanguins qui concourent à la même succession. IV, p. 218, n. 221.

Voy. *Succession*.

CONSCIENCE.

- De la liberté de conscience. I, p. 216, n. 240.

CONSCRIPTION.

- Le prix du remplaçant fourni à l'un des enfans atteint par la conscription militaire est rapportable à la succession de ses père et mère. IV, p. 492, n. 485.

CONSEIL D'ÉTAT.

- De la force obligatoire des avis du conseil d'État. I, p. 115, n. 144.

CONSEIL DE FAMILLE.

- Comment se compose le conseil de famille. II, p. 525, n. 1111.
- Dans quelle distance les parens doivent être pris. II, p. 525, n. 1112.
- Du conseil de famille des enfans naturels. II, p. 526, n. 1115.
- Chez quel juge de paix s'assemble le conseil de famille. II, p. 526, n. 1114.
- Comment il est convoqué. II, p. 527, n. 1118.

- Devoirs des membres convoqués. II, p. 528, n. 1116, 1117.
- Le juge de paix peut proroger l'assemblée. II, p. 528, n. 1118.
- L'inobservation des dispositions du Code sur la composition du conseil entraîne-t-elle la nullité de ses actes? II, p. 529, n. 1119.
- Compétence du conseil. II, p. 529, n. 1120.
- Comment il délibère. II, p. 530, n. 1121.
- Il n'est point obligé de prendre le tuteur dans son sein. II, p. 531, n. 1122.
- La délibération du conseil de famille qui nomme le tuteur n'a pas besoin d'être homologuée. II, p. 534, n. 1124.
- C'est le conseil de famille qui nomme le subrogé-tuteur. Comment. II, p. 536, n. 1129-1154.
- Celui qui a été exclu ou destitué de la tutelle ne peut plus être membre d'un conseil de famille. Distinction. II, p. 531, n. 1168.
- Les membres qui ont pris part aux actes d'un conseil de famille qui ont été annulés ne sont point exclus des assemblées ultérieures. II, p. 531, n. 1169.
- C'est au conseil de famille à prononcer sur l'exclusion ou sur la destitution du tuteur. Comment à lieu la délibération, et comment elle est notifiée au tuteur. II, p. 534, n. 1172 et suiv.

Voy. *Tutelle*.

- Le conseil de famille doit régler l'entretien et l'éducation du mineur. II, p. 538, n. 1185.
- Le tuteur ne peut, sans son autorisation, exercer contre le mineur le droit de correction réservé à la puissance paternelle. II, p. 560, n. 1188.
- Sur quels points le conseil de famille doit être consulté par le tuteur lors de son entrée en fonctions. II, p. 578, n. 1205.
- Le tuteur peut colloquer les deniers pupillaires, sans l'autorisation du conseil de famille. II, p. 586, n. 1221.
- Actes du tuteur pour lesquels l'autorisation du conseil de famille est requise. II, p. 587, n. 1222.
- Quand l'autorisation doit être homologuée. Distinction. II, p. 588, n. 1225.
- Des actes pour lesquels l'autorisation du conseil de famille est nécessaire au mineur émancipé. II, p. 452, n. 1298.
- De la compétence du conseil de famille, dans le cas où l'interdiction est poursuivie. II, p. 449, n. 1321-1324, *ibid.*, p. 460, n. 1342.

Voy. *Interdiction*.

- Le conseil de famille règle les conditions de l'administration de la femme tutrice de son mari interdit. II, p. 465, n. 1347, 1348.

CONSEIL JUDICIAIRE.

- Ce que c'est qu'un conseil judiciaire. II, p. 475, n. 1365.
- Mort de la personne qui y est soumise. II, p. 476, n. 1366.
- Dans quels cas il y a lieu à dation d'un conseil judiciaire. II, p. 477, n. 1368, 1369.
- Ce que c'est que la prodigalité; quelles en sont les preuves. II, p. 477, n. 1370, 1371.
- Qui peut provoquer la nomination d'un conseil judiciaire. Comment est instruite et jugée cette demande. Qui nomme le conseil, et quelles personnes peuvent être nommées. II, p. 479, n. 1372-1376.
- On en peut nommer plusieurs. Faut-il l'avis de tous? II, p. 482, n. 1377.
- Pour quels actes l'avis du conseil est nécessaire; comment il peut être donné. II, p. 482, n. 1378-1381.
- La nomination d'un conseil n'empêche point d'agir par soi-même. II, p. 483, n. 1382.
- Nullité des actes faits depuis le jugement sans l'avis du conseil. II, p. 483, n. 1383.
- Comment le jugement doit être rendu public. II, p. 486, n. 1384.
- Responsabilité des notaires, quant au défaut de publicité. II, p. 487, n. 1385.
- Comment le jugement peut être révoqué. II, p. 487, n. 1386.
- Les individus soumis à un conseil judiciaire ne peuvent, sans son sentiment, établir de servitudes sur leurs biens. III, p. 418, n. 368.
- Ils peuvent en acquérir. III, p. 423, n. 378.
- L'individu pourvu d'un conseil judiciaire conserve la faculté de tester seul. V, p. 77, n. 89.

CONSEIL OFFICIEUX.

- Il doit être nommé un conseil officieux aux militaires et marins absents. I, p. 382, n. 412.

CONSENTEMENT.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. Du consentement en général.
- SECT. 2. Du consentement au mariage.

SECT. 1. Du consentement en général.

- Ce que c'est que le consentement, et comment il rend la convention parfaite. VI, p. 25, n. 21-31.
- Voy. *Acceptation*.
- Comment se manifeste le consentement. VI, p. 38, n. 32-34.
- Des vices du consentement. VI, p. 41, n. 35 et suiv.
- Quand l'erreur anéantit le consentement

dans son principe. VI, p. 42, n. 35 et suiv.

Voy. *Erreur*.

— Quand la violence et la crainte nuisent à la validité du consentement. VI, p. 31, n. 26-28.

Voy. *Crainte, Violence, Contrainte*.

— Quand le dol rend le consentement nul. VI, p. 39, n. 36-38.

Voy. *Dol*.

— En quoi l'aveu diffère du consentement. X, p. 375, n. 260.

— Du cas où une partie qui a signé un acte peut rétracter son consentement, pour défaut de signature de l'autre partie. VIII, p. 499, n. 134-138.

— Difficulté de rétracter le consentement donné dans un acte nul pour défaut de forme. Quand les parties sont censées avoir mis à leur consentement la condition qu'il serait passé un acte notarié. VIII, p. 208, n. 140.

SECT. 2. Du consentement au mariage.

— Le consentement forme l'essence du mariage. Vices qui rendent nul le consentement au mariage. I, p. 425, n. 301 et suiv.

— Du consentement des ascendants ou de la famille au mariage. Quand il doit être obtenu. I, p. 454, n. 340 et suiv.

— Nécessité du consentement du roi au mariage des princes de la famille royale. I, p. 464, n. 335.

— Nécessité du consentement du ministre de la guerre ou du conseil d'administration au mariage d'un militaire. I, p. 468, n. 337.

— De la nullité du mariage résultant du défaut de consentement des époux. I, p. 510, n. 609-611.

— De celle qui résulte du défaut de consentement des parents, quand ce consentement est requis. I, p. 512, n. 612-619.

Voy. *Mariage*.

CONSENTEMENT (mutuel).

— La séparation de corps par consentement mutuel est défendue. Conséquences quant à l'aveu et à l'acquiescement du défendeur. II, p. 88, n. 758-760.

— Du divorce par consentement mutuel. Voy. *Divorce*.

CONSERVATEUR (des hypothèques).

— Le conservateur des hypothèques n'est pas chargé de vérifier les actes présentés à la transcription. VIII, p. 668, n. 469.

CONSIGNATION.

— Les offres réelles ne libèrent le débiteur que lorsqu'elles sont suivies de la consignation. VII, p. 239, n. 187.

— Conditions nécessaires pour la validité des offres. VII, p. 260, n. 188-205.

Voy. Offres.

- Où doit se faire la consignation. VII, p. 268, n. 204.
- Combien on distingue d'espèces de consignation. VII, p. 270, n. 208.
- Si la consignation volontaire doit être ordonnée par le juge, dans le cas où la dette a pour objet une somme d'argent. VII, p. 271, n. 206.
- La première condition requise pour la validité de consignation volontaire, c'est qu'elle soit précédée d'une sommation au créancier, avec indication des lieu, jour et heure où elle doit se faire. VII, p. 272, n. 207.
- Cas où la consignation peut se faire sans avoir été précédée d'offres, et sans que le créancier y soit appelé. VII, p. 273, n. 208.
- Nécessité de déposer la somme due avec les intérêts. Ce que doit contenir le procès-verbal qui doit être dressé de ce dépôt. Par qui il doit être dressé; comment il doit être notifié. VII, p. 275, n. 209-211.
- Comment le débiteur d'un corps certain peut en faire ordonner le dépôt. VII, p. 276, n. 212.
- Des consignations judiciaires; quand elles doivent avoir lieu. VII, p. 277, n. 215, 214.
- Des obligations des officiers publics chargés des ventes mobilières. VII, p. 278, n. 214.
- Comment l'adjudicataire d'un immeuble vendu judiciairement, non soumis à l'obligation de consigner, ou le débiteur entre les mains duquel une saisie a eu lieu peut se libérer en consignait. VII, p. 278, n. 215-217.
- Si la consignation seule, et non les offres qui l'ont précédée, arrête le cours des intérêts. VII, p. 284, n. 221-250.
- Le débiteur peut-il toujours retirer les deniers qu'il a consignés? VII, p. 286, n. 254.
- Pour qui est l'augmentation ou la diminution des espèces survenues depuis la consignation. VII, p. 301, n. 235.

CONSTANCE (de la communauté).

- La preuve de la constance des biens dont se compose la communauté se fait tant par titres que par la commune renommée. XIII, p. 11, n. 5.

Voy. Dissolution de la communauté.

CONSOLIDATION.

- De l'extinction de l'usufruit par la consolidation. III, p. 518, n. 458.
- S'il revit lorsque la consolidation cesse. III, p. 516, n. 456.

CONSTITUT.

Voy. Rente constituée.

CONSTITUTION.

- Ce qu'on appelle la constitution d'un état. I, p. 20, n. 37.
- La charte de 1814 est la constitution de la France. I, p. 26, n. 53.
- Quoique octroyée, selon le préambule, elle n'en est pas moins inviolable et irrévocable. I, p. 26, n. 53.
- Texte de la charte. I, p. 28, n. 57.

CONSTITUTION (de dot).

- Nature du contrat de constitution de dot. C'est un contrat bilatéral, à forfait, aléatoire, enfin un contrat successif. XIV, p. 339, n. 284.
- Ce qu'on appelle un contrat successif. XIV, p. 341, n. 285.

Voy. Dot.

CONSTRUCTION.

- Le propriétaire peut faire sur son terrain telles constructions qu'il lui plaît. III, p. 81, n. 125.
- Elles sont présumées faites à ses frais, si le contraire n'est prouvé. III, p. 81, n. 124.
- S'il en a fait avec les matériaux d'autrui, il en doit payer la valeur. Le propriétaire ne peut les enlever. Exception. III, p. 81, n. 125.
- Des constructions faites sur le terrain d'autrui. Distinction entre les possesseurs de bonne foi et ceux de mauvaise foi. III, p. 85, n. 128.
- *Quid* de l'usufruitier? III, p. 84, n. 129.
- *Quid* du fermier ou locataire? III, p. 88, n. 150.

CONTINUATION (de communauté).

- Le Code a fait disparaître pour l'avenir, de notre législation, l'espèce de société légale connue dans l'ancien droit sous le nom de *Continuation de la communauté*. XIII, p. 10, n. 5.
- En cas d'absence de l'un des époux, l'autre peut opter pour la continuation ou la dissolution de la communauté. Effets de cette option. I, p. 590, n. 460-471.

Voy. Absence.

CONTRAINTE.

- La contrainte n'annule le consentement que lorsqu'elle n'est point exercée en vertu de la loi. VI, p. 84, n. 81-85.
- Quelle condition peut rendre nul le consentement donné au mariage. I, p. 428, n. 807, 808.

CONTRAINTE PAR CORPS.

- La femme marchande publique à la connaissance de son mari ne le soumet pas à la contrainte par corps en s'obligeant pour son commerce, quoiqu'elle s'y soumette elle-même. II, p. 25, n. 659, et XII, p. 577, n. 245.

— Quels dommages-intérêts peuvent être prononcés contre le juge qui succombe dans la prise à partie pour prononciation illégale de la contrainte par corps. II, p. 806, n. 228.

Voy. *Prise à partie*.

CONTRAT.

- Définition du contrat. VI, p. 8, n. 10.
- Deux choses à distinguer dans l'engagement qui naît du contrat. VI, p. 8, n. 11-12.
- Le mot *contrat* est souvent employé dans le sens du mot *acte*. VIII, p. 98, n. 49.
- Différence entre l'acte et le contrat. VIII, p. 424, n. 514; p. 473, n. 518, et IX, p. 24, n. 25.
- Le contrat subsiste indépendamment de l'acte destiné à en procurer la preuve. VIII, p. 463, n. 515; p. 472, n. 518.
- Le contrat passé dans la forme authentique devant des notaires étrangers, entre parties même qui ne sauraient pas signer, ou dont l'une seulement saurait signer, n'en vaudrait pas moins en France comme simple promesse. Fondement de la maxime: *Locus regit actum*. X, p. 117, n. 79, à la note.
- Division des contrats chez les Romains. VI, p. 14, n. 17.
- Des contrats innommés. VI, p. 11, n. 18.
- Division des contrats suivant le Code. VI, p. 16, n. 18.
- Les divisions des contrats qu'établit le Code ne sont pas les seules qu'on puisse reconnaître. Des contrats successifs. XIV, p. 541, n. 288.
- Quelles sont les conditions essentielles pour la validité des contrats. VI, p. 22, n. 22, 23.
- Du consentement dans les contrats. VI, p. 28, n. 24 et suiv.

Voy. *Consentement*.

- Comment on peut valablement contracter au moyen de lettres missives. VIII, p. 485, n. 528.
- De la capacité des parties contractantes. VI, p. 97, n. 97 et suiv.
- Quelles personnes sont incapables de contracter. VI, p. 98, n. 97.
- De l'incapacité des mineurs et des interdits. VI, p. 98, n. 98-108.

Voy. *Mineur, Interdiction*.

- Des effets que produisent les engagements contractés par des personnes ivres ou en délire. VI, p. 125, n. 400.
- De l'objet et de la matière des contrats. VI, p. 114, n. 115-120.
- Quelles choses peuvent être l'objet d'un contrat? VI, p. 114, n. 115, 114, 120.
- Les successions futures ne peuvent être l'objet d'un contrat. Exception pour les contrats de mariage. VI, p. 11, n. 118-117.
- Les biens en vert ne peuvent être l'objet

d'un contrat. VI, p. 117, n. 118, 119.

— Les choses impossibles ne peuvent faire la matière des contrats. Ce qu'on entend par choses impossibles. Diverses espèces d'impossibilités. Distinction pour le cas où l'impossibilité était ignorée de l'une des parties contractantes. VI, p. 119, n. 121-128.

— Le contrat qui a pour objet une action naturellement illicite est nul de nullité absolue: mais, après l'action commise, ce qui a été donné pour salaire de cette action ne peut plus être répété. VI, p. 123, n. 128.

— Le contrat qui a pour objet des choses défendues par le droit civil peut être valable de contractant à contractant. VI, p. 123, n. 127.

— Des choses défendues à l'un des contractants seulement. VI, p. 126, n. 128.

— *Quid* si la prohibition n'est intervenue qu'après le contrat? VI, p. 126, n. 129.

— Les choses et les actions d'autrui ne peuvent être la matière d'un contrat valable. De la vente et du legs de la chose d'autrui. VI, p. 127, n. 150-154.

— On peut, dans un contrat, se porter fort pour un tiers, et on est facilement réputé l'avoir fait. Exemples. VI, p. 132, n. 155-158.

— Des contrats dont l'objet est indéterminé. De pareils contrats sont nuls. Ce qu'on entend par choses indéterminées. VI, p. 158, n. 159-165.

— Du contrat dont l'objet est inutile. VI, p. 143, n. 146, 147.

— Des contrats dans lesquels on stipule pour autrui. VI, p. 147, n. 148-156.

— Des contrats portant sur des choses hors du commerce. VI, p. 158, n. 157-165.

— De la cause des contrats. VI, p. 170, n. 166 et suiv.

Voy. *Cause*.

— Des effets des contrats. VI, p. 199, n. 188 et suiv.

Voy. *Obligation*.

— Dans quels cas un contrat est dissous, quant aux deux parties, par l'impossibilité où se trouve l'une d'elles, sans sa faute, de satisfaire à son obligation. Application au contrat de vente, au contrat de société, aux obligations de faire, aux obligations conditionnelles, à l'obligation de faire établir une servitude sur le fonds d'autrui. VII, p. 824, n. 447-464.

Voy. *Obligation*.

— Ce que l'on entend par la substance et par la nature du contrat. Quelles choses en forment la nature, quelles choses en forment la substance. VI, p. 208, n. 196-198.

— Des choses accidentelles au contrat. VI, p. 212, n. 199.

— De l'interprétation des contrats. VI, p. 537, n. 504 et suiv.

Voy. *Interprétation*.

— De l'effet des contrats à l'égard des tiers et des actes faits en fraude des créanciers. VI, p. 578, n. 241 et suiv.

Voy. *Créanciers, Tiers, Fraude, Convention, Obligation*.

CONTRAT (de mariage).

SOMMAIRE.

SECT. 1. *Nature et définition du contrat de mariage. Clauses licites, clauses prohibées dans ce contrat.*

SECT. 2. *Quand et comment doit être rédigé le contrat de mariage.*

SECT. 3. *Donations par contrat de mariage.*

SECT. 1. *Nature et définition du contrat de mariage. Clauses licites, clauses prohibées dans ce contrat.*

— Le mot contrat de mariage a deux significations. Définition du contrat de mariage proprement dit. Définition du contrat de mariage, dans le sens où ce mot est employé en tête du tit. 8, liv. 3 du Code civil. XII, p. 2 à la note.

— Le législateur devait s'occuper d'établir des règles claires et positives, relativement aux biens des époux. XII, p. 3, n. 2.

— L'art. 1387 du Code civil pose le principe fondamental de la nouvelle législation sur le contrat de mariage. XIV, p. 2, n. 1.

— Dans l'absence d'un contrat de mariage, le régime en communauté est le droit commun. XIV, p. 3, n. 2.

— Dans l'absence d'un acte qui fût connaître d'une manière positive les conditions de l'association conjugale, il était en effet naturel de supposer que les époux voulaient se marier sous le régime de la communauté. XII, p. 18, n. 8.

— Dans les pays de droit écrit, sous le régime dotal, il n'était rien prévu pour ce cas. XII, p. 16, n. 8.

— Exclusion de toute stipulation établissant comme règle générale de l'association conjugale les lois, statuts, usages ou coutumes qui régissaient autrefois le mariage dans les diverses parties du territoire français. Sagesse et nécessité de cette exclusion. XII, p. 15, n. 7.

— Ce n'est que d'une manière générale qu'on ne peut régler les conditions de l'association conjugale, dans un contrat de mariage, par les dispositions d'anciennes coutumes et d'anciens statuts locaux; il en est autrement quand il s'agit seulement de l'exécution d'une des

clauses spéciales du contrat de mariage. XII, p. 14 à la note.

— La déclaration, dans un contrat de mariage, de se marier sous le régime de la communauté, est sans inconvénient. Sécus de la déclaration vague de se marier sous le régime dotal. XII, p. 18 à la note.

— Si le contrat de mariage est équivoque ou obscur, il doit être décidé que les époux ont voulu se soumettre au régime de la communauté. XII, p. 17 à la note.

— La plus grande liberté est permise aux futurs époux, quant à la rédaction des clauses de leur association; de sorte qu'il faut se demander non si telle clause est permise, mais si elle est défendue. XII, p. 22, n. 10.

— Ce principe n'est pas nouveau. XII, p. 24, n. 11.

— Les règles du régime en communauté et du régime dotal ne sont que des conseils offerts par le législateur, et que les futurs époux peuvent adopter ou rejeter, lors de la rédaction de leur contrat. XII, p. 24, n. 11.

— Il ne peut être apporté, par le contrat de mariage, de modification aux droits de la puissance maritale ou paternelle, ni aux dispositions prohibitives du Code. XII, p. 28, n. 12.

— Distinction, quant aux droits de la puissance maritale ou paternelle, entre les dispositions qui régissent les personnes et celles qui ne sont relatives qu'aux intérêts pécuniaires. XII, p. 26, n. 13.

— Le mari ne peut, par contrat de mariage, renoncer au droit d'administration que lui donne l'art. 1421 sur les biens de la communauté; mais il peut renoncer au droit d'aliéner les acquêts, sans l'autorisation de sa femme. XII, p. 448, n. 507-509.

— La faculté, pour la femme, de vendre ses biens sans l'autorisation de son mari, est au nombre des clauses prohibées. XII, p. 27, n. 14.

— Il en est de même de la renonciation à l'usufruit que l'art. 384 dénie au survivant des père et mère. XII, p. 26, n. 13.

— Toute stipulation du contrat de mariage qui défendrait d'user de la révocation des avantages matrimoniaux, en cas de divorce, est nulle. II, p. 79, n. 744.

— Ce qui constitue les dispositions prohibitives, auxquelles on ne peut déroger dans le sens de l'art. 1338. XII, p. 29, n. 16.

— Exemples dans les art. 1331 et 301. XII, p. 30, n. 16.

— La nullité des clauses d'un contrat de mariage peut résulter de l'observation d'une des conditions essentielles pour la validité des conventions en général. XII, p. 31, n. 17.

- Les mineurs ne sont point restituables contre les conventions de leur contrat de mariage. VII, p. 682, n. 224.
- Les futurs époux peuvent-ils, par un contrat de mariage, renoncer à la faculté de s'avantager l'un l'autre pendant le mariage? XII, p. 32, n. 18.
- Toute clause tendant à l'interversion de l'ordre légal des successions des futurs époux est prohibée dans les contrats de mariage. Il en est de même de la renonciation à une succession future, ainsi que de la convention que la femme ne pourra renoncer à la communauté, ou qu'elle sera tenue des dettes de la communauté au delà de son émolument. XII, p. 36, n. 19-21.
- L'affectation des biens stipulés propres de l'un des conjoints à ses estocs et lignes, à l'exclusion de l'autre conjoint, est encore une clause prohibée. XII, p. 38, n. 19.

SECT. 2. Quand et comment doit être rédigé le contrat de mariage.

- Les clauses et conditions de l'association conjugale sont ce que l'on nomme les conventions matrimoniales. XII, p. 43, n. 22.
- Elles doivent être rédigées avant la célébration du mariage, disposition qui n'est pas plus fondée sur la raison que celle qui porte qu'il ne sera fait aucun changement à ces conventions, après la célébration du mariage. XII, p. 43, n. 24, 25.
- Origine de cette disposition dans l'ancienne législation française. XII, p. 46, n. 26, 27.
- Nécessité, dans notre ancienne législation, de la présence des parens au contrat de mariage; motif de cette nécessité. XII, p. 46, n. 27-30.
- De là dérivait ce principe ancien, que les contrats de mariage et les conventions postérieures entre époux étaient consés intervenus entre les deux familles. XII, p. 49, n. 31.
- Mais depuis long-temps il est reconnu que ces contrats, comme tous les autres, ne sont que des conventions intervenues entre les parties contractantes. XII, p. 50, n. 32.
- La prohibition de changer les conventions matrimoniales après la célébration du mariage ne restait alors, dans notre ancienne législation, que comme conséquence de la défense faite aux conjoints par les Coutumes de se faire aucun avantage direct ou indirect pendant le mariage. XII, p. 51, n. 34.
- La loi du 27 nivôse an 2, et postérieurement l'art. 1094 du Code civil, ont rendu cette prohibition sans motifs, et

elle est en contradiction avec les principes du Code sur les donations entre époux. XII, p. 52, n. 33.

- Aussi la nullité absolue des conventions entre époux, postérieures à la célébration du mariage, n'est-elle point prononcée par le Code; ces conventions sont seulement révocables à la seule volonté des conjoints. XII, p. 53, n. 36-38.
- Application de ce principe aux ventes et autres contrats passés entre époux; interprétation de l'art. 1392, et harmonie entre les art. 1594, 1596 et 1598 et l'art. 1093 du Code civil. XII, p. 60, n. 41.
- Il peut être apporté des modifications au contrat de mariage par des contre-lettres ou par des actes nouveaux antérieurs au mariage. XII, p. 66, n. 42.
- A quelles conditions. *Ibid.*, p. 67, *Ibid.*
- Dispositions particulières pour ces espèces de contre-lettres. VIII, p. 274, n. 489.
- Les contre-lettres et les changemens au contrats ont deux choses différentes. XII, p. 68, n. 45.
- Les additions au contrat de mariage, étaient autrefois prohibées. XII, p. 68, n. 44.
- Les contre-lettres, de leur nature, n'ont rien d'illicite; c'est leur secret seul que la justice regarde avec défaveur. XII, p. 69, n. 45, 46.
- Pour obvier aux fraudes qui pouvaient être commises à l'aide des contre-lettres, l'ancienne législation exigeait qu'elles fussent rédigées en présence des parens. XII, p. 70, n. 46.
- Cette assistance des parens à la rédaction des contre-lettres devait cesser d'être exigée, quand leur présence au contrat de mariage cessa d'être indispensable. XII, p. 71, n. 47.
- Motif imaginé pour maintenir la nécessité de cette assistance; inutilité de ce motif. XII, p. 72, n. 48, 49.
- Le Code en est revenu aux vrais principes, en n'exigeant, pour la validité des contre-lettres, que la présence et le consentement simultanés de toutes les personnes qui ont été parties dans le contrat. XII, p. 74, n. 50.
- Pourquoi la simultanéité de consentement et de présence est exigée. XII, p. 76, n. 50.
- Quelles personnes sont parties dans le contrat. XII, p. 75, n. 51.
- Les donateurs étrangers aux futurs conjoints peuvent avoir été parties dans le contrat : quand leur présence et leur consentement à la contre-lettre sont nécessaires. XII, p. 76, n. 52-56.
- Lorsque les changemens faits au contrat par la contre-lettre n'intéressent que les futurs époux, il est inutile de faire inter-

venir les autres parties à la contre-lettre. XII, p. 70, n. 47.

- Une donation entre futurs conjoints majeurs, faite avant le contrat de mariage, et non révoquée dans ce contrat, est valide, lorsqu'elle n'excède pas la portion disponible. Il en est de même de la donation faite entre futurs époux, dans l'intervalle du contrat à la célébration du mariage. XII, p. 86, n. 61.

- Il peut être établi, par tous genres de preuves, qu'une telle donation a été faite en faveur d'un futur mariage. XII, p. 87, n. 61.

- Les contre-lettres entre l'un des futurs époux et un tiers, parties au contrat de mariage, sont nulles; spécialement dans le cas où la remise de la dot est faite par le gendre à son beau-père, dans l'intervalle entre le contrat de mariage et la célébration du mariage. XII, p. 88, n. 62, 63.

- Il en est de même dans le cas de remise des intérêts de la dot ou de renonciation aux arrérages d'une rente ou aux revenus d'un héritage donné en dot. XII, p. 88, n. 64.

- La contre-lettre faite en présence et du consentement de toutes les personnes parties au contrat de mariage, quoique valable à leur égard, est nulle contre des tiers; à moins qu'elle n'ait été rédigée à la suite du contrat et transcrite au pied de la grosse. XII, p. 98, n. 65.

- La délivrance par le notaire de la grosse du contrat de mariage, sans la contre-lettre, ne constitue pas un faux; ce n'est qu'une contravention passible de dommages-intérêts et de plus grandes peines s'il y a lieu. XII, p. 100, n. 67.

- L'existence de la contre-lettre à la suite de la minute du contrat de mariage ne la rendrait pas alors opposable aux tiers. XII, p. 101, n. 68.

- Résumé des principes du Code sur les contre-lettres apportant des changements aux contrats de mariage. XII, p. 104, n. 69.

Voy. Contre-lettre.

- Formalités particulières aux contrats de mariage des commerçants. XII, p. 108, n. 70.

- Tout contrat de mariage doit être, à peine de nullité, rédigé par acte devant notaire, et il doit être gardé minute de cet acte. XII, p. 109, n. 71.

- Toutes les formalités prescrites pour les actes notariés par la loi du 28 ventôse an XI doivent être observées dans la rédaction des contrats de mariage; la présence d'un seul notaire, sans témoins, ne suffit pas pour cet acte. XII, p. 112, n. 74.

SECT. 3. Des donations par contrat de mariage.

- Des donations entre vifs de biens présents faites aux époux par contrat de mariage. V, p. 748, n. 819 et suiv.

- Des donations, par contrat de mariage, de tout ou partie des biens que le donateur laissera à son décès. V, p. 781, n. 830 et suiv.

- Des donations faites cumulativement des biens présents et des biens à venir. V, p. 765, n. 847 et suiv.

Voy. Donations en faveur de mariage.

- Des donations entre époux par contrat de mariage. V, p. 778, n. 864 et suiv.

Voy. Donation entre époux.

CONTRAT ONÉREUX.

- Une donation déguisée sous le voile d'un contrat onéreux n'est pas nulle pour le tout, mais seulement réductible. Discussion de l'opinion contraire. IV, p. 472, n. 474.

CONTRAT SOCIAL.

- Ce qu'il faut penser du contrat social. I, p. 169, n. 203.

- Le contrat social des Français c'est la Charte constitutionnelle. I, p. 171, n. 204.

CONTRAVENTION.

- Il n'existe plus aujourd'hui aucune disposition de loi qui permette de prononcer la solidarité contre plusieurs personnes condamnées pour une même contravention ou pour un même quasi-délit. XI, p. 192, n. 148-152.

CONTRE-LETTRES.

- Origine du mot *contre-lettres*. XII, p. 69, n. 48.

- Elles n'ont rien d'illicite et obligent ceux qui les ont souscrites. *Ibid.*, *ibid.*

- C'est seulement le secret des contre-lettres que la justice regarde avec défaveur. *Ibid.*, n. 46.

- Des contre-lettres qui changent ou détruisent les dispositions d'un acte authentique. VIII, p. 249, n. 168.

- Il ne faut pas les confondre avec les déclarations faites au profit d'un tiers pour lui appliquer le bénéfice d'un acte. VIII, p. 250, n. 169.

Voy. Command.

- A la différence des déclarations de command, les contre-lettres n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes; conséquences quant à la règle de l'enregistrement. VIII, p. 260, n. 183-184.

- La contre-lettre sous seings privés qui augmente le prix d'un contrat n'est pas nulle à l'égard de l'acquéreur qui l'a souscrite. VIII, p. 264, n. 186, 186.

- Elle est nulle à l'égard des créanciers. VIII, p. 268, n. 187.
- Les contre-lettres sous seings privés, qui ont un autre objet que celui de dissimuler le prix d'une vente, ont tout leur effet entre les contractans, leurs héritiers ou ayant-cause; des présomptions ne suffisent pas pour les détruire. VIII, p. 269, n. 188.
- Des contre-lettres relatives aux contrats de mariage. VIII, p. 271, n. 189.
- Les conventions matrimoniales peuvent être changées par des contre-lettres antérieures au mariage. XII, p. 66, n. 42.
- A quelles conditions. *Ibid.*, p. 67, *ibid.*
- Les contre-lettres et les changemens au contrat sont deux choses différentes. *Ibid.*, p. 68, v. 45.
- La contre-lettre faite en présence et du consentement de toutes les personnes parties au contrat de mariage, quoique valable à leur égard, est nulle contre les tiers. XII, p. 98, n. 68.
- A moins qu'elle n'ait été rédigée à la suite du contrat et transrite au pied de la grosse. *Ibid.*, p. 99, n. 66-68.
- Résumé des principes du Code sur les contre-lettres apportant des changemens aux contrats de mariage. XII, p. 104, n. 69.

Voy. *Contrat de mariage*.

CONTRIBUTION.

- De la contribution qui se fait entre les personnes obligées aux dettes d'une succession. IV, p. 331, n. 349.
- Voy. *Dettes*.
- Obligation, en cas de navigation, voyage en caravane, etc., de mettre en commun la provision de vivres qui reste à un passager ou voyageur, lorsque les autres en manquent. XI, p. 461, n. 328.
 - Obligation résultant du cas fortuit qui oblige à jeter à la mer quelques effets de la cargaison pour sauver un navire, ou de payer une somme pour le racheter. XI, p. 461, n. 329.
 - Le propriétaire d'une maison abattue pour empêcher la propagation de l'incendie doit-il être indemnisé par voie de contribution sur les maisons préservées? XI, p. 248, n. 180.
 - Comment se fait la contribution des conjoints ou de leurs ayant-cause aux dettes de la communauté? XIII, p. 506, n. 231.

Voy. *Dettes de la communauté*.

CONTRIBUTIONS.

- De la répartition des contributions entre les propriétaires des divers étages d'une maison. III, p. 182, n. 222-223.
- Des contributions à la charge de l'usufruitier. III, p. 283, n. 431.
- Les contributions, tant ordinaires qu'ex-

traordinaires, dont sont frappés les biens dotaux, sont à la charge du mari. XIV, p. 403, n. 339.

CONTUMACE.

- Des condamnations par contumace. I, p. 248, n. 276.
- Droits des parens et des créanciers pendant la contumace. I, p. 249, n. 277.
- La condamnation est anéantie si le contumax se présente ou est saisi dans les cinq ans. I, p. 249, n. 278.

CONVENTION.

- Définition de la convention. VI, p. 8, n. 7.
 - Division des conventions chez les Romains. VI, p. 8, n. 15-16.
- Voy. *Contrat*.
- Des conventions dont l'objet est indéterminé: ces conventions sont nulles. Ce qu'on entend par choses indéterminées. VI, p. 138, n. 139-143.
 - Des conventions dont l'objet est inutile. VI, p. 143, n. 146, 147.
 - Des conventions dans lesquelles on stipule pour autrui. VI, p. 147, n. 148-156.

Voy. *Stipulation*.

- Des conventions portant sur des choses hors du commerce. VI, p. 138, n. 137-165.

Voy. *Choses, Commerces*.

- De la cause des conventions. VI, p. 170, n. 166 et suiv.

Voy. *Cause*.

- Des effets des conventions. VI, p. 199, n. 188 et suiv.

Voy. *Obligation*.

- Les conventions ont la force de lois et sont exécutées au nom du roi. VI, p. 200, n. 191.

— Mais ce ne sont que les lois privées qu'on peut révoquer d'un consentement mutuel, quand il n'en résulte pas des droits acquis pour des tiers. VI, p. 201, n. 192, 193.

— Quand la contravention à la loi du contrat est un moyen de cassation. VI, p. 201, n. 193, 194.

— Les conventions doivent être exécutées de bonne foi; sens de cette maxime. VI, p. 207, n. 195.

— Ce que l'on entend par la substance et par la nature du contrat; quelles choses en forment la nature, quelles choses en forment la substance. VI, p. 208, n. 196-199.

— De l'interprétation des conventions. VI, p. 337, n. 304 et suiv.

Voy. *Interprétation*.

— De l'effet des conventions à l'égard des tiers et des actes faits en fraude des créanciers. VI, p. 375, n. 341 et suiv.

Voy. Créanciers, Tiers, Fraude.

- Des obligations réelles ou personnelles que produisent les conventions; de la transmission de ces obligations et des droits qui en résultent. VI, p. 434, n. 397 et suiv.

Voy. Obligation.

- L'obligation existe indépendamment de l'acte destiné à en procurer la preuve. VIII, p. 462, n. 313, et p. 473, n. 313.
- Pour qu'une convention soit obligatoire, il faut non pas que son objet soit déterminé, mais seulement qu'il soit certain. (Rectification du n. 139, t. VI.) XIII, p. 378, addition.

CONVENTIONS MATRIMONIALES.

- Ce qu'on entend par conventions matrimoniales. XII, p. 45, n. 23.
- Elles doivent être rédigées avant la célébration du mariage. *Ibid.*, n. 24.
- Cette disposition n'est pas fondée sur la raison. *Ibid.*
- Il en est de même de celle qui porte que ces conventions ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage. XII, p. 45, n. 28.
- Origine de cette disposition dans l'ancienne législation française. XII, p. 46, n. 27.

Voy. Contrat de mariage.**COPIE DE TITRE.**

- Les copies de titres peuvent former un commencement de preuve par écrit, soit qu'elles aient été tirées par des officiers publics ayant qualité, soit qu'elles émanent de personnes sans qualité. IX, p. 408, n. 71.
- *Idem* de la transcription sur le registre du conservateur des hypothèques. *Ibid.*, et n. 72.
- La loi qu'on ajoute aux copies de titres a peu d'inconvénients dans la diplomatique; mais il n'en est point ainsi dans la jurisprudence. VIII, p. 398, n. 411.
- Ce qu'on entend par copie et par original; de l'original des actes sous seing privé et des actes notariés. VIII, p. 399, n. 412.
- Pourquoi les originaux des actes notariés sont appelés minutes, autrefois *brefts*, *briefs*, *breuets*: injonction aux notaires de les conserver. VIII, p. 600, n. 413, 414.
- C'est l'original d'un acte qui fait preuve; nécessité de donner néanmoins, au moins provisoirement, force de preuve aux premières copies délivrées par les officiers publics, dépositaires des originaux, pour servir de titres aux parties qui ne peuvent disposer de l'original. VIII, p. 601, n. 413, 416.
- Division des copies de titres en cinq classes. VIII, p. 602, n. 417.

- Des grosses exécutoires délivrées au nom du roi; la notaire qui a reçu l'acte a seul caractère pour les délivrer. Différence de ses fonctions dans la rédaction de l'acte et dans la délivrance de la grosse. VIII, p. 605, n. 418, 419.
- La grosse a plus de force que la minute en ce qui concerne l'exécution de l'acte. A qui doit être délivrée une grosse. VIII, p. 608, n. 420.
- A qui une expédition seule peut être délivrée; qui peut la délivrer. Différence entre l'expédition et la grosse, entre une expédition proprement dite et une copie. VIII, p. 608, n. 421 et la note.
- Le porteur d'un acte en brevet ne peut, en le déposant pour minute chez le notaire qui l'a reçu, s'en faire délivrer une grosse ou une expédition, mais seulement une copie. VIII, p. 608, n. 422.
- Défense aux notaires de délivrer des secondes grosses ou des secondes expéditions, si ce n'est du consentement des parties, ou elles dûment appelées. VIII, p. 611, n. 423.
- Secret recommandé au notaire relativement aux actes qu'il reçoit; il doit les communiquer, à toute occurrence, aux personnes intéressées et leur en délivrer des copies. VIII, p. 612, n. 424, 425.
- Nulle différence entre les premières grosses et les premières expéditions, quant à la foi qui leur est due: elles font provisoirement la même foi que l'original; mais la représentation de l'original peut toujours être exigée. VIII, p. 614, n. 426, 427.
- S'il a péri, elles font définitivement la même foi que l'original; pourquoi. VIII, p. 618, n. 428, 429.
- Les copies tirées du consentement des parties, ou elles dûment appelées par autorité du magistrat, font la même foi que l'original entre les parties présentes ou appelées, mais non contre les tiers. VIII, p. 618, n. 430.
- Elles ne pourraient remonter à la date de l'original pour servir de fondement à la prescription de dix ou vingt ans; mais elles formeraient un commencement de preuve par écrit qui pourrait faire admettre la preuve testimoniale. VIII, p. 621, n. 431, 432.
- Quand les copies tirées sur la minute, sans le consentement des parties ou sans l'autorité de justice, peuvent faire foi. VIII, p. 625, n. 433-435.
- Quand elles sont récentes, elles peuvent former un commencement de preuve par écrit. VIII, p. 628, n. 436.
- Les copies tirées sur la minute par un notaire qui n'en est pas dépositaire ne peuvent, malgré leur ancienneté, servir que de commencement de preuve par

- de la : ce principe s'applique aux copies de jugemens. VIII, p. 639, n. 437, 438.
- La copie d'une copie, tirée par un officier public, sous autorité de justice et sans le consentement des parties, peut, suivant les circonstances, être considérée comme simple renseignement. VIII, p. 637, n. 439.
 - La copie d'une copie en forme, tirée contradictoirement avec les mêmes parties, fait foi entre elles, à moins qu'il ne soit survenu de nouvelles causes de contester l'original. VIII, p. 638, n. 440, 441.
 - Quel effet aurait cette copie de copie contre les tiers non appelés. VIII, p. 642, n. 442.
 - Les seules copies tirées par une personne publique, dans l'exercice de ses fonctions, peuvent produire quelque effet; les autres ne sont que des pièces informelles. VIII, p. 643, n. 443.
 - L'aveu tacite de celui qui produit une copie informelle peut donner à cette copie de la force contre lui; mais il peut la retirer avant que l'autre en ait tiré ses inductions. VIII, p. 644, n. 444, 445.
 - Si, pour conférer, soit aux premières grosses, soit aux premières expéditions, soit aux copies que le notaire délivre, les différents effets que la loi leur attribue, il doit être assisté d'un second notaire ou de deux témoins. VIII, p. 645, n. 446-451; p. 657, n. 458.
 - La copie tirée, du consentement des parties, sur un original sous seing privé, peut avoir plus de force que l'original. VIII, p. 652, n. 459.
 - Les copies de titres tirées du consentement des parties n'obtiennent leur force que de ce consentement; il faut donc que les parties soient capables de contracter. VIII, p. 653, n. 453, 454.
 - Moyen d'obtenir une seconde grosse ou une seconde expédition quand les parties ne consentent pas à ce qu'il en soit délivré. VIII, p. 655, n. 455.
 - Des grosses ou expéditions tirées par ampliation sur une grosse ou sur une expédition précédente. VIII, p. 658, n. 456.
 - Comment et dans quelle forme sont délivrées les nouvelles grosses tirées par autorité de justice. VIII, p. 656, n. 457-461.
 - Aux frais de qui doit se faire la représentation de la minute d'un acte notarié quand elle est demandée. VIII, p. 661, n. 462, 463.
 - Le silence de la partie adverse sur l'irrégularité d'une copie pourrait être considéré comme une approbation. VIII, p. 662, n. 464.
 - Du télegraphiste. VIII, p. 663, n. 465.

- Résumé des principes relatifs aux copies de titres. VIII, p. 664, n. 466.
- Sous quelles conditions la transcription des actes notariés sur le registre du conservateur des hypothèques peut former un commencement de preuve par écrit. VIII, p. 666, n. 467-472.

COPROPRIÉTÉ.

- La copropriété forcée ne doit point être confondue avec les servitudes. III, p. 327, n. 469 bis.
- L'acquisition pendant le mariage, à titre de licitation ou autrement, d'une portion d'un immeuble dont l'un des époux était copropriétaire par indivis, ne forme point un acquêt de communauté. XII, p. 365, n. 183 et suiv.

CORBEAUX.

- Des corbeaux considérés comme marques de non-mitoyenneté. III, p. 130, n. 189.

CORPORATION, CORPS.

- Autorisation prescrite pour la validité des donations et testaments faits en faveur des corporations ou corps. V, p. 86, n. 75.

CORPS CERTAIN.

- La dette d'un corps certain à la dévance duquel l'un des conjoints serait tenu n'est point à la charge de la communauté légale. XII, p. 553, n. 211.

Voy. *Paiement, Offres.*

CORRECTION.

- Corrections dans les actes notariés. VIII, p. 163, n. 109 et suiv.

Voy. *Acte authentique.*

CORVÉE.

- Si l'on peut établir ou rétablir des corvées. III, p. 426, n. 483.

COUR DE CASSATION.

- Ses attributions. I, p. 98, n. 128-129.

COUR (commune).

- De la communauté des cours; en quel elle diffère des servitudes; conséquences. III, p. 327, n. 469 bis.

COURONNE.

- Les biens affectés à la dotation de la couronne ont été déclarés inaliénables et imprescriptibles. VI, p. 163, n. 164.

COURS (d'eau).

- De la propriété des cours d'eau, et de l'usage qu'on en peut faire. III, p. 87, n. 151 et suiv.

Voy. *Eau.*

- De l'obligation imposée à chacun de permettre l'entrée de son héritage au

propriétaire du fonds supérieur, pour y rétablir le cours des eaux chassé d'une manière nuisible à ce fonds, soit naturellement, soit par ses foruits; c'est aux frais du propriétaire du fonds supérieur que doit se faire ce rétablissement. XI, p. 449, n. 337.

Voy. *Eaux, Servitudes*.

COURTIER.

— Des courtiers, de leurs fonctions et de leurs livres. VIII, p. 309, n. 280 et suiv. Voy. *Agens de change*.

CRAINTE.

- Le consentement déterminé par la crainte est nul. VI, p. 81, n. 76.
- Quelle doit avoir été la crainte pour que cette nullité puisse être invoquée. VI, p. 83, n. 79-83.
- Quand les contrats déterminés par la crainte ne peuvent plus être attaqués. VI, p. 87, n. 84.
- Les promesses déterminées par la crainte, quand elles ont été faites à un tiers étranger au motif de cette crainte, pour l'engager à la faire cesser, ne peuvent être annulées ni réduites. VI, p. 87, n. 88.
- Le consentement au mariage arraché par la crainte n'est pas valable. I, p. 427, n. 308, 309, 309.

CRÉANCE.

- Le tuteur ne peut, sans l'autorisation du conseil de famille, accepter la cession ou le transport d'aucune créance contre son pupille. II, p. 393, n. 1232, 1235.
- Les donations de créance doivent être notifiées aux débiteurs, et pourquoi. V, p. 183, n. 183.
- La nature de meuble ou d'immeuble d'une créance alternative dépend du choix qui sera fait par celui auquel il est accordé. XII, p. 169, n. 162.
- Si le titre de la créance permettait au débiteur de substituer une autre chose à la chose due, ce serait la nature de la chose due qui déciderait du sort de la créance, relativement à la composition de l'actif de la communauté. XII, p. 170, n. 163.
- La créance du prix d'un héritage vendu avant le mariage entre dans la communauté; *idem* de la créance d'une somme due pour rachat de lot; *idem* de la créance d'un marchand pour se faire livrer des futails achetées quand elles étaient sur pied. XII, p. 171, n. 164.
- Les créances mobilières conditionnelles entrent-elles dans la communauté légale? XII, p. 177, n. 169.

Voy. *Communauté légale*.

— La créance qui a des meubles pour objet n'en est pas moins mobilière, quelque

garantie par une hypothèque. XII, p. 335, n. 263.

— De la garantie à laquelle soumet la constitution en dot d'une créance, et généralement de la garantie à laquelle soumet le transport d'une créance. XIV, p. 321, n. 276.

CRÉANCIER.

— De la distinction des droits réels et des droits personnels que peuvent avoir les créanciers; de la transmission qu'ils en peuvent faire. VII, p. 120, n. 98 et suiv. Voy. *Subrogation*.

— Les conventions peuvent contenir des fraudes préjudiciables aux créanciers des contractans, et qui doivent être réprimées. VI, p. 576, n. 342.

— Quelle action la loi accorde alors aux créanciers pour la conservation de leurs droits. Quand cette action est admissible, quand elle cesse; quelle est sa durée. VI, p. 579, n. 343-356.

Voy. *Fraude*.

— Les créanciers peuvent attaquer, en leur nom personnel, tous les actes faits par leurs débiteurs en fraude de leurs droits. Etendue de ce droit; application aux paiements anticipés, aux renonciations à des droits acquis, à la communauté, aux acquiescemens, aux omissions d'acquiescer. VI, p. 584, n. 348-354; p. 608, n. 373-374.

— Les créanciers ne peuvent exercer les droits attachés à la personne de leurs débiteurs. Quels sont ces droits. VI, p. 604, n. 375.

— Les créanciers ne peuvent, malgré leur débiteur, demander la rescision des actes qu'il a consentis, ni exercer l'action en nullité contre ces actes, ni la nullité n'est que relative, ni attaquer la ratification de ces actes, à moins que leur débiteur n'ait agi avec fraude, et c'est aux créanciers à prouver la fraude. Application aux actes faits par les mineurs ou par les femmes non autorisées. VII, p. 676, n. 568-569.

— Rectification de cette opinion. VII, p. 679, n. 569 à la note.

— Si les créanciers sont des tiers, ou s'ils sont des *ayant-cause*, relativement aux actes sous seings privés soustraits par leur débiteur; différence entre un tiers et un *ayant-cause*. Application au cas de la vente d'un immeuble faite par un acte sous seing privé d'une date antérieure à la vente authentique du même immeuble. Rétractation d'une erreur échappée à l'auteur. Application des mêmes principes aux constitutions d'hypothèques, d'usufruits, de servitudes; aux avances de paiements anticipés, à des transports de créances; .

dications, etc. VIII, p. 373, n. 248-249.
 Voy. *Séing privé*, *Ayant-cousu*.

- Droits des créanciers du condamné pendant la contumace. I, p. 240, n. 277.
- Les créanciers de celui qui n'accepte point une succession peuvent accepter pour lui; comment. IV, p. 338, n. 319.
- Quels créanciers peuvent attaquer la renonciation que leur débiteur a faite à une succession, et dans quels cas. IV, p. 360, n. 348, 349.
- Du droit des créanciers d'intervenir au partage; quand ils peuvent l'exercer. IV, p. 409, n. 410-412.
- Cas où les créanciers, soit de la succession, soit de l'un des cohéritiers, peuvent exiger les rapports dus par les autres. IV, p. 463, n. 463-467.

Voy. *Report*.

— Quelles actions ont les créanciers d'une succession pour obtenir paiement. IV, p. 316, n. 312 et suiv.

Voy. *Dotte*.

- Les créanciers du donataire ne peuvent accepter pour lui. V, p. 323, n. 211.
- Les créanciers personnels de la femme ne peuvent demander en son nom la séparation de biens, sauf à exercer ses droits en cas de faillite ou de déconfiture du mari. XIII, p. 68, n. 88.
- Le créancier muni d'un titre exécutoire peut obtenir main-lévée des scellés apposés à la requête de la femme demanderesse en séparation de corps. II, p. 400, n. 776.
- Les créanciers du mari ne doivent point être assignés lors de l'instance en séparation de biens; ils ont seulement la faculté d'intervenir. XIII, p. 104, n. 70, 71.
- Les créanciers du mari séparé de biens ont le délai d'un an pour attaquer par la tierce-opposition le jugement de séparation; et même, après l'année expirée, la femme ne peut refuser leur tierce-opposition, si elle n'a commencé l'exécution du jugement dans la quinzaine qui en a suivi la prononciation. XIII, p. 122, n. 82-87, et *ibid.*, p. 145, n. 91.

Voy. *Séparation de biens*.

- Les créanciers de la femme peuvent attaquer la renonciation à la communauté qui aurait été faite par elle ou par ses héritiers au préjudice de leurs droits. XIII, p. 278, n. 202, et p. 202, n. 145.
- Pourraient-ils attaquer l'acceptation de la femme? XIII, p. 276, n. 203.
- Comment et contre qui les créanciers d'une communauté peuvent poursuivre le paiement de leurs créances. XIII, p. 306, n. 251 et suiv.

Voy. *Dettes de la communauté*.

- À l'égard des créanciers, le mobilier de la communauté ne peut être constaté que par un inventaire ou état

authentique. XIII, p. 379, n. 309.

- Si un inventaire ou état authentique de l'apport respectif des époux séparés de dettes n'a pas eu lieu, les créanciers de l'un d'eux peuvent poursuivre leur paiement sur tout le mobilier qu'ils trouvent dans la communauté. XIII, p. 483, n. 356.
- Des créanciers de la femme mariée sous le régime dotal et de leurs droits. XIV, p. 255, n. 207-212.
- En vertu de quel principe les créanciers de la femme mariée sous le régime dotal, lorsque leurs créances sont antérieures au mariage, ont action contre le mari. XIV, p. 409, n. 341, 342.
- Tous les biens de la femme sont le gage de ses créanciers antérieurs au mariage, même les biens qu'elle ne possédait pas lors de la célébration. XIV, p. 412, n. 345.

— En est-il de même des biens constitués en dot par un tiers et transmis directement au mari? XIV, p. 412, n. 344.

— Comment les créanciers antérieurs au mariage doivent agir pour se faire payer sur les biens dotaux. XIV, p. 413, n. 343.

— *Quid* des créanciers postérieurs au mariage? XIV, p. 414, n. 346.

— Dispositions particulières du droit commercial, pour la conservation des droits des créanciers dans le cas de faillite. VI, p. 384, n. 337-364.

Voy. *Faillite*.

CRÉDITER.

- Ce que c'est que créditer en matière de comptabilité commerciale. VIII, p. 343, n. 365.

CRIMINEL.

- Examen de l'opinion de Merlin sur la question de l'influence du jugement rendu au criminel sur le jugement à rendre au civil. X, p. 284, n. 240.

CROIT.

- À qui appartient le croît des animaux. III, p. 71, n. 108.
- Comment s'opère, lors de la restitution de la dot, à la dissolution du mariage, le partage du croît des animaux. XIV, p. 255, n. 506.

CRUE.

- De la crue ou paris; on n'en peut plus réclamer le bénéfice. II, p. 573, n. 1202.

CULTE.

- Comment a lieu l'acceptation des dons faits pour l'entretien et l'exercice du culte. V, p. 220, n. 205.

— De la liberté des cultes. I, p. 216, n. 240.

Voy. *Liberté des cultes*.

CURAGE.

- Le curage des rivières qui ne sont pas partie du domaine public est à la charge des riverains ; mais chacun n'y contribue que proportionnellement à ses propriétés riveraines, et suivant un rôle de répartition dressé par le préfet. Il en est autrement des cours d'eau qu'on ne peut appeler rivières. Le propriétaire du fonds supérieur qui a intérêt au curage sur le fonds inférieur doit l'y faire à ses frais. XI, p. 449, n. 527.

CURATEUR.

- Actes pour lesquels l'assistance d'un curateur est nécessaire au mineur émancipé. II, p. 450, n. 1297.
- Voy. *Emancipation, Mineur.*
- L'individu mort civilement est incapable de procéder en justice sans l'assistance d'un curateur. I, p. 223, n. 285.
- Du curateur à nommer pour un militaire absent, et de ses fonctions. I, p. 352, n. 409, 410.

CURATEUR (à succession vacante).

- Du curateur à une succession vacante. Quand, par qui il doit être nommé ; quels sont ses devoirs. IV, p. 397, n. 599-604.
- Voy. *Succession vacante.*
- Une succession doit être réputée vacante quand il ne se présente qu'un enfant naturel qui y prétende droit, et elle doit être pourvue d'un curateur. IV, p. 340, n. 391-395.
- Distinction entre les successions vacantes et les successions en désérence. IV, p. 319, n. 294.

Voy. Désérence.

- De la subrogation établie en faveur du curateur à une succession vacante, qui a payé de ses deniers les créanciers de la succession. VII, p. 202, n. 188.

CURATEUR (au ventre).

- Si, à la mort du mari, la femme est enceinte, on nomme un curateur au ventre. Ses fonctions. II, p. 315, n. 1099, 1100.

CURÉ.

- Par qui doit être fourni le presbytère auquel a droit le curé. III, p. 30, n. 48.

DATE.

- Nécessité de l'énonciation de la date dans les actes authentiques ; ce qu'elle doit contenir ; étymologie du mot *date*. VIII, p. 159, n. 81, 82.
- Les erreurs évidentes dans la date des actes ne suffisent pas pour les faire annuler. VIII, p. 140, n. 83.
- La date surchargée, sans approbation, dans un acte notarié, rend-elle l'acte nul ?

Quid pour les actes sous seings privés ? VIII, p. 171, n. 114.

- De la date dans les testaments olographes. De la date dans les actes. De l'erreur dans la date. Comment la rectifier. V, p. 529, n. 562.
- *Quid si le testament est postdaté, et que le testateur meure avant la date ? V, p. 537, n. 563.*
- Réflexions générales sur la correction des dates. V, p. 341, n. 364.
- Le jour est suffisamment indiqué par une fête publique. V, p. 342, n. 365.
- La date en chiffres suffit. V, p. 342, n. 366.
- De la surcharge de la date. V, p. 343, n. 367.
- Il n'est pas nécessaire d'indiquer le lieu, dans la date du testament olographe. Secus du testament notarié. V, p. 343, n. 368.
- Où la date peut être mise. V, p. 345, n. 69.
- *Ibid.*, p. 549, n. 378.
- Le testament olographe est un acte solennel, qui fait foi de sa date. V, p. 351, n. 377.
- On peut prouver par témoins la date des actes, lorsque la loi n'exige pas qu'ils soient datés. Application aux actes qu'on prétend avoir faits en minorité, pour en demander la rescision à la majorité, et aux actes qu'une veuve prétend faire rescinder, en soutenant qu'ils ont été souscrits pendant le mariage. IX, p. 334, n. 224-226.
- Entre deux acquéreurs d'un même fonds, par actes sous seing privé, sans date, la date peut être prouvée par témoins. *Quid si l'un était daté, sans que l'autre le fût ? Quid si tous les deux étant datés, l'un des acquéreurs prétendait que l'acte qu'on lui oppose a été antidaté en fraude de ses droits ? IX, p. 338, n. 227-239.*

DATE CERTAINE.

- L'acte sous seing privé ne prouve point par lui seul la date de la convention qu'il constate ; mais il forme un commencement de preuve par écrit, qui rend admissible la preuve testimoniale de cette date. VIII, p. 364, n. 239, 240.
- Circonstances qui donnent une date certaine aux actes sous seing privé : l'art. 1328, qui en énonce trois, est démonstratif et non limitatif. VIII, p. 366, n. 241-245.
- Cet article 1328 est-il applicable aux matières commerciales ? VIII, p. 371, n. 244.
- Quand les créanciers doivent être considérés comme des tiers, relativement aux actes sous seing privé souscrits par leur débiteur, ou quand ils en sont les ayants-cause. Différence entre un tiers et un

avant-cause. Application au cas d'une vente d'un immeuble faite par un acte sous seing privé, d'une date antérieure à la vente authentique du même immeuble.

Rétroaction d'une erreur échappée à l'auteur. Application aux constitutions d'hypothèques, servitudes usufruit, aux quittances de paiements anticipés, aux acquiescements, aux adjudications, etc., etc. VIII, p. 373, n. 245-246.

Voy. Seing-privé, Avant-cause.

— L'acte sous seing privé constatant une vente faite à non domino peut former un commencement de preuve par écrit qui autorise l'acquéreur à prouver par témoins le commencement de sa possession, afin d'établir la prescription. IX, p. 414, n. 75, à la note; VIII, p. 221, n. 448, 449.

— Si la femme séparée de biens accepte le mobilier de la communauté en paiement de ses droits, la prudence lui prescrit de donner une date certaine à l'acte qui constate cette cession, soit en le faisant rédiger par notaires, soit en le faisant enregistrer, s'il est sous seings privés. XIII, p. 480, n. 114.

— L'enregistrement de l'acte sous seing privé et le décès d'un des signataires de l'acte ne sont pas les seules circonstances qui donnent à cet acte date certaine contre le mari, pourvu qu'il comme chef de la communauté en paiement des dettes mobilières contractées par sa femme antérieurement au mariage. XII, p. 553, n. 202.

DÉBITER.

— Ce qu'on entend par *débiter* en matière de comptabilité commerciale. VIII, p. 243, n. 568.

DÉBITEUR.

— Ce qu'on entend par le mot débiteur. VI, p. 8, n. 12.

Voy. Dette, paiement.

DÉCÈS.

Voy. Actes de décès.

DÉCHÉANCE.

— L'abandon de son droit par ignorance de la loi n'en entraîne pas la déchéance. VI, p. 64, n. 62-66.

DÉCLARATION.

— Les déclarations consignées dans les procès-verbaux des juges de paix et autres juges peuvent former un commencement de preuve par écrit. IX, p. 201, n. 119.

— Il n'est pas nécessaire qu'elles soient signées des parties. IX, p. 218, n. 128.

DÉCLARATION (d'absence).

— De la déclaration d'absence, en quoi

consiste cette formalité; ses effets. I, p. 343, n. 306 et suiv.

Voy. Absence.

DÉCLARATION (de paternité ou de maternité).

Voy. Filiation, Reconnaissances.

DÉCONFITURE.

— Des paiements faits par un homme en déconfiture; ce qu'on entend par la déconfiture. VII, p. 63, n. 45.

— Si la faculté qu'a le failli d'obtenir sur ses biens une provision à titre de secours existe dans le cas de déconfiture. VII, p. 317, n. 257.

DÉFAUT.

— Si le demandeur assigne pour avoir acte de la reconnaissance par le défendeur d'un écrit sous seing privé, ou pour le faire tenir pour reconnu, le défaut du défendeur n'emporte pas contestation sur ce point; mais le juge ne peut donner, sur le défaut, l'écrit pour reconnu, si le demandeur n'y a pas conclu par l'exploit d'assignation. VIII, p. 335, n. 224; p. 338, n. 229, 230.

— Les jugemens rendus par défaut ont, comme les jugemens contradictoires, l'autorité de la chose jugée; mais seulement après les délais de l'opposition. Quels sont ces délais. X, p. 184, n. 102, 103.

— Les jugemens par défaut peuvent être réformés par les juges qui les ont rendus. *Secus* des jugemens définitifs, même de ceux qu'on appelle autrefois *communi-loires*. X, p. 168, n. 119-122.

DÉFENDEUR.

— Avantage de la position de défendeur, quand la preuve est insuffisante ou le fait douteux. VIII, p. 20, n. 40.

DÉFRICHEMENT.

— Abrogation des anciennes lois sur le défrichement des bois, lois du 8 floréal an 11, à ce sujet. III, p. 198, n. 314, 315.

DÉGRADATIONS.

— Le possesseur de bonne foi, évincé, est-il tenu des dégradations? IV, p. 326, n. 506.

— Des dégradations dont il doit être tenu compte dans le cas de rapport. IV, p. 311, n. 305, 304.

DEGRÉ.

— Des degrés de parenté. De la manière dont ils se comptent dans les divers lignages. I, p. 481, n. 833, et IV, p. 164, n. 168-164.

— Empêchement au mariage résultant de ces degrés. I, p. 418, n. 498.

Voy. Mariage, Parenté.

DEGUERPISSMENT.

- Du déguerpissement et de ses effets. III, p. 235, n. 324-330.
- Le déguerpissement Nbre du service d'une rente foncière. VI, p. 172, n. 174.

DÉLAI.

- Les délais de grace sont contraires à l'exercice justice. Abolition de l'usage abusif des lettres de répit. Faculté laissée néanmoins aux juges d'accorder des délais modérés pour l'exécution de leurs jugements. Vices et inconvénients de cette faculté. Quand et comment le juge doit en user. On peut par une stipulation expresse lui enlever cette faculté. VI, p. 636, p. 637-638, et VII, p. 92, n. 71.
- Conséquences auxquelles s'expose le débiteur qui, après avoir obtenu du juge des délais pour le paiement d'une dette, ne paie pas à l'échéance d'un des termes indiqués, ou diminue, depuis le jugement, les sûretés du créancier. VI, p. 705, n. 671, 672-674.
- Le créancier peut, pendant le délai de grace, faire tous actes conservatoires de sa créance, toutes choses demeurant en l'état. Ce qu'on entend par là. VI, p. 703, n. 672.
- Les questions que fait naître le calcul des délais prescrits par les lois sont très-importantes, et offrent de grands embarras. XIII, p. 75, n. 51.
- Si le jour de l'échéance, *terminus ad quem*, et si le jour du terme, *terminus a quo*, sont compris dans le délai. VI, p. 710, n. 681, 682.
- Comment se comptent les mois et les années dans les délais? VI, p. 713, n. 685, 687.
- Des délais francs à observer dans les actes de procédure. VI, p. 716, n. 688.
- Le terme *a quo* et le terme *ad quem* ne comptent jamais dans le calcul des délais prescrits pour les journaux, citations, sommations, et autres actes faits à personne ou domicile. XIII, p. 77, n. 82.
- Dans le calcul des autres délais, on distingue le terme *a quo* du terme *ad quem*, toujours compris dans le délai. XIII, p. 78, n. 83.
- Le terme *a quo* n'y doit pas être compris. XIII, p. 81, n. 84.
- Le terme *ad quem*, s'il tombe un jour férié, doit-il être compris dans le délai? XIII, p. 88, n. 88.
- Exceptions spéciales pour les délais relatifs à l'enregistrement et au paiement des lettres de change. XIII, p. 88, n. 88.
- C'est le calendrier grégorien qu'il faut suivre pour la computation des délais fixés par mois; et on doit alors se servir du quinquiesme à quinquiesme. XIII, p. 87, n. 86.

— Exceptions à cette règle. XIII, p. 80, n. 85.

— Comment on reconnaît le terme *a quo*, quand la loi ne l'indique pas précisément. XIII, p. 90, n. 87.

— Du délai qui doit être observé entre la prononciation du divorce et la célébration d'un second mariage. I, p. 466, n. 336.

— Du délai que la femme doit observer entre la dissolution d'un premier mariage et la célébration d'un second. I, p. 470, n. 338.

— Quel délai il faut observer entre la dernière publication et le mariage. I, p. 476, n. 366, 367.

— Délais accordés à l'héritier bénéficiaire pour faire inventaire et délibérer. Il peut les faire prolonger. A quel ils servent. Actions qu'on peut diriger contre lui pendant ces délais. IV, p. 377, n. 364-370.

Voy. *Bénéfice d'inventaire*.

— Un délai d'un mois doit toujours exister entre le jugement à reprendre sur la demande en séparation de biens, et l'accomplissement de toutes les formalités qui doivent suivre la demande. XIII, p. 74, n. 49.

— Mais comment se calcule ce délai? XIII, p. 75, n. 50-57.

— Délai accordé à la femme pour faire inventaire et délibérer sur son acceptation de la communauté. XIII, p. 129, n. 135.

Voy. *Inventaire et Renonciation à la communauté*.

DÉLAIS, DÉLAISSEMENT.

— La somme qu'obtient l'un des époux à l'occasion du délai ou délaissement d'un immeuble acquis par lui avant le mariage, et dont la vente donne lieu à l'action résicatoire, entre-t-elle dans la communauté légale? XII, p. 314, n. 182.

Voy. *Communauté légale*.

DÉLAISSEMENT (par hypothèque).

— Le délaissement par hypothèque diffère de l'abdication. Ses effets. III, p. 223, n. 358.

DÉLÉGATION.

— De l'espèce particulière de novation appelée délégation. VII, p. 334, n. 378.

— De combien de manières elle s'opère; quand elle comporte et quand elle ne comporte point novation. VII, p. 348, n. 284-290.

— Avantages que procure au délégataire la délégation qui n'opère pas novation, et qui n'est que l'indication faite par un créancier d'un de ses créanciers à qui payer. VII, p. 350, n. 287.

— Comment ce délégataire doit accepter la délégation. VII, p. 351, n. 288, 289.

— Ce que doit être la délégation pour être parfaite. VII, p. 352, n. 290.

- Le délégué, dans ce cas, après l'acceptation du délégataire, ne peut plus lui opposer les exceptions qu'il eût pu opposer au déléguant. Conséquences. VII, p. 333, n. 291.
- Les anciennes hypothèques peuvent être réservées sans intervention de l'ancien débiteur, dans la délégation qui s'opère au moyen de l'intervention d'un nouveau débiteur. VII, p. 370, n. 312.
- Effets de la novation opérée par la délégation parfaite. VII, p. 384, n. 319.

DÉLIBATION.

- Ce que les auteurs appelaient *délibation* dans l'ancienne jurisprudence n'est autre chose que le mode de prélèvement pour les conjoints, indiqué par le Code, art. 1471; mais on y peut substituer, d'un consentement commun, un autre mode, par exemple la compensation. XIII, p. 263, n. 187.

Voy. *Prélèvement*.

DÉLIRE.

- De l'effet que produisent les engagements contractés dans un moment de délire. VI, p. 113, n. 112.

DÉLIT.

- Définition et division des délits. XI, p. 136, n. 113.
- Ils donnent lieu à deux actions, l'action publique et l'action civile : la dernière est seule du ressort du droit civil. XI, p. 137, n. 114.
- En quoi les délits diffèrent des quasi-délits. XI, p. 138, n. 115.
- Les engagements qui naissent des délits sont tous compris sous les dispositions des art. 1382 et 1383, qui rendent l'homme responsable de tous dommages causés par son fait. XI, p. 148, n. 116.
- Quels actes sont compris sous ce mot *fait*. Quelle est la responsabilité civile à laquelle donnent lieu ceux des actes qui doivent être réputés délits. XI, p. 148, n. 117 et suiv.

Voy. *Responsabilité civile*.

- Distinction entre le délit et la chose qui a été l'occasion du délit. XI, p. 182, n. 137.
- Explication de l'exception à la prohibition de la preuve testimoniale pour le cas des délits. Notions sur la nature des délits dans l'acceptation générale et dans l'acceptation particulière de ce mot. A quelles actions ils donnent lieu; devant quel tribunal doit être suivie chacune de ces actions. IX, p. 238, n. 142-144.
- Il n'est pas permis, sous prétexte de délits dont un particulier demande réparation, de prendre la voie criminelle pour admettre indirectement la preuve testimoniale reprouvée par la loi civile;

et il ne peut y avoir lieu à l'action criminelle pour réparation d'un délit, que dans les cas où la preuve testimoniale est admise au civil. IX, p. 243, n. 146, 146.

- Application de ce principe à la violation du dépôt volontaire. Le tribunal correctionnel doit rejeter la plainte en violation de dépôt, si, après avoir interrogé le prévenu, dont les réponses peuvent former un commencement de preuve par écrit, il ne trouve avant l'audition des témoins ni preuve ni commencement de preuve écrite du dépôt. IX, p. 246, n. 147, 148.
- Application du même principe aux délits d'abus de confiance. IX, p. 249, n. 149.
- En général, quand un délit suppose la réalité d'un fait antérieur, dont la preuve testimoniale n'est pas admissible, la plainte ne doit pas être reçue sans preuve acquise ou sans commencement de preuve par écrit de ce fait. IX, p. 260, n. 180.
- Application au délit de suppression d'état dans l'art. 327 du Code civil. IX, p. 281, n. 181.
- Autre application au délit de bigamie. IX, p. 283, n. 182.
- Application aux délits forestiers et à tous autres délits attentatoires à la propriété. IX, p. 287, n. 183.
- L'art. 5 du Code d'instruction criminelle ne contrarie point ce principe; il n'en est qu'une conséquence. IX, p. 288, n. 184.
- Comment on peut connaître s'il est permis de prendre la voie criminelle pour obtenir la réparation d'un délit. IX, p. 288, n. 185, 187.
- Exemples de délits dont l'existence suppose la réalité d'un fait antérieur, duquel la preuve testimoniale ne serait pas admise, et qu'on peut néanmoins poursuivre par la voie criminelle sans preuve acquise de ce fait. Suppression de testament, soustraction de titre, faux, escroquerie, etc. Pourquoi il en doit être ainsi. IX, p. 287, n. 186.
- Quand le dol et la fraude peuvent être prouvés par témoins; quand on en peut poursuivre la réparation par la voie criminelle. IX, p. 260, n. 187 et suiv.

Voy. *Dol*, *Fraude*.

- Le délit d'escroquerie est un prétexte qu'on emploie fréquemment pour éluder, au moyen du recours à la voie criminelle, la prohibition de la preuve testimoniale dans divers cas de dol. Caractères de l'escroquerie. Si le dol délégué aux tribunaux correctionnels sous le nom d'escroquerie n'a pas tous les caractères de ce délit, les juges doivent

- rejeter la plainte; dans le cas contraire, ils doivent articuler avec soin les faits qui caractérisent l'esroquerie. IX, p. 206, n. 188-1:17.
- Il en est de même du faux. Caractères de ce crime. Les tribunaux criminels doivent rejeter la plainte, quand le fait ne présente pas ces caractères. IX, p. 205, n. 188.
 - Différence entre les principes du droit actuel et ceux de l'ancienne jurisprudence française ou du droit romain sur la poursuite des délits. IX, p. 239, n. 189.
 - Les faits particuliers d'usure peuvent être prouvés par témoins et même par des présomptions, devant les tribunaux civils. IX, p. 508, n. 195.
 - Quelque le parjure soit un délit que punit le Code pénal, le ministère public ne peut, pas plus que la partie civile, prouver par témoins le parjure, s'il n'existe pas un commencement de preuve par écrit. X, p. 495, n. 583.
 - Réfutation de la doctrine de M. Merlin, qui pense que le jugement rendu au criminel, sur la poursuite du ministère public, préjuge le sort de l'action en dommages-intérêts portée par la partie civile devant un tribunal civil, et que le criminel emporte le civil. Cette doctrine est fautive, même dans le cas où il y a connexité entre le fait sur lequel a porté l'action publique et celui sur lequel doit porter l'action civile. X, p. 542, n. 240-249.
 - Les mineurs ne sont point restituables contre leur délit ou leur quasi-délit, à moins que l'obligation, dégagée du délit, ne fut par elle-même sujette à rescision. VII, p. 693, n. 585-587.
 - Sont-ils restituables contre leur reconnaissance du délit? VII, p. 696, n. 588.
 - La réparation civile du délit commis par le mari, lorsqu'il n'emporte point mort civile, est une dette de la communauté légale, ainsi que les dépens faits pour la liquidation de cette réparation. XII, p. 351, n. 224.
 - Comment on peut poursuivre contre la femme mariée l'exécution de ces obligations qui naissent de délits et de quasi-délits. II, p. 18, n. 624, 625.
 - La femme mariée est personnellement obligée par ses faits dans les cas de délits, quasi-contrats, quasi-délits; mais elle n'oblige pas la communauté; à moins qu'il ne s'agisse de délits dont le mari est spécialement responsable, comme les délits ruraux. XII, p. 508, n. 231.
 - Les maris répondent du dommage causé par leurs femmes dans le cas des délits ruraux, mais non du dommage causé par les autres délits, à moins qu'il ne soit prouvé qu'ils ont pu les empêcher. XI, p. 577, n. 279, 280.
 - Le mari, sous le régime dotal, est-il tenu des amendes ou autres condamnations pour délits, prononcées contre sa femme, soit pendant le mariage, soit antérieurement? XIV, p. 446, n. 547, 548.
 - De la perte de la propriété par suite d'un délit, d'une négligence ou d'une action défendue. III, p. 226, n. 560.
- ### DÉLIVRANCE (Demande en).
- De la demande en délivrance. V, p. 810, n. 840 et suiv.
- Voy. *Légs.*
- ### DEMANDEUR.
- Désavantage de la position de demandeur quand la preuve est insuffisante ou le fait douteux. VIII, p. 90, n. 40.
- ### DÉMENCE.
- Celui qui est en démence ne peut contracter mariage; mais, s'il n'est pas interdit, il faut une opposition. I, p. 424, n. 502.
 - On peut attaquer, pour cause de démence, les donations ou testaments après le décès du donateur ou du testateur. V, p. 75, n. 86.
- Voy. *Interdiction.*
- ### DEMEURE.
- Quand les dommages-intérêts sont encourus par le retard ou la demeure. VI, p. 248, n. 253, 259.
 - Ce qu'on entend en jurisprudence par demeure. VI, p. 249, n. 240.
 - Principes du droit romain relativement à la mise en demeure. VI, p. 250, n. 241-243.
 - Principes de l'ancienne jurisprudence française; elle défendait de stipuler que le débiteur serait en demeure par la seule échéance du terme, même sans sommation. VI, p. 251, n. 244, 245.
 - Le Code permet cette stipulation, et les tribunaux ne peuvent la modifier. VI, p. 253, n. 246, 247.
 - Quatre manières dont le débiteur peut être constitué en demeure dans les principes du Code: la convention, la loi, le seul fait de l'inexécution de l'obligation et une sommation ou acte équivalent. VI, p. 254, n. 248-253.
 - Des effets de la mise en demeure. VI, p. 262, n. 254, 255.
 - Comment la demeure peut être purgée. VI, p. 265, n. 256-261.
 - Application au cas où la rente constituée n'a pas été payée pendant deux ans. VI, p. 268, n. 262.
 - S'il est besoin d'une sommation pour mettre l'acquéreur en demeure dans le

- cas de pacte commissaire ajouté à une vente d'immeubles. VI, p. 332, n. 333-335.
- Si l'acquéreur sous condition résolutoire, mis en demeure par un commandement, peut empêcher la résolution en offrant de payer, soit lors du commandement, soit dans les vingt-quatre heures. VI, p. 334, n. 336, 339.

DÉMISSION.

- Des partages par démission de biens. V, p. 732, n. 805 et suiv.
- Voy. *Partage testamentaire, etc.*

DÉMOCRATIE.

- Quel gouvernement reçoit le nom de démocratique. I, p. 30, n. 28.

DÉMONSTRATIF.

- Règle pour connaître quand une disposition légale est démonstrative ou quand elle est limitative. IX, p. 462, n. 302, 303.

DENIERS PUPILLAIRES.

- De la collocation des deniers pupillaires. Quand et comment elle doit se faire. Conséquences pour le tuteur du défaut de collocation. II, p. 383, n. 1213-1221.
- Voy. *Tutelle.*

DÉNI DE JUSTICE.

- De la prise à partie pour déni de justice. Cas où il y a déni de justice. Quoi de l'omission de statuer sur un chef en état d'être jugé jusqu'à ce que les autres chefs soient en état ? XI, p. 274, n. 197, 198.
- Le Code exige que le déni de justice soit constaté par deux réquisitions, mais il y a des cas où ces réquisitions ne sont pas nécessaires ; par exemple, quand il y a dans le jugement convention formelle à la loi ou préjudice irréparable. XI, p. 273, n. 199, 200.
- Quels dommages-intérêts doit le juge qui succombe dans la prise à partie pour déni de justice. XI, p. 304, n. 224.
- Voy. *Prise à partie.*

DÉNONCIATION.

- Du défaut de dénonciation considéré comme cause d'indignité dans le successible. IV, p. 112, n. 105-111.
- Voy. *Succession.*

DÉPENS.

- La responsabilité civile pour le fait des personnes qu'on a sous sa garde s'étend aux frais ou dépens qui sont partie des dommages-intérêts. XI, p. 395, n. 290.
- Les dépens faits pour la liquidation et l'obtention de la *réparation civile du délit*, lorsqu'il n'emporte point mort civile, sont une dette de la communauté légale. XII, p. 381, n. 324.

— Qui doit supporter les dépens des procès que le mari serait obligé de soutenir pour les biens dotaux de la femme. Distinction à cet égard. XIV, p. 369, n. 336-338.

Voy. *Frais de justice.*

DÉPENSE.

- De quelles dépenses celui qui a géré sans mandat l'affaire d'un autre peut exercer contre lui la répétition. XI, p. 60, n. 30-33.

Voy. *Gestion d'affaires.*

- Quelles sont celles dont le demandeur en répétition doit tenir compte à celui qui a reçu de mauvaises foi un paiement fait indûment. XI, p. 133, n. 100-141.
- La communauté est tenue des dépenses d'entretien sur les héritages propres de chacun des conjoints. En quoi elles consistent. XIII, p. 331, n. 164.
- Cette obligation s'étend-elle à l'entretien des objets mobiliers, immeubles par destination ? XIII, p. 252, n. 168.

Voy. *Réparations d'entretien et Impenses.*

DÉPENSES (du ménage).

Voy. *Ménage.*

DÉPOT.

- Le dépôt pour minute chez un notaire, par un des contractants, d'un seul original sous seing privé, constatant une convention synallagmatique, avec notification du dépôt à l'autre contractant, rend cet acte valable. VIII, p. 487, n. 336.
- Du dépôt, dans les archives publiques des Romains, des écritures tant publiques que privées. Fondement de la foi accordée aux actes ainsi déposés. Différence entre ce dépôt nommé *insinuation* et l'ancienne *insinuation* du droit français, remplacée par la transcription actuelle. VIII, p. 294, n. 198-203.
- Rapports entre ce dépôt et celui que les parties font aujourd'hui d'un acte privé dans l'étude d'un notaire. VIII, p. 206, n. 200.
- De la responsabilité à laquelle le dépôt fait par un voyageur dans une auberge ou dans une hôtellerie soumet l'aubergiste ou le maître de l'hôtellerie. XI, p. 342, n. 248-257.

Voy. *Aubergiste.*

- Exception au principe de la compensation pour le cas de la demande en restitution d'un dépôt. Explication de cette exception. VII, p. 461, n. 383-388.

- Comment on y peut renoncer en formant soi-même la demande en compensation. VII, p. 476, n. 396-398.
- La prohibition de la preuve testimoniale ne cesse pas en faveur du dépôt volontaire. IX, p. 35, n. 39.
- On ne peut, pour se soustraire à la pro-

l'audition de la preuve testimoniale, de meyer, par le vole criminelle, la réparation civile d'une violation de dépôt volontaire. Le tribunal correctionnel doit rejeter la demande avant l'audition des témoins, si elle n'est dès lors appuyée de preuves ou de commencement de preuve par écrit. IX, p. 248, n. 147, 148.

- L'exception à la prohibition de la preuve testimoniale en faveur des dépôts nécessaires est fondée sur l'impossibilité de se procurer alors une preuve écrite. Le dépôt est nécessaire dans tous les cas d'accidents imprévus. IX, p. 313, n. 194.
- Si la femme mariée et le mineur sont tenus de rendre le dépôt nécessaire quand ils allèguent l'avoir perdu. IX, p. 313, n. 193.
- Celui qui réclame un dépôt nécessaire doit prouver non seulement le dépôt, mais encore l'événement imprévu qui l'a rendu nécessaire. IX, p. 316, n. 196.
- Si le dépôt est prouvé, mais que la quantité reste incertaine, à qui doit être déferé le serment d'office? IX, p. 316, n. 197.
- Le Code, en appliquant au dépôt fait par un voyageur dans une hôtellerie ou auberge l'exception à la prohibition de la preuve testimoniale, pour cause d'impossibilité de se procurer une preuve écrite, prouve qu'il n'entend point parler d'une impossibilité absolue. IX, p. 323, n. 202, 205.

DÉROGATION (à la loi).

- Différence entre la dérogation et l'abrogation; exemple de dérogation. I, p. 119, n. 181.
- La dérogation tacite ne s'étend qu'aux dispositions entre lesquelles il y a contradiction formelle. I, p. 122, n. 183.
- Les autres dispositions de la loi ancienne continuent d'être obligatoires et sont sous-entendues dans la nouvelle. I, p. 123, n. 186.
- Ce principe est sans application aux lois abrogées expressément et en totalité. I, p. 124, n. 187.

Voy. *Abrogation*.

DÉSAVEU.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *Désaveu en matière de filiation.*

SECT. 2. *Désaveu en matière de procédure.*

SECT. 1. *Désaveu en matière de filiation.*

- Le désaveu de l'enfant conçu pendant le mariage n'est autorisé que dans trois cas. II, p. 128, n. 819.
- L'enfant né pendant le mariage, quoique conçu antérieurement, ne peut être privé de l'état provisoire d'enfant légitime que par le désaveu. II, p. 130, n. 821.

— Trois cas où le désaveu n'est pas recevable. II, p. 137, n. 822.

— Les présomptions qui s'élèvent dans ces trois cas contre le désaveu ne peuvent être combattues par le mari. II, p. 132, n. 825.

— Autres cas où le désaveu ne serait pas admis. II, p. 132, n. 824.

— Il doit, pour produire son effet, être suivi d'une action en justice. II, p. 133, n. 828.

— Le tuteur spécial chargé de défendre à cette action peut y opposer tous moyens de défense. II, p. 135, n. 826.

— L'enfant né au plus tard le troisième jour depuis la dissolution du mariage ne peut être désavoué que dans les cas prévus par la loi. II, p. 134, n. 827.

— L'enfant né plus tard est illégitime de plein droit et sa légitimité peut être contestée, sans qu'il soit besoin de le désavouer. II, p. 135, n. 828, 829.

— Ce qu'on entend de commun la contestation de légitimité et le désaveu, et en quoi ils diffèrent. II, p. 138, n. 830, 832.

— Le désaveu doit être formé dans un délai fatal. II, p. 140, n. 834.

— L'action en désaveu n'appartient qu'au mari ou à ceux de ses héritiers qui ont accepté la succession. II, p. 141, n. 833.

— La renonciation expresse ou tacite du mari éteint l'action en désaveu. II, p. 142, n. 837.

— L'action en désaveu doit être formée dans le mois, si le mari était présent sur les lieux de la naissance de l'enfant. II, p. 144, n. 836.

— Elle doit être formée dans les deux mois, s'il était absent ou non présent, ou si la naissance qu'on lui avait frauduleusement cachée avait été découverte par lui. II, p. 144, n. 839.

— Dans quel délai les héritiers du mari peuvent former l'action en désaveu. II, p. 145, n. 840.

— Les héritiers du mari peuvent-ils désavouer l'enfant, dans le cas où sa naissance a été cachée par la femme adultère? II, p. 146, n. 841.

— Comment et quand doit être formée l'action en désaveu. II, p. 147, n. 842.

— Comment doit être nommé le tuteur donné *ad hoc* à l'enfant? II, p. 147, n. 842.

— L'enfant désavoué conserve la possession d'état pendant la litispendance. II, p. 148, n. 844.

SECT. 2. *Désaveu en matière de procédure.*

— Les avoués ne peuvent faire aucun aveu sans un pouvoir spécial, sous peine d'être désavoués. X, p. 339, n. 235.

— Ils ne peuvent s'excuser en demandant à prouver que le fait est vrai; comment

- ils peuvent s'excuser. X, p. 401, n. 204.
- Le désaveu doit être notifié à tous les avoués de la cause. Pourquoi? X, p. 401, n. 205.
 - Les juges qui déclarent un désaveu valable sont autorisés à déclarer nul le jugement rendu sur la procédure désavouée. X, p. 402, n. 206.
 - S'il en avait été interjeté appel, il faudrait demander à la cour d'appel de déclarer qu'il n'y a lieu de prononcer sur l'appel. X, p. 403, n. 207.
 - Les avocats ne peuvent être désavoués; comment le client peut rétracter leurs aveux, X, p. 403, n. 208.

DESCENDANT.

- Des successions défrées aux descendants. IV, p. 199, n. 201-204.

Voy. *Succession*.

DÉSHÉRENCE.

- Distinction entre les successions vacantes et les successions en déshérence. IV, p. 317, n. 294.
- Il existe plusieurs espèces de déshérence. IV, p. 319, n. 293.
- Des formalités qui doivent précéder l'envoi en possession d'une succession en déshérence, et des preuves à faire. IV, p. 320, n. 298-299.
- Mesures prescrites pour assurer les droits des héritiers légitimes qui viendraient à se découvrir. IV, p. 322, n. 300-302.
- Des obligations du possesseur évincé d'une succession. De la restitution des fruits. IV, p. 5, n. 303-312.

Voy. *Éricton*, *Possession*, *Bonne foi*.

DÉSIGNATION.

- Du partage par désignation ou par attribution. IV, p. 424, n. 426.

DÉSISTEMENT.

- Si le désistement de la demande formée au mépris de la clause pénale dispense de la peine. VI, p. 873, n. 838.
- Le désistement pur et simple consenti en faveur de l'un des conjoints pendant le mariage, par l'acquéreur qui n'aurait pas encore payé tout ou partie du prix de l'acquisition d'un immeuble vendu avant le mariage, n'est point une acquisition pour le conjoint et ne fait point entrer l'immeuble dans la communauté légale. XII, p. 313, n. 413.
- Il en serait autrement si le désistement n'avait lieu que moyennant une augmentation de prix ou de nouvelles conditions, ou si le prétexte de la demande en résolution n'était que simulé. *Ibid.*
- Si le désistement n'avait pas lieu par suite d'un jugement, mais en vertu d'une transaction, il pourrait s'élever des diffi-

cultés qui donneraient lieu à interprétation de la transaction. XII, p. 319, n. 406.

DESPOTISME.

- Ce qu'on nomme despotisme. I, p. 22, n. 32.

DESSÈCHEMENT (de marais).

- Les dessèchements de marais peuvent être une cause d'aliénation forcée. Comment ils s'ordonnent et comment ils s'exécutent. III, p. 180, n. 231-236.
- Par qui doit être supportée la dépense faite par la communauté, pour le dessèchement d'un marais appartenant à l'un des conjoints? XIII, p. 243, n. 469.

DESTINATION.

- De la destination du père de famille, relativement à l'établissement des servitudes. III, p. 448, n. 603-613.

Voy. *Servitude*.

DESTITUTION (du tuteur).

- De la destitution du tuteur. II, p. 347, n. 1158-1181.

Voy. *Tutelle*.

DÉTÉRIORATIONS.

- Le débiteur ne répond point des détériorations qui ne proviennent point de son fait. VII, p. 95, n. 78.
- Le mari est responsable des détériorations survenues aux biens dotaux, par sa négligence. XIV, p. 275, n. 231.

DETTE.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *Dettes de succession.*SECT. 2. *Dettes du donateur.*SECT. 3. *Dettes de la communauté légale.*SECT. 4. *Dettes de la femme sous le régime dotal.*SECT. 1. *Dettes de succession.*

- Du paiement des dettes d'une succession. IV, p. 316, n. 812 et suiv.
- Quelles actions ont les créanciers pour obtenir ce paiement. IV, p. 316, sect. 3, § 1.
- De l'action personnelle; origine et fondement de cette action. IV, p. 317, n. 812.
- Les actions se divisent et se subdivisent de plein droit contre tous les héritiers et contre ceux qui en tiennent lieu. IV, p. 321, n. 813-818.
- Comment s'exécutent contre les héritiers les titres exécutoires contre le défunt. IV, p. 323, n. 816.
- Le Code a abrogé les dispositions des Coutumes, qui obligeaient les créanciers d'une succession à former leur action

- personnelle, pour la totalité de la dette, contre l'héritier du sang, sauf le recours de celui-ci contre le légataire ou l'héritier institué. IV, p. 834, n. 817-819.
- L'action des créanciers contre le légataire à titre universel peut excéder la proportion de son émoulement. IV, p. 830, n. 820.
 - Les créanciers n'ont plus d'action contre l'héritier du sang que pour sa part virile, sauf leur action contre les légataires, pour la part qui leur incombe dans la dette. IV, p. 832, n. 834.
 - Si le légataire universel, ou à titre universel, représente le défunt. IV, p. 835, n. 832.
 - Les différences qui existent entre les héritiers du sang et les légataires sont étrangères au paiement des dettes et à l'action des créanciers. IV, p. 835, n. 825.
 - Actions des créanciers contre les héritiers contractuels. IV, p. 834, n. 824.
 - Contre les enfants naturels. IV, p. 834, n. 826.
 - Contre le conjoint survivant et contre l'Etat. IV, p. 837, n. 827.
 - De l'action hypothécaire; elle est solidaire contre tous détenteurs de l'héritage hypothéqué. IV, p. 857, n. 828.
 - Les créanciers peuvent cumuler l'action personnelle et l'action hypothécaire. IV, p. 858, n. 829.
 - L'héritier peut éviter la condamnation solidaire, en abandonnant l'héritage et en payant sa part virile des dettes. IV, p. 858, n. 830.
 - L'héritier qui a cessé de posséder sans fraude l'immeuble hypothéqué ne peut plus être poursuivi solidairement. IV, p. 859, n. 832.
 - L'insolvabilité d'un héritier peut faire perdre au créancier une partie de la dette de la succession. IV, p. 839, n. 833.
 - Le légataire particulier, forcé par l'action hypothécaire de payer toute la dette, est subrogé au droit du créancier. IV, p. 840, n. 835.
 - *Quid s'il est en même tems héritier?* *Ibid.*, à la note.
 - Recours du cohéritier qui paie les dettes contre ses cohéritiers. IV, p. 841, n. 834.
 - Comment les créanciers peuvent prévenir l'inconvénient de la division des actions. IV, p. 842, n. 838.
 - Cas où les créanciers d'une succession ont une action en rapport contre les légataires qui ont reçu leurs legs. IV, p. 812, n. 836, 837.
 - De la séparation des patrimoines. IV, p. 844, n. 838-848.
- Voy. Séparation des patrimoines.*
- De la contribution qui se fait entre les personnes obligées aux dettes d'une succession. IV, p. 851, n. 849 et suiv.
 - Différence entre l'obligation et la contribution aux dettes. IV, p. 851, n. 849.
 - Le défunt ou les héritiers peuvent changer la proportion de la contribution. IV, p. 852, n. 850.
 - S'ils ne l'ont pas réglée, elle suit le prorata de l'émoulement. IV, p. 852, n. 851.
 - Le légataire universel peut contribuer aux dettes au delà du prorata de son émoulement. IV, p. 854, n. 852.
 - Comment y contribue l'usufruitier à titre universel. IV, p. 854, n. 853.
 - Cas où l'obligation des héritiers aux dettes est plus forte que leur contribution. IV, p. 854, n. 854.
 - Celui qui a payé au delà de sa contribution n'a de recours contre les autres que pour la part de chacun d'eux. IV, p. 855, n. 855.
 - L'héritier bénéficiaire, créancier non hypothécaire de la succession, ne peut agir personnellement contre les héritiers purs et simples, que pour leur portion virile. IV, p. 856, n. 856, 857.
 - Si l'héritier pur et simple, créancier hypothécaire de la succession, peut agir solidairement contre l'un d'eux cohéritiers. IV, p. 857, n. 858.
 - Les héritiers peuvent exiger que les meubles soient vendus pour payer les dettes. IV, p. 858, n. 859.
 - *Quid de la rente hypothéquée sur un des immeubles de la succession?* IV, p. 859, n. 860.
 - L'ascendant donateur qui succède aux objets donnés, par droit de retour, est soumis aux dettes comme tout héritier. IV, p. 254, n. 256.
 - Comment l'usufruitier contribue au paiement des dettes, et quelles sont celles qu'il supporte seul. III, p. 286, n. 452, 455.
 - Quelles dettes de succession entrent dans la communauté légale. XII, p. 469, n. 278 et suiv.
- Voy. Communauté légale, Passif de la communauté légale, Dettes de la communauté.*
- Les dettes payées pour un mineur successible sont-elles sujettes à rapport? IV, p. 492, n. 485.

SECT. 2. Dettes du donateur.

- Les donataires entre vifs, universels ou à titre universel, sont-ils assujettis aux dettes du donateur? *Quid spécialement des enfants apparus par suite de démission?* V, p. 723, n. 816-818.

Voy. Donation.

SECT. 3. Dettes de la communauté légale.

- L'art. 1409 divise en trois classes les

- dettes de la communauté légale. XII, p. 330, n. 199.
- Voy. *Passif de la communauté et Communauté légale.*
- Comment se fait la contribution aux dettes de la communauté. Principe général. XIII, p. 306, n. 231.
 - L'obligation et la contribution aux dettes sont deux choses bien distinctes. Le mari en est tenu pour la totalité envers les tiers, quoiqu'un la femme soit tenue d'y contribuer. XIII, p. 307, n. 232.
 - Justice de cette obligation du mari. XIII, p. 308, n. 233.
 - Elle existe, même pour les dettes contractées conjointement avec la femme, mais sans solidarité. XIII, p. 309, n. 234, 237.
 - Cependant, dans ce cas, le créancier peut poursuivre la femme pour la moitié de la dette. XIII, p. 310, n. 233, 237.
 - Chacun des époux n'est obligé au paiement des dettes qu'en raison du lien personnel qui s'est formé entre lui et les créanciers. Application aux cas examinés. XIII, p. 312, n. 236, 237.
 - Par application de ce principe, la femme peut être poursuivie pour la totalité des dettes contractées par elle avant son mariage, sauf son recours pour moitié vers son mari. XIII, p. 315, n. 238.
 - En point de droit, le mari, après l'acceptation de la communauté par la femme ou par ses héritiers, n'est tenu qu'à la moitié des dettes qui procèdent du chef de sa femme. XIII, p. 314, n. 239. Cette décision peut être contestée en point de doctrine. XIII, p. 316, n. 240.
 - Il n'en résulte pas du moins que les créanciers ne puissent, après avoir obtenu du mari la moitié de la dette pour laquelle il peut être directement poursuivi, exercer ensuite contre lui l'action récursoire, si la part de la femme dans la communauté est insuffisante pour payer la moitié de la dette. XIII, p. 320, n. 241.
 - La femme commune, si elle a fait inventaire, ou ses héritiers, ne sont tenus aux dettes de la communauté que jusqu'à concurrence de leur émolument. XIII, p. 322, n. 242, 245.
 - Moitié de ce privilège. XIII, p. 324, n. 244.
 - Comparaison de ce privilège avec le bénéfice d'inventaire. XIII, p. 328, n. 248, 249, 247.
 - Par l'acceptation de la communauté, les biens que la femme en reçoit pour sa part se confondent avec ses anciens propres. Conséquences quant au paiement des dettes. *Ibid.*
 - La clause portant que la femme sera tenue des dettes de la communauté au delà de son émolument est prohibée dans les contrats de mariage. XII, p. 41, n. 21.
 - Ce n'est qu'au moyen d'un inventaire en forme que la femme peut rendre compte aux créanciers de sa part dans la valeur des meubles de la communauté. C'est la condition de son privilège. XIII, p. 351, n. 249.
 - Mais elle peut argumenter contre les héritiers du mari d'un partage fait sans inventaire, s'il est souscrit par lui. XIII, p. 352, n. 250.
 - La femme, pour s'acquitter envers les créanciers de la communauté, ne peut leur abandonner en nature les biens qu'elle a obtenus dans le partage de la communauté. XIII, p. 357, n. 247.
 - Elle doit leur tenir compte des meubles suivant la prise de l'inventaire et des immeubles suivant le prisage fait par le partage, ou suivant un prisage conventionnel. XIII, p. 350, n. 246-248.
 - Le prédict qu'accordent à la femme ses conventions matrimoniales fait partie de son émolument dans la communauté, et il en doit être tenu compte aux créanciers. XIII, p. 353, n. 261.
 - Elle doit également leur tenir compte de ce qui a été tiré de la communauté pour le dot d'enfants communs, si elle a doté conjointement avec le mari. XIII, p. 353, n. 262.
 - Elle doit faire entrer encore dans ce compte les fruits qu'elle a perçus. XIII, p. 353, n. 265.
 - Ce que la femme commune peut faire admettre en décharge, dans le compte qu'elle rend aux créanciers. XIII, p. 354, n. 264.
 - Dans quel ordre elle doit payer les créanciers. *Ibid.*
 - *Quid s'il y a des opposants? Ibid.*
 - *Quid s'il n'y en a pas? XIII, p. 356, n. 266.*
 - Les liquidations et partages antérieurs aux oppositions des créanciers ne peuvent être attaqués par eux. XIII, p. 356, n. 266.
 - Quels seraient les droits de la femme actionnée par les créanciers, si, antérieurement au partage, elle ne s'était pas fait payer de ses reprises par prélevement? XIII, p. 355, n. 257.
 - La femme peut être poursuivie hypothécairement par les créanciers de la communauté, au delà même de son émolument. XIII, p. 356, n. 268.
 - Quels créanciers hypothécaires peuvent lui être préférables? XIII, p. 357, n. 259-261.
 - Le mari ne peut, pendant le mariage, en vertu d'un prétendu mandat tacite de sa femme, créer des hypothèques préférables à l'hypothèque légale de sa femme,

et cette hypothèque s'étend sur les immeubles de communauté. XIII, p. 358, n. 262.

- L'hypothèque judiciaire acquise avant le mariage, et inscrite depuis sur les conquêtes, est préférable à l'hypothèque légale de la femme sur ces mêmes conquêtes. XIII, p. 344, n. 263.
- Dans le partage de la communauté, les conjoints ou leurs ayant-cause peuvent changer le mode de contribution aux dettes fixé par la loi, mais sans préjudice des droits des créanciers. XIII, p. 348, n. 264.
- La femme renonçante est déchargée de toute contribution aux dettes de la communauté. XIII, p. 360, n. 265.
- Quel est l'effet de la clause d'apport réciproque relativement aux dettes antérieures au mariage. XIII, p. 394, n. 324.
- *Quid* si la clause n'est pas réciproque? XIII, p. 396, n. 325.
- Dans quels cas les époux contribuent inégalement au paiement des dettes de la communauté. XIII, p. 318, n. 409 et suiv.

Voy. Partage inégal de la communauté.

- Comment a lieu la contribution aux dettes de la communauté dans le cas de forfait pour l'un ou l'autre des conjoints. XIII, p. 330, n. 419-421.

Voy. Forfait de communauté.

- La femme mariée avec la clause d'exclusion de la communauté est dispensée de contribuer aux dettes contractées par le mari, et si elle s'y est personnellement obligée, il lui est dû indemnité. XIV, p. 37, n. 30.

SECT. 4. *Dettes de la femme sous le régime dotal.*

- Il existe une exception au principe de l'inaliénabilité de l'immeuble dotal pour le cas où il s'agit de payer les dettes de la femme ou des constituans. XIV, p. 233, n. 267.
- Mais il faut que ces dettes aient une date certaine, antérieure au mariage. XIV, p. 234, n. 268.
- Dans le cas contraire le créancier n'a le droit de se faire payer que sur les paraphernaux. *Ibidem.*
- Les dettes de la femme, antérieures au mariage ne sont point exigibles sur les biens qu'un tiers lui constitue en dot. XIV, p. 233, n. 269.
- Les dettes du constituant non hypothéquées sur l'immeuble dotal ne sont pas exigibles sur ces immeubles. XIV, p. 236, n. 210.
- Recours accordé au mari dans le cas où des dettes antérieures au mariage ont été payées sur la dot. XIV, p. 236, n. 211.
- Le mari peut exiger que les biens para-

phernaux soient épuisés avant que les créanciers recourent aux biens dotaux. XIV, p. 236, n. 212.

- Le mari peut imputer sur les biens dotaux, lors de leur restitution, les dettes de la femme, antérieures au mariage, qu'il aurait acquittées à sa décharge. XIV, p. 236, n. 250.
- *Quid* des dettes d'une succession échue à la femme pendant le mariage? XIV, p. 396, n. 331.
- *Quid* des dettes contractées pendant le mariage par la femme autorisée ou non autorisée de son mari? XIV, p. 397, n. 352.
- Le paiement des dettes faites pendant le mariage par la femme autorisée de son mari peut être poursuivi sur les biens dotaux après la dissolution du mariage. XIV, p. 397, n. 353, 354.
- Au nombre des dettes de la femme, payées par le mari, qu'il a le droit de répéter, ne peuvent être mis les frais de l'inventaire des meubles et de l'état des immeubles que la loi l'oblige à faire rapporter. Il doit seul supporter ces frais. XIV, p. 398, n. 353.
- Qui doit supporter les frais des procès que le mari serait obligé de soutenir pour les biens dotaux de sa femme. Distinction à cet égard. XIV, p. 399, n. 356-358.
- Les contributions tant ordinaires qu'extraordinaires des biens dotaux ne sont point des dettes de la femme; elles sont toujours à la charge du mari. XIV, p. 403, n. 359.
- Le mari, sous le régime dotal, doit-il avoir reprise vers sa femme, ou vers les héritiers de sa femme, des dettes qu'il a payées pour elle? Distinctions. XIV, p. 404, n. 340.
- Le principe en vertu duquel le mari paie les dettes de la femme, antérieures au mariage, sous le régime dotal, diffère de celui qui l'oblige à payer les mêmes dettes sous le régime de la communauté. XIV, p. 409, n. 341.
- Nulle distinction ne doit être faite, quant à l'obligation où est le mari de payer, sous le régime dotal, les dettes de sa femme, antérieures au mariage, entre la constitution particulière et la constitution générale de dot. XIV, p. 411, n. 342.
- Tous les biens de la femme, même ceux qu'elle ne possédait pas lors de la célébration du mariage, sont affectés au paiement de ses dettes antérieures au mariage. XIV, p. 412, n. 343.
- En est-il de même des biens constitués en dot par un tiers et livrés directement au mari? XIV, p. 413, n. 344.
- Comment doivent agir les créanciers de la femme pour se faire payer sur les biens

detaux des dettes antérieures au mariage? XIV, p. 415, n. 348.

- Le mari pourrait-il exiger le remboursement des sommes qu'il aurait payées pour dettes de sa femme, contractées pendant le mariage? XIV, p. 414, n. 346.
- Le mari, sous le régime dotal, est-il obligé au paiement des amendes ou réparations civiles auxquelles la femme serait condamnée pendant le mariage ou auxquelles elle aurait été condamnée antérieurement? XIV, p. 416, n. 347, 348.
- *Quid* des dettes contractées par la femme sous le régime dotal pour achat de fournitures et emplettes de ménage? XIV, p. 418, n. 349.
- *Quid* des dettes d'une succession échue à la femme pendant le mariage? XIV, p. 406, n. 330.
- Les frais funéraires de la femme ne sont point des dettes à la charge du ménage; mais le mari peut être obligé d'en faire l'avance. En quoi ils consistent. XIV, p. 416, n. 351.
- *Quid* des frais de dernière maladie? XIV, p. 421, n. 353.

DEUIL (de la veuve).

- Ce qu'on entend par deuil de la veuve et aux frais de qui lui est accordé ce deuil. XIII, p. 347, n. 268.
- A quelles femmes est dû le deuil. XIII, p. 346, n. 268, et *ibid.*, p. 355, n. 274.
- Origine de cette obligation. La veuve qui se remarie dans l'année de la mort de son premier mari n'en a pas moins droit au deuil. XIII, p. 348, n. 267.
- Pourquoi il n'est point accordé de deuil au mari. XIII, p. 349, n. 268.
- Les frais de deuil sont-ils privilégiés et regardés comme frais funéraires? XIII, p. 350, n. 269.
- Tous ceux qui participent à la succession doivent contribuer à ces frais. XIII, p. 351, n. 270.
- La valeur du deuil est réglée sur la fortune et sur la position sociale du mari au moment de sa mort. XIII, p. 352, n. 271.
- C'est en argent qu'il doit être payé. *Ibid.*, n. 272.
- Il est prudent d'en fixer le montant par le contrat de mariage, afin d'en assurer le paiement par l'hypothèque légale. XIII, p. 353, n. 273.
- Le deuil réglé par contrat de mariage est-il réductible dans le cas d'existence d'enfants d'un premier mariage? V, p. 318, n. 392.
- Soit que la femme mariée sous le régime dotal opte pour des aliments, soit qu'elle préfère les intérêts de sa dot, pendant l'année qui suit le décès de son mari, elle a toujours droit aux habits de deuil sur la succession et sans imputation sur

les intérêts de sa dot. XIV, p. 350, n. 279.

DEVOIRS.

- Des devoirs respectifs des époux. II, p. 14, n. 618 et suiv.
- Voy. *Mariage, Puissance maritale, Femme mariée, Autorisation maritale.*

DEVOLUTION.

Voy. *Accroissement, Succession.*

DIAMANS.

- Les diamans et les pierres fines font-ils partie des bardes dont parle l'art. 1466 du Code civil? XIV, p. 307, n. 370, 371.

DICTÉE.

- De la dictée des testaments. V, p. 380, n. 410-416.

Voy. *Testament authentique*, sect. 3, art. 2, § 1.

DINE.

- Suppression des dîmes. III, p. 64, n. 100, 101.

DISCUSSION.

- Quand les tiers peuvent opposer l'exception de discussion au créancier qui exerce l'action révocatoire contre les actes de son débiteur. VI, p. 377, n. 348-347.

DISJOINT.

- Des légataires disjoints. V, p. 642, n. 634.

Voy. *Accroissement.*

DISJONCTIVE.

- S'il y a, dans un contrat ou dans un testament, plusieurs conditions unies par une conjonctive, elles doivent toutes être accomplies; si elles sont unies par une disjonctive, il suffit qu'une seule soit accomplie. Mais une conjonctive est souvent employée pour une disjonctive. *Quid* s'il n'y a ni conjonctive ni disjonctive entre les conditions? VI, p. 656, n. 397.
- La même chose peut-elle être promise ou léguée à plusieurs personnes sous une disjonctive? A qui doit-elle être attribuée dans le dernier cas? *Quid* du cas où la disjonctive n'a pour but que de laisser à l'héritier le choix des légataires? VI, p. 738, n. 702-708.
- Si l'héritier refuse de choisir, les deux légataires peuvent demander et partager le legs. VI, p. 738, n. 706.
- Le legs mis à la charge de deux héritiers réunis dans le testament par une disjonctive les constitue débiteurs solidaires. VI, p. 739, n. 707.
- De la réunion, par une disjonctive, de deux personnes auxquelles doit se faire le paiement. VI, p. 739, n. 708.

DISJONCTIVE (Obligation).

- De l'obligation disjonctive et de ses effets. VI, p. 719, n. 688-690.
- Voy. *Alternative*.

DISPENSE (d'âge).

- Des dispenses d'âge pour le mariage. Comment elles s'obtiennent. I, p. 422, n. 800.

DISPENSE (de rapport).

- De la dispense de rapport. IV, p. 484, n. 488 et suiv.
- Voy. *Rapport*.

DISPENSE (de la tutelle).

- Des causes qui dispensent de la tutelle. II, p. 559, n. 1140 et suiv.
- Voy. *Tutelle*.

DISPONIBLE (Portion).

- Voy. *Portion disponible*.

DISSOLUTION (d'un contrat).

- Dans quels cas un contrat est dissous, quant aux deux parties, par l'impossibilité où l'une d'elles se trouve, sans sa faute, d'accomplir son obligation. Application au contrat de vente, au contrat de louage, au contrat de société, aux obligations de faire, aux obligations conditionnelles, à l'obligation de faire établir une servitude sur le fonds d'autrui. VII, p. 824, n. 447-464.
- Voy. *Obligation*.

DISSOLUTION (de la communauté).

- Comment se dissout la communauté éventuelle à laquelle donne lieu le mariage contracté sous le régime de la communauté. XIII, p. 9, n. 1.
- La mort naturelle donne ouverture au droit de la femme à la copropriété des biens qui composent la communauté. XIII, p. 40, n. 2.
- La communauté se dissout par la mort civile. Le divorce, quand il était permis, avait aussi pour effet de dissoudre la communauté. XIII, p. 40, n. 18.
- La communauté est encore dissoute par la séparation de corps. XIII, p. 40, n. 19.
- Voy. *Séparation de corps*.
- Elle se dissout enfin par la séparation de biens. XIII, p. 41, n. 20.
- Voy. *Séparation de biens*.
- La communauté se dissout par l'absence. XIII, p. 489, n. 125.
- Après la déclaration d'absence de l'un des époux, il dépend de l'autre époux de continuer ou de dissoudre la communauté. Effets de cette option. I, p. 390, n. 460-471.
- Voy. *Absence*.
- Le Code a fait disparaître de notre législation l'espèce de société légale connue dans l'ancien droit sous le nom de *continuation de communauté*. XIII, p. 20, n. 5.

— La preuve de la constance des biens dont se compose la communauté se fait tant par titres que par la commune renommée. XIII, p. 11, n. 3.

- En quoi consiste cette dernière preuve. XIII, p. 11, n. 4.
- L'obligation, pour le survivant des conjoints, de faire inventaire de la communauté lors de sa dissolution, n'a lieu que dans le cas où il existe des mineurs de l'époux prédécédé. XIII, p. 12, n. 8.
- Le défaut d'inventaire, dans ce cas, fait perdre à l'époux survivant l'usufruit légal que lui accorde l'art. 594. XIII, p. 14, n. 6.
- A quels biens s'étend cette privation d'usufruit. XIII, p. 15, n. 7 et suiv.

Voy. *Usufruit légal*.

- En cas de défaut d'inventaire, le subrogé-tuteur est tenu solidairement avec le tuteur des condamnations qui peuvent être prononcées au profit des mineurs. XIII, p. 24, n. 12.

— Dans quelles formes doit être fait l'inventaire exigé par l'art. 1442. XIII, p. 25, n. 15 et suiv.

Voy. *Inventaire*.

— C'est la séparation de biens, et non le jugement qui l'autorise, qui dissout la communauté. XIII, p. 180, n. 98-97.

— Effets de la dissolution ainsi opérée. XIII, p. 184, n. 98 et suiv.

— Les époux peuvent toujours rétablir par un consentement mutuel la communauté dissoute par une séparation judiciaire. XIII, p. 181, n. 117.

— A quelles conditions. *Id.*, p. 181, n. 118.

Voy. *Séparation de biens*.

DISTANCE.

— Règles quant aux distances à garder pour certains ouvrages afin de prévenir les dommages qui peuvent en résulter pour autrui. III, p. 209, n. 351.

— Malgré ces distances, celui qui a fait les ouvrages répond des dommages. III, p. 210, n. 352.

— De la distance requise pour planter des arbres près de l'héritage voisin. III, p. 376, n. 812-816.

— De la distance prescrite pour l'ouverture de vues sur l'héritage voisin. Comment elle se compte. Quand cesse l'obligation de la distance. III, p. 380, n. 818-836.

Voy. *Vue*.

DIVERTISSEMENT.

— Ce qu'on nomme divertissement en matière de communauté ; peines du divertissement. XIII, p. 286, n. 312 et suiv.

Voy. *Recel*.

DIVISIBILITÉ.

Voy. Indivisibilité.

DIVISION.

— La division des droits et obligations est la règle générale. Comment elle s'opère ordinairement, soit entre les contractants, s'il y avait dans l'origine plusieurs créanciers ou plusieurs débiteurs de la même chose, soit entre leurs héritiers, s'ils en ont laissé plusieurs. Quand il y a exception à la règle de la division des droits et des obligations. VI, p. 784, n. 780 et suiv.

Voy. Indivisibilité.

— La peine stipulée par une clause pénale se divise entre les héritiers de celui qui l'a encourue. *Quid* s'ils contrevennent eux-mêmes ou si l'un d'eux contrevient. VI, p. 876, n. 840-848.

— *Quid* si l'obligation primitive était d'une chose indivisible? VI, p. 878, n. 848.

— Du bénéfice de division que peuvent invoquer les cautions solidaires poursuivies pour le paiement de la dette. VII, p. 92, n. 72, 75.

DIVORCE.

— Définition du divorce; combien il y en a d'espèces. II, p. 57, n. 667.

— Motifs des rédacteurs du Code pour admettre le divorce. II, p. 58, n. 668.

SOMMAIRE.

SECT. 1. Du divorce pour cause déterminée.

SECT. 2. Du divorce par consentement mutuel.

SECT. 3. Des effets du divorce.

SECT. 1. Du divorce pour cause déterminée.

— Combien il y a de causes de divorce. II, p. 59, n. 669.

— Quelles sont les causes déterminées. II, p. 40, n. 670.

— De l'adultère de la femme ou du mari. II, p. 40, n. 671.

— Des excès, sévices et injures graves. Quel caractère de gravité doivent avoir les injures. II, p. 41, n. 672.

— De la condamnation de l'un des époux à une peine infamante. II, p. 41, n. 673.

— De la séparation de corps qui a duré plus de trois ans. II, p. 42, n. 674.

— A quel tribunal doit être portée l'action en divorce. II, p. 48, n. 678, 679.

— Si les faits donnent lieu à une poursuite criminelle, l'action civile est suspendue. II, p. 48, n. 679.

— L'absolution de l'accusé ne préjuge rien sur le divorce. II, p. 48, n. 677.

— La condamnation le préjuge presque nécessairement. II, p. 48, n. 678.

— Quelle procédure est nécessaire pour la

demande en divorce motivée sur la séparation de corps qui a duré plus de trois ans. II, p. 46, n. 680.

— *Quid* de la demande motivée sur une condamnation? II, p. 47, n. 681.

— Dans tous les autres cas de demande en divorce pour cause déterminée, on peut remarquer quatre degrés dans la procédure. II, p. 47, n. 682.

— De l'essai en conciliation, de la requête à présenter au président, par l'époux demandeur, de la comparution des parties, du référé au tribunal, et du jugement préliminaire sur la demande. II, p. 48, n. 683-688.

— De la citation à l'audience de huis clos. Comment a lieu la comparution à cette audience; ce qui s'y passe, et du renvoi à l'audience publique. II, p. 50, n. 688-689.

— Si la demande est justifiée, elle peut être immédiatement accueillie; mais les aveux du défendeur ne suffisent pas pour autoriser le divorce, et si les faits ne sont pas prouvés par écrit, la preuve testimoniale doit être ordonnée. II, p. 51, n. 690.

— Les témoins à faire entendre doivent être nommés, et les reproches proposés de suite. II, p. 52, n. 691.

— Les parents, autres que les descendants, et les domestiques peuvent être témoins. II, p. 53, n. 692.

— Comment sont reçues et rédigées les dépositions des témoins, et ce qui suit la clôture des enquêtes. II, p. 53, n. 693, 694.

— Rapport, plaidoiries et conclusions du ministère public. II, p. 54, n. 695.

— Prononciation du jugement. Quand le tribunal peut tarder à prononcer définitivement. II, p. 54, n. 696.

— Dans quel délai il est obligé de rendre un jugement définitif. II, p. 55, n. 697.

— De l'appel de ce jugement. Quand il est recevable. Procédure en appel. II, p. 55, n. 698.

— La requête civile n'est pas admissible. *Secus* du pourvoi en cassation. II, p. 56, n. 699.

— Délai dans lequel l'époux qui a obtenu le divorce est obligé de se retirer devant l'officier de l'état civil pour le faire prononcer. II, p. 56, n. 700.

— Comment il est prononcé. II, p. 57, n. 701.

— A qui reste l'administration des enfants pendant l'instance en divorce? II, p. 58, n. 702.

— Mesures de prudence et de conservation permises à la femme. II, p. 59, n. 703, 704.

— Les obligations contractées, et les aliénations faites par le mari, en fraude des

droits de la femme, doivent être déclarées nulles. II, p. 59, n. 703.

- Fins de non recevoir contre l'action en divorce, pour cause déterminée. II, p. 60, n. 706-710.
- L'action est éteinte par la réconciliation. II, p. 61, n. 707.
- La réconciliation doit être prouvée. II, p. 61, n. 708.
- L'opilon faite pour la séparation de corps est une fin de non recevoir contre la demande du divorce. II, p. 61, n. 609.
- *Quid*, si après avoir obtenu la séparation pour cause d'injures, le mari demande le divorce pour adultère de sa femme depuis la séparation ? II, p. 61, n. 710.

SECT. 2. Du divorce par consentement mutuel.

- Du divorce par consentement mutuel ; pourquoi il a été admis. II, p. 62, n. 711.
- Conditions exigées pour que le divorce ainsi motivé soit admis. II, p. 63, n. 713-718.
- Il faut que le mari ait atteint vingt-cinq ans, et la femme vingt et un. II, p. 63, n. 715.
- Que le mariage soit contracté depuis plus de deux ans. II, p. 64, n. 714.
- Qu'il ait subsisté moins de vingt ans, et que la femme n'ait pas quarante-cinq ans. II, p. 64, n. 716.
- Que les époux aient obtenu le consentement de leurs ascendants. II, p. 64, n. 716.
- Qu'ils aient fait inventaire de leurs biens et réglé leurs droits respectifs. II, p. 66, n. 717.
- Qu'ils aient réglé à qui leurs enfants seront confiés, la résidence de la femme pendant la procédure, et la provision qui lui sera accordée. II, p. 67, n. 718.
- De la procédure à suivre pour parvenir au divorce par consentement mutuel. II, p. 68, n. 719-752.
- Du jugement qui admet ou rejette la demande de divorce par consentement mutuel. II, p. 72, n. 723.
- De l'appel de ce jugement et de la manière dont il doit être statué sur cet appel. II, p. 72, n. 729-751.
- Comment s'exécute le jugement qui admet le divorce par consentement mutuel. II, p. 73, n. 752.

SECT. 3. Des effets du divorce.

- Des effets du divorce. II, p. 73, n. 755-764.
- Effets relatifs à la personne. II, p. 73, n. 755-758.
- Liberté ou prohibition pour les époux divorcés de contracter un second mariage. II, p. 74, n. 755-757.
- Dans quel cas le divorce prononcé est

un empêchement à un second mariage de l'époux divorcé. I, p. 466, n. 334.

- De l'influence que le jugement rendu au criminel, sur l'action publique, en matière de divorce, peut avoir sur le sort de l'action civile. VIII, p. 60, n. 33, à la note.
 - Peines applicables à la femme contre laquelle est prononcé le divorce, pour cause d'adultère. II, p. 76, n. 753.
 - Effets du divorce, relativement aux biens. II, p. 76, n. 753-746.
 - Dans tous les cas de divorce autres que celui qui a lieu par consentement mutuel, les droits des époux, quant aux biens, sont réglés comme si le mariage était dissous par la mort. II, p. 76, n. 739.
 - Le divorce, pendant qu'il était permis, avait pour effet de dissoudre la communauté. XIII, p. 40, n. 18.
 - La dissolution du mariage, opérée par le divorce, ne donne pas ouverture aux gains de survie. *Quid* du préciput et des autres avantages matrimoniaux ? II, p. 77, n. 740-745.
 - L'époux, contre lequel le divorce a été prononcé perd la faculté de révoquer les avantages qu'il avait faits à l'autre époux depuis le mariage contracté. A partir de quelle époque cesse cette faculté. II, p. 78, n. 745.
 - Toute stipulation du contrat de mariage qui défendrait d'user de la révocation en cas de divorce est nulle. II, p. 79, n. 744.
 - Le divorce prononcé contre l'un des époux ne le prive pas des avantages que lui auraient faits les parents de l'autre époux. II, p. 79, n. 745.
 - Les donations faites entre époux, par contrat de mariage, sont révoquées en faveur de l'époux qui a obtenu le divorce. V, p. 328, n. 310.
 - Le divorce ne donnait pas lieu, avant la loi du 8 mai 1816, à l'ouverture du préciput conventionnel. XIII, p. 496, n. 394.
 - L'époux contre lequel le divorce a été prononcé ne conserve pas son droit au préciput conventionnel, suspendu jusqu'à la mort de l'un des conjoints : il l'a perdu absolument. XIII, p. 500, n. 396.
- Voy. Préciput conventionnel.**
- Des aliments sont dus à l'époux qui a fait prononcer le divorce. L'obligation n'est plus alors réciproque. II, p. 80, n. 746.
 - Le divorce fait perdre le droit de succession irrégulière. IV, p. 283, n. 271.
 - Effets du divorce, relativement aux enfants. II, p. 81, n. 747-754.
 - A quel des époux sont confiés les enfants, en cas de divorce ? II, p. 81, n. 747.
 - Quels droits conserve sur eux celui auquel ils ne sont pas confiés. Ses obli-

- guelons à leur égard. II, p. 84, n. 748.
- Le père seul conserve la puissance paternelle. II, p. 84, n. 748.
- Droits et avantages assurés aux enfants, de moment où le divorce est prononcé entre leurs parents. II, p. 84, n. 780-784.
- Les biens dévolus aux enfants, pour cause de divorce par consentement mutuel, rentrent dans la masse de la succession de leur auteur pour la fixation de la réserve à laquelle auraient droit des enfants nés d'un autre mariage. V, p. 459, n. 437.
- Mais les donataires ou les légataires ne peuvent demander cette réunion. V, p. 459, n. 438.
- Privation de l'usufruit légal, dans le cas de divorce. II, p. 297, n. 1064, 1065.
- A qui appartient la tutelle des enfants, dans le cas de divorce; est-il alors besoin d'un subrogé-tuteur? II, p. 315, n. 1084, 1085.

DOL.

- Le dol est une cause de nullité des conventions qu'il a déterminées. VI, p. 89, n. 86.
- Définition du dol. VI, p. 89, n. 87.
- Le dol est positif ou négatif. VI, p. 90, n. 88.
- Caractère du dol : du dol appelé réel. VI, p. 90, n. 89.
- Différence quant aux effets sur le contrat entre le dol incident et le dol qui a déterminé le contrat. VI, p. 91, n. 90-92.
- Distinction entre le dol commis par une partie, ou dont elle est complice, et le dol commis par un tiers. VI, p. 94, n. 93, 94.
- Le dol peut dégénérer en escroquerie. Différence entre le dol simple et l'escroquerie. VI, p. 98, n. 95.
- Principes sur la nature et les caractères du dol; en quoi il diffère de la fraude. IX, p. 261, n. 183.
- Du dol bon et du dol mauvais chez les Romains. Exemple du dol bon, dans un cas de simulation prévu par une loi romaine. La simulation n'est pas répréhensive quand elle ne porte préjudice à personne. Exemple dans les donations déguisées. IX, p. 265, n. 189-191.
- De là cette règle de droit, qu'on peut faire indirectement ce que la loi permet de faire directement. IX, p. 265, n. 192.
- Division du dol mauvais en quatre classes. IX, p. 266, n. 193.
- On appelle proprement fraude celle de ces espèces de dol qui a pour but de nuire aux droits des tiers; elle peut toujours être prouvée par témoins. Pourquoi. IX, p. 267, n. 194-196.
- Du dol qui a pour but de tromper l'un des contractants par simulation, dissimulation ou réticence. Le premier se nomme dol positif; le second, dol négatif. Exemples de ces deux espèces de dol; comment on les reconnaît. IX, p. 270, n. 197-170.
- Pour qu'il y ait dol, de même que pour qu'il y ait fraude, il faut qu'il existe dessein de tromper et dommage réel, *consilium et eventus damni*. IX, p. 271, n. 171.
- Le dol commis avant le contrat et au moment du contrat peut être prouvé par témoins. Pourquoi. IX, p. 272, n. 172.
- Il en est de même des faits de violence, lors même que le contrat a été passé devant notaire et dans une ville. IX, p. 273, n. 173.
- Mais la preuve testimoniale du dol ou de la violence ne saurait être admise, lorsque la loi due aux actes s'y oppose. Il faut recourir à la voie du faux. IX, p. 276, n. 175, 176.
- Pour être admis à prouver le dol ou la violence par témoins, il faut articuler des faits précis. IX, p. 277, n. 177.
- Le dol commis depuis le contrat passé sans fraude, celui par exemple qui est commis à l'occasion des actes simulés, ne peut être prouvé par témoins de la part de ceux qui étaient parties dans ces actes, ou de leurs ayant-cause. Application aux reconnaissances d'apport dans les contrats de mariage; aux quittances de dot, aux donations déguisées, aux quittances imprudemment données. IX, p. 279, n. 178-184, et p. 301, n. 190, 191.
- On ne peut éluder l'application de ce principe en présentant le dol sous la couleur d'un délit; de l'escroquerie, par exemple. Caractères de ce délit. Sa définition par diverses lois. Vices de ces définitions. Si le dol déferé aux tribunaux correctionnels sous le nom d'escroquerie n'en a pas tous les caractères, ils doivent rejeter la plainte; dans le cas contraire, les juges doivent articuler dans leurs jugements les faits qui caractérisent l'escroquerie. IX, p. 286, n. 185-187.
- Le crime de faux est encore un prétexte fréquent pour éluder la prohibition de la preuve testimoniale dans divers cas de dol. Caractères de ce crime. Les tribunaux criminels doivent rejeter la plainte, quand le dol ne présente pas les caractères du faux. IX, p. 295, n. 188.
- Le dol par lequel, sans contracter avec une personne, on la détermine par des manœuvres ou des réticences frauduleuses, à faire une chose contraire à ses intérêts, afin d'en profiter ou d'en faire profiter un tiers, peut être prouvé par témoins. IX, p. 307, n. 192.
- Les faits particuliers d'insure peuvent être prouvés par témoins, et même par

- des présomptions, devant les tribunaux civils. IX, p. 368, n. 195.
- Un dol personnel, tel que la soustraction du titre qui prouve la demande, peut donner lieu à la restitution contre la délation du serment : mais il n'en est point ainsi du parjure. X, p. 495, n. 586-590.
 - Quelque le parjure commette un dol, le ministère public ne peut, pas plus que la partie civile, prouver par témoins son parjure, s'il n'existe pas un commencement de preuve par écrit. X, p. 498, n. 588.
 - Pourquoi le Code n'applique point au dol ni à la fraude l'exception à la prohibition de la preuve testimoniale, qu'il prononce pour les quasi-délits, moins répréhensibles. IX, p. 260, n. 187.
 - Quand le dol peut rendre nul le consentement au mariage. I, p. 458, n. 821 et suiv.

Voy. Mariage.

- Ce qu'on entend par dol, considéré comme cause d'inexécution des contrats, et quand il donne lieu à des dommages-intérêts. VI, p. 238, n. 225-226.

Voy. Dommages-intérêts.

- Dans quels cas la prise à partie pour fait de dol est admissible contre le juge, et quels dommages-intérêts doit le juge condamner. XI, p. 511, n. 229.

Voy. Prise à partie.

DOMAINE.

- Si le domaine diffère de la propriété. III, p. 84, n. 85.

DOMAINE CONGÉABLE.

- Ce que c'est que le domaine congéable. III, p. 67, n. 105, 104.
- Modifications auxquelles est soumise la propriété des domaines congéables. III, p. 204, n. 324.

DOMAINE (du roi).

- Il ne faut pas confondre le domaine de l'Etat avec le domaine du roi. III, p. 28, n. 55-58.

DOMAINE ÉMINENT.

- Ce que c'est que le domaine éminent. III, p. 28, n. 55, 54.

DOMAINE PUBLIC.

- Ce qui constitue le domaine public. III, p. 28, n. 50.
- Des rivages de la mer... III, p. 24, n. 51.
- Des autres biens appartenant à l'Etat. III, p. 28, n. 52.
- Il ne faut pas les confondre avec les finances, avec le domaine éminent ni avec le domaine du roi. III, p. 28, n. 55-58.
- Choses du domaine public qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée. III, p. 28, n. 56, 57, et ibid., p. 344, n. 475-476.

- Parmi les choses du domaine public, lesquelles sont dans le commerce, lesquelles sont hors du commerce? III, p. 37, n. 58, 59.

- Le domaine n'est point hors du commerce, dans le sens du Code ; cependant les biens affectés à la dotation de la couronne ont été déclarés inaliénables et imprescriptibles. Distinction entre le domaine de l'Etat, la dotation de la couronne et le domaine extraordinaire. VI, p. 165, n. 164.

- Les biens du domaine public hors du commerce ne peuvent être vendus ni prescrits. Sects de ceux qui sont dans le commerce. III, p. 37, n. 40, 41.

- Comment ces derniers peuvent être vendus. III, p. 38, n. 42.

- Les immeubles dépendant du domaine public peuvent, en général, être grevés de servitudes, si ce n'est de celles qui seraient incompatibles avec l'usage auquel ils sont destinés. III, p. 345, n. 475-485.

- En général les épaves appartiennent au domaine. Exceptions. IV, p. 57, n. 52, 55.

- Des droits du domaine sur les biens en déshérence. IV, p. 817, n. 294 et suiv.

Voy. Déshérence.

DOMESTIQUE.

- Du reproche contre les témoins, fondé sur la qualité de serviteurs ou de domestiques. Différence entre ces deux mots. IX, p. 496, n. 514.

- Explication et justification de la disposition de l'art. 1781, contraire au droit commun, qui ordonne l'adélailon du serment au maître contre le domestique, sur le paiement des gages de l'année échue, et sur la quotité des gages. Ce serment ne peut être délégué aux héritiers du maître. X, p. 364, n. 448-450.

- De la responsabilité à laquelle les maîtres peuvent être soumis, à l'occasion des faits de leurs domestiques. XI, p. 388, n. 282-289.

Voy. Responsabilité civile, sect. 2.

DOMICILE.

- Du domicile. I, p. 318, n. 562.
- Deux espèces de domicile ; définition du domicile politique. I, p. 319, n. 565.
- Définition du domicile civil. I, p. 319, n. 564.

- L'étendue des questions de domicile est aujourd'hui plus bornée que sous l'ancienne jurisprudence. A quoi elles s'étendent. I, p. 320, n. 568, 566.

- On ne peut avoir qu'un seul domicile réel, bien qu'il y en ait de deux espèces. I, p. 321, n. 567, 370.

- Mais on peut avoir plusieurs domiciles élus. I, p. 322, n. 568.

- Effets de l'élection de domicile. I, p. 332, n. 369.
- L'élection de domicile ne constitue pas mandataire pour recevoir le paiement soit chez lequel domicile est élu. VII, p. 24, n. 22.
- L'élection d'un lieu pour le paiement n'équivaut pas à une élection de domicile pour l'exécution de l'acte. *Seche* en matière de commerce. VII, p. 104, n. 36-38.
- Si les offres peuvent être faites au lieu convenu pour le paiement. VII, p. 263, n. 196-198.
- Du domicile réel originaire. I, p. 332, n. 371.
- On peut en changer, quand on est majeur ou émancipé; mais il faut l'intention jointe au fait. I, p. 325, n. 372.
- L'intention est expresse ou présumée; comment se prouve l'intention expresse. I, p. 324, n. 373, 374.
- Dans quels cas la loi présume l'intention. I, p. 324, n. 375.
- A défaut des présomptions légales, on a recours aux simples présomptions. I, p. 325, n. 376.
- De quelles circonstances on peut les déduire. I, p. 326, n. 377.
- Quelle circonstance déterminerait le domicile, si la maison d'habitation était située sur la limite de deux arrondissements. I, p. 326, n. 378.
- Ce que c'est que le domicile, relativement au mariage. I, p. 474, n. 361.
- Les témoins dans les testaments doivent être domiciliés dans l'arrondissement communal où l'acte est passé. V, p. 372, n. 387.
- La femme mariée n'a pas d'autre domicile que celui de son mari. II, p. 15, n. 616.
- Il lui est permis de quitter ce domicile, lorsqu'elle est demanderesse en divorce. II, p. 59, n. 705.
- Comment obtenir l'exécution d'un jugement qui ordonne à la femme de rentrer au domicile conjugal. XIII, p. 167, n. 109.
- *Id.* d'un jugement qui condamne un mari à recevoir sa femme au domicile conjugal. XIII, p. 172, n. 110.

DOMMAGE.

- De la responsabilité civile à laquelle nous pouvons être soumis à l'occasion du dommage causé par notre fait, par notre négligence ou par notre imprudence. XI, p. 148, n. 116 et suiv.

Voy. Responsabilité civile, sect. 1.

- De la responsabilité à laquelle chacun est tenu par suite du dommage causé par le fait des personnes qu'il a sous sa garde. XI, p. 322, n. 250 et suiv.

Voy. Responsabilité civile, sect. 2.

- De la responsabilité à laquelle donne lieu le fait des animaux que nous avons sous notre garde. XI, p. 400, n. 396-416.

- De la responsabilité à laquelle donne lieu le dommage causé par les choses inanimées qui nous appartiennent. XI, p. 433, n. 317.

Voy. Responsabilité civile, sect. 2.

DOMMAGES-INTÉRÊTS.

- La condamnation à des dommages-intérêts est la seule conséquence légale de l'inexécution d'une promesse de faire ou de ne pas faire. VI, p. 230, n. 217.
 - Ce qu'on entend par dommages-intérêts. VI, p. 233, n. 222.
 - Des causes et des fautes pour lesquelles sont dus les dommages-intérêts. VI, p. 233, n. 225 et suiv.
 - Il en est toujours dû pour cause de dol ou de mauvaise foi, malgré toute stipulation contraire. Ce qu'on entend par dol ou mauvaise foi. VI, p. 233, n. 224-226.
 - De la règle que nul ne répond des cas fortuits ni de la force majeure. Exceptions à cette règle. Qui doit prouver le cas fortuit ou la force majeure. VI, p. 237, n. 227-229.
 - Quand le débiteur est en faute. Division que les anciens jurisconsultes donnaient des fautes. Règles qu'ils établissaient à l'égard de la responsabilité des fautes. Inutilité de ces règles. Le Code les rejette. Ce qu'on doit y substituer. VI, p. 238, n. 230-236.
 - Quand les dommages-intérêts sont encourus par le retard ou la demeure. Ce qu'on entend en jurisprudence par demeure. Diverses manières dont le débiteur est constitué en demeure. Effets de la demeure. Comment se purge la demeure. VI, p. 243, n. 238-242.
- Voy. *Demeure*.
- Principes du droit romain sur les moyens d'arriver à l'exécution d'un jugement qui condamne à la restitution d'une chose, si le condamné ne peut ou ne veut restituer. X, p. 345, n. 450-454.
 - En quoi consistent les dommages-intérêts; quelle est leur étendue; comment ils sont fixés. VI, p. 275, n. 265 et suiv.
 - Comment les fixe la loi, dans le cas d'inexécution d'une obligation dont l'objet est le paiement d'une somme d'argent. VI, p. 275, n. 264, 265.
 - On ne peut stipuler pour indemnité, dans ce cas, un intérêt plus fort que l'intérêt légal. Exceptions. VI, p. 278, n. 266, 267.
 - Quel est le taux de l'intérêt légal. De quel jour il est dû; quand il court de plein droit. VI, p. 280, n. 268, 269.

- On peut le faire courir par convention. VI, p. 282, n. 270.
- L'antécédence, ou production d'intérêts par un capital formé d'intérêts, est aujourd'hui permis. VI, p. 282, n. 271.
- La condamnation au paiement des intérêts des intérêts ne peut être prononcée par jugement qu'en vertu de conclusions formelles. VI, p. 288, n. 272.
- La régie de l'enregistrement, qui ne peut exiger d'intérêts, en cas de retard dans le paiement, ne peut être condamnée aux intérêts des sommes indûment reçues. VI, p. 286, n. 273.
- Les fermages, loyers, rentes, etc., peuvent produire des intérêts. VI, p. 286, n. 274.
- Dans toute autre obligation que celle qui a pour objet le paiement d'une somme d'argent, les dommages-intérêts peuvent être fixés par la convention. Le juge ne peut s'écarter de cette fixation. VI, p. 286, n. 278.
- Quelles choses doivent être prises en considération pour régler les dommages-intérêts, quand ils ne sont fixés ni par la loi ni par la convention. VI, p. 288, n. 276-281.
- Règles tracées à cet égard par le Code. VI, p. 286, n. 280-282.
- Dans le cas où le débiteur qui n'exécute pas son obligation n'est coupable ni de dol ni de mauvaise foi, il n'est tenu que des dommages-intérêts que l'on a pu prévoir lors du contrat. L'art. 1633 contient-il une exception à cette règle? Explication de cet article. VI, p. 291, n. 284, 286.
- Dans le cas même où le débiteur est coupable de dol ou de mauvaise foi, les dommages-intérêts ne s'étendent qu'à ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de l'obligation. Explication de cette règle. VI, p. 294, n. 286.
- Les différentes pertes successives, immédiatement et uniquement causées par le fait d'inexécution de l'obligation, doivent être prises en considération pour la fixation des dommages-intérêts. VI, p. 296, n. 287.
- La fortune du débiteur ne peut être prise en considération par le juge, pour la fixation des dommages-intérêts. VI, p. 300, n. 288.
- Ce qui, dans l'appréciation des dommages-intérêts, est laissé à l'arbitraire du juge. VI, p. 301, n. 289, 290.
- Comment sont liquidés les dommages-intérêts. VI, p. 304, n. 291.
- L'inexécution des obligations qui ont une cause illicite ne soumet point à des dommages-intérêts. VI, p. 306, n. 292.
- Si l'inexécution des promesses de mariage donne lieu à des dommages-inté-

rêts, et si la clause pénale qu'on ajoute à ces promesses est valable. VI, p. 308, n. 295-305.

- Des dommages-intérêts sont dus à l'époux dont le mariage est déclaré nul, parce qu'il n'avait pas l'âge compétent. I, p. 321, n. 624.
- Le mari, sous le régime dotal, est-il tenu des condamnations à des dommages-intérêts prononcées contre la femme, soit pendant le mariage, soit antérieurement? XIV, p. 416, n. 547, 548.
- Quels sont les dommages-intérêts qui peuvent être prononcés contre le juge pris à partie, lorsque cette action réussit, contre lui. XI, p. 502, n. 220-225.

Voy. *Prise à partie*.

— Si c'est violer la maxime *non bis in idem*, que de demander, par action civile, des dommages-intérêts à l'occasion d'un fait qui, poursuivi par l'action publique devant un tribunal criminel, a été déclaré par le jury n'être pas constant, ou ne pas constituer le crime objet de l'accusation, ou dont l'accusé a été déclaré non coupable. VIII, p. 58, n. 30-37.

Voy. *Chose jugée*.

DONATAIRE.

- Les présomptions de survie érigées en règle par le Code sont-elles applicables aux donataires? IV, p. 73, n. 78, 78 bis.
- Du reproche contre le donataire appelé en témoignage. IX, p. 466, n. 304.
- Le demandeur en répétition d'une chose indûment payée n'a aucun recours contre le donataire auquel l'a transmise le créancier putatif qui l'avait reçue de bonne foi. Secus de la chose donnée par l'héritier apparent. XI, p. 122, n. 97-99.

Voy. *Donation*.

DONATION.

SOMMAIRE.

- CHAP. 1. *Des donations en général.*
- CHAP. 2. *Des donations entre vifs.*
- CHAP. 3. *Des donations faites en faveur du mariage.*
- CHAP. 4. *Des donations faites aux époux pendant le mariage.*
- CHAP. 5. *Des donations entre époux.*

CHAP. 1. Des donations en général.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *Des diverses espèces de donations.*
- SECT. 2. *De la capacité de disposer ou de recevoir par donation.*
- SECT. 3. *Des donations faites en faveur d'incapables sous le nom de personnes interposées, et des donations déguisées sous la forme de contrats onéreux.*
- SECT. 4. *Des dispositions sujettes à rapport, de la portion disponible et de la réserve.*

SECT. 1. Des diverses espèces de donations.

- N'existe en général deux manières de donner, ou par convention, ou par acte de dernière volonté. V, p. 8, n. 2.
- Les libéralités qui se font par convention conservent seules en droit le nom de donations. V, p. 8, n. 3.
- Les donations sont de deux espèces : entre vifs ou à cause de mort. V, p. 8, n. 5.
- Ce qu'on appelle donation entre vifs. V, p. 8, n. 4.
- Ce qu'on appelle donation à cause de mort. V, p. 6, n. 5.
- Différence dans le caractère de chacune de ces deux espèces de donations. V, p. 6, n. 6.
- En quel diffère la donation testamentaire et la donation à cause de mort. V, p. 7, n. 7.
- Quelle était autrefois et quelle devrait être aujourd'hui la forme des donations à cause de mort. V, p. 7, n. 8-10.
- Si les donations à cause de mort sont conservées par le Code. V, p. 10, n. 11.
- Ce qu'on entend par donation mutuelle. Ses effets. V, p. 293, n. 366-368. *Ibid*, p. 308, n. 329.
- Des substitutions prohibées dans les donations et dans les testaments. V, p. 12, n. 12 et suiv.

Voy. Substitutions.

SECT. 2. De la capacité de disposer ou de recevoir par donation.

- De l'incapacité de disposer ou de recevoir par donation entre vifs ou testamentaire. V, p. 71, n. 52 et suiv.
- On ne peut étendre les incapacités. *Ibid*.
- On les divise en absolues et en relatives. V, p. 72, n. 53.
- Des incapables de donner. V, p. 75, n. 53 et suiv.
- On peut attaquer, pour cause de démentence, les donations après le décès du donateur. V, p. 75, n. 56.
- Des donations faites par l'interdit, avant et depuis l'interdiction. V, p. 75, n. 57, 58.
- De celles que ferait l'individu pourvu d'un conseil judiciaire. V, p. 77, n. 59.
- De celles que ferait le mineur. V, p. 77, n. 60.
- Sous quelles conditions les donations sont permises à la femme mariée. V, p. 78, n. 61.
- Elles sont interdites à l'individu mort civilement. V, p. 78, n. 62.
- Des incapables de recevoir par donations. V, p. 79, n. 64 et suiv.
- Ceux qui ne sont pas conçus, ou qui ne naissent pas viables, sont incapables de recevoir par donations. V, p. 79, n. 64.

- De l'incapacité des tuteurs. V, p. 80, n. 68.
 - De celle des docteurs en médecine, en chirurgie, en pharmacie, et des officiers de santé. Exceptions. V, p. 81, n. 68-69.
 - On ne peut étendre la prohibition aux gardes-malades. V, p. 82, n. 67.
 - Elle s'étend aux empiriques et aux charlatans. V, p. 82, n. 68.
 - De l'incapacité des ministres du culte. V, p. 83, n. 70.
 - De celle des enfans naturels. V, p. 84, n. 71.
 - De celle des étrangers. V, p. 84, n. 72.
 - De celle des mariés à un veuf ou à une veuve avec enfans. V, p. 84, n. 73.
 - L'individu mort civilement perd le droit de faire ou de recevoir une donation entre vifs ou testamentaire. I, p. 284, n. 282.
 - Aucune incapacité de recevoir par donation ne frappe aujourd'hui les héritiers du donateur. V, p. 85, n. 74.
 - Autorisation prescrite pour la validité des donations faites en faveur des corps et des établissemens publics. V, p. 86, n. 75.
 - Quelles sont les donations permises au mari sur les biens de la communauté. XII, p. 483 et suiv., n. 510-542.
- Voy. Communauté légale, Administration.
- De l'époque à considérer pour apprécier la capacité du donateur ou du donataire, dans les donations entre vifs. V, p. 103, n. 98, 96.

SECT. 3. Des dispositions faites en faveur d'incapables, sous le nom de personnes interposées, et des donations déguisées sous la forme de contrats onéreux.

- Nullité des donations faites en faveur d'incapables, sous le nom de personnes interposées. V, p. 87, n. 76-83.
- Comment on peut prouver l'interposition. V, p. 87, n. 77.
- Quelles personnes sont de droit réputées personnes interposées. V, p. 88, n. 78-82.
- On ne saurait être admis à prouver contre la présomption sur laquelle la loi se fonde pour annuler les donations faites à des personnes qu'elle répute interposées. X, p. 63, n. 52.
- De la nullité des donations déguisées sous la forme de contrats onéreux. V, p. 92, n. 84, 85.
- Une donation déguisée sous le voile d'un contrat onéreux n'est pas nulle pour le tout, mais seulement réductible. Discussion de l'opinion contraire. IV, p. 472, n. 474.
- La simulation n'est pas réprochée, quand elle ne porte préjudice à personne, et l'on peut faire indirectement ce que la loi permet de faire directement. Applica-

- don aux donations déguisées. IX, p. 263, n. 160-162.
- La simulation dans les actes ne peut être prouvée par témoins par ceux qui y ont été parties, ni par leurs ayants cause. Application aux donations déguisées. IX, p. 279, n. 173-184; p. 301, n. 190, 191.
- SECT. 4. Des donations sujettes à rapport, de la portion disponible et de la réserve.**
- Des donations sujettes à rapport. IV, p. 452, n. 452-453.
 - Du rapport dû par l'héritier donataire, lors du partage d'une succession. IV, p. 452, n. 452 et suiv.
- Voy. Rapport.**
- Pourquoi la loi a mis des bornes à la faculté de donner, en établissant la réserve. V, p. 107, n. 97-99.
 - De la réserve des enfants; sa quotité varie suivant le nombre des enfants. V, 112, n. 101-110.
- Voy. Réserve.**
- De la réserve des ascendants. V, p. 121, n. 111-116.
 - Des cas où la quotité de la réserve augmente ou diminue, selon l'état du donateur. V, p. 129, n. 117, 118.
 - De la réduction des donations; quand et par qui elle peut être demandée. V, p. 154, n. 119-125.
 - Quels biens doivent composer la masse à former, lors de la demande en réduction, pour connaître s'il y a excès dans les donations. V, p. 158, n. 126-157.
 - Comment on doit évaluer les biens rapportés, pour la fixation de la réserve. V, p. 159, n. 158-165.
 - Comment s'opère la réduction. V, p. 157, n. 144-161.
 - Quelles fins de non recevoir on peut opposer à la demande en réduction. V, p. 168, n. 162-167.
- Voy. Réserve.**
- CHAP. 2. Des donations entre vifs.**
- SOMMAIRE.**
- SECT. 1. Caractère des donations entre vifs; forme dans laquelle elles doivent être faites.**
- SECT. 2. De l'acceptation des donations.**
- SECT. 3. De l'irrévocabilité des donations.**
- SECT. 4. De la transcription des donations.**
- SECT. 5. De la révocation des donations.**
-
- SECT. 1. Caractère des donations entre vifs; forme dans laquelle elles doivent être faites.**
- Ce qu'on appelle donation entre vifs. V, p. 6, n. 4.
 - Différences entre le caractère des donations entre vifs et celui des donations à cause de mort. V, p. 6, n. 6.
- De l'époque à considérer pour apprécier la capacité du donateur ou du donataire dans les donations entre vifs. V, p. 105, n. 95, 96.
 - De la forme des donations entre vifs. V, p. 174, n. 103 et suiv.
 - Pourquoi les formalités sont plus multipliées pour les donations que pour les autres actes. V, p. 174, n. 103.
 - Le préciput conventionnel n'est point regardé comme un avantage sujet aux formalités des donations. XIII, p. 307, n. 400.
- Voy. Préciput conventionnel.**
- La clause d'un contrat de mariage portant que le survivant prendra la totalité de la communauté, n'est point un avantage sujet aux règles relatives aux donations, XIII, p. 351, n. 422.
 - L'acte de donation doit être passé devant notaires et avec minute. Pourquoi cette formalité est exigée. V, p. 176, n. 169-171.
 - Distinction entre les donations de meubles et celles d'immeubles. V, p. 178, n. 172.
 - La donation d'immeubles qui ne serait pas faite devant notaires et avec minute serait nulle. V, p. 178, n. 175.
 - Un acte récongnitif ne la validerait pas. V, p. 179, n. 174.
 - La ratification postérieure au décès du donateur serait une fin de non recevoir. V, p. 180, n. 175.
 - Les donations déguisées sous la forme d'un autre contrat peuvent être faites par acte sous seing privé. V, p. 180, n. 176.
 - Des donations manuelles de meubles. V, p. 181, n. 177.
 - Des donations manuelles frauduleuses. V, p. 181, n. 178.
 - Des donations de choses incorporales, telles que rentes, créances, etc. V, p. 182, n. 179.
 - Les donations non manuelles de meubles doivent être passées devant notaires, avec un état estimatif. V, p. 185, n. 180, 181.
 - Ce qui tient lieu de l'état estimatif dans les donations de rentes, créances, droits. V, p. 184, n. 182.
 - Ces donations doivent être notifiées aux débiteurs, et pourquoi. V, p. 185, n. 183.
 - L'état estimatif n'est pas nécessaire pour les donations de meubles devenus immeubles par destination. V, p. 186, n. 184.
 - Des donations onéreuses. V, p. 187, n. 185.
 - Des donations rémunératoires. V, p. 189, n. 186.
 - Elles sont sujettes à réduction. *Ibid*

SECT. 2. De l'acceptation des donations.

- De l'acceptation des donations. V, p. 200, n. 187 et suiv.
- Différence entre l'acceptation et la solennité de l'acceptation. V, p. 200, n. 187.
- Pourquoi l'acceptation expresse est requise sous peine de nullité. V, p. 202, n. 188.
- La nullité serait couverte par l'exécution de la donation. V, p. 203, n. 189.
- De la ratification des donations. VIII, p. 723, n. 526.
- Si la ratification tacite du donateur lie ses héritiers, et si elle couvre le défaut d'acte notarié. V, p. 205, n. 190.
- Par qui et comment doit être faite l'acceptation. V, p. 207, n. 191.
- L'acceptation faite par une personne sans pouvoirs est nulle. V, p. 208, n. 192.
- La femme mariée ne peut accepter sans autorisation; mais le donateur ne peut se prévaloir du défaut d'autorisation. V, p. 208, n. 193.
- Le tuteur doit accepter pour le mineur, et comment. V, p. 209, n. 193.
- Quid de la donation faite au mineur émancipé ou à l'individu pourvu d'un conseil judiciaire? V, p. 209, n. 193.
- L'acceptation que la femme mariée fait sans autorisation, d'une donation pour son fils mineur, est valable. II, p. 19, n. 630.
- Le donateur ne peut attaquer l'acceptation d'une donation faite par la femme mariée non autorisée. II, p. 33, n. 664.
- L'acceptation faite par le mineur non autorisé présente-t-elle une nullité qui puisse lui être opposée? V, p. 209, n. 196.
- Les ascendants et ascendantes non autorisés peuvent accepter pour le mineur. V, p. 214, n. 197, 198.
- Les pères et mères des enfans naturels acceptent pour eux. V, p. 213, n. 199.
- Comment acceptent les sourds-muets. V, p. 216, n. 200.
- Les mineurs et les femmes mariées ne peuvent être restitués contre le défaut d'acceptation, sauf leurs recours vers qui de droit. V, p. 216, n. 204.
- Comment a lieu l'acceptation des dons faits aux établissemens publics, et de ceux faits pour l'entretien et l'exercice du culte. V, p. 218, n. 203.
- Quand doit être faite l'acceptation. V, p. 220, n. 206.
- La propriété est transférée sans tradition par la donation valablement acceptée; mais le donateur n'est point tenu des évictions. V, p. 221, n. 207.
- Comment devrait avoir lieu l'acceptation du don fait au mineur par son tuteur. V, p. 216, n. 202.

- Le mari peut autoriser l'acceptation du don qu'il fait à sa femme. V, p. 218, n. 203.
- Si le donateur meurt avant l'acceptation, il n'y a point de contrat. V, p. 222, n. 208.
- L'acceptation ne lie le donateur que du jour où elle lui est notifiée. V, p. 222, n. 209.
- Il n'est pas nécessaire que le donateur notifie son changement de volonté. V, p. 222, n. 210.
- Les créanciers du donataire ne peuvent accepter pour lui. V, p. 225, n. 211.
- Si le donataire meurt avant que son mandataire ait accepté, l'acceptation ne peut plus avoir lieu. V, p. 225, n. 212.
- Quid, si le donateur et le donataire deviennent incapables avant l'acceptation ou la notification? V, p. 235, n. 215.
- Les biens donnés passent avec leurs charges. V, p. 224, n. 214.
- Quelles donations sont dispensées de l'acceptation expresse. V, p. 224, n. 215, 216.
- De la pollicitation ou donation non acceptée. V, p. 226, n. 217.

SECT. 3. De l'irrévocabilité des donations.

- De l'irrévocabilité des donations. V, p. 227, n. 218 et suiv.
- Le Code n'exige plus que la tradition soit faite du vivant du donateur; et pourquoi. V, p. 229, n. 222.
- Mais il ne veut pas qu'il conserve la faculté de révoquer la donation. V, p. 230, n. 223.
- En conséquence, il ne peut donner ses biens à venir. V, p. 230, n. 224.
- Ni charger le donataire d'acquitter ses dettes à venir. V, p. 231, n. 225.
- Quid de la réserve de disposer d'un effet compris dans la donation? V, p. 231, n. 226.
- Le donateur peut se réserver l'usufruit. V, p. 232, n. 227, 228.
- Exceptions à la règle de l'irrévocabilité des donations. V, p. 235, n. 229.

SECT. 4. De la transcription des donations.

- De la transcription des donations. V, p. 234, n. 230 et suiv.
- Formalités antérieurement prescrites, et qu'elle a remplacées. V, p. 234, n. 230-235.
- Effet de la transcription. V, p. 238, n. 236-238.
- La transcription est-elle prescrite sous peine de nullité? V, p. 240, n. 239.
- Le défaut de transcription peut-il être opposé par les tiers acquéreurs et les créanciers des donateurs, postérieurs à la donation? V, p. 241, n. 240.

— De la révocation des donations. V, p. 280, n. 241.

SECT. 8. De la révocation des donations.

SOMMAIRE.

ART. 1. De la révocation des donations pour inexécution des conditions.

ART. 2. De la révocation des donations par le retour conventionnel ou légal.

ART. 3. De la révocation des donations par survenance d'enfants.

ART. 4. De la révocation des donations pour cause d'ingratitude.

ART. 5. De la restitution des fruits, dans le cas de révocation des donations.

ART. 1. De la révocation des donations pour inexécution des conditions.

— Des conditions réputées non écrites dans les donations. V, p. 280, n. 241 et suiv.

— De la révocation des donations pour inexécution des conditions. *Ibid.*

— Des conditions impossibles. V, p. 285, n. 242-247.

— Des conditions contraires aux lois et aux bonnes mœurs. V, p. 260, n. 248-269.

— La condition de se marier avec une personne désignée est-elle contraire aux bonnes mœurs? V, p. 262, n. 281.

— *Quid* de la convention d'épouser une personne avec laquelle le mariage est prohibé? V, p. 265, n. 282.

— *Quid* de la condition d'épouser une personne impubère non spécifiée? V, p. 263, n. 283.

— *Quid* de la condition d'épouser une personne noble non désignée? V, p. 264, n. 284.

— *Quid* de la condition de ne point se marier, ou de ne point marier un de ses enfants? V, p. 264, n. 286.

— *Quid* de la condition de ne pas épouser telle ou telle personne désignée? V, p. 263, n. 287.

— *Quid* de la condition de ne point épouser une personne d'une certaine ville? V, p. 263, n. 288.

— *Quid* de la condition de ne point se remarier? V, p. 266, n. 289.

— La condition d'apprendre tel métier déterminé est licite. V, p. 267, n. 261.

— Des conditions qui tendent directement à détruire la liberté des personnes. V, p. 267, n. 262, 265.

— De celles qui gênent la liberté religieuse. V, p. 263, n. 264, 266.

— Des conditions contraires aux lois. V, p. 271, n. 268.

— De la condition de renoncer à un droit acquis. V, p. 271, n. 269.

— Des conditions qui opèrent la nullité des donations. V, p. 272, n. 270-274.

— Nullité des donations dépendant de la

seule volonté du donateur. V, p. 272, n. 270.

— Les conditions mixtes n'annulent pas les donations. V, p. 275, n. 271.

— La condition de se marier est mixte. V, p. 275, n. 272.

— Celle de ne point se marier est potestative. V, p. 275, n. 275.

— Des conditions qui seraient de la donation entre vifs une donation à cause de mort, ou qui établiraient une substitution. V, p. 278, n. 274.

— Des conditions dont le non-accomplissement ou l'inexécution opère la révocation des donations. V, p. 276, n. 278-285.

— Différence entre les conditions suspensives et les conditions résolutoires. V, p. 277, n. 275.

— La condition suspensive n'empêche pas la donation d'être irrévocable pour le donateur. V, p. 277, n. 276.

— La condition de survie ne détruit pas le caractère de donation entre vifs. V, p. 278, n. 277.

— Des conditions résolutoires. V, p. 279, n. 278.

— Ces conditions non accomplies font rentrer les biens libres de toutes charges. V, p. 279, n. 279.

— Elles n'opèrent point la révocation de plein droit. V, p. 280, n. 280.

— Les conditions qui sont au pouvoir du donataire sont des modes plutôt que des conditions. V, p. 280, n. 281.

— Elles forment un contrat bilatéral, auquel le donataire peut renoncer. V, p. 281, n. 282.

— Ceux en faveur de qui les charges ont été imposées au donataire ont contre lui une action directe. V, p. 281, n. 285.

— Différence entre le motif et les conditions des donations. La fausseté du motif n'annule point la donation. V, p. 282, n. 284.

— Importance de bien rédiger les actes de donation. V, p. 283, n. 288.

ART. 2. De la révocation des donations par le retour conventionnel ou légal.

— De la révocation des donations par le retour. V, p. 281, n. 286-286.

— Définition du retour conventionnel ; de ses effets ; de l'action à laquelle il donne lieu. V, p. 284, n. 286-294.

— La mort civile y donne ouverture. V, p. 286, n. 291.

— Du retour légal. V, p. 287, n. 293.

ART. 3. De la révocation des donations pour cause de survenance d'enfants.

— De la révocation des donations pour cause de survenance d'enfants. V, p. 289, n. 296-321.

— Son origine. V, p. 289, n.

— Son fondement. V, p. 289, ..

- La naissance d'un enfant conçu lors de la donation opère la révocation, s'il nait viable. V, p. 291, n. 298.
- Quid du retour de l'enfant absent ou du rétablissement dans ses droits de l'enfant mort civilement? V, p. 291, n. 299.
- Quid de la survenance d'un enfant depuis la donation faite pendant la mort civile d'un autre? V, p. 292, n. 300.
- De la naissance d'un enfant naturel. V, p. 293, n. 301.
- De la survenance d'un enfant né d'un mariage putatif. V, p. 293, n. 302.
- L'adoption n'opère point la révocation. V, p. 294, n. 303.
- Toutes les donations y sont soumises. V, p. 294, n. 304, 305.
- Ce qu'on entend par donations mutuelles. V, p. 295, n. 306.
- Leur effet peut être suspendu par la condition de survie. V, p. 296, n. 307.
- Si la donation mutuelle, révoquée par survenance d'enfants, à l'égard de l'un des donateurs, continue d'avoir son effet contre l'autre qui n'en a point. V, p. 297, n. 308.
- Les donations que les conjoints se font entre eux sont exceptées de la révocation pour survenance d'enfants. V, p. 298, n. 309.
- Même lorsque les enfants surviennent d'un second mariage. V, p. 298, n. 310.
- Les dons manuels ne sont pas sujets à cette révocation. V, p. 299, n. 311.
- La remise d'une dette l'est-elle? V, p. 300, n. 312.
- La révocation s'opère de plein droit, contre la volonté même du donateur. V, p. 300, n. 313, 314.
- La révocation a lieu, quoique le donateur ait cautionné l'exécution du contrat de mariage par lequel il a gratifié le donataire. V, p. 301, n. 315.
- Secus du cautionnement fait par un tiers. *Ibid.*, n. 316.
- La mort de l'enfant survenu ne fait pas revivre la donation. V, p. 301, n. 317.
- Le donateur est libre d'aliéner les biens rentrés par la révocation. V, p. 302, n. 318.
- Effet de la révocation. V, p. 302, n. 319.
- A quelle époque commence la prescription en faveur du donataire ou de ses ayant-cause. V, p. 303, n. 320.
- De quel jour les fruits doivent être restitués. V, p. 303, n. 321.

ART. 4. De la révocation des donations pour cause d'ingratitude.

- De la révocation des donations pour cause d'ingratitude. V, p. 308, n. 322-338.
- Cette révocation est une peine infligée

- au donataire ingrat. V, p. 308, n. 322.
- Cette révocation ne préjudicie point aux droits concédés par le donataire, même depuis la demande. V, p. 308, n. 323.
- A moins qu'elle n'ait été inscrite en marge de la transcription de la donation. V, p. 306, n. 324.
- Quid si la donation n'avait point été transcrite? V, p. 306, n. 325.
- Le donataire ingrat restitue la valeur des objets aliénés. V, p. 307, n. 326.
- Les donations en faveur de mariage ne sont point sujettes à cette espèce de révocation. V, p. 307, n. 327.
- Il en est de même des donations rémunératoires. V, p. 307, n. 328.
- Les donations mutuelles, même entre les époux, y sont soumises. V, p. 308, n. 329.
- Causes de révocation pour ingratitude. V, p. 308, n. 330.
- La condamnation du donataire qui a attenté à la vie du donateur n'est pas requise. V, p. 309, n. 331.
- L'art. 958 exige des injures graves. V, p. 309, n. 332.
- Distinction relative au refus d'aliments. V, p. 310, n. 333.
- De l'action en révocation pour cause d'ingratitude. V, p. 310, n. 334-337.
- La minorité n'excuserait pas le donataire ingrat. V, p. 311, n. 338.

ART. 5. De la restitution des fruits dans le cas de révocation des donations.

- De la restitution des fruits dans le cas de révocation des donations. V, p. 311, n. 339-342.
- Les donataires entre vifs, universels ou à titre universel, sont-ils tenus des dettes du donateur? V, p. 729, n. 817, 818.
- La donation entre vifs, de tous les biens que le donateur laissera à son décès, ne produit qu'une obligation imparfaite. *VI*, p. 7, n. 9.

CHAP. 5. Des donations en faveur du mariage.

- Des donations faites par contrat de mariage aux époux et aux enfants à naître du mariage. V, p. 744, n. 8.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. Des donations entre vifs des biens présents, faites aux époux par contrat de mariage.
- SECT. 2. Des donations de tout ou partie des biens que le donateur laissera à son décès.
- SECT. 3. Des donations faites cumulativement de biens présents et à venir.
- SECT. 4. Des donations entre vifs des biens présents, faites aux époux par contrat de mariage.
- Elles ne peuvent être faites directement

- aux enfans à naître. V, p. 746, n. 819.
- Si elles étaient faites directement en faveur des époux et des enfans à naître, cette énonciation ne donnerait aucun droit aux enfans. V, p. 746, n. 820.
- Elles désaffectaient le donateur, et ne deviennent pas caduques par le prédécès du donataire. V, p. 747, n. 821.
- Elles ne peuvent être annulées pour défaut d'acceptation, ni résolues pour cause d'ingratitude. V, p. 747, n. 822, 825.
- Les donations faites par contrat de mariage à l'époux contre lequel la séparation de corps a été prononcée, ne sont pas révoquées de plein droit par le jugement qui la prononce; la révocation n'en peut même avoir lieu. II, p. 103, n. 781.
- Secus dans le cas de divorce. II, p. 77, n. 740-742.
- Les donateurs par contrat de mariage, même étrangers aux futurs conjoints, sont parties au contrat, et leur présence est nécessaire pour la validité des contre-lettres. XII, p. 76, n. 82.
- Si deux donateurs sont intervenus au contrat, et qu'un seul consente à la contre-lettre qui réduit une des donations, la contre-lettre est nulle, ainsi que la réduction. XII, p. 77, n. 83.
- L'autre donation pourrait-elle être révoquée par celui des donateurs qui s'oppose à la réduction. *Ibid.*, p. 78, n. 84.
- Ce donateur pourrait-il révoquer sa donation, si la réduction lui avait été cachée? XII, p. 78, n. 85.
- Le pourrait-il si le donataire, prenant les devans, faisait lui-même annuler la contre-lettre? *Ibid.*, p. 79, n. 86.
- La donation faite, en faveur du mariage, aux futurs époux, dont l'un est enfant ou héritier présomptif du donateur, entre-t-elle dans la communauté légale? XII, p. 239, n. 138-141.
- Les donations faites en faveur du mariage sont caduques, si le mariage ne s'ensuit pas. V, p. 748, n. 824.
- Elles peuvent être faites sous une condition potestative, et à la charge d'acquitter les dettes de la succession du donateur. V, p. 748, n. 823.
- Elles participent alors de la nature des donations à cause de mort, et deviennent caduques par le décès du donataire et de sa postérité. V, p. 748, n. 826.
- Quel si le donateur s'est réservé la faculté de disposer d'un effet? V, p. 748, n. 837.
- Différence entre la réserve d'un effet et la faculté d'en disposer. V, p. 749, n. 838.
- Des donations faites aux futurs époux par autres actes qu'un contrat de mariage. V, p. 749, n. 829.

SECT. 2. Des donations de tout ou de partie des biens que le donateur laissera à son décès.

- De la donation de tout ou de partie des biens que le donateur laissera à son décès. V, p. 761, n. 830 et suiv.
- Elle doit faire partie des conventions matrimoniales, sans qu'il soit rigoureusement nécessaire de l'insérer dans le contrat. V, p. 781, n. 830.
- Elle est censée faite aux enfans à naître, si l'époux donataire prédécède. V, p. 762, n. 831.
- Elle est soumise à la condition de survie du donataire et de sa postérité. V, p. 763, n. 832.
- Aliénations qu'elle laisse possibles au donateur. V, p. 763, n. 835-838.
- Elle ne confère qu'une espérance de succéder aux biens que laissera le donateur. V, p. 768, n. 836.
- Caractère mixte de cette espèce de donation. V, p. 768, n. 837.
- Avant le décès du donateur, le donataire n'a point de droit transmissible. V, p. 766, n. 838.
- Mais, s'il survit, il est propriétaire absolu, sans être obligé de rendre les biens à ses enfans. V, p. 768, n. 839.
- Si le donateur survit, les enfans du donataire sont appelés *jura suo*. V, p. 767, n. 840.
- La donation n'est alors recueillie que par les enfans nés du mariage en faveur duquel elle a été faite, sauf la réserve due aux enfans d'un autre lit. V, p. 768, n. 841.
- Les enfans d'un autre mariage n'empêchent point la caducité. V, p. 769, n. 842.
- Comment succèdent aux biens donnés les enfans du donataire prédécédé. V, p. 760, n. 843.
- Il y a lieu au droit d'accroissement entre époux à qui une donation par contrat de mariage est faite conjointement. V, p. 761, n. 844.
- Il n'est pas nécessaire de faire transcrire ces donations. V, p. 762, n. 845.
- Elles sont révoquées par la survenance d'enfans. V, p. 762, n. 746.

SECT. 3. Des donations faites cumulativement de biens présents et à venir.

- Des donations faites aux époux et aux enfans à naître des biens présents et à venir à la fois. V, p. 763, n. 847 et suiv.
- Les donations de biens à venir ne sont pas contraires à la nature des conventions. V, p. 764, n. 848.
- Rejetées par les coutumes, elles ont été autorisées par l'ordonnance de 1731 et par le Code. V, p. 765, n. 849-851.

- Mais le Code ne permet pas qu'elles soient faites directement aux enfants à titre du mariage. V, p. 706, n. 852.
- Le Code, comme l'ordonnance, prinet au donataire de s'en tenir aux biens présents, pourvu qu'il y ait un état des dettes annexé à cet acte. V, 767, n. 835-838.
- Quand cet état des dettes existe, le donateur ne peut aliéner les biens présents. V, p. 708, n. 836.
- Néanmoins le droit du donataire est suspendu et devient caduc, s'il ne survit pas au donateur. V, p. 768, n. 857.
- S'il laisse des enfants, ils succèdent *jure suo* aux biens donnés. V, p. 769, n. 858.
- Ils peuvent renoncer à la succession sans perdre ce droit. V, p. 770, n. 859.
- L'épouse du donataire prédécédé n'a pas de droits sur les biens compris dans la donation. V, p. 770, n. 860.
- Les enfants d'un autre mariage n'empêchent point la caducité opérée par le prédécès du donataire. V, p. 770, n. 861.
- Ces donations sont sujettes à réduction, si elles excèdent la portion disponible. V, p. 773, n. 862.
- Doivent-elles être transcrites? V, p. 773, n. 863.

CHAP. 4. Des donations faites aux époux pendant le mariage.

- Les donations mobilières faites à l'un des époux pendant le mariage sont exclues de la communauté légale, si telle est l'intention manifestée par le donateur, même ascendant du conjoint donataire. XII, p. 203, n. 113, 114.
- Il n'est pas nécessaire que l'exclusion soit expresse. *Ibid.*, p. 304, n. 118.
- Les donations d'immeubles faites à l'un des époux seuls, pendant le mariage, n'entrent point dans la communauté légale. XII, p. 258, n. 138.
- *A fortiori*, si la donation est faite par contrat de mariage. *Ibid.*, p. 258, n. 138.
- La donation faite aux deux époux, mais à chacun pour moitié, serait également exclue de la communauté légale. *Ibid.*, n. 137.
- L'immeuble donné à l'un des conjoints pendant le mariage peut entrer dans la communauté, par une disposition expresse du donateur. XII, p. 243, n. 142.
- *Quid* de la donation faite en faveur du mariage, aux futurs époux, si l'un d'eux est enfant ou héritier présomptif du donateur? XII, p. 239, n. 138-141.
- Le donateur peut, en donnant un immeuble à la femme, prescrire qu'elle en percevra seule les fruits ou revenus sur ses quittances. XII, p. 243, n. 142.
- Le principe établi par l'art. 1408, pour les donations à titre gratuit, est-il ap-

- plicable aux donations onéreuses? XII, p. 246, n. 143.
- Distinction à cet égard, entre l'ascendant donateur et l'étranger, ou même le parent collatéral également donateur. XI, p. 249, n. 143.
- L'immeuble donné en paiement de la somme promise par l'acte de donation entre dans la communauté légale. XII, p. 280, n. 144.
- *Secus*, si la dation en paiement était faite par un ascendant donateur de la somme. *Ibid.*, n. 145.
- Les règles tracées pour les dettes d'une succession échue à l'un des époux, pendant le mariage, s'appliquent aux dettes dépendant d'une donation qui lui est faite. XII, p. 451, n. 204.
- La clause de réalisation, par contrat de mariage, de ce qui adviendra à l'un des époux par donation, ne peut s'étendre à ce qui lui advient par succession, et vice versa. XIII, p. 591, n. 519, 520 et 522.
- Si à cette clause on avait ajouté *ou autrement*, elle s'étendrait à ce qui peut lui échoir par tous les titres lucratifs. XIII, p. 594, n. 523.

CHAP. 5. Des donations entre époux, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. Principes communs aux deux espèces de donations entre époux.
- SECT. 2. Des donations entre époux, faites par contrat de mariage.
- SECT. 3. Des donations entre époux, faites pendant le mariage.

SECT. 1. Principes communs aux deux espèces de donations entre époux.

- Des donations entre époux, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage. V, p. 775, n. 864 et suiv.
- La règle donner et retenir ne vaut, ne leur est point applicable. V, p. 778, n. 864.
- Elles ne sont point révocables par survenance d'enfants. V, p. 775, n. 865.
- Quotité de biens que les époux peuvent se donner. V, p. 778, n. 866.
- S'ils donnent plus, le don est réductible; mais il n'est pas nul. V, p. 776, n. 867.
- *Quid* s'ils ont des ascendants? Examen de l'art. 1094. V, p. 776, n. 868.
- De la quotité disponible en faveur du conjoint. V, p. 777, n. 869.
- Comment la régler, en cas d'excès de dons faits cumulativement à un conjoint et à un enfant ou à un étranger. V, p. 778, n. 870, 871 bis.
- Comment doivent alors s'opérer les ré-

- dations, s'il y a lieu ? V, p. 790, n. 873, 873.
- L'époux qui, à l'époque de son décès, a des enfans ou des petits-enfans d'un premier mariage, ne peut donner au second époux qu'une part d'enfant le moins prenant. V, p. 800, n. 874-878.
 - A qui profite la réduction ? V, p. 802, n. 879-881.
 - Si l'époux qui se remarie contracte plusieurs mariages successifs, il ne peut donner une part d'enfant le moins prenant à chaque conjoint ; mais une seule part à tous. V, p. 804, n. 882.
 - Les biens provenant de la réduction ne sont pas imputables sur la réserve des enfans. V, p. 807, n. 883.
 - Comment opérer pour réduire le don. V, p. 810, n. 884.
 - Le donataire d'une part d'enfant profite des rapports dus par les enfans. V, p. 812, n. 885.
 - Comment s'évaluerait le don conçu en ces termes : une part d'enfant ? V, p. 812, n. 886, 887.
 - Le prédécès des enfans empêche la réduction, si la donation est universelle. V, p. 815, n. 888.
 - La donation d'une part d'enfant devient caduque par le prédécès du donataire. V, p. 814, n. 889.
 - Mais les enfans nés et à naître du mariage sont censés substitués au donataire. V, p. 814, n. 890.
 - Les conventions de mariage qui contiennent un avantage plus fort qu'une part d'enfant sont sans effet quant à l'exécuteur. V, p. 815, n. 891.
 - Quid du précepte de communauté et des habits de deuil ? V, p. 815, n. 892.
 - L'établissement d'une seconde communauté, avec rapports inégaux, donne lieu à un règlement. V, p. 816, n. 893.
 - Ce qu'on entend par rapports inégaux. V, p. 817, n. 894, 895.
 - Quid de l'omission d'immobiliser les successions mobilières futures ? V, p. 818, n. 896.
 - Quid du forfait de communauté ? V, p. 819, n. 897.
 - Les bénéfices faits en commun, même avec des mises inégales, ne constituent pas un avantage réductible. V, p. 819, n. 898.
 - Secrets de la stipulation qui les donnerait tous à l'époux survivant. V, p. 819, n. 899, 900.
 - Le Code défend aux époux les donations déguisées ou faites à des personnes interposées. V, p. 821, n. 901.
 - Comment prouver le déguisement ou l'interposition. V, p. 821, n. 902.
 - Personnes que le Code répute interposées. V, p. 821, n. 905.
 - Les enfans ne peuvent renoncer à la réduction du vivant du donateur. V, p. 823, n. 904.
- SECT. 2. Des donations entre époux, faites par contrat de mariage.**
- Des donations entre époux par contrat de mariage. V, p. 825, n. 906-911.
 - Le mineur peut donner à son futur conjoint par contrat de mariage. V, p. 825, n. 905.
 - Distinction entre les donations de biens présents et celles de biens présents et à venir. V, p. 824, n. 906.
 - Les premières ne sont point soumises à la condition de survie, lorsqu'elles sont entre vifs ; mais à celle de la célébration du mariage. V, p. 824, n. 907.
 - Caducité, par le prédécès du donataire, des donations de biens présents et à venir faites entre époux. Elles ne passent point aux enfans issus du mariage. V, 824, n. 908.
 - Elles ne sont pas révocables par survenance d'enfans ; elles le sont seulement par le divorce prononcé contre l'un des époux, et par la faillite du mari. V, p. 825, n. 909-911.
 - Les donations faites entre les futurs époux majeurs, avant le contrat de mariage, sont valides, lorsqu'elles n'excèdent pas la portion disponible, quoiqu'elles ne soient pas référées dans le contrat rédigé postérieurement. XII, p. 86, n. 61.
 - Il en est de même de celles qui seraient faites dans l'intervalle du contrat à la célébration du mariage. *Ibid.*, p. 88, n. 61.
 - Il peut être établi, par tous genres de preuves, que ces donations ont été faites en faveur d'un futur mariage. *Ibid.*, p. 87, n. 61.
 - L'époux donataire d'une part d'enfans, par contrat de mariage, profite indirectement des rapports. IV, p. 48, n. 469. Voy. *Rapport*.
- SECT. 5. Des donations entre époux pendant le mariage.**
- Règles spéciales aux donations entre époux faites pendant le mariage. V, p. 827, n. 912-925.
 - Dispositions successives du droit sur la faculté accordée aux époux de se faire des libéralités pendant le mariage. V, p. 827, n. 912, 913.
 - Mais ces donations, quoique qualifiées entre vifs, sont toujours révocables. V, p. 828, n. 914.
 - Les époux ne peuvent se faire ni dons ni legs réciproques par le même acte. V, p. 828, n. 915.
 - Ils le peuvent par des actes séparés. V, p. 829, n. 916.
 - Ces dons, quoiqu'à cause de mort, peu-

- vent être faits dans la forme des donations entre vifs, mais alors ils sont soumis aux règles générales. V, p. 829, n. 917.
- Ils sont caducs par le prédécès du donataire. V, p. 830, n. 918.
 - Différence de ces dons et des donations testamentaires. V, p. 831, n. 919.
 - Ils sont confirmés par la mort civile du donateur. V, p. 831, n. 920.
 - L'époux donataire n'est point tenu à demander la délivrance. V, p. 832, n. 921.
 - Ces dons ne subissent de réduction qu'après l'épuisement des legs. V, p. 832, n. 922.
 - Comment ils peuvent être révoqués. V, p. 832, n. 923.
 - Ils ne sont point révoqués par une création d'hypothèque sur les biens donnés. V, p. 833, n. 924.
 - Le mineur ne peut donner à son conjoint pendant le mariage. V, p. 833, n. 925.

DOT.

- Définition de la dot sous le régime de la communauté, comme sous le régime dotal. XII, p. 463, n. 316 à la note; XIII, p. 46, n. 25-27, et XIV, p. 43, n. 36.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. De la dot considérée dans les rapports qu'elle établit entre le dotant et le doité.**
- SECT. 2. De la dot considérée dans les rapports qu'elle établit entre la femme, le mari et les tiers.**

- SECT. 1. De la dot dans les rapports qu'elle établit entre le dotant et le doité.**

- La dotation est un devoir du père, et le droit romain donnait une action pour l'obliger à remplir ce devoir. XIV, p. 73, n. 68.
- Cette loi avait été maintenue dans les pays de droit écrit. XIV, p. 74, n. 66.
- Scis dans les pays de droit coutumier et sous l'empire du Code. XIV, p. 74, n. 67, 68.
- L'obligation de doter les enfans communs n'est, en droit français, qu'une obligation naturelle, mais commune au père et à la mère, et qui n'est point à la charge de la communauté. XII, p. 472, n. 324-326, et *ibid.*, p. 487, n. 331.
- Effets de cette obligation. XII, p. 478, n. 325.
- La dot des enfans d'un interdit est réglée par le conseil de famille. II, p. 460, n. 1342.
- Les dispositions qui règlent la capacité de disposer par donation entre vifs sont applicables à la constitution de dot. XIV, p. 77, n. 70.
- L'obligation naturelle de doter sa fille ne valide pas la constitution de dot faite

par le père d'une manière vague et indéterminée. XIV, p. 78, n. 69, 70.

- La dette contractée pendant le mariage par le mari, pour doter un enfant d'un premier mariage, n'est point à la charge de la communauté légale. XII, p. 362, n. 328-329.
- Le mari peut doter seul l'enfant commun en effets de la communauté, sans que la femme qui accepte la communauté ait droit à récompense. XII, p. 463, n. 316.
- Ce que le Code exige pour que la dot, dans ce cas, reste à la charge du mari seul. XII, p. 468, n. 319, 320.
- Exception, pour le cas de la dot, à la règle que le rapport se fait lors de l'ouverture de la succession du donateur. IV, p. 461, n. 464.
- Soit que la femme accepte la communauté, soit qu'elle y renonce, l'enfant doté par le père seul, en biens de la communauté, rapporte-t-il la dot entière à la succession de son père? XII, p. 471, n. 321-327.
- L'enfant doté par le père en biens de la communauté rapporte-t-il la moitié de cette dot à la succession de sa mère prédécédée? Distinction. XII, p. 479, n. 327.
- *Quid* de la dot conjointement constituée par les deux époux? *Ibid.*, *ibid.*, *ibid.*, et XII, p. 486, n. 330.
- Si la dot, conjointement constituée par les deux époux, a été payée sur les deniers de la communauté, la femme en doit la récompense, soit qu'elle accepte, soit qu'elle répudie la communauté. XII, p. 484, n. 327 *in fine*, et XII, p. 488, n. 333.
- Si le père, parlant seul, donnait en dot un de ses propres à un enfant commun, la femme n'y contribuerait en rien, et la dot serait rapportée en entier à la succession du père. XII, p. 484, n. 328.
- *Quid* de la dot constituée par la femme seule avec l'autorisation de son mari? XII, p. 488, n. 329.
- Si la dot constituée conjointement par les deux époux, au profit d'un enfant commun, a été fournie en biens personnels de l'un d'eux, il lui en est dû récompense sur les biens personnels de l'autre. XII, p. 486, n. 331, 332.
- La femme, en renonçant à la communauté, serait dispensée de contribuer à la dot conjointement constituée, si, dans le contrat de dotation, elle avait stipulé cette condition. XII, p. 488, n. 334.
- A défaut de cette clause, si la dot n'a pas été payée avant la dissolution de la communauté, elle en doit payer la moitié, soit qu'elle accepte, soit qu'elle renonce, sans pouvoir s'appliquer la disposition de l'art. 1483. XII, p. 489, n. 335.
- Quel est l'effet de cette clause, que la

- dot, conjointement constituée, s'imputera, pour la totalité, sur la succession du prédécédé. XII, p. 489, n. 336, 337.
- La clause qu'au moyen de la dot qu'il reçoit de ses père et mère, l'enfant doté laissera jouir le survivant des meubles et conquêts du prédécédé, est nulle sous l'empire du Code, et il est dangereux de l'insérer dans les contrats de mariage. XII, p. 492, n. 338.
 - Si la dot conjointement constituée est imputable sur la succession du prédécédé, l'enfant doté la rapporte en entier à cette succession, qui doit récompense à la communauté de ce qui en a été tiré pour le paiement de la dot. XII, p. 497, n. 339.
 - *Quid* si la dot, dans ce cas, est supérieure à la part de l'enfant dans la succession du prédécédé? XII, p. 497 n. 340.
 - *Quid* si, dans ce dernier cas, la dot avait été constituée conjointement par moitié? XII, p. 498, n. 341.
 - Controverse à l'occasion de la dot constituée par le père débiteur de sa fille. XIV, p. 77, n. 71-74.
 - Si le survivant des père et mère constitue une dot sur les biens paternels et maternels, sans spécification, elle se prend d'abord sur les biens du prédécédé. XIV, p. 81, n. 78.
 - Si le survivant a constitué une dot, sans dire qu'elle serait prise sur les biens paternels et maternels, on ne doit pas supposer qu'il ait ainsi voulu s'acquitter de ce qu'il peut devoir à sa fille. XIV, p. 82, n. 76-79.
 - Cette décision dépend de celles à donner dans le cas où un étranger, débiteur de la femme, lui constitue une dot, sans parler de ce qu'il doit. XIV, p. 83, n. 77.
 - Ces deux questions peuvent se résoudre par le principe de l'art. 1546. qui impute sur les biens des père et mère constituants la dot donnée à la fille qui a des biens propres. XIV, p. 86, n. 80.
 - Explication de cet art. 1546, qui ne s'applique qu'au cas où la dot a été constituée en argent. XIV, p. 87, n. 81.
 - Quand le père et la mère dotent conjointement, ils sont censés doter par portions égales. XIV, p. 88, n. 82.
 - Mais il ne suffit pas de la présence de la mère au contrat, et de sa signature; il faut qu'elle ait déclaré qu'elle dotait avec son mari. XIV, p. 89, n. 83.
 - Quand et comment doit être énoncée cette déclaration dans le contrat? XIV, p. 90, n. 84.
 - Si l'un des conjoints fournit seul, avec un de ses propres, la dot constituée conjointement, il lui en est dû récompense. XIV, p. 91, n. 83.
 - C'est avec justice que le père est seul obligé de payer la dot qu'il a constituée, tant en biens paternels qu'en biens maternels, lorsque la mère n'a pas déclaré constituer avec lui. XIV, p. 92, n. 86.
 - Dans le cas où la dot a été constituée conjointement par les père et mère, elle peut être exigée sur les biens dotaux de la mère. XIV, p. 94, n. 87.
 - Dans le cas d'insolvabilité de l'un des constituants, l'autre est à l'abri de tout recours, si la solidarité n'a pas été exprimée. XIV, p. 95, n. 88.
- Voy. sect. 2, § 2, art. 2, *Droits du mari sur la dot.*
- La femme qui réclame le privilège de n'être tenue des dettes de la communauté que jusqu'à concurrence de son émolument doit tenir compte aux créanciers de ce qui a été pris sur la communauté pour la dotation d'enfants communs, si elle a doté conjointement avec le mari. XIII, p. 535, n. 282.
 - Le conquêt constitué en dot à un enfant commun, pendant le mariage, n'est point pour moitié, dans les mains de l'enfant un bien maternel rapportable en nature à la succession de la mère qui a renoncé à la communauté. XIII, p. 536, n. 278.
 - Garantie de la dot. XII, p. 501, n. 542.
 - Quiconque constitue une dot est tenu à la garantie des objets constitués en dot. XIV, p. 97, n. 90.
 - L'action en garantie de la dot peut être exercée même après la dissolution du mariage. XIV, p. 101, n. 92.
 - Cette action est soumise aux règles ordinaires de la garantie. XIV, p. 103, n. 93.
 - Comment on doit faire l'application de ces règles aux personnes qui ont constitué la dot. XIV, p. 104, n. 95.
 - *Quid* si l'objet constitué en dot avait été mis à prix par le contrat, avec déclaration que l'estimation en emportait vente au mari? XIV, p. 104, n. 94.
 - Le père qui, en constituant une dot à sa fille sur la succession maternelle, a exagéré la valeur de cette succession, doit payer la différence. XIV, p. 98, n. 89.
 - Dans le cas d'insolvabilité de l'un des constituants, l'autre est à l'abri de tout recours, si la solidarité n'a pas été exprimée. XIV, p. 93, n. 88.
- SECT. 2. *De la dot considérée dans les rapports qu'elle établit entre la femme, le mari et les tiers.*
- SOMMAIRE.
- ART. 1. *De la dot en général.*
- ART. 2. *De la dot sous le régime dotal.*
- ART. 1. *De la dot en général.*
- Comment la dot était envisagée chez les Romains. XII, p. 7, n. 4.
 - Pourquoi le régime des dots préva-

Int chez les Romains. XII, p. 8, n. 4.
— Cause de son établissement en France avant le Code. XII, p. 8, n. 4.

Voy. Régime dotal.

- Quelques la dot de la femme se compose d'un capital non restituable, si le mari est un dissipateur effréné, la femme peut obtenir contre lui la séparation de biens, encore qu'il ne soit pas entièrement ruiné. XIII, p. 49, n. 24-25.
- La femme qui, en se mariant, n'apporte que son industrie pour soutenir les charges du ménage, n'en a pas moins une dot : c'est son industrie qui la constitue. XIII, p. 84, n. 28.
- La femme dont la dot stipulée restituable est en péril peut demander la séparation de biens. XIII, p. 88, n. 29.
- Mais si le péril de la dot n'est pas évident, le désordre des affaires du mari ne suffit pas. *Ibid.*
- Si la dot de la femme ne se compose que d'immeubles d'un revenu considérable, la demande en séparation de biens ne peut être admise, tant que le mari fournit convenablement à l'entretien du ménage. XIII, p. 89, n. 30.
- Le défaut d'emploi de la dot, quand il a été stipulé, est une cause suffisante de séparation de biens. XIII, p. 89, n. 31.
- Mais la réalisation seule de la dot ne suffit pas, si d'ailleurs au défaut d'emploi ne se joint pas le péril de la dot. XIII, p. 90, n. 32.
- Le mari ne pourrait écarter la demande de séparation de biens, en soutenant qu'il n'a pu prévoir ni prévenir les événements par suite desquels la dot s'est trouvée compromise. XIII, p. 61, n. 35.
- Ni même en prétendant que sa femme a volontairement perdu ses sûretés. XIII, p. 62, n. 54.
- Les intérêts de la dot de la femme séparée de biens courent du jour de la demande en séparation. XIII p. 163, n. 108.

Voy. Reprises.

- Du droit subsidiaire de la femme du grevé sur les biens substitués, pour la reprise de sa dot. V, p. 688, n. 748.
- L'épouse du donataire prédécédé n'a pas de droits sur les biens compris dans la donation faite au mari en faveur du mariage. V, p. 770, n. 860.
- Le dol commis postérieurement aux contrats simulés, et à l'occasion de ces contrats, ne peut être prouvé par témoignage par ceux qui y ont été parties, ni par leurs ayant-cause. Application aux quittances de dot ou d'apport. IX, p. 379, n. 178-184; et p. 501, n. 190, 191.

ART. 2. De la dot sous le régime dotal.

SOMMAIRE.

§ 1. De la constitution de dot.

- § 2. Des droits du mari sur les biens dotaux.
- § 3. De l'inaliénabilité de la dot.
- § 4. De la restitution de la dot.

§ 1. De la constitution de dot.

- De la dot sous le régime dotal, et de la constitution de dot. XIV, p. 88, n. 46 et suiv.
- La déclaration de se soumettre au régime dotal ne produit ses effets caractéristiques que lorsqu'elle est accompagnée d'une constitution de dot. XIV, p. 88, n. 46.
- Tous les biens qui ne sont pas constitués en dot sont paraphernaux. XIV, p. 62, n. 48.
- Les biens qui entrent en communauté ne sont pas dotaux. XIV, p. 42, n. 36.
- Quels biens sont dotaux ? XIV, p. 45, n. 39.

Voy. Régime dotal.

- C'est à la femme mariée avec la clause d'exclusion de communauté qu'il incombe de prouver la consistance des biens apportés par elle en dot. XIV, p. 28, n. 24.
- Comment se fait cette preuve ? XIV, p. 29, n. 25-27.
- Toute personne capable de disposer, et la mineure elle-même, si elle est nubile, peuvent constituer une dot. XIV, p. 75, n. 64.
- Il n'est point de mots sacramentels pour établir la constitution de dot. XIV, p. 65, n. 49.
- Les dots implicites, comme les dots expresses, produisent tous leurs effets, même à l'égard des tiers. XIV, p. 68, n. 80.
- Nature du contrat de constitution de dot sous le régime dotal. XIV, p. 68, n. 81-85.
- C'est un contrat bilatéral, à forfait, aléatoire et successif. XIV, p. 359, n. 284, 285.
- Il devient caduc, si le mariage n'a pas lieu. XIV, p. 67, n. 85.
- Ce contrat devient-il caduc s'il s'écoule un long temps sans que le mariage s'accomplisse ? XIV, p. 69, n. 88.
- Ce n'est point du donateur que le mari tient son droit de jouissance sur les biens qui constituent la dot, mais du consentement de la femme à ce que ces biens soient dotaux. X V, p. 66, n. 84.
- Il faut être propriétaire des biens pour les constituer en dot. XIV, p. 69, n. 88 bis.
- Le constituant peut mettre à la donation telles conditions que bon lui semble. XIV, p. 70, n. 89.
- La dot ne peut être constituée ni augmentée depuis le mariage ; mais on y peut faire entrer des biens à venir.

- XIV, p. 70, n. 66, et XIV, p. 72, n. 62.
- La constitution générale de tous les biens de la femme ne comprend pas les biens à venir. XIV, p. 71, n. 61.
 - La constitution de dot ne peut être faite par un acte séparé du contrat de mariage. XIV, p. 71, n. 61 bis.
 - Les libéralités faites aux époux postérieurement au mariage, ou par acte séparé du contrat de mariage, ne sont pas nulles; seulement les biens donnés ne sont pas dotaux. XIV, p. 72, n. 65.
 - Si l'immeuble dotal est évincé, celui par lequel la femme le remplace devient aussi dotal par subrogation. XIV, p. 90, n. 91.
 - Les intérêts de la dot courent de plein droit du jour du mariage. XIV, p. 106, n. 98.
 - Raison de cette règle exceptionnelle. XIV, p. 107, n. 96.
 - Préjudice qui peut en résulter dans certains cas pour la femme, et précautions qu'elle doit prendre pour l'éviter. XIV, p. 107, n. 97.

§ 2. Des droits du mari sur la dot.

- Des droits du mari sur les biens constitués en dot. XIV, p. 109, n. 98 et suiv.
 - Ces droits proviennent de deux sources, du contrat de constitution et de la loi. XIV, p. 112, n. 98, 99.
 - Distinctions à faire dans les biens qui constituent la dot, quant à l'exercice des droits du mari. XIV, p. 113, n. 100.
 - Le mari devient, par la célébration du mariage, propriétaire immédiat des choses fongibles constituées en dot, à la charge d'en rendre même quantité, même qualité et même valeur à la dissolution du mariage. XIV, p. 113, n. 101.
 - *Secus* des choses non fongibles. XIV, p. 114, n. 102.
 - Le mari n'a pas le droit de les vendre, mais seulement de s'en servir. XIV, p. 114, n. 103.
 - La vente qu'il en ferait serait nulle. XIV, p. 115, n. 104.
 - Examen du principe posé par l'article 2279 du Code civil, sur la prescription à l'égard des meubles. XIV, p. 115, n. 105-119.
- Voy. Prescription et Meuble.**
- La prescription établie par l'art. 2279 ne saurait être opposée à la femme dont le mari a voulu le meuble constitué en dot sans estimation, ou avec déclaration que l'estimation n'en rend pas le mari propriétaire. XIV, p. 127, n. 120.
 - Il en serait autrement si le meuble constitué en dot avait été seulement estimé. XIV, p. 128, n. 121.
 - L'estimation donnée à l'immeuble constitué en dot n'en transporte pas seule la propriété au mari. XIV, p. 129, n. 122, 123.
 - Opposition entre ce cas et celui de l'estimation d'un meuble. XIV, p. 122, n. 124.
 - La déclaration expresse que l'estimation de l'immeuble en transporte la propriété au mari équivaut à une vente, et cet immeuble n'est pas dotal. XIV, p. 123, n. 125.
 - Excepté quand la femme se réserve de reprendre, à la dissolution du mariage, le fonds ou le prix de l'estimation. XIV, p. 123, n. 126.
 - La vente qu'aurait faite le mari pendant le mariage n'empêcherait pas la femme d'exercer son option. XIV, p. 124, n. 127.
 - Le mari devenu, par une déclaration expresse dans le contrat, propriétaire de l'immeuble constitué en dot, n'est plus débiteur que du prix. XIV, p. 124, n. 128.
 - L'action en rescision pour lésion dans l'estimation d'un immeuble constitué en dot n'est pas admise sous l'empire du Code. XIV, p. 125, n. 129.
 - Des droits du mari sur les biens dotaux proprement dits. Ils diffèrent de l'usufruit. XIV, p. 142, n. 131-133; et XIV, p. 255, n. 207.
 - Le mari a seul le droit de poursuivre les débiteurs et détenteurs de la dot, et d'exercer les actions relatives à son paiement. XIV, p. 143, n. 130.
 - La femme pourrait-elle exercer ce droit avec l'autorisation de son mari? XIV, p. 149, n. 140-143.
 - Le mari a le droit de recevoir le remboursement des capitaux constitués en dot, droit que n'a pas l'usufruitier. XIV, p. 153, n. 145.
 - Les actions dirigées contre les débiteurs et détenteurs de la dot ne sont point admises au préliminaire de la conciliation. XIV, p. 156, n. 144.
 - Le *bénéfice de compétence* en faveur des constituans de la dot n'a plus lieu sous l'empire du Code. XIV, p. 157, n. 144.
 - La dot doit être payée telle qu'elle a été promise. XIV, p. 158, n. 145.
 - Si elle avait été constituée en deniers, le mari pourrait, pour s'en procurer, faire vendre des immeubles de la femme ou des constituans. XIV, p. 159, n. 146, 147.
 - Si c'est un immeuble qui a été constitué en dot, c'est cet immeuble même qui doit être donné. XIV, p. 161, n. 148.
 - Si la dot a été constituée en deniers, le mari peut, même sans l'agrément de la femme, recevoir un immeuble en paiement. XIV, p. 161, n. 149.
 - Cet immeuble ne devient dotal que dans le cas où le contrat de constitution porte stipulation d'emploi. XIV, p. 162, n. 150.
 - La déclaration d'emploi doit être faite dans le contrat même d'acquisition, p.

- que la dotalité puisse être opposée aux tiers. XIV, p. 165, n. 181.
 - Dans le cas d'emploi, l'acceptation de la femme n'est pas nécessaire. XIV, p. 164, n. 182.
 - Si l'emploi a été stipulé dans le contrat de dot, le mari ne peut exiger la dot sans offrir de faire emploi. XIV, p. 167, n. 185.
 - Si le débiteur de la dot payait sans exiger l'emploi, il serait exposé à payer deux fois. XIV, p. 167, n. 184.
 - Si le prix de l'immeuble acquis en emploi est plus fort que la dot, l'immeuble n'est dotal que pour partie. XIV, p. 168, n. 185.
 - Le mari ne peut provoquer qu'un partage provisionnel des immeubles dotaux indivis. XIV, p. 168, n. 186, 187.
 - Le mari seul peut donner quittance de la dot. XIV, p. 171, n. 188.
 - L'action du mari en paiement de la dot se prescrit par trente ans. XIV, p. 172, n. 189.
 - Quels sont les fruits des biens dotaux qui appartiennent au mari, et comment ils s'acquellent. XIV, p. 175, n. 161, 162.
 - Les fruits acquis avant la célébration du mariage grossissent la dot, et n'appartiennent pas au mari. XIV, p. 176, n. 163.
- § 5. De l'inaliénabilité de la dot.
- De l'inaliénabilité de la dot. XIV, p. 182, n. 164 et suiv.
 - C'est aux Romains qu'il faut en attribuer l'origine. XIV, p. 182, n. 164-166.
 - Ils ne l'établissaient pas à la dot mobilière. XIV, p. 183, n. 167, 168.
 - Etat de la législation en France, à l'égard de l'inaliénabilité de la dot, antérieurement au Code. XIV, p. 183, n. 169-171; *ibid.*, n. 184.
 - Le Code a définitivement établi l'inaliénabilité des dots, et cette inaliénabilité s'applique à la femme aussi bien qu'au mari. XIV, p. 189, n. 172.
 - Ce qu'on doit entendre par aliéner. XIV, p. 190, n. 175.
 - Sous le régime dotal, la femme qui s'est constituée des immeubles en dot ne peut ni les hypothéquer ni renoncer à son hypothèque sur les biens de son mari. XIV, p. 190, n. 171.
 - Elle ne peut ni compromettre, ni transiger sur une contestation qui intéresse sa dot. XIV, p. 195, n. 176.
 - Sous l'empire du Code, le principe de l'inaliénabilité de la dot ne s'applique qu'aux immeubles dotaux. XIV, p. 195, n. 176-186.
 - Distinction entre les diverses espèces de meubles dotaux, et conséquences qui en résultent quant à la propriété. XIV, p. 195, n. 177.

- Les meubles dotaux dont la femme conserve la propriété peuvent être aliénés. XIV, p. 196, n. 179, 180.
- La femme peut même aliéner, avec le consentement de son mari, sa dot constituée en meubles fongibles. XIV, p. 197, n. 181.
- En général, et malgré les arrêts contraires, la dot mobilière est toujours aliénable. XIV, p. 198, n. 182-186.
- Première exception au principe de l'inaliénabilité de la dot immobilière: quand le contrat de mariage en a permis l'aliénation. XIV, p. 210, n. 186, 187.
- Mais cette faculté doit être restreinte dans les limites des termes de la clause. XIV, p. 211, n. 187.
- Elle peut cependant s'induire des autres clauses, quand elle en est la conséquence nécessaire. *Ibid.*
- Elle n'autorise pas le mari à vendre seul l'immeuble dotal. XIV, p. 212, n. 188.
- Si cette faculté n'est donnée que pour le cas de besoin, il faut faire constater ce besoin. XIV, p. 215, n. 189.
- Deuxième exception au principe de l'inaliénabilité de la dot: établissement des enfants que la femme a eus d'un premier lit. XIV, p. 215, n. 190.
- Cette faveur accordée à l'établissement des enfants ne s'étend pas à celui des collatéraux. XIV, p. 215, n. 191.
- Elle s'applique à l'établissement des enfants communs. XIV, p. 218, n. 191 bis.
- De quel établissement entend parler le Code. XIV, p. 216, n. 192.
- Quelles formalités et quelles conditions sont prescrites pour cette espèce d'aliénation. XIV, p. 217, n. 193, 194.
- La faveur accordée à l'établissement des enfants s'étend-elle à celui des petits-enfants? XIV, p. 218, n. 196.
- L'art. 1538 admet encore au principe de l'inaliénabilité de l'immeuble dotal cinq exceptions auxquelles le juge ne doit pas ajouter. XIV, p. 220, n. 196.
- L'aliénation, dans ces cas d'exception, ne doit avoir lieu qu'avec autorisation de justice, et après affiches et enchères. XIV, p. 221, n. 197.
- L'autorisation du mari n'est pas nécessaire, lorsque l'aliénation de l'immeuble dotal a lieu pour tirer l'un des époux de prison. XIV, p. 222, n. 198.
- Ce n'est que pour tirer le mari de prison, et non pour empêcher qu'il n'y soit mis, que l'aliénation de l'immeuble dotal est permise à la femme. XIV, p. 224, n. 199.
- Peu importent les causes de l'emprisonnement du mari, si les tribunaux, investis à cet égard d'un pouvoir discrétionnaire, jugent qu'il y a nécessité impérieuse d'autoriser l'aliénation. XIV, p. 226, n. 200, 201.

- Procédure à suivre pour obtenir cette autorisation : c'est la femme et non le mari qui doit la demander. XIV, p. 227, n. 201, 202.
- La faculté d'aliénation de la dot ne peut être accordée pour tirer de prison les proches parents de la femme ou les enfants. XIV, p. 228, n. 203.
- Cette aliénation peut être permise pour rendre possible la prestation d'aliments à la famille. XIV, p. 228, n. 204.
- Ce cas d'exception, comme tous les autres, est énoncé d'une manière trop vague. XIV, p. 229, n. 205.
- Où le Code a puisé cette exception. XIV, p. 231, n. 206.
- Il existe une troisième exception au principe de l'inaliénabilité de la dot, pour le cas où il s'agit de payer les dettes de la femme ou celles des constituants. XIV, p. 233, n. 207.
- Mais il faut que ces dettes aient une date certaine, antérieure au mariage. XIV, p. 234, n. 208.
- Le créancier de la femme, antérieur au mariage, ne peut se faire payer sur les biens qu'un tiers lui constitue en dot. XIV, p. 358, n. 209.
- Les dettes du constituant, non hypothéquées sur l'immeuble dotal, ne sont point exigibles sur cet immeuble. XIV, p. 236, n. 210.
- Recours accordé au mari, dans le cas où des dettes antérieures au mariage ont été payées sur la dot. XIV, p. 236, n. 211.
- Le mari peut exiger que les biens paraphernaux soient épuisés, avant que les créanciers recourent aux biens dotaux. XIV, p. 236, n. 212.
- Une quatrième exception au principe de l'inaliénabilité de l'immeuble dotal a lieu, quand il s'agit d'y faire de grosses réparations, indispensables pour sa conservation. XIV, p. 237, n. 213.
- Une cinquième exception est enfin admise à ce principe, pour le cas où l'immeuble dotal est indivis avec des tiers et reconnu impartageable. XIV, p. 237, n. 214.
- Par qui et comment la licitation ou le partage de l'immeuble dotal doit être demandé. XIV, p. 239, n. 215, 216.
- Le prix de la portion dotal de l'immeuble vendu par licitation reste dotal, et il doit en être fait emploi. XIV, p. 240, n. 217.
- Par une disposition analogue à celle de l'art. 1408, le mari qui devient adjudicataire pour le tout d'un immeuble indivis, en partie dotal, ne peut, à la dissolution du mariage, réclamer que le prix qu'il a déboursé. XIV, p. 241, n. 218, 219.
- L'échange de l'immeuble dotal ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation de la justice, et moyennant l'accomplissement de formalités très-dispendieuses. XIV, p. 243, n. 220.
- L'immeuble obtenu en échange d'un immeuble dotal, est aussi dotal ainsi que la soulte, s'il y en a. XIV, p. 243, n. 221, 222.
- Si l'immeuble obtenu en échange de l'immeuble dotal est d'une valeur supérieure, il n'est dotal que jusqu'à due concurrence. XIV, p. 246, n. 225.
- Si l'immeuble reçu en échange est évincé, le mari peut, à son choix, demander des dommages-intérêts, ou répéter l'immeuble donné en échange. XIV, p. 247, n. 224.
- Conséquences de l'indue aliénation de l'immeuble dotal. Elles diffèrent selon que l'aliénation a été faite ou par la femme seule, ou par le mari seul, ou par tous les deux conjointement. XIV, p. 248, n. 228-229.
- L'action révocatoire peut être exercée par la femme, même pendant le mariage, si elle est autorisée de son mari. XIV, p. 250, n. 228.
- Pourquoi le mari peut exercer de son chef cette action révocatoire, lorsqu'il a seul vendu l'immeuble dotal hors des cas d'exception. XIV, p. 255, n. 229.
- Sous quelles peines il le peut. *Ibid.*
- L'action révocatoire contre l'indue aliénation de la dot est imprescriptible pendant le mariage. XIV, p. 254, n. 250.
- La femme peut seule l'exercer après le mariage. Pendant combien de temps elle le peut. Distinctions à cet égard. XIV, p. 254, n. 251-253.
- Ce qui doit être remboursé à l'acquéreur du fonds dotal, en cas d'éviction. Distinctions à cet égard. XIV, p. 259, n. 254, 255.
- L'action résolutoire n'est point ouverte à l'acquéreur d'un fonds dotal, sous prétexte qu'il en ignorait la dotalité, et qu'il peut craindre l'éviction : il n'a qu'une action en dommages-intérêts. XIV, p. 261, n. 256-248.
- L'imprescriptibilité des immeubles dotaux pendant le mariage est une conséquence de leur inaliénabilité. XIV, p. 271, n. 249.
- Obligation du mari, quant aux biens dotaux ; ce sont celles d'un usufruitier. Conséquences. XIV, p. 272, n. 250.
- Le mari est responsable des prescriptions et détériorations survenues par sa négligence à l'égard des biens dotaux. XIV, p. 275, n. 281.
- Si la dot de la femme est mise en péril, elle est autorisée à demander la séparation de biens, comme sous le régime de la communauté. XIV, p. 274, n. 292.

— Résultat de la séparation de corps, quant aux droits de la femme. Les immeubles dotaux cessent d'être inaliénables, de même qu'ils cessent d'être imprescriptibles. Elle peut en disposer avec le consentement de son mari, ou avec celui de la justice. XIV, p. 274, n. 283.

§ 4. De la restitution de la dot.

— Quand et comment le mari peut restituer la dot qu'il a reçue. XIV, p. 32, n. 28.

— La dissolution du mariage et la séparation de biens donnent lieu à la restitution de la dot. XIV, p. 289, n. 284.

— Elle doit être faite à la femme ou à ses héritiers. *Ibid.*, n. 285.

— La restitution doit être exigée du mari ou de ses héritiers d'abord, ensuite de ceux qui s'en sont rendus garans. XIV, p. 290, n. 286, 289.

— La clause de *franc et quitte*, dans le contrat de mariage, équivaldrait à une garantie formelle de la restitution de la dot de la part des père et mère du futur. XIV, p. 291, n. 287.

— La présence seule du père au contrat, ou sa promesse de surveiller l'emploi de la dot, ne le soumet pas à cette garantie, à moins qu'il n'ait fourni hypothèque. XIV, p. 292, n. 288.

— Les coutumes qui faisaient gagner la dot au mari survivant, ou à celui dont la femme se rendait coupable d'adultère, ont été abrogées par le Code. XIV, p. 294, n. 289, 290.

— La femme mineure doit se faire nommer un curateur pour exiger le capital de sa dot mobilière. XIV, p. 296, n. 291.

— Toute restitution de la dot, faite pendant le mariage, hors du cas de séparation de biens, ne libère pas le mari. XIV, p. 298, n. 292.

— Le fait que la dot constituée n'appartiendrait pas à la femme n'est pas un prétexte suffisant pour en refuser la restitution. XIV, p. 297, n. 293.

— On peut fixer par le contrat le tems et le mode de la restitution de la dot. XIV, p. 298, n. 294.

— A défaut de stipulation sur le terme, les immeubles et les meubles non estimés doivent être restitués sans délai. XIV, p. 299, n. 295.

— Mais la dot consistant en argent ou en meubles mis à prix par le contrat ne doit être exigée qu'après un an. XIV, p. 300, n. 296.

— Les meubles dotaux, quels qu'ils soient, dont la propriété était restée à la femme, lui sont rendus dans l'état où ils se trouvent, s'ils n'ont pas été détériorés par la faute du mari. XIV, p. 301, n. 297.

— Comment se fait la restitution du trousseau que la femme s'est constitué en dot. XIV, p. 302, n. 298.

— Quels sont les linges et les hardes dont parle l'art. 1566 du Code civil. XIV, p. 306, n. 299.

— Les diamans et pierreries en font-ils partie? XIV, p. 307, n. 297, 291.

— Quels sont les meubles qu'il est de l'intérêt de la femme de faire estimer en se les constituant en dot. XIV, p. 310, n. 292.

— Quelles sont les obligations du mari quant à la restitution d'une dot constituée en créances ou en rentes. XIV, p. 311, n. 295.

— Quelles sont les obligations du mari quant à la restitution d'une dot consistant en un usufruit. XIV, p. 318, n. 274.

— Pour obtenir la restitution de la dot, la femme ou ses héritiers doivent prouver que le mari l'a reçue. Difficultés de cette preuve et différentes manières dont elle peut se faire. XIV, p. 319, n. 278.

— Après dix ans de mariage, il y a dispense de cette preuve. Origine de cette exception exorbitante. XIV, p. 322, n. 276.

— Cette présomption légale ne peut être invoquée ni par les créanciers de la femme ni par les constituans. XIV, p. 323, n. 277.

— Les intérêts de la dot courent de plein droit du jour de la dissolution du mariage. XIV, p. 329, n. 278.

— Mais la femme a l'option d'exiger ou des alimens ou les intérêts de la dot pendant l'année de deuil. XIV, p. 329, n. 279.

— Dans tous les cas, l'habitation pendant cette année et les habits de deuil doivent lui être fournis sur la succession, sans imputation sur les intérêts de la dot. *Ibid.*, et n. 280.

— Comment se partagent les fruits des immeubles dotaux produits dans la dernière année. XIV, p. 332, n. 281-277. Voy. *Fruits des biens dotaux*, sect. 2.

— De la répétition des impenses que le mari a droit de former lors de la restitution de la dot. Leurs différentes espèces. XIV, p. 384, n. 318-329.

Voy. *Impenses*.

DOTATION.

— Des dotations instituées par Bonaparte sous le nom de majorats. I, p. 188, n. 196.

— Les biens affectés à la dotation de la couronne ont été déclarés inaliénables et imprescriptibles. VI, p. 163, n. 164.

DOTAUX (biens).

— Des droits du mari sur les biens constitués en dot. XIV, p. 199, n. 98 et suiv.

— Droits du mari sur les biens dotaux proprement dits. XIV, p. 199, n. 139 et suiv.

Voy. Dot, sect. 2, § 2, art. 2.

— Quels sont les droits du mari sur les biens dotaux, quand ils consistent en bois ou en forêts. XIV, p. 575, n. 315.

— Droits du mari sur les meubles dotaux. XIV, p. 415, n. 401 et suiv.

Voy. Dot, sect. 2, § 2, art. 2.

— Les obligations du mari, quant aux biens dotaux, sont celles de l'usufruitier. Conséquences. XIV, p. 272, n. 280.

Voy. Dot, Usufruit.

— Si, quand il n'a point été constitué de dot, les biens de la femme sont dotaux ou paraphernaux. XIV, p. 427, n. 387, 388.

— L'estimation donnée à l'immeuble constitué en dot en transporte-t-elle seule la propriété au mari? XIV, p. 420, n. 422-420.

— La déclaration expresse que l'estimation de l'immeuble en rend le mari propriétaire ôte à cet immeuble le caractère dotal. XIV, p. 432, n. 425.

— Le mari peut-il imputer sur les biens dotaux, lors de leur restitution, les dettes de la femme, qu'il aurait acquittées? Distinctions à cet égard. XIV, p. 396, n. 330-332.

Voy. Dettes.

DOUAIRE.

— Les arrérages d'un douaire entrent-ils dans la communauté légale? XII, p. 483, n. 110.

DOUBLE ECRIT ou DOUBLE ORIGINAL.

— De la doctrine en vertu de laquelle on doit rédiger avec mention expresse, en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct, les actes sous seing privé contenant des conventions synallagmatiques. Cette doctrine, contraire à la morale, contraire à la saine raison, pèche par sa base. Elle était inconnue en droit romain; elle le fut longtemps en France; comment quelques parlements l'admirent. Réfutation de leurs arrêts. Etat de la jurisprudence sur ce point, lorsque parut le Code. VIII, p. 483, n. 508-516.

— Modifications apportées à cette doctrine par les rédacteurs du Code, lorsqu'ils prescrivirent la rédaction en originaux multiples des actes contenant des conventions synallagmatiques. Ils distinguèrent les conventions des actes qui sont destinés à les prouver; ils ne prononcèrent point la nullité de la convention exprimée dans un acte non fait double, et déclarèrent l'acte lui-même non pas nul, mais non valable. VIII, p. 470, n. 317-319; p. 304, n. 330.

— Différence entre ce qui est nul et ce qui n'est pas valable. VIII, p. 473, n. 320.

— L'acte non valable est celui qui ne suffit

pas pour faire une preuve complète, mais auquel des faits postérieurs, par exemple l'exécution, peuvent ajouter la force qui lui manquait. Il forme un commencement de preuve par écrit, qui autorise la preuve testimoniale, ou qu'on peut compléter par des présomptions graves, précises et concordantes, ou par le serment supplétoire. VIII, p. 475, n. 321-324.

— On peut réparer l'omission d'avoir fait l'acte double, ou de l'avoir mentionné, 1° en notifiant une acceptation de l'engagement que constate un original; 2° en déposant cet original pour minute chez un notaire. Application de ces principes aux contrats par lettres missives. VIII, p. 483, n. 325.

— A quels actes s'applique la disposition de l'art. 1328; imperfection de sa rédaction. VIII, p. 489, n. 326; p. 496, n. 335.

— Quand une convention synallagmatique parfaite a été exécutée par l'une des parties, il n'est pas nécessaire, pour la preuve de la convention, que l'acte ait été fait double. VIII, p. 490, n. 327.

— Les actes de ratification expresse n'ont pas besoin d'être faits en double. VIII, p. 680, n. 401.

— Quand l'obligation se réduit au paiement d'une somme par celui qui n'a pas exécuté, parce que l'acte mentionne l'exécution de l'autre partie, l'acte doit être écrit de la main de celui qui reste obligé, ou approuvé suivant l'art. 1326. VIII, p. 491, n. 328.

— Si le défaut d'approbation est opposé, l'autre partie peut prouver par témoins qu'elle a, de sa part, exécuté la convention. VIII, p. 492, n. 329.

— Si, quoique l'exécution ait eu lieu de la part de l'une des parties, par exemple du vendeur, l'acte est rédigé en double, faut-il que la somme soit approuvée par l'autre? VIII, p. 492, n. 330.

— Un arrêté de compte doit-il être fait double? VIII, p. 495, n. 331.

— Le compromis doit-il être fait double? Distinction. VIII, p. 494, n. 332.

— L'exécution, même partielle, de la convention, couvre-t-elle tant le défaut de mention que l'omission de la rédaction du contrat synallagmatique en double original? VIII, p. 496, n. 330.

— Le fait d'exécution doit-il être postérieur à l'acte? Peut-il résulter de l'acte même? VIII, p. 498, n. 333-337.

— Comment peut être prouvé le fait d'exécution du compromis. VIII, p. 504, n. 338.

— Ce que signifient, dans l'art. 1328, ces mots de la dernière disposition : *Celui qui a exécuté de sa part la convention*. VIII, p. 506, n. 341.

- L'art. 1328 est-il applicable aux matières commerciales, notamment aux assurances ? VIII, p. 307, n. 343, 345.
- Il n'est pas nécessaire que chaque original d'un acte fait double soit signé des deux parties. VIII, p. 309, n. 344.
- L'un des doubles peut être signé dans un lieu, l'autre dans un autre; l'un dans un temps, l'autre dans un autre. Chacun de ces doubles peut aussi être signé successivement par chacune des parties dans un lieu différent. VIII, p. 312, n. 345.
- L'acte synallagmatique non fait double, ou dans lequel n'existe pas la mention de la rédaction en double, ne fait point preuve par lui-même, mais il forme un commencement de preuve par écrit. IX, p. 139, n. 84, 88.
- La clause écrite sur l'un des doubles d'un acte sous seing privé, et non sur l'autre, peut former un commencement de preuve par écrit. IX, p. 185, n. 89.

DOUTE.

- Dans le doute sur le résultat des preuves, le juge doit prononcer en faveur du défendeur. VIII, p. 39, n. 40.
- Si cette règle doit s'écarter dans certaines causes, et en faveur de certaines personnes. VIII, p. 92, n. 43.

DROIT.

- Différentes acceptions du mot droit, son étymologie. I, p. 15, n. 11.
- Du droit naturel. I, p. 15, n. 10.
- Du droit des gens, naturel et positif. I, p. 14, n. 12.
- Ce que c'est que les droits et les devoirs. I, p. 34, n. 94.
- Il n'existe point de droits sans devoirs, et *vice versa*. I, p. 34, n. 96.
- Droit politique, droit public, droit civil; différences entre ces mots. I, p. 168, n. 202.
- Des droits absolus de l'homme. Pouvoir de la loi sur ces droits. I, p. 173, n. 207, et *ibid.*, p. 174, n. 208.

Voy. Droits civils.

- Des droits respectifs des époux. II, p. 14, n. 618 et suiv.

Voy. Mariage, Puissance maritale, Femme mariée, Autorisation maritale.

- Nul n'est en faute qui ne fait qu'user de son droit, et chacun a le droit de faire tout ce qui n'est pas défendu par la loi. XI, p. 149, n. 149, 120.
- Des divers droits que les créanciers peuvent avoir contre leurs débiteurs. De la transmission qui peut en être faite. VII, p. 120, n. 98-101.
- Comment se transmettent les droits et les obligations aux successeurs à titre particulier ou ayant-cause. Examen d'une

dissertation de M. Merlin, et d'une autre dissertation de M. Ducaurroy, sur cette question. X, p. 880, addit., n. 1-40.

Voy. Ayant-cause.

- De l'erreur de droit et de ses effets, quant à la validité du consentement. VI, p. 62, n. 88-78.

Voy. Erreur.

- L'abandon de son droit par ignorance de la loi n'en entraîne pas la déchéance. VI, p. 65, n. 62-66.

DROITS CIVILS.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *Des différentes espèces de droits civils.*

SECT. 2. *De la jouissance des droits civils.*

SECT. 3. *De la privation des droits civils.*

SECT. 1. *Des différentes espèces de droits civils.*

- Quels sont les droits civils. Il y en a de deux espèces. I, p. 172, n. 205.
- Leur division en droits politiques et droits civils. I, p. 172, n. 206.
- Ces droits sont absolus ou relatifs. I, p. 173, n. 207.
- Pouvoir de la loi sur les droits absolus de l'homme. I, p. 174, n. 208.
- Ils se réduisent à trois points principaux : sûreté, liberté, propriété. I, p. 177, n. 209.
- Du droit de sûreté. I, p. 177, n. 210.
- Du droit de liberté ; il consiste en trois points principaux. I, p. 182, n. 211.
- De la liberté de la personne et des actions ; son importance. I, p. 182, n. 212 et suiv.

Voy. Liberté individuelle.

- De la liberté de la pensée. I, p. 205, n. 226.
- De la liberté de la presse. I, p. 206, n. 227 et suiv.

Voy. Liberté de la presse.

- De la liberté de la conscience et du culte. I, p. 216, n. 240 et suiv.

Voy. Liberté des cultes.

- Du droit de propriété. I, p. 226, n. 231.

Voy. Propriété.

- Des droits relatifs. Ils sont de deux espèces : civils et politiques. I, p. 229, n. 232, 233.
- Principaux droits civils relatifs. *Ibid.*, n. 233.
- Quels sont les droits politiques relatifs. I, p. 229, n. 234.
- Ce qui constitue en France l'état de citoyen. I, p. 229, p. 235-238.
- L'exercice des droits civils est indépendant de la qualité de citoyen. I, p. 230, n. 236.

SECT. 2. *De la jouissance des droits civils.*

- Tout Français jouit des droits civils. I,

- p. 239, n. 238, et *ibid.*, p. 252, n. 259.
- Comment s'acquiert la qualité de Français. I, p. 232, n. 239.
 - Quelle est la condition de l'enfant légitime. *Ibid.*
 - Quelle est celle de l'enfant naturel reconnu de son père. *Ibid.*
 - Quelle est celle de l'enfant naturel non reconnu de son père. I, p. 252, n. 260.
 - Qu'elle est celle de l'individu né en France d'un père étranger. I, p. 252, n. 261.
 - *Quid* de l'individu né en France d'une mère étrangère et d'un père inconnu? I, p. 254, n. 262.
 - *Quid* de l'enfant né en pays étranger d'un père qui a perdu la qualité de Français? I, p. 254, n. 263.
 - Comment s'opère la naturalisation. I, p. 253, n. 264.
 - Quels sont les droits dont jouit en France l'étranger qui n'est ni naturalisé, ni autorisé à y demeurer. I, p. 256 n. 263.
- SECT. 3 De la privation des droits civils.**
- Les droits civils se perdent par la perte de la qualité de Français. I, p. 238, transition.
 - La qualité de Français se perd par l'abdication ou par la mort civile. *Ibid.*
 - Tout homme est libre d'abdiquer sa patrie. I, p. 259, n. 266.
 - L'abdication est expresse ou tacite et présumée. De l'abdication expresse. I, p. 259, n. 267.
 - En quels cas elle est présumée. I, p. 240, n. 268.
 - La qualité de Français, perdue par l'abdication présumée, peut toujours se recouvrer pour l'avenir. I, p. 241, n. 269, 270.
 - Peine prononcée contre le Français qui abdique sa patrie, en prenant, sans autorisation de son gouvernement, du service militaire chez l'étranger. I, p. 241, n. 271.
 - La privation des droits civils résulte de la condamnation à des peines qui emportent la mort civile. I, p. 245 n. 272 et suiv.
- Voy. Mort civile.**

DROITS CONSERVATOIRES.

- Quels sont les droits conservatoires dont l'art. 869 du Code de procédure civile réserve l'exercice à la femme demanderesse en séparation de biens. XIII p. 92, n. 58.
 - Motifs et justice de cette réserve. XIII, p. 93, n. 59, 60.
- Voy. Séparation de biens.**

DROITS FÉODAUX.

- Suppression des droits féodaux. III, p. 64, n. 100.

DROIT LITIGIEUX.

- Les cohéritiers peuvent-ils demander

communication de l'acquisition de droits litigieux, faite par l'un d'eux contre la succession? IV, p. 499, n. 483.

DROITS PERSONNELS.

- Droits des personnes en général. I, p. 135, n. 167, et *ibid.*, p. 162, n. 500.
- De la distinction des droits réels et des droits personnels que peuvent avoir les créanciers, de la transmission qu'ils en peuvent faire. VII, p. 120, n. 98-101.
- Quels sont les droits exclusivement attachés à la personne de leurs débiteurs, que ne peuvent exercer les créanciers. VI, p. 404, n. 578.

DROITS POLITIQUES.

- Des droits politiques absolus. En quoi ils consistent. I, p. 172, n. 206.
 - Droits politiques relatifs. I, p. 229, n. 254.
 - Ce qui constitue en France l'état de citoyen. I, p. 229, n. 255.
 - L'exercice des droits civils est indépendant de la qualité de citoyen. I, p. 250, n. 256.
 - Importance de cette qualité sous la constitution de l'an 8. I, p. 251, n. 257.
 - La Charte n'a point déterminé comment s'acquiert la qualité de citoyen. I, p. 251, n. 258.
- Voy. Droits civils.**

DROITS RÉELS.

- Ce qui constitue un droit réel, *jus in re*; en quoi il diffère du *jus ad rem*. III, p. 85, n. 84.
- Nature des droits réels, leurs diverses espèces, leur nombre. III, p. 62, n. 95-108.
- Principaux droits réels sous l'ancienne législation française. III, p. 63, n. 98.
- La possession est-elle un droit réel? III, p. 65, n. 99.
- Suppression des droits féodaux. III, p. 64, n. 100.
- Des dîmes et des complans. Quels sont les complans qui ont été conservés. III, p. 68, n. 101.
- De l'emphytéose. III, p. 68, n. 101.
- Des rentes foncières. III, p. 66, n. 102.
- Du domaine congéable. III, p. 67, n. 103.
- Du gage, de l'hypothèque et des servitudes. III, p. 68, n. 108.
- De la distinction des droits réels et des droits personnels que peuvent avoir les créanciers. De la transmission qu'ils en peuvent faire. VII, p. 120, n. 98-101.

EAU.

- De l'usage pour le propriétaire des eaux ou sources qui naissent dans son fonds. III, p. 87, n. 154-155.
- Des sources nécessaires aux habitants d'une commune ou d'un hameau. III, p. 89, n. 154, et p. 372, n. 308.

- Comment le propriétaire d'un fonds peut user des eaux qui le traversent. III, p. 90, n. 138, 136, 140.
- Des étangs et du droit de les conserver. III, p. 91, n. 137.
- Obligations et charges des propriétaires d'étangs. III, p. 93, n. 138.
- De l'étendue de terrain que comprend l'étang. III, p. 96, n. 139.
- De l'usage des eaux qui bordent les fonds. III, p. 96, n. 141, 142.
- Quelle autorité a le droit de faire des réglemens sur l'usage et le cours des eaux. III, p. 97, n. 143.
- Le droit de pêche dans les rivières non navigables, ainsi que leur lit, appartient aux riverains. III, p. 98, n. 144.
- Qui peut décider si une rivière est ou n'est pas navigable. III, p. 99, n. 145.
- On n'y peut plus faire de prises d'eau. III, p. 100, n. 146.
- Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux relativement aux eaux; en quoi elles consistent. III, p. 373, n. 800.
- Des ouvrages faits au préjudice de ces servitudes. III, p. 374, n. 810, 811.
- Le propriétaire du fonds inférieur est obligé de permettre l'entrée de son héritage aux propriétaires du fonds supérieur, pour y rétablir le cours des eaux obstruées d'une manière nuisible à ce fonds, soit naturellement, soit par cas fortuit; mais c'est aux frais du propriétaire du fonds supérieur que doit se faire ce rétablissement. XI, p. 419, n. 327.

Voy. *Cours d'eau*, *Servitude*.

ECCLÉSIASTIQUES (Biens).

- Les biens ecclésiastiques ne sont point hors du commerce. VI, p. 168, n. 166.
- Les ecclésiastiques peuvent-ils aujourd'hui acquérir et posséder comme corps? III, p. 20, n. 48.
- Les édifices servant au logement des membres du clergé ne sont plus des propriétés ecclésiastiques. III, p. 51, n. 46.

ECHALAS.

- Quand les échales sont immeubles. III, p. 10, n. 15.

ECHANGE.

- L'immeuble acquis pendant le mariage, en échange d'un immeuble appartenant à l'un des époux, n'entre point dans la communauté légale. XII, p. 282, n. 147 et suiv.
- L'échange de l'immeuble dotal ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation de la justice, et moyennant l'accomplissement de formalités très-dispendieuses. XIV, p. 243, n. 220.
- L'immeuble obtenu en échange de l'immeuble dotal reste dotal, ainsi que la

souite, s'il y en a. XIV, p. 248, n. 222.

- Si l'immeuble obtenu en échange de meuble dotal est d'une valeur supérieure il n'est dotal que jusqu'à due concurrence. XIV, p. 246, n. 225.
- Si l'immeuble reçu en échange évincé, le mari peut, à son choix, demander des dommages-intérêts, ou si l'immeuble donné en échange. XI 247, n. 324.

ÉCHÉANCE.

- Si la seule échéance du terme peut constituer le débiteur en demeure. V 281, n. 242-247.

Voy. *Demeure*, *Termes*.

- Le créancier peut former, avant l'échéance du terme, la demande de reconnaissance ou de vérification d'une obligation sous signature privée : mais peut prendre d'hypothèque qu'après l'échéance ou l'exigibilité de l'obligation. Peut-il demander que le débiteur condamné à payer à l'échéance? Qu'il supporte les frais. VIII, p. 334, n. 228.

ÉCHELAGE, ÉCHELLE.

- De l'échelage ou du tour d'échelle p. 407, n. 889.
- La servitude d'échelage est-elle suite nécessaire de la servitude d'échelle? III, p. 412, n. 860.
- Est-elle prescriptible lorsqu'elle est accessoire à celle d'égout? III, p. 4 861, et *ibid.*, p. 486, n. 646.
- Il ne faut pas confondre le tour d'échelle avec l'espace laissé au delà du mur le réparer. III, p. 415, n. 862.
- Quelle est l'étendue du tour d'échelle quand il est dû. III, p. 414, n. 863.

ÉCRIT DOUBLE.

Voy. *Double original*.

ÉCRIT NON SIGNÉ.

- De la preuve que fournissent quelque pour ou contre leur auteur les écrits non signés. VIII, p. 821, n. 382 et suiv.
- Voy. *Écriture non signée*, *Livre de commerce*, *Papiers domestiques*.

ÉCRITURE.

- De la preuve que fournissent les écrits : elle se réduit, en dernière analyse, à la preuve testimoniale ou à l'aveu de la partie intéressée. Ce qui la constitue est la signature ou la signature principale. p. 91, n. 44-82.
- Aucune écriture ne fait foi par elle-même que de l'existence des caractères qui tombent sous nos sens. Excepté pour l'acte authentique, nécessité

- les besoins de la société. VIII, p. 290, n. 190-192, et IX, p. 87, n. 61.
- Cas où les écritures privées forment au moins une apparence ou un commencement de preuve. VIII, p. 292, n. 193.
 - Effets produits par cette apparence ou par ce commencement de preuve. VIII, p. 293, n. 191-196.
 - De la preuve résultant des écritures authentiques. VIII, p. 110, n. 83-189.
 - De la preuve résultant des écritures privées. VIII, p. 290, n. 190-408.
 - Combien le droit romain connaissait de sortes d'écritures. Des écritures déposées dans les archives publiques, ou insinuées; des actes tenus par un tabellion, et nommés à Rome *actus forenses*; des actes sous seings privés, faits hors de la présence des témoins et du tabellion. VIII, p. 294, n. 198-206.
 - De la foi due aux écritures déposées dans les archives qui furent instituées, à l'imitation des archives romaines, dans les États qui se formèrent des débris de l'empire romain. VIII, p. 299, n. 202, 203.

Voy. Archives.

Comment la preuve littérale, d'abord moins bien accueillie en France, ainsi qu'à Rome, que la preuve testimoniale, vint à lui être préférée. L'ordonnance de Moulins, qui établit cette innovation, maintint néanmoins la foi due aux écritures privées, et, comme conséquence, leur vérification par témoins. VIII, p. 304, n. 207-211.

— Il en est de même des lois postérieures. Divers moyens de vérification des écritures privées. Comment s'opère cette vérification. De la foi due aux écritures vérifiées. VIII, p. 315, n. 212 et suiv.

Voy. Acte, Authentique (acte), Seing privé, Preuve littérale, Vérification.

— De l'écriture du testament par le notaire. V, p. 388, n. 417-428.

Voy. Testament notarié.

ÉCRITURE NON SIGNÉE.

- Quelles sont les écritures qui, quoique non signées, font quelquefois preuve complète pour ou contre leur auteur. VIII, p. 321, n. 352.
- Des écritures mises à la suite, en marge ou au dos d'un acte signé, lorsqu'elles tendent à la libération du débiteur de celui qui les a faites. Explication de l'art. 1352; vices de sa rédaction. VIII, p. 321, n. 353.
- Des écritures mises au pied du titre par celui qui en était dépositaire. VIII, p. 328, n. 354.
- Des écritures non signées, mises à la suite d'un titre, lorsqu'elles tendent à rendre plus forte l'obligation du débiteur. Distinction entre celles qui ont rapport,

et celles qui n'ont pas rapport à l'acte. VIII, p. 329, n. 355.

- Des écritures non signées, tendant à établir la libération, et qui se trouvent rayées. VIII, p. 330, n. 356.
- Des écritures non signées qui n'ont aucun rapport à l'acte sur lequel elles se trouvent, et des écritures sur feuilles volantes. VIII, p. 331, n. 357.
- De la preuve résultant des registres, livres et journaux des commerçants. De la communication et de la représentation forcée de ces livres. VIII, p. 332, n. 358 et suiv.

Voy. Livres de commerce.

— Des registres et papiers domestiques, et des notes qui s'y trouvent écrites. VIII, p. 377, n. 399-408.

Voy. Papiers domestiques.

ÉCRITURE PRIVÉE.

- L'écriture par elle-même ne prouve que l'existence des caractères dont elle se compose. La nécessité seule a fait attacher à certaines écritures la force de preuves : mais les écritures privées non reconnues ou non vérifiées ne forment qu'un commencement de preuve. IX, p. 87, n. 61.
- L'ordonnance de Moulins, de 1566, n'en leva point aux écritures privées leur force probante; elles continuèrent même de former, avant d'être reconnues ou vérifiées, un commencement de preuve par écrit. IX, p. 90, n. 62.
- Il n'était pas même exigé que ces écritures fussent signées, pour former ce commencement de preuve. IX, p. 95, n. 63.
- Double effet que produit l'écriture privée, contre celui auquel on l'oppose. IX, p. 98, n. 64.
- Ce que statue à cet égard l'ordonnance de 1667. IX, p. 100, n. 65.
- Suite et cohérence des principes du Code sur la preuve qui résulte des actes sous seing privé. IX, p. 131, n. 88.
- Quand il n'est pas nécessaire que les écritures privées soient signées de ceux auxquels on les oppose, pour former un commencement de preuve par écrit. IX, p. 219, n. 128-152.

Voy. Seing privé.

ÉDIFICE.

- De la responsabilité à laquelle peut être soumis le propriétaire ou l'usufruitier d'un édifice qui tombe de vétusté, par suite de défaut d'entretien ou par le vice de sa construction. XI, p. 435, n. 217.
- Des édifices faits avec les matériaux d'autrui. III, p. 81, n. 123.

— Les empêchemens au mariage qui résultent de l'adultère, du divorce, ou du dé-lai prescrit dans le cas de viduité de la femme, sont-ils dirimens ou simplement prohibitifs ? I, p. 839, n. 631.
 Voy. *Marriage*.

EMPHITHÉOSE.

— Ce que c'est que l'emphythéose. III, p. 65, n. 101.

EMPLOI.

- La stipulation d'emploi dans le contrat de constitution de dot rend seule dotale l'immeuble reçu en paiement d'une dot promise en deniers. XIV, p. 162, n. 150.
- Mais la déclaration d'emploi doit être faite dans le contrat de dation en paiement, pour que la dotalité de l'immeuble puisse être opposée aux tiers. XIV, p. 163, n. 151.
- Dans ce cas d'emploi, l'acceptation de la femme n'est pas nécessaire. XIV, p. 164, n. 152.
- Quand l'emploi a été stipulé, le mari ne peut exiger la dot, sans offrir de faire emploi. XIV, p. 167, n. 153.
- Si le débiteur de la dot payait sans exiger l'emploi, il serait exposé à payer deux fois. XIV, p. 167, n. 154.
- Si le prix de l'immeuble acquis en emploi est plus fort que la dot, l'immeuble n'est dotale que pour partie. XIV, p. 168, n. 155.
- le prix de la portion dotale de l'immeuble vendu par licitation, reste dotale, et il doit en être fait emploi. XIV, p. 240, n. 217.

EMPRISONNEMENT.

— L'emprisonnement du mari étant prouvé, établit-il suffisamment l'impossibilité de cohabitation ? II, p. 125, n. 809.

Voy. *Prison*.

- L'aliénation de l'immeuble dotale est permise à la femme, pour tirer l'un des époux de prison. L'autorisation du mari n'est pas alors nécessaire. XIV, p. 222, n. 193.
- C'en est que pour tirer son mari de prison, et non pour empêcher qu'il n'y soit mis, que l'aliénation de l'immeuble dotale est permise à la femme. XIV, p. 224, n. 199.
- Peu importent les causes de l'emprisonnement du mari, si les tribunaux, investis à cet égard d'un pouvoir discrétionnaire, jugent qu'il y a nécessité impérieuse d'autoriser l'aliénation. XIV, p. 226, n. 200, 201.
- Procédure à suivre pour obtenir cette autorisation. C'est la femme et non le mari qui doit la demander. *Ibid.*, p. 227, n. 201, 202.

— La faculté d'aliéner l'immeuble dotale pour tirer l'un des époux de prison ne peut être étendue au cas d'emprisonnement des père et mère ou des enfans. XIV, p. 228, n. 203.

EMPRUNTS.

— La femme mariée avec la clause d'exclusion de la communauté devrait-elle être indemnisée des emprunts qu'elle aurait faits ? XIV, p. 37, n. 30.

ENCLAVE.

— Du passage dû au fonds enclavé. III, p. 400, n. 347 et suiv.
 Voy. *Passage*.

ENDOSSEMENT.

— Le serment décisoire peut être déferé sur la sincérité d'un endossement. X, p. 489, n. 580.

ENFANT.

— Obligation imposée à certaines personnes de déclarer la naissance d'un enfant; peines contre les contrevenans. I, p. 268, n. 513, 514.

— Quelle est la condition de l'enfant, relativement à son état civil. I, p. 232, n. 239-263.

Voy. *Droits civils (Jouissance des)*, *Filiation*, *Paternité*.

— Situation des enfans, dans le cas où le divorce est prononcé entre leurs parens. II, p. 81, n. 747-749.

— Droits qui leurs sont alors assurés. II, p. 81, n. 750-751.

— Les mesures à prendre à l'égard des enfans, dans le cas de séparation de corps, sont les mêmes que dans le cas de divorce. II, p. 101, n. 777.

— De quels enfans parle l'art. 1409, quand il met leur entretien à la charge de la communauté légale. XII, p. 439, n. 298.

— Quand la faculté de reprendre franc et quitte l'apport de la femme est expressément accordée à ses enfans, cette faculté s'étend-elle à ses petits-enfans ? XIII, p. 486, n. 584.

— La faveur accordée à l'établissement des enfans, par les art. 1835 et 1836 du Code civil, s'étend-elle aux petits-enfans ? XIV, p. 218, n. 198.

— L'enfant dans le sein de sa mère est réputé né lorsqu'il s'agit de son intérêt ; à quelle condition. IV, p. 400, n. 92, 93.

Voy. *Filiation*, *Naissance*, *Désaveu*.

ENFANT (d'un premier mariage).

— L'existence d'enfans d'un précédent mariage est un obstacle à ce que les futurs époux régissent les conditions de leur com-

munauté, comme ils le pourraient sans cette circonstance. XIII, p. 340, n. 420.

ENFANT EXPOSÉ.

- Déclarations relatives aux enfants exposés. I, p. 290, n. 330.

ENFANT NATUREL.

SOMMAIRE.

SECT. 1. Des diverses espèces d'enfants naturels.

SECT. 2. De la légitimation des enfants naturels.

SECT. 3. De la reconnaissance des enfants naturels.

SECT. 4. Des effets de la reconnaissance des enfants naturels, quant à la personne et quant aux biens.

SECT. 1. Des diverses espèces d'enfants naturels.

- Ce qu'on entend par enfants naturels. II, p. 214, n. 915.
- On les divise en deux classes. II, p. 214, n. 916.
- C'est l'époque de la conception qui fixe l'état de l'enfant. II, p. 215, n. 917.
- Les enfants adultérins et les incestueux sont moins bien traités que les autres. Pourquoi. II, p. 215, n. 918.
- Les enfants exposés, dont on ne connaît ni le père ni la mère, sont censés légitimes. II, p. 216, n. 218 bis.

SECT. 2. De la légitimation des enfants naturels.

- De la légitimation des enfants naturels. II, p. 216, n. 919 et suiv.
- Origine et fondement de la légitimation par mariage subséquent. II, p. 216, n. 919-922.
- Elle s'opère quand même il y aurait eu mariage intermédiaire. II, p. 218, n. 923.
- Il faut que l'enfant soit reconnu avant le mariage, et pourquoi. II, p. 219, n. 924; *ibid.*, p. 241, n. 934.
- *Quid* si un seul des époux avait reconnu l'enfant? II, p. 220, n. 925.
- Il n'est pas nécessaire que la reconnaissance soit publique; mais elle doit être expresse. II, p. 220, n. 926, 927.
- Elle peut avoir été faite séparément par le père et la mère, à l'insu l'un de l'autre. II, p. 221, n. 928.
- Les enfants légitimés ont les mêmes droits que s'ils étaient nés du mariage subséquent, mais sans effet rétroactif. II, p. 222, n. 929.
- Conséquences quant aux majorats et aux successions échues avant le mariage. II, p. 222, n. 930.

- La légitimation s'étend aux descendants des enfants décédés. II, p. 224, n. 931.
- Elle ne s'étend ni aux adultérins ni aux incestueux. II, p. 224, n. 932, 933.
- Le mariage putatif ne légitime point les enfants nés auparavant. II, p. 225, n. 934.
- La légitimation par lettres du prince est devenue inutile. Pourquoi. II, p. 225, n. 935.

SECT. 3. De la reconnaissance des enfants naturels.

- De la reconnaissance des enfants naturels. C'est par la reconnaissance volontaire ou forcée de leur père ou de leur mère que les enfants naturels prouvent leur filiation. II, p. 226, n. 936.
- De la reconnaissance forcée; différence sur ce point entre le père et la mère; abus de la recherche de la paternité. II, p. 227, n. 937.
- Elle est abolie par le Code. II, p. 228, n. 938, 939.
- Excepté dans les cas d'enlèvement et de viol. II, p. 229, n. 939, 931.
- La recherche de la maternité est conservée. Pourquoi. II, p. 231, n. 942.
- C'est le fait de l'identité de l'enfant et non celui de l'accouchement qui peut être prouvé par témoins. *Ibid.*, n. 942, 943.
- Différence à cet égard entre les enfants naturels et les enfants légitimes, relativement à la preuve de leur filiation. II, p. 232, n. 944-946.
- La recherche de la maternité a lieu même après le mariage de la mère. II, p. 234, n. 947.
- L'acte de naissance est-il un commencement de preuve de l'identité? II, p. 235, n. 948.
- Quand on peut nommer le père d'un enfant naturel, dans un acte de naissance. I, p. 238, n. 516.
- La mère doit toujours être nommée. I, p. 238, n. 517.
- L'acte de reconnaissance d'un enfant naturel doit être inscrit en marge de l'acte de naissance. I, p. 239, n. 518.
- La reconnaissance doit être faite par acte authentique. *Quid* de la reconnaissance faite par acte sous seing privé? Distinction entre le père et la mère. II, p. 237, n. 949-952.
- La reconnaissance faite dans un testament olographe est valide. II, p. 240, n. 953.
- La reconnaissance peut être faite avant la naissance de l'enfant. II, p. 241, n. 955.
- Le père peut reconnaître l'enfant sans l'aveu de la mère. II, p. 242, n. 956.
- De la reconnaissance faite par l'un des époux pendant le mariage. II, p. 242, n. 957.

- De la reconnaissance forcée faite pendant le mariage. II, p. 243, n. 983.
 - De la reconnaissance faite après la dissolution du mariage. II, p. 243, n. 989.
 - De la reconnaissance faite par les époux, d'un enfant commun antérieur au mariage. II, p. 244, n. 990.
 - La femme peut reconnaître un enfant sans l'autorisation de son mari. II, p. 244, n. 991.
 - La reconnaissance faite par un mineur pourrait-elle être rescindée ? II, p. 248, n. 992.
 - Nullité des reconnaissances faites par transaction sur procès, dans le sens où la recherche de la paternité était admise. II, p. 248, n. 993.
 - Les reconnaissances peuvent être contestées par tous ceux qui y ont intérêt. Qu'elle est la preuve à faire. II, p. 246, n. 993, 994.
 - La mère peut contester la reconnaissance faite par le père, et vice versa. II, p. 247, n. 995.
 - Les héritiers du père ou de la mère peuvent combattre la reconnaissance, lorsque la succession est ouverte. II, p. 247, n. 997.
 - Conciliation des art. 325, 343, 703 et 765, relatifs aux enfants adultérins ou incestueux. II, p. 249, n. 998-970.
 - Les enfants naturels ne peuvent prouver leur filiation par la possession d'état. II, p. 249, n. 971.
- SECT. 4. Des effets de la reconnaissance des enfants naturels, quant à la personne et quant aux biens.**
- Des effets de la reconnaissance volontaire ou forcée des enfants naturels. Ces effets sont relatifs à la personne ou aux biens. II, p. 281, n. 972.
 - L'enfant porte le nom de la mère; mais, s'il a été reconnu par le père, il porte le nom de celui-ci. II, p. 281, n. 973.
 - Il passe sous la puissance des père et mère; mais ils n'ont point l'usufruit de ses biens. II, p. 281, n. 974, 975.
 - Il est dû des aliments aux enfants naturels reconnus. II, p. 282, n. 976, 977.
 - Droits de ces enfants quant aux biens des père et mère ou des pères des père et mère. II, p. 282, n. 978, 979.
 - Les père et mère des enfants naturels ne peuvent les adopter. II, p. 260, n. 988, et IV, p. 261, n. 281.
 - De la puissance paternelle sur les enfants naturels. II, p. 302, n. 1075-1076.
 - Les enfants naturels légalement reconnus sont, comme les enfants légitimes, assujettis à obtenir le consentement de leurs père et mère pour leur mariage. I, p. 463, n. 281.
 - Du conseil de famille des enfants naturels. II, p. 326, n. 1113.

- L'enfant naturel a droit à une réserve, même sur les biens fondés par ses parents entre vifs, depuis sa reconnaissance. IV, p. 270, n. 263.
- Comment elle doit être réglée. IV, p. 274, n. 264-267.
- Des droits des enfants naturels sur les biens de leurs père et mère, et du droit de succéder aux enfants naturels décédés sans postérité. IV, p. 246, n. 246-270. Voy. *Succession irrégulière*, sect. 4.
- Incapacité relative des enfants naturels, de recevoir par donation ou par testament. V, p. 81, n. 71.

ENFANT (Survenance d').

- De la révocation des donations pour cause de survenance d'enfants. V, p. 289, n. 296-321.

Voy. *Donation*.

- La survenance d'enfants n'annule pas les testaments. V, p. 623, n. 669, 670.

ENGAGEMENT.

- Le nom d'*engagement*, synonyme d'obligation, est spécialement affecté par le Code aux obligations qui se forment sans convention. XI, p. 2, n. 1.
- Il n'y a que deux sources de nos obligations, la volonté de l'homme et la loi; la force n'en saurait produire. Rectification de la doctrine de l'auteur sur la source des obligations. XI, p. 2, n. 2-4, et p. 7, n. 8 à la note.
- Mais les engagements sans convention ne peuvent devoir leur origine qu'à la toute-puissance de la loi. XI, p. 4, n. 8.
- Pourquoi le Code s'est occupé des obligations conventionnelles, avant de traiter des engagements qui se forment sans convention. XI, p. 8, n. 7.
- Ces engagements se divisent en quatre classes : ceux qui résultent de l'autorité seule de la loi; ceux qui naissent à l'occasion d'un fait personnel à celui qui se trouve obligé, ceux qui naissent à l'occasion d'un fait personnel à celui envers qui l'autre est obligé, et ceux qui naissent à l'occasion d'un cas fortuit. XI, p. 6, n. 8, 9.
- La doctrine du Code sur la source des obligations est plus exacte que celle de Justinien dans les Institutes. XI, p. 11, n. 10, 11.
- Les deux exemples que l'art. 1570 donne des engagements involontaires qui résultent de l'autorité seule de la loi ne sont pas les seuls qui pourraient être indiqués. Il en existe bien d'autres, communs à tous les citoyens. XI, p. 12, n. 11, 12.
- Il en est d'autres particuliers aux dépositaires de l'autorité. Étendue de leurs obligations. XI, p. 14, n. 13.
- Division des faits dont la loi fait naître des engagements sans convention, en faits

Notés et en faits illicites. Qualification de quasi-contrats, conservée abusivement aux premiers. XI, p. 18, n. 14.

Voy. *Obligation, Convention, Contrats, Quasi-Contrats, Délits, Quasi-Délits.*

Des engagements sans convention qui naissent des cas fortuits. XI, p. 441, n. 518-520.

Voy. *Cas fortuit.*

ENGRAIS.

— Quand les engrais sont immeubles. III, p. 10, n. 13.

ENLÈVEMENT.

— La recherche de la paternité est autorisée dans le cas d'enlèvement. II, p. 229, n. 330, 331.

Voy. *Resp.*

ÉNONCIATIF.

— Règle pour connaître quand une disposition légale est limitative, ou quand elle n'est qu'énonciative ou démonstrative. IX, p. 463, n. 302, 303.

ÉNONCIATION.

- Les énonciations faites dans les actes sont foi entre les parties, quand elles ont un rapport direct à la disposition. VIII, p. 235, n. 187.
- Comment distinguer celles qui ont ce rapport direct. VIII, p. 235, n. 188.
- C'est l'approbation tacite ou présumée des parties qui donne force probante aux énonciations. VIII, p. 238, n. 189.
- Les énonciations peuvent faire un commencement de preuve par écrit. VIII, p. 238, n. 160.
- Elles ne font contre les tiers ni preuve ni commencement de preuve. VIII, p. 236, n. 161.
- Exception à ce principe en faveur des actes anciens. VIII, p. 237, n. 162.
- De la règle *in antiquis omnia presumuntur solemniter acta*. VIII, p. 238, n. 163.
- Des droits énoncés dans les actes anciens. VIII, p. 240, n. 164.
- La règle *in antiquis verba enunciationis probant* peut-elle s'appliquer aux servitudes? VIII, p. 242, n. 165.
- Application de cette règle aux faits énoncés dans les actes de l'état civil, et autres. VIII, p. 245, n. 166.
- Quel temps peut conférer aux actes le caractère de l'ancienneté. VIII, p. 247, n. 167.

ENQUÊTE.

— Enquêtes à ord dans le cas où une déclaration d' est provoquée. I, p. 227, n. 104.

— Enquêtes aux enquêtes

en matière de divorce. II, p. 81, n. 690-694.

— Enquêtes à futur rejetées de notre droit. Exception. VIII, p. 28, n. 23.

— Le juge n'est pas lié par le résultat d'une enquête, s'il n'est pas convaincu. IX, p. 311, n. 323.

Voy. *Preuves testimoniales, Témoins.*

— Vices évidens de notre procédure actuelle sur les enquêtes. Vœux pour sa réformation. Exemple donné à cet égard par le législateur de Genève. IX, p. 319, n. 324.

— Les enquêtes faites devant un tribunal étranger ne sont point nulles, et elles peuvent être prises en considération par les tribunaux français. X, p. 127, n. 93.

ENREGISTREMENT.

— De l'enregistrement des legs. V, p. 324, n. 363, 365.

— Il n'en est point de l'enregistrement d'un acte comme de sa transcription sur le registre du conservateur des hypothèques; l'enregistrement ne forme point un commencement de preuve par écrit. IX, p. 111, n. 72.

— Conséquences de la différence entre l'acte nul de plein droit et l'acte sujet à rescision, relativement à la perception ou à la restitution du droit perçu pour mutation. Dans quels cas l'acte doit donner lieu au droit de mutation; dans quels cas la résolution de l'acte doit donner naissance à ce droit. Application au contrat de vente annulé par suite de l'accomplissement de la condition résolutoire. VII, p. 628, n. 351-347.

— De la subrogation dans les droits du fisc, établie en faveur des officiers publics qui font pour les parties l'avance des droits d'enregistrement. VII, p. 202, n. 126.

— La règle de l'enregistrement, qui ne peut exiger d'intérêt en cas de retard dans le paiement, ne peut être condamnée aux intérêts des sommes indûment reçues. VI, p. 236, n. 275.

ENTERREMENT.

Voy. *Inhumation, Frais funéraires.*

ENTREPRENEUR.

— De la responsabilité à laquelle sont soumis les entrepreneurs de maçonnerie, charpente, serrurerie, etc., à l'égard des fautes commises par leurs ouvriers. XI, p. 541, n. 247.

ENTRETIEN (des enfans).

— De quels enfans parle l'art. 1409, quand il met leur entretien à la charge de la communauté. XII, p. 452, n. 298.

ENVOI EN POSSESSION.

— Envoi en possession, provisoire et dé-

statif, des biens de l'absent. I, p. 562, n. 421 et suiv., et *ibid.*, p. 577, n. 441.

Voy. Absence.

— Les enfants naturels doivent être envoyés en possession. IV, p. 279, n. 263.

— Les héritiers irréguliers doivent être envoyés en possession. Comment. IV, p. 290, n. 279 et suiv.

Voy. Succession irrégulière, sect. 4.

— Les légataires universels, même lorsqu'ils ont la saisine, sont tenus de demander l'envoi en possession. V, p. 478, n. 496.

— Caractère de cet envoi en possession. V, p. 478, n. 497, et *ibid.*, p. 528, n. 568.

— Si les héritiers du sang s'y opposent, qui doit avoir la possession provisoire? V, p. 478, n. 498-502.

— Après que le légataire universel a été envoyé en possession, l'héritier du sang, qui attaque son titre, est chargé de la preuve. V, p. 479, n. 505.

— L'héritier du sang, malgré l'envoi en possession du légataire, peut toujours réquerir les scellés et l'inventaire. V, p. 480, n. 504.

ÉPAVE.

— Ce qu'en entend par épaves. IV, p. 36, n. 50.

— Elles appartiennent à l'inventeur, suivant le droit romain. IV, p. 37, n. 51.

— Aux seigneurs, suivant les Coutumes; au domaine, suivant le Code. IV, p. 37, n. 52.

— Exceptions aux droits du domaine. IV, p. 38, n. 53.

— Des trésors. A qui ils appartiennent. IV, p. 39, n. 54-57.

— Des épaves maritimes. Déclaration qu'en on doit faire. IV, p. 42, n. 58.

— Des poissons à lard et des poissons royaux. IV, p. 45, n. 59.

— Des vâtres ou plantes marines. IV, p. 46, n. 40.

— Des ancres tirées de la mer. IV, p. 48, n. 41.

— Du droit des inventeurs sur les objets tirés de la mer, trouvés sur les flots ou poussés à la côte par suite de jet, bris ou naufrage. IV, p. 48, n. 42-48.

— Epaves des rivières navigables et non navigables. IV, p. 48, n. 46, 47.

— Effets abandonnés aux messageries et aux greffes. IV, p. 49, n. 48.

— Des épaves de terre. IV, p. 49, n. 49.

— De la propriété des essaims d'abeilles. IV, p. 51, n. 50.

ÉQUITÉ.

— On ne doit jamais invoquer l'équité pour s'écarter du texte de la loi, ou pour y chercher des exceptions qui n'y sont pas. IX, p. 55, n. 29, 50, *ibid.*, p. 263, n. 185.

ERREUR.

— L'erreur anéantit le consentement dans son principe. Distinction entre les diverses espèces d'erreurs. VI, p. 42, n. 56.

— De l'erreur sur le motif; elle anéantit le consentement. VI, p. 43, n. 57.

— La réalité du motif déterminant est une condition essentielle du contrat; comment on peut connaître ce motif. VI, p. 44, n. 38-42.

— Application aux transactions des principes du Code sur la nullité des conventions pour cause d'erreur dans le motif déterminant. VI, p. 48, n. 45-48.

— *Idem* aux rentes viagères créées sur la tête d'une personne morte ou qui meurt dans les vingt jours. VI, p. 49, n. 46, 47.

— De l'erreur sur la personne: elle annule le contrat, quand la considération de la personne en est la cause principale. VI, p. 53, n. 49.

— La qualité de la personne peut être la cause principale du contrat dans le mariage. VI, p. 54, n. 50.

— Quelle erreur annule le consentement au mariage. I, p. 432, n. 812-826.

Voy. Mariage.

— La qualité de la personne peut-elle aussi être la cause principale dans les autres contrats? VI, p. 56, n. 51-55.

— L'erreur dans la personne peut faire rescinder les transactions. VI, p. 58, n. 54.

— De l'erreur sur la chose et des cas où elle annule la convention. VI, p. 60, n. 55-57.

— De l'erreur de droit. Le Code ne distingue point entre l'erreur de fait et l'erreur de droit, pour prononcer la nullité du consentement fondé sur l'erreur. VI, p. 62, n. 58-60.

— L'admission d'un parent qui n'est point appelé au partage d'une succession est une erreur de droit qui annule la convention. VI, p. 63, n. 61, 62.

— L'abandon de son droit par ignorance de la loi n'en entraîne pas la déchéance. VI, p. 63, n. 63-66.

— Pour que l'erreur de droit annule la convention, il faut qu'elle soit prouvée. VI, p. 69, n. 68-70.

— Exception au principe que l'erreur de droit annule les conventions. Les transactions ne peuvent être annulées que pour erreur de fait. VI, p. 71, n. 74-75.

— Pareille exception quant à l'aveu judiciaire. VI, p. 73, n. 74.

— Mais la distinction entre l'erreur de droit et l'erreur de fait ne peut être admise, quand il s'agit de la répétition de ce qui a été indûment payé. VI, p. 79, n. 78.

— L'erreur de droit suffit, aussi bien que l'erreur de fait, pour autoriser la répétition.

tion de ce qui a été payé sans être dû. XI, p. 79, n. 63.

Voy. *Responsabilité*.

— La découverte de l'erreur de calcul qui a reçu de bonne foi une chose qui ne lui était pas due ne l'oblige pas à en restituer l'équivalent, lorsque cette chose a cessé, par sa faute même ou par sa négligence, d'être en sa possession. XI, p. 118, n. 98.

— Les aveux faits à l'audience ou dans un interrogatoire sur faits et articles, ne peuvent être révoqués que pour erreur de fait. X, p. 394, n. 288.

— Il en est de même des aveux extrajudiciaires. X, p. 412, n. 308-311.

Voy. *Actes*.

— Comment le notaire peut et doit faire réparer les erreurs des actes qu'il a rédigés. VIII, p. 193, n. 129.

Voy. *Acte authentique*.

ESCALIER.

— Aux frais de qui se fait la réparation des escaliers dans une maison appartenant par étage à divers propriétaires. III, p. 182, n. 228.

— Le droit de passage par ces escaliers constitue-t-il une servitude? III, p. 352, n. 469 bis.

ESCLAVE.

— De la différence qui résulte pour l'état civil des personnes, de leur qualité de libres ou d'esclaves. I, p. 184, n. 192.

ESCROQUERIE.

— Caractère de l'escroquerie. En quoi elle diffère du dol simple. VI, p. 98, n. 98.

— Pour éluder la prohibition de la preuve testimoniale dans divers cas de dol, on présente le dol sous la couleur de l'escroquerie. Caractère de ce délit, qu'il est facile de confondre avec le dol. Sa définition dans diverses lois. Vices de ces définitions. Si le dol déferé aux tribunaux correctionnels sous le nom d'escroquerie n'en a pas tous les caractères, les juges doivent rejeter la plainte : dans le cas contraire, ils doivent articuler avec soin dans leurs jugemens les faits qui caractérisent l'escroquerie. IX, p. 286, n. 428-427.

Voy. *Dol, Preuve testimoniale*.

ESPRIT.

— Ce qu'on appelle esprit de la loi. VIII, p. 15, n. 11.

ESSAIM.

— De la propriété des essaims d'abeilles. IV, p. 67, n. 80.

ESTER (en justice).

— L'individu mort civilement est incapable d'ester ou de procéder en justice sans l'assistance d'un coadjuteur. I, p. 248, n. 285.

Voy. *Autorisation*.

ESTIMATION.

— L'estimation du meuble ou de l'immeuble dotal, dans le contrat de constitution de dot, en transporte-t-elle seule la propriété au mari? XIV, p. 128, n. 121-129.

— L'action en rescision pour lésion dans l'estimation d'un immeuble constituée en dot n'est pas admise sous l'empire du Code. XIV, p. 135, n. 129.

ETABLI.

— De la distance prescrite pour l'adossement d'une étable contre un mur mitoyen ou non. III, p. 209, n. 534.

ETABLISSEMENT.

— Distinction entre les frais d'établissement et les frais d'éducation, quant à l'obligation du rapport. IV, p. 490, n. 481.

— Les immeubles dotaux, quoique inaliénables en général, peuvent être aliénés pour l'établissement des enfans. XIV, p. 213, n. 190, 195.

— Spécialement pour celui des collatéraux. Ibid., n. 191.

— De quel établissement entend parler le Code. XIV, p. 216, n. 192.

— Quelles formalités et quelles conditions sont prescrites pour cette aliénation. XIV, p. 217, n. 195, 197.

ETABLISSEMENTS PUBLICS.

— Autorisation prescrite pour la validité des donations et testaments faits en faveur des établissemens publics. V, p. 46, n. 78.

— Comment les dons faits à ces établissemens sont acceptés. V, p. 218, n. 244.

— Comment s'éteint l'usufruit constitué en faveur des établissemens publics. III, p. 319, n. 489, 460.

ÉTANG.

— Des étangs et du droit de les conserver. III, p. 94, n. 187.

— Obligations et charges des propriétaires d'étangs. Quelles autorités sont compétentes pour prononcer sur les contestations relatives aux étangs. III, p. 98, n. 158.

— De l'étendue du terrain que comprennent les étangs. III, p. 98, n. 159, et *ibid.* p. 105, n. 183.

Voy. *Eau, Accession*.

— Comment, lors de la restitution de la dot, on régit les profits du mari sur les

produits de la pêche des étangs. XIV, p. 383, n. 316.

RTA (Condition des personnes).

SOMMAIRE.

- SECT. 1. De l'état en général, et des diverses espèces d'état.
SECT. 2. De l'état civil.
SECT. 3. De l'action en réclamation d'état et des questions d'état.

SECT. 1. De l'état en général, et des diverses espèces d'état.

- Diverses exceptions du mot état en jurisprudence. I, p. 135, n. 169, 170.
- Qualités qui font la matière des questions d'état. I, p. 136, n. 171-173.
- Définition de l'état public. I, p. 138, n. 174.
- Définition de l'état particulier. I, p. 138, n. 175.
- Acceptions diverses que les juristes ont données au mot état. I, p. 139, n. 176, 177.
- Leur doctrine est presque sans application au droit français. I, p. 140, n. 178.
- Ce qu'on appelle questions d'état devant les tribunaux. I, p. 141, n. 179.
- Le sens du mot état est plus étendu, quand on traite du droit des personnes en général. I, p. 141, n. 180.
- Etat civil. Différences qui résultent, pour l'état civil des personnes, du sexe, de l'âge, de l'état de famille, etc. I, p. 142, n. 181 et suiv.

Voy. Personne.

SECT. 2. De l'état civil.

- Ce que c'est que l'état civil. I, p. 167, n. 201.
- Les hommes réunis dans l'état civil forment une cité. I, p. 168, n. 202.
- Comment les hommes se sont réunis dans l'état civil, et ce qu'il faut penser du contrat social. I, p. 169, n. 203.
- Le contrat social des Français, c'est la Charte constitutionnelle. I, p. 171, n. 204.

Voy. Droits civils.

- Comment on peut prouver son état. I, p. 371, n. 239.
- Des actes de l'état civil. I, p. 372, n. 240 et suiv.

Voy. Actes de l'état civil.

- Les déclarations des père et mère ne peuvent compromettre l'état des enfants. II, p. 123, n. 813.
- L'enfant désavoué conserve la possession d'état pendant la litigence. II, p. 143, n. 844.
- L'état des enfants conçus pendant le mariage ne peut dépendre de la déclaration des père et mère. II, p. 183, n. 859.
- Si l'enfant est présenté à l'officier de l'é-

tat civil par une des personnes désignées par l'art. 56, la déclaration de cette personne fait foi de l'état de cet enfant contre les époux désignés pour père et mère, ou contre la mère, si la naissance est illégitime. II, p. 160, n. 860, 865.

— Il en est de même, dans le cas de naissance illégitime, de la femme désignée pour mère. II, p. 168, n. 863, 865.

— Si cette personne, en indiquant pour mère une femme mariée, désigne un père inconnu, sa déclaration est divisible, et la présomption légale de paternité donne pour père à l'enfant le mari de la mère indiquée. II, p. 161, n. 861.

— La déclaration perdrait toute sa force, si elle avait été faite par une personne sans mission légale. II, p. 161, n. 865, 867.

— De la possession d'état, considérée comme preuve de la filiation. II, p. 171, n. 868 et suiv.

Voy. Filiation, Possession d'état.

SECT. 3. De l'action en réclamation d'état et des questions d'état.

— De l'action en réclamation d'état. II, p. 197, n. 398-314.

— On ne peut réclamer un état contraire à son titre et à la possession conforme à ce titre. II, p. 196, n. 397-399.

— Les tribunaux civils sont seuls compétents pour statuer sur les réclamations d'état relatives à la filiation. II, p. 200, n. 301.

— L'action criminelle, exercée même d'office par le ministère public, contre le délit de suppression d'état, ne peut commencer qu'après le jugement du tribunal civil sur la question d'état. II, p. 202, n. 302, 303, 307.

— Comment doit procéder le réclamant. II, p. 204, n. 304.

— On ne peut lui opposer que les actes de naissance font foi jusqu'à inscription de faux. II, p. 204, n. 305.

— L'action en réclamation d'état est imprescriptible. II, p. 207, n. 308.

— Cette imprescriptibilité n'est établie qu'en faveur de l'enfant; elle ne passe point à ses héritiers. Pourquoi. II, p. 208, n. 310.

— A moins qu'il ne soit mort en minorité, ou dans les cinq ans qui suivent sa majorité. II, p. 209, n. 311.

— La prescription de cinq ans ne peut être opposée aux héritiers de celui qui a été en possession d'état. II, p. 210, n. 312.

— Par quel délai se prescrit l'action qui a passé aux héritiers. II, p. 210, n. 315.

— Les héritiers et autres personnes intéressées peuvent suivre l'action commencée par l'enfant, s'il ne s'en est pas déisté. Distinction entre les héritiers di-

- sons et les héritiers collatéraux et testamentaires. II, p. 211, n. 314.
- Pourquoi l'action criminelle contre un délit de suppression d'état ne peut commencer qu'après le jugement au civil sur la question d'état. IX, p. 251, n. 151.
 - Les causes d'état, appelées par excellence causes préjudicielles, forment exception au principe qu'il faut identité de personnes, pour qu'il y ait lieu à l'exception de la chose jugée. Pourquoi. X, p. 283, n. 216, 217.
 - Les jugemens rendus sur ces questions s'étendent sur le passé comme sur l'avenir. X, p. 296, n. 218.
 - La seule condition qu'ils doivent remplir pour obtenir force de loi contre tous, c'est d'avoir été rendus avec un légitime contradicteur. Ce que c'est. X, p. 296, n. 218.
 - En matière de filiation, le père et la mère sont également intéressés : ils doivent tous deux être mis en cause. Il faut même y mettre les enfans d'un précédent mariage. Mais si le jugement auquel ils n'ont point été appelés est en faveur de leur père ou de leur mère, il a pour eux force de chose jugée. Quid de l'enfant qui n'était pas né lorsque le procès a commencé? X, p. 297, n. 220-223, et p. 301, n. 223.
 - Ces principes s'appliquent au cas du mariage attaqué par un précédent époux, par ses ascendans, par les enfans d'un précédent mariage ou par des collatéraux. Les enfans nés de ce mariage doivent être mis en cause. X, p. 299, n. 224.
 - Si les enfans étaient majeurs ou émancipés, il faudrait les appeler en privé nom; s'ils étaient mineurs, il faudrait appeler leur père ou leur mère, en qualité de tuteur, ou leur faire nommer un curateur *ad hoc*. X, p. 301, n. 223.
 - C'est en conséquence des mêmes principes que les rectifications des actes de l'état civil n'ont point de force contre les tiers. X, p. 306, n. 226.
 - Quelle force ont les jugemens rendus sur les questions d'état, lorsque le contradicteur légitime laisse défaut. X, p. 306, n. 227.
 - Pour qu'un jugement ait force de chose jugée contre tous, il faut qu'il statue positivement sur la question d'état, et non qu'on en puisse tirer une conséquence en faveur de la question d'état; comme par exemple d'un jugement qui condamne à fournir des alimens à un enfant. X, p. 307, n. 223, 229.
 - Mais la question d'état peut être jugée incidemment, et par voie d'exception aussi bien que par voie d'action. X, p. 310, n. 230, 231.
 - Le jugement qui statue sur une tierce-opposition peut ordonner que la sentence

attaquée par cette voie sera sans force contre les tiers opposans; mais elle conserve toute sa force contre ceux qui y ont été parties. Il peut en résulter que le même individu est censé légitime dans une famille et illégitime dans l'autre; mais c'est un effet nécessaire de l'autorité accordée à la chose jugée. X, p. 320, n. 232, 233.

- Quelque de deux jugemens rendus en sens contraire sur une même question successivement décidée entre des intéressés différens, l'un soit nécessairement mal rendu, l'intérêt de la société exige qu'ils soient tous deux exécutés. X, p. 323, n. 234.
- Les qualités naturelles sont indivisibles en soi; mais les droits que la loi y attache peuvent être divisés. La prétendue indivisibilité des qualités n'est donc point, pour les jugemens rendus dans les questions d'état, une raison d'exception aux principes qui régissent la chose jugée. Arrêts qui l'ont ainsi décidé. X, p. 323, n. 233, 239.

ÉTAT (Nation).

- Quels biens appartiennent à l'État. III, p. 23, n. 30-45.
- Ceux qui sont dans le commerce peuvent être vendus ou prescrits. III, p. 23, n. 41.
- Comment ils peuvent être vendus. III, p. 23, n. 42.
- Les tribunaux ordinaires jugent les questions de propriété entre l'État et les particuliers. III, p. 29, n. 45.
- Des droits de l'État sur les successions en déshérence. IV, p. 284, n. 273.
- Ibid.*, p. 238, n. 278.
- Ibid.*, p. 517, n. 294 et suiv.
- Voy. *Déshérence*.

ÉTAT ESTIMATIF.

- Comment doit être fait l'état estimatif qui accompagne les donations de meubles. V, p. 184, n. 181.
- Ce qui en tient lieu dans les donations de rentes, créances et droits. V, p. 184, n. 182.
- Il n'est pas nécessaire d'en faire pour les meubles annexés aux immeubles ou pour les immeubles par destination. V, p. 186, n. 184.
- Dans quelle forme doit être fait l'état des immeubles prescrit à l'usufruitier. III, p. 277, n. 419.
- Le testateur peut-il l'en dispenser? III, p. 278, n. 420.
- S'il n'a pas fait dresser cet état, il est censé avoir trouvé les immeubles en bon état. III, p. 279, n. 421.
- Le mari doit seul supporter les frais de l'état des immeubles dotaux que la loi

l'oblige de faire rapporter au moment où commence sa jouissance. XIV, p. 388, n. 358.

ÉTRANGER.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *De l'état des étrangers en France; des droits dont ils y jouissent.*

SECT. 2. *De l'effet que produisent en France les actes rédigés par des officiers publics étrangers, et les jugemens rendus par des tribunaux étrangers.*

SECT. 1. *De l'état des étrangers en France; des droits dont ils y jouissent.*

- De la différence qui résulte, pour l'état civil des personnes, de leur qualité de citoyens ou d'étrangers. I, p. 184, n. 191.
- Quel est l'état civil d'un enfant né en France d'un père étranger. I, p. 252, n. 261.
- Quel est celui de l'enfant né en France d'une mère étrangère et d'un père inconnu. I, p. 254, n. 262.
- Quel est celui de l'enfant né en pays étranger d'un père qui a perdu la qualité de Français. I, p. 254, n. 263.
- Comment s'opère la naturalisation d'un étranger. I, p. 255, n. 264.
- Quels sont les droits dont jouit en France l'étranger qui n'est ni naturalisé, ni autorisé à y demeurer. I, p. 256, n. 265.
- La condition du Français qui prend sans autorisation de son gouvernement du service militaire chez l'étranger, est pire que celle de l'étranger. I, p. 241, n. 271.
- L'erreur sur la qualité d'étranger n'annule pas le consentement au mariage. I, p. 456, n. 819.
- L'étranger peut contracter un mariage qui ait tous les effets civils. *Ibid.*
- Quand l'étranger peut succéder en France. IV, p. 109, n. 102.
- Quand l'étranger est incapable de recevoir par testament. V, p. 84, n. 72.
- L'étranger admis par le gouvernement à établir son domicile en France, n'est pas exclu du bénéfice de cession. VII, p. 321, n. 263.
- Les lois de police et de sûreté obligent les étrangers qui habitent le territoire, ou qui y voyagent. I, p. 92, n. 112.
- Ils sont, en plusieurs cas, justiciables des tribunaux du pays. I, p. 93, n. 113.
- Les lois réelles régissent les immeubles possédés en France par des étrangers. I, p. 95, n. 116, 117.

SECT. 2. *De l'effet que produisent en France les actes authentiques rédigés par des officiers publics étrangers, et les jugemens rendus par des tribunaux étrangers.*

- Des jugemens rendus par des tribunaux

étrangers; ils n'ont en France ni l'exécution de la chose jugée ni la force exécutoire, et ils ne confèrent pas plus hypothèque que les contrats passés en pays étrangers. Ceux-ci ont la force de simples promesses; mais, dans les jugemens, la volonté des parties n'est comptée pour rien. X, p. 115, n. 76-80, et p. 125, n. 84, 85.

— L'acte authentique passé devant des notaires étrangers, même entre des parties qui ne sauraient pas signer, ou dont l'une seulement saurait signer, n'en vaudrait pas moins en France comme simple promesse. Fondement de la maxime *locus regit actum*. X, p. 117, n. 79 à la note.

— Quelles formalités sont requises pour la validité des actes de l'état civil, rédigés en pays étrangers. I, p. 252, n. 260.

— La loi ne considère que l'extranéité du pouvoir dont le jugement émane; elle ne distingue ni les matières, ni les personnes; ainsi toute personne étrangère ou française, à laquelle on oppose un jugement rendu par un tribunal étranger, peut débattre ses droits comme entiers devant les tribunaux français. Distinction de Boulezeau, rejetée. X, p. 117, n. 81-84.

— L'art. 346 du Code de procédure civile, qui porte que les jugemens étrangers ne sont susceptibles d'exécution en France que lorsqu'ils ont été déclarés exécutoires par un tribunal français, n'autorise pas les tribunaux français à rendre ces jugemens exécutoires, sans nouvel examen des questions qu'ils ont décidées. X, p. 124, n. 88.

— Ces jugemens sont seulement non exécutoires; mais ils ne sont point nuls en eux-mêmes: les actes d'instruction qui les ont séparés, par exemple les enquêtes, ne sont point nuls, et peuvent être pris en considération par les juges français. X, p. 127, n. 86.

— Les sentences arbitrales rendues en pays étranger, par des arbitres français ou étrangers, même en matière de société, où l'arbitrage est forcé, sont valables en France. Pourquoi. X, p. 132, n. 87, 88.

— Les traités de nation à nation, et les dispositions des lois politiques, peuvent conférer en France l'autorité de la chose jugée et la force exécutoire aux jugemens étrangers; exemple dans les dispositions d'un traité avec la Suisse; mais il faut qu'ils soient revêtus de l'ordonnance d'*exequatur*. X, p. 137, n. 89, 90.

— Pour que l'autorité de la chose jugée et la force exécutoire appartiennent aux jugemens rendus par un tribunal étranger, il ne suffit pas qu'une loi du pays, ou qu'un usage local accordât cette autorité et cette force aux jugemens rendus en France; il faut également que des lois

politiques ou des traités de souverain à souverain l'établissent ainsi. X, p. 143, n. 91, 92.

— Que doit-il être décidé quant aux jugemens rendus dans les pays antrefois réunis à la France, et qui en ont été séparés par suite de la restauration? X, p. 148, n. 93.

— Décret du pape sur la question de l'autorité de jugemens rendus par des tribunaux étrangers. *Ibid.*

ÉVICTION.

— Des obligations de l'enfant naturel ou du conjoint évincé d'une succession, et en général des obligations du possesseur évincé. IV, p. 325, n. 503-512.

Voy. *Bonne foi, Possession, Fruits.*

— Dans quel cas pourrait avoir lieu l'éviction partielle d'un acquéreur d'immeubles donnés à un successible. IV, p. 304, n. 494-496.

— Le donateur n'est point tenu des évictions qu'éprouverait le donataire. V, p. 231, n. 207.

— Ce qui doit être remboursé à l'acquéreur du fonds dotal, en cas d'évictions. Distinctions à cet égard. XIV, p. 230, n. 254, 258.

Voy. *Dot.*

— La seule crainte d'une éviction ne donne pas droit à l'acquéreur d'un fonds dotal d'exercer l'action révocatoire; il n'a qu'une action en dommages-intérêts. XIV, p. 231, n. 256-248.

EVIDENCE.

— Ce qu'on appelle évidence. De l'évidence morale et de l'évidence mathématique. En quoi l'évidence diffère de la preuve. VII, p. 4, n. 2.

Voy. *Preuve.*

EXCEPTION.

— Application à la demande de rescision ou de nullité par voie d'exception, de la règle tant dure l'action, tant dure l'exception. VII, p. 703, n. 600-602.

— Si l'exception appelée en droit romain *cadendorum actionum* peut encore être opposée par la caution ou par le débiteur solidaire au créancier qui, par son fait ou par sa faute, a rendu impossible la subrogation dans ses privilèges et hypothèques. VII, p. 343, n. 172.

EXCÈS.

— Quels excès peuvent motiver une demande en divorce. II, p. 41, n. 672.

EXCLUSION DE LA COMMUNAUTÉ.

— De la clause d'exclusion de la communauté. En quoi elle diffère de la clause de séparation de biens. XIV, p. 15, n. 12, 13.

— Origine de cette différence. XIV, p. 14, n. 11.

— Elle est conforme aux règles d'une sainte interprétation. XIV, p. 18, n. 15.

— La clause d'exclusion de la communauté ne peut être stipulée que par un contrat de mariage. XIV, p. 24, n. 16.

— Elle ne donne à la femme ni l'administration de ses biens ni la disposition des revenus. *Ibid.*, n. 17.

— Distinction dans les biens de la femme mariée avec exclusion de communauté. XIV, p. 22, n. 18.

— Quels sont ceux de ces biens que le mari doit rendre lors de la dissolution du mariage. *Ibid.*, p. 23, n. 19, et p. 24, n. 22.

— Quid des produits de l'industrie de la femme? XIV, p. 27, n. 25.

— Quels droits assure au mari sur ces biens sa qualité de chef de la société conjugale. XIV, p. 24, n. 20.

— En quoi la clause d'exclusion de la communauté diffère du régime dotal. XIV, p. 28, n. 21.

— C'est à la femme de prouver quels sont les biens qui, apportés par elle en dot, ont été exclus de la communauté. XIV, p. 28, n. 24.

— Comment se fait cette preuve. *Ibid.*, p. 29, n. 25-27.

— Quand et comment doit être restituée la dot de la femme mariée avec la clause d'exclusion de la communauté. XIV, p. 32, n. 28.

— Les immeubles exclus de la communauté par cette clause sont-ils inaliénables? XIV, p. 33, n. 29.

— La femme mariée avec cette clause est dispensée de contribuer aux dettes contractées par le mari, et si elle s'y est personnellement obligée, il lui est dû indemnité. XIV, p. 37, n. 30.

— Quid des emprunts qu'elle aurait faits? *Ibid.*

— Quand le contrat de mariage porte exclusion de communauté, les dettes que contracte, pour fait de commerce, la femme mariée, marchande publique, n'engagent point la communauté. XII, p. 332, n. 254.

EXCLUSION (de la tutelle).

— Des exclusions de la tutelle. II, p. 347, n. 1183-1181.

Voy. *Tutelle, Dispenses.*

EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE.

— Motifs qui firent introduire, les exécuteurs testamentaires. V, p. 334, n. 376.

— Il peut y en avoir plusieurs. Leurs fonctions sont un mandat. V, p. 338, n. 377.

— Ceux qui ne peuvent s'obliger, la femme mariée, le mineur, ne peuvent l'être. Pourquoi. V, p. 338, n. 378.

- Précautions à prendre par l'héritier qui voudrait attaquer un testament dont il est nommé exécuteur. V, p. 337, n. 579.
- Les incapables de recevoir peuvent être exécuteurs testamentaires. V, p. 337, n. 580.
- Le testateur peut donner la saisine de son mobilier à l'exécuteur testamentaire. V, p. 337, n. 581.
- Cette saisine de fait n'empêche point la saisine légale de l'héritier, qui en offrant somme suffisante pour payer les legs mobiliers, arrête la saisine de l'exécuteur. V, p. 338, n. 582.
- Droits et devoirs de l'exécuteur testamentaire. Leur durée. V, p. 338, n. 583-596.
- Compte qu'il doit rendre à l'expiration de sa saisine. A qui, en quelle forme et où. V, p. 346, n. 597-605.
- Du cas où il y a plusieurs exécuteurs testamentaires. V, p. 346, n. 598.
- Le testateur peut-il dispenser son exécuteur testamentaire de rendre compte. V, p. 346, n. 604, 605.
- Le testateur ne peut laisser son mobilier à la disposition de l'exécuteur testamentaire. V, p. 352, n. 606.
- L'exécuteur testamentaire ne peut rien prétendre pour salaire. V, p. 347, n. 600.
- Mais il peut se faire assister par un mandataire salarié. V, p. 347, n. 601.
- Du présent fait aux exécuteurs testamentaires. V, p. 347, n. 602.

EXÉCUTION (des conventions et des jugemens).

SOMMAIRE.

SECT. 1. De l'exécution volontaire.

SECT. 2. De l'exécution forcée.

SECT. 1. De l'exécution volontaire.

- L'exécution volontaire d'une obligation sur cause fautive la rend valide. VI, p. 184, n. 180.
- Tous les actes volontaires d'exécution, qui caractérisent l'approbation de l'obligation ou qui la supposent, opèrent la ratification tacite. Actes qui ne la caractérisent pas. Application à l'acceptation d'une succession. VIII, p. 708, n. 506, 507.
- Le code substitue, quand il s'agit de ratification tacite, la distinction entre les actes d'exécution volontaire et les actes d'exécution forcée, à la distinction entre les actes qui emportent la renonciation à l'action en nullité, et ceux qui emportent la renonciation à l'action en rescision. VIII, p. 709, n. 510, 512.
- Si, quand un contrat a été tacitement ratifié par l'exécution volontaire, il faut prouver que celui qui l'a exécuté en con-

naissait les vices. VIII, p. 725, n. 519.

— Le contrat non signé de l'une des parties, et l'obligation consentie sur une fautive cause, peuvent être ratifiés par l'exécution volontaire. VIII, p. 725, n. 520, 521.

- Quand une convention synallagmatique parfaite a été exécutée par l'une des parties, il n'est pas nécessaire, pour l'approuver de la convention, que l'acte sous seing privé ait été fait double. VIII, p. 490, n. 327-329.
- Si l'obligation de celui qui n'a pas exécuté se réduit au paiement d'une somme et que l'acte mentionne l'exécution faite par l'autre partie, l'acte doit être écrit de la main du premier, ou approuvé suivant l'article 1326. VIII, p. 491, n. 328.
- Si le défaut d'approbation est opposé, l'autre partie peut prouver par témoins qu'elle a de sa part exécuté la convention. Le serment peut même être déféré sur ce point par le juge. VIII, p. 492, n. 329.
- Si, quoique l'exécution ait eu lieu de la part de l'une des parties, par exemple du vendeur, l'acte est rédigé en double, faut-il que la somme soit approuvée en toutes lettres par l'autre partie? VIII, p. 492, n. 330.
- L'exécution même partielle de la convention couvre-t-elle tant le défaut de mention que l'omission de la rédaction du contrat synallagmatique en originaux multiples? VIII, p. 496, n. 335, 334.
- Le fait d'exécution doit-il être postérieur à l'acte? Peut-il résulter de l'acte même? VIII, p. 498, n. 338-337.
- Comment peut être prouvé le fait d'exécution d'un compromis. VIII, p. 504, n. 358.

Voy. Arbitrage, Compromis.

— Ce que signifient, dans l'art. 1326, ces mots, *celui qui a exécuté de sa partie convention*. VIII, p. 506, n. 341.

SECT. 2. De l'exécution forcée.

- Principe du droit romain sur les moyens d'assurer l'exécution d'un jugement qui condamnait à la restitution d'une chose dont le propriétaire avait été injustement dépouillé. X, p. 545, n. 420-424.
- Le jugement qui prononce la séparation de biens est de nul effet, si l'exécution n'en a point été commencée dans la quinzaine qui en a suivi la prononciation. XIII, p. 106, n. 75, 74.
- Cette nullité peut-elle être opposée par le mari? XIII, p. 110, n. 76.
- Quels actes peuvent être considérés comme un commencement d'exécution devant faire prolonger le délai de quinzaine. XIII, p. 115, n. 77.

Voy. Séparation de biens.

— Comment obtenir l'exécution d'un jugement qui ordonne à la femme de rentrer au domicile conjugal. XIII, p. 167, n. 109.

— *Ibid.* d'un jugement qui condamne un mari à recevoir sa femme au domicile conjugal. XIII, p. 172, n. 110.

— Le créancier de la communauté en vertu de titre exécutoire contre la femme, ne peut poursuivre le mari en paiement par voie d'exécution, que huit jours après la signification du titre, ou qu'après avoir obtenu jugement contre lui. XII, p. 352, n. 201.

EXÉCUTION CAPITALE.

— Rédaction de l'acte de décès d'une personne mise à mort en vertu de jugement. I, p. 298, n. 531.

EXÉCUTION PARÉE.

— Ce que c'est que l'exécution parée. VI, p. 221, n. 209-214.

— Les testaments emportent-ils l'exécution parée? V, p. 528, n. 566.

EXÉCUTION PROVISOIRE.

— L'acte nul de plein droit, et dont la nullité est apparente, ne doit pas être exécuté par provision. *Secus* de l'acte sujet à rescision. VII, p. 622, n. 528, 529.

EXHAUSSEMENT.

— De l'exhaussement du mur mitoyen. III, p. 152, n. 200, 208.

Voy. Mitoyenneté.**EXHÉRÉDATION.**

— L'exhérédation est rejetée par le Code. V, p. 671, n. 721.

EXIGIBILITÉ.

— Ce que c'est que l'exigibilité d'une dette. VIII, p. 337, n. 227.

EXPÉDITION.

— Ce que c'est qu'une expédition d'un acte. A qui une expédition seule peut être délivrée. Qui peut la délivrer. Différence entre l'expédition et la grosse; entre une expédition proprement dite et une copie. VIII, p. 608, n. 421 et à la note.

— Le porteur d'un acte en brevet peut-il, en le déposant pour minute au notaire qui l'a reçu, s'en faire délivrer une grosse ou une expédition? VIII, p. 608, n. 422.

— Défense aux notaires de délivrer des secondes grosses ou des secondes expéditions, si ce n'est du consentement des parties, ou elles dûment appelées. VIII, p. 611, n. 423.

— Foi due aux premières expéditions. VIII, p. 614, n. 426-429.

Voy. Copie de titre.

— Si, pour conférer aux expéditions qu'il délivre, les effets que la loi leur attribue, le notaire doit être assisté d'un second notaire ou de deux témoins. VIII, p. 646 n. 446-481; p. 637, n. 488.

— Moyen d'obtenir une seconde expédition quand les parties ne consentent point à ce qu'il en soit délivré. VIII, p. 633, n. 488.

— Des expéditions tirées par ampliation sur une expédition précédente. VIII, p. 635, n. 486.

EXPERT.

— Des fonctions des experts nommés par le jugement qui ordonne un partage. IV, p. 419, n. 419-428.

Voy. Partage.

— Vérification des écritures par experts. Sa nature. Argument qui en résulte. Son origine. Comment elle s'opère. VIII, p. 327, n. 219-237.

Voy. Vérification d'écritures.

— Si les juges sont obligés de conformer leur jugement à l'avis des experts. VIII, p. 347, n. 236.

EXPLOIT.

— On peut prouver par témoins l'heure à laquelle a été notifié un exploit. IX, p. 581, n. 223.

EXPONSE.**Voy. Déguerpissement.****EXPOSITION (de part).**

— L'action criminelle pour délit d'exposition d'un enfant peut être poursuivie avant le jugement sur l'action civile en réclamation d'état. II, p. 208, n. 906.

Voy. Enfant exposé.**EXPROMISSION.**

— Ce que c'est que le contrat connu des jurisconsultes romains sous le nom d'*expromission*. VII, p. 352, n. 275.

EXPROPRIATION FORCÉE.

— Les expropriations forcées ne sont point des modifications de la propriété. Ce qu'elles sont. III, p. 164, n. 250.

— De l'expropriation forcée pour cause d'utilité publique. III, p. 166, n. 252 et suiv.

Voy. Aliénation forcée.**EXTINCTION.**

— De l'extinction des servitudes; des di-

- verses manières dont elle s'opère. III, p. 802, n. 668 bis et suiv.
- Voy. Servitude.**
- De l'extinction des obligations. VII, p. 1, n. 1 et suiv.
 - Les différents modes d'extinction des obligations peuvent se réduire à onze. VII, p. 2, n. 2.
 - De l'extinction des obligations par la perte des choses qui en faisaient l'objet, ou par l'impossibilité absolue où se trouve le débiteur de satisfaire à son engagement. VII, p. 519, n. 442 et suiv.
- Voy. Perte, Obligation.**

EXTRAIT.

- Des extraits des registres de l'Etat civil. Par qui ils doivent être délivrés. I, p. 278, n. 308.
 - Ils sont foi jusqu'à inscription de faux, quand ils sont délivrés en due forme et légalisés. I, p. 278, n. 306, 307.
- Voy. Actes de l'état civil.**

EXTRAJUDICIAIRE.

- Quels sont les actes qu'on nomme extrajudiciaires. VIII, p. 100, n. 81.

EXTREMIS (Mariage in).

- Des mariages *in extremis*; s'ils sont valides. I, p. 331, n. 642, et p. 553, n. 649.

FABRIQUE.

- Quand peuvent et doivent être remboursés les capitaux dus aux fabriques. VII, p. 97, n. 80 à la note.
- Les registres des fabriques, chapitres, et autres établissements religieux, ne peuvent plus servir de commencement de preuve par écrit pour constater l'existence de rentes dues à ces établissements. IX, p. 184, n. 103.

FACULTATIVE (Obligation).

- Ce que c'est que l'obligation facultative; en quoi elle diffère de l'obligation alternative. VI, p. 731, n. 700.
 - L'obligation du défendeur en rescision pour cause de lésion est facultative, ainsi que celle du tiers poursuivi par action hypothécaire. VI, p. 732, n. 701.
- Voy. Obligation et Dette facultative.**

FAILLITE.

- Quels actes faits par le failli, antérieurement à la faillite, sont réputés frauduleux et déclarés nuls par la loi. VI, p. 384, n. 387-384.
- Application aux paiements anticipés. VI, p. 594, n. 368, et VII, p. 68, n. 44.
- Les donations faites entre époux, par

contrat de mariage, sont révoquées par la faillite du mari. V, p. 328, n. 911.

- Si la faculté qu'a le failli d'obtenir une provision sur ses biens, à titre de secours, existe dans le cas de déconfiture. VII, p. 317, n. 287.
- De la compensation qui peut être opposée dans le cas de faillite. VII, p. 453, n. 381.

FAIT.

- De la signification du mot *fait* dans les art. 1342 et 1343 du Code civ. De la responsabilité du dommage que l'en cause par son fait ou par le fait d'autrui. XI, p. 186, n. 116-179.

Voy. Responsabilité, Faute.

FAIT (à prouver).

- Qualités générales qu'on doit examiner dans les faits à prouver. IX, p. 382, n. 239.
- Première qualité, possibilité des faits. Les faits possibles en eux-mêmes peuvent devenir impossibles par les circonstances. Exemple. IX, p. 382, n. 240, 241.
- L'in vraisemblance des faits peut être telle qu'elle détruise la foi due aux témoins. IX, p. 388, n. 242.
- L'époque et le lieu où les faits se sont passés influent sur la foi due à ceux qui les rapportent. IX, p. 389, n. 243.
- La véracité du témoin est d'autant plus douteuse que les faits sont plus anciens. IX, p. 390, n. 245.
- Des faits transitoires et des faits permanents. IX, p. 390, n. 248.
- Des faits publics et des faits clandestins. IX, p. 391, n. 246.
- Des circonstances du fait. IX, p. 391, n. 247.

FALCIDIE.

- De l'abolition de la quarte *falcidie* ou *falcidienne*. V, p. 164, n. 159.

FAMILLE.

- De la famille. Ce qu'on appelle famille. Des familles supérieures, inférieures, collatérales et agnatiques. IV, p. 171, n. 164.

FAUBOURG.

- Ce qu'on entend par faubourg. III, p. 116, n. 166.

FAUSSETÉ.

- La fausseté du motif qui aurait déterminé un legs peut être prouvée par témoins. IX, p. 331, n. 222.

FAUTE.

- Ce qu'il faut entendre par le mot *faute*.

dans l'art. 1582 du Code. Nul n'est en faute qui ne fait qu'user de son droit. XI, p. 149, n. 119, 120.

— Quand le débiteur est en faute. Division que les anciens jurisconsultes faisaient des fautes. Règles qu'ils établissaient à l'égard de la responsabilité des fautes. Inutilité de ces règles. Le Code les rejette; ce qu'on doit y substituer. VI, p. 233, n. 230-234.

— Les art. 1582 et 1583, sur la responsabilité des fautes, s'appliquent aux fautes les plus légères. On ne peut s'excuser ni sur l'intention, ni sur l'ignorance ou l'impéritie, ni même sur la faiblesse. C'est une faute que d'entreprendre ce qui est au dessus de ses forces. XI, p. 202, n. 153.

— La faute la plus légère suffit pour soumettre à la responsabilité du préjudice causé par l'incendie. Le Code rejette encore, en cette matière, la doctrine des interprètes du droit romain sur la division des fautes en trois classes, et sur la prestation de ces fautes en raison de leur classification. XI, p. 211, n. 158.

— Comment, dans ce cas, prouver la faute. La loi suppose l'incendie causé par la faute de ceux qui habitent la maison, sauf la preuve du contraire. Nécessité de cette présomption. Ses conséquences. XI, p. 217, n. 160 et suiv.

Voy. *Incendie*.

FAUX.

— L'authenticité d'un acte peut être combattue par l'inscription de faux. Conséquences de cette inscription. VIII, p. 118, n. 61, 62.

— On peut, sans accuser un acte de faux, attaquer le contrat qu'il constate, par la voie de la nullité ou de la résiliation. VIII, p. 122, n. 68.

— Si le faux dans une partie de l'acte authentique annule l'acte entier. VIII, p. 179, n. 117.

— On peut demander la nullité d'un acte, après avoir échoué dans la plainte en faux par laquelle on l'attaquait. VIII, p. 41, n. 32, 35.

— Le crime de faux est un prétexte fréquemment employé pour éluder, par le recours à la voie criminelle, la prohibition de la preuve testimoniale, dans divers cas de dol. Caractères du faux. Les tribunaux criminels doivent rejeter la plainte, quand le dol ne présente pas les caractères du faux. IX, p. 298, n. 188.

— La déposition des témoins instrumentaires est-elle reçue à l'appui de l'inscription de faux contre l'acte? V, p. 352, n. 412.

— Sous la législation actuelle, les dépo-

sitions du notaire rapporteur de l'acte et des témoins instrumentaires peuvent suffire pour faire déclarer un acte faux, et pour faire condamner un des comparses comme faussaire. IX, p. 468, n. 312.

— La délivrance par le notaire, de la grosse du contrat de mariage, sans la contrelettre qui le suit sur la minute, ne constitue pas un faux; ce n'est qu'une contravention passible de dommages-intérêts et de plus grandes peines, s'il y a lieu. XII, p. 100, n. 67.

FEMME COMMUNE.

— Quelles sont, relativement au paiement des dettes de la communauté, les obligations de la femme commune. XIII, p. 306, n. 251 et suiv.

Voy. *Dettes de la communauté*.

FEMME MARIÉE.

— Obligations de la femme mariée envers son mari. Elle n'a d'autre domicile que celui du mari. II, p. 14, n. 618, 616.

— Elle peut quitter ce domicile lorsqu'elle est demanderesse en divorce. II, p. 89, n. 703.

— La femme, en se mariant, perd la faculté d'exercer la plupart de ses droits civils, sans l'autorisation de son mari. Dans quels cas cette autorisation est nécessaire. II, p. 18, n. 617-620.

— La femme mariée n'a pas besoin d'autorisation pour tester. II, p. 17, n. 621.

— Si la femme mariée dissimulait sa qualité dans le contrat, il n'en serait pas moins nul. II, p. 17, n. 622.

— Exception. II, p. 17, n. 623.

— Quels sont, sous le régime de la communauté, les biens personnels de la femme. XII, p. 848, n. 574.

— Droits du mari sur ces biens. Ils ont moins de force que ceux qu'il a sur la personne de sa femme. XII, p. 846, n. 575.

— La femme, en contractant mariage sous le régime de la communauté, perd la propriété de tous ses biens meubles. XII, p. 846, n. 576.

— A moins qu'elle ne les *réalise*. XII, p. 847, n. 577, et XIII, p. 397, n. 526.

— Erreur de Pothier à cet égard. XII, p. 347 et suiv., n. 378, 379.

— Mais le mari conserve toujours l'administration des meubles mêmes dont la femme s'est réservé la propriété par la réalisation. XII, p. 356, n. 380, 381.

— Cette administration ne lui appartient pourtant pas exclusivement, et pourqu'il *ibidem*.

— L'étendue du droit d'administration accordé au mari sur les biens personnels

de sa femme est réglée par le magistrat. XII, p. 838, n. 332.

Voy. Pouvoirs maritaux.

— La femme mariée peut intervenir pour la conservation de ses droits, dans l'exercice des actions possessoires qui lui incombent, quoique cet exercice soit attribué à son mari seul, par l'art. 1423. XII, p. 839, n. 333.

— Les créanciers personnels de la femme mariée ne peuvent demander en son nom la séparation de biens, sauf à exercer ses droits en cas de faillite ou de déconfiture du mari. XIII, p. 68, n. 33.

— Les produits de l'industrie de la femme mariée avec la clause d'exclusion de la communauté appartiennent-ils au mari? XIV, p. 27, n. 25.

— La femme mariée sous le régime dotal n'a pas le droit d'agir elle-même contre les détenteurs et débiteurs de ses biens dotaux. XIV, p. 149, n. 146.

— Le peut-elle avec l'autorisation de son mari? XIV, p. 151, n. 141, 142.

— Dans le cas d'indue aliénation de la dot, l'action révocatoire peut être exercée par la femme, même pendant le mariage, pourvu qu'elle soit autorisée de son mari. XIV, p. 250, n. 222.

Voy. Dot.

— Les femmes mariées ne peuvent, sans autorisation, établir de servitudes sur leurs biens. III, p. 412, n. 362.

— Elles peuvent en acquérir. III, p. 423, n. 372.

— La femme mariée ne peut accepter une donation sans autorisation; mais le donateur ne peut se prévaloir du défaut d'autorisation. V, p. 266, n. 193.

— Une femme mariée ne peut être restituée contre le défaut d'acceptation d'une donation; sauf son recours vers qui de droit. V, p. 261, n. 391.

— Le mari peut autoriser l'acceptation du don qu'il fait à sa femme. V, p. 213, n. 203.

— L'acceptation que la femme mariée fait, sans autorisation, d'une donation pour son fils mineur, est-elle valable? II, p. 19, n. 630.

— Si la femme mariée non autorisée à recevoir un dépôt nécessaire est tenue de le rendre, quand elle prétend l'avoir perdu. IX, p. 515, n. 193.

— La femme mariée peut, sans l'autorisation de son mari, payer valablement une dette légitime. VII, p. 15, n. 7.

— La mari, comme chef de la communauté, n'est tenu des dettes mobilières contractées par sa femme avant le mariage qu'autant qu'elles résultent d'un acte authentique antérieur au mariage, ou d'un acte sous seing privé ayant reçu date

certaines avant cette époque. XII, p. 322, n. 292.

— Le mari peut-il imputer sur les biens dotaux, lors de leur restitution, les dettes de sa femme, antérieures au mariage, qu'il aurait acquittées à son discharge? Distinction à cet égard. XIV, p. 266, n. 236-239.

Voy. Dotie.

— Le mari, sous le régime dotal, est-il tenu des amendes et autres condamnations pécuniaires encourues sa femme, soit avant, soit pendant le mariage? XIV, p. 465, n. 147, 148.

— La dotie que contracte une femme, du consentement de son mari, engage-t-elle la communauté et les biens du mari? XII, p. 246, n. 223.

— Quelle obligation contracte la femme qui s'engage solidairement avec son mari. XII, p. 262, n. 224.

— La femme mariée ne peut, sans autorisation de justice, en cas d'absence du mari, s'obliger ni engager les biens de la communauté, même pour tirer son mari de prison, payer un ransom ou établir ses enfants. XII, p. 363, n. 255, 256.

— Quel est l'obligation qu'elle contracterait pour tirer un enfant de prison, ou pour s'en tirer elle-même? XII, p. 370, n. 257.

— Quelles formalités doit remplir la femme mariée pour se faire autoriser de justice. XII, p. 371, n. 258.

— Les dettes que la femme mariée, comme en biens et marchandises publiques, contracte pour son commerce, sont des dettes de la communauté légale. XII, p. 374, n. 260, et *ibid.*, p. 382, n. 265-267.

— La femme mariée, marchande publique, est supposée autorisée de son mari pour tous les actes de commerce. II, p. 21, n. 614.

Voy. Femme mariée, Acte de commerce.

— A quels caractères la femme mariée peut être reconnue marchande publique. XII, p. 375 et suiv., n. 241-247.

— La femme mariée ne peut, en renonçant à la communauté, se dégager de l'obligation personnelle qu'elle a contractée comme marchande publique. XII, p. 376, n. 241.

— Quels sont les actes de la femme mariée, marchande publique, qu'on peut qualifier actes de commerce. XII, p. 378 et suiv., n. 248-252.

— Le consentement de faire le commerce, donné par le mari à sa femme, peut être révoqué. Dans quelle forme il doit l'être. XII, p. 384, n. 257, 266.

— Distinction à cet égard quand il y a séparation de biens. *Ibid.*, p. 386, n. 260.

— Le paiement des dettes commerciales contractées par la femme marchande

- ciers à prouver la fraude. VII, p. 673, n. 506-508.
— Rectification de cette opinion. VII, p. 679, n. 509 à la note.

FEMME SÉPARÉE {de biens}.

- Quels sont les actes que peut faire sans autorisation la femme mariée, mais séparée de biens. II, p. 30, n. 632.
— Tout ce que la femme séparée de biens a acquis depuis et y compris le jour de sa demande en séparation lui est propre, et les créanciers de son mari n'y ont aucun droit. XIII, p. 158, n. 99.
— La femme séparée de biens reprend l'administration de ses meubles et immeubles. XIII, p. 164, n. 106.
— Mais la puissance maritale subsiste néanmoins. Ses effets. XIII, p. 164, n. 107.
— La femme séparée de biens ne peut ni ester en jugement, ni aliéner, ni hypothéquer ses immeubles, ni acquérir à titre gratuit ou onéreux, ni s'engager sur l'immeuble sur lequel elle est inscrite, sans être autorisée par son mari, ou, sur son refus, par la justice. *Ibid.*
— Dans quels cas le mari est garant des remplois et des collocations à faire par la femme séparée de biens. XIII, p. 168, n. 108.
— La femme séparée de biens est tenue de continuer d'habiter avec son mari. XIII, p. 167, n. 109.
— Réciproquement, la femme séparée de biens a le droit d'obliger son mari à la recevoir chez lui. Comment l'y contraindre? XIII, p. 172, n. 110.
— Quelles sont, par rapport à l'extinction du ménage commun, les charges de la femme judiciairement séparée de biens. XIII, p. 182, n. 119.
— La femme séparée de biens, et autorisée de justice à aliéner ses immeubles, n'est pas tenue d'observer les formalités prescrites pour la vente des biens des mineurs. Rectification d'une erreur de l'auteur à cet égard. XIV, p. 276 à la note.
— Elle recouvre le droit d'aliéner même ses immeubles dotaux avec le consentement de son mari, ou avec celui de la justice. XIV, p. 274, n. 253.

Voy. Séparation de biens.

FEMME SÉPARÉE {de corps}.

Voy. Séparation de corps.

FENÊTRE.

- Du droit d'avoir des fenêtres sur l'héritage de son voisin. III, p. 499, n. 660.
Voy. Vue.

FÉODALITÉ.

- Suppression des droits féodaux. III, p. 64, n. 100.
— Les conventions qui tendraient à rétablir la féodalité ou à faire revivre des

reales féodales, autrefois supprimées sans indemnité, sont-elles utiles? Distinction. VII, p. 192, n. 188, 189.

- L'abolition des rentes féodales a-t-elle subsisté l'obligation naturelle pour les débiteurs. VI, p. 417, n. 383.

• FERMIER.

- Comparaison du fermier et de l'ouvrier. III, p. 348, n. 532-534.
— De la propriété des plantations et constructions faites par le fermier. III, p. 35, n. 159.
— Le fermier doit être appelé par le propriétaire pour concourir à la fixation de l'indemnité à laquelle donne lieu l'abolition forcée pour cause d'intérêt publique. III, p. 476, n. 272.

Voy. Avertissement forcé.

- Le fermier n'a pas le droit d'exercer les actions relatives aux servitudes. III, p. 551, n. 722.
— Les droits du fermier sur les biens pris à ferme entrent dans la communauté légale. XII, p. 472, n. 106.

Voy. Communauté légale.

- Droit de la femme sur ces biens, en cas de dissolution de la communauté. *Ibid.*, p. 474, n. 106.

- Droit du mari, si la femme était fermière avant le mariage, et qu'elle ne soit devenue remuante à la communauté. *Ibid.*

Voy. Bail.

FEU.

Voy. Incendie.

FEUILLES VOLANTES.

- Force probante des actes de l'état civil inscrits sur des feuilles volantes. I, p. 300, n. 548.

FIANÇAILLES.

Voy. Promesses de mariage.

FICTION.

- Les fictions de la loi sont des raisonnements utiles; la loi commande, mais elle ne se fait pas. II, p. 247, n. 292, 293, et XI, p. 22, n. 16.
— La représentation est-elle une fiction de la loi? IV, p. 187, n. 440.
— La subrogation d'un immeuble à un autre, par rapport à la communauté légale, n'est point une fiction. XII, p. 266, n. 142.

FIDÉICOMMISS.

- Origine des fidéicommiss du droit romain, aujourd'hui désignés sous le nom de substitutions fidéicommissaires. V, p. 16, n. 18.
— La charge de rendre, sous charge de conserver, constitue un fidéicommiss par et simple, non prohibé par le Code. V, p. 25, n. 25.

- Notamment, dans le cas où il serait, approuvé qu'il n'a pu exister de mariage entre le père et mère. II, p. 178, n. 879-882.
 - Résumé des circonstances qui, sous l'empire du Code, établissent la filiation des enfants légitimes. II, p. 178, n. 880, 881.
 - L'enfant qui représente un acte de naissance établissant sa légitimité, mais qui n'a point une possession d'état conforme, peut prouver son identité par témoins. II, p. 182, n. 885.
 - Si les registres des naissances sont perdus, la filiation peut être prouvée par témoins et papiers domestiques. II, p. 183, n. 884.
 - Mais il faut qu'il existe un commencement de preuve. II, p. 186, n. 885.
 - Quel doit être ce commencement de preuve. Faut-il qu'il soit par écrit ? II, p. 187, n. 887-892.
 - Lorsque la maternité n'a été prouvée que par témoins, la preuve de la paternité du mari n'en est pas la conséquence nécessaire. On peut prouver que le mari n'est pas le père de l'enfant. II, p. 190, n. 893-895.
 - Il en est autrement du cas où la maternité est prouvée par un acte de naissance qui donne à l'enfant un autre père que le mari. II, p. 195, n. 896.
 - Les commencemens de preuve les plus forts ne peuvent faire admettre l'enfant à la preuve testimoniale de sa filiation, contre son acte de naissance et sa possession d'état. II, p. 196, n. 897.
 - De l'action en réclamation d'état. II, p. 197, n. 898-914.
- Voy. État.**
- A quel père appartient l'enfant né d'un second mariage que la mère contracte avant les trois cents jours depuis la dissolution du premier. II, p. 37, n. 666.
 - Le père et la mère sont également intéressés dans les jugemens à intervenir en matière de filiation; ils doivent tous deux être mis en cause. Il faut même y mettre les enfans d'un précédent mariage. Mais si le jugement auquel ils n'ont point été appelés est en faveur de leur père ou mère, il a pour eux force de chose jugée. *Quid* de l'enfant qui n'était pas né lorsque le procès a commencé ? X, p. 297, n. 220, 223.
- FIN (de non recevoir).**
- Des fins de non recevoir qu'on peut opposer à la demande en séparation de corps. II, p. 90, n. 761-764.
- FISC.**
- Il n'y a point de confusion lorsque le fisc succède à son débiteur. *Quid* s'il succède d'abord au débiteur puis au cré-
- ancier du débiteur ? VII, p. 308, n. 434, 435.
- De la confusion qui s'était opérée par la confiscation des biens des émigrés. Dispositions de la loi du 6 décembre 1814 sur cette matière. VII, p. 315, n. 440, 441.
- FOI.**
- Sur quoi est fondée la foi due au témoignage du notaire dans l'acte authentique et de quoi fait foi l'acte authentique. VIII, p. 214, n. 145 et suiv.
- Voy. Acte authentique.**
- De la foi due aux écritures. Aucune écriture ne fait foi par elle-même. VIII, p. 290, n. 190 et suiv.
- Voy. Seing-privé.**
- Effets de la bonne ou de la mauvaise foi, quant aux obligations du possesseur évincé d'une succession. IV, p. 323, n. 303-312.
- Voy. Bonne foi, Mauvaise foi.**
- Ce qu'on entend par mauvaises foi, considérée comme cause d'inexécution des contrats, et quand elle donne lieu à des dommages-intérêts. VI, p. 235, n. 223-226.
- Voy. Dommages-intérêts.**
- FOINS.**
- Les foins ne sont jamais immeubles. III, p. 10, n. 13.
- FOLIE.**
- Un fou peut-il contracter mariage ? I, p. 424, n. 802.
- Voy. Demence, Interdiction.**
- FONCTIONNAIRE PUBLIC.**
- S'il faut une autorisation du gouvernement pour poursuivre les fonctionnaires publics coupables d'excès de pouvoir envers les citoyens. I, p. 193, n. 228.
 - Il n'en faut point pour poursuivre les fonctionnaires publics de l'ordre judiciaire. XI, p. 266, n. 183.
- FONGIBLES (Choses).**
- Ce qu'on entend par choses fongibles. VI, p. 142, n. 148.
 - Le mari devient propriétaire des choses fongibles constituées en dot, à partir de la célébration du mariage. A quelles charges. XIV, p. 113, n. 101.
 - *Secus* des choses non fongibles. *Ibid.*, p. 114, n. 102, 103.
- FONDS DOTAL.**
- Voy. Dot.**
- FONDS PERDU.**
- Les créances résultant de fonds perdus entrent-elles dans la communauté légale ? XII, p. 198, n. 110.

FORCE.

- La force ne fait pas le droit: elle ne peut créer des obligations. XI, p. 3, n. 2.

FORCE MAJEURE.

- De la règle que nul ne répond de la force majeure. Exception à cette règle. Qui doit prouver la force majeure. VI, p. 237, n. 227-229, cf p. 290, n. 282.

FORÊTS.

- Quels sont les droits du mari sur les forêts dotales. XIV, p. 578, n. 513.
 - Sous le régime dotal, est-il dû récompense au mari qui n'a point fait dans les forêts dotales de son épouse une coupe qu'il pouvait faire en suivant les règles de leur aménagement? XIV, p. 377, n. 314.
 - Le mari a-t-il sur les bois restant sur pied, à la dissolution du mariage, un droit proportionnel au temps pendant lequel il a duré? XIV, p. 579, n. 518.
 - Comment on règle les droits du mari sur la tonte des saules et autres bois émondables. XIV, p. 582, n. 516.
 - Si la forêt dotale n'était pas aménagée en coupes réglées, le mari pourrait l'aménager. XIV, p. 583, n. 517.
- Voy. *Bois*.

FORFAIT DE COMMUNAUTÉ.

- Ce que c'est que le forfait de communauté à l'égard de l'un ou de l'autre des époux. XIII, p. 828, n. 415.
- Si c'est la femme ou ses héritiers qui sont réduits au forfait, le mari doit la somme convenue, quand même il n'y aurait rien dans la communauté. XIII, p. 828, n. 414.
- A moins que la stipulation du forfait ne fût conditionnelle. XIII, p. 827, n. 418.
- Ou que l'obligation de fournir la somme convenue ne fût que facultative pour le mari. XIII, p. 827, n. 416.
- Si c'est le mari qui est réduit au forfait, il ne peut jamais rien prétendre au delà de la somme promise; mais la femme, dans ce cas même, peut encore renoncer à la communauté. XIII, p. 827, n. 417.
- Si le forfait n'est établi qu'à l'égard des héritiers, le survivant des conjoints a droit à une part égale dans la communauté. XIII, p. 829, n. 418.
- Dans le cas de forfait, le mari ou ses héritiers qui retiennent la totalité de la communauté doivent en acquitter toutes les dettes, même les reprises de la femme déduction faite des récompenses qu'elle doit à la communauté. XIII, p. 829, n. 419.
- La clause d'un contrat de mariage qui réduit la femme au forfait équivaut pour elle à une renonciation à l'égard des créanciers. XIII, p. 830, n. 420.

- Si c'est la femme qui doit la somme convenue par forfait, elle a l'option de la payer ou de renoncer à la communauté. XIII, p. 831, n. 421.
- Réduction possible du forfait de communauté, dans le cas d'existence d'enfants d'un premier mariage. V, p. 819, n. 897.

FORGE.

- De la distance prescrite pour la construction d'une forge sur la limite de son terrain. III, p. 209, n. 531, 534.
- Les ustensiles nécessaires à l'exploitation des forges sont immeubles par destination. III, p. 10, n. 15.

FORMALITÉ, FORME.

- Examen de la doctrine établie sur la distinction des formalités en *essentiels* ou *substantielles*, et en *accessoire* ou *secondaires*, pour la décision des questions de nullité auxquelles donnent lieu les lois préceptives qui régissent la forme des actes. VII, p. 834, n. 498-519.
- Voy. *Nullité*.
- Distinction des formalités en antécédentes, concomitantes et subéquentes. Quelles sont celles de ces formalités qui pourraient être considérées comme substantielles, et dont l'omission entraînerait la nullité des actes. VII, p. 838, n. 804.

FORTUIT (Cas).

Voy. *Cas fortuit*.

FOSSE D'AISANCE.

- La possession d'une fosse d'aisance sous le terrain d'autrui ne constitue point une servitude. III, p. 527, n. 489 bis.
- De la distance prescrite pour la construction d'une fosse d'aisance sur la limite de son terrain. III, p. 209, n. 531, 534.

FOSSE.

- De la mitoyenneté des fossés. III, p. 184, n. 226-230.

FOUILLE.

- De la responsabilité à laquelle peuvent donner lieu les fouilles faites sur son terrain. III, p. 208, n. 529-532.

FOUR, FOURNEAU.

- De la distance prescrite pour la construction d'un four ou d'un fourneau sur la limite de son terrain. III, p. 209, n. 531, 534.
- De la responsabilité du dommage dont ils peuvent être la cause. III, p. 208, n. 529.

FOURRIÈRE.

- Etymologie et signification du mot fourrière. Droit de saisir, pour les mettre en fourrière, les bestiaux qu'on trouve en dommage et errant à l'abandon dans son champ. XI, p. 402, n. 299.

FRAIS (de dernière maladie).

- Le mari peut-il répéter sur la dot les frais de la dernière maladie de sa femme? XIV, p. 421, n. 382.

FRAIS (de labours, engrais et semences).

- Les frais de labours, engrais et semences, faits par la communauté sur les propres d'un conjoint, donnent-ils lieu à récompense? XIII, p. 211, n. 149.
- Même question. XII, p. 213, n. 124.
- Sous l'empire du Code civil, cette décision se fonde sur le principe qu'un des conjoints ne peut s'enrichir aux dépens de la communauté. XIII, p. 212, n. 180.

FRAIS (funéraires).

- Les frais funéraires de la femme ne sont point une charge du ménage, mais le mari peut être obligé d'en faire l'avance. En quoi ils consistent. XIV, p. 518, n. 381.

FRAIS (judiciaires).

- La responsabilité civile pour le fait des personnes qu'on a sous sa garde s'étend aux frais ou dépens, qui font partie des dommages-intérêts. XI, p. 395, n. 290.
- Quels sont les frais de procès à la charge de l'usufruitier. III, p. 289, n. 434.
- Qui doit supporter les frais des procès que le mari serait obligé de soutenir pour les biens dotaux de sa femme. Distinctions à cet égard. XIV, p. 399, n. 358-358.

FRANC ET QUITTE.

SOMMAIRE.

SECT. 1. De la clause de franc et quitte.

SECT. 2. De la reprise de l'apport franc et quitte.

SECT. 1. De la clause de franc et quitte.

- Définition de la clause de franc et quitte, distincte de la clause de séparation de dettes, quoiqu'elle tende au même but. XIII, p. 441, n. 547.
- Signification de cette clause sous l'empire de la législation antérieure au Code. XIII, p. 439, n. 587.
- La maxime des auteurs anciens, que la clause de franc et quitte n'obligeait que

les parents des conjoints, est proscrite par le code. XIII, p. 439, n. 588-580.

- Le principal obligé est aujourd'hui le conjoint déclaré franc et quitte; ses parents ne sont que garans de son obligation. XIII, p. 462, n. 581.
- Quand peut être exercée l'action en garantie qui naît de la déclaration de franc et quitte. Distinction entre le mari et la femme. XIII, p. 462, n. 582, 583.
- Quelle est aujourd'hui la véritable différence entre la clause de franc et quitte et la clause de séparation de dettes. XIII, p. 465, n. 584.
- Ce qui doit être compris dans l'indemnité due à raison du préjudice qu'occasionnent à l'un des époux les dettes de celui qu'on a déclaré franc et quitte. XIII, p. 468, n. 585.
- Les parents garans du conjoint déclaré franc et quitte doivent indemniser l'autre conjoint de tout préjudice qu'il éprouve par suite de cette déclaration, sans aucune distinction. XIII, p. 466, n. 586.
- La clause de franc et quitte diffère de l'obligation que contractent les parents de l'un des conjoints de payer ses dettes, et de la garantie qu'ils donnent à la femme de la restitution de sa dot et de l'exécution de ses conventions matrimoniales. XIII, p. 468, n. 567, 568.
- Par qui les conjoints peuvent être déclarés francs et quittes. XIII, p. 470, n. 569.
- Cette clause peut se trouver même dans un contrat portant exclusion de communauté. XIII, p. 474, n. 370.

SECT. 2. Reprise de l'apport franc et quitte.

- De la faculté accordée à la femme de reprendre son apport franc et quitte. En quoi cette convention est contraire aux principes du droit commun en matière de société conjugale. XIII, p. 475, n. 571, 572.
- La clause de réalisation donne le même droit à la femme, même avec plus d'extension. XIII, p. 475, n. 575.
- Ces deux clauses sont cependant bien différentes. XIII, p. 475, n. 574.
- En quoi elles diffèrent. *Ibid.*
- Elles ne sont point en opposition avec les principes du droit commun sur les sociétés; ni avec les principes généraux sur les conditions. *Ibid.*
- Les anciens auteurs regardaient à tort la clause de reprise de l'apport franc et quitte comme presque inique. Conséquences de leur opinion sur ce point. XIII, p. 478, n. 578.
- Rigueur qu'ils mettaient dans l'inter-

prétation de cette clause. XIII, p. 479, n. 376.

- A quoi s'étend la reprise permise à la femme par cette clause, et comment elle doit prouver son apport. XIII, p. 480, n. 377-379.
- Peut-elle le prouver par témoins et par commune renommée. XIII, p. 481, n. 378.
- La faculté accordée à la femme de reprendre son apport franc et quitte ne s'étend point à ses enfans. Injustice de cette disposition. XIII, p. 482, n. 380.
- Les enfans seraient-ils exclus de cette faculté, si la clause de reprise était ainsi conçue : *A la dissolution de la communauté, reprise sera faite ?* XIII, p. 484, n. 381.
- Si la clause avait été ainsi conçue : *En cas de prédécès du mari, la femme et ses enfans reprendront*, la reprise serait-elle accordée aux enfans, quoique la femme eût précédé ? XIII, p. 488, n. 382.
- Si les héritiers de la femme sont compris dans la clause de reprise, elle ne passe qu'à ceux qui y sont désignés. XIII, p. 486, n. 383.
- Mais la faculté de reprise étendue expressément aux enfans de la femme peut-elle être accordée à ses petits-enfans ? XIII, p. 486, n. 384.
- Elle s'étend aux enfans d'un précédent mariage. *Quid si la clause portait aux enfans qui naîtront du mariage ?* XIII, p. 487, n. 385.
- La reprise accordée expressément aux héritiers collatéraux de la femme s'étend-elle à ses enfans qu'elle aurait omis dans la clause ? XIII, p. 489, n. 386.
- *Quid à l'égard des ascendans, dans le cas où les héritiers collatéraux sont seuls expressément désignés dans la clause ?* XIII, p. 491, n. 387.
- Le principe rigoureux de l'art. 4614 doit toujours être modifié pour l'interprétation de cette clause, par le principe équitable de l'art. 1486. XIII, p. 491, n. 388.
- Dans tous les cas, la faculté de reprise ne peut être exercée que déduction faite des dettes personnelles de la femme. XIII, p. 493, n. 389.
- La clause de franc et quitte, sous le régime dotal, équivaut à une garantie formelle donnée par les père et mère du futur, de la restitution de la dot. XIV, p. 291, n. 237.
- La stipulation pour la femme de reprendre son apport franc et quitte n'est pas un avantage réductible. V, p. 819, n. 897.

FRANÇAIS.

- Tout Français jouit des droits civils. I, p. 229, n. 283, et *ibid.*, p. 252, n. 289.
 - Tout Français n'est pas citoyen, mais habile à le devenir. I, p. 229, n. 283-288.
 - Comment s'acquiert la qualité de Français. I, p. 252, n. 289-284.
 - Comment elle se perd. I, p. 258, transition.
- Voy. *Droits civils (Jouissance des et Privation des)*.

FRAUDE.

- Les conventions peuvent contenir des fraudes préjudiciables aux créanciers des contractans. Quelle action la loi accorde aux créanciers pour les faire réprimer. VI, p. 378, n. 342, 343.
 - Nature de l'action révocatoire ; quand elle est admissible, quand elle cesse ; ce qu'on y peut opposer. VI, p. 376, n. 344-347.
 - Quels actes sont réputés frauduleux ; ce qui caractérise la fraude. VI, p. 378, n. 348-354.
 - Comment la fraude peut être prouvée. VI, p. 383, n. 358.
 - Durée de l'action révocatoire ; application au cas de faillite. Quels sont les actes du failli qui peuvent être déclarés nuls. VI, p. 385, n. 356-364.
- Voy. *Faillite*.
- Les créanciers peuvent attaquer en leur nom personnel tous les actes faits en fraude de leurs droits. Étendue de cette faculté. Application aux paiements anticipés, aux renonciations, aux acquiescemens, aux omissions d'acquiescer. VI, p. 394, n. 368-378.
 - Pourquoi le Code n'applique point au dol ni à la fraude l'exception à la prohibition de la preuve testimoniale qu'il prononce pour les quasi-délits, moins reprehensibles. IX, p. 260, n. 167.
 - Différences entre la fraude et le dol. IX, p. 261, n. 158.
 - On appelle proprement fraude l'espèce de dol qui a pour but de nuire aux droits des tiers. Elle peut toujours être prouvée par témoins ; pourquoi. IX, p. 267, n. 164.
 - La défense de prouver par témoins contre et outre le contenu aux actes ne regarde que ceux qui y ont été parties, et les tiers peuvent prouver la fraude, même par des conjectures et des présomptions. IX, p. 268, n. 163, 166.
 - Pour qu'il y ait fraude, de même que pour qu'il y ait dol, il faut qu'il existe dessein de tromper et dommage réel ; *consilium et eventus damni*. IX, p. 271, n. 171.
 - La femme demanderesse en séparation

- de biens peut saisir conservatoirement les objets mobiliers vendus en fraude de ses droits et non livrés par le mari. XIII, p. 80, n. 84.
- Mais s'ils avaient été livrés, il faudrait, pour faire annuler la vente, qu'elle prouvât la complicité de l'acheteur. XIII, p. 100, n. 68.
- Le remboursement d'une rente propre de la femme, fait au mari pendant l'instance en séparation de biens, ne pourrait être annulé contre le débiteur libéré, que sur la preuve qu'il est complice de la fraude du mari. XIII, p. 104, n. 66.
- Sens exact du mot *fraude* dans ces expressions de la loi civile, en *fraude des droits des créanciers*. XIII, p. 131, n. 88.
- Elles n'ont pas, dans l'art. 1447 du Code civil, la même signification que dans l'art. 1167. *Ibid.*
- La fraude n'a pas le même effet que le dol sur la validité des obligations. *Ibid.*, p. 134.
- Les créanciers de la femme peuvent attaquer la renonciation à la communauté faite en fraude de leurs droits. XIII, p. 202, n. 145.
- Dans quels cas la prise à partie est admissible contre le juge, pour fait de fraude, et quels dommages-intérêts doit le juge condamné. XI, p. 511, n. 229.
- Voy. Prise à partie.**

FRÈRE.

- Des successions dévolues aux frères ou sœurs ou descendants d'eux. IV, p. 206, n. 215-222.

Voy. Succession.

- Règlement des droits des frères-germains, utérins et consanguins, qui concourent à la même succession. Exception en leur faveur à la division entre les deux lignes : ils excluent les ascendants et les collatéraux de l'autre ligne. IV, p. 218, n. 221.

FRUIT.

- Du droit de cueillir les fruits qui tombent sur l'héritage voisin. III, p. 378, n. 817.

FRUITS.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. Des fruits en général.**
- SECT. 2. Des fruits des biens douloux.**
- SECT. 5. Des fruits des biens paraphernaux.**

SECT. 1. Des fruits en général.

- Ce qu'on entend par fruits, et combien on en compte d'espèces. XII, p. 211, n. 121 ; XIV, p. 344, n. 228, et III, p. 261, n. 309.
- Les fruits naturels et industriels s'acquiescent en un seul instant, celui de la

séparation du sol. XII, p. 215, n. 122, et XIV, p. 347, n. 289.

- Les fruits civils sont censés s'acquiescer jour par jour. XII, p. 215, n. 122, et XIV, p. 347, n. 290.
- Les produits des usines sont des fruits civils irréguliers, qu'ils s'acquiescent pas chaque jour dans une égale proportion. XIV, p. 349, n. 291.
- Quand les fruits sont réputés immeubles par la loi. III, p. 8, n. 12.
- A qui appartiennent les fruits produits par la chose et à quelles charges. III, p. 71, n. 108, 109.
- Sous quelle distinction les fruits appartiennent au possesseur. III, p. 71, n. 110.
- Quels fruits appartiennent à l'usufruitier. III, p. 263, n. 299 et suiv.

Voy. Usufruit.

- De quel jour sont dus les fruits et intérêts des choses sujettes à rapport. IV, p. 493, n. 484, 487.
- Celui qui a reçu de bonne foi une chose qui ne lui était pas due, n'est pas tenu, en la restituant, d'en rendre aussi les fruits. XI, p. 117, n. 94.
- *Secus* s'il l'a reçue de mauvaise foi. XI, p. 132, n. 104, 108.
- Des obligations du possesseur évincé d'une succession, quant à la restitution des fruits. Distinction entre le cas de bonne foi, et le cas de mauvaise foi. IV, p. 543, n. 505-512.
- Voy. Eviction, Bonne foi, Possession.**
- L'héritier présent qui recueille seule une succession à laquelle aurait pu concourir avec lui un cohéritier absent gagne les fruits perçus de bonne foi. I, p. 408, n. 482.

Voy. Absence.

- De quel jour les légataires ont droit aux fruits. V, p. 812, n. 848.
- C'est du jour de l'accomplissement de la condition que les fruits appartiennent au créancier conditionnel. Doit-il récompense des semences, engrais et labours ? VI, p. 872, n. 841.
- L'effet rétroactif de la condition accomplie n'empêche point le débiteur conditionnel d'avoir fait les fruits siens, *pendente conditione*. VI, p. 874, n. 848 ; p. 880, n. 848.
- De la restitution des fruits, dans le cas de révocation des donations. V, p. 812, n. 539-542.
- Comment se fait l'appréciation des fruits dont le paiement ou la restitution ordonnée par jugement ne peut se faire en nature. VII, p. 84, n. 62-63.
- Les fruits échus ou perçus pendant le mariage, et provenant des biens des conjoints, entrent dans la communauté légale. XII, p. 211, n. 121.
- Il est seulement dû récompense à la

- communauté des frais de labour et de semence, lorsqu'elle n'a pas recueilli les fruits. XIV, p. 213 et suiv., n. 124 et suiv.
- Les fruits ou revenus extraordinaires qu'on peut tirer du fonds n'entrent dans la communauté légale que sauf récompense ou reprise. XII, p. 224, n. 126.
- SECT. 2. Des fruits des biens dotaux.**
- Diverses espèces de fruits; quels sont les fruits des biens dotaux qui appartiennent au mari, et comment ils s'acquiescent. XIV, p. 175, n. 161, 162.
 - Les fruits acquis avant la célébration du mariage grossissent la dot, et n'appartiennent pas au mari. XIV, p. 176, n. 163.
 - Comment se partagent, en cas de dissolution du mariage contracté sous le régime dotal, les fruits des immeubles dotaux produits dans la dernière année. XIV, p. 332, n. 381.
 - Cette dernière année se compte à partir du jour où le mariage a été célébré. XIV, p. 335, n. 382, 283.
 - Les droits du mari sur les fruits de la dot ne commencent qu'au jour de la célébration du mariage. XIV, p. 343, n. 286.
 - Tous ceux de la dernière année doivent être partagés. XIV, p. 344, n. 287.
 - Pourquoi le Code n'a fait remonter le compte des fruits de la dernière année qu'à l'époque correspondant au jour du mariage. XIV, p. 350, n. 292.
 - Comment se fait ce compte, si la dot n'a produit que des fruits civils réguliers. XIV, p. 352, n. 293.
 - Comment il doit s'opérer, si la dot a produit des fruits irréguliers, tels que ceux d'un moulin ou d'une autre usine. XIV, p. 352, n. 294.
 - D'après quelles règles se tient alors le compte, tant des approvisionnements de l'usine, existant lors de la célébration du mariage, que de ceux qui sont trouvés lors de la dissolution. XIV, p. 354, n. 295.
 - Comment se règle le compte des fruits, lorsqu'ils proviennent soit d'une mine ou autre usine, constituée en dot, soit d'une mine, d'une carrière, ou d'une tourbière ouverte dans le fonds dotal postérieurement au mariage. XIV, p. 354, n. 296, 297.
 - Comment s'opère le partage des fruits naturels et industriels du fonds dotal. Ce qu'on entend par les fruits de la dernière année : de la double récolte. XIV, p. 356, n. 298.
 - Les fruits civils de la dot, échus avant le jour de la célébration du mariage, n'appartiennent pas au mari, et pourquoi. XIV, p. 350, n. 299.
 - Il en est de même des fruits naturels et

industriels, recueillis avant la célébration du mariage. Ils font partie de la dot. XIV, p. 359, n. 300, 302.

- Si le mariage est dissous avant la fin d'une année, le mari qui aurait perçu tous les fruits de l'année serait obligé d'en rapporter une partie. XIV, p. 359, n. 301.

- Le mari n'a, sur les fruits recueillis après la dissolution du mariage, que le droit de les réunir aux fruits de la même année, recueillis antérieurement, pour fixer le prorata auquel il peut prétendre. XIV, p. 361, n. 302.

- Ce prorata est censé acquis jour par jour au mari. XIV, p. 362, n. 303.

- Il se règle après la récolte, et le partage peut être alors exigé en nature, tant par le mari que par la femme ou ses représentants. XIV, p. 363, n. 304, 305.

- Les principes précédemment établis s'appliquent au croît des animaux. XIV, p. 363, n. 306.

- Si la dot se compose de biens qui ne produisent que des fruits civils, et d'autres biens qui ne produisent que des fruits naturels, le partage s'en fait séparément. XIV, p. 366, n. 307.

- Difficultés auxquelles peut donner lieu le partage des fruits, si les biens dotaux produisent des fruits civils ou naturels, selon qu'ils sont affermés ou exploités par mains. Solutions de ces difficultés. XIV, p. 366, n. 308-312.

- Comment se règle le compte des fruits des forêts ou des bois dotaux. XIV, p. 375, n. 315.

- Est-il dû récompense au mari ou à ses héritiers, lorsqu'il n'a point fait, dans les bois dotaux de son épouse, une coupe qu'il pouvait faire, en suivant les règles de leur aménagement. XIV, p. 377, n. 314.

- Le mari a-t-il, sur les bois restant sur pied à la dissolution du mariage, un droit proportionnel au temps qu'il a duré ? XIV, p. 379, n. 318.

- Comment on règle les droits du mari sur la tonte des saules et autres bois émondables, et sur la pêche des étangs. XIV, p. 382, n. 316.

- Si la forêt dotal n'était pas aménagée en coupes réglées, le mari pourrait l'aménager. XIV, p. 383, n. 317.

SECT. 3. Des fruits des biens paraphernaux.

- Dans quels cas le mari a le droit de s'attribuer les fruits des biens paraphernaux de sa femme. XIV, p. 435, n. 362; p. 436, n. 363; p. 440, n. 367.

- Qu'entend-on par fruits existants, dans l'art. 1879 du Code civil ? XIV, p. 438, n. 368.

[illegible]

References

• Defiant: se rifiuta di obbedire. •
• Coda: la parte posteriore di un oggetto. •
• Coda: la parte posteriore di un oggetto. •

REFERENCES

- Les fra: m... e ...
 cide ne ont ...
 communis: ...
 - Les fra: m...
 pour un ...
 pour ...
 avoir ...

100

[illegible]

III. p. E. L. 1. 2.
 IV. Eng. Fork:

— 35 —

-La femme en question est une jeune fille de la région de ...

白知下:

[illegible]

6-ATT-21

- Des décrets rendant l'obligation de l'Etat. P. 413, n. 374, 375.

GAISE IN SERVICE

- La dissolution du mariage est-ce le divorce. ne donne pas au mari le droit de survie. (Pour un autre cas, voir la question ? II, p. 77. 1. 200-201)

- La séparation judiciaire ne ouvre la
ouverture aux droits de succession. III
No. 134, n. 121.

La femme seule conserve le droit de les exercer lors de la dissolution de la communauté par la mort civile ou naturelle du mari. *Ibid.*

- De la garantie à laquelle soumet la constitution d'une créance ou d'une rente en dot, et généralement de la garantie à laquelle soumet le transport d'une créance. XIV, p. 311, n. 275.

GARDE (des enfants).

- A qui, du père ou de la mère, appartient la garde des enfants légitimes. II, p. 304, n. 1076.
- *Quid* de celle des enfants naturels ? *Ibid.*

GARDES-FORESTIERS.

- Les gardes-forestiers, en changeant d'arrondissement, doivent prêter un nouveau serment, sans quoi les procès-verbaux qu'ils rédigeaient seraient nuls. X, p. 467, n. 357.

GARDE-MALADES.

- On ne peut étendre aux garde-malades la prohibition portée dans l'art. 909 du Code civ. V, p. 82, n. 67.

GARENNE.

- Ce que c'est qu'une garenne. Distinction entre les lapins de garenne et les autres. Deux espèces de garennes. C'est la destination d'un terrain pour y entretenir des lapins qui constitue la garenne. XI, p. 421, n. 310-312.
- Le propriétaire d'une garenne peut revendiquer les lapins qui y ont été tués. Secs des lapins pris ou tués dans ses bois ou domaines. Ils ne lui appartiennent pas. XI, p. 424, n. 312, 314.
- Le propriétaire d'une garenne répond du dommage causé par les lapins qui l'habitent. XI, p. 425, n. 313.

GERMAIN.

- Des frères-germains. IV, p. 161, n. 186.
- Le Code civil a étendu aux frères consanguins et utérins, et à leurs descendants, le privilège que la novelle 418 bornait aux frères-germains et à leurs enfants. IV, p. 207, n. 215, 216.

GESTION D'AFFAIRES.

- Pothier établit sur un principe faux et inexact le quasi-contrat appelé en droit *gestion d'affaires d'autrui sans mandat*. Réfutation de ce principe, contraire à la raison, aux lois romaines et aux dispositions de notre Code actuel. Pour que ce quasi-contrat existe, il n'est point nécessaire que le gérant ait eu l'intention de gérer l'affaire de telle personne, et de répéter d'elle les frais de sa gestion. XI, p. 30, n. 22-24.
- Si le propriétaire de la chose gérée connaissait la gestion, il en résultait, dans les principes du droit romain, un mandat tacite, véritable contrat qu'a

point conservé notre Code, qui ne reconnaît plus de mandat tacite. Peu d'importance de ce changement, qui néanmoins forme disparate avec les dispositions du Code sur d'autres contrats. XI, p. 35, n. 23, 26.

— Les engagements résultant de la gestion d'affaires sont réciproques, et produisent deux actions : l'action *directe*, pour faire rendre compte au gérant, et l'action *contraire*, pour la répétition des impenses utiles faites par celui qui a géré volontairement. XI, p. 35, n. 27.

— Explication du mot *volontairement*, employé dans l'art. 1572, pour marquer la différence entre les obligations involontaires, résultant de la loi seule, et celles qu'elle fait naître à l'occasion d'un fait volontaire de l'homme. XI, p. 36, n. 28.

— Les obligations du gérant peuvent, comme celles du mandataire, varier selon la nature des affaires gérées ; mais il y en a de générales, imposées à tous les gérants. De ce nombre est celle d'achever l'affaire dont ils ont commencé la gestion. XI, p. 39, n. 29, 30.

— Le gérant, à la différence du mandataire général ou du tuteur, n'est pas tenu d'étendre sa gestion à une autre affaire ; mais il doit se charger de toutes les dépendances de l'affaire commencée. XI, p. 41, n. 31, 32.

— Il doit continuer sa gestion après la mort du propriétaire de la chose gérée. XI, p. 42, n. 33.

— Étendue des obligations de celui qui, s'annonçant comme gérant général de toutes les affaires d'un absent, a détourné d'autres personnes de les gérer. XI, p. 42, n. 34.

— Étendue des soins que le gérant doit à l'affaire gérée ; il répond de sa négligence, mais non des cas fortuits, si ce n'est lorsqu'il a entrepris, dans le nom de l'absent, un commerce que celui-ci n'avait pas coutume de faire. XI, p. 43, n. 35, 36.

— Cas où le gérant ne répond pas de sa négligence. XI, p. 43, n. 37, 38.

— La femme mariée qui a géré sans mandat les affaires d'un absent, quoique non autorisée de son mari, n'en est pas moins obligée envers l'absent. Il en est de même du mineur non autorisé. Explication de l'art. 1990 du Code. XI, p. 47, n. 39, 40.

— La principale obligation du gérant est de rendre compte. Ce que doit comprendre ce compte. La prescription ne court point contre l'absent en faveur du gérant. XI, p. 45, n. 41-45.

— Le gérant n'est tenu des intérêts du reliquat de compte que du jour où il est

mis en demeure, et des intérêts des sommes employées à son usage, que du jour de cet emploi : et c'est à l'oyant-compte à prouver le fait et la date de l'emploi. XI, p. 58, n. 44, 45.

— Mais le gérant continuerait de devoir les intérêts d'une dette personnelle qui en produisait dans le principe, à moins qu'il ne prouvât l'emploi utile du capital. XI, p. 57, n. 46.

— L'action en reddition de compte doit être dirigée contre le gérant ; mais elle peut l'être aussi contre celui qu'il se serait substitué. XI, p. 57, n. 47.

— Il n'y a point de solidarité entre plusieurs personnes qui ont géré sans mandat l'affaire d'autrui. XI, p. 58, n. 48.

— Des obligations de celui dont l'affaire a été gérée sans mandat. Sur quoi elles sont fondées. A quelles conditions le gérant peut en exiger l'accomplissement. XI, p. 59, n. 49.

— Le gérant ne peut porter en décharge dans son compte que les sommes employées utilement à une dépense nécessaire, que n'eût pas manqué de faire le propriétaire. Qui doit être juge de la nécessité de la dépense ? XI, p. 60, n. 50.

— Le propriétaire de la chose gérée est tenu d'allouer une dépense utile ou nécessaire au moment où elle a été faite, quoique l'utilité ait cessé depuis par cas fortuit ou par force majeure. XI, p. 61, n. 51, 52.

— Il faut que les dépenses dont l'allocation est demandée ne soient pas excessives. XI, p. 63, n. 55.

— Le gérant peut demander l'indemnité des obligations qu'il a contractées personnellement pour le maître de la chose gérée, quoiqu'il ne les ait point encore acquittées. XI, p. 64, n. 54.

— Celui qui s'immisce dans la gestion des affaires d'un autre, depuis et malgré sa défense, n'a point reprise de ses dépenses. XI, p. 65, n. 55.

GIBIER.

— On ne peut suivre le gibier sur le terrain d'autrui. IV, p. 14, n. 20.

Voy. *Chasse*.

GOUESMON.

— De la pêche du gouesmon ou varech. IV, p. 44, n. 40.

GOUTTIÈRE.

— De la servitude de gouttière. III, p. 395, n. 437-446.

Voy. *Egout des toits*.

GOVERNEMENT.

— Des diverses formes de gouvernement. I, p. 20, n. 27-34.

GRACE.

— La grace du prince met fin à la mort civile. I, p. 264, n. 291.

Voy. *Mort civile*.

— Du terme de grace ; il est contraire à l'exacte justice. Si les juges peuvent aujourd'hui l'accorder. VI, p. 680, n. 682-684.

— Ses effets. VI, p. 703, n. 671-680.

Voy. *Termes*.

GRAIN.

— La vente des grains en vert est interdite. VI, p. 127, n. 118.

GREFFES.

— A qui appartiennent les effets abandonnés dans les greffes. IV, p. 49, n. 48.

GROSSE.

— Des grosses exécutoires délivrées au nom du roi. Le notaire qui a reçu l'acte a seul caractère pour les délivrer. Différence de ses fonctions dans la rédaction de l'acte et dans la délivrance de la grosse. VIII, p. 603, n. 418, 419.

— La grosse a plus de force que la minute, en ce qui concerne l'exécution de l'acte. A quoi doit être délivrée une grosse. VIII, p. 605, n. 420.

— A qui une expédition seule peut être délivrée. Qui peut la délivrer. Différence entre l'expédition et la grosse ; entre une expédition proprement dite et une copie. VIII, p. 603, n. 421 et à la note.

— Le porteur d'un acte en brevet peut-il, en le déposant pour minute au notaire qui l'a reçu, s'en faire délivrer une grosse ou une expédition ? VIII, p. 608, n. 422.

— Défense aux notaires de délivrer des secondes grosses ou des secondes expéditions, si ce n'est du consentement des parties, ou elles dûment appelées. VIII, p. 611, n. 425.

— Foi due aux grosses d'un acte. VIII, p. 614, n. 426-429.

Voy. *Copie de titre*.

— Si pour conférer aux premières grosses que le notaire délivre les effets que la loi leur attribue, il doit être assisté d'un second notaire ou de deux témoins. VIII, p. 645, n. 446, 447 ; p. 637, n. 438.

— Moyen d'obtenir une seconde grosse, quand les parties ne consentent pas à ce qu'il en soit délivré. VIII, p. 633, n. 435.

— Des grosses tirées par ampliation sur une grosse précédente. VIII, p. 638, n. 436.

— Comment et dans quelle forme sont délivrées les nouvelles grosses tirées par autorité de justice. VIII, p. 636, n. 437-461.

GUERRE.

— De la servitude à laquelle soumet le voisinage des places de guerre. III, p. 371, n. 307.

HÉRÉDITÉ.

- De l'indivision successoriale comme servitude personnelle. III, p. 323. Chap. 11. Voy. Servitudes.
- Sont-ils les femmes mariées sous le régime dotal qui pendant l'absence du mari pour des causes, sont qu'elles profitent au mari de sa loi, elle a toujours droit à l'indivision pendant cette absence. Aux fruits de la succession, et sans imputation sur les intérêts de la dot. XIV, p. 328, n. 379, 380.

HABES.

- De la mise en possession des habes. III, p. 344, n. 336-346.
- Voy. *Hétérogénéité*.

HALAGE.

- Des chemins de halage. III, p. 370, n. 397.

HARDÉS.

- Ce qu'on entend, dans l'art. 1206, par linges et hardés. XIV, p. 306, n. 369.
- Les diamans et pierres en font-ils partie? XIV, p. 307, n. 370, 371.

HAVRES.

- A qui appartient la propriété des havres. III, p. 37, n. 37.

HÉRÉDITÉ.

- Ce qu'on appelle hérédité et droit héréditaire. IV, p. 63, n. 66.

Voy. *Succession*.

- De la faculté d'écarter du partage l'acquéreur d'une portion aliquote d'une hérédité. IV, p. 431, n. 453-451.

Voy. *Retrait successoral*.

HÉRITAGE.

- Ce qu'on entend par héritage. III, p. 343, n. 472.

HÉRITIERS.

- Ce que c'est qu'un héritier. IV, p. 63, n. 66.
- Ce qu'on appelle hérédité et droit héréditaire. IV, p. 63, n. 66.
- Des héritiers siens, chez les Romains. IV, p. 123, n. 121.
- Nul n'est héritier qui ne veut; il n'y a point d'héritiers nécessaires. IV, p. 334, n. 313.

Voy. *Acceptation* (de succession).

- Est-on censé avoir accepté une succession, quand on a pris le titre d'héritier? Distinction. IV, p. 341, n. 323, 326.
- Jusqu'où s'étend l'expression *héritiers*, dans le cas d'une constitution d'usufruit en faveur d'une personne et de ses *héritiers*. III, p. 310, n. 347.

- On peut assigner pour ses héritiers. VI, p. 368, n. 334.

- Les héritiers du père ou de la mère peuvent contester la reconnaissance d'un enfant, lorsque le successeur qu'il prétendrait leur assigner est avéré. II, p. 367, n. 367.

- Le cohéritier est libéré par la perte de la chose due, lorsque elle arrive par le fait, par la suite ou depuis la demeure de son cohéritier. VII, p. 331, n. 473.

- De la contribution des héritiers aux dettes d'une succession. IV, p. 317, n. 313-316.

Voy. *Donat*.

- Du reproche contre l'héritier présomptif approuvé en témoignage. IX, p. 466, n. 304.

- Il n'existe aucune exception aux principes qui régissent la chose jugée, pour le cas où un jugement condamne un habile à succéder, en qualité d'héritier pur et simple. Ce jugement n'a de force que pour ou contre ceux entre lesquels il a été rendu. Réponse aux objections qu'on tire de l'art. 300 du Code, et de la prétendue indivisibilité de la qualité d'héritier. Si les qualités naturelles sont indivisibles en soi, les droits que la loi y attache peuvent être divisés. Arrêts conformes à ces principes. X, p. 324, n. 233-239.

Voy. *Chose jugée*.

- Le serment *in litem* peut être déferé contre l'héritier du spoliateur, et même, suivant les circonstances, à l'héritier du propriétaire dépouillé. X, p. 333, n. 446, 446.

- Le serment qui doit être déferé au maître contre le domestique, sur le paiement des gages de l'année échue et sur la quantité des gages, ne peut être également déferé aux héritiers du maître. X, p. 306, n. 480.

HÉRITIERS APPARENTS.

- De la validité des ventes qu'aurait pu faire l'héritier légitime, dans le cas de concours avec un enfant naturel, et par occasion, de la validité des ventes faites par l'héritier apparent. IV, p. 296, n. 285-289.

- De la validité des actes faits avec l'héritier apparent ou des jugemens rendus pour ou contre lui. VII, p. 30, n. 27-31.

- De l'effet de la revendication des biens de l'hérédité, formée par le véritable héritier contre les tiers qui ont acquis de bonne foi de l'héritier apparent. Réponse à la dissertation de M. Merlin sur cette matière. IX, p. 341, *addition*.

- Dans la question de la validité des ventes faites par l'héritier apparent, il existe un exemple des cas où la preuve peut aller

jusqu'à une démonstration parfaite. X, p. 5, n. 5.

HÉRITIÉR BÉNÉFICIAIRE.

— Des obligations de l'héritier bénéficiaire. IV, p. 587, n. 582-598.

Voy. *Bénéfice d'inventaire*.

HÉRITIÉR INSTITUÉ.

Voy. *Légataire universel*.

HÉRITIÉR TESTAMENTAIRE.

Voy. *Légataire universel*.

HEURE.

— On peut prouver par témoins l'heure à laquelle a été notifié un exploit. IX, p. 581, n. 225.

HOIRIE (avancement de).

— Du partage que les ascendants peuvent faire entre leurs descendants par avancement d'hoirie. V, p. 722, n. 805 et suiv.
Voy. *Partage testamentaire et Avancement d'hoirie*.

HOMOLOGATION.

— Quand l'homologation du tribunal est nécessaire, pour la validité des délibérations des conseils de famille. II, p. 588, n. 1222.

HOPITAL, HOSPICE.

— De la tutelle des enfans admis dans les hospices. II, p. 522, n. 1109.
— Comment sont constatés les décès arrivés dans les hôpitaux. I, p. 294, n. 529.

HOTELLIER, HOTELLERIE.

— De la responsabilité à laquelle sont soumis les maîtres d'hôtels et aubergistes envers les voyageurs qui descendent dans leurs auberges ou hôtels.
XI, p. 542, n. 248-257.
Voy. *Aubergiste*.

HUISSIER.

— Les huissiers ont-ils le droit de recevoir paiement pour leurs clients? VII, p. 22, n. 20.
— Ce qu'ils doivent faire en cas de rebellion, lors de la mise à exécution des actes et jugemens. VI, p. 221, n. 209.

HYPOTHÉCAIRE (action)

— De l'action hypothécaire des créanciers d'une succession. IV, p. 537 n. 528.
Voy. *Dette, Succession*.

HYPOTHÈQUE.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *Nature de l'hypothèque; diverses espèces d'hypothèques; de l'inscription des hypothèques.*

SECT. 2. *Qui peut consentir hypothèque.*

SECT. 3. *Effet des hypothèques.*

SECT. 1. *Nature de l'hypothèque; diverses espèces d'hypothèques; inscription des hypothèques.*

— Étymologie du mot hypothèque. VI, p. 477, note.

— Hypothéquer, c'est aliéner. XIV, p. 190, n. 174.

— But de la constitution d'hypothèque; obligations qui en résultent pour le successeur particulier de celui qui l'a constituée. VI, p. 478, n. 458, 459.

— Sous quels rapports l'hypothèque est indivisible; sur quoi se fonde cette indivisibilité; quels en sont les effets. Elle peut cesser par la convention; le créancier n'est pas facilement censé y avoir renoncé. VI, p. 788, n. 762-764.

— La dette qui a des meubles pour objet n'en est pas moins mobilière, quoique garantie par une hypothèque. XII, p. 555, n. 205.

— Les dettes purement hypothécaires de chacun des époux ne sont point à la charge de la communauté. XII, p. 554, n. 204.

— Les jugemens rendus par des tribunaux étrangers, ne confèrent pas plus hypothèque que les contrats passés en pays étranger. X, p. 115, n. 76-78, et p. 125, n. 84, 85.

Voy. *Étranger*.

— L'hypothèque que donnerait sur ses biens le père du futur, pour garantie de la restitution de la dot, est une hypothèque conventionnelle, et non une hypothèque légale. XIV, p. 292, n. 258.

— Il ne peut être pris d'inscription hypothécaire, en vertu du jugement qui donne acte de la reconnaissance d'une obligation sous seing privé non échue, ou qui en donne l'écriture pour vérifiée, qu'après l'échéance ou l'exigibilité de l'obligation. VIII, p. 535, n. 224.

— L'hypothèque légale de la femme s'étend sur les biens de la communauté. XII, p. 444, n. 508.

— Le mari n'a point d'hypothèque sur les immeubles dotaux, pour répétition de ses impenses. XIV, p. 596, n. 529.

— Quelles sont les formalités substantielles, pour la rédaction des inscriptions hypothécaires. VII, p. 601, n. 510-518.

— L'usufruitier peut faire transcrire son titre sur le registre des hypothèques. III, p. 275, n. 418.

SECT. 2. Qui peut constituer hypothèque.

— Quoique la propriété de l'héritier envoyé en possession définitive des biens de l'absent ne soit qu'un droit résoluble, il peut cependant hypothéquer valablement ces biens. I, p. 382, n. 449.

— *Secus* de l'envoyé en possession provisoire. I, p. 185, n. 482.

— Les parents ne peuvent hypothéquer la moitié de leurs biens dévolue à leurs enfants, dans le cas de divorce. II, p. 85, n. 755.

— Le mineur émancipé peut-il consentir hypothèque, sans observer les formalités prescrites pour le mineur non émancipé? II, p. 452, n. 1298.

— Du sort de l'hypothèque consentie par un successible soumis au rapport. IV, p. 512, n. 806-811.

Voy. Rapport.

— Les hypothèques créées avant le partage ou la licitation nécessaire, par chacun des héritiers, s'éteignent ou se restreignent aux biens qui lui sont échus. IV, p. 861, n. 862, 865.

— Le grevé de substitution ne peut hypothéquer les biens substitués. V, p. 688, n. 744.

— Les biens personnels du grevé ne sont point hypothéqués à la restitution. V, p. 699, n. 764.

— Le mari ne peut irrévocablement hypothéquer pendant le mariage les immeubles que l'art. 1408 du Code civil permet à la femme de revendiquer comme propres, ou d'abandonner à la communauté. XII, p. 289, n. 170.

Voy. Communauté légale.

— Le mari peut, pendant le mariage, hypothéquer jusqu'à concurrence de la somme pour laquelle a eu lieu l'ameublement, les immeubles de sa femme que frappe un ameublement indéterminé. XIII, p. 432, n. 538.

— Sous le régime dotal, la femme qui s'est constituée des immeubles en dot ne peut valablement ni les hypothéquer ni renoncer à son hypothèque légale. XIV, p. 190, n. 174.

— *Secus*, si la dot est mobilière. XIV, p. 193, n. 182-186.

— De la faculté d'hypothéquer l'immeuble dotal, exprimée dans le contrat de mariage, ne résulterait pas le droit de le vendre. XIV, p. 211, n. 187.

SECT. 5. Effet des hypothèques.

qui a renoncé à la commu-

nauté légale exerce ses actions et reprise par hypothèque, tant sur les immeubles personnels de son mari, que sur les conquêtes de communauté. XIII, p. 561, n. 286.

— La femme commune peut être poursuivie hypothécairement par les créanciers de la communauté, au-delà même de son émoulement. XIII, p. 556, n. 288.

— Quels créanciers hypothécaires peuvent lui être préférables. XIII, p. 557, n. 289-291.

— Le mari ne peut, pendant le mariage, en vertu d'un prétendu mandat tacite de sa femme, créer des hypothèques préférables à l'hypothèque légale de sa femme et cette hypothèque s'étend sur les immeubles de la communauté. XIII, p. 558, n. 292.

— L'hypothèque judiciaire acquise avant le mariage, et inscrite depuis sur les conquêtes, est préférable à l'hypothèque légale de la femme sur ces mêmes conquêtes. XIII, p. 541, n. 293.

— Comme il est procédé au partage d'une succession, lorsqu'un des immeubles est grevé d'une hypothèque spéciale. IV, p. 417, n. 418.

— L'héritier bénéficiaire, créancier hypothécaire de la succession, peut agir solidairement pour toute la dette, contre celui des héritiers purs et simples qu'il trouve détenteur de l'immeuble hypothéqué. IV, p. 837, n. 837.

— Si l'héritier pur et simple, créancier hypothécaire de la succession, peut agir solidairement contre l'un de ses cohéritiers. IV, p. 837, n. 838.

— Chaque cohéritier peut exiger que la rente hypothéquée sur un des immeubles de la succession soit remboursée. *Quid* si le remboursement n'a pas lieu? IV, p. 859, n. 860.

— La création d'une hypothèque sur l'objet légué ne révoque pas le legs. V, p. 602, n. 682.

— Le légataire est obligé de souffrir l'hypothèque créée sur le fond légué, mais non d'acquitter la dette hypothéquée. V, p. 807, n. 857, 858.

— De l'action hypothécaire qui compete au légataire; comment il conserve son hypothèque; sur quoi elle s'étend. V, p. 827, n. 867-871.

— Les donations faites entre époux, pendant le mariage, ne sont point révoquées par la création d'une hypothèque sur les biens donnés. V, p. 835, n. 924.

— De la subrogation dans l'hypothèque accordée par la loi au créancier qui rembourse un autre créancier hypothécaire qui lui est préférable. VII, p. 181, n. 140-146.

— L'hypothèque du créancier acquéreur,

- éteinte par la confusion, revêt-elle s'il est évincé de son acquisition? VII, p. 188, n. 144.
- La vente du fond hypothéqué n'empêche point la subrogation au profit de celui qui a payé la dette commune. VII, p. 189, n. 153.
 - La convention expresse qu'exigeait le droit romain, pour la transmission des hypothèques, lors de la subrogation en faveur du prêteur, par opposition à la transmission des privilèges ou actions privilégiées, n'est point exigée par notre Code. VII, p. 208, n. 188, 189.
 - Le subrogé profite des inscriptions prises par le subrogeant. Il peut et doit du reste produire inscription en son nom, si l'ancien créancier avait négligé de le faire, ou renouveler en son nom l'inscription que celui-ci aurait prise. VII, p. 237, n. 168.
 - Si l'obligation appelée en droit romain *caendendum actionum* peut encore être opposée par la caution, ou par le débiteur solidaire, au créancier qui, par son fait ou par sa faute, a rendu impossible la subrogation dans ses privilèges et hypothèques. VII, p. 242, n. 172.
 - La résolution du contrat de novation ne fait pas revivre les hypothèques attachées à la première obligation; mais le créancier et le débiteur peuvent, par une stipulation expresse, transférer, sans le concours des autres créanciers, les hypothèques de l'ancienne obligation à la nouvelle; toutefois jusqu'à concurrence de l'ancienne dette seulement. VII, p. 366, n. 307-310.
 - Les hypothèques attachées à l'ancienne dette pourraient être réservées conditionnellement, si la nouvelle obligation n'était pas susceptible d'hypothèque. VII, p. 369, n. 311.
 - Les anciennes hypothèques peuvent être réservées, sans intervention de l'ancien débiteur, dans la délégation qui s'opère au moyen de l'intervention d'un nouveau débiteur. VII, p. 370, n. 312.
 - Contradiction entre l'art. 1280 et l'art. 1281 du Code civil, quant aux effets de la novation sur les hypothèques attachées à l'ancienne obligation. VII, p. 375, n. 315.
 - Effets de la condition, soit suspensive, soit résolutoire, dont on a fait dépendre la novation. VII, p. 376, n. 318-318.
 - Les privilèges et hypothèques, qui étaient l'accessoire d'une créance qui pouvait être compensée, sont éteints du jour où la compensation a dû se faire. Conséquences; exception. VII, p. 469, n. 591.
 - L'hypothèque prise en vertu d'actes consentis par des mineurs ou par des femmes non mariées, et ratifiées depuis la majorité ou le mariage, conserve sa date du jour de l'inscription qui en a été faite en exécution du premier contrat. VII, p. 669, n. 868-869, 872.
 - L'hypothèque accessoire de l'obligation consentie en minorité, et ratifiée en majorité, conserve son ancienne date. VIII, p. 727, n. 824, et VII, p. 667, n. 864.
 - Application à une question de préférences d'hypothèques, dans une procédure d'ordre, de la maxime *res judicata alii non nocet*. X, p. 269, n. 197.
 - Le délaissement par hypothèque diffère de l'abdication. Ses effets. III, p. 225, n. 385.
- ### IDENTITÉ.
- De l'identité de la personne en fait de possession d'état. II, p. 171, n. 853.
 - Comment prouver l'identité d'un enfant, dans une instance en réclamation d'état. II, p. 251, n. 942-948.
- Voy. *Enfants naturels*.
- ### ILE, ILOT.
- De la propriété des îles et îlots qui se forment dans les rivières. Distinctions. III, p. 107, n. 185-187.
- ### ILLÉGITIMITÉ.
- L'enfant né après le trois centième jour depuis la dissolution du mariage est de plein droit illégitime. II, p. 158, n. 828, 829.
- ### ILLICITE (chose).
- Une obligation sur une cause illicite est nulle. Ce qu'on doit regarder comme illicite. VI, p. 188, n. 181-186.
 - Le contrat qui a pour objet une action naturellement illicite est absolument nul; mais ce qui a été payé pour salaire de cette action ne peut plus être répété après qu'elle a été commise. VI, p. 125, n. 126.
 - *Quid* des choses défendues par la loi civile seulement, ou seulement à l'un des contractans? VI, p. 125, n. 127, 128.
 - Les actes infectés d'une nullité d'ordre public ne peuvent être ratifiés que dans le cas où les choses en seraient venues au point où la convention aurait cessé d'être illicite. VIII, p. 717, n. 818, 816.
- ### ILLISIBLE.
- On peut prouver par témoins la teneur d'un titre devenu illisible par accident. IX, p. 580, n. 220.
- ### IMMÉMORIALE (possession).
- Ce que c'est que la possession immémoriale. III, p. 472, n. 628.

qu'il n'entend point parler d'une impossibilité absolue. L'appréciation de l'impossibilité est abandonnée à l'arbitraire du juge. IX, p. 323, n. 303, 305.

IMPRESCRIPTIBILITÉ.

— Quelles choses sont imprescriptibles. VI, p. 183, n. 157-163.

Voy. *Prescription*.

— L'imprescriptibilité des immeubles dotaux pendant le mariage est une conséquence de leur inaliénabilité. XIV, p. 271, n. 249.

— La séparation de biens fait cesser, en faveur de la femme, l'imprescriptibilité des immeubles dotaux. XIV, p. 274, n. 253.

— L'action en réclamation d'état est imprescriptible. II, p. 207, n. 908.

— Cette imprescriptibilité n'est établie qu'en faveur de l'enfant, et ne passe point à ses héritiers. II, p. 208, n. 910.

— A moins que l'enfant ne soit mort en minorité, ou dans les cinq ans depuis sa majorité. II, p. 209, n. 911.

IMPRUDENCE.

— De la responsabilité à laquelle la simple imprudence peut quelquefois soumettre. XI, p. 202, n. 183 et suiv.

Voy. *Responsabilité civile*, sect. 1.

IMPUBÈRE.

— Différences qui résultent, pour l'état civil des personnes, de leur qualité de pubères ou d'impubères. I, p. 184, n. 190.

— L'impubère ne peut contracter mariage. I, p. 421, n. 498.

— Dans quels cas la responsabilité civile du père est engagée par le fait de l'enfant impubère. XI, p. 370, n. 270-274.

Voy. *Responsabilité civile*, sect. 2.

IMPUISSANCE.

— Le Code repousse la preuve de l'impuissance naturelle du mari, comme exception à la règle de la paternité. II, p. 421, n. 806.

— *Quid* de l'impuissance accidentelle? II, p. 423, n. 810.

— L'impuissance antérieure au mariage et ignorée de l'un des conjoints, est-elle une cause de nullité du mariage. I, p. 442, n. 828, 826.

IMPUTATION.

— De l'imputation qui peut nous être faite du fait des personnes ou des choses que nous avons sous notre garde. XI, p. 322, n. 250 et suiv.

Voy. *Responsabilité civile*, sect. 2.

— La dot constituée sans spécification, par le survivant des père et mère, ou par un étranger débiteur de la femme, ne s'impute point sur ce qu'il lui devait. XIV, p. 32, n. 76-81.

— De l'imputation des paiements. VII, p. 246, n. 173-186.

Voy. *Paiement*.

INALIÉNABILITÉ.

— Quelles choses sont inaliénables. VI, p. 183, n. 157-163.

— Origine de l'inaliénabilité de la dot. C'est aux Romains qu'il faut l'attribuer. XIV, p. 182, n. 164-168.

— Elle ne s'étendait pas chez eux à la dot mobilière. XIV, p. 183, n. 167, 168.

— En France, avant le Code, elle était rejetée dans les pays de coutumes; et dans les pays de droit écrit, elle ne s'étendait qu'aux immeubles. XIV, p. 183, n. 169, et 184.

— La loi *Julia*, sur laquelle elle était fondée, fut même abrogée pour la ville de Lyon et les pays voisins, par une déclaration royale de 1664. Motifs de cette abrogation. XIV, p. 183, n. 170 et 184.

— Sous l'empire de la législation romaine, on doutait si la prohibition d'aliéner la dot s'appliquait à la femme elle-même aussi bien qu'au mari. XIV, p. 183, n. 171.

— La rédaction de l'art. 1834 du Code civil fit disparaître ce doute, et depuis la promulgation du Code, l'inaliénabilité de la dot est définitivement établie, tant pour la femme que pour le mari. XIV, p. 189, n. 172.

— On peut stipuler, même sous le régime de la communauté, que les immeubles de la femme seront inaliénables. XII, p. 856, n. 372.

— Dans le cas d'exclusion de communauté, les immeubles dotaux ne sont pas inaliénables, et cette différence est la seule bien marquée entre les effets de cette clause et ceux du régime dotal. XIV, p. 38, n. 29.

— Ce qu'on doit entendre par aliénation. XIV, p. 190, n. 173.

— Sous le régime dotal, l'hypothèque que consentirait, et la cession que ferait de son hypothèque légale une femme qui s'est constituée des immeubles en dot, est une aliénation interdite. XIV, p. 190, n. 174.

— Il est également interdit à la femme mariée sous ce régime, de compromettre ou de transiger sur une contestation qui intéresse sa dot. XIV, p. 195, n. 178.

— Le principe de l'inaliénabilité de la dot, sous l'empire du Code, ne s'applique qu'aux immeubles dotaux. XIV, p. 183 n. 176-186.

— Première exception au principe de l'inaliénabilité de l'immeuble dotal, quand le contrat de mariage en a permis l'aliénation. XIV, p. 210, n. 186, 187.

— Mais cette faculté doit être restreinte

- dans les limites des termes du contrat. *Ibid.*, n. 187.
- Elle peut cependant s'induire des autres clauses, quand elle en est la conséquence nécessaire. XIV, p. 211, n. 187.
 - Elle n'autorise pas le mari à vendre seul l'immeuble dotal. XIV, p. 212, n. 188.
 - Si cette faculté n'est que conditionnelle, par exemple pour le cas de besoin, il faut faire constater ce besoin. XIV, p. 215, n. 89.
 - Deuxième exception au principe de l'inaliénabilité de la dot; établissement des enfans. XIV, p. 215, n. 190, 191.
 - De quel établissement entend parler le Code. XIV, p. 216, n. 192.
 - Quelles formalités et quelles conditions sont prescrites pour cette aliénation. XIV, p. 217, n. 193, 194.
 - La faveur accordée à l'établissement des enfans s'étend-elle aux petits-enfans? XIV, p. 218, n. 198.
 - L'art. 1838 admet encore au principe de l'inaliénabilité de l'immeuble dotal cinq exceptions, auxquelles le juge ne doit pas ajouter. XIV, p. 220, n. 196.
 - L'aliénation, dans ces cinq cas d'exception, ne doit avoir lieu qu'avec autorisation de la justice, et après affiches et enchères. XIV, p. 221, n. 197.
 - L'autorisation du mari n'est pas nécessaire, lorsque l'aliénation de l'immeuble dotal a lieu pour tirer l'un des époux de prison. XIV, p. 222, n. 198.
 - Ce n'est que pour tirer le mari de prison, et non pour empêcher qu'il n'y soit mis, que l'aliénation de l'immeuble dotal est permise à la femme. XIV, p. 224, n. 199.
 - Peu importent les causes de l'emprisonnement, si les tribunaux, investis à cet égard d'un pouvoir discrétionnaire, jugent qu'il y a nécessité impérieuse d'autoriser l'aliénation. XIV, p. 226, n. 200, 201.
 - Procédure à suivre pour obtenir cette autorisation. C'est la femme et non le mari qui doit la demander. XIV, p. 227, n. 201, 202.
 - La faculté d'aliénation de la dot ne peut être accordée pour tirer de prison les père et mère ou les enfans. XIV, p. 228, n. 205.
 - Cette aliénation peut encore être permise, pour rendre possible la prestation d'alimens aux parens qui y ont droit. XIV, p. 228, n. 204.
 - Ce cas d'exception, comme tous les autres, est énoncé d'une manière trop vague. XIV, p. 229, n. 205.
 - Où le Code a puisé cette exception. XIV, p. 231, n. 206.
 - Il existe une troisième exception au principe de l'inaliénabilité de l'immeuble dotal, lorsqu'il s'agit de payer les dettes de la femme ou des constituans. XIV, p. 235, n. 207.
 - Mais il faut que ces dettes aient une date certaine, antérieure au mariage. XIV, p. 234, n. 208.
 - Le créancier de la femme, antérieur au mariage, ne peut se faire payer sur les biens qu'un tiers lui constitue en dot. XIV, p. 235, n. 209.
 - Les dettes du constituant, non hypothéquées sur l'immeuble dotal, ne sont point exigibles sur cet immeuble. XIV, p. 256, n. 210.
 - Recours accordé au mari dans le cas où des dettes antérieures au mariage ont été payées sur la dot. XIV, p. 236, n. 211.
 - Le mari peut exiger que les biens paraphernaux soient épuisés avant que les créanciers recourent aux biens dotaux. XIV, p. 236, n. 212.
 - Une quatrième exception au principe de l'inaliénabilité de l'immeuble dotal a lieu quand il s'agit d'y faire de grosses réparations indispensables pour sa conservation. XIV, p. 237, n. 213.
 - Une cinquième exception est enfin admise à ce principe, dans le cas où l'immeuble dotal est indivis avec des tiers, et reconnu impartageable. XIV, p. 237, n. 214.
 - Par qui et comment la licitation doit être demandée. XIV, p. 239, n. 218, 216.
 - Si le mari devient adjudicataire, sur licitation, de la totalité d'un immeuble en partie dotal, il y a lieu, en faveur de la femme, lors de la dissolution du mariage, à un retrait d'indivision, analogue à celui qu'établit l'art. 1408 du Code civil. XIV, p. 241, n. 218, 219.
 - L'échange de l'immeuble dotal ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation de la justice, et moyennant l'accomplissement de formalités très-dispendieuses. XIV, p. 243, n. 220.
 - L'immeuble obtenu en échange de l'immeuble dotal est également dotal, ainsi que la soulté, s'il y en a. XIV, p. 248, n. 221, 222.
 - Si l'immeuble obtenu en échange de l'immeuble dotal est d'une valeur supérieure, il n'est dotal que jusqu'à due concurrence. XIV, p. 246, n. 223.
 - Si l'immeuble reçu en échange est évincé, le mari peut, à son choix, demander des dommages-intérêts, ou répéter l'immeuble donné en échange. XIV, p. 247, n. 224.
 - Conséquences de l'aliénation faite hors des cas d'exception, au mépris du principe de l'inaliénabilité de l'immeuble dotal. Elles diffèrent selon que l'aliénation est faite ou par la femme seule, ou par le mari seul, ou par tous les deux

conjointement. XIV, p. 242, n. 228-248.
 — La séparation de biens fait cesser, en faveur de la femme, l'inaliénabilité des immeubles dotaux, de même qu'elle en fait cesser l'imprescriptibilité. XIV, p. 274, n. 225.

Voy. Dot.

INCAPACITÉ.

- De l'incapacité de donner ou de recevoir par donations entre vifs ou par testaments. V, p. 71, n. 82 et suiv.
- Des incapables de donner. V, p. 73, n. 83 et suiv.
- Des incapables de recevoir. V, p. 79, n. 84 et suiv.
- Des dispositions faites en faveur d'incapables, à l'aide de personnes interposées. V, p. 87, n. 76-83.
- Des dispositions faites en faveur d'incapables, sous la forme de contrats onéreux. V, p. 92, n. 84, 85.
- Des époques à considérer pour juger de l'incapacité du testateur. V, p. 93, n. 86-88.
- Des époques à considérer pour juger de la capacité des héritiers institués ou des légataires. V, p. 96, n. 89-94.
- De l'époque à considérer pour juger de la capacité du donateur ou du donataire dans les donations entre vifs. V, p. 103, n. 95, 96.

Voy. Donation.

- De l'incapacité de succéder. Distinction entre l'incapacité et l'indignité. IV, p. 98, n. 91 et suiv.

Voy. Succession.

- De l'incapacité des parties contractantes. VI, p. 98, n. 97.

Voy. Capacité, Contrat, Obligation.

- Des incapables de la tutelle. II, p. 347, n. 1188-1192.

Voy. Tutelle.

INCENDIE.

- C'est à l'autorité administrative que les lois actuelles confient le soin de prévenir les incendies. Elles peuvent établir ou remettre en vigueur des règlements de police à cet égard. XI, p. 202, n. 186.
- Dispositions des lois anciennes pour prévenir l'incendie que l'on peut causer en allumant du feu dans les champs. Responsabilité à laquelle soumettrait un incendie ainsi occasionné. XI, p. 207, n. 188.
- Mesures générales établies par les lois en vigueur. XI, p. 210, n. 187.
- Mesures prescrites par d'anciens règlements particuliers à la province de Bretagne, et qui doivent encore être observés aujourd'hui. XI, p. 211, n. 188.
- La faute la plus légère suffit pour soumettre à la responsabilité du préjudice causé par l'incendie. Le Code rejette, en

cette matière, la doctrine des interprètes du droit romain sur la division des fautes en trois classes, et sur la prestation de ces fautes en raison de leur classification. XI, p. 211, n. 189.

- La loi suppose l'incendie causé par la faute de ceux qui habitent la maison incendiée, sauf la preuve du contraire. Nécessité de cette présomption. XI, p. 217, n. 190.
- Cette présomption, que la jurisprudence ancienne appliquait au fermier ou locataire, lui est aussi formellement appliquée par l'art. 1733 du Code. Conséquence de cet article. XI, p. 219, n. 161.
- Cet article n'admet que quatre exceptions à la présomption qu'il établit, et le chef de famille qui habite la maison répond de l'incendie causé non seulement par sa faute, par celle de ses enfants et de ses domestiques, mais encore par la faute de ses hôtes et de tous ceux qu'il admet dans la maison. XI, p. 222, n. 162.
- L'action en garantie que le chef de famille aurait alors contre un de ses hôtes ne le dégagerait pas de la responsabilité personnelle à laquelle il est soumis. XI, p. 225, n. 163.
- Aurait-il action en garantie contre sa femme ou contre son enfant majeur, dont la faute aurait causé l'incendie? XI, p. 225, n. 164, 165.
- Conformément à l'ancienne jurisprudence, le locataire répond envers le propriétaire de l'incendie causé par les sous-locataires. L'aubergiste répondrait même de l'incendie causé par la faute des voyageurs qu'il logerait chez lui. XI, p. 224, n. 166.
- La présomption établie par l'art. 1733 ne s'étend pas aux personnes que logeait le père de famille, de manière qu'une action directe puisse être exercée contre elles en vertu de cette seule présomption: il faudrait prouver la faute personnelle de l'hôte ou du commensal, pour agir directement contre lui. XI, p. 220, n. 167, 168.
- Le propriétaire de la maison incendiée pourrait néanmoins agir directement contre les sous-locataires, comme exerçant les droits du locataire son créancier. XI, p. 228, n. 169.
- Si plusieurs locataires habitent la maison incendiée, sans que l'on sache par où le feu a commencé, tous sont solidairement responsables. Comment quelques uns pourraient se soustraire à cette responsabilité. XI, p. 229, n. 170.
- Celui des locataires qui serait seul présumé en faute répondrait du préjudice souffert par les autres. XI, p. 230, n. 171 à la note.
- Les habitants d'une maison incendiée

sont tenus, par application des art. 1582 et 1583, et en vertu de la seule présomption établie par l'art. 1733, de réparer le préjudice causé aux maisons voisines par suite de l'incendie. XI, p. 251, n. 172.

- Mais, dans ce cas, les voisins n'ont d'action que contre le chef de famille qui habitait la maison par laquelle l'incendie a commencé, et non contre le propriétaire ou le locataire principal qui l'aurait sous-louée. XI, p. 256, n. 173.
- Les voisins perdent leur action, s'ils ont été indemnisés d'une manière ou d'une autre. XI, p. 257, n. 174.
- Si la maison incendiée est assurée, les assureurs sont subrogés dans toutes les actions de l'assuré. XI, p. 258, n. 175.
- Les assureurs ne répondent point des fautes personnelles de l'assuré; mais ils doivent prouver ces fautes. XI, p. 258, n. 176.
- Les assureurs ne répondent point des fautes commises par les enfants, les domestiques, etc., de l'assuré, s'il n'existe dans la police d'assurance une clause qui les y soumette. XI, p. 240, n. 177.
- En quoi consiste l'indemnité due en cas d'incendie. XI, p. 242, n. 177 *in fine*.
- Si les juges peuvent modérer les dommages-intérêts dus au propriétaire de la maison incendiée, lorsqu'ils ont été estimés par experts. XI, p. 242, n. 178, 179.
- Le propriétaire d'une maison abattue pour empêcher la propagation de l'incendie doit-il être indemnisé par voie de contribution sur les maisons préservées? XI, p. 248, n. 180.
- Doit-il l'être par le propriétaire ou l'habitant de la maison par laquelle l'incendie a commencé? XI, p. 249, n. 281.

INCENDIE.

- Acte de décès d'une personne incendiée, dont le corps n'a point été retrouvé. I, p. 297, n. 358, et *ibid.*, p. 517, n. 360.

INCESTE.

- La nullité du mariage qui résulte de l'inceste est une nullité absolue et perpétuelle. I, p. 528, n. 658.

INCESTUEUX (enfant).

- Pourquoi les enfants incestueux sont moins bien traités que les autres enfants naturels. II, p. 315, n. 918.
- Ils ne peuvent être légitimés. II, p. 224, n. 332.
- Conciliation des art. 323, 342, 762 et 765, relatifs aux enfants incestueux. II, p. 248, n. 968-970.
- Les enfants incestueux n'ont droit qu'à des aliments. Comment concilier ce droit

avec la prohibition de la recherche de la paternité et de la maternité à leur égard. IV, p. 246, n. 246.

INCOMMODITÉ.

- L'incommodité qui résulte pour mon voisin des travaux que je fais sur mon terrain ne lui donne pas le droit de s'y opposer. III, p. 207, n. 528.

INDEMNITÉ (préalable).

- Nul ne peut être privé de sa propriété pour cause d'utilité publique, sans une indemnité préalable. III, p. 167, n. 285.
- Comment se règle l'indemnité à laquelle ont droit les propriétaires expropriés pour cause d'utilité publique. III, p. 175, n. 270-278.
- De l'indemnité à laquelle donne lieu l'affiliation forcée pour cause d'alignement ou d'élargissement des rues. III, p. 184, n. 288-290.
- Comment se règlent les indemnités auxquelles ont droit les propriétaires de terrains fouillés pour recherches de minerais. III, p. 190, n. 297.

INDÉTERMINATION.

- Ce qu'on entend par choses indéterminées dans les contrats. L'indétermination de l'objet d'un contrat le rend nul. VI, p. 138, n. 159-148.

INDIGNITÉ.

- De l'indignité de succéder. IV, p. 112, n. 105-116.
- Voy. *Succession*.
- Distinction entre l'indignité et l'incapacité de succéder. IV, p. 98, ch. II.
- L'indignité déclarée du grevé de substitution, donne ouverture au droit de l'appel. V, p. 714, n. 791.
- L'indignité d'un légataire ne donne pas lieu à l'accroissement du legs. V, p. 681, n. 698.

INDIVISIBILITÉ.

SOMMAIRE.

- § 1. *Indivisibilité des obligations, des actes et des jugemens.*
- § 2. *Indivisibilité de l'avoué et du serment.*

- § 1. *Indivisibilité des obligations, des actes et des jugemens.*

- Causes de l'obscurité de la doctrine sur la divisibilité ou l'indivisibilité des obligations. Source où ont puisé les rédacteurs du code. VI, p. 771, n. 749.
- But unique de cette doctrine. VI, p. 776, n. 780.
- La division des droits et des obligations est la règle générale. a de cette division, soit entre les c- tans, s'il y avait dans l'origine débiteurs ou plusieurs cr ...

- même chose, soit entre leurs héritiers, s'ils en ont laissé plusieurs. VI, p. 777, n. 781-789.
- Cas autres que celui de la solidarité, où le principe de la division des obligations souffre exception, quoiqu'elles soient divisibles en elles-mêmes. VI, p. 784, n. 780-781.
 - De la dette hypothécaire. L'hypothèque seule est indivisible; sous quels rapports existe cette indivisibilité; sur quoi elle se fonde; ses effets; elle peut cesser par la convention; le créancier n'est pas facilement censé y avoir renoncé. VI, p. 788, n. 762-764.
 - S'il y a exception au principe de la division des obligations, dans le cas de la dette alternative, lorsque le choix appartient au créancier. VI, p. 789, n. 765.
 - On peut toujours déroger au principe de la division des obligations. Trois manières dont peut avoir lieu cette dérogation: 1° en stipulant que les héritiers du débiteur seront tenus solidairement; 2° en stipulant que la dette ne pourra être acquittée partiellement par eux; 3° en convenant que tel des héritiers sera seul chargé de l'exécution de l'obligation. Comment s'exécute chacune de ces stipulations. VI, p. 791, n. 766-774.
 - Le droit romain n'admettait point ces trois exceptions facultatives au principe de la division des dettes entre les héritiers. VI, p. 794, n. 772.
 - Le code ne les a admises qu'en laissant à l'héritier seul chargé de la dette son recours contre ses cohéritiers. VI, p. 795, n. 773.
 - La dérogation au principe de la division des obligations peut être tacite. Cette dérogation tacite dérive de trois causes. VI, p. 797, n. 774.
 - Des cas où cette dérogation résulte de la chose même qui fait l'objet de l'engagement. De la dette d'un corps certain ou même incertain, mais déterminé dans son espèce, et dont le paiement ne peut se faire partiellement. VI, p. 798, n. 775.
 - Des cas où la dérogation résulte de la nature de l'engagement. De l'obligation de choses qui, quoique divisibles, même matériellement, sont néanmoins considérées par la convention comme formant un tout, et dont le paiement est indivisible; par exemple un attelage, un corps de ferme. VI, p. 802, n. 776-778.
 - La dette d'aliments est indivisible *solutione*. VI, p. 808, n. 779.
 - Des cas où la dérogation à la règle de la division des obligations résulte tacitement de la fin que se sont proposées les contractants. VI, p. 809, n. 780.
- tous les cas où il y a lieu d'ad-
- mettre exception à la division de l'obligation, en raison de l'indivisibilité de paiement, un des débiteurs peut être poursuivi pour le tout, mais ce n'est point là une véritable solidarité. VI, p. 810, n. 781.
- La doctrine de l'indivisibilité des obligations paraît intelligible. Les auteurs énumèrent trois espèces d'indivisibilité: celle qu'ils nomment indivisibilité absolue, *individuum contractus*; celle qu'ils appellent l'indivisibilité d'obligation, *individuum obligationis*; et l'indivisibilité de paiement, *individuum solutionis*, dont il a été traité jusqu'ici. VI, p. 815, n. 782-785.
 - De l'indivisibilité absolue selon le code. Si les servitudes prédiales sont réellement indivisibles dans le sens de l'art. 1217. VI, p. 818, n. 784-791.
 - Inutilité de la doctrine de l'indivisibilité des servitudes. III, p. 845, n. 710.
 - De l'indivisibilité d'obligation. La définition qu'en donne l'art. 1218 du code ne permet pas de la distinguer de l'indivisibilité de paiement. VI, p. 821, n. 792.
 - Exemples que les auteurs antérieurs au code donnent de ce qu'ils appellent l'indivisibilité d'obligation. Ils prouvent que la doctrine de cette indivisibilité, de même que celle de l'indivisibilité absolue, est sans utilité dans la pratique. VI, p. 822, n. 793-796.
 - L'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription à l'égard de tous, si l'obligation est indivisible: de quelle indivisibilité il s'agit. Vœux pour la réformation du code sur l'indivisibilité. VI, p. 834, n. 797-798.
 - La contravention d'un seul des héritiers d'un débiteur sous clause pénale donne lieu à l'application de la peine contre lui pour le tout, et pour chacun de ses cohéritiers pour sa portion virile, dans le cas où l'obligation primitive était d'une chose indivisible. VI, p. 878, n. 845.
 - La condition, soit casuelle, soit potestative, soit suspensive, soit résolutoire, est indivisible dans son accomplissement. Exceptions. VI, p. 858, n. 838, 600.
 - La condition de donner est divisible, quand elle est imposée à plusieurs. *Secus* si elle a été imposée à une seule personne, qui laisse plusieurs héritiers. VI, p. 640, n. 601-602.
 - Si la condition qui consiste à faire, imposée conjointement à plusieurs, peut être divisée. Le fait divisible, imposé pour condition à plusieurs, peut être divisé. *Quid* du fait divisible imposé comme condition à un seul envers plusieurs? VI, p. 641, n. 603-606.

- C'est le plus souvent par l'interprétation de l'intention des contractans ou du testateur qu'on résout les difficultés sur la divisibilité ou l'indivisibilité des conditions; et dès que cette intention est expresse, il faut s'y conformer aveuglément, quand même l'accomplissement de la condition paraîtrait inutile ou indifférent. VI, p. 645, n. 606.
- Examen de l'indivisibilité des actes quant au faux. VIII, p. 479, n. 417.
- Dans les créances indivisibles, les jugemens rendus contre l'un des débiteurs peuvent être opposés aux autres, excepté dans les cas de collusion. X, p. 281, n. 206-208.
- La prétendue indivisibilité des qualités n'est point, pour les jugemens rendus sur des questions d'état ou d'acceptation de succession, une raison d'exception aux principes qui régissent la chose jugée. Arrêts qui l'ont ainsi décidé. X, p. 324, n. 238-239.

§ 2. Indivisibilité de l'aveu et du serment.

- De l'indivisibilité de l'aveu. Doctrine des jurisconsultes romains et des anciens jurisconsultes français sur cette matière. X, p. 440, n. 533, 536.
- L'indivisibilité de l'aveu judiciaire est érigée en loi par le Code. X, p. 444, n. 537.
- Faut-il en conclure que le principe est sans exceptions? X, p. 444, n. 538.
- *Quid* si l'aveu contient plusieurs faits non connexes? X, p. 446, n. 539.
- L'application du principe de l'indivisibilité aux aveux extrajudiciaires est abandonnée à la prudence des juges. X, p. 447, n. 340, 341.
- La déclaration faite à l'officier de l'état civil qu'un enfant a pour mère une femme mariée, et que le père est inconnu, n'est point indivisible, et pour-quoi. II, p. 161, n. 861.
- Le serment est indivisible comme les aveux. X, p. 506, n. 396.

INDIVISION.

- Nul ne peut être contraint de rester dans l'indivision. Comment on fait cesser l'indivision. IV, p. 403, n. 408 et suiv.
- Voy. Partage.*
- Cas où l'indivision est forcée. III, p. 352, n. 469 bis.
 - Des servitudes établies par un des copropriétaires d'un immeuble indivis. III, p. 420, n. 875.
 - Le copropriétaire par indivis peut en acquérir. III, p. 424, n. 879.
 - Le copropriétaire par indivis ne peut remettre la servitude. III, p. 509, n. 675.
 - L'acquisition pendant le mariage d'une portion d'un immeuble dont l'un des époux était copropriétaire par indivis,

ne forme point un conquêt. XII, p. 265, n. 133 et suiv.

- Le mari ne peut provoquer qu'un partage provisionnel des immeubles dotaux indivis. XIV, p. 163, n. 186, 187.
 - Il y a exception au principe de l'inaliénabilité de l'immeuble dotal quand il est indivis avec des tiers, et reconnu impartageable. XIV, p. 237, n. 214.
 - Par qui et comment la licitation doit être demandée. XIV, p. 259, n. 218, 219.
- Voy. Dot et Inaliénabilité.*
- Le retrait d'indivision établi en faveur de la femme, par l'art. 1408 du Code civil, a lieu sous le régime dotal, comme sous le régime de la communauté. XIV, p. 241, n. 218, 219.

INDUCTION.

- Utilité de l'induction pour l'établissement de la preuve. VIII, p. 15, n. 9.
- Voy. Preuve.*

INDUSTRIE DE LA FEMME.

- Les produits de l'industrie de la femme mariée avec la clause d'exclusion de communauté, appartiennent-ils au mari? XIV, p. 27, n. 25.
- Ils constituent quelquefois sa dot. XIII, p. 84, n. 28.

INEXÉCUTION.

- Des dommages-intérêts auxquels est soumis le débiteur en cas d'inexécution de son obligation. VI, p. 235, n. 222 et suiv.

Voy. Dommages-intérêts.

- Si l'inexécution des promesses de mariage entraîne des dommages-intérêts, et si la clause pénale ajoutée à ces promesses est valable. VI, p. 303, n. 293-303.

INGRATITUDE.

- De la révocation des donations pour cause d'ingratitude. V, p. 303, n. 322-328.
 - Quelles sont les causes d'ingratitude. V, p. 308, n. 330.
- Voy. Donation.*
- L'ingratitude n'est point une cause de résolution des donations faites par contrat de mariage. V, p. 748, n. 325.
 - L'immeuble donné, dans la propriété duquel l'un des conjoints rentre pendant le mariage, en cas de révocation de la donation pour cause d'ingratitude, est exclu de la communauté légale. XII, p. 318, n. 194.

INHUMATION.

- L'officier de l'état civil doit s'assurer du décès avant d'autoriser l'inhumation. I, p. 292, n. 325.
- Défense d'inhumer dans les édifices pu-

blics et dans l'enceinte des villes et bourgs. I, p. 292, n. 324.

- On peut choisir le lieu de son inhumation : autrement elle se fait dans les cimetières publics. I, p. 293, n. 323, 326.

INITIATIVE.

- L'initiative ou le droit de proposer la loi est donné au roi seul par la Charte. I, p. 41, n. 39.
- Il serait sans danger de faire participer les deux chambres à l'initiative, et l'art. 16 de la Charte est un de ceux qui devraient être révisés. I, p. 42, n. 40.
- Dangers des innovations actuelles. I, p. 45, n. 41.

Voy. *Loi*.

INJURE.

- Quel caractère de gravité doivent avoir les injures, pour pouvoir motiver une demande de divorce. II, p. 41, n. 672.

INSCRIPTION (de faux).

- La déposition des témoins instrumentaires est-elle reçue à l'appui de l'inscription de faux contre l'acte? V, p. 382, n. 412.

Voy. *Faux*.

INSCRIPTION (hypothécaire).

- Il n'y a pas lieu à inscription du titre constitutif des servitudes, pas plus que de la réserve d'usufruit et du droit d'usage ou d'habitation par le vendeur ou le donateur. III, p. 332, n. 721.
- Quelles sont les formalités substantielles pour la rédaction des inscriptions hypothécaires. VII, p. 601, n. 310-315.
- L'inscription d'une créance postérieure à un contrat de vente n'empêche pas l'effet de la transcription du contrat. VI, p. 247, n. 204.

INSCRIPTION (de rente).

- Comment les tuteurs doivent procéder à la vente des rentes inscrites au grand-livre de la dette publique. II, p. 369, n. 1199.

INSINUATION.

- Comment se faisait chez les Romains le dépôt dans des archives d'écritures publiques ou privées, nommé insinuation. Ses effets. Différence entre cette insinuation et l'ancienne insinuation du droit français, remplacée par la transcription actuelle. VIII, p. 294, n. 198, 199.
- Rapports entre l'insinuation romaine et le dépôt d'un acte privé fait chez un notaire. VIII, p. 298, n. 200.

INSTITUTEUR.

- De la responsabilité à laquelle les chefs d'institution peuvent être soumis, à l'occasion des fautes commises par les enfants qui leur sont confiés. XI, p. 367, n. 267.

INSTITUTION CONTRACTUELLE.

- Ce que c'est que l'institution contractuelle. V, p. 731, n. 330, et IV, p. 63, n. 63.

Voy. *Donation en faveur de mariage*, § 2.

INSTITUTION (d'héritier).

- Des institutions d'héritier. V, p. 466, n. 488-504.

Voy. *Légataire universel*.

INSTRUCTION (ministérielle).

- Les instructions ministérielles n'obligent que les préposés des ministres, et sont sans force obligatoire à l'égard des autres citoyens. I, p. 32, n. 36.

INTERDICTION.

SOMMAIRE.

- § 1. *De l'interdiction. De la procédure à suivre pour la faire prononcer.*
- § 2. *Des effets de l'interdiction.*

- § 1. *De l'interdiction. De la procédure à suivre pour la faire prononcer.*

- De l'interdiction : pourquoi elle est établie. II, p. 441, n. 1503.
- Sa définition. II, p. 442, n. 1506.
- Causes pour lesquelles elle peut être provoquée. II, p. 443, n. 1508, 1510.
- Ce que doit être l'état de démence ou de fureur, pour donner lieu à l'interdiction. II, p. 444, n. 1511, 1512.
- C'est l'intérêt de l'interdit, plutôt que celui de sa famille, qui doit faire prononcer l'interdiction. II, p. 448, n. 1513.
- Le mineur peut-il être interdit? II, p. 448, n. 1514.
- Par qui l'interdiction peut être provoquée. II, p. 447, n. 1515-1518.
- Où la demande doit être portée, et comment elle est poursuivie. II, p. 449, n. 1519.
- Si les faits articulés par le poursuivant sont pertinens, le convocation du conseil de famille est ordonnée. Qui doit en faire partie. II, p. 449, n. 1521.
- Comment il procède. Le poursuivant peut se pourvoir contre son avis. II, p. 451, n. 1525, 1524.
- Le tribunal doit interroger le défendeur. Comment il procède à cet interrogatoire. Le défendeur doit avoir reçu copie de la procédure antérieure. II, p. 451, n. 1526, 1526.
- Après l'interrogatoire, il peut être nommé un administrateur provisoire de la personne et des biens du défendeur. II, p. 452, n. 1527.
- Comment il est procédé après l'interrogatoire jusqu'au jugement. II, p. 452, n. 1528.
- De l'appel de ce jugement et de la procédure sur l'appel. II, p. 455, n. 1529, 1530.

- Le jugement doit être affiché, même en cas d'appel ; et où. II, p. 484, n. 1331.
- De la responsabilité des notaires qui négligent cette affiche. II, p. 484, n. 1332.
- Le demandeur qui succombe peut être condamné en des dommages-intérêts. II, p. 484, n. 1333.

§ 2. Des effets de l'interdiction.

- Quels sont les effets de l'interdiction. II, p. 488, n. 1334.
- De la nomination d'un tuteur à l'interdit. II, p. 486, n. 1335.
- La tutelle est toujours dative, hors un seul cas. II, p. 487, n. 1336.
- Les femmes peuvent être tutrices de leurs maris interdits. II, p. 488, n. 1337.
- Le tuteur élu peut s'excuser après dix ans. Exceptions. II, p. 488, n. 1338.
- Les lois sur la tutelle des mineurs s'appliquent à celle des interdits. II, p. 489, n. 1339.
- Où doit être placé l'interdit. II, p. 489, n. 1340.
- Les revenus de l'interdit doivent être employés à adoucir son sort. II, p. 489, n. 1341.
- La dot des enfans est régie par le conseil de famille. II, p. 460, n. 1342.
- Effet de la tutelle de l'interdit qui est marié. II, p. 460, n. 1343.
- L'interdiction du mari ne détache point de sa personne le droit d'administration sur les biens de la communauté. XII, p. 447, n. 308.
- Quels sont les pouvoirs que cette interdiction confère à la femme. *Ibidem*.
- Pouvoir de la femme tutrice. II, p. 464, n. 1344.
- Elle doit faire rapporter inventaire. II, p. 462, n. 1345.
- Elle peut renoncer à la communauté lors de la dissolution du mariage. II, p. 462, n. 1346.
- Le conseil de famille règle les conditions de son administration. II, p. 463, n. 1347.
- Elle peut se pourvoir devant les tribunaux contre ses décisions. II, p. 464, n. 1348.
- Raisons de préférer la femme pour tutrice. II, p. 464, n. 1349.
- Le mari de l'interdite conserve ses pouvoirs. II, p. 464, n. 1350.
- Il doit faire inventaire des meubles exclus de la communauté. II, p. 464, n. 1351.
- L'interdit est assimilé au mineur ; différences qui existent cependant entre eux. II, p. 468, n. 1352-1354.
- Caractère des incapacités de l'interdit. II, p. 468, n. 1355.
- Quand elles commencent. II, p. 469, n. 1356.
- De l'effet que peuvent produire les engagements contractés par les interdits, soit avant, soit depuis l'interdiction. VI, p. 110, n. 108.
- Différence entre les actes faits avant et les actes faits après le jugement d'interdiction. II, p. 469, n. 1357.
- Quand ils doivent être annulés. II, p. 470, n. 1358.
- A qui incombe la preuve de la nullité. II, p. 470, n. 1359.
- Ce qu'il doit être prononcé sur ces actes, s'il y avait du doute sur leur validité. II, p. 471, n. 1360.
- Le long temps qui s'est écoulé entre les actes et l'interdiction est un préjugé en leur faveur. II, p. 471, n. 1361.
- Les actes ne peuvent être attaqués après la mort d'un individu dont l'interdiction n'a point été poursuivie de son vivant. Exceptions à ce principe. II, p. 471, n. 1362-1363.
- Des donations et testamens faits par l'interdit avant et depuis l'interdiction. V, p. 75, n. 87-88.
- Quand commence à courir le délai de la rescision des actes faits par l'interdit soit depuis, soit avant l'interdiction. VII, p. 725, n. 614-616.
- Comment l'interdiction est levée. II, p. 473, n. 1364.

INTERDICTION LÉGALE.

- De l'effet de l'interdiction légale résultant de la condamnation à la peine temporaire des travaux forcés ou à la réclusion. VI, p. 111, n. 111.

INTERDIT.

Voy. *Interdiction*.

INTÉRÊT.

- Les intérêts légaux de la somme due sont la seule indemnité que puisse obtenir le créancier, dans le cas d'inexécution d'une obligation dont l'objet est le paiement d'une somme d'argent. VI, p. 275, n. 264-265.
- On ne pourrait stipuler une indemnité plus forte. Exceptions. VI, p. 278, n. 266-267.
- Quel est le taux de l'intérêt légal ; de quel jour il est dû ; quand il court de plein droit. VI, p. 280, n. 268-269.
- On peut le faire courir par convention. VI, p. 282, n. 270.
- La production d'intérêts par un capital formé d'intérêts est permise aujourd'hui. VI, p. 282, n. 271.
- La condamnation au paiement des intérêts des intérêts ne peut être prononcée par le juge qu'en vertu de décisions formelles. VI, p. 288, n. 272.
- La règle de l'enregistrement ne peut exiger d'intérêts pour retard.

- paiement des droits, ni être condamnée à en payer pour sommes indûment perçues. VI, p. 286, n. 275.
- Les fermages, loyers, rentes, etc., peuvent produire des intérêts. VI, p. 286, n. 274.
 - L'héritier envoyé en possession provisoire des biens d'un absent doit les intérêts des deniers dont il n'a pas fait emploi. I, p. 567, n. 428.
 - De quel jour sont dus les intérêts des choses sujettes à rapport. IV, p. 495, n. 484-487.
 - Les intérêts cessent de plein droit par l'effet de la compensation. VII, p. 467, n. 587.
 - La stipulation d'intérêts au profit du prêteur subrogé est sans effet contre les autres créanciers, si la créance remboursée n'en produisait pas. VII, p. 478, n. 438.
 - Si les offres réelles seules empêchent les intérêts de commencer à courir, et si elles arrêtent le cours des intérêts qui ont commencé à être dus. VII, p. 285, n. 220-230.
 - Les intérêts de la dot courent de plein droit du jour du mariage. XIV, p. 406, n. 98.
 - Raison de cette règle exceptionnelle. *Ibid.*, p. 407, n. 96.
 - Préjudice qui peut en résulter, dans certains cas, pour la femme, et précautions qu'elle doit prendre pour l'éviter. *Ibid.*, p. 407, n. 97.
 - Les intérêts de la dot courent de plein droit au profit de la femme ou de ses héritiers, du jour de la dissolution du mariage. XIV, p. 529, n. 278.
 - Mais la femme a l'option d'exiger ou des alimens ou les intérêts de sa dot pendant l'année de deuil. XIV, p. 520, n. 279.
 - Dans tous les cas, l'habitation pendant cette année, et les habits de deuil, doivent lui être fournis sur la succession, et sans imputation sur les intérêts de sa dot. *Ibid.*, et n. 280.

INTERLIGNE.

- Dans quel cas un mot d'une main étrangère, écrit en interligne dans un testament olographe vicierait ce testament. V, p. 528, n. 538.
- Est-il nécessaire que les interlignes soient approuvés ? V, p. 529, n. 539.

INTERLOCUTOIRE.

- Les simples interlocutoires peuvent être déclarés nuls, et réformés par les juges qui les ont rendus ; mais quand après l'interlocutoire, il n'y a plus rien à examiner en définitive, par exemple quand un serment a été déferé d'office à partie, le juge qui a rendu l'inter-

locutoire ne peut plus le réformer. X, p. 466, n. 418-417.

- L'interlocutoire ne peut être réformé par les juges qui l'ont rendu, lorsqu'il y a appel. X, p. 467, n. 418.
- Régulièrement, le serment supplétif doit être déferé par un interlocutoire ; cependant le jugement rendu sous la condition d'un serment à prêter n'est pas nul. X, p. 856, n. 422.
- A la différence du jugement qui admet le serment décisoire, on peut appeler de l'interlocutoire qui déferé le serment supplétif. Le peut-on après la prestation du serment ? Distinction. X, p. 856, n. 424-428.
- On le pourrait même, malgré l'acquiescement au jugement qui ordonne le serment, si l'on découvrait, depuis la prestation, des pièces nouvelles qui en démontreraient la fausseté, quand bien même elles n'auraient pas été retenues par celui qui l'a prêté. X, p. 859, n. 426-427.

INTERPELLATION.

- On ne doit pas regarder comme avenu le silence gardé sur l'interpellation d'une partie, à l'occasion d'un fait : ce n'est qu'aux interpellations du juge que les parties sont tenues de répondre. X, p. 408, n. 299.

INTERPOSÉE (personne).

- Nullité des dispositions faites en faveur d'incapables, sous le nom de personnes interposées. V, p. 87, n. 76-85, et *ibid.*, p. 821, n. 901.
- Comment on peut prouver l'interposition de personnes. V, p. 87, n. 77, et *ibid.*, p. 821, n. 903.
- Quelles personnes sont réputées de droit personnes interposées. V, p. 88, n. 78-82, et *ibid.*, p. 821, n. 905.

INTERPRÉTATION.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *Interprétation de la loi.*
- SECT. 2. *Interprétation des actes et des conventions.*

SECT. 1. *Interprétation de la loi.*

- Il y a deux sortes d'interprétations de la loi. I, p. 104, n. 136.
- L'interprétation par voie de doctrine doit appartenir et appartenait sous l'ancienne jurisprudence au pouvoir législatif. I, p. 104, n. 137.
- La constitution de l'an 8 respecta ce principe, du moins quant aux lois judiciaires. I, p. 108, n. 138.
- La loi du 16 septembre 1807, loi dangereuse pour la liberté, donna, sous un prétexte futile, l'interprétation par voie d'autorité au pouvoir exécutif, dans la

- cas de discord entre la cour de cassation et les cours d'appel sur le sens d'une loi. I, p. 106, n. 139-141.
- Les deux chambres en demandèrent vainement l'abrogation en 1814. *Ibid.*, n. 140.
 - Par qui et comment, sous l'empire de la loi du 16 septembre 1807, doivent être appliquées les ordonnances interprétatives des lois. I, p. 112, n. 142.
 - Les ordonnances royales de propre mouvement, pour décider des points contentieux, sont contraires à la Charte. I, p. 113, n. 143.
 - Les décrets impériaux rendus en pareil cas ont été justement condamnés par M. Malleville. I, p. 113, n. 144.
 - La loi défend aux juges de prononcer par voie réglementaire. I, p. 113, n. 145.
 - Mais dans les affaires civiles ils sont obligés de juger, à l'aide de l'interprétation doctrinale, dans le cas où la loi paraît ou est véritablement muette. I, p. 114, n. 146 et 147.
 - Eux seuls, en matière contentieuse, doivent prononcer ainsi. *Ibid.*, n. 148.
 - Quelles règles d'interprétation ils doivent suivre alors. I, p. 116, n. 149 et 150.

SECT. 2. *Interprétation des actes et des conventions.*

- De l'interprétation des conventions. Ce que c'est que l'interprétation; des causes qui forcent d'y recourir. VI, p. 337, n. 304.

SOMMAIRE.

ART. 1. *De l'obscurité et de l'ambiguïté des actes.*

ART. 2. *Suites des conventions non exprimées dans les actes.*

ART. 1. *Obscurité et ambiguïté des actes.*

- De l'interprétation des actes obscurs ou ambigus. VI, p. 340, n. 305 et suiv.
- La première règle d'interprétation tracée par le Code est inexactement énoncée. VI, p. 340, n. 305.
- C'est par la commune intention des parties qu'on explique ce qui est obscur dans les contrats. Comment se découvre cette intention. Comment doivent être entendus les termes dont se sont servis les parties. VI, p. 341, n. 306-347.
- Règles particulières d'interprétation pour les testaments. Comment doivent être interprétés les termes dont s'est servi le testateur. VI, p. 344, n. 310-344, 316.
- Il faut interpréter le sens de chaque clause par la teneur de l'acte entier, par les écrits qui l'ont précédé et par ceux qui l'ont suivi. VI, p. 353, n. 318.

- Les actes s'interprètent encore par l'usage des lieux, et surtout par l'exécution que les parties ont donnée elles-mêmes à ces actes. VI, p. 354, n. 319, 320.
- Une clause doit être entendue dans le sens qui lui donne quelque effet, plutôt que dans celui qui ne lui en donne aucun. VI, p. 355, n. 321.
- Si la clause est susceptible de deux sens, il faut choisir celui qui convient le mieux à la matière. VI, p. 356, n. 322.
- La clause s'interprète contre celui qui a stipulé. Exceptions à cette règle, notamment dans le cas de vente. VI, p. 356, n. 323-327.
- La convention conçue en termes généraux ne doit être étendue qu'aux choses sur lesquelles les parties avaient intention de contracter. VI, p. 363, n. 328.
- Les cas ajoutés pour explication de l'obligation n'en restreignent point l'étendue, et n'excluent point les autres cas, à moins qu'il n'apparaisse une intention contraire. VI, p. 363, n. 329, 330.
- Les fautes d'écriture ou d'orthographe n'empêchent point l'effet de l'obligation. VI, p. 363, n. 331.
- Les expressions insignifiantes sont considérées comme non écrites. VI, p. 365, n. 332.
- Les règles d'interprétation tracées par le Code n'ont rien d'impératif; ce ne sont que des conseils. VI, p. 365, n. 332.

ART. 2. *Suites des conventions non exprimées dans les actes.*

- De l'interprétation pour déterminer les suites naturelles des conventions, quoique non exprimées dans l'acte. VI, p. 366, n. 334 et suiv.
- Les obligations accessoires, suites naturelles des obligations exprimées dans les contrats, dérivent de l'équité, de l'usage et de la loi. Ce qu'exige l'équité. Distinction des contrats de bonne foi et des contrats de droit étroit, bannie du droit français. Force interprétative de l'usage. La loi sert souvent de contrat aux parties. VI, p. 367, n. 334-340.

INTERPRÈTE.

- Quand il est besoin d'un interprète. Ses qualités : qui doit le nommer. VII, p. 136, n. 99.

INTERROGATOIRE.

- De l'interrogatoire que doit subir l'individu dont l'interdiction est poursuivie. II, p. 481, n. 1255-1257.

Voy. *Interdiction.*

INTERROGATOIRE (sur faits et articles).

- Des interrogatoires sur faits et articles. X, p. 386, n. 271.

- Conséquences de la non-comparution pour ces interrogatoires. Avantage qu'on en pourrait tirer. X, p. 337, n. 278.
- Vices de notre procédure qui ont anéanti ces avantages. Existait-ils dans la procédure antérieure à celle qu'établit le Code de procédure civile? X, p. 337, n. 276-280.
- Avantages du système contraire, et notamment de l'interrogatoire à l'audience. X, p. 332, n. 281-284.
- Les aveux faits dans un interrogatoire sur faits et articles ne peuvent être révoqués que pour erreur de fait. X, p. 334, n. 283.
- Des commencemens de preuve par écrit qui peuvent résulter des interrogatoires sur faits et articles, même non signés des parties. Le silence, le refus de répondre ou de se présenter, les réponses obscures, évasives ou artificieuses, peuvent former un commencement de preuve par écrit. IX, p. 197, n. 116-118.

INTERSIGNE.

- Des intersignes d'une servitude. III, p. 463, n. 621, et *ibid.*, p. 442, n. 709.
- Voy. *Servitude*.

INTERVENTION.

- Lors de l'instance en séparation de biens, les créanciers du mari ont la faculté d'intervenir. XIII, p. 104, n. 70.
- Ils peuvent se faire communiquer la demande et les pièces produites à l'appui. XIII, p. 104, n. 71.
- De la subrogation établie en faveur de celui qui paie une lettre de change par intervention, lors du protêt. VII, p. 203, n. 137.

INUTILE.

- Des choses inutiles. Des promesses de choses inutiles. VI, p. 143, n. 146-156.

INVASION.

- De la perte de la propriété, par l'invasion des ennemis. III, p. 253, n. 371.

INVENTAIRE.

- Ce que c'est que l'inventaire. IV, p. 376, n. 562.
- La relation dans un procès-verbal d'inventaire, de titres trouvés lors d'un inventaire, n'en prouve ni l'existence ni la réalité; il faut les représenter. VIII, p. 250, n. 133.
- De l'inventaire, premier devoir du tuteur: ce qu'il doit contenir. Déclaration que le notaire doit faire faire au tuteur. Suites du défaut d'inventaire pour le tuteur et le subrogé-tuteur. II, p. 364, n. 1189-1197.

- Le testateur peut-il dispenser le tuteur de l'inventaire? II, p. 363, n. 1198.
- Le serment *in litem* peut être ordonné contre le tuteur qui n'a pas fait inventaire des biens du mineur. X, p. 463, n. 442.
- La femme tutrice de son mari interdit est obligée de faire inventaire. II, p. 463, n. 1545.
- Le mari de la femme interdite doit faire inventaire des meubles exclus de la communauté. II, p. 464, n. 1531.
- Les pères et mères qui négligent de faire inventaire sont privés de l'usufruit légal. II, p. 296, n. 1063.
- Dans quelle forme doit avoir lieu l'inventaire des meubles prescrit à l'usufruitier. III, p. 277, n. 419.
- Le testateur peut-il en dispenser? III, p. 278, n. 420.
- De l'acceptation d'une succession sous bénéfice d'inventaire, de ses effets et des obligations de l'héritier bénéficiaire. IV, p. 367, n. 332-393.

Voy. *Bénéfice d'inventaire*.

- Le défaut d'inventaire est-il une fin de non recevoir contre la demande de réduction des donations ou legs? V, p. 171, n. 164.
- L'héritier du sang, quelque testament qu'on lui oppose, peut toujours requérir l'inventaire. V, p. 480, n. 304.
- De l'inventaire prescrit dans le cas de substitution. A la requête de qui il doit être fait. V, p. 695, n. 781 et suiv.

Voy. *Substitution*.

- Conséquences du défaut d'inventaire, dans le cas d'une succession mobilière acceptée par la femme mariée, avec autorisation de justice. XII, p. 411, n. 279.
- Obligation pour le mari de faire inventaire d'une succession partie mobilière et partie immobilière, échue à l'un des époux pendant le mariage. XII, p. 421, n. 284.
- Conséquences pour le mari du défaut d'inventaire dans ce cas. XII, p. 422, n. 289.
- L'obligation pour le survivant des conjoints de faire inventaire de la communauté, lors de sa dissolution, n'a lieu que dans le cas où il existe des enfans mineurs de l'époux prédécédé. XIII, p. 13, n. 8.
- Le défaut d'inventaire dans ce cas fait perdre à l'époux survivant l'usufruit légal que lui accorde l'art. 384. XIII, p. 14, n. 6.
- A quels biens s'étend cette privation d'usufruit. XIII, p. 18, n. 7 et suiv.

Voy. *Usufruit légal*.

- En cas de défaut d'inventaire, le subrogé-tuteur est solidairement tenu avec le tuteur des condamnations qui peuvent

être prononcées au profit des mineurs. XIII, p. 24, n. 12.

— L'inventaire prescrit par l'art. 1442 du Code civil doit être régulier et fait contradictoirement avec le subrogé-tuteur ou avec son mandataire spécial. XIII, p. 28, n. 13.

— Il doit être fait en présence de deux notaires, ou d'un notaire assisté de deux témoins. *Ibid.*, p. 29, n. 14.

— Un inventaire fait de bonne foi, bien qu'irrégulier dans la forme, pourrait empêcher de recourir à la preuve de la commune renommée. XIII, p. 31, n. 14.

— L'inventaire régulier dans la forme, qui contiendrait des infidélités ou des omissions sans excuses admissibles, équivaldrait à l'absence d'inventaire. XIII, p. 32, n. 15.

— Dans quel délai doit être fait et clos l'inventaire prescrit à l'époux survivant. XIII, p. 35, n. 16.

— Une prorogation de délai peut être demandée, mais en justice seulement. *Ibid.*

— Le droit d'usufruit légal qu'établit l'art. 384, une fois perdu, faute d'inventaire dans le délai prescrit, ne peut plus se recouvrer par un inventaire tardif. XIII, p. 38, n. 17.

— Pour conserver le droit de renoncer à la communauté, la femme doit faire un inventaire. XIII, p. 198, n. 134.

— Dans quelle forme il doit être fait. *Ibid.*

— La faculté de renoncer est perdue pour la femme, si elle n'a point fait inventaire dans le délai de trois mois depuis la dissolution. XIII, p. 200, n. 137.

— Si elle meurt avant l'expiration du délai, il en est accordé un nouveau à ses héritiers. XIII, p. 201, n. 139.

— Si un inventaire ou état authentique de de l'apport respectif des époux séparés de dettes n'a pas eu lieu, les créanciers de l'un d'eux peuvent poursuivre leur paiement sur tout le mobilier qu'ils trouvent dans la communauté. XIII, p. 488, n. 386.

— La preuve de la consistance des biens apportés en dot par la femme mariée avec la clause d'exclusion de la communauté, se fait au moyen de l'inventaire qu'en doit faire dresser le mari. XIV, p. 29, n. 25.

— Quelles sont, pour le mari, les conséquences du défaut d'inventaire. XIV, p. 30, n. 26.

— Le mari doit seul supporter les frais de l'inventaire des meubles dotaux, que la loi l'oblige de faire rapporter. XIV, p. 398, n. 335.

INVENTION.

— Du droit d'invention et des épaves. IV, p. 56, n. 50.

Voy. *Épaves*.

IRRÉVOCABILITÉ.

— De l'irrévocabilité des donations. V, p. 227, n. 218 et suiv.

Voy. *Donation (entre vifs)*.

IVRESSE.

— De l'effet que produisent les engagements contractés pendant l'ivresse. VI, p. 113, n. 112.

JET.

— Du droit des inventeurs sur les objets tirés de la mer, trouvés sur les flots ou poussés à la côte par suite de jet. IV, p. 45, n. 41—43.

— Obligation résultant du cas fortuit qui oblige de jeter à la mer une partie de la cargaison, pour sauver le navire, ou de payer une somme pour le racheter. XI, p. 461, n. 329.

— De la défense de rien jeter de nuisible, soit sur l'héritage d'autrui, soit sur la voie publique, et de la responsabilité qui en résulte. XI, p. 203, n. 146 et suiv.

Voy. *Responsabilité civile, sect. 1*.

JEU.

— Des dettes de jeu; de l'obligation qu'elles produisent. Distinction entre les diverses espèces de jeux. VI, p. 413, n. 381, 382.

— Si l'on peut être admis à prouver contre la présomption sur laquelle la loi se fonde pour dénier toute action en paiement des dettes de jeu. X, p. 66, n. 85.

JOUISSANCE.

— Des modifications de la propriété relatives à la jouissance. III, p. 207, n. 326 et suiv.

— Tout usage de la propriété qui cause un dommage réel à autrui est défendu. III, p. 207, n. 327.

— Il n'en est pas ainsi de celui qui ne cause que de l'incommodité, pourvu qu'il n'y ait pas envie de nuire. III, p. 207, n. 328.

— Du dommage causé par les fouilles, fours, cheminées, etc. III; p. 208, n. 329.

— Obligations légales qui modifient le droit de jouir. III, p. 209, n. 330.

— Règles quant aux distances à garder pour certains ouvrages, afin de prévenir les dommages qui peuvent en résulter pour autrui. III, p. 209, n. 331.

— Malgré ces distances, celui qui a fait les ouvrages répond des dommages. III, p. 210, n. 332.

— Différentes dispositions du Code qui modifient le droit de jouir. III, p. 210, n. 333.

— Défense de rien faire passer sur le voisin qui puisse l'incommoder, comme fumée, etc. III, p. 211, n. 334.

— Dommage causé par les lapins. III, p. 211, n. 335.

Voy. *Lapins*.

- On peut priver le voisin d'une commodité. III, p. 212, n. 536.
- De l'extinction totale ou partielle de l'usufruit par l'abus que l'usufruitier fait de sa jouissance. Comment les créanciers de l'usufruitier peuvent empêcher cette extinction. III, p. 225, n. 465-469.

JOUR.

- Si le jour certain forme un terme ou une condition, tant dans les contrats que dans les testaments. VI, p. 212, n. 477-479.

JOUR (vue).

- De la servitude de jour. III, p. 580, n. 818-836.
- Des jours morts; comment ils doivent être disposés. III, p. 585, n. 825 et suiv. Voy. *Vue*.

JOUR FÉRIÉ.

- Le terme *ad quem* doit-il être compté dans le détail, s'il tombe un jour férié? XIII, p. 88, n. 85.

JOURNAL.

- Comment il est justifié de l'insertion au journal de l'extrait de la demande en séparation de biens. XIII, p. 73, n. 47.
- De la liberté des journaux. Voy. *Liberté de la presse*.

JUDICIAIRE (Pouvoir).

Voy. *Pouvoir*.

JUDICIAIRE (Conseil).

Voy. *Conseil judiciaires*.

JUGE.

- Les juges n'ont que des pouvoirs délégués par le roi. I, p. 97, n. 125-129, et 132-134.
- Mais leur inamovibilité les rend indépendants. *Ibid.*, et n. 130.
- Les juges de paix sont maintenus par la Charte. Leurs fonctions. I, p. 97, n. 124.

Voy. *Pouvoir*.

- Les juges inamovibles ne peuvent être considérés comme agents du gouvernement; ils peuvent être poursuivis par action civile sans autorisation du conseil d'Etat. XI, p. 251, n. 185.
- Dans quels cas ils peuvent être soumis à la responsabilité civile, comment ils doivent être actionnés à cet égard: jusqu'où s'étend leur responsabilité. XI, p. 254, n. 184 et suiv.

Voy. *Prise à partie*.

- Les juges et autres membres des tribunaux ne peuvent être adjudicataires des biens vendus au tribunal où ils siègent. II, p. 592, n. 4250.
- Double examen obligatoire pour le juge, afin qu'il puisse apprécier le résultat d'une preuve. VIII, p. 80, n. 58.

- S'il doit, pour reconnaître l'existence d'un fait mis en question devant lui, consulter la connaissance personnelle qu'il en a, plutôt que le résultat des preuves acquises dans le cours de la procédure. VIII, p. 82, n. 59.

- S'il doit suppléer les moyens de droit que les parties auraient omis ou négligés. VIII, p. 83, n. 59.

- S'il peut être assimilé au juré, auquel la loi ne demande aucun compte des motifs de son opinion. *Ibid.*

JUGE DE PAIX.

- Les juges de paix sont maintenus par la Charte; leurs fonctions. I, p. 97, n. 124.
- Le juge de paix peut-il voter pour la destitution d'un tuteur? II, p. 333, n. 1158.
- Ce qu'il doit faire quand il trouve un testament. V, p. 835, n. 878.

JUGEMENT.

- En quoi le jugement diffère de la loi. I, p. 17, n. 19.

- Quelles sont les conditions ou formalités constitutives des jugements. Comment ils doivent être rédigés. X, p. 184, n. 155, 154.

- Un jugement n'est point nul pour omission d'une formalité, si elle n'a point été prescrite sous peine de nullité. Quelles sont les nullités qu'on peut aujourd'hui invoquer contre un jugement. X, p. 188, n. 156, 156.

- La loi du 20 avril 1810 ne force plus les juges, comme celle du 24 août 1790, à se poser séparément les questions de fait et celles de droit. Danger de voter sur ces questions d'une manière complexe. Les législateurs de Genève ont senti ce danger; comment ils l'ont prévenu. X, p. 191, n. 157-159.

- Les juges peuvent et doivent même continuer de suivre la loi du 24 août 1790 sur la position des questions de fait et de droit, et voter séparément sur chacune. X, p. 198, n. 140.

- Vice du Code de procédure, qui prescrit de rédiger le jugement sur des qualités signifiées entre parties, après que le jugement a été rendu. Les législateurs de Genève ont corrigé ce vice. Vœu pour que nous ayons la sagesse de les imiter. X, p. 196, n. 141, 142.

- Régulièrement, le serment supplétif doit être déferé par un interlocutoire; mais le jugement rendu sous la condition d'un serment à prêter n'est pas nul. X, p. 856, n. 422.

- De l'influence des jugements rendus au civil, sur les jugements à rendre au criminel, et vice versa. VIII, p. 83, n. 59-57.

Voy. *Chose jugée*.

- Le jugement rendu au civil n'a point la force de chose jugée relativement au jugement à rendre au criminel sur l'action publique. X, p. 547, n. 244.
- Réfutation de la doctrine de M. Merlin, qui pense que le jugement rendu au criminel sur la poursuite du ministère public, préjuge le sort de l'action portée devant un tribunal civil par une partie civile. Cette doctrine est fautive, même dans le cas où il y a connexité entre le fait sur lequel a porté le jugement criminel et celui sur lequel doit porter l'action civile. X, p. 542, n. 240—259.
- Quels jugemens ont l'autorité de la chose jugée. X, p. 149, n. 94 et suiv.

Voy. Chose jugée.

- Différence entre les jugemens nuls et les jugemens iniques. A la différence du droit romain, où les jugemens nuls l'étaient de plein droit, sans recours à l'appel, les voies de nullité contre les jugemens n'ont lieu en France. La nullité du jugement n'empêche point de courir le délai d'appel, qui n'est point une prescription, et auquel on ne peut appliquer l'art. 2267 du Code. X, p. 162, n. 111-114.
- Les nullités dans les jugemens peuvent-elles être prononcées par les juges qui les ont rendus? Première distinction entre les jugemens interlocutoires et les jugemens définitifs. X, p. 166, n. 115-118.
- Seconde distinction entre les jugemens contradictoires et les jugemens par défaut. Ceux-ci peuvent être réformés par les juges qui les ont rendus; les jugemens définitifs ne peuvent l'être, pas même ceux qui, rendus faute de preuves ou de production de pièces, étaient autrefois appelés *comminatoires*. X, p. 168, n. 119-121.
- Ancienneté de la jurisprudence française qui défend aux juges de réformer les jugemens qu'ils ont rendus. Arrêt de la cour de cassation sur ce point. X, p. 177, n. 128.
- Peuvent-ils réformer les jugemens arrêtés, mais non signés ni mis au greffe? Distinction entre les jugemens prononcés à l'audience et les jugemens non encore prononcés. *Quid* s'ils s'étaient glissés des erreurs dans la rédaction? X, p. 180, n. 129-132.
- Fausse doctrine des comminatoires, repoussée par d'Aguesseau, consacrée par le parlement de Bretagne, rejetée par la cour de cassation et en définitive par la cour de Rennes, après variation. X, p. 170, n. 122-125.
- Celui qui a recouvré la quittance d'une somme qu'il est condamné à payer peut néanmoins, sans nuire à l'autorité de la

chose jugée, faire valoir cette quittance par exception ou par compensation, ou répéter ce qu'en exécutant le jugement il aurait payé une seconde fois, pourvu que l'exception de paiement ou de compensation n'ait pas été jugée et rejetée. X, p. 176, n. 126, 127.

- Les jugemens rendus pour ou contre les communes non autorisées sont nuls, de nullité absolue. III, p. 58, n. 85.
- Le jugement qui prononce la séparation de biens est de nul effet, s'il n'a point été commencé de poursuites pour son exécution dans la quinzaine qui en a suivi la prononciation. XIII, p. 107, n. 73, 74.
- Cette nullité peut-elle être opposée par le mari? XIII, p. 110, n. 76.
- Les effets du jugement qui prononce la séparation de biens remontent au jour de la demande. XIII, p. 184, n. 98 et suiv.

Voy. Séparation de biens.

JURISDICTION.

- Ce que c'est que la juridiction; quand on peut la proroger. I, p. 88, n. 103.
- Il y a deux degrés de juridiction. I, p. 98, n. 125.

JURISPRUDENCE.

- Définition de la jurisprudence. I, p. 2, n. 1.
- Objet de la jurisprudence. I, p. 6, n. 7.
- Résumé de toute la jurisprudence. I, p. 86, n. 100.
- Division des objets de la jurisprudence. I, p. 132, n. 166.

JURY.

- De l'influence de la déclaration du jury sur la demande portée par action civile, soit devant la cour d'assises, soit devant un tribunal civil ou de commerce. VIII, p. 58, n. 30-37.

Voy. Chose jugée.

JUSTICE.

- Définition de la justice. I, p. 8, n. 8.
- Division de la justice. *Ibid.*, n. 6 et 7.
- Toute justice émane du roi; ce que signifie cette maxime. I, p. 96, n. 123, 129, et 132-134.
- Comment se rend la justice en France. *Ibid.*, et numéros suiv.

Voy. Pouvoir.

LAC.

- Des alluvions dans les lacs. III, p. 108, n. 155.

LACÉRATION.

- De la révocation d'un testament par la lacération de l'acte. V, p. 610, n. 686 et suiv.

LACUNE.

- Défense aux notaires de laisser des lacunes.

mes dans leurs actes. VIII, p. 462, n. 106 et suiv.

Voy. *Acte authentique*.

LANGUE ÉTRANGÈRE.

— De la validité des actes écrits dans une langue étrangère.

Voy. *Langue française*.

LANGUE FRANÇAISE.

— Ceux qui n'entendent pas la langue française peuvent-ils être témoins dans un testament? V, p. 366, n. 393.

— Le testament qui doit être écrit en langue française peut être dicté dans une autre langue. V, p. 388, n. 419.

— De l'obligation d'écrire en français les actes publics. Sous quelle peine. V, p. 443, n. 484-489.

— Le testament olographe, écrit dans la langue du testateur, est valide. V, p. 447, n. 460.

— Les actes notariés doivent être écrits en français; mais il peut y être ajouté une traduction en marge. VIII, p. 484, n. 98.

— *Quid* si le notaire ne sait pas la langue du contractant? VIII, p. 486, n. 99.

— Les actes sous seings privés peuvent être écrits dans une autre langue que la langue française. VIII, p. 487, n. 100.

— Les actes notariés, écrits dans une langue étrangère, sont nuls comme authentiques. VIII, p. 488, n. 101.

— Ils peuvent valoir comme actes sous seings privés. VIII, p. 489, n. 102, 103.

LAPIN.

— Quand les lapins sont immeubles. III, p. 10, n. 13.

— De la propriété des lapins. III, p. 100, n. 146.

— Indemnités dues pour dommage causé par les lapins de garennes. III, p. 211, n. 338.

— De la responsabilité à laquelle donne lieu le préjudice causé à autrui par les lapins que l'on conserve sur ses terres. Les seigneurs, dans l'ancien droit, n'étaient responsables de ce préjudice que parce qu'ils avaient le droit exclusif de chasse. XI, p. 411, n. 304.

— L'abolition de ce privilège a anéanti la responsabilité des propriétaires de bois dans lesquels il existe des lapins. XI, p. 414, n. 305.

— La responsabilité n'a plus lieu contre le propriétaire du bois où séjournent les lapins qui causent le dommage, que lorsqu'ils s'y sont fixés et multipliés par son fait. XI, p. 418, n. 306-309.

— Si le propriétaire d'un bois a la propriété des lapins qui s'y trouvent. Distinction entre les lapins de garenne et les autres. XI, p. 421, n. 310.

— Ce que c'est qu'une garenne. Il existe deux espèces de garennes, les fermées et les ouvertes. C'est la destination d'un terrain pour y entretenir des lapins qui constitue la garenne. XI, p. 422, n. 311, 312.

— Le propriétaire d'une garenne peut revendiquer les lapins qui y ont été pris ou tués. Secus des lapins pris ou tués dans ses bois ou domaines; ils ne lui appartiennent pas. XI, p. 424, n. 313, 314.

— Le propriétaire d'une garenne répond du dommage causé par les lapins qui l'habitent. XI, p. 425, n. 315.

LATIN.

— A quelle époque les actes ont cessé d'être écrits en latin. V, p. 445, n. 484, et VIII, p. 484, n. 98.

LARMIER.

— Des larmiers considérés comme marques de non-mitoyen neté. III, p. 150, n. 189, 190.

LECTURE.

— De la lecture du testament notarié au testateur. V, p. 396, n. 426-433.

Voy. *Testament notarié*.

— De la lecture du testament mystique. V, p. 462, n. 489.

— La mention de la lecture est requise, sous peine de nullité, dans les testaments. Secus dans les autres actes. VIII, p. 483, n. 97.

LÉGALISATION.

— Ce que c'est que la légalisation; quand et par qui elle doit être donnée. Quels actes y sont soumis; conséquences du défaut de légalisation. I, p. 278, n. 507, et VIII, p. 414, n. 88, 89.

LÉGATAIRE.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *Des légataires en général.*

SECT. 2. *Des légataires universels.*

SECT. 3. *Des légataires à titre universel.*

SECT. 4. *Des légataires à titre particulier.*

s ECT. 1. *Des légataires en général.*

— Des époques à considérer pour juger de la capacité des légataires. V, p. 96, n. 89-94.

— *Quid* du légataire gratifié sous condition? V, p. 99, n. 91, 94.

— Les légataires n'étant point les ayants-cause de l'héritier, les jugemens rendus contre lui ne peuvent leur être opposés. X, p. 288, n. 212.

— Les créanciers d'une succession ont une action personnelle contre le légataire, aussi bien que contre l'héritier du sang. IV, p. 824, n. 817-822.

Voy. Dette.

- Différences qui restent entre les héritiers du sang et les légataires : elles sont étrangères au paiement des dettes. IV, p. 835, n. 828.
- Le légataire est obligé de souffrir l'hypothèque, l'usufruit et les servitudes créés sur le fonds légué, mais non d'acquitter la dette hypothéquée. V, p. 807, n. 837, 838.
- Il n'est pas tenu d'acquitter les rentes perpétuelles ou foncières dues sur l'héritage légué. V, p. 809, n. 839.
- Il est obligé de demander la délivrance de son legs. Exceptions. Sous quelle peine; à qui et comment. V, p. 810, n. 840-846.

Voy. Legs.

- Les légataires, comme tous ceux qui participent à la succession du mari, doivent contribuer aux frais du deuil dû à la veuve. XIII, p. 351, n. 270.
- De quel jour les légataires ont droit aux fruits. V, p. 812, n. 848.
- De la caducité des legs; dans quel cas les légataires profitent des legs caducs. V, p. 650, n. 671-682.

Voy. Legs.

- Du droit d'accroissement en faveur des légataires. V, p. 642, n. 685-700.

Voy. Accroissement.

- Si les présomptions de survie, érigées en règles par le Code, sont applicables aux légataires. IV, p. 75, n. 78, 78 bis.
- Comment s'opère la réduction entre les légataires. V, p. 187, n. 144-161.

Voy. Réserve.**SECT. 2. Des légataires universels.**

- Ancienne différence entre les héritiers institués et les légataires. V, p. 466, n. 486.
- Dans l'ancien droit français, la loi seule faisait les héritiers. V, p. 468, n. 487-489.
- *Quid* dans les pays de Coutumes et dans les pays de droit écrit? V, p. 469, n. 490-493.
- Quelle différence existe, sous l'empire du Code, entre les héritiers proprement dits et les héritiers testamentaires ou légataires universels. V, p. 472, n. 494-504.

Voy. Legs.

- Quoique les légataires universels, en concurrence avec des héritiers collatéraux, leur soient préférés quant à la saisine, ils sont obligés de demander l'envoi en possession. V, p. 478, n. 496.
- Caractère de cet envoi en possession. Il diffère de la délivrance. Les héritiers du sang n'y sont point appelés. V, p. 478, n. 497.
- S'ils s'y opposent, qui doit avoir la pos-

session provisoire? V, p. 476, n. 496, - 502.

- Après que le légataire universel a été envoyé en possession, l'héritier du sang qui attaque son titre est chargé de la preuve. V, p. 479, n. 503.
- L'héritier du sang peut toujours faire apposer les scellés et demander l'inventaire, et pourquoi. V, p. 480, n. 504.
- Jusqu'à quel point le légataire universel est tenu des legs particuliers et des dettes de la succession. V, p. 518, n. 536, 537, et IV, p. 517, n. 512.
- Le légataire universel peut accepter sous bénéfice d'inventaire. IV, p. 596, n. 598.
- Si le légataire universel représente le défunt. Les différences qui subsistent encore entre les héritiers du sang et les légataires universels sont étrangères au paiement des dettes et à l'action personnelle des créanciers. IV, p. 524, n. 519-525.

Voy. Dette.

- Le légataire universel peut être tenu de contribuer aux dettes au delà du prorata de son émolument. IV, p. 484, n. 482.
- Du legs universel. V, p. 482, n. 505-507.

Voy. Legs universel.**SECT. 3. Des légataires à titre universel.**

- Si les légataires à titre universel représentent la personne du défunt. Les différences qui subsistent encore entre eux et les héritiers du sang sont étrangères au paiement des dettes et à l'action personnelle des créanciers. IV, p. 524, n. 519-525.

Voy. Dette.

- Comment les légataires à titre universel contribuent au paiement des legs particuliers et des dettes de la succession. V, p. 525, n. 539, et IV, p. 517, n. 512.
- Le rapport n'est pas dû au légataire à titre universel. IV, p. 468, n. 468.

Voy. Rapport, Legs à titre universel.**SECT. 4. Des légataires à titre particulier.**

- A quels legs contribuent les légataires particuliers. V, p. 524, n. 560.
- Cas où les créanciers d'une succession ont une action en rapport contre les légataires qui ont reçu leurs legs. IV, p. 542, n. 556, 557.

Voy. Legs à titre particulier.**LÉGISLATEUR.**

- Qui a le droit de dicter à l'homme des lois ou des règles de conduite. I, p. 7, n. 8.

LÉGITIMATION.

- De la légitimation des enfants naturels. II, p. 246, n. 519 et suiv.

- Origine et fondement de la légitimation par mariage subséquent. II, p. 216, n. 919-922.
 - Comment elle s'opère. II, p. 218, n. 923-924.
 - Ses effets, et quels enfants participent à ses avantages. II, p. 221, n. 929-933.
- Voy. Enfants naturels.*
- La légitimation par lettres du prince est devenue inutile. II, p. 228, n. 938.

LÉGITIME.

Voy. Réserve et Portion disponible.

LÉGITIMITÉ.

- Règles d'après lesquelles s'établit la légitimité des enfants. II, p. 109, n. 787 et suiv.

Voy. Paternité.

- Les déclarations des père et mère ne peuvent compromettre la légitimité des enfants. II, p. 125, n. 815.
- Ce qu'ont de commun la contestation de légitimité et le désaveu, et en quel ils diffèrent. II, p. 138, n. 830-844.

Voy. Désaveu et Paternité.

- La contestation de légitimité est plus souvent une exception qu'une action. II, p. 140, n. 835.
- Il n'est point de délai fatal pour la former. II, p. 140, n. 834.
- La contestation de légitimité appartient à tous ceux qui ont intérêt à la former. II, p. 142, n. 836.
- La reconnaissance du mari ne peut empêcher la contestation de légitimité. II, p. 142, n. 837.
- Différence entre la filiation et la légitimité. II, p. 160, n. 846.
- Des preuves de la filiation des enfants légitimes. II, p. 149, n. 848 et suiv.

Voy. Paternité, Filiation.

- La légitimité des enfants conçus pendant le mariage ne peut dépendre de la déclaration des père et mère. II, p. 153, n. 849.
- Lorsque l'enfant a été présenté à l'officier de l'état civil par une des personnes que désigne l'art. 86, la déclaration de cette personne fait foi de la légitimité de l'enfant, contre les époux désignés par elle comme père et mère. II, p. 160, n. 860.
- Si cette personne, en indiquant pour mère une femme mariée, déclarait que le père est inconnu, sa déclaration serait divisible, et la présomption légale de paternité assurerait la légitimité de l'enfant. II, p. 161, n. 861.
- La déclaration perdrait toute sa force, si elle avait été faite par une personne sans mission légale. II, p. 164, n. 865.
- Il existe un cas où l'on pourrait contes-

ter la légitimité de l'enfant qui réunirait l'acte de mariage de ses père et mère à son acte de naissance et à une possession d'état conforme. II, p. 181, n. 882.

LEGS.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *Du legs en général.*
- SECT. 2. *Du legs universel.*
- SECT. 3. *Du legs à titre universel.*
- SECT. 4. *Du legs à titre particulier.*

SECT. 1. *Du legs en général.*

SOMMAIRE.

- ART. 1. *De la nature du legs; quelle chose on peut léguer.*
- ART. 2. *De l'effet des legs; de la délivrance; de la contribution au paiement des legs; des dettes.*
- ART. 3. *De la révocation des legs.*
- ART. 4. *De la caducité des legs.*

ART. 1. *De la nature du legs; quelle chose on peut léguer.*

- Des legs en général. V, p. 408, n. 486 et suiv.
- Ancienne différence des institutions d'héritiers et des legs. V, p. 468, n. 486.
- Dans l'ancien droit français, la loi seule faisait les héritiers. V, p. 468, n. 487-489.
- *Quid dans les pays de Coutumes et dans les pays de droit écrit?* V, p. 469, n. 490-493.
- Ce qu'on peut léguer en général. V, p. 488, n. 508.
- Le legs de la chose d'autrui est nul. V, p. 488, n. 513.
- Il n'en est pas ainsi des choses indéterminées qui ne se trouvent pas dans la succession. V, p. 489, n. 516.
- Du legs d'une chose appartenant à autrui. V, p. 489, n. 517.
- Du legs de fait. V, p. 491, n. 518.
- Du legs par lequel l'héritier est chargé de vendre ou d'acheter. V, p. 492, n. 519.
- Les legs purs et simples que renferme un testament entaché de substitution ne sont pas nuls. V, p. 14, n. 14.

ART. 2. *De l'effet des legs; de la délivrance; de la contribution au paiement des legs; des dettes.*

- La propriété est transférée par l'effet du legs, dès l'instant de la mort du testateur, mais non la saisine ou droit de possession; hors un seul cas. V, p. 495, n. 520.

- A quelle époque apprécier la capacité du légataire. V, p. 96, n. 89-94.
- *Quid* du légataire gratifié sous condition ? V, p. 99, n. 91-94.
- Quelle action le legs confère au légataire. V, p. 497, n. 821, 822.
- D'où naît l'action personnelle ou action en délivrance. V, p. 498, n. 823.
- Quel en est l'objet. V, p. 498, n. 824.
- Le legs mis à la charge de deux héritiers réunis dans le testament par une disjonctive les constitue débiteurs solidaires. VI, p. 739, n. 707.
- Comment doit être acquitté par l'héritier le legs d'une partie des biens. VII, p. 98, n. 74.
- Le débiteur du legs ne peut s'acquitter qu'en donnant la chose même qui a été léguée. V, p. 499, n. 828, 828.
- Si le legs est d'une chose indéterminée, le choix appartient au débiteur, qui ne peut donner la plus mauvaise. V, p. 800, n. 827.
- Le choix appartient au légataire, quand il paraît que telle a été la volonté du testateur. V, p. 801, n. 828.
- Mais il ne doit pas choisir la plus précieuse. V, p. 802, n. 829.
- La chose léguée doit être délivrée avec ses accessoires; quels ils sont. V, p. 804, n. 831.
- Le legs fait au créancier ou au domestique n'est pas censé fait en compensation. V, p. 804, n. 832.
- *Quid* du legs fait à une fille avant de la doter par son contrat de mariage ? V, p. 804, n. 833.
- Des augmentations survenues à la chose léguée depuis le testament. V, p. 806, n. 834.
- Des acquisitions y annexées. V, p. 806, n. 835.
- Des détériorations survenues à la chose léguée. V, p. 807, n. 836.
- Le légataire est obligé de souffrir l'hypothèque créée sur le fonds légué, ainsi que l'usufruit et les servitudes. V, p. 807, n. 837.
- Mais non d'acquitter la dette hypothéquée. V, p. 808, n. 838.
- Il n'est pas tenu d'acquitter les rentes perpétuelles ou foncières dues sur l'héritage légué. V, p. 809, n. 839.
- Le légataire est obligé à demander la délivrance, sans pouvoir en être dispensé par le testateur. V, p. 810, n. 840.
- Il en est dispensé si la chose léguée se trouvait en sa possession. V, p. 811, n. 841.
- Ou s'il s'agit d'un legs mobilier fait à l'exécuteur testamentaire avant la saisine. V, p. 811, n. 842.
- *Quid* de l'héritier légataire par préciput ? V, p. 811, n. 843.
- Le légataire qui n'aurait pas demandé la délivrance est obligé au rapport des fruits et intérêts. V, p. 814, n. 844.
- De quel jour les légataires ont droit aux fruits. V, p. 812, n. 845.
- L'héritier ne peut, avant la délivrance, vendre les choses léguées. V, p. 813, n. 846.
- Où doit être portée la demande en délivrance. V, p. 814, n. 847.
- Où la délivrance doit être faite. V, p. 814, n. 848.
- *Quid* si le légataire est évincé après la délivrance ? V, p. 814, n. 849.
- A qui doit être faite la demande en délivrance. V, p. 814, n. 850-854.
- L'action en délivrance n'est pas solidaire, à moins que le testateur ne l'ait ordonné. V, p. 817, n. 855.
- Les débiteurs de legs en sont-ils tenus au delà de ce qu'ils recueillent ? V, p. 818, n. 856.
- Qui doit les legs, dans le cas de concours entre un légataire universel et un légitimaire. V, p. 820, n. 857.
- Si les biens sont insuffisants, quels legs doivent être acquittés de préférence. V, p. 821, n. 858.
- Les héritiers naturels et les légataires à titre universel contribuent suivant leur émolument. Exception. V, p. 825, n. 859.
- A quels legs contribuent les légataires particuliers. V, p. 824, n. 860.
- Des frais de la demande en délivrance, et de ceux de l'enregistrement des legs. V, p. 824, n. 862, 863.
- Comment doit être introduite l'action en délivrance. V, p. 825, n. 864.
- Différence entre la délivrance et l'envoi en possession. V, p. 828, n. 865.
- Si les testaments emportent exécution parée. V, p. 828, n. 866.
- De l'action hypothécaire qui compete aux légataires. V, p. 827, n. 867.
- L'hypothèque ne s'étend qu'aux biens échus au débiteur du legs. V, p. 828, n. 868.
- Comment les légataires peuvent conserver leurs hypothèques. V, p. 828, n. 869.
- Privilèges sur les meubles, en demandant la séparation des patrimoines. V, p. 829, n. 870.
- Les légataires n'ont d'hypothèque que sur les biens de la succession, et non sur ceux de l'héritier. V, p. 830, n. 871.
- De l'action réelle qui appartient au légataire contre le tiers possesseur. V, p. 830, n. 872.
- Le légataire ne peut, avant la demande en délivrance, exercer contre un tiers l'action possessoire. V, p. 830, n. 873.
- Il doit mettre l'héritier en cause, s'il forme contre un tiers l'action en revendication. V, p. 831, n. 874.

— De l'exécution des testaments et des exécuteurs testamentaires. V, p. 535, n. 578, et suiv.

Voy. *Exécuteurs testamentaires*.

— De la réduction des legs ; comment elle s'opère. V, p. 487, n. 144-161.

Voy. *Réserves*.

ART. 3. De la révocation des legs.

— De la révocation des legs. V, p. 535, n. 607 et suiv.

— De la révocation par le fait du testateur. V, p. 554, n. 608-614.

— De la révocation expresse. V, p. 558, n. 615-637.

— De la révocation tacite et de la révocation partielle. V, p. 595, n. 638-655.

— De la révocation par la rature, par la laceration de l'acte ou par la rupture des sceaux. V, p. 609, n. 656-667.

— De la révocation des legs par la disposition de la loi. V, p. 628, n. 668-670.

— Voy. *Testament*.

— Le silence gardé sur les précédents legs ne les annule pas. V, p. 596, n. 640.

— Le legs d'une partie de ce qu'on avait légué emporte révocation du surplus. V, p. 597, n. 641.

— Le legs des intérêts révoque celui du capital. V, p. 597, n. 642.

— Le legs d'une espèce révoque celui d'une autre espèce. V, p. 597, n. 643.

— De la translation du legs. V, p. 598, n. 644.

— Du legs d'une chose déjà léguée à une autre personne ou à plusieurs. V, p. 598, n. 645.

— De l'institution d'un héritier, sans révocation expresse de l'institution précédente. V, p. 599, n. 646.

— Pour opérer la translation, il faut que la personne à qui le legs a été ôté soit la même que celle à qui il était donné. V, p. 600, n. 647.

— L'aliénation, même nulle, de la chose léguée emporte la révocation. V, p. 600, n. 648-655.

— La création d'une hypothèque sur l'objet légué ne révoque pas le legs. V, p. 602, n. 652.

— La cessation de la cause finale, ou motif déterminant, fait présumer la révocation du legs. V, p. 605, n. 654.

— Quand l'inimitié la fait présumer. V, p. 608, n. 655.

ART. 4. De la caducité des legs.

— De la caducité des legs ; ce qu'on entend par caducité, et quand elle a lieu. V, p. 650, n. 671.

— Point de caducité par le prédécès du légataire, si le legs est fait au légataire ou à ses héritiers. V, p. 651, n. 672.

— De la caducité des legs faits sous condition. V, p. 652, n. 673-675.

La question de savoir s'il y a terme ou condition est abandonnée à la prudence des juges. V, p. 653, n. 676.

— Quand et comment a lieu la résolution du legs, par l'accomplissement de la condition résolutoire. Si la résolution *modo non impleto* produit son effet contre les tiers, encore bien qu'elle ne soit pas exprimée dans le testament. VI, p. 612, n. 582-583.

Voy. *Condition*.

— Quand doivent s'accomplir les conditions sous lesquelles ont lieu les attributions de legs, lorsqu'il n'y a point ou de terme fixé. Distinction entre les conditions potestatives, casuelles et mixtes. Effets de l'accomplissement même partiel de ces conditions. VI, p. 663, n. 629-649.

Voy. *Condition*.

— Si le testateur remplissait lui-même la condition potestative qu'il a imposée au légataire, le legs deviendrait caduc. VI, p. 672, n. 648.

— La cessation ou la fausseté du motif qui a déterminé un legs peut être prouvée par témoins. IX, p. 551, n. 225.

— Ceux qui auraient acquitté le legs, le recueillent s'il devient caduc. Application. V, p. 657, n. 677-682.

— Du droit d'accroissement. V, p. 642, n. 683-700.

Voy. *Accroissement*.

SECT. 2. Du legs universel.

— Dans les principes du Code, les légataires universels ou héritiers institués diffèrent des héritiers directs avant la délivrance des legs ; mais ils ne diffèrent pas des héritiers collatéraux, auxquels ils sont même préférés, puisqu'ils ont la saisine. V, p. 472, n. 494, 495.

— Ils doivent néanmoins demander l'envoi en possession. V, p. 476, n. 496.

— Caractère de cet envoi en possession. V, p. 478, n. 497.

— Si les héritiers du sang s'y opposent, qui doit avoir la possession provisoire ? V, p. 476, n. 498-502.

— Après l'envoi en possession du légataire universel, l'héritier du sang qui attaque son titre est chargé de la preuve. V, p. 479, n. 503.

— Quelque testament qu'on lui oppose, l'héritier du sang peut toujours requérir les scellés et l'inventaire. V, p. 480, n. 504.

— Si le testament commence par un legs à titre universel, le don du surplus des biens n'est pas un legs universel. V, p. 487, n. 512.

— *Sicûs* si, après un legs particulier, le

testateur donne le surplus de ses biens. V, p. 487, n. 815.

- L'héritier à réserve a le droit de désigner au légataire universel la lotie à laquelle il est obligé de se réduire. V, p. 802, n. 830.

SECT. 3. Du legs à titre universel.

- Ce qui constitue un legs à titre universel. V, p. 486, n. 809.
- Il peut exister un legs universel et un ou plusieurs legs à titre universel. V, p. 486, n. 811.
- Si le testament commence par un legs à titre universel, le don du surplus des biens n'est pas universel. V, p. 487, n. 812.
- L'héritier a le droit de désigner la lotie qu'il veut donner au légataire à titre universel. V, p. 802, n. 830.

SECT. 4. Du legs à titre particulier.

- Ce qui constitue un legs à titre particulier. V, p. 488, n. 810.
- Ce que peuvent comprendre les legs particuliers. V, p. 487, n. 814.
- Cas où les créanciers d'une succession ont une action en rapport contre les légataires particuliers qui ont reçu leurs legs. IV, p. 842, n. 836, 837.

Voy. *Dette*.

LÉSION.

- Ce qu'on entend par lésion, quand elle donne lieu à la résolution du contrat. VI, p. 96, n. 98.
- De la lésion en matière de partage. IV, p. 867, n. 870, 871, et *Ibid.*, p. 878, n. 886.
- Les partages que les ascendans font par donations ou par testaments entre leurs descendans peuvent être rescindés pour lésion. V, p. 722, n. 803, 804.
- La rescision pour lésion de plus du quart est applicable aux partages de communauté. XIII, p. 285, n. 209.
- L'action en rescision pour lésion dans l'estimation d'un immeuble constitué en dot n'est pas admise sous l'empire du Code. XIV, p. 158, n. 129.
- L'action en rescision n'est point admise si la lésion n'est pas prouvée. VII, p. 620, n. 827.
- Si les formes prescrites pour la validité des actes qui intéressent les mineurs ont été observées, ces actes ne peuvent être rescindés que pour lésion. VII, p. 608, n. 875.
- Les majeurs ne sont restitués pour lésion que dans deux cas : la lésion de plus du quart dans les partages, et celle de plus des sept douzièmes dans les ventes. VII, p. 687, n. 874.
- Dans quels cas les mineurs émancipés

sont restituables pour lésion. VII, p. 687, n. 878, 876.

- Quelle lésion suffit pour que le mineur puisse obtenir la rescision. VII, p. 688, n. 877, 878.
- Quand l'engagement est nul dans la forme, il n'est pas besoin de prouver la lésion. VII, p. 689, n. 879.
- Ce que doit rendre le mineur ou la femme mariée qui fait prononcer la rescision pour lésion. VII, p. 690, n. 880, 881.
- Si l'acte est seulement sujet à rescision, le mineur doit d'abord prouver la minorité, puis la lésion. VII, p. 691, n. 882.

LÉSION ULTRANÉDIAIRE.

- La résolution d'un contrat de vente, pour cause de lésion des sept douzièmes, anéantit les charges créées et les aliénations faites au profit des tiers acquéreurs. VII, p. 681, n. 849.

LETTRE.

- Des lettres missives, et des preuves qui en résultent. X, p. 412, n. 307.
- Comment on peut valablement contracter au moyen de lettres missives. VIII, p. 485, n. 528.

LETTRE (de cachet).

- Ce que c'était que les lettres de cachet. I, p. 185, n. 212.

LETTRE (de change).

- De la subrogation établie par la loi en faveur de celui qui paie une lettre de change par intervention lors du protêt. VII, p. 205, n. 187.
- Le principe établi par l'art. 1183 du Code civil n'est pas applicable au cas de retard dans le paiement d'une lettre de change à échéance fixée. VI, p. 280, n. 287.

LETTRE DE GRACE.

- Les lettres de grace détruisent-elles l'effet de la mort civile? I, p. 264, n. 291.

LETTRES ROYAUX.

- Usage ancien de ces lettres. Il est abrogé aujourd'hui. VII, p. 618, n. 824, 828.

LIBERTÉ.

- Du droit de liberté. Il consiste en trois points principaux. I, p. 182, n. 211.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *Liberté individuelle.*

SECT. 2. *Liberté de la presse.*

SECT. 3. *Liberté des cultes.*

SECT. 1. *Liberté individuelle.*

- De la liberté de la personne et des actions. Son importance. I, p. 182, n. 212.
- Ancien abus des lettres de cachet. I, p. 185, n. 215.
- La loi de 1791 assure la liberté indivi-

duelle. Peines prononcées par les lois subséquentes contre les atteintes portées à cette liberté. I, p. 187, n. 214.

- Dérégation à ces lois par l'art. 46 de la constitution de l'an 8. Vain remède contre l'abus des détentions dans la commission sénatoriale de la liberté individuelle. I, p. 189, n. 218.
- La nécessité d'une autorisation du conseil d'État pour poursuivre les agents du gouvernement qui portaient atteinte à la liberté individuelle, rendait illusoires les lois qui assuraient cette liberté. I, p. 191, n. 216.
- Atteinte portée à cette liberté par un décret illégal du 5 mars 1810. I, p. 192, n. 217.
- La Charte rétablit en principe la liberté individuelle. I, p. 195, n. 218.
- Bonaparte, au retour de l'île d'Elbe, maintint ce principe dans son acte additionnel aux constitutions de l'empire. I, p. 195, n. 219.
- Mais au moment de sa seconde chute, la liberté individuelle fut suspendue par la loi du 28 juin 1815. I, p. 194, n. 220.
- Elle le fut de nouveau au retour des Bourbons, par la loi du 29 octobre 1815. I, p. 194, n. 221.
- Mauvais effet de cette loi. I, p. 198, n. 222.
- Elle fut partiellement abrogée par la loi du 12 février 1817. I, p. 193, n. 223.
- Cette loi temporaire n'ayant pas été renouvelée, nous sommes aujourd'hui sous l'empire de la Charte. I, p. 196, n. 224.
- Les agents du gouvernement, coupables d'atteintes portées à la liberté individuelle, peuvent aujourd'hui être poursuivis sans autorisation du conseil d'État. I, p. 196, n. 225.
- La faute du juge qui décerne des mandats d'arrêt ou autres, contre les dispositions du Code d'instruction criminelle, est un attentat à la liberté individuelle. Elle donne lieu à la prise à partie contre lui. Abus crient que l'auteur a vu faire de ces mandats par un procureur du roi de Rennes. XI, p. 263, n. 192, 193.
- Quels dommages-intérêts doivent les juges qui succombent dans la prise à partie formée contre eux pour atteinte à la liberté individuelle. XI, n. 303, n. 227.

Voy. *Prise à partie.*

SECT. 2. *Liberté de la presse.*

- Avant la révolution, on ne pouvait imprimer ses pensées sans subir une censure préalable. I, p. 205, n. 226.
- La constitution de 1791 et celle de l'an 5, établirent en principe la liberté de la presse. I, p. 206, n. 227.
- La constitution de l'an 8 créa une com-

mission sénatoriale de la liberté de la presse, aussi inutile que la commission de la liberté individuelle. I, p. 207, n. 228.

- Bonaparte parut un moment respecter la liberté de la presse. I, p. 207, n. 229.
- Mais il l'entrava bientôt par l'établissement illégal d'une censure préalable. I, p. 209, n. 230.
- Étrange impôt établi pour payer les censeurs. I, p. 210, n. 231.
- Extension donnée à cet impôt. I, p. 211, n. 232.
- La liberté des journaux avait déjà été entravée par les lois des 19 fructidor an 8 et 9 fructidor an 6. I, p. 211, n. 235.
- Rendue libre par la loi du 14 thermidor an 7, elle fut encore enchaînée par l'arrêt du 27 nivôse an 8. I, p. 212, n. 234.
- La Charte rétablit la liberté de la presse. I, p. 215, n. 238.
- Mais la loi du 24 octobre 1814 l'entrava temporairement. I, p. 215, n. 236.
- Cette loi a été prorogée, pour les journaux seulement, jusqu'à la fin de la session de 1818. I, p. 214, n. 237.
- Importance de la liberté de la presse et surtout des journaux. I, p. 214, n. 238.
- Principes sur cette matière. I, p. 215, n. 239.

SECT. 3. *Liberté des cultes.*

- De la liberté de conscience et des cultes. C'est à la révolution que nous en sommes redevables. I, p. 216, n. 240.
- Par la révocation de l'édit de Nantes, Louis XIV détruisit le peu de liberté de conscience qui existait en France avant lui. I, p. 217, n. 241.
- Suites terribles des lois portées par ce prince contre la liberté de conscience. I, p. 218, n. 242.
- Toutes les rigueurs de ces lois furent révoquées dans la déclaration de 1724, sous Louis XV. I, p. 219, n. 245.
- Elles tombèrent peu à peu en désuétude, quant à la partie pénale seulement. I, p. 220, n. 244.
- L'édit de novembre 1787 permit le premier aux non catholiques de contracter des mariages civils. I, p. 221, n. 243.
- La liberté de conscience et des cultes fut établie par l'Assemblée constituante. I, p. 222, n. 246.
- Mais elle changea la constitution civile du clergé. Troubles qui en résultèrent. I, p. 222, n. 247.
- Bonaparte les apaisa par le concordat du 29 messidor an 9. I, p. 225, n. 248.
- Importance de la liberté de conscience et des cultes; on ne peut la contemprer. I, p. 224, n. 249.
- Les Anglais n'en jouissent pas. I, p. 226, n. 250.

LIEUX

- De la différence qui résulte pour l'ou-

LICITATION

- Ce que c'est que la licitation. (p. 111)
- Ce que c'est que la licitation des immeubles. IV, p. 417. X, p. 417. c. XII, p. 264. n. 18.
- La licitation n'est pas une forme d'acquisition que le partage. XI, p. 264. n. 18.
- La licitation nécessaire à l'effet de partage. Quand les licitations volontaires peuvent être évitées. IV, p. 417. n. 18.

Voy. Partage.

- L'acquisition pendant la licitation. L'acte de licitation. D'une portion d'immeuble dont l'un des copropriétaires est propriétaire par indivis. ne forme point un acquêt de communauté. XI, p. 264. n. 18. et suiv.
- Il y a lieu à licitation de l'immeuble total, même lorsqu'il est indivis avec des tiers, et lorsque les copropriétaires. XV, p. 257. n. 214.
- Par qui et comment la licitation peut être demandée. XIV, p. 238. X, p. 238. 244.

Voy. De et Indivisibilité.

LICITE

- La cause des obligations dont ont été libérés. Ce qu'on ne peut regarder comme licite. VI, p. 182. X, p. 182-183.

LIGNES

- Du double lien. IV, p. 181. X, p. 181.

LIGNÉ

- Des lignes de parenté. I, p. 431. X, p. 431.

Voy. Mariage.

- Des lignes de parenté directes collatérales, ascendantes, descendantes paternelles et maternelles. et de la supputation des degrés. IV, p. 164. X, p. 164-165. et ibid., p. 176. X, p. 164 bis.

Voy. Parenté.

LIMITATIF

- Règle pour connaître quand une position légale est démonstrative ou quand elle est limitative. XI, p. 462. n. 242. 308.

LIMITE

- Ce qui forme la limite entre deux propriétés bornées. III, p. 122. n. 178.

LINGES

- Ce qu'on entend, dans l'art. 1666 du Code civil, par linges et hardes. Les diamans et pierreries en font-ils partie? XIV, p. 306. X, p. 306-371.

LIQUIDATION

- Comment on procède à la liquidation d'une succession. IV, p. 420. n. 422-427.

Voy. Partage.

- Ce que c'est que la liquidation d'une succession. IV, p. 420. n. 422-427.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

- La liquidation d'une succession. XI, p. 264. n. 18.

n'ont point encore été livrés. XIII, p. 99, n. 84.

- Mais si la livraison avait eu lieu, il faudrait, pour faire annuler la vente, qu'elle prouvât la complicité de l'acheteur. XIII, p. 100, n. 63.

LIVRES DE COMMERCE.

- Exception pour les registres, livres et journaux des commerçans, au principe qu'on ne peut se créer un titre à soi-même. Quand et comment ils faisaient foi pour ou contre celui qui les avait tenus, sous l'ancienne législation française. Dispositions de la loi actuelle sur la forme que doivent avoir ces livres; combien il en doit être tenu. VIII, p. 333, n. 338-360.
- Les livres où les formalités prescrites n'ont pas été observées ne peuvent faire foi au profit de celui qui les a tenus. VIII, p. 338, n. 361.
- Du livre-journal; ce qu'il doit contenir: du copie de lettres, du livre d'inventaires; des livres auxiliaires, notamment du grand-livre; ce qu'il contient, son importance. Le journal est à proprement parler le seul livre qui fasse foi. Les articles qui y seraient omis ne pourraient être suppléés par les livres auxiliaires. VIII, p. 339, n. 362-366.
- Foi que font en justice les livres de commerce, dans le cas de contestations entre commerçans et non commerçans. Le commencement de preuve qui en résulte peut être complété par des présomptions, par le serment supplétoire ou par la preuve testimoniale. VIII, p. 343, n. 367-369.
- Les livres du commerçant font preuve en sa faveur, quand l'autre partie offre d'y ajouter foi. La représentation de ces livres peut être ordonnée d'office, elle peut être offerte par le demandeur, et requise par le défendeur non commerçant, même sans qu'il offre d'y ajouter foi. VIII, p. 351, n. 370-372, 377.
- Leur représentation ne peut être refusée, lors même que le négociant forme sa demande sur un acte authentique ou sous seing privé, pourvu que le défendeur offre d'y ajouter foi. VIII, p. 353, n. 373, 374.
- Celui qui requiert cette représentation doit préciser l'époque de l'opération qu'il veut rechercher. Seuls cas où les livres peuvent être demandés en communication, afin de les feuilleter. Différence entre la communication et la représentation des livres. VIII, p. 354, n. 375, 376.
- Conséquences du défaut de représentation du livre-journal. *Quid* du grand-li-

vre et des autres livres auxiliaires? VIII, p. 356, n. 377-379.

— Si les livres se trouvent irréguliers, celui qui en a reçu la représentation n'est pas tenu d'y ajouter foi. VIII, p. 357, n. 380.

- Si la créance du commerçant demandeur n'est pas relative au commerce, la représentation de ses livres ne peut être demandée. Mais le refus de les représenter, joint à des présomptions de fraude, peut autoriser les juges à rejeter la demande. VIII, p. 357, n. 381, 383.

— De la preuve que peuvent faire entre commerçans leurs livres de commerce. Il n'en résulte de preuve que pour les faits de commerce, et lorsqu'ils sont régulièrement tenus. *Quid* si les livres des commerçans en procès ne s'accordent point entre eux? VIII, p. 363, n. 383-387.

— Le commerçant ne peut refuser de représenter ses livres, sous prétexte qu'ils sont irréguliers. Si l'autre partie en veut tirer avantage, elle ne peut les diviser. Les commerçans ne sont tenus de conserver leurs livres que pendant dix ans. VIII, p. 368, n. 388, 389.

— Si les livres de commerce font foi en faveur des tiers, notamment les livres des agens de change et courtiers. VIII, p. 369, n. 390-397.

Voy. *Agens de change*.

— Les livres d'un commerçant ou banquier ne suffisent pas pour prouver un paiement par son entremise. VIII, p. 377, n. 398.

— Les livres des marchands peuvent, lorsqu'ils ne font point une preuve complète, former un commencement de preuve par écrit; ils donnent lieu à la délation du serment supplétoire. IX, p. 408, n. 70.

— Les livres des commerçans suffisent pour autoriser à leur déférer le serment supplétoire; et il suffit que ces livres ne soient pas représentés, pour que le juge puisse déférer le serment à leurs adversaires. *Seuls* des livres tenus par un particulier non commerçant. X, p. 413, n. 417.

LOCATAIRES.

— De la responsabilité à laquelle les locataires sont tenus dans le cas d'incendie de la maison qu'ils habitent. XI, p. 419, n. 461 et suiv.

Voy. *Incendie*.

LODS ET VENTES.

— Quand, dans l'ancienne jurisprudence, il y avait lieu à la perception ou à la restitution des droits de lods et ventes, soit pour des actes dont la résolution était

consulte prononcée ou consentie, soit pour la résolution de ces actes. VII, p. 626, n. 331-333.

LOI.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *Nature de la loi ; comment elle se forme en France.*

SECT. 2. *De la promulgation de la loi.*

SECT. 3. *Des effets de la loi.*

SECT. 1. *Nature de la loi, comment elle se forme en France.*

- Définition de la loi. I, p. 2, n. 2.
- Obscurité de la définition de Montesquieu. I, p. 3, n. 3.
- Pourquoi la loi est appelée *règle d'action*. I, p. 3, n. 4.
- De la loi naturelle. I, p. 13, n. 9.
- De la loi civile. Définition. I, p. 13, n. 13 et 14.
- La loi diffère du conseil, de la convention, des règles de droit, des ordres ou commandements, et des jugemens. XIII, p. 16, n. 13-19.
- La charte a divisé le pouvoir législatif en trois pouvoirs, qui tous concourent à la formation de la loi. I, p. 41, n. 53.
- Le roi fait proposer la loi, et c'est cette prérogative qu'on nomme l'initiative. I, p. 41, n. 59.
- Les deux chambres ont la faculté de supplier le roi de proposer une loi sur quelque objet que ce soit, et d'indiquer ce qu'il leur paraît convenable que la loi contienne. I, p. 43, n. 43.
- Le roi en fait faire alors la proposition aux chambres, comme pour les lois qui émanent de son propre mouvement. I, p. 44, n. 45.
- Dans quelle forme sont présentées aux chambres les propositions de lois. I, p. 43, n. 44.
- Dans quel ordre leur sont présentées les propositions de loi sur l'impôt. I, p. 43, n. 45.
- Comment toute loi doit être discutée et votée. I, p. 46, n. 46.
- Comment les chambres énoncent leur adoption de la loi. I, p. 46, n. 47, 48.
- La proposition de la loi, après avoir été adoptée par les deux chambres, doit encore être sanctionnée par le roi pour devenir loi. I, p. 47, n. 48, 53, 55.
- Les amendemens que les chambres peuvent faire aux projets de lois rendent cette sanction nécessaire. I, p. 47, n. 50, 51.

SECT. 2. *Promulgation de la loi.*

- C'est par le commandement d'observer la loi qu'elle devient exécutoire, et par la connaissance qui en est donnée aux sujets qu'elle devient obligatoire. I, p. 53, n. 57.

— Le roi seul a droit de donner ce commandement qui rend la loi exécutoire. I, p. 53, n. 53.

— Ce commandement se nomme *promulgation* de la loi. I, p. 57, n. 59.

— Ce qu'on nomme *publication* de la loi. *Ibid.*, n. 60.

— La sanction et la promulgation de la loi étaient autrefois confondues en France. I, p. 57, n. 61.

— Ce qu'était alors la publication de la loi. p. 58, n. 62.

— La promulgation et la publication de la loi étaient alors deux choses bien différentes. I, p. 59, n. 63.

— Le décret du 9 novembre 1789 fixe le vrai sens des mots sanction et promulgation. I, p. 60, n. 64.

— Au mode de publication anciennement usité il ajouta l'affiche de la loi. I, p. 61, n. 65.

— La convention nationale, en changeant le mode de publication, confondit la promulgation avec la publication. I, p. 62, n. 66.

— La constitution de l'an 3 fit cesser cette confusion. I, p. 63, n. 67.

— Mais la loi du 12 vendémiaire an 4 établit un nouveau mode de publication, souverainement injuste. I, p. 63, n. 68.

— Cette injustice cessa par le système du Code sur la promulgation et la publication. Dispositions de la constitution de l'an 8, sous l'empire de laquelle le Code fut décrété. I, p. 64, n. 69-71.

— La présomption légale de publicité, après un certain temps écoulé depuis la promulgation, et calculé selon la distance, fait la base du système adopté par le Code. I, p. 68, n. 72.

— Justice de cette présomption. Application du système du Code au département d'Ille-et-Vilaine. I, p. 68, n. 73.

— La Charte, en maintenant le Code civil, n'a point établi de délai nécessaire entre la sanction et la promulgation ; inconvéniens qui en résultaient. I, p. 68, n. 74.

— La présomption établie par le Code n'avait plus de fondement. De la confusion entre la sanction et la promulgation. I, p. 69, n. 75.

— L'ordonnance du 27 novembre 1816 a pour but d'établir une promulgation distincte de la sanction, afin de rendre le système du Code applicable. I, p. 70, n. 76.

— Mais la présomption raisonnable adoptée par le Code cette ordonnance substitue une autre présomption contraire à la raison et à la justice ; elle a d'ailleurs le vice d'abroger le Code. I, p. 71, n. 77.

— Le gouvernement a déjà cessé le

- de ce mode de promulgation, pour les lois dont l'exécution est urgente, I, p. 74, n. 78.
- L'ordonnance du 18 janvier 1817 a même reconnu la nécessité de l'afficher pour assurer la publicité de ces sortes de lois. I, p. 74, n. 79.
 - La même raison existe pour changer le mode général de promulgation de toute espèce de lois. I, p. 78, n. 80.
 - Les lois n'ont point d'effet rétroactif, à l'exception des lois interprétatives. I, p. 76, n. 81.
 - On peut prouver contre la présomption légale, relative à la promulgation des lois, que le Bulletin des lois n'avait pu parvenir dans tel canton, à telle époque. X, p. 82, n. 82.

SECT. 3. Des effets de la loi.

- Effets de la loi : elle commande, défend, permet et punit. I, p. 78, n. 82.
- Lois préceptives. I, p. 78, n. 83.
- Lois prohibitives. I, p. 78, n. 84.
- Lois permissives. I, p. 79, n. 85.
- Ce qu'on nomme sanction de la loi, dans le sens des moralistes. I, p. 79, n. 86.
- Sanction des lois naturelles. I, p. 79, n. 87.
- Sanction des lois civiles. I, p. 80, n. 88.
- Autre sanction dans la nécessité de réparer le dommage causé, et dans la nullité des actes contraires aux dispositions de la loi. I, p. 81, n. 89.
- Mais il y a des lois dont l'inobservation emporte, et d'autres dont elle n'emporte pas nullité. I, p. 81, n. 90-92.
- La loi produit une obligation pour les sujets : il en résulte des droits et des devoirs. I, p. 83, n. 93, 94.
- Ce que c'est que l'obligation produite par la loi. I, p. 84, n. 98-99.
- Chacun peut renoncer aux dispositions des lois qui ne sont établies qu'en sa faveur. I, p. 87, n. 101.
- Mais non pas aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs. I, p. 88, n. 102.
- La faculté de proroger la juridiction, en première instance seulement, n'est pas une exception. I, p. 88, n. 103-108.
- On ne peut pas toujours renoncer à un avantage futur, ou à un effet futur de la loi ; par exemple, au droit de tester, à la prescription non acquise. I, p. 89, n. 106, 107.
- Quand on ne peut même renoncer au droit établi en sa faveur. I, p. 89, n. 108-110.
- Il est plus facile aujourd'hui qu'autrefois de connaître les lois auxquelles on peut déroger. I, p. 91, n. 111.
- La loi oblige tous les sujets du souverain qui l'a faite ; les lois de police et de

- sûreté obligent même les étrangers qui habitent le territoire ou qui y voyagent. I, p. 92, n. 112, 113.
- Les lois se divisent en personnelles et réelles. I, p. 93, n. 114.
- Les lois personnelles régissent le Français, même en pays étranger. I, p. 93, n. 115.
- Les lois réelles régissent les immeubles situés en France, même possédés par des étrangers. I, p. 93, n. 116, 119.
- Exemples et application des lois personnelles. I, p. 93, n. 117, 118.
- La loi du lieu où sont passés les actes, en prescrit la forme. I, p. 94, n. 120.
- Par qui et comment la loi peut être appliquée. I, p. 98, n. 121 et suiv.

Voy. Pouvoir judiciaire.

- De l'interprétation de la loi. I, p. 104, n. 126 et suiv.

Voy. Interprétation de la loi.

- Ce qu'on appelle l'esprit de la loi. VIII, p. 18, n. 11.
- Comment on abroge les lois et comment on y déroge. I, p. 119, n. 151 et suiv.

Voy. Abrogation des lois.

LOIS ROMAINES.

- Les discussions sur les lois romaines obscures ou inconciliables sont des travaux frivoles, depuis que ces lois n'ont plus d'autorité législative en France. XIV, p. 374, n. 312.

LOT, LOTIE.

- Comment on procède à la formation des lots, lors du partage d'une succession. IV, p. 419, n. 419-432.

Voy. Partage.

LOUAGE.

- Quand le contrat de louage est parfait. Conséquence quant aux obligations des parties. VII, p. 829, n. 449, 480.
- Comment doivent être passés les baux des biens communaux. III, p. 35, n. 81.
- Compétence administrative pour les contestations relatives à ces baux. III, p. 34, n. 82.
- L'usufruitier peut-il louer les meubles ? III, p. 268, n. 406.
- De l'étendue du droit de l'usufruitier relativement à la location de l'objet soumis à l'usufruit. III, p. 275, n. 415, 414.

Voy. Bail.

LOUAGE D'INDUSTRIE.

- Explication et justification de la disposition de l'art. 1781, contraire au droit commun, qui ordonne la délation du serment au maître contre le serviteur, sur le paiement des gages de l'année échue, et sur la qualité des gages. Ce serment ne peut être déféré aux héritiers du maître. X, p. 384, n. 448-450.

MAISON COMMUNE.

- Le mariage peut-il être célébré ailleurs qu'à la maison commune ? I, p. 830, n. 642.

MAITRE.

- Explication et justification de la disposition de l'art. 1781, contraire au droit commun, qui ordonne la délation du serment au maître contre le domestique, sur le paiement des gages de l'année échue, et sur la qualité des gages. Ce serment ne peut être déféré aux héritiers du maître. X, p. 864, n. 448-450.
- De la responsabilité à laquelle les maîtres peuvent être soumis, à l'occasion des fautes commises par les enfants qui leur sont confiés. XI, p. 367, n. 268-267.
- *Quid* du maître chez lequel un enfant est placé en apprentissage ? XI, p. 369, n. 268.
- De la responsabilité à laquelle les maîtres peuvent être soumis, à l'occasion des faits de leurs domestiques ou préposés. XI, p. 382, n. 282-289.

Voy. *Responsabilité civile*, sect. 2.

MAJORAT.

- Institution des majorats. I, p. 188, n. 196.
- Les rentes qui constituent un majorat peuvent être immobilisées, et n'entrent point alors dans la communauté. XII, p. 176, n. 108, note 2.

Voy. *Communauté légale*.

MAJORITÉ.

- De la majorité. II, p. 441, n. 1304.
- Voy. *Minorité*.

MALADIE (Dernière).

- Le mari peut-il répéter sur la dot les frais de la dernière maladie de sa femme ? XIV, p. 421, n. 382.

MANDAT.

- La disposition de l'art. 1525, sur la rédaction des actes en double, ne s'applique point à l'acte qui constate le mandat. VIII, p. 489, n. 526.
- Quelle est la validité du mandat accepté par la femme, sans le consentement de son mari. II, p. 49, n. 629.
- Les obligations contractées par la femme, en vertu d'un mandat général et spécial de son mari, sont à la charge de la communauté légale seulement. XII, p. 432, n. 295.
- Quand et jusqu'à quel point les paiements faits au mandataire du créancier sont valides. VII, p. 21, n. 18-25.
- Du paiement fait sur un faux mandat. VII, p. 22, n. 19.

Voy. *Paiement*.

- Si le donataire meurt avant que son mandataire ait accepté la donation, l'ac-

ception ne peut plus avoir lieu. V, p. 225, n. 212.

- Le subrogé-tuteur peut être remplacé, lors de la confection de l'inventaire, par un mandataire spécial. XIII, p. 28, n. 13.

L'art. 1999 du Code doit être entendu dans ce sens que les contestations d'un mandant à l'égard des dépenses faites pour lui par un mandataire de bonne foi ne sauraient être admises, si elles ne sont précisées et justifiées. XI, p. 64, n. 53 à la note.

- De la déclaration de command ; de sa nature, de ses effets. Elle n'est que l'exécution d'un mandat présumé. Du délai dans lequel elle doit être faite. VIII, p. 281, n. 170 et suiv.

Voy. *Command*.

- Le Code ne reconnaît plus de mandat tacite ; peu d'importance de ce changement, qui néanmoins forme disparate avec les dispositions du Code sur d'autres contrats. XI, p. 33, n. 28, 26.

C'est en vertu d'un mandat tacite que le mari est censé avoir eu de droit l'administration des biens paraphernaux de sa femme, quand elle ne s'est point opposée à ce qu'il les administrât. XIV, p. 432, n. 361.

- Il n'en est pas de l'affaire gérée sans mandat par la femme mariée et par le mineur non autorisés comme du mandat accepté par eux sans autorisation. Leur obligation, dans le premier cas, n'est pas bornée au profit qu'ils ont pu retirer de l'affaire gérée. XI, p. 47, n. 39, 40.

MANDAT D'ARRÊT.

- La faute du juge qui décerne des mandats d'arrêts ou autres contre les dispositions du Code d'instruction criminelle est assimilée au dol, et peut donner lieu à la prise à partie. C'est un attentat à la liberté individuelle. Abus criant que l'auteur a vu faire de ces mandats par un procureur du roi de Rennes. XI, p. 268, n. 192, 193.

MARAI.

- Les dessèchemens de marais peuvent être une cause d'aliénation forcée. Comment ils s'ordonnent, et comment ils s'exécutent. III, p. 180, n. 281-288.
- Les actions dans les compagnies établies pour le dessèchement des marais entrent-elles dans la communauté légale ? XII, p. 168, n. 100.
- Par qui doit être supportée la dépense faite par la communauté pour le dessèchement d'un marais appartenant à l'un des conjoints. XIII, p. 249, n. 169.

MARCHAND.

- De la preuve qui résulte des livres des

commerçans pour ou contre ceux qui les ont tenus. Quels sont les livres dont la tenue leur est prescrite. Quand la représentation ou la communication en peut être ordonnée. VIII, p. 353, n. 358 et suiv.

Voy. *Libres de commerce, Commerçant, Commerce (Actes de).*

MARCHANDE PUBLIQUE.

- La femme marchande publique est supposée autorisée par son mari pour tous les actes de commerce. II, p. 21, n. 634.
- Mais non pour ester en jugement. II, p. 22, n. 638.
- Il faut, pour que l'autorisation du mari soit supposée, qu'il ait eu connaissance du commerce de sa femme. II, p. 22, n. 636.
- Conséquence relativement au commerce entrepris à l'insu du mari. II, p. 22, n. 637.
- La femme, marchande publique, est personnellement obligée, quand le mari a eu connaissance de son commerce. II, p. 23, n. 638.
- Elle ne soumet pas son mari à la contrainte par corps. II, p. 25, n. 639.
- Dans quels cas la femme est réputée marchand publique, ou seulement factrice de son mari. II, p. 25, n. 640.
- Les dettes que la femme mariée, commune en biens et marchande publique, contracte pour son commerce, sont des dettes de la communauté légale. XII, p. 374, n. 240, *ibid.*; p. 382, n. 255-257.
- Pour qu'une femme mariée soit considérée comme marchande publique, il faut qu'elle fasse un commerce séparé, et qu'elle ait le consentement au moins tacite de son mari. XII, p. 375, n. 241-247.
- Quels sont les actes de la femme mariée, marchande publique, qu'on peut qualifier *actes de commerce*. XII, p. 378, n. 248-252.
- L'autorisation donnée par le mari à sa femme, pour devenir marchande publique, peut être révoquée. Dans quelle forme elle doit l'être. XII, p. 384, n. 257, 258.
- Distinction à cet égard, quand il y a séparation de biens. XII, p. 383, n. 259.

MARCHEPIED.

- Du marchepied le long des rivières navigables. III, p. 370, n. 807.

MARI.

- Les maris répondent du dommage causé par leurs femmes, dans le cas des délits ruraux, mais non du dommage causé par les autres délits, à moins qu'il ne

soit prouvé qu'il a pu les empêcher. XI, p. 377, n. 279, 280.

Voy. *Puissance maritale, Administration maritale, Mariage, Communauté de biens entre époux.*

MARIAGE.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *Du mariage en général, et de la nature de cet acte.*
- SECT. 2. *Des conditions requises pour pouvoir contracter mariage.*
- SECT. 3. *Des formalités relatives à la célébration du mariage.*
- SECT. 4. *Des oppositions au mariage.*
- SECT. 5. *De la Preuve du mariage.*
- SECT. 6. *De la demande en nullité des mariages.*
- SECT. 7. *De l'effet de la bonne foi dans les mariages nuls.*
- SECT. 8. *Des obligations qui naissent du mariage.*
- SECT. 9. *Des seconds mariages.*

SECT. 1. *Du mariage en général, et de la nature de cet acte.*

- Le Code ne considère le mariage que comme un contrat civil. I, p. 412, n. 488.
- Définition du mariage ainsi considéré. I, p. 413, n. 489.
- C'est à la puissance civile ou temporelle qu'il appartient de régler ce qui concerne ce contrat. I, p. 413, n. 490.
- Abus résultant de la confusion du contrat civil et du sacrement dans le mariage. I, p. 414, n. 491.
- L'édit de septembre 1787 distingue le contrat civil du sacrement, en faveur des protestans. I, p. 416, n. 492, 493.
- L'assemblée constituante sépara, pour tous les citoyens indistinctement, le contrat civil du sacrement. I, p. 417, n. 494.

SECT. 2. *Des conditions requises pour pouvoir contracter mariage.*

- Toute personne peut contracter mariage, si elle n'en est empêchée par une loi prohibitive. I, p. 418, n. 495.
- Les empêchemens varient selon les diverses législations. I, p. 418, n. 496.
- Quels sont ceux que reconnaît la législation actuelle. I, p. 419, n. 497.

SOMMAIRE.

- ART. 1. *Défaut d'âge compétent.*
- ART. 2. *Défaut de consentement des contractans.*
- ART. 3. *Lien résultant d'un mariage subsistant : empêchement produit par la mort civile.*
- ART. 4. *Empêchemens résultant de la consanguinité ou de l'affinité.*

ART. 5. Défaut de consentement des ascendants, de la famille, du roi ou du ministre de la guerre, lorsqu'il est requis.

ART. 6. Des empêchemens résultant de la mort civile, de l'adultère, du divorce, d'un précédent mariage ou de l'engagement dans les ordres sacrés.

ART. 1. Défaut d'âge compétent.

- On ne peut contracter mariage avant l'âge de puberté. Comment les anciennes lois avaient fixé cet âge. I, p. 421, n. 498.
- Comment le Code l'a fixé. I, p. 421, n. 499.
- Mais le roi peut accorder des dispenses d'âge. Comment elles s'obtiennent. I, p. 422, n. 500.

ART. 2. Défaut de consentement des contractans.

SOMMAIRE.

- § 1. Défaut de raison.
- § 2. Violence ou contrainte.
- § 3. Erreur ou dol.
- § 4. Impuissance.

§ 1. Défaut de raison.

- Le consentement forme l'essence du mariage. I, p. 423, n. 501.
- Celui qui est en état de démence ou de fureur ne peut contracter mariage: mais s'il n'est pas interdit, il faut une opposition. I, p. 424, n. 502.
- Les sourds et muets peuvent se marier. I, p. 426, n. 503.

§ 2. Violence ou contrainte.

- Il n'y a point de consentement au mariage, dans le cas de violence réelle ou physique. I, p. 426, n. 504.
- Il y a consentement lorsqu'on agit par crainte; mais il n'est pas valable. I, p. 427, n. 505, 506, 509.
- Toute contrainte ne suffit pas pour rendre nul le consentement au mariage. I, p. 428, n. 507, 508.
- Du rapt de violence. I, p. 430, n. 510.
- Du rapt de séduction. I, p. 431, n. 511.
- La preuve indirecte est admise contre la présomption sur laquelle la loi fonde pour prononcer, dans le cas de l'art. 1181 du Code, la ratification d'un mariage contracté dans le principe par crainte ou par violence. X, p. 75, n. 57.
- Ce qu'on entendait en droit romain par la liberté des mariages. VI, p. 305, n. 293-296.

§ 3. Erreur ou dol.

- L'erreur sur la personne physique ou sur l'individu détruit le consentement au mariage. I, p. 432, n. 512.

— Quand il y a erreur sur la personne. I, p. 433, n. 513.

— De l'erreur sur la personne civile ou sociale. I, p. 435, n. 514, 515.

— L'erreur sur la condition, la fortune ou les mœurs, n'annule pas le mariage. I, p. 434, n. 516.

— Quand même il y aurait eu dol personnel de l'un des conjoints. I, p. 435, n. 517.

— Quid de l'erreur sur la qualité d'étranger? I, p. 436, n. 519.

— Quid de l'erreur sur la famille et sur la distinction des castes? I, p. 436, n. 520.

— L'erreur sur les qualités et sur la famille peut emporter l'erreur sur la personne, et être jointe au dol. I, p. 438, n. 521, 522.

— Le dol ne suffit pas pour rendre le consentement nul, lorsque l'erreur sur la qualité n'emporte pas l'erreur sur la personne. I, p. 440, n. 523.

— La question de nullité du consentement au mariage, pour cause d'erreur, reste abandonnée à la prudence des tribunaux. I, p. 441, n. 524.

§ 4. Impuissance.

— L'impuissance de l'un des conjoints, et l'erreur sur les qualités nécessaires pour accomplir le mariage, rendent-elles le consentement nul? I, p. 442, n. 525.

— Quid de l'impuissance accidentelle, antérieure au mariage, et ignorée de l'autre époux? I, p. 444, n. 526.

ART. 5. Lien résultant d'un mariage subsistant; empêchement produit par la mort civile.

— Le lien d'un mariage subsistant est un empêchement dirimant à un second mariage. Peines de la bigamie. I, p. 446, n. 527.

— Si la nullité du premier mariage était opposée, elle devrait être préalablement jugée. I, p. 447, n. 531.

— L'absence la plus longue ne suffit pas pour dissoudre le mariage. I, p. 409, n. 483; *Ibid.*/p. 446, n. 528.

— Du second mariage contracté du vivant d'un époux absent. I, p. 409, n. 484-487.

Voy. Absence.

— Si l'époux absent lors du second mariage ne l'attaque pas, il ne peut lui-même en contracter un second. I, p. 447, n. 529.

ART. 4. Empêchemens résultant de la consanguinité ou de l'affinité.

— Des empêchemens produits par la consanguinité et par l'affinité. I, p. 448, n. 551 et suiv.

— De la parenté. Il en existe trois espèces. I, p. 448, n. 551.

- Des lignes de parenté. I, p. 480, n. 832.
- Des degrés de parenté. I, p. 481, n. 835.
- De l'alliance ou affinité. I, p. 481, n. 834.
- Prohibition résultant de la parenté ou de l'alliance en ligne directe. I, p. 481, n. 836.
- De celle qui résulte de la parenté ou de l'alliance en ligne collatérale. I, p. 482, n. 837.
- De celle qui résulte de l'adoption ou parenté civile. I, p. 483, n. 859, et II, p. 269, n. 1006.
- De la prohibition résultant de la parenté qui existe entre l'oncle et la nièce, le neveu et la tante. Elle peut être levée par une dispense. I, p. 482, n. 838.

ART. 8. Défaut de consentement des ascendants, de la famille, du roi ou du ministre de la guerre, lorsqu'il est requis.

- Des empêchemens produits par le défaut du consentement des ascendants ou de la famille. I, p. 484, n. 840 et suiv.
- Du consentement requis pour le mariage des garçons âgés de moins de vingt-cinq ans, et des filles âgées de moins de vingt et un ans. I, p. 484, n. 840.
- *Quid si le père et la mère sont morts?* I, p. 488, n. 841.
- *Quid s'il n'y a point d'ascendants?* I, p. 486, n. 842.
- *Quid si les ascendants sont morts sans qu'on puisse produire l'acte de leur décès?* I, p. 487, n. 846.
- Le mariage des mineurs contracté sans le consentement requis est nul, et l'officier de l'état civil est puni. I, p. 488, n. 848.
- Les enfans ne peuvent demander raison du refus de leurs ascendants. I, p. 489, n. 846.
- Ils le peuvent pour le refus du conseil de famille. I, p. 460, n. 847.
- Après la majorité fixée pour le mariage, les enfans doivent requérir le consentement de leurs ascendants par un acte respectueux. I, p. 461, n. 848.
- Comment cet acte doit être notifié. I, p. 462, et 849.
- L'absence de cet acte n'autorise plus l'exhérédation. I, p. 462, n. 850.
- L'obligation du consentement des père et mère est imposée aux enfans naturels légalement reconnus, aussi bien qu'aux enfans légitimes. I, p. 463, n. 851.
- Nécessité du consentement du roi au mariage des princes de la famille royale. I, p. 464, n. 855.
- Du consentement du ministre de la guerre ou du conseil d'administration requis pour le mariage des militaires. I, p. 468, n. 857.

ART. 6. Empêchemens résultant de la mort civile, de l'adultère, du divorce, d'un précédent mariage ou de l'engagement dans les ordres sacrés.

- Le mariage que contracte un individu mort civilement ne produit aucun effet civil, sauf le cas de bonne foi de l'autre époux. I, p. 236, n. 284.
- Le mariage contracté avant la mort civile est dissous quant aux effets civils. I, p. 280, n. 288.
- Dans quel cas le crime d'adultère est un empêchement au mariage. I, p. 468, n. 888.
- Dans quel cas le divorce prononcé est un empêchement à un second mariage de l'époux divorcé. Distinction. I, p. 466, n. 356.
- Du délai que la femme doit observer entre la dissolution d'un premier mariage et la célébration d'un second. I, p. 470, n. 888.
- L'engagement dans les ordres sacrés est-il encore un empêchement au mariage? I, p. 470, n. 889, 890.

SECT. 5. Des formalités relatives à la célébration du mariage.

SOMMAIRE.

- ART. 1. Formalités qui précèdent le mariage.**
- ART. 2. Formalités qui accompagnent le mariage.**

ART. 1. Formalités qui précèdent le mariage.

- Des formalités relatives à la célébration du mariage. I, p. 475. Division.
- Des publications: elles doivent être faites au domicile des parties. Ce qu'on entend par domicile relativement au mariage. I, p. 474, n. 861.
- Elles doivent être faites aussi au domicile de ceux sous la puissance desquels sont les parties relativement au mariage. I, p. 478, n. 862.
- Ce qu'elles doivent énoncer, et combien il en doit être fait. I, p. 478, n. 863, 864.
- Comment il en doit être dressé acte, et où elles doivent être affichées. I, p. 476, n. 865.
- Quel délai il faut observer entre la dernière publication et le mariage. I, p. 476, n. 866, 867.
- On peut obtenir dispense de la seconde publication, et comment. I, p. 477, n. 868.
- Sanction des dispositions de la loi relatives aux publications. I, p. 477, n. 869.
- Quelles pièces doivent être remises à l'officier de l'état civil avant le mariage. I, p. 478, n. 870.

ART. 2. Formalités qui accompagnent le mariage.

- Quelles sont les formalités substantielles pour la validité de l'acte de mariage. VII, p. 612, n. 816, à la note.
- Le mariage doit être célébré dans la commune où l'un des deux époux a son domicile. I, p. 480, n. 871.
- Il doit être célébré devant l'officier de l'état civil, et publiquement. I, p. 481, n. 872.
- Formalités de la célébration. I, p. 482, n. 873.
- Peut-on se marier par procureur ? I, p. 482, n. 874.
- Quelles énonciations doit contenir l'acte de mariage. I, p. 483, n. 875.
- Conditions requises pour la validité des mariages contractés par les Français en pays étrangers. I, p. 484, n. 876-878.
- L'acte de célébration du mariage d'un Français en pays étranger doit être, à son retour en France, transcrit sur les registres de l'état civil. I, p. 483, n. 879.
- Inconvénients qui pourraient résulter du défaut de transcription. I, p. 486, n. 880.

SECT. 4. Des oppositions au mariage.

- Des oppositions au mariage. Le droit d'opposition, autrefois trop étendu, l'est aujourd'hui trop peu. I, p. 487, n. 881.
- Les époux peuvent s'opposer au mariage. Pourquoi. I, p. 488, n. 883.
- Les ascendants le peuvent aussi ; dans quel ordre. I, p. 489, n. 884.
- Dans quel cas l'opposition est permise aux collatéraux. I, p. 489, n. 885.
- Dans quel cas elle est permise au tuteur, et avec quelle restriction. I, p. 491, n. 886.
- Ce que doivent énoncer les actes d'opposition. I, p. 491, n. 887.
- Quelle en doit être la forme. I, p. 492, n. 888.
- Dans quel délai les oppositions doivent être jugées. I, p. 492, n. 889.
- Dans quel cas les opposans qui succombent sont soumis à des dommages-intérêts. I, p. 493, n. 890.
- Le procureur du roi peut-il former opposition à un mariage ? I, p. 493, n. 891.
- L'officier de l'état civil peut-il célébrer un mariage, lorsque la preuve d'un empêchement est acquise pour lui ? I, p. 494, n. 892.

SECT. 5. De la preuve du mariage.

- De la preuve du mariage. Elle se tire en général des registres de l'état civil. I, p. 496, n. 894.
- La possession ————
- époux de rep ————
- tion de leur : ———— I, p. ————

- Elle suffit aux enfans sous trois conditions. I, p. 498, n. 896.
- Ce que c'est que la possession d'état. I, p. 498, n. 897.
- Elle sert à corroborer l'acte de célébration du mariage et à en couvrir les vices. I, p. 499, n. 898.
- Seuls cas dans lesquels les époux sont dispensés de produire l'acte de célébration de leur mariage. I, p. 499, n. 899, 600.

SECT. 6. De la demande en nullité des mariages.

- Des causes de nullité des mariages. Il n'en existe point qui détruisent le mariage de plein droit : il faut qu'elles soient jugées. I, p. 504, n. 601.
- Quelles personnes peuvent ou ne peuvent pas attaquer un mariage pendant la vie de celui qui l'a contracté. I, p. 505, n. 604.
- Comment les personnes auxquelles il est permis d'attaquer un mariage peuvent user de ce droit. Distinction entre les nullités relatives et les nullités absolues. I, p. 506, n. 605.
- Les nullités absolues se subdivisent elles-mêmes en deux espèces. I, p. 507, n. 606.
- Les conditions prescrites pour la validité du mariage n'ont pas toutes le même but. Application à la matière des nullités. I, p. 508, n. 607.
- Motifs de la distinction des nullités absolues en deux espèces. I, p. 509, n. 608.
- De la nullité résultant du défaut de consentement des époux. I, p. 510, n. 609.
- Quand elle peut être effacée par la ratification expresse ou tacite. I, p. 511, n. 610.
- Le mineur même dont le consentement n'a pas été libre peut former la demande en nullité. Cette demande ne peut être formée sans son aveu ni après sa mort. I, p. 512, n. 611.
- De la nullité résultant du défaut de consentement des parens. Elle n'est que relative. I, p. 512, n. 612.
- Quelles personnes peuvent la proposer. I, p. 513, n. 613.
- Cette action ne peut plus être intentée quand il y a eu ratification expresse ou tacite. I, p. 514, n. 614.
- Les mineurs ne peuvent plus l'intenter, lorsqu'il s'est écoulé un an depuis qu'ils ont atteint l'âge compétent pour consentir par eux-mêmes au mariage. Cet âge est-il le même pour les deux sexes, dans le sens de cet article ? I, p. 514, n. 615.
- La ratification tacite a la même force

que la ratification expresse. I, p. 816, n. 610.

- Mais le simple silence ne suffit que quand il a duré un an depuis que l'époux marié sans consentement a acquis l'âge compétent. I, p. 817, n. 817.
- La ratification de l'époux ne peut être opposée à ses parens. I, p. 817, n. 818.
- Mais la ratification des parens peut être opposée à l'époux mineur. I, p. 817, n. 619.
- De la nullité résultant du défaut d'âge requis. Première fin de non recevoir contre cette nullité, résultant de la conception par la femme. I, p. 817, n. 620.
- Seconde fin de non recevoir résultant de l'échéance de six mois depuis la liberté. I, p. 820, n. 621.
- Troisième fin de non recevoir résultant de la ratification expresse ou tacite. I, p. 820, n. 622.
- Par qui peut être proposée la nullité résultant du défaut d'âge. I, p. 820, n. 623.
- Des dommages-intérêts sont dus à l'époux dont le mariage est déclaré nul, parce qu'il n'avait pas l'âge compétent. I, p. 821, n. 624.
- Les parens qui ont consenti au mariage d'un impubère n'en peuvent plus demander la nullité. I, p. 821, n. 625.
- Les ascendans de l'époux pubère qui a épousé un impubère ne peuvent attaquer ce mariage. I, p. 821, n. 626.
- Dans quels cas les collatéraux et les enfans d'un premier mariage sont recevables à former cette action. I, p. 822, n. 627.
- Dans quel cas elle est recevable de la part du ministère public. I, p. 823, n. 628.
- De la nullité résultant du lien d'un premier mariage subsistant. I, p. 824, n. 629.
- Mais la condition des enfans nés avant ou depuis la dissolution du premier mariage est différent. Les premiers sont adulérins. I, p. 825, n. 630.
- Les enfans nés depuis peuvent être reconnus et même légitimés. I, p. 825, n. 631.
- Par qui la nullité résultant d'un mariage antérieur peut être proposée. I, p. 825, n. 632.
- Peut-elle l'être par les ascendans ? I, p. 826, n. 633.
- Elle peut l'être par l'époux au préjudice duquel a été contracté le second mariage. I, p. 827, n. 634.
- Dans quel cas elle peut l'être par le ministère public. I, p. 827, n. 635.
- Les collatéraux et les enfans d'un premier mariage ne peuvent la proposer du vivant des époux. I, p. 827, n. 636.
- Si la nullité du premier mariage est op-

posée, elle doit préalablement être jugée. I, p. 827, n. 637.

— De la nullité qui résulte de l'inceste ; quelles personnes peuvent la proposer. I, p. 828, n. 638.

— Le consentement des parens aux mariages entachés d'inceste ou de bigamie ne les rend pas non recevables à les attaquer. I, p. 828, n. 639.

— De la nullité qui résulte du défaut des formalités requises. Distinction. I, p. 829, n. 640.

— La publicité et la célébration du mariage devant l'officier civil compétent sont les seules formalités dont le défaut emporte nullité. I, p. 829, n. 641.

— Ce qui constitue la publicité du mariage. I, p. 830, n. 642.

— Si le mariage serait nul, parce qu'il n'aurait pas été célébré en présence de quatre témoins. I, p. 835, n. 645.

— L'incompétence de l'officier civil serait-elle seule un motif de nullité ? I, p. 836, n. 644.

— Par qui peut être proposée la nullité résultant du vice de clandestinité. I, p. 836, n. 645.

— Elle ne peut l'être par les époux, lorsqu'il y a possession d'état, et que l'acte de célébration est représenté. I, p. 836, n. 646.

— *Quid* du ministère public ? I, p. 836, n. 647.

— De son pouvoir pour faire maintenir les mariages attaqués par des procédures collusoires. I, p. 837, n. 648.

— Les mariages secrets et les mariages *in extremis* ne doivent pas être confondus avec les mariages clandestins. I, p. 839, n. 649.

— Qui peut proposer la nullité du mariage contracté après la mort civile. I, p. 838, n. 650.

— Les empêchemens résultant de l'adultère, du divorce, et de l'inobservation du délai prescrit dans le cas de viduité, ne sont que prohibitifs. I, p. 839, n. 651.

— Effets des nullités de mariage. I, p. 841, n. 652.

— Dans le cas d'un mariage attaqué par un précédent époux, par des ascendans, par les enfans d'un précédent mariage ou par des collatéraux, les enfans nés de ce mariage doivent être mis en cause. X, p. 299, n. 224.

— Si les enfans étaient majeurs ou émancipés. Il faudrait les appeler en privé nom ; s'ils étaient mineurs, il faudrait appeler leur père ou leur mère en qualité de tuteur, ou leur faire nommer un curateur *ad hoc*. X, p. 301, n. 223.

SECT. 7. *De l'effet de la bonne foi dans les mariages nuls.*

— Le mariage nul produit les effets civils,

- quand il a été contracté de bonne foi. I, p. 842, n. 685.
- Définition du mariage putatif. I, p. 843, n. 684.
 - Trois conditions sont nécessaires pour qu'il produise des effets civils. De la bonne foi. I, p. 843, n. 685.
 - Qu'arrive-t-il de ses effets, quand elle vient à cesser pendant le mariage? I, p. 843, n. 686.
 - Il faut qu'à la bonne foi se joigne la solennité du mariage. I, p. 843, n. 687.
 - Les effets de la bonne foi ne s'étendent pas aux enfants nés d'une cohabitation antérieure au mariage putatif. *Ibid.*
 - Il faut encore, pour que les effets civils soient assurés à ces mariages, que l'erreur soit excusable. I, p. 843, n. 688.
 - Elle l'est difficilement, si le mariage a été célébré sans publications. I, p. 846, n. 689.
 - Des effets du mariage putatif, quant à l'époux de bonne foi. I, p. 846, n. 660.
 - Si tous les deux sont de bonne foi, les effets de leur mariage sont les mêmes que ceux du mariage légitime. I, p. 846, n. 661.
 - Quel serait le sort de l'époux de mauvaise foi. I, p. 847, n. 662.
 - Des droits de l'époux de bonne foi sur les biens communs. I, p. 847, n. 663.
 - Le droit de succession n'est pas réciproque entre l'époux de mauvaise foi et les enfants. I, p. 848, n. 664.
 - Du cas où plusieurs femmes auraient successivement contracté mariage de bonne foi avec le même homme. I, p. 848, n. 665.
 - Du sort des enfants nés d'un mariage putatif. I, p. 848, n. 666.

SECT. 8. Des obligations qui naissent du mariage.

- Des obligations qui naissent du mariage. II, p. 1, n. 611.
 - Des aliments; quelles personnes se doivent des aliments; étendue de cette obligation. II, p. 2, n. 612-614.
- Voy. Aliments.**
- Principes généraux sur les droits et les devoirs respectifs des époux. II, p. 14, n. 615.
 - Conséquences de ces principes, quant au domicile de la femme. II, p. 15, n. 616.
 - Elle perd la faculté d'exercer la plupart de ses droits civils, sans l'autorisation de son mari. II, p. 15, n. 617.
- Voy. Autorisation maritale, Femme mariée.**

SECT. 9. Des seconds mariages.

- Défense à la femme de se remarier avant

- dix mois depuis la dissolution du premier mariage. II, p. 35, n. 664.
- Cette défense n'est qu'un empêchement prohibitif. II, p. 35, n. 664.
- Peine prononcée en cas de contravention contre l'officier de l'état civil seulement. II, p. 56, n. 665.
- A quel père appartient l'enfant né d'un second mariage contracté avant les trois cents jours depuis la dissolution du premier. II, p. 37, n. 666.

MARIAGE (Promesse de).

- Si l'inexécution des promesses de mariage entraîne des dommages-intérêts, et si la clause pénale ajoutée à ces promesses est valable. VI, p. 308, n. 293-305.

Voy. Promesse.

MARIN.

- Formalités particulières prescrites en cas d'absence des militaires et des marins. I, p. 331, n. 407 et suiv.

Voy. Absence.

- Du consentement nécessaire aux officiers de la marine de l'état pour contracter mariage. I, p. 469, n. 557.

Voy. Mariage.

MARTELAGE.

- Dispositions sur le martelage des bois des particuliers. III, p. 193, n. 302-313.
- Voy. Bois.**

MATÉRIAUX.

- Quand les matériaux provenant de la démolition d'un édifice sont meubles, et quand ils sont immeubles. III, p. 14, n. 19.
- De l'indemnité à laquelle donne droit l'extraction de matériaux pour les travaux des routes et des constructions publiques. III, p. 185, n. 291.

MATERNITÉ.

- La maternité peut toujours être certaine. II, p. 109, n. 786.
- La recherche de la maternité est admise par le Code. Pourquoi. Comment se prouve la maternité. II, p. 231, n. 942-943.

Voy. Enfants naturels.

- La déclaration de la maternité faite par une des personnes à qui la loi donne mission à cet effet fait foi en faveur de l'enfant contre la femme désignée pour mère. II, p. 160, n. 860-862, 863.
- Scus si la déclaration est faite par des personnes qui n'ont pas mission légale pour la faire. II, p. 164, n. 865, 867.
- La déclaration de la mère naturelle fait preuve de maternité contre elle, mais elle ne prouve pas la paternité de l'individu qu'elle a désigné pour père. II, p. 167, n. 884.
- La déclaration du nom de la mère, faite

par le père naturel, est sans force contre elle. II, p. 168, n. 846.

Voy. *Filiation*.

MAUVAISE FOI.

- Distinction entre le cas de bonne foi et le cas de mauvaise foi, quant aux obligations du possesseur évincé d'une succession. IV, p. 325, n. 305-306.
- Application à la restitution des fruits. IV, p. 327, n. 307-312.
- Différence entre les obligations de celui qui a reçu de bonne foi, et les obligations de celui qui a reçu de mauvaise foi ce qui ne lui était pas dû. XI, p. 117, n. 95-111.
- Des obligations de celui qui a reçu de mauvaise foi un paiement qui ne lui était pas dû. XI, p. 151, n. 103-111.

Voy. *Répétition*.

MÉDECIN.

- De l'incapacité pour les médecins de recevoir de leurs malades par testament ou autrement. Exceptions. V, p. 81, n. 66-69.

MÉLANGE.

- Du mélange de plusieurs choses appartenant à des propriétaires différents. Règles à cet égard. III, p. 77, n. 117-121.

MÉNAGE.

- Malgré le silence apparent du Code à cet égard, on peut ériger en maxime, sous notre législation, que la femme oblige la communauté et son mari par les emplettes qu'elle fait, même sans autorisation du mari, des denrées, fournitures et autres objets nécessaires au ménage. XII, p. 387 et suiv., n. 261-268.

Voy. *Femme mariée*.

- Le mari, même dans le cas où il n'existe pas société de biens, est tenu des dépenses du ménage, en qualité de chef de la société conjugale. XIV, p. 428, n. 585.
- Si la femme a des biens, elle doit y contribuer dans une proportion fixée par la convention ou par la loi. XIV, p. 426, n. 584.
- Règles établies par le Code à cet égard, sous le régime de la communauté. XIV, p. 426, n. 585.
- Comment la femme contribue à ces dépenses, sous le régime dotal. XIV, p. 426, n. 586, 589.

MER.

- Comment doivent être constatées les naissances arrivées en mer. I, p. 290, n. 321.
- Comment se constatent les décès arrivés en mer. I, p. 296, n. 353.
- Des alluvions causées par la mer. III, p. 108, n. 185.

- Du droit de pêche en mer. IV, p. 50, n. 24.

MERCURIALE.

- Comment se fait l'appréciation des fruits dont la restitution est ordonnée suivant le prix commun des mercuriales. VII, p. 84, n. 62-65.

MÈRE.

- De la responsabilité civile à laquelle les pères et mères sont soumis, à l'occasion des fautes commises par leurs enfants. XI, p. 359, n. 289-277.

Voy. *Responsabilité civile*, sect. 2.

- Y a-t-il des cas où la mère soit seule responsable des fautes de l'enfant pendant la vie du père? XI, p. 376, n. 278, et p. 385, n. 281.

Voy. *Maternité*.

MESSAGERIE.

- Le serment *in litem* peut être déferé aux propriétaires d'effets confiés aux messageries, et qui se trouvent perdus. *Quid si les ballots renfermaient de l'argent?* La disposition de la loi du 15 juillet 1793, qui fixait à 150 francs l'indemnité due au propriétaire qui n'en avait pas fait l'évaluation en les chargeant, n'est plus en vigueur. X, p. 860, n. 447.

- A qui appartiennent les effets abandonnés aux bureaux des messageries. IV, p. 49, n. 48.

MESURES CONSERVATOIRES.

- Quelles sont les mesures conservatoires permises à la femme demanderesse en séparation de biens. XIII, p. 92, n. 58 et suiv.

Voy. *Séparation de biens*.

MEUBLE.

- Quels biens sont meubles par leur nature. III, p. 15, n. 18.
- Des matériaux provenus de la démolition d'un édifice. III, p. 14, n. 19.
- Quelles choses sont meubles par la détermination de la loi. III, p. 14, n. 20.
- Les rentes perpétuelles foncières et viagères sont meubles. III, p. 18, n. 21.
- Quelles rentes peuvent être immobilisées, et comment. III, p. 17, n. 22.
- Différence dans le sens légal des mots *meubles*, *meubles meublans*, *biens meubles*, *mobilier*, et *effets mobiliers*. III, p. 17, n. 25.
- Ce qu'il y a de réel dans ces différences. III, p. 18, n. 24.
- Quand le mot *meuble*, employé seul, reprend sa signification générale. III, p. 20, n. 28.
- Quels meubles comprend la vente ou le don d'une maison meublée. III, p. 20, n. 26.
- La propriété des meubles ne s'acquiert

- que par la tradition. Pourquoi. IV, p. 39, n. 61.
- Si la possession d'un meuble, même sans titre, fait présumer que le prix en a été payé. Explication de l'art. 2279 du Code. IX, p. 163, n. 94.
 - Examen du principe posé par l'art. 2279 sur la prescription à l'égard des meubles. XIV, p. 118, n. 103.
 - Opinion des auteurs, et jurisprudence antérieure au Code, sur la question de savoir si en fait de meubles, la seule possession tient lieu de titre. XIV, p. 116, n. 106-113.
 - Solution donnée par le Code civil sur cette question. XIV, p. 125, n. 116.
 - En dispensant le possesseur actuel du meuble de représenter un titre, le Code ne l'a pas dispensé de la bonne foi. XIV, p. 124, n. 117.
 - La bonne foi du possesseur du meuble ne suffirait même pas, s'il l'avait acheté de celui qui l'aurait volé ou trouvé. *Ibid.*
 - Il en serait de même, si son vendeur ne possédait le meuble qu'à titre précaire. XIV, p. 128, n. 118, 119.
 - L'ancien propriétaire d'un meuble qu'il a perdu peut prouver par témoins que le possesseur actuel l'a trouvé ou l'a acheté de tout autre que d'un marchand; mais le possesseur peut offrir de prouver qu'il l'a acheté dans une foire, ou d'un marchand vendant des choses semblables. IX, p. 396, n. 281, 282.
 - Obligation pour le tuteur de vendre les meubles du mineur. Exceptions. Comment doit se faire cette vente. II, p. 369, n. 1199-1202.
 - De la vente des meubles grevés de substitution, et de la collocation du prix. V, p. 638, n. 787 et suiv.
- Voy. Substitution.**
- Des droits de l'usufruitier sur les meubles; s'il peut les louer. III, p. 267, n. 408, 409.
 - Quels meubles entrent et quels meubles n'entrent pas dans la communauté légale. XII, p. 160, n. 94 et suiv.
- Voy. Communauté légale.**
- L'action de la femme en récompense ou en remploi du prix de ses immeubles aliénés est mobilière, et entre dans la communauté légale. XII, p. 197, n. 111.
 - *Ibid.*, p. 332, n. 368.
 - *Quid* si le contrat de mariage stipulait qu'elle sera de nature propre et immobilière? XII, p. 338, n. 369.
 - Un meuble peut être subrogé à un immeuble, par rapport à la communauté légale, et prendre nature de propre. XII, p. 333, n. 181 et suiv.
 - Malgré la séparation de biens, le mari est toujours présumé propriétaire des meubles qui garnissent le domicile con-
- jugal, sauf la preuve contraire. XIII, p. 178, n. 112, 113.
- *Secus* des marchandises, si la femme, marchande publique avant la séparation, avait continué le commerce depuis, et tenu une comptabilité régulière. XIII, p. 180, n. 118.
 - Le mari devient-il propriétaire des meubles que sa femme a réalisés par son contrat de mariage? XIII, p. 397, n. 326.
- MEUBLES DOTAUX.**
- Sous l'empire du Code les meubles dotaux ne sont pas inaliénables. XIV, p. 193, n. 176-186.
 - Distinction dans la nature de ces meubles, et conséquences qui en résultent, quant à la propriété. XIV, p. 193, n. 177.
 - Les meubles dotaux, dont la femme conserve la propriété, peuvent être aliénés. XIV, p. 195, n. 178.
 - Par qui ils peuvent être aliénés. XIV, p. 196, n. 179, 180.
 - La femme peut, même avec l'autorisation de son mari, aliéner sa dot constituée en meubles fongibles. XIV, p. 197, n. 181.
- Voy. Dot.**
- MI-DENIER.**
- Voy. Retrait de mi-denier.**
- MILITAIRE.**
- Comment et par qui sont tenus les registres de l'état civil, pour les militaires hors du royaume. I, p. 298, n. 336-338.
 - Formalités particulières prescrites en cas d'absence des militaires et des marins. I, p. 381, n. 407 et suiv.
- Voy. Absence.**
- Nécessité du consentement du ministre de la guerre ou du conseil d'administration au mariage d'un militaire. I, p. 468, n. 837.
 - Les militaires peuvent se dispenser des fonctions de tuteurs. II, p. 343, n. 1147.
- MINE.**
- Les mines et les objets attachés à leur exploitation sont immeubles. III, p. 11, n. 14.
 - De la propriété des mines. III, p. 102, n. 148.
 - Des modifications au droit de propriété auxquelles peut donner lieu l'exploitation des mines, minières et carrières. III, p. 188, n. 292 et suiv.
 - Division des substances minérales en trois classes : mines, minières et carrières. III, p. 188, n. 292.
 - Il faut une concession du Gouvernement pour exploiter les mines. III, p. 189, n. 295.
 - Comment on en peut faire la recher-

- cho, en indemnisant le propriétaire. III, p. 189, n. 294.
- Où ne peuvent avoir lieu ces recherches. III, p. 189, n. 295.
 - Quelle autorité décide les contestations entre les concessionnaires des mines et les propriétaires des fonds. III, p. 190, n. 296.
 - Comment sont réglées les indemnités. III, p. 190, n. 297.
 - De l'exploitation des mines, carrières, terres pyriteuses, alumineuses et tourbières. III, p. 191, n. 298-301.
 - Du droit de l'usufruitier sur les mines. III, p. 274, n. 416.
 - Des passages nécessaires pour l'exploitation des mines. III, p. 408, n. 886.
 - Les produits des mines et minières entrent ou n'entrent pas dans la communauté légale, suivant les circonstances. XII, p. 226, n. 128.
 - Leur exploitation commencée pendant le mariage, donne lieu à une indemnité en faveur de l'un ou de l'autre des époux. *Ibid.*, p. 227, n. 128.
 - Comment s'établit le compte de fruits à rendre par le mari, lors de la restitution de la dot, dans le cas où une mine a été apportée en dot par la femme, ou ouverte dans le fonds dotal. XIV, p. 584, n. 296.

MINEUR.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *De la minorité; de l'administration de la personne et des biens du mineur; de son incapacité pour contracter.*

SECT. 2. *De la rescision des obligations consenties par le mineur, et de sa restitution.*

SECT. 3. *De la ratification des obligations consenties en minorité.*

SECT. 1. *De la minorité; de l'administration de la personne et des biens du mineur; de son incapacité pour contracter.*

- De l'administration de la personne et des biens du mineur. II, p. 537, n. 4182 et suiv.

Voy. *Tutelle*.

- De l'incapacité des mineurs pour contracter. Division de la minorité chez les Romains. VI, p. 98, n. 98.

- Division de la pupillarité. Incapacité absolue du mineur dans l'enfance. VI, p. 99, n. 99.

- De la puérilité; de ses effets quant à l'incapacité de contracter. Le contrat consenti par le mineur sans l'autorité de son tuteur, pendant la puérilité, avait toute sa force, quant à ceux qui avaient contracté avec lui; mais il était nul quant au mineur. VI, p. 100, n. 100.

- Si le mineur avait contracté avec l'au-

torité de son tuteur, le contrat était valide, mais il pouvait être annulé pour lésion, au moyen de l'action en restitution. VI, p. 102, n. 101.

- Des pubères et de leur capacité pour contracter. VI, p. 103, n. 103.

- Il n'existe aujourd'hui d'autres distinctions entre les mineurs, quant à la capacité de contracter, que celle qu'établit l'émancipation. VI, p. 103, n. 103, 104.

- Les mineurs, incapables de s'obliger par un contrat, obligent ceux avec lesquels ils contractent. VI, p. 103, n. 103.

- Quand les obligations des mineurs sont nulles, et quand elles sont seulement sujettes à rescision. VI, p. 103, n. 103.

- Du mineur émancipé. II, p. 420, n. 1230-1503.

Voy. *Émancipation*.

- Des limites que l'émancipation du mineur laisse encore à sa capacité de contracter. VI, p. 109, n. 107.

- Le mineur peut-il demander à être émancipé? II, p. 423, n. 1290.

- Le mineur peut-il être interdit? II, p. 443, n. 1514.

- Le mineur ne peut établir de servitudes sur ses biens sans suivre les formes prescrites pour les aliénations. III, p. 418, n. 868.

- Il peut en acquérir. III, p. 425, n. 878.

- De la faculté de disposer entre vifs ou par testament, quant aux mineurs. V, p. 77, n. 60.

- Le mineur peut donner à son futur conjoint, par contrat de mariage. V, p. 825, n. 905.

- Il ne peut donner à son conjoint pendant le mariage. V, p. 835, n. 928.

- Le mineur peut donner valablement par contrat de mariage. II, p. 396, n. 1235.

- Il peut tester à seize ans. II, p. 390, n. 1226.

- Comment devrait avoir lieu l'acceptation du don fait au mineur par son tuteur. V, p. 216, n. 202.

- Le mineur peut payer valablement une dette légitime, sans l'autorité de son tuteur. VII, p. 18, n. 7.

SECT. 2. *De la rescision des obligations consenties par le mineur, et de la restitution.*

- Les créanciers ne peuvent, malgré leur débiteur, demander la rescision d'un contrat qu'il a consenti en minorité, ni exercer l'action en nullité contre cet acte, ni attaquer la ratification que le mineur en a faite depuis sa majorité, à moins qu'il n'ait agi avec fraude, et c'est aux créanciers à prouver la fraude. VII, p. 675, n. 868-868.

- Rectification de cette opinion. VII, p. 679, n. 869, à la note.

- Si les formes prescrites pour la validité des actes qui intéressent les mineurs ont été observées, ces actes ne peuvent être rescindés que pour lésion. VII, p. 686, n. 878.
 - Dans quels cas les mineurs émancipés sont restituables pour lésion. VII, p. 687, n. 878, 879.
 - Quelle lésion suffit pour que le mineur puisse obtenir la rescision. VII, p. 688, n. 877, 878.
 - Si l'acte est nul dans la forme, il n'est pas besoin de prouver la lésion. VII, p. 689, n. 879.
 - Ce que rend le mineur, dans le cas où il est admis à la restitution. VII, p. 690, n. 880, 881.
 - Si l'acte est seulement sujet à rescision, le mineur doit d'abord prouver la minorité, puis la lésion. VII, p. 691, n. 882.
 - Les mineurs ne peuvent faire rescinder les aliénations d'immeubles et les partages, pour lesquels les formalités prescrites ont été observées, que dans les cas où le pourraient les majeurs. VII, p. 691, n. 885.
 - Si le mineur est tenu de rendre le dépôt nécessaire, quand il prétend l'avoir perdu. IX, p. 318, n. 198.
 - Les mineurs ne sont point restituables contre les conventions de leur contrat de mariage, ni contre les obligations résultant de leur dot, de leur délit ou de quasi-délit, à moins que l'obligation, dérogée du dol ou délit, ne fût par elle-même soumise à rescision. VII, p. 692, n. 884-887.
 - Le mineur ne peut être restitué contre le défaut d'acceptation d'une donation, sauf son recours vers qui de droit. V, p. 216, n. 201.
 - Le paiement fait par un mineur étant nul, la répétition peut en être formée, soit par le tuteur, soit par le mineur devenu majeur, soit par le mineur émancipé, assisté de son curateur, en laissant à celui qui a reçu, la charge de prouver que la chose payée était due. Mais le mineur, devenu majeur, ne pourrait répéter les paiemens faits par son tuteur, sans prouver qu'ils n'étaient pas dus. XI, p. 83, n. 68, 67.
 - Le mineur est-il restituable contre la reconnaissance du délit? VII, p. 696, n. 888.
 - La simple déclaration de majorité ne l'empêche pas d'être restituable : *secus* s'il a employé des manœuvres frauduleuses pour y faire croire. VII, p. 697, n. 889, 890.
 - De la restitution entre deux mineurs. VII, p. 704, n. 891.
- Voy. *Rescision*, *Nullité*.
- Le mineur qui, non autorisé, a géré sans mandat l'affaire d'un autre, est obligé envers lui. XI, p. 82, n. 40.
 - Délai dans lequel le mineur peut demander la restitution. Quand il commence à courir. VII, p. 714, n. 903-914.
- Voy. *Rescision*, *Nullité*.
- Le fidéjusseur d'un mineur ne peut, lorsqu'il lui succède, faire annuler ses obligations. VII, p. 803, n. 428.
- SECT. 3. De la ratification des obligations consenties en minorité.
- La ratification faite, en majorité, des actes consentis par le mineur, a un effet rétroactif. L'hypothèque qu'ils confèrent conserve sa date du jour de l'inscription prise en vertu du premier contrat. VII, p. 668, n. 864, 868, 869-872.
 - Par quels actes le mineur, devenu majeur peut ratifier tacitement l'acceptation d'une succession, qu'il a faite en minorité. VIII, p. 708, n. 867.
 - *Quid* s'il s'agit de la ratification tacite de toute autre obligation? VIII, p. 707, n. 868.
 - Elle s'opère même hors de la présence de celui avec lequel l'acte nul a été passé. VIII, p. 708 n. 869.
 - Le Code rejette, quand il s'agit de ratification tacite, la distinction entre les actes qui emportent la renonciation à l'action en nullité, et ceux qui emportent la renonciation à l'action en rescision; il y substitue la distinction entre les actes volontaires et les actes forcés. VIII, p. 709, n. 810-812.
 - La ratification des nullités relatives peut avoir un effet rétroactif au préjudice des tiers. Application à la ratification faite, en majorité, des contrats consentis en minorité. VIII, p. 728; n. 825, et VII, p. 667, n. 864.
 - L'hypothèque accessoire de l'obligation consentie en minorité, mais ratifiée en majorité, conserve son ancienne date. VIII, p. 727, n. 821, et VII, p. 667, n. 864.
- MINIÈRES.
- De l'exploitation des minières. De l'aliénation forcée à laquelle elle peut donner lieu. III, p. 138, n. 292-301.
- Voy. *Mine*.
- MINISTÈRE PUBLIC.
- Si le ministère public, exerçant l'action publique devant les tribunaux criminels, à raison d'un fait qu'il qualifie *crime* ou *délit*, est la même personne que la partie qui forme une action civile à l'occasion de ce même fait, soit devant le tribunal criminel, soit devant le tribunal civil. VIII, p. 38, n. 30-37.
- Voy. *Chose jugée*.
- Réfutation de la doctrine de M. Merlin.

- qui pense que le ministère public, en France, représente la partie lésée par un délit, et que le jugement rendu au criminel, sur l'action publique, préjuge le sort de l'action intentée devant un tribunal civil par une partie civile. X, p. 349, n. 248-259.
- Le droit romain ne connaissait point l'institution du ministère public. Comment s'exerçait à Rome l'action publique pour la répression des délits. X, p. 554, n. 251-254.
 - En supposant que le ministère public soit en France ce qu'était à Rome le citoyen qui accusait le premier, on ne pourrait dire encore qu'il représente la partie lésée. X, p. 550, n. 253.
 - La loi lui défend même de prendre des conclusions en faveur de la partie lésée par un délit, et elle ne permet pas à celle-ci de lui en donner le mandat. X, p. 560, n. 256.
 - Sous quelle exception est recevable la demande en nullité de mariage, formée par le ministère public pour défaut d'âge. I, p. 323, n. 623.
 - Quand il peut proposer la nullité résultant du défaut de publicité. I, p. 336, n. 647.
 - De son pouvoir pour faire maintenir les mariages attaqués par des procédures collusoires. I, p. 337, n. 648.
- Voy. Mariage.**
- Dans quels cas le ministère public peut provoquer l'interdiction. II, p. 447, n. 1518.
 - Les officiers du ministère public peuvent être poursuivis par action civile sans autorisation du conseil d'Etat. XI, p. 281, n. 183.
 - Dans quels cas ils peuvent être soumis à la responsabilité civile; comment ils doivent être actionnés à cet égard; jusqu'où s'étend leur responsabilité. XI, p. 284, n. 184 et suiv.
 - *Voy. Prise à partie.*
- MINISTRE.**
- Quelle est la force obligatoire des instructions données par les ministres. I, p. 32, n. 36.
- MINISTRE D'UN CULTE.**
- Si les ministres d'un culte peuvent recevoir par testament. V, p. 85, n. 70.
- MINORITÉ.**
- De la minorité; à quel âge elle finit; on en distingue deux degrés. II, p. 306, n. 1077-1084.
- Voy. Mineur, Tutelle.*
- MINUTE.**
- Pourquoi les originaux des actes notariés sont appelés *minutes*, et autrefois *Arche* ou *brevets*. Injonction aux notaires de garder les minutes. VIII, p. 600, n. 415, 414; p. 648, n. 447.
 - Aux frais de qui doit se faire la représentation de la minute d'un acte notarié, quand elle est demandée. VIII, p. 661, n. 462, 463.
 - Le testateur peut-il retirer la minute de son testament de l'étude du notaire? V, p. 611, n. 639.
 - Il peut y rayer quelques dispositions. V, p. 618, n. 661.
 - *Quid* si la minute se trouve raturée sans que l'on sache par qui? V, p. 618, n. 661.
- MISE (en société).**
- Ce qui constitue la mise en société affectuée, dans le sens de l'art. 1867 du Code civil. VII, p. 352, n. 454, 458.
- MITOYENNETÉ.**
- SOMMAIRE.**
- SECT. 1. De la mitoyenneté en général, et des murs mitoyens.**
- SECT. 2. De la mitoyenneté entre les propriétaires des différents étages d'une maison : de la mitoyenneté des fossés et des haies.**
-
- SECT. 1. De la mitoyenneté en général et des murs mitoyens.**
- Ce que c'est que la mitoyenneté. III, p. 126, n. 185.
 - Comment s'établit la mitoyenneté. III, p. 128, n. 188 et suiv.
 - Fondement de la présomption légale de mitoyenneté; jusqu'où elle s'étend. III, p. 128, n. 188-187.
 - La mitoyenneté ne doit point être confondue avec les servitudes. III, p. 337, n. 469 bis.
 - La présomption légale de mitoyenneté ne cède pas à la possession annale; mais elle cède aux marques de non mitoyenneté. III, p. 130, n. 188.
 - Quelles sont ces marques. III, p. 130, n. 189, 190.
 - Lieux où les règles sur la mitoyenneté ne sont pas applicables. III, p. 133, n. 191.
 - Les anciennes marques de mitoyenneté peuvent encore être invoquées. III, p. 134, n. 190.
 - Faculté d'acquérir la mitoyenneté de tout ou partie de la clôture. III, p. 134, n. 195, 194.
 - Comment s'en règle le prix. III, p. 133, n. 193.
 - Motif de cette faculté. III, p. 136, n. 196.
 - Ce droit cesse si le propriétaire a une servitude sur le fonds voisin. III, p. 136, n. 197, et *ibid.*, p. 394, n. 356.
 - L'un des voisins ne peut contraindre

- l'autre à acquérir la mitoyenneté. III, p. 156, n. 198.
- La faculté d'ouvrir des vues mortes n'empêche pas le voisin d'acheter la mitoyenneté du mur dans lequel elles sont ouvertes. III, p. 585, n. 827.
 - Le droit de vue acquis par prescription n'empêche pas le voisin d'acquérir la mitoyenneté du mur. III, p. 594, n. 836.
 - Le propriétaire du fonds soumis à la servitude de gouttière, peut acquérir la mitoyenneté du mur de l'édifice auquel cette servitude est due. III, p. 599, n. 846.
 - Droit que donne la mitoyenneté. III, p. 157, n. 199 et suiv.
 - Droit de placer des poutres et solives dans le mur mitoyen, et comment. III, p. 158, n. 199.
 - Droit d'exhausser le mur mitoyen, même sans y bâtir, à charge d'indemnité. III, p. 158, n. 200-205.
 - *Quid si le mur n'est pas en état de supporter l'exhaussement?* III, p. 140, n. 204.
 - Le voisin peut acquérir la mitoyenneté de l'exhaussement, et comment. III, p. 149, n. 205.
 - On ne doit rien faire dans le mur mitoyen, sans appeler le copropriétaire, et pourquoi. III, p. 141, n. 206.
 - *Quid s'il s'oppose ou s'il refuse?* III, p. 142, n. 207.
 - Celui qui fait les ouvrages doit rendre son copropriétaire indemne. Jusqu'où va le droit à l'indemnité. III, p. 143, n. 208-211.
 - Ce qu'on ne peut faire dans le mur mitoyen. III, p. 146, n. 212.
 - Charges de la mitoyenneté. III, p. 147, n. 215.
 - Comment on peut contraindre son copropriétaire à les remplir. III, p. 147, n. 214.
 - Comment sont supportées les incommodités résultant des réparations. III, p. 148, n. 215.
 - De la cessation de la mitoyenneté par l'abandon; quand cet abandon peut avoir lieu; ses conséquences. III, p. 149, n. 216-221.
- SECT. 2. De la mitoyenneté entre les propriétaires des différens étages d'une maison; de la mitoyenneté des fossés et des haies.**
- De la mitoyenneté entre les propriétaires des différens étages d'une maison: de la répartition des contributions et des réparations entre eux. III, p. 182, n. 232-235.
 - De la mitoyenneté des haies et fossés. III, p. 184, n. 236-250.
 - Marques de non mitoyenneté des fossés. III, p. 181, n. 226.

- On ne peut forcer un voisin à creuser un fossé; précautions pour le creuser. III, p. 183, n. 227.
- Quand cesse la présomption de mitoyenneté. III, p. 185, n. 238, 239.
- *Quid s'il y a un fossé creusé au-delà de la haie?* III, p. 186, n. 250.
- Droit de faire abattre les arbres qui sont dans la haie mitoyenne. III, p. 187, n. 252.
- Des arbres qui sont sur les confins des propriétés ou qui les bordent. III, p. 187, n. 235-240.

Voy. Arbres.

MOBILIER.

- Différence dans le sens légal des mots *meubles, meubles meublans, biens meubles, mobilier et effets mobiliers*. III, p. 17, n. 25-26.

Voy. Meuble.

MODE.

- Ce que l'on appelle mode. VI, p. 805, n. 469.
- Différence entre le mode et la condition. Combien il importe de les distinguer. VI, p. 836, n. 805-824.

Voy. Condition.

MOEURS (bonnes).

- Ce que les Romains entendaient par bonnes mœurs. VI, p. 310, n. 296.
- Comment décider, dans le doute, si une clause est ou n'est pas contraire aux bonnes mœurs. VI, p. 819, n. 488.

MOIS.

- Comment se comptent les mois, dans le calcul des termes. VI, p. 713, n. 683.
- Si la date du mois est nécessaire dans les actes. VIII, p. 180, n. 81.

MONARCHIE.

- Quelle forme de gouvernement reçoit le nom de monarchie. I, p. 20, n. 50.

MONNAIE.

- De la monnaie dans laquelle doivent se faire les paiemens. VII, p. 75, n. 55.

MORT CIVILE.

- Ce qu'on appelle mort civile, et quelles condamnations emportent la mort civile. I, p. 243, n. 272.
- Quand commence la mort civile, lors de condamnations contradictoires. I, p. 245, n. 275.
- Conséquences qui en résultent, relativement aux successions ouvertes entre la condamnation et l'exécution. I, p. 216, n. 274.
- Comment le jour de l'exécution est assuré. I, p. 247, n. 276.
- Quand commence la mort civile, lors des condamnations par contumace. I, p. 248, n. 276.
- Droits des parens et des créanciers pen-

- dant la contumace. I, p. 249, n. 277.
- La condamnation est anéantie, si le contumax se représente ou est saisi dans les cinq ans. I, p. 249, n. 278.
 - Quels sont les effets de la mort civile. L'énonciation de l'art. 28 n'est qu'énonciative, et non limitative. I, p. 281, n. 279.
 - Effet général de la mort civile. I, p. 282, n. 280.
 - Effets particuliers. I, p. 283, n. 281 et suiv.
 - Perte de la propriété. *Ibid.*
 - La mort civile est un moyen de perdre la propriété, différent de la confiscation. III, p. 231, n. 368.
 - Incapacité de succéder, de transmettre sa succession, de faire ou de recevoir des donations ou des testaments. I, p. 284, n. 282.
 - Incapacité d'être tuteur, témoin, et de procéder en justice autrement que par curateur. I, p. 285, n. 283.
 - Incapacité de contracter un mariage qui produise des effets civils, hors le cas de bonne foi de l'autre époux. I, p. 286, n. 284, 283. *Ibid.*, p. 435, n. 818.
 - Le mariage contracté avant la mort civile est dissous, quant à ses effets civils. I, p. 260, n. 285.
 - *Id.* quant à la communauté de biens qui en résultait. XIII, p. 40, n. 18.
 - La mort civile donne ouverture aux droits matrimoniaux de l'autre époux, et aux droits successifs des héritiers du condamné. I, p. 261, n. 286; V, p. 331, n. 920, et XIII, p. 406, n. 393.
 - Elle met fin aux usufruits, mais non pas aux rentes viagères dont jouit le condamné. I, p. 262, n. 287.
 - Pourquoi l'usufruit s'éteint par la mort civile, à la différence de la rente viagère. III, p. 308, n. 446.
 - Différence pour le cas où la vie d'un tiers a été prise pour terme de l'usufruit. III, p. 312, n. 449.
 - Si la condition qui a pour objet la mort naturelle d'une personne est accomplie par sa mort civile. VI, p. 644, n. 607.
 - La mort civile, comme la mort naturelle donne ouverture au droit de retour. IV, p. 258, n. 242, et V, p. 236, n. 291.
 - Le rétablissement dans ses droits, d'un enfant mort civilement, ne donne pas lieu à la révocation de la donation. V, p. 291, n. 299.
 - *Quid* de la survivance d'un enfant depuis une donation faite pendant la mort civile d'un autre? V, p. 292, n. 300.
 - Les donations entre vifs et les testaments sont interdits aux individus morts civilement. V, p. 78, n. 62.
 - *Quid* des aliénations faites par l'accusé avant la mort civile encourue? I, p. 262,

- *Quid* du testament fait par lui dans les mêmes circonstances? I, p. 263, n. 289, et V, p. 628, n. 688.
- Le paiement fait à un individu mort civilement est-il valide? Distinction. VII, p. 20, n. 15.
- Comment on peut poursuivre, contre la femme mariée, l'exécution de ses obligations qui naissent de condamnations emportant la mort civile. II, p. 18, n. 626.
- Les amendes et les condamnations prononcées contre l'un des époux pendant le mariage, sont ou ne sont pas à la charge de la communauté légale, selon que le crime qui y donne lieu emporte ou n'emporte pas mort civile. XII, p. 350, n. 225.
- L'individu mort civilement ne peut plus être rétabli dans ses droits que pour l'avenir. I, p. 284, n. 290-293.
- La mort civile cesse par la grâce du prince. I, p. 264, n. 291.
- Et par un jugement d'absolution. I, p. 263, n. 292.
- Effets de la cessation de la mort civile, relativement aux biens et aux enfants. I, p. 263, n. 293.
- La mort civile ne cesse ni par la réhabilitation, ni par la prescription de la peine. I, p. 266, n. 294.

MORT-NÉ.

- Acte de décès d'un enfant mort-né. I, p. 296, n. 334.

MORT VIOLENTE.

- Formalités prescrites avant l'inhumation, et pour la rédaction de l'acte de décès, dans le cas de mort violente. I, p. 294, n. 330.

MOTIF.

- De la réalité du motif déterminant, condition essentielle des contrats, et des effets de l'erreur sur le motif. VI, p. 43, n. 37 et suiv.
- La réalité du motif déterminant est une condition essentielle du contrat. VI, p. 44, n. 38.
- La fausseté des motifs accessoires n'annule pas la convention. VI, p. 44, n. 39.
- Celui qui veut faire dépendre, quant à lui, l'obligation d'un motif inconnu de l'autre partie, doit en faire une condition. Exemple. VI, p. 43, n. 40.
- Si l'une des parties a connu ou a dû connaître le motif déterminant de l'autre partie, ce motif devient une condition tacite inhérente au contrat. VI, p. 46, n. 41.
- Comment on peut connaître le motif déterminant. VI, p. 43, n. 42.
- Application aux transactions des principes du Code sur la nullité des conven-

tions pour cause d'erreur dans le motif déterminant. VI, p. 48, n. 45-48.

- *Idem* aux rentes viagères créées sur la tête d'une personne morte ou qui meurt dans les vingt jours. VI, p. 49, n. 46, 47.
- La cessation ou la fausseté du motif qui a déterminé un legs peut être prouvée par témoins. IX, p. 334, n. 225.

MOULIN.

Voy. *Usines*.

MOURANT ENSEMBLE.

- Règles pour la transmission des successions de plusieurs personnes qui meurent ensemble. IV, p. 69, n. 74-77.

MURT.

- Comment un muet peut faire un testament mystique. V, p. 438, n. 476.
- Un muet peut faire un testament olographe. V, p. 438, n. 477.

MULTIPLE.

- De la doctrine sur laquelle se fonde la disposition de la loi qui prescrit la rédaction, avec mention expresse, en originaux multiples, des actes qui contiennent des conventions synallagmatiques. Explication de cette prescription; ses conséquences, ses limites. VIII, p. 433, n. 509 et suiv.

Voy. *Double original*.

MUR.

- De la mitoyenneté des murs. III, p. 426, n. 483 et suiv.
- Du droit d'exhausser les murs. III, p. 438, n. 200.

Voy. *Exhaussement, Mitoyenneté*, sect. 1.

MUTATION (Droit de).

- Quand les soultes établies lors des partages donnent lieu au droit de mutation. I, p. 426, n. 450.
- Il n'est point dû de droit de mutation quand, par le partage, les immeubles sont attribués à l'un des copartageants, et les meubles à l'autre. IV, p. 423, n. 431.
- Conséquences de la différence entre l'acte nul de plein droit et l'acte sujet à rescision, relativement à la perception ou à la restitution du droit perçu pour mutation. Dans quels cas l'acte doit donner lieu au droit de mutation; dans quels cas la résolution de l'acte doit donner naissance à ce droit, application au contrat de vente annulé par suite de l'accomplissement de la condition résolutoire, ou pour tout vice intrinsèque. VII, p. 630, n. 331-347.

Voy. *Résolution*.

MYSTIQUE.

- Du testament mystique. V, p. 443, n. 481-483.

Voy. *Testament (mystique)*.

NAISSANCE.

- Obligation imposée à certaines personnes de déclarer la naissance d'un enfant, et peine contre les contrevenants. I, p. 286, n. 313, 314.
- De la preuve de la filiation par les actes de naissance, II, p. 183, n. 848 et suiv.
- Importance de ces actes; nécessité de les admettre comme preuves. II, p. 183, n. 848.
- Leur destination. II, p. 184, n. 849.
- L'acte de naissance fait, jusqu'à inscription de faux, preuve complète du fait de la naissance. II, p. 184, n. 880.
- Fait-il également preuve complète du fait de la filiation? II, p. 183, n. 881.
- L'acte de naissance est-il un commencement de preuve par écrit, de l'identité de l'enfant qui prétend se l'approprier? II, p. 253, n. 948.

Voy. *Acte de naissance, Filiation*.

NATIONAUX (Biens).

- De l'irrévocabilité de la vente des biens nationaux. III, p. 28, n. 42.
- Quelle est l'autorité compétente pour prononcer sur la propriété de ces biens. III, p. 29, n. 43.

NATURALISATION.

- Comment s'opère en France la naturalisation d'un étranger. Quels en sont les effets. I, p. 238, n. 264.

NATURELS (Enfants).

Voy. *Enfants naturels*.

NAUFRAGE.

- Du droit des inventeurs sur les objets tirés de la mer, trouvés sur les flots, ou poussés à la côte par suite de naufrage. Abrogation du droit de naufrage. IV, p. 43, n. 41-45.

NAVIGATION.

- Obligation, en cas de navigation, de mettre en commun la provision de vivres qui reste à un passager, lorsque les autres en manquent. XI, p. 461, n. 328.
- Obligation résultant du cas fortuit qui force de jeter à la mer quelques effets de la cargaison pour sauver le navire, ou de payer une somme pour le racheter. XI, p. 461, n. 329.

NAVIRE.

- Comment s'opère, du vendeur à l'acheteur, quant aux droits des tiers, la translation de la propriété d'un navire vendu. VII, p. 62, n. 42.

Voy. *Jet, Navigation*.

NÉGATIF (Témoin).

- Des témoins négatifs, si l'on doit leur préférer ceux qu'on nomme affirmatifs. IX, p. 337, n. 353.

NÉGATIVE.

- S'il est vrai que la preuve d'une négative ne puisse se faire, soit directement, soit indirectement. S'il faut distinguer entre la négative d'un fait et la négative d'un droit. VIII, p. 20, n. 17, 18.

NÉGLIGENCE.

- Celui qui gère l'affaire d'autrui sans mandat répond, en général, de sa négligence. Cas dans lesquels il n'en répond pas. XI, p. 45, n. 55-57.

Voy. *Gestion d'affaires*.

- De la responsabilité à laquelle la simple négligence peut quelquefois soumettre. XI, p. 202, n. 183 et suiv.

Voy. *Responsabilité civile, sect. 1.*

NÉGOCIANT.

- De la preuve qui résulte des livres des négociants pour ou contre ceux qui les ont tenus. Quels sont les livres dont la tenue leur est prescrite. Quand la représentation ou la communication en peut être ordonnée. VIII, p. 335, n. 338 et suiv.

Voy. *Livres de commerce, Commerce, Commerçans*.

NEVEUX ET NIÈCES.

- Des dispositions permises au testateur ou donateur, en faveur de ses neveux et nièces. V, p. 671, n. 720 et suiv.

Voy. *Substitution*.

NOBLESSE.

- La qualité de noble est aujourd'hui réduite à un vain nom. I, p. 134, n. 193.
- Il n'y a plus de noblesse que la pairie, et les pairs sont pris indistinctement parmi les nobles et les plébéiens. I, p. 184, n. 194.
- L'ancienne noblesse féodale, et la distinction des Français en trois ordres, ont été abolies. I, p. 185, n. 195.
- Bonaparte, n'osant établir une noblesse nouvelle, érigea des titres héréditaires, dont les dotations furent nommées des majorats. I, p. 138, n. 196.
- Etat de choses établi par la Charte relativement à la noblesse. I, p. 159, n. 197.
- Elle défend aux nobles de prendre de nouveaux titres; comment ils peuvent en obtenir. I, p. 160, n. 198.
- Des usurpations de titres. Qui a le droit de les poursuivre. I, p. 161, n. 199.

NOM.

- Si l'on peut changer de nom. V, p. 347, n. 375.

NON BIS IN IDEM.

- Si c'est violer la maxime *non bis in idem*, que de demander, par action civile, des

dommages-intérêts ou des condamnations civiles, à l'occasion d'un fait qui, poursuivi par l'action publique devant un tribunal criminel, a été déclaré par le jury n'être pas constant, ou ne pas constituer le crime objet de l'accusation, dont l'accusé a été déclaré non coupable. VIII, p. 38, n. 50-57.

Voy. *Chose jugée*.

- On peut former devant un tribunal civil une action civile à raison d'un délit dont le prévenu a été acquitté sur la poursuite du ministère public, sans qu'il y ait pour cela atteinte à la maxime *non bis in idem*. Rétractation d'une erreur échappée à l'auteur sur ce point. X, p. 562, n. 268.

NOTAIRE.

- Ancienne différence entre le notaire et le tabellion. VIII, p. 111, à la note.
- Des fonctions des notaires actuels et de leurs obligations. VIII, p. 124, n. 66 et suiv., et VI, p. 224, n. 211.
- Compétence des notaires. V, p. 386, n. 388, et VIII, p. 128, n. 69.
- Leur ministère est forcé; de l'étendue de leur ressort. VIII, p. 128, n. 68, V, p. 386; n. 588.
- Si les notaires sont au nombre des officiers ministériels ayant pouvoir de faire des offres. VII, p. 266, n. 201.
- Incompatibilité des fonctions de notaire avec quelques autres fonctions. VIII, p. 128, n. 70.
- Les notaires doivent connaître les noms, état et demeure des parties, sous peine de responsabilité. VIII, p. 126, n. 71.
- Peines contre les notaires qui reçoivent des actes hors de leur ressort. VIII, p. 127, n. 72.
- Ils ne peuvent recevoir de testaments ou autres actes dans lesquels eux ou leurs parens à certains degrés sont intéressés. V, p. 387, n. 388, et VIII, p. 128, n. 73.
- Un notaire ne peut conférer l'authenticité aux actes, sans être assisté d'un notaire second ou de deux témoins. Qualités que doivent avoir les témoins. De leur responsabilité. VIII, p. 128, n. 74-78.
- De la nécessité de la présence du notaire second ou des témoins instrumentaires, lors de la rédaction des actes authentiques. VIII, p. 133, n. 78; *ibid.*, p. 670, n. 471 à la note, XII, p. 112, n. 71 et XIII, p. 242, *addition*.
- Les notaires doivent prendre dans l'acte la qualité de notaires. V, p. 386, n. 386.
- A quels degrés de parenté deux notaires peuvent concourir au même acte. V, p. 387, 387.
- Formalités à observer dans la rédaction des actes authentiques. VIII, p. 134, n. 79 et suiv.

Voy. Authentique (acte).

- Les seules formalités expressément prescrites, à peine de nullité, dans les actes notariés, peuvent donner lieu à l'annulation des actes, en cas de contravention. VII, p. 383, n. 301.
- La loi de vente au XI, sur le notariat, est applicable aux testaments. V, p. 384, n. 381; et *ibid.*, p. 440, n. 449-453.
- Les notaires ne peuvent employer comme témoins, dans les testaments qu'ils rédigent, ni leurs clercs, ni leurs serviteurs, ni leurs parens à certains degrés. V, p. 375, n. 402.
- De la dictée des testaments aux notaires. V, p. 380, n. 410-416.
- De l'écriture des testaments par les notaires. V, p. 388, n. 417-423.
- De la lecture du testament au testateur par les notaires. V, p. 396, n. 426-433.
- De la signature du testament notarié. V, p. 419, n. 434-443.

Voy. Testament (notarié).

- L'énonciation de la demeure du testateur n'est pas plus prescrite à peine de nullité, dans les testaments notariés, que celle des contractans dans les autres contrats. V, p. 441, n. 452.
- Les notaires doivent écrire en français les testaments, aussi bien que les autres actes publics. V, p. 445, n. 454-459.
- Le notaire gratifié par un testament mystique, peut rapporter l'acte de suscription. V, p. 453, n. 467.
- Cet acte doit être revêtu de toutes les formalités prescrites par la loi sur le notariat. V, p. 453, n. 468.
- Le testateur peut-il retirer la minute de son testament de l'étude du notaire? V, p. 611, n. 689.
- Il peut y rayer quelques dispositions. V, p. 615, n. 660.
- Le notaire doit garder minute des contrats de mariage qu'il rédige. XII, p. 111, n. 71.
- Il doit être assisté pour le rapport de ces actes, de témoins ou d'un notaire second. *Ibid.*, p. 112.
- Sur quoi est fondée la foi due au témoignage du notaire dans les actes authentiques. VIII, p. 214, n. 143.
- Il ne fait foi qu'à l'égard des choses relatives à ses fonctions. VIII, p. 216, n. 144-146.

Voy. Acte authentique.

- Le notaire qui reçoit un acte, ne peut être assimilé à ceux qui ont donné un certificat; il peut être entendu en témoignage. Quelle est la force de sa déposition. De quels faits il peut déposer. *Quid* si sa déposition est en opposition avec les faits qu'il a attestés dans l'acte? IX, p. 477, n. 509-513.
- Sous la nouvelle législation, sa déposit-

tion et celles des témoins instrumentaires peuvent suffire pour faire déclarer un acte faux, frauduleux ou simulé, et pour faire condamner un des contractans comme faussaire ou usurier. IX, p. 483, n. 512, 515.

- Si, pour conférer, soit aux premières grosses ou premières expéditions, soit aux copies qu'il délivre, les différens effets que la loi leur attribue, le notaire doit être assisté d'un notaire second ou de deux témoins. VIII, p. 643, n. 446-451; p. 657, n. 458.
- Obligation imposée aux notaires de conserver les minutes. VIII, p. 645, n. 447.
- Le notaire, dans la délivrance des grosses, est un magistrat usant d'un pouvoir qui lui a été délégué par le roi. VIII, p. 604, n. 419.
- A qui il peut délivrer des grosses; à qui il ne peut délivrer que des expéditions. Secret qui lui est recommandé. Quand il peut délivrer des secondes grosses, et comment il les délivre. VIII, p. 605, n. 420 et suiv.

Voy. Grosse, Copie de titre.

- La délivrance par le notaire de la grosse d'un contrat de mariage, sans la contrelettre qui le suit sur la minute, ne constitue pas un faux; ce n'est qu'une contravention, passible de dommages-intérêts, et de plus grandes peines, s'il y a lieu. XII, p. 100, n. 67.
- Obligation imposée au notaire de tenir un répertoire. Dans quelle forme il doit être tenu. Nécessité de son existence, pour que la transcription d'un acte notarié sur le registre du conservateur des hypothèques puisse former un commencement de preuve par écrit. VIII, p. 667, n. 469, 470.
- De l'apposition du sceau du notaire sur les actes qu'il rapporte. Conséquences du défaut d'apposition. VIII, p. 116, n. 60.
- Responsabilité des notaires. V, p. 587, n. 539.
- De la responsabilité des notaires qui négligent d'afficher les jugemens prononçant l'interdiction. II, p. 484, n. 1532.
- *Idem* des jugemens qui nomment un conseil judiciaire. II, p. 486, n. 1534, 1535.
- C'est à la diligence des notaires et sous leur responsabilité, que doivent être remplies les formalités particulières aux contrats de mariage des commerçans. XII, p. 107, n. 70.
- De la subrogation dans les droits du fisc, établie en faveur des notaires qui font, pour les parties, l'avance des droits d'enregistrement. VII, p. 303, n.
- Des fonctions du notaire commis pour

la liquidation des successions. IV, p. 420, n. 422-427.

Voy. *Partage*.

NOTE.

- Diverses questions sur l'interprétation et la force probante des notes libératoires trouvées sur des registres ou dans des papiers domestiques. VIII, p. 377, n. 399-408.

Voy. *Papiers domestiques*.

NOTIFICATION.

- On peut prouver par témoins l'heure à laquelle a été notifié un exploit. IX, p. 351, n. 225.

NOTORIÉTÉ.

- Diverses distinctions de la notoriété. La notoriété de fait n'a jamais été admise en France. VIII, p. 17, n. 13.
- De l'acte de notoriété, pour suppléer à un acte de naissance. Ce qu'il doit contenir. I, p. 314, n. 355, 356, 357.
- Il n'est admis que pour favoriser les mariages. Insuffisance dans d'autres cas. I, p. 315, n. 358-560.

NOURRITURE (de mineurs).

- Si l'obligation pour les familles de nourrir les mineurs pauvres existe encore aujourd'hui. II, p. 382, n. 1212.

NOVATION.

- Définition et nature de la novation. De combien de manières peut être passé le contrat de novation. VII, p. 328, n. 270-174.
- De l'espèce particulière de novation appelée délégation. Quand la délégation comporte et quand elle ne comporte pas novation. VII, p. 354, n. 275, et p. 348, n. 284-291.

Voy. *Délégation*.

- La novation ne se présume point, mais il suffit que la volonté de l'opérer soit certaine. Quand cette volonté doit paraître certaine. Application à la conversion d'un prêt ou du prix d'une vente en dépôt; à la conversion d'une somme exigible en une rente viagère ou perpétuelle. VII, p. 354, n. 276-282.
- Exemple d'une espèce de novation particulière, dans le cas où la séparation de patrimoine ne peut plus être demandée par le créancier d'une succession. VII, p. 344, n. 285.
- Quelles obligations peuvent être l'objet de la novation, et quelles personnes peuvent consentir à la novation. VII, p. 384, n. 292-296.
- Effets de la novation : ils dépendent de l'existence d'une seconde obligation, civile ou naturelle, substituée à la première. VII, p. 356, n. 297-299.
- L'annulation de la seconde obligation,

pour cause postérieure au contrat, ou imputable au créancier, n'empêche pas les effets de la novation. Application au cas d'acceptation en paiement d'un immeuble dont le créancier est ensuite évincé; au cas où le créancier consent à recevoir pour obligé, à la place de l'ancien débiteur, un mineur qui se fait ensuite restituer; au cas où le débiteur délégué, accepté par le créancier, devient ensuite insolvable, et au cas du convertissement en rente constituée, d'une dette exigible, et même du prix d'une vente. VII, p. 360, n. 300-308.

- Conciliation de la disposition de l'art. 1184 du Code avec la règle qu'une obligation éteinte ne revit plus. VII, p. 364, n. 306.

— La résolution du contrat de novation ne fait revivre ni l'action que donnait l'ancienne obligation contre les codébiteurs solidaires, ni les hypothèques éteintes. VII, p. 368, n. 307.

- Le créancier et le débiteur peuvent, par une stipulation expresse, transférer, sans le concours des autres créanciers, les hypothèques de l'ancienne obligation à la nouvelle; mais seulement jusqu'à concurrence de l'ancienne dette. VII, p. 367, n. 308, 310.

— Les hypothèques attachées à l'ancienne dette pourraient être réservées conditionnellement, si la nouvelle obligation n'était pas susceptible d'hypothèque. VII, p. 369, n. 311.

- Les anciennes hypothèques peuvent être réservées, sans intervention de l'ancien débiteur, dans la délégation qui s'opère au moyen de l'intervention d'un nouveau débiteur. VII, p. 370, n. 312.

— Contradiction entre l'art. 1230 et l'art. 1281 du Code civil, quant aux effets de la novation sur les hypothèques attachées à l'ancienne obligation. VII, p. 375, n. 315.

- Le créancier ne peut, dans le contrat de novation, réserver ses droits contre les cautions, à moins que la novation ne dépende de cette réserve imposée comme condition. La novation peut en effet être soumise à une condition, soit suspensive, soit résolutoire. Ses effets dans l'un et l'autre cas. VII, p. 373, n. 314-318.

— Effets de la novation opérée par la délégation parfaite. VII, p. 364, n. 319.

NOXALES (actions).

- Des actions noxales chez les Romains : elles étaient conformes à la justice. Pourquoi. XI, p. 323, n. 251, 252.

NOYÉS.

- Acte de décès d'une personne noyée,

donc le corps n'a point été retrouvé. I. p. 297, n. 355, et *ibid.*, p. 317, n. 380.

NUE-PROPRIÉTÉ.

- Des obligations du nu-propiétaire. III. p. 292, n. 457-444.
- Il peut vendre la nue-propiété, et faire tous les actes conservatoires. III, p. 292, n. 458.
- Quelles servitudes il peut établir ou abandonner. III, p. 295, n. 459, et *ibid.*, p. 419, n. 550.
- Il doit accorder sur ses autres fonds, à l'usufruitier, toutes les servitudes nécessaires. III, p. 295, n. 440.
- Il ne peut détruire des bâtiments, ni faire de constructions nouvelles, ni abattre d'arbres sans nécessité. III, p. 294, n. 441, 442.
- Le nu-propiétaire ne peut être contraint par l'usufruitier à faire les grosses réparations, ni au commencement, ni pendant la durée de l'usufruit. III, p. 296, n. 445, 444.

NULLITÉ.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *De la nullité des actes; quand elle peut être prononcée.*
- SECT. 2. *Des diverses espèces de nullité, et de l'action en rescision des actes nuls.*
- SECT. 3. *De la forme et du délai dans lesquels doit être intentée cette action.*

SECT. 1. *De la nullité des actes; quand elle peut être prononcée.*

- Différence entre ce qui est nul et ce qui n'est pas valable. VIII. p. 475, n. 520.
- Ce que signifie, en jurisprudence, *nul* valable, appliqué à un acte. VIII, p. 475, n. 521-524.
- La loi annule les conventions ou immédiatement ou par le ministère du juge. VII, p. 366, n. 479.
- Elle peut seule établir des nullités. Difficulté de reconnaître si le législateur a frappé de nullité l'acte fait en opposition à ses prescriptions ou à ses défenses. Il a dû manifester sa volonté à cet égard. VII, p. 366, n. 480, 481.
- Il y a des lois dont l'observation emporte et d'autres dont elle n'emporte pas nullité. Sanction que les premières ont en elles-mêmes. I, p. 81, n. 39-92.
- On ne doit pas suppléer des nullités qui ne sont pas établies par la loi. VII, p. 367, n. 482.
- La distinction faite par la loi romaine, entre les lois prohibitives et les lois préceptives, pour établir une règle contraire ne saurait plus être admise en droit français. VII, p. 368, n. 483-485.
- Examen et réfutation des distinctions et des limitations à l'aide desquelles les

docteurs se sont efforcés de soutenir la règle établie par la loi. *Com. de lég.* VII. p. 371, n. 486-490.

— Cette loi n'est pas fondée sur la nature des choses. Différence entre démentir et annuler. Le législateur qui n'ajoute point de cause irrégulière à sa prohibition, n'est pas censé avoir voulu annuler l'acte fait contre sa prohibition: et notamment cette prohibition n'est pas sans effet. VII. p. 377, n. 491, 492.

— Différence entre l'annulation des effets d'un acte pour vices de forme, et l'annulation de l'acte en soi-même. VII. p. 378, n. 491 à la note.

— La loi. *Code de lég.* ne lui jamais appliquée par les lois françaises tant anciennes que nouvelles. Preuve tirée de leur rédaction, notamment de l'art. 3456 du Code de procédure civile, et de la loi du 25 ventôse an X, sur le notariat. VII. p. 381, n. 495-497.

— De la doctrine établie sur la distinction des formalités essentielles ou accidentelles et des accessoires ou accessoires, pour le déclin des questions de nullité auxquelles donnent lieu les actes. VII. p. 384, n. 498-500.

— Explication de la première règle donnée pour discerner les formalités substantielles des formalités accidentelles. La formalité substantielle, quand elle est fondée sur l'équité naturelle; accidentelle lorsqu'elle est fondée sur une disposition arbitraire. Applications. VII. p. 384, n. 501.

— Le principe, point de nullité sans grief, n'a pu être admis par le législateur. VII, p. 386, note 2.

— Explication de la seconde règle: la formalité est substantielle, si on se peut y renoncer; accidentelle, si on ne peut. Insuffisance de cette règle. VII. p. 387, n. 502.

— Examen de la troisième règle: les formalités d'un acte d'insinuation sont substantielles. Autres d'un acte d'acceptation testamentaire. VII, p. 387, n. 503.

— Distinction des formalités substantielles, concomitantes et subordonnées. Quelles sont celles de ces formalités qui pourraient être considérées comme substantielles, et dont l'omission entraînerait la nullité des actes. VII, p. 388, n. 504.

— De la règle que l'omission d'une partie des formalités prescrites entraîne la nullité, s'il y a clause irritante, d'où il résulte qu'une clause n'existe pas? n. n. 505.

— Difficultés que soulèvent les principes, quant à l'application des principes.

- cassation, sur la doctrine des formalités substantielles et des formalités accidentelles dans les questions de nullité. Exemple relatif aux formalités prescrites pour les inscriptions hypothécaires. VII, p. 600, n. 806-812.
- Dernier état de la jurisprudence de la Cour de cassation sur cette question. Dans quels sens la jurisprudence des cours d'appel paraît se fixer. Heureux résultats. VII, p. 608, n. 815-818.
 - Ces principes s'appliquent aux formalités des autres actes. VII, p. 612, n. 816.
 - Résumé en quatre règles de la doctrine de l'auteur sur la fixation des cas où la nullité des actes doit être prononcée par le juge. VII, p. 615, n. 817-820.
 - La peine de nullité n'est point la conséquence de l'observation des formalités prescrites pour les actes de l'état civil. I, p. 285, n. 511.
 - La nullité des clauses d'un contrat de mariage peut résulter de l'inobservation de l'une des conditions essentielles pour la validité des conventions en général. XII, p. 51, n. 17.
 - Les formalités prescrites pour la publicité de la demande en séparation de biens et les délais dans lesquels doit être exécuté le jugement doivent être littéralement observés, à peine de nullité. XIII, p. 75, n. 48, et XIII, p. 107, n. 75 et s.
 - La nullité de la vente d'un fondsotal peut être la conséquence d'une indue aliénation. Distinctions à cet égard. XIV, p. 248, n. 325-253.
 - Mais l'acquéreur ne peut, dans la provision d'une éviction, exercer l'action en nullité; il n'a qu'une action en dommages-intérêts. XIV, p. 261, n. 256-248.
- SECT. 2. Des diverses espèces de nullité, et de l'action en rescision des actes nuls.**
- Il existe deux espèces de nullité: l'une qui a lieu de plein droit; l'autre qu'on ne peut faire prononcer que par voie d'action. La seconde donne lieu à la rescision. Sa nature. VII, p. 614, n. 821.
 - Origine de la rescision. Principes qui régissaient cette matière dans l'ancien droit français; principes qui la régissent aujourd'hui. VII, p. 616, n. 822-828.
 - Différences entre les obligations nulles de plein droit et les obligations sujettes à rescision. VII, p. 620, n. 826-828.
 - La lésion doit être prouvée, pour que l'action en rescision soit admise. Il en est autrement pour la nullité de plein droit. VII, p. 620, n. 827.
 - L'acte nul de plein droit doit être déclaré tel par le juge; il peut rejeter la demande en rescision. VII, p. 621, n. 828.
 - L'acte nul de plein droit, et dont la nullité est apparente, ne doit point être exé-
- cuté provisoirement. *Sect. de l'acte sujet à rescision.* Conséquences de ce principe relativement à l'action possessoire. VII, p. 622, n. 828, 829.
- On ne peut, en appel, convertir en demande de nullité la demande de rescision formée en première instance, et *vice versa*. VII, p. 628, n. 850, et X, p. 228, n. 168.
- Voy. Chose jugée.**
- Conséquences de la différence entre l'acte nul de plein droit, et l'acte sujet à rescision, relativement à la perception ou à la restitution des droits perçus pour mutation. Dans quels cas l'acte doit donner lieu au droit de mutation; dans quels cas la résolution de l'acte doit donner naissance à ce droit. VII, p. 628, n. 831-847.
 - Si, dans la loi du 32 frimaire an 7, les mots *nullité radicale* sont les équivalens des mots *nullité de plein droit*. VII, p. 640, n. 844.
 - Différence entre la nullité radicale et la nullité de plein droit. VI, p. 92, n. 92.
 - Différences entre la rescision et la résolution d'un contrat. VII, p. 684, n. 881.
 - Distinction des nullités en nullités absolues et nullités relatives. Quelles nullités sont absolues, quelles nullités sont relatives. VII, p. 685, n. 882-888.
 - Les nullités absolues, même celles qui ont pour cause l'intérêt public, ne peuvent être opposées que par ceux qui ont un intérêt né et actuel à s'en prévaloir. VII, p. 660, n. 886.
 - Différence entre les jugemens nuls et les jugemens iniques. Les uns et les autres acquièrent l'autorité de la chose jugée; mais à la différence du droit romain, où les jugemens nuls s'étaient de plein droit sans recours à l'appel, les voies de nullité n'ont lieu en France. La nullité du jugement n'empêche point de courir le délai d'appel, qui n'est point une prescription. On n'y peut appliquer l'art. 2267 du Code. X, p. 462, n. 111-114.
 - La nullité des jugemens rendus pour eu contre des communes non autorisées est absolue. III, p. 55, n. 88.
 - Les nullités dans les jugemens peuvent-elles être prononcées par les juges qui les ont rendus? Distinction entre les jugemens interlocutoires et les jugemens définitifs; entre les jugemens contradictoires et les jugemens par défaut. X, p. 166, n. 115 - 152.
 - Y a-t-il des exceptions à la règle que les nullités n'ont point lieu de plein droit? Quelles sont les formalités constitutives d'un jugement; comment il doit être rédigé. X, p. 184, n. 155, 154.
 - Un jugement n'est point nul pour omission d'une formalité, si elle n'a point été prescrite sous peine de nullité. Quelles

sont les nullités qu'on peut annuler sans invoquer aucune exception. L. 1. 411. n. 134, 136.

Voy. Jugement.

- Pourquoi, ceux qui s'en sont en parties dans un acte peuvent en annuler la nullité absolue. VI. 1. 461. 1. 467.
- Le simple possesseur peut annuler la nullité absolue d'un acte. L. 1. 461. 1. 467. 1. 468. 1. 469. 1. 470. 1. 471. 1. 472. 1. 473. 1. 474. 1. 475. 1. 476. 1. 477. 1. 478. 1. 479. 1. 480. 1. 481. 1. 482. 1. 483. 1. 484. 1. 485. 1. 486. 1. 487. 1. 488. 1. 489. 1. 490. 1. 491. 1. 492. 1. 493. 1. 494. 1. 495. 1. 496. 1. 497. 1. 498. 1. 499. 1. 500. 1. 501. 1. 502. 1. 503. 1. 504. 1. 505. 1. 506. 1. 507. 1. 508. 1. 509. 1. 510. 1. 511. 1. 512. 1. 513. 1. 514. 1. 515. 1. 516. 1. 517. 1. 518. 1. 519. 1. 520. 1. 521. 1. 522. 1. 523. 1. 524. 1. 525. 1. 526. 1. 527. 1. 528. 1. 529. 1. 530. 1. 531. 1. 532. 1. 533. 1. 534. 1. 535. 1. 536. 1. 537. 1. 538. 1. 539. 1. 540. 1. 541. 1. 542. 1. 543. 1. 544. 1. 545. 1. 546. 1. 547. 1. 548. 1. 549. 1. 550. 1. 551. 1. 552. 1. 553. 1. 554. 1. 555. 1. 556. 1. 557. 1. 558. 1. 559. 1. 560. 1. 561. 1. 562. 1. 563. 1. 564. 1. 565. 1. 566. 1. 567. 1. 568. 1. 569. 1. 570. 1. 571. 1. 572. 1. 573. 1. 574. 1. 575. 1. 576. 1. 577. 1. 578. 1. 579. 1. 580. 1. 581. 1. 582. 1. 583. 1. 584. 1. 585. 1. 586. 1. 587. 1. 588. 1. 589. 1. 590. 1. 591. 1. 592. 1. 593. 1. 594. 1. 595. 1. 596. 1. 597. 1. 598. 1. 599. 1. 600. 1. 601. 1. 602. 1. 603. 1. 604. 1. 605. 1. 606. 1. 607. 1. 608. 1. 609. 1. 610. 1. 611. 1. 612. 1. 613. 1. 614. 1. 615. 1. 616. 1. 617. 1. 618. 1. 619. 1. 620. 1. 621. 1. 622. 1. 623. 1. 624. 1. 625. 1. 626. 1. 627. 1. 628. 1. 629. 1. 630. 1. 631. 1. 632. 1. 633. 1. 634. 1. 635. 1. 636. 1. 637. 1. 638. 1. 639. 1. 640. 1. 641. 1. 642. 1. 643. 1. 644. 1. 645. 1. 646. 1. 647. 1. 648. 1. 649. 1. 650. 1. 651. 1. 652. 1. 653. 1. 654. 1. 655. 1. 656. 1. 657. 1. 658. 1. 659. 1. 660. 1. 661. 1. 662. 1. 663. 1. 664. 1. 665. 1. 666. 1. 667. 1. 668. 1. 669. 1. 670. 1. 671. 1. 672. 1. 673. 1. 674. 1. 675. 1. 676. 1. 677. 1. 678. 1. 679. 1. 680. 1. 681. 1. 682. 1. 683. 1. 684. 1. 685. 1. 686. 1. 687. 1. 688. 1. 689. 1. 690. 1. 691. 1. 692. 1. 693. 1. 694. 1. 695. 1. 696. 1. 697. 1. 698. 1. 699. 1. 700. 1. 701. 1. 702. 1. 703. 1. 704. 1. 705. 1. 706. 1. 707. 1. 708. 1. 709. 1. 710. 1. 711. 1. 712. 1. 713. 1. 714. 1. 715. 1. 716. 1. 717. 1. 718. 1. 719. 1. 720. 1. 721. 1. 722. 1. 723. 1. 724. 1. 725. 1. 726. 1. 727. 1. 728. 1. 729. 1. 730. 1. 731. 1. 732. 1. 733. 1. 734. 1. 735. 1. 736. 1. 737. 1. 738. 1. 739. 1. 740. 1. 741. 1. 742. 1. 743. 1. 744. 1. 745. 1. 746. 1. 747. 1. 748. 1. 749. 1. 750. 1. 751. 1. 752. 1. 753. 1. 754. 1. 755. 1. 756. 1. 757. 1. 758. 1. 759. 1. 760. 1. 761. 1. 762. 1. 763. 1. 764. 1. 765. 1. 766. 1. 767. 1. 768. 1. 769. 1. 770. 1. 771. 1. 772. 1. 773. 1. 774. 1. 775. 1. 776. 1. 777. 1. 778. 1. 779. 1. 780. 1. 781. 1. 782. 1. 783. 1. 784. 1. 785. 1. 786. 1. 787. 1. 788. 1. 789. 1. 790. 1. 791. 1. 792. 1. 793. 1. 794. 1. 795. 1. 796. 1. 797. 1. 798. 1. 799. 1. 800. 1. 801. 1. 802. 1. 803. 1. 804. 1. 805. 1. 806. 1. 807. 1. 808. 1. 809. 1. 810. 1. 811. 1. 812. 1. 813. 1. 814. 1. 815. 1. 816. 1. 817. 1. 818. 1. 819. 1. 820. 1. 821. 1. 822. 1. 823. 1. 824. 1. 825. 1. 826. 1. 827. 1. 828. 1. 829. 1. 830. 1. 831. 1. 832. 1. 833. 1. 834. 1. 835. 1. 836. 1. 837. 1. 838. 1. 839. 1. 840. 1. 841. 1. 842. 1. 843. 1. 844. 1. 845. 1. 846. 1. 847. 1. 848. 1. 849. 1. 850. 1. 851. 1. 852. 1. 853. 1. 854. 1. 855. 1. 856. 1. 857. 1. 858. 1. 859. 1. 860. 1. 861. 1. 862. 1. 863. 1. 864. 1. 865. 1. 866. 1. 867. 1. 868. 1. 869. 1. 870. 1. 871. 1. 872. 1. 873. 1. 874. 1. 875. 1. 876. 1. 877. 1. 878. 1. 879. 1. 880. 1. 881. 1. 882. 1. 883. 1. 884. 1. 885. 1. 886. 1. 887. 1. 888. 1. 889. 1. 890. 1. 891. 1. 892. 1. 893. 1. 894. 1. 895. 1. 896. 1. 897. 1. 898. 1. 899. 1. 900. 1. 901. 1. 902. 1. 903. 1. 904. 1. 905. 1. 906. 1. 907. 1. 908. 1. 909. 1. 910. 1. 911. 1. 912. 1. 913. 1. 914. 1. 915. 1. 916. 1. 917. 1. 918. 1. 919. 1. 920. 1. 921. 1. 922. 1. 923. 1. 924. 1. 925. 1. 926. 1. 927. 1. 928. 1. 929. 1. 930. 1. 931. 1. 932. 1. 933. 1. 934. 1. 935. 1. 936. 1. 937. 1. 938. 1. 939. 1. 940. 1. 941. 1. 942. 1. 943. 1. 944. 1. 945. 1. 946. 1. 947. 1. 948. 1. 949. 1. 950. 1. 951. 1. 952. 1. 953. 1. 954. 1. 955. 1. 956. 1. 957. 1. 958. 1. 959. 1. 960. 1. 961. 1. 962. 1. 963. 1. 964. 1. 965. 1. 966. 1. 967. 1. 968. 1. 969. 1. 970. 1. 971. 1. 972. 1. 973. 1. 974. 1. 975. 1. 976. 1. 977. 1. 978. 1. 979. 1. 980. 1. 981. 1. 982. 1. 983. 1. 984. 1. 985. 1. 986. 1. 987. 1. 988. 1. 989. 1. 990. 1. 991. 1. 992. 1. 993. 1. 994. 1. 995. 1. 996. 1. 997. 1. 998. 1. 999. 1. 1000. 1.
- Par qui peut être proposée la nullité des jugements de séparation de biens pour défaut de publicité. L. 1. 411. n. 134. 1. 412. 1. 413. 1. 414. 1. 415. 1. 416. 1. 417. 1. 418. 1. 419. 1. 420. 1. 421. 1. 422. 1. 423. 1. 424. 1. 425. 1. 426. 1. 427. 1. 428. 1. 429. 1. 430. 1. 431. 1. 432. 1. 433. 1. 434. 1. 435. 1. 436. 1. 437. 1. 438. 1. 439. 1. 440. 1. 441. 1. 442. 1. 443. 1. 444. 1. 445. 1. 446. 1. 447. 1. 448. 1. 449. 1. 450. 1. 451. 1. 452. 1. 453. 1. 454. 1. 455. 1. 456. 1. 457. 1. 458. 1. 459. 1. 460. 1. 461. 1. 462. 1. 463. 1. 464. 1. 465. 1. 466. 1. 467. 1. 468. 1. 469. 1. 470. 1. 471. 1. 472. 1. 473. 1. 474. 1. 475. 1. 476. 1. 477. 1. 478. 1. 479. 1. 480. 1. 481. 1. 482. 1. 483. 1. 484. 1. 485. 1. 486. 1. 487. 1. 488. 1. 489. 1. 490. 1. 491. 1. 492. 1. 493. 1. 494. 1. 495. 1. 496. 1. 497. 1. 498. 1. 499. 1. 500. 1. 501. 1. 502. 1. 503. 1. 504. 1. 505. 1. 506. 1. 507. 1. 508. 1. 509. 1. 510. 1. 511. 1. 512. 1. 513. 1. 514. 1. 515. 1. 516. 1. 517. 1. 518. 1. 519. 1. 520. 1. 521. 1. 522. 1. 523. 1. 524. 1. 525. 1. 526. 1. 527. 1. 528. 1. 529. 1. 530. 1. 531. 1. 532. 1. 533. 1. 534. 1. 535. 1. 536. 1. 537. 1. 538. 1. 539. 1. 540. 1. 541. 1. 542. 1. 543. 1. 544. 1. 545. 1. 546. 1. 547. 1. 548. 1. 549. 1. 550. 1. 551. 1. 552. 1. 553. 1. 554. 1. 555. 1. 556. 1. 557. 1. 558. 1. 559. 1. 560. 1. 561. 1. 562. 1. 563. 1. 564. 1. 565. 1. 566. 1. 567. 1. 568. 1. 569. 1. 570. 1. 571. 1. 572. 1. 573. 1. 574. 1. 575. 1. 576. 1. 577. 1. 578. 1. 579. 1. 580. 1. 581. 1. 582. 1. 583. 1. 584. 1. 585. 1. 586. 1. 587. 1. 588. 1. 589. 1. 590. 1. 591. 1. 592. 1. 593. 1. 594. 1. 595. 1. 596. 1. 597. 1. 598. 1. 599. 1. 600. 1. 601. 1. 602. 1. 603. 1. 604. 1. 605. 1. 606. 1. 607. 1. 608. 1. 609. 1. 610. 1. 611. 1. 612. 1. 613. 1. 614. 1. 615. 1. 616. 1. 617. 1. 618. 1. 619. 1. 620. 1. 621. 1. 622. 1. 623. 1. 624. 1. 625. 1. 626. 1. 627. 1. 628. 1. 629. 1. 630. 1. 631. 1. 632. 1. 633. 1. 634. 1. 635. 1. 636. 1. 637. 1. 638. 1. 639. 1. 640. 1. 641. 1. 642. 1. 643. 1. 644. 1. 645. 1. 646. 1. 647. 1. 648. 1. 649. 1. 650. 1. 651. 1. 652. 1. 653. 1. 654. 1. 655. 1. 656. 1. 657. 1. 658. 1. 659. 1. 660. 1. 661. 1. 662. 1. 663. 1. 664. 1. 665. 1. 666. 1. 667. 1. 668. 1. 669. 1. 670. 1. 671. 1. 672. 1. 673. 1. 674. 1. 675. 1. 676. 1. 677. 1. 678. 1. 679. 1. 680. 1. 681. 1. 682. 1. 683. 1. 684. 1. 685. 1. 686. 1. 687. 1. 688. 1. 689. 1. 690. 1. 691. 1. 692. 1. 693. 1. 694. 1. 695. 1. 696. 1. 697. 1. 698. 1. 699. 1. 700. 1. 701. 1. 702. 1. 703. 1. 704. 1. 705. 1. 706. 1. 707. 1. 708. 1. 709. 1. 710. 1. 711. 1. 712. 1. 713. 1. 714. 1. 715. 1. 716. 1. 717. 1. 718. 1. 719. 1. 720. 1. 721. 1. 722. 1. 723. 1. 724. 1. 725. 1. 726. 1. 727. 1. 728. 1. 729. 1. 730. 1. 731. 1. 732. 1. 733. 1. 734. 1. 735. 1. 736. 1. 737. 1. 738. 1. 739. 1. 740. 1. 741. 1. 742. 1. 743. 1. 744. 1. 745. 1. 746. 1. 747. 1. 748. 1. 749. 1. 750. 1. 751. 1. 752. 1. 753. 1. 754. 1. 755. 1. 756. 1. 757. 1. 758. 1. 759. 1. 760. 1. 761. 1. 762. 1. 763. 1. 764. 1. 765. 1. 766. 1. 767. 1. 768. 1. 769. 1. 770. 1. 771. 1. 772. 1. 773. 1. 774. 1. 775. 1. 776. 1. 777. 1. 778. 1. 779. 1. 780. 1. 781. 1. 782. 1. 783. 1. 784. 1. 785. 1. 786. 1. 787. 1. 788. 1. 789. 1. 790. 1. 791. 1. 792. 1. 793. 1. 794. 1. 795. 1. 796. 1. 797. 1. 798. 1. 799. 1. 800. 1. 801. 1. 802. 1. 803. 1. 804. 1. 805. 1. 806. 1. 807. 1. 808. 1. 809. 1. 810. 1. 811. 1. 812. 1. 813. 1. 814. 1. 815. 1. 816. 1. 817. 1. 818. 1. 819. 1. 820. 1. 821. 1. 822. 1. 823. 1. 824. 1. 825. 1. 826. 1. 827. 1. 828. 1. 829. 1. 830. 1. 831. 1. 832. 1. 833. 1. 834. 1. 835. 1. 836. 1. 837. 1. 838. 1. 839. 1. 840. 1. 841. 1. 842. 1. 843. 1. 844. 1. 845. 1. 846. 1. 847. 1. 848. 1. 849. 1. 850. 1. 851. 1. 852. 1. 853. 1. 854. 1. 855. 1. 856. 1. 857. 1. 858. 1. 859. 1. 860. 1. 861. 1. 862. 1. 863. 1. 864. 1. 865. 1. 866. 1. 867. 1. 868. 1. 869. 1. 870. 1. 871. 1. 872. 1. 873. 1. 874. 1. 875. 1. 876. 1. 877. 1. 878. 1. 879. 1. 880. 1. 881. 1. 882. 1. 883. 1. 884. 1. 885. 1. 886. 1. 887. 1. 888. 1. 889. 1. 890. 1. 891. 1. 892. 1. 893. 1. 894. 1. 895. 1. 896. 1. 897. 1. 898. 1. 899. 1. 900. 1. 901. 1. 902. 1. 903. 1. 904. 1. 905. 1. 906. 1. 907. 1. 908. 1. 909. 1. 910. 1. 911. 1. 912. 1. 913. 1. 914. 1. 915. 1. 916. 1. 917. 1. 918. 1. 919. 1. 920. 1. 921. 1. 922. 1. 923. 1. 924. 1. 925. 1. 926. 1. 927. 1. 928. 1. 929. 1. 930. 1. 931. 1. 932. 1. 933. 1. 934. 1. 935. 1. 936. 1. 937. 1. 938. 1. 939. 1. 940. 1. 941. 1. 942. 1. 943. 1. 944. 1. 945. 1. 946. 1. 947. 1. 948. 1. 949. 1. 950. 1. 951. 1. 952. 1. 953. 1. 954. 1. 955. 1. 956. 1. 957. 1. 958. 1. 959. 1. 960. 1. 961. 1. 962. 1. 963. 1. 964. 1. 965. 1. 966. 1. 967. 1. 968. 1. 969. 1. 970. 1. 971. 1. 972. 1. 973. 1. 974. 1. 975. 1. 976. 1. 977. 1. 978. 1. 979. 1. 980. 1. 981. 1. 982. 1. 983. 1. 984. 1. 985. 1. 986. 1. 987. 1. 988. 1. 989. 1. 990. 1. 991. 1. 992. 1. 993. 1. 994. 1. 995. 1. 996. 1. 997. 1. 998. 1. 999. 1. 1000. 1.
- L'acte de ratification exprime l'obligation nulle et va sans dire que y trouve la mention de l'acte de l'acte en nullité, et l'annulation de l'acte et vice sur lequel pouvait être levée l'action. Si la convention contient plusieurs vices, la mention de l'un d'eux ne répare pas les autres. L'acte qui n'annonce qu'un seul vice. VIII. 1. 695. n. 497-499.
- Le Code rejette, quand il s'agit de ratification tacite, la distinction entre les actes qui emportent la reconnaissance de l'action en nullité, et ceux qui emportent la reconnaissance de l'acte et ratification : il y substitue la distinction entre les actes d'adhésion volontaire et les actes forcés. VIII. 1. 700. 1. 54. 512.
- La nullité absolue, qui a pour cause l'intérêt public, ne peut être couverte par la ratification, et même que l'acte n'est censé d'être libre. Quant aux nullités absolues, qui s'en suivent pour cause des intérêts privés. La ratification même tacite, suffit pour les couvrir. Exemple dans la vente d'un bien de mineur, faite par le tuteur, et dans le prix est employé dans le compte. VI. 1. 664. n. 561, 562. et VIII. 1. 717. 1. 512-518.
- La ratification des nullités absolues a le point d'effet rétroactif. Seule de la ratification des actes pour la nullité relative. Exemple dans les contrats consentis par des mineurs ou par des femmes non autorisées, et ratifiés depuis la majorité ou le mariage. VII. 1. 668. n. 565. 564, 569-572. et VIII. 1. 724. n. 522, 523.
- L'hypothèque que confèrent ces actes ratifiés conserve sa date du jour de l'inscription prise en vertu de premier contrat. VII. 1. 669. n. 566, 569-572.
- Les créanciers ne peuvent, malgré leur débiteur, exercer contre les actes qui ont consenti l'action en rescision, ou l'action en nullité, lorsque la nullité qu'ils

annulent valent et sur l'acte. L. 1. 411. n. 134. 1. 412. 1. 413. 1. 414. 1. 415. 1. 416. 1. 417. 1. 418. 1. 419. 1. 420. 1. 421. 1. 422. 1. 423. 1. 424. 1. 425. 1. 426. 1. 427. 1. 428. 1. 429. 1. 430. 1. 431. 1. 432. 1. 433. 1. 434. 1. 435. 1. 436. 1. 437. 1. 438. 1. 439. 1. 440. 1. 441. 1. 442. 1. 443. 1. 444. 1. 445. 1. 446. 1. 447. 1. 448. 1. 449. 1. 450. 1. 451. 1. 452. 1. 453. 1. 454. 1. 455. 1. 456. 1. 457. 1. 458. 1. 459. 1. 460. 1. 461. 1. 462. 1. 463. 1. 464. 1. 465. 1. 466. 1. 467. 1. 468. 1. 469. 1. 470. 1. 471. 1. 472. 1. 473. 1. 474. 1. 475. 1. 476. 1. 477. 1. 478. 1. 479. 1. 480. 1. 481. 1. 482. 1. 483. 1. 484. 1. 485. 1. 486. 1. 487. 1. 488. 1. 489. 1. 490. 1. 491. 1. 492. 1. 493. 1. 494. 1. 495. 1. 496. 1. 497. 1. 498. 1. 499. 1. 500. 1. 501. 1. 502. 1. 503. 1. 504. 1. 505. 1. 506. 1. 507. 1. 508. 1. 509. 1. 510. 1. 511. 1. 512. 1. 513. 1. 514. 1. 515. 1. 516. 1. 517. 1. 518. 1. 519. 1. 520. 1. 521. 1. 522. 1. 523. 1. 524. 1. 525. 1. 526. 1. 527. 1. 528. 1. 529. 1. 530. 1. 531. 1. 532. 1. 533. 1. 534. 1. 535. 1. 536. 1. 537. 1. 538. 1. 539. 1. 540. 1. 541. 1. 542. 1. 543. 1. 544. 1. 545. 1. 546. 1. 547. 1. 548. 1. 549. 1. 550. 1. 551. 1. 552. 1. 553. 1. 554. 1. 555. 1. 556. 1. 557. 1. 558. 1. 559. 1. 560. 1. 561. 1. 562. 1. 563. 1. 564. 1. 565. 1. 566. 1. 567. 1. 568. 1. 569. 1. 570. 1. 571. 1. 572. 1. 573. 1. 574. 1. 575. 1. 576. 1. 577. 1. 578. 1. 579. 1. 580. 1. 581. 1. 582. 1. 583. 1. 584. 1. 585. 1. 586. 1. 587. 1. 588. 1. 589. 1. 590. 1. 591. 1. 592. 1. 593. 1. 594. 1. 595. 1. 596. 1. 597. 1. 598. 1. 599. 1. 600. 1. 601. 1. 602. 1. 603. 1. 604. 1. 605. 1. 606. 1. 607. 1. 608. 1. 609. 1. 610. 1. 611. 1. 612. 1. 613. 1. 614. 1. 615. 1. 616. 1. 617. 1. 618. 1. 619. 1. 620. 1. 621. 1. 622. 1. 623. 1. 624. 1. 625. 1. 626. 1. 627. 1. 628. 1. 629. 1. 630. 1. 631. 1. 632. 1. 633. 1. 634. 1. 635. 1. 636. 1. 637. 1. 638. 1. 639. 1. 640. 1. 641. 1. 642. 1. 643. 1. 644. 1. 645. 1. 646. 1. 647. 1. 648. 1. 649. 1. 650. 1. 651. 1. 652. 1. 653. 1. 654. 1. 655. 1. 656. 1. 657. 1. 658. 1. 659. 1. 660. 1. 661. 1. 662. 1. 663. 1. 664. 1. 665. 1. 666. 1. 667. 1. 668. 1. 669. 1. 670. 1. 671. 1. 672. 1. 673. 1. 674. 1. 675. 1. 676. 1. 677. 1. 678. 1. 679. 1. 680. 1. 681. 1. 682. 1. 683. 1. 684. 1. 685. 1. 686. 1. 687. 1. 688. 1. 689. 1. 690. 1. 691. 1. 692. 1. 693. 1. 694. 1. 695. 1. 696. 1. 697. 1. 698. 1. 699. 1. 700. 1. 701. 1. 702. 1. 703. 1. 704. 1. 705. 1. 706. 1. 707. 1. 708

- lequel doit être exercée l'action en nullité ou en rescision. Différence entre la prescription de cette action et la prescription de dix ou vingt ans. VII, p. 714, n. 603-606.
- Si le titre était imparfait faute de signature ou autrement, il ne serait pas besoin d'en demander la nullité dans le délai de dix ans, à moins qu'il ne fallût l'attaquer par la voie de l'inscription de faux. VII, p. 719, n. 607, 608.
- L'acte authentique, nul par défaut de forme, vaut comme écriture privée, s'il est signé des parties. Pourquoi. VIII, p. 199, n. 154.
- Mais toutes les parties doivent l'avoir signé; celle qui ne l'aurait pas fait pourrait retirer son consentement avant la perfection de l'acte. VIII, p. 201, n. 158.
- Quand commence à courir le délai, si le contrat est suspendu par une condition. *Quid* dans le cas d'une institution contractuelle? VII, p. 720, n. 609, 610.
- Le délai court-il pendant le terme accordé pour l'exécution du contrat? VII, p. 722, n. 611.
- Quand il commence à courir dans les cas de violence, erreur ou dol, et à l'égard des actes faits par les femmes mariées, les mineurs ou les interdits. VII, p. 722, n. 612-614.
- L'action en nullité passe aux héritiers, qui peuvent l'exercer pendant le temps qui restait à leur auteur. VII, p. 723, n. 618.
- Le délai court-il contre les interdits, à l'égard des actes faits avant leur interdiction? VII, p. 723, n. 616.
- La fin de non recevoir établie contre l'action en nullité par l'art. 1304 ne s'applique point aux testaments. VII, p. 728, n. 617.

OBLIGATION.

SOMMAIRE.

- CHAP. 1. *De l'obligation en général; de sa nature et de son origine.*
- CHAP. 2. *De l'obligation conventionnelle.*
- CHAP. 3. *De l'obligation qui se forme sans convention.*

CHAP. 1. *De l'obligation en général; de sa nature et de son origine.*

- Toute loi produit une obligation. I, p. 83, n. 95.
- Ce que c'est qu'une obligation. I, p. 84, n. 93, et VI, p. 5, n. 2.
- Loi et obligation, droit et devoir, sont des corrélatifs. I, p. 84, n. 97.
- En quoi consiste l'essence de l'obligation. Comment elle lie les volontés. I, p. 84, n. 98.

- De l'obligation dans le sens actif. I, p. 86, n. 99.
- Origine commune de toute obligation, même de celles qui résultent d'une convention. VI, p. 3, n. 3-8.
- Il existe deux sources des obligations, la volonté de l'homme et la loi. XI, p. 2, n. 2-4, et *ibid.*, p. 7, n. 8 à la note.
- La doctrine du Code sur la source des obligations est plus exacte que celle de Justinien dans les Institutes. XI, p. 11, n. 10.

CHAP. 2. *De l'obligation conventionnelle.*

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *De l'obligation conventionnelle; de son origine et de ses effets.*
- SECT. 2. *Des diverses espèces d'obligations conventionnelles.*
- SECT. 3. *De l'estimation des obligations.*
- SECT. 4. *De la nullité des obligations.*
- SECT. 5. *De la preuve des obligations.*

SECT. 1. *De l'obligation conventionnelle, de son origine et de ses effets.*

SOMMAIRE.

- ART. 1. *De l'obligation conventionnelle et de son origine.*
- ART. 2. *Effets de l'obligation conventionnelle.*

ART. 1. *De l'obligation conventionnelle et de son origine.*

- Quelles conventions produisent obligation. VI, p. 8, n. 8, 9.
- Pour qu'une convention soit obligatoire, il faut, non pas que l'objet en soit déterminé, mais seulement qu'il soit certain. (Rectification du n. 159, VI), XIII, p. 878, *addit.*
- De la cause des obligations conventionnelles. VI, p. 170, n. 166 et suiv.
- Voy. *Cause.*

- La loi ne peut ôter aux conventions leur force obligatoire; mais seulement prescrire des conditions à la garantie qu'elle leur accorde. XI, p. 4, n. 8.

- L'obligation conventionnelle est l'effet immédiat du contrat. Les devoirs qui en résultent pour une partie, les droits qu'il établit en faveur de l'autre, peuvent aussi être regardés comme les effets. Ces effets sont ou généraux ou particuliers. VI, p. 199, n. 188.

Voy. *Convention, Contrat.*

ART. 2. *Des effets de l'obligation conventionnelle.*

SOMMAIRE.

- § 1. *Effets généraux.*
- § 2. *Effets de l'obligation de donner.*

§ 3. *Effets de l'obligation de faire ou de ne pas faire.*

§ 4. *Conséquences de l'inexécution des obligations.*

§ 1. *Effets généraux de l'obligation conventionnelle.*

- Effets généraux de toutes les obligations conventionnelles. VI, p. 200, n. 189, 190.
- Les conventions ont la force de lois, et sont exécutées au nom du roi. VI, p. 200, n. 191.
- Mais ce ne sont que des lois privées, que l'on peut révoquer d'un consentement mutuel, quand il n'en résulte pas un droit acquis pour un tiers. VI, p. 201, n. 192, 193.
- Quand la contravention à la loi du contrat est un moyen de cassation. VI, p. 201, n. 193, 194.
- Les conventions doivent être exécutées de bonne foi. Sens de cette maxime. VI, p. 207, n. 195.
- Ce que l'on entend par la substance et par la nature du contrat; quelles choses en forment la nature, quelles choses en forment la substance. VI, p. 206, n. 196-199.

§ 2. *Effets de l'obligation de donner.*

- De l'obligation de donner. VI, p. 211, n. 200-214.
- L'obligation principale est de livrer la chose en temps et lieu; l'obligation accessoire est de la conserver. VI, p. 212, n. 200, 201.
- L'obligation de donner confère la propriété de la chose promise, ou un droit réel sur cette chose, du moment où le contrat est parfait. VI, p. 213, n. 202.
- Certains contrats ne confèrent qu'un droit à la chose. VI, p. 213, n. 203.
- Le premier contrat de vente d'un immeuble, lorsque la date en est certaine, l'emporte sur le second, suivi même de la tradition de la chose vendue. VI, p. 213, n. 204.
- Il en est autrement de la vente d'un meuble. VI, p. 213, n. 205.
- L'exécution des contrats qui ne confèrent pas un droit réel peut quelquefois être poursuivie contre un tiers détenteur de la chose. VI, p. 219, n. 206.
- Les actions que confèrent les contrats sont une véritable propriété. VI, p. 220, n. 207.
- Deux voies sont ouvertes pour forcer le débiteur à remplir son obligation. L'exécution parée et l'action ou demande. VI, p. 221, n. 208.
- Ce que c'est que l'exécution parée. VI, p. 221, n. 209 et 213.

— La convention constatée seulement par un acte sous seing privé, ou passée verbalement, ne peut être mise à exécution que par l'autorité du juge. VI, p. 238, n. 214.

— Principes du droit romain sur les moyens d'arriver à l'exécution d'un jugement qui condamnait à la restitution d'une chose. X, p. 343, n. 420-454.

§ 3. *Effets de l'obligation de faire ou de ne pas faire.*

- De l'obligation de faire ou de ne pas faire. VI, 229, n. 215 et suiv.
- L'homme peut engager ses services et ses actions; mais il ne peut précisément être contraint à un fait. VI, p. 229, n. 215, 216.

§ 4. *Conséquences de l'inexécution des obligations.*

- La condamnation à des dommages-intérêts est la seule conséquence légale de l'inexécution d'une promesse de faire ou de ne pas faire. VI, p. 230, n. 217.
 - Mais le créancier peut, si la chose est possible, faire détruire ce qui a été fait en contravention à l'engagement. VI, p. 231, n. 218.
 - Quand et comment le débiteur pourrait se soustraire aux dommages-intérêts. VI, p. 232, n. 219.
 - Unique ressource du créancier, si l'obligation de faire ne peut être appréciée en deniers. VI, p. 233, n. 221.
 - Ce qu'on entend par dommages-intérêts. VI, p. 233, n. 222.
 - Des causes et des fautes pour lesquelles sont dus les dommages-intérêts. VI, p. 233, n. 223 et suiv.
 - Quand les dommages-intérêts sont encourus par le retard ou la demeure. VI, p. 243, n. 238 et suiv.
 - En quoi consistent les dommages-intérêts; comment ils sont fixés, et s'il en est dû pour l'inexécution des obligations filiales. VI, p. 273, n. 263 et suiv.
- Voy. *Dommages-intérêts.*

SECT. 2. *Des diverses espèces d'obligations conventionnelles.*

- Division des obligations en neuf classes, VI, p. 403, n. 376.

SOMMAIRE.

ART. 1. *Des obligations naturelles et des obligations civiles.*

ART. 2. *Des obligations réelles, personnelles, personnelles et réelles, et de la transmission des droits et des obligations.*

ART. 3. *Des obligations principales ou primitives, et des obligations accessoires ou secondaires.*

ART. 4. *Des obligations conditionnelles.*

ART. 5. *Des obligations à terme.*

ART. 6. *Des obligations conjonctives, disjonctives ou alternatives, et des obligations facultatives.*

ART. 7. *Des obligations solidaires ou non solidaires.*

ART. 8. *Des obligations divisibles ou non divisibles.*

ART. 9. *Des obligations avec ou sans clauses pénales.*

ART. 1. *Des obligations naturelles et des obligations civiles.*

- Obligations naturelles dans leur principe, mais devenues aussi obligations civiles par la sanction que leur accorde la loi civile. VI, p. 408, n. 377.
- Obligations purement naturelles, dettes de jeu, paris, gageures, etc. VI, p. 408, n. 378, 380-382, 384, 386.
- Obligations purement civiles. VI, p. 409, n. 379, 380.
- L'obligation naturelle reste, lorsque la loi retire l'action qu'elle accordait comme sanction. Application aux rentes féodales. VI, p. 417, n. 385.
- Effet commun à toutes les obligations naturelles; elles empêchent la répétition de ce qui a été payé. VI, p. 420, n. 386.
- Pourquoi la loi refuse une action pour faire exécuter les obligations naturelles. VI, p. 420, n. 387.
- Effets de l'obligation naturelle selon le droit romain. Ont-ils été conservés par le Code. VI, p. 422, n. 388-396.
- L'obligation naturelle peut-elle être compensée avec une obligation civile? VI, p. 422, n. 389.
- L'obligation naturelle peut être ratifiée ou confirmée; par exemple par la novation, si la cause n'en est pas réprochée par un motif d'intérêt public. VI, p. 425, n. 390-392.
- On peut, dans le même cas, cautionner une obligation naturelle. VI, p. 425, n. 393-396.

ART. 2. *Des obligations réelles, personnelles, personnelles et réelles, et de la transmission des droits et des obligations.*

SOMMAIRE.

- § 1. *Des obligations réelles, personnelles, personnelles et réelles.*
- § 2. *De la transmission des droits et des obligations.*
- § 1. *Des obligations réelles, personnelles, personnelles et réelles.*
- Des obligations réelles et personnelles. VI, p. 434, n. 397 et suiv., et III, p. 218, n. 344-349.

— Du pacte réel et de ses effets. VI, p. 435, n. 398, et III, p. 219, n. 346.

— Du pacte personnel et de ses effets. VI, p. 435, n. 399, et III, p. 218, n. 348.

— On peut toujours se dégager d'une obligation purement réelle, par l'abdication de la chose obligée. III, p. 220, n. 349.

— L'obligation est toujours purement réelle dans les servitudes. Conséquences de ce principe. III, p. 220, n. 349.

— Différence de la servitude et de l'obligation. III, p. 241, n. 381.

— L'obligation aux droits féodaux et aux rentes foncières était réelle; on s'en libérait par l'abdication du fonds, nommée *exponso* ou *déguerpissement*. III, p. 220, n. 350, 351.

— On ne se libère plus des rentes foncières que par le rachat, à moins que leur origine ne soit antérieure au Code. III, p. 221, n. 352, 353.

— L'obligation peut être personnelle d'un côté, réelle de l'autre. VI, p. 436, n. 400; et III, p. 219, n. 346.

— Avant l'état civil, toutes les obligations étaient personnelles. VI, p. 436, n. 401.

— Dans l'état civil, elles sont toutes censées réelles; mais on peut les rendre simplement personnelles. VI, p. 437, n. 402, 405.

— Diverses espèces d'obligations réelles. VI, p. 497, n. 463.

§ 2. *De la transmission des droits et des obligations.*

— Les obligations de faire passent-elles aux héritiers? Comment l'obligation d'un fait qui ne peut être accompli que par la personne peut néanmoins passer aux héritiers. Les obligations dérivant du contrat de louage d'ouvrage et d'autres semblables ne passent pas aux héritiers. Cas où l'obligation de faire et le droit qui en résulte passent aux héritiers. VI, p. 439, n. 404-411.

— Le caractère de personnalité dans les obligations résulte souvent des circonstances ou de la nature de la convention. Exemples pour les reprises d'apport, les préciputs, les droits de retour, d'usufruit d'usage, d'habitation. VI, p. 449, n. 412.

— Dans le silence de la convention, l'obligation passe en général à tous les héritiers des contractants. VI, p. 481, n. 413, 414.

— Comment un des héritiers de l'un des contractants peut être déchargé, lors du contrat, de sa part contributive au paiement de la dette. Effet d'une pareille stipulation. VI, p. 481, n. 415.

— Peut-on, en droit français, stipuler qu'une créance passera à un seul des héritiers de l'un des contractants? VI, p. 455, n. 416, 417.

- On est censé promettre pour tous ses héritiers ; mais peut-on stipuler par contrat, ou ordonner par testament qu'un seul héritier sera chargé de l'exécution de la promesse ? VI, p. 486, n. 418.
 - Si les droits et obligations d'un auteur passent à ses successeurs à titre particulier. Distinction entre les droits réels et les droits personnels ; entre les obligations réelles et les obligations personnelles. VI, p. 487, n. 420-426.
 - Moyens de soumettre indirectement les successeurs particuliers à remplir les obligations de leur auteur. VI, p. 463, n. 427.
 - 1^o Charges et conditions imposées au transport de la propriété, et dont l'exécution suspend ce transport, ou en entraîne la résolution. VI, p. 464, n. 428-430.
 - 2^o Division de la propriété ; aliénation séparée des droits réels dont elle se compose. Comment se transfèrent ces droits ; comment ils s'exercent. Obligations qui en résultent pour le successeur particulier. Application au bail à ferme ou à loyer, et aux droits de passage purement personnels. VI, p. 468, n. 434-437.
 - 3^o Hypothèque frappant les biens transmis, dans le but d'en soumettre les acquéreurs particuliers aux obligations dont l'exécution n'est pas naturellement attachée à la chose. Effets de cette hypothèque. VI, p. 478, n. 458, 459.
 - 4^o Assignat ou assiette. But de son introduction. Ses effets. En quoi il diffère de l'hypothèque. Diverses espèces d'assignat. Comment on les distingue. VI, p. 477, n. 440-461.
- Voy. *Assignat*.
- Comment se transmettent les droits et les obligations aux successeurs à titre particulier ou ayant-cause. Examen d'une dissertation de M. Merlin et d'une autre dissertation de M. Ducaurroy sur cette question. X, p. 890, *addition*, n. 1-40.
- Voy. *Ayant-cause*.
- Avant l'état civil, les obligations s'éteignaient par la mort de celui qui les avait contractées ; mais au moyen de la règle, *quis s'oblige oblige le sien*, l'établissement de la propriété permanente fit passer les obligations avec les biens d'une génération à l'autre. X, p. 890, *addition*, n. 1, 2.
 - Les biens d'un débiteur sont le gage commun de ses créanciers. Ils cessent de l'être, s'ils sortent de ses mains. Ses successeurs particuliers ne sont pas tenus de ses obligations. X, p. 890, *addition*, n. 3.
 - Exceptions pour le cas où il aurait spécialement affecté ses biens à l'acquit-

tement de ses obligations, soit en les aliénant sous cette condition, qui devient loi pour ses successeurs, soit en les grevant de servitudes ou d'autres charges. Alors il ne peut transférer plus de droits qu'il ne s'en est réservé à lui-même. X, p. 892, *addition*, n. 4, 8.

— Comment les Romains s'écartaient de ce principe à l'égard de la transmission de la propriété, pour laquelle ils exigeaient la tradition. Conséquences de leur système, dans le cas de deux ventes du même fonds. X, p. 898, *addition*, n. 6, 7.

— Hors ce cas, ils suivaient, à quelques exceptions près, le principe qu'on peut opposer au successeur toutes les obligations qu'on pouvait opposer à son auteur. Application au cas où celui qui avait vendu un fonds sans en être propriétaire le revendait de nouveau après l'être devenu : le premier acquéreur était préféré. X, p. 898, *addition*, n. 8-10.

— Notre législation suit ce principe plus rigoureusement que le droit romain : par exemple, chez nous, l'acquéreur est obligé d'entretenir le bail fait par le vendeur. Il en devrait être ainsi de la concession d'un droit personnel de passage. X, *addition*, p. 893, n. 12, 13.

— Mais il faut que le contrat opposé à l'ayant-cause soit antérieur au titre de celui-ci. Il suffit d'un contrat sous seing privé. X, *addition*, p. 894, n. 14.

Voy. *Ayant-cause*.

ART. 5. *Des obligations principales ou primitives, et des obligations accessoires ou secondaires.*

— Des obligations principales ou primitives, et des obligations accessoires ou secondaires. Les secondes prennent quelquefois la place des premières. Quelquefois aussi elles subsistent ensemble, ou le créancier a l'option. VI, p. 499, n. 463-466.

ART. 4. *Des obligations conditionnelles.*

— Des obligations conditionnelles. VI, p. 802, n. 467 et suiv.

Voy. *Condition*.

ART. 3. *Des obligations à terme.*

— Des obligations à terme. VI, p. 678, n. 630 et suiv.

Voy. *Terme*.

ART. 6. *Des obligations conjonctives, disjonctives ou alternatives, et des obligations facultatives.*

— Des obligations conjonctives, disjonctives ou alternatives, et des obligations facultatives. VI, p. 718, n. 666-701.

Voy. Conjonctive, Alternative, Facultative.

— Des obligations dans lesquelles plusieurs personnes figurent ensemble comme créancières, et sont réunies soit dans le contrat, soit dans le testament, par une conjonctive ou par une disjonctive. VI, p. 738, n. 702 et suiv.

ART. 7. Des obligations solidaires ou non solidaires.

— Des obligations solidaires et de celles dans lesquelles plusieurs personnes stipulent ou promettent. VI, p. 738, n. 702 et suiv.

Voy. Disjonctive, Solidarité.

ART. 8. Des obligations divisibles ou non divisibles.

— Des effets de la division des obligations, et des obligations divisibles ou indivisibles. VI, p. 776, n. 780 et suiv.

Voy. Indivisibilité, Division.

ART. 9. Des obligations avec ou sans clauses pénales.

— Des obligations avec ou sans clauses pénales. VI, p. 856, n. 799 et suiv.

Voy. Clause pénale.

SECT. 3. De l'extinction des obligations.

— De l'extinction des obligations. VII, p. 4, n. 1 et suiv.

— Les divers modes d'extinction des obligations peuvent se réduire à onze. VII, p. 2, n. 2.

Voy. Paiement, Cession, Abandon, Novation, Remise, Confusion, Perte, etc.

— Quand l'obligation est éteinte par la perte ou la destruction de la chose qui en faisait l'objet. VII, p. 849, n. 442-443.

— Si, par quelque événement non imputable au débiteur, l'accomplissement de son obligation est devenu impossible, il en est comme dans le cas de la perte de la chose due. VII, p. 823, n. 446.

— Le contrat est-il alors dissous de manière que l'autre partie soit également dégagée de son obligation ? VII, p. 824, n. 447.

— Quand le contrat translatif de propriété est parfait. Application au contrat de vente. VII, p. 827, n. 448.

— Quand le contrat qui ne transfère que la jouissance est parfait. Application au contrat de louage. Conséquences. VII, p. 829, n. 449, 450.

— Distinction entre le cas où les membres d'une société mettent en commun la propriété des choses qu'ils y apportent, et celui où ils ne mettent en commun que la jouissance de ces choses. VII, p. 830, n. 481.

— Application de cette distinction pour la solution des questions auxquelles donne lieu la perte des choses qui ont dû être apportées dans la société par les associés. Examen de l'art. 1867 du Code civil. VII, p. 831, n. 482-481.

— Dans le cas de l'obligation de faire ou de faire faire, comme dans celui de l'obligation de donner, l'obligation est éteinte si le débiteur est, sans sa faute, empêché de faire ce qu'il avait promis. VII, p. 843, n. 462.

— De la perte de la chose dans le cas de l'obligation conditionnelle. VII, p. 844, n. 463.

— L'obligation de faire établir au profit d'un fonds une servitude sur le fonds d'autrui, ne s'éteint pas, parce que le propriétaire du premier fonds l'a aliéné, sans céder formellement à l'acquéreur son droit à la servitude. VII, p. 848, n. 464.

— De l'extinction de l'obligation par application de la règle que deux causes lucratives ne peuvent se réunir pour la même chose, en faveur de la même personne. VII, p. 847, n. 465.

— A quel se réduit l'obligation dans le cas où elle n'est pas éteinte par la perte de la chose. Quels sont ces cas. VII, p. 849, n. 466-469.

— L'obligation éteinte, parce que la chose qui en était l'objet avait été consacrée à des usages publics, revêt-elle lorsque cette chose est rendue au commerce ? VII, p. 854, n. 477.

SECT. 4. De la nullité des obligations.

— De l'action en nullité ou en rescision des obligations. VII, p. 866, n. 479 et suiv.

Voy. Nullité, Rescision.

SECT. 8. De la preuve des obligations.

— L'obligation existe indépendamment de l'acte destiné à en procurer la preuve. VIII, p. 462, n. 315 ; p. 472, n. 318.

— De la preuve des obligations.

Voy. Preuve.

CHAP. 3. Des obligations qui se forment sans convention.

— Des obligations qui se forment sans convention. XI, p. 2, n. 2 et suiv.

Voy. Quasi-Contrat, Délit, Quasi-Délit, Responsabilité.

— Rectification de la doctrine de l'auteur sur la source des obligations. Il en existe deux sources : la volonté de l'homme et la loi. XI, p. 2, n. 2-4, et p. 7, n. 8, à la note.

— La loi ne peut ôter aux conventions leur force obligatoire, mais seulement pres-

crire des conditions à la garantie qu'elle leur accorde. XI, p. 4, n. 8.

— La doctrine du Code sur la source des obligations est plus exacte que celle de Justinien dans les Institutes. XI, p. 11, n. 10.

— Des obligations qui naissent des cas fortuits. XI, p. 441, n. 318-329.

Voy. *Cas fortuit*.

OCCASION.

— Il suffit que notre fait ait été l'occasion d'un dommage, pour que nous en soyons responsables. XI, p. 217, n. 184.

Voy. *Responsabilité civile*, sect. 1.

OCCUPATION.

— Du droit du premier occupant; il finit avec l'occupation. III, p. 42, n. 68, 67.

— Comment ce droit devient une propriété stable. III, p. 45, n. 68, 72.

Voy. *Propriété*.

— Choses à l'égard desquelles l'occupation a conservé ses anciennes prérogatives. III, p. 55, n. 81.

— En quel cas le Code reconnaît le droit d'occupation. IV, p. 8, n. 8.

— Animaux sauvages; animaux apprivoisés. IV, p. 6, n. 6.

— Droit de chasse. IV, p. 8, n. 7-23.

Voy. *Chasse*.

— Droit de pêche. IV, p. 30, n. 24-28.

Voy. *Pêche*.

— Des prises faites sur l'ennemi. IV, p. 35, n. 29.

— De l'invention. Ce qu'on entend par épaves. IV, p. 36, n. 30 et suiv.

Voy. *Épaves*.

— Des trésors. A qui ils appartiennent. IV, p. 39, n. 34-37.

— Du droit des inventeurs sur les objets provenant de jet, bris ou naufrage, sur les épaves maritimes, sur celles de terre, et sur celles des rivières. IV, p. 42, n. 38-49.

— Le droit du premier occupant est l'origine des successions. IV, p. 122, n. 119-128.

OFFICE MINISTÉRIEL.

— Le droit de nommer aux offices appartient au roi. La nomination aux offices est hors du commerce. VI, p. 159, n. 161.

— Les offices ministériels transmissibles en vertu de la loi des finances du 23 avril 1816, sont des propriétés mobilières, qui entrent dans la communauté légale. XII, p. 198, n. 112.

— Les traités pour la cession de ces offices sont licites, et les ministres n'ont pas le droit de s'immiscer dans les conditions de la cession. XII, p. 199, n. 112.

— Lors du partage de la communauté, les offices ministériels peuvent être prélevés

par le mari, moyennant récompense. XIII, p. 249, n. 174.

— Quel doit être cette récompense. XIII, p. 251, n. 175.

OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL.

— Obligations auxquelles sont soumis les officiers de l'état civil. Peines qu'ils encourrent. I, p. 276, n. 503 et suiv.; p. 458, n. 845 et suiv.; p. 478, n. 869, 870.

— Peuvent-ils célébrer un mariage lorsque la preuve d'un empêchement est acquise pour eux? I, p. 494, n. 892.

Voy. *Actes de l'état civil*, *Mariage*.

OFFICIER DE SANTÉ.

— De l'incapacité pour les officiers de santé de recevoir de leurs malades, par testament ou autrement. V, p. 81, n. 66-69.

OFFICIER MINISTÉRIEL.

— Ce qu'on entend par officiers ministériels. Si les notaires sont au nombre des officiers ministériels ayant pouvoir de faire des offres. VII, p. 264, n. 199-201.

OFFICIER PUBLIC.

— Foi est due jusqu'à inscription de faux aux actes rédigés par les officiers publics. Quels sont ces officiers. VIII, p. 216, n. 144.

OFFRES.

— Les offres suivies de consignation, sont un moyen de libération que la loi assure au débiteur, lorsque le créancier refuse de recevoir son paiement. Elles ne libèrent pas le débiteur envers les créanciers opposants, qui ont rendu la consignation nécessaire. VII, p. 239, n. 187.

— Insuffisance des offres verbales ou non réelles, même signifiées en forme. VII, p. 260, n. 188.

— Examen des cinq premières conditions requises pour la validité des offres : qu'elles soient faites au créancier capable de recevoir, ou à quelqu'un qui ait qualité de recevoir pour lui; qu'elles soient faites par une personne capable de payer; qu'elles soient intégrales; que le terme soit échu, et que la condition soit accomplie. *Quid* si les frais ne sont pas liquidés, ou si les offres sont supérieures à la somme due? VII, p. 260, n. 189-198.

— Les offres de paiement peuvent être valablement faites par un tiers, à l'insu et au nom du débiteur. VII, p. 17, n. 11, 12.

— Si les offres partielles de la dette primitive peuvent soustraire à l'application de la clause pénale. VI, p. 874, n. 836-838.

— En quel lieu doivent être faites les offres pour être valables. Ce qu'on doit décider quand il n'y a point eu d'élection de domicile au lieu convenu pour le paiement,

et dans le cas où la chose due est un corps certain. VII, p. 263, n. 196-198.

- Par qui doivent être faites les offres; si celui qui les fait doit être accompagné de témoins; ce qu'on entend par officier ministériel. VII, p. 264, n. 199-201.
- Ce que doit contenir le procès-verbal d'offres. VII, p. 268, n. 202, 203.
- Ce que doit faire le débiteur, si le créancier refuse les offres. VII, p. 268, n. 204-217.

Voy. *Consignation*.

- Comment doit être formée la demande en validité ou en nullité d'offres. Qui doit payer les frais des offres. VII, p. 281, n. 218, 219.
- Quels sont les effets des offres pour l'avenir. Si elles empêchent les intérêts de courir, et soustraient à l'application de la clause pénale. VII, p. 283, n. 220-230.
- Pour qui est la perte survenue dans les espèces offertes, depuis le jour des offres. VII, p. 296, n. 251.
- Quel intervalle peut exister entre les offres et la consignation, pour qu'on ne puisse prétendre que les offres ont été retirées. VII, p. 297, n. 253.
- Le débiteur peut-il toujours retirer les deniers consignés? VII, p. 298, n. 254.
- Pourquoi est l'augmentation ou la diminution des espèces, survenue depuis la consignation. VII, p. 301, n. 235.

OLOGRAPHE (testament).

- Du testament olographe. V, p. 327, n. 337 et suiv.

Voy. *Testament olographe*.

OMISSION.

- Comment le notaire peut et doit faire réparer les omissions dans les actes qu'il a rédigés. VIII, p. 193, n. 129.

ONÉREUX (contrat).

- Quels contrats sont à titre onéreux. VI, p. 20, n. 20.
- De la nullité des donations déguisées sous la forme de contrats onéreux. V, p. 92, n. 84, 85.

OPINION.

- Ce qui se fait dans le cas de partage d'opinions entre les juges. VIII, p. 91, n. 41.

OPPOSANT (créancier).

- Ce que c'est que les créanciers opposants; de la distribution que doit leur faire l'héritier bénéficiaire. IV, p. 386, n. 380-385.

OPPOSITION.

- Ce qu'on entend par *opposition constatée*, dans l'art. 1879 du Code civil. XIV, p. 438, n. 364.

OPPOSITION (au jugement par défaut).

- Les jugemens rendus par défaut ont l'autorité de la chose jugée; après les délais de l'opposition. Quels sont ces délais. X, p. 184, n. 102, 103.

OPPOSITION (au mariage).

- Des oppositions au mariage; quand et par qui elles peuvent être formées. I, p. 487, n. 881 et suiv.
- Le mariage d'un individu qu'on prétendrait en état de démence ou de fureur, mais qui n'aurait point été interdit, serait valide, s'il avait été contracté sans opposition. Qui peut former opposition: I, p. 424, n. 802.

Voy. *Mariage*.

OPPOSITION (aux scellés).

- De l'opposition aux scellés de la part des créanciers. IV, p. 409, n. 410.

ORDONNANCE.

- Le roi, à qui seul appartient la puissance exécutive, a le droit de faire des ordonnances et réglemens pour l'exécution des lois. I, p. 81, n. 84.
- En quoi ces ordonnances diffèrent des lois. Le roi peut les révoquer. I, p. 81, n. 85.
- Les ordonnances émanées des ministres seuls, ou instructions ministérielles, n'obligent que les préposés des ministres, et sont sans force obligatoire à l'égard des autres citoyens. I, p. 82, n. 86.

ORDRE.

- Des divers ordres de succession. IV, p. 473, n. 163 bis-179.

Voy. *Succession*.

ORDRE PUBLIC.

- Les actes infectés d'une nullité d'ordre public ne peuvent être ratifiés que dans le cas où les choses en seraient venues au point où la convention aurait cessé d'être illicite. VIII, p. 717, n. 815, 816,

ORDRES (sacrés).

- L'engagement dans les ordres sacrés est-il encore un empêchement au mariage? I, p. 470, n. 859, 860.

ORIGINAL.

- Ce qu'on entend par original. De l'original des actes sous seing privé et des actes notariés. VIII, p. 899, n. 412.
- Pourquoi les originaux des actes notariés sont appelés *minutes*, autrefois *briefs*, *brefs* ou *brevets*. VIII, p. 600, n. 413.
- Injonction aux notaires de garder les originaux. VIII, p. 600, n. 414.

- C'est l'original d'un acte qui fait preuve. Nécessité de donner quelquefois force de preuve aux copies. Quelles sont les copies qui jouissent de ce privilège. VIII, p. 600, n. 415 et suiv.

Voy. *Copie de titre*.

- Les premières grosses et les premières expéditions sont provisoirement la même foi que l'original ; mais la représentation de l'original peut toujours être exigée. VIII, p. 614, n. 426, 427.
- S'il a péri, elles font définitivement la même foi que l'original. Pourquoi. VIII, p. 618, n. 428, 429.
- Aux frais de qui doit se faire la représentation de l'original d'un acte notarié, quand elle est demandée. VIII, p. 661, n. 462, 463.

Voy. *Double original*.

ORTHOGRAPHE.

- De l'effet que les fautes d'orthographe peuvent produire sur les actes. VI, p. 368, n. 531.

OUVERTURE.

- De l'ouverture des successions. IV, p. 68, n. 73-78 bis.

Voy. *Succession*.

- De l'ouverture des testaments.

Voy. *Testament*.

OUVERTURE (Fenêtre ou porte).

Voy. *Jour, Fenêtre, Servitude*.

OUVRAGE, OUVRIER.

- Si les obligations résultant du louage d'ouvrage passent aux héritiers de l'ouvrier. VI, p. 444, n. 408.
- De la responsabilité à laquelle sont soumis les entrepreneurs de maçonnerie, charpente, serrurerie, etc., à l'égard des fautes commises par leurs ouvriers. XI, p. 341, n. 247.

PACAGE.

- Du droit de pacage ; de la faculté de le racheter. III, p. 810, n. 678.

PACTE.

- Ce que c'était que le pacte chez les Romains. VI, p. 8, n. 15.

PACTE COMMISSOIRE.

- Des obligations de l'acquéreur, dans le cas du pacte commissaire ajouté à une vente d'immeubles. VI, p. 838, n. 338-339.
- La demande du prix de vente, dans le cas du pacte commissaire, n'empêche pas le vendeur de demander ensuite la résolution du contrat. Rétractation d'une erreur échappée sur ce point à l'auteur. VI, p. 606, p. 870 ; X, p. 289, n. 191.

- Le vendeur qui, pour conserver son privilège, a pris une inscription nulle, peut, après s'être présenté à l'ordre, demander la résolution du contrat faute de paiement. X, p. 263, n. 195.

PACTE (*constitutio pecuniae*).

- Ce que c'était que ce pacte chez les Romains. VI, p. 429, n. 596.

PAIEMENT.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *Du paiement en général.*

SECT. 2. *Du paiement avec subrogation.*

SECT. 3. *De l'imputation des paiements.*

SECT. 4. *De la répétition de la chose indûment payée.*

SECT. 1. *Du paiement en général.*

- Définition, nature et effet du paiement. VII, p. 10, n. 8.

- Le paiement est-il une aliénation ? VII, p. 11, n. 6 et 7.

- Par qui peut être fait le paiement. VII, p. 16, n. 9-15.

- A qui peut être fait le paiement. VII, p. 19, n. 14-31.

- Quand et jusqu'à quel point le paiement fait au mandataire du créancier est valide. VII, p. 21, n. 18-25.

- Du paiement fait sur un faux mandat. VII, p. 22, n. 19.

- L'élection de domicile ne constitue pas mandataire pour recevoir le paiement, celui chez lequel domicile est élu. VII, p. 24, n. 22.

- De la désignation d'une personne pour recevoir le paiement à la place du créancier. Questions auxquelles donne lieu cette désignation. VII, p. 28, n. 24, 28.

- Du paiement fait au possesseur de la créance. VII, p. 28, n. 26.

- De la validité du paiement fait à l'héritier apparent, et par occasion de la validité des actes faits avec cet héritier, et des jugemens rendus pour ou contre lui. VII, p. 30, n. 27-31.

- Le débiteur ne peut payer valablement au préjudice des droits d'un tiers légalement connu, par exemple au mépris d'une saisie mise entre ses mains, soit par ses créanciers, soit par les créanciers de son créancier, auquel il aurait même vendu un corps certain, autre qu'un immeuble. VII, p. 81, n. 32-42.

- Du paiement des dettes d'une succession. IV, p. 816, n. 812 et suiv.

Voy. *Dette. Succession*.

- Comment l'héritier bénéficiaire peut payer. VII, p. 64, n. 43.

- Des paiements faits par un failli et par

- un homme en déconfiture. VII, p. 68, n. 44.
 - Quelle chose doit être donnée en paiement. VII, p. 66, n. 46-52.
 - Comment doit payer le débiteur d'une somme d'argent. Ce qu'il peut donner en paiement. Des sacs. VII, p. 73, n. 53-58.
 - Le débiteur, réduit par son fait à l'impossibilité de livrer la chose due, doit en payer la valeur. A quel temps il faut s'arrêter pour fixer cette valeur. Comment on la calcule. VII, p. 79, n. 60-63.
 - Si le débiteur de choses fungibles, ou déterminées seulement quant à leur espèce, refuse de les livrer, le créancier est autorisé à les acheter aux dépens du débiteur. VII, p. 87, n. 64.
 - Le débiteur d'une somme d'argent ou d'un meuble qu'il n'a pas, ne peut plus forcer le créancier à recevoir un immeuble en paiement. VII, p. 89, n. 66.
 - Le débiteur ne peut forcer le créancier à recevoir par partie le paiement d'une dette, même divisible, ni le capital sans les intérêts. VII, p. 90, n. 67, 68.
 - Le mari ne peut être contraint à recevoir en paiement de la dot autre chose que ce qui lui a été promis. XIV, p. 158, n. 145.
 - Le débiteur peut payer séparément plusieurs dettes distinctes. Dans quel ordre doivent se faire les paiements de plusieurs prestations annuelles échues. VII, p. 90, n. 69, 70.
 - Le juge qui peut accorder des délais pour le paiement peut ordonner qu'il se fera divisément. VII, p. 92, n. 71.
 - Exception au principe de l'indivisibilité du paiement, dans le cas des codébiteurs. VII, p. 92, n. 72, 73.
 - Comment doit être payé par l'héritier le legs d'une partie des biens. VII, p. 98, n. 74.
 - Le débiteur ne répond point des détériorations qui ne proviennent point de son fait. VII, p. 98, n. 75.
 - Quand doit être fait le paiement. VII, p. 96, n. 76-84.
 - Des paiements anticipés. Quand ils sont nuis à l'égard des tiers. VII, p. 97, n. 80-84.
 - Dans quel lieu doit se faire le paiement. VII, p. 105, n. 85-93.
 - Aux frais de qui doit se faire le paiement. VII, p. 112, n. 94-96.
 - Les paiements faits en matière commerciale peuvent toujours être prouvés par témoins. Secus des paiements faits en vertu d'un jugement d'un tribunal de commerce. IX, p. 374, n. 255.
- Voy. *Preuve testimoniale*.

— Des offres de paiement et de la consignation. VII, p. 229, n. 187 et suiv.
Voy. *Offres, Consignations*.

SECT. 2. Du paiement avec subrogation.

— Du paiement avec subrogation ; des règles relatives à la subrogation ; des diverses espèces de subrogation. VII, p. 118, n. 97 et suiv.
Voy. *Subrogation*.

SECT. 3. De l'imputation des paiements.

- De l'imputation des paiements ; sa nature, sa définition. VII, p. 246, n. 173.
- Le débiteur peut imputer le paiement sur la dette qu'il choisit, au moment où il paie ; mais il ne peut le faire d'une manière nuisible au créancier, si celui-ci n'y consent. VII, p. 247, n. 174, 175.
- Si le débiteur ne fait aucun choix, le créancier peut faire l'imputation au moment du paiement ; mais la moindre surprise faite par lui au débiteur autoriserait celui-ci à revenir contre l'imputation. VII, p. 248, n. 176, 177.
- Quelle imputation doit être faite, dans le cas où la quittance porte qu'il a été payé à valoir à différentes créances, ou dans le cas où elle ne porte aucune imputation. VII, p. 250, n. 178-186.

SECT. 4. De la répétition de la chose indûment payée.

- Du droit que donne à la répétition le paiement d'une chose qui n'était pas due, ou de l'action appelée en droit romain *condictio indebiti*. Obligation corrélatrice de celui qui a reçu un tel paiement. Quand existent ce droit et cette obligation. XI, p. 70, n. 86 et suiv.
 - L'acquiescement volontaire des obligations naturelles est une cause suffisante de paiement, qui empêche la répétition. XI, p. 106, n. 87.
 - La loi présume même l'existence de l'obligation naturelle dans plusieurs cas : par exemple, lorsqu'un paiement est fait nonobstant une prescription connue, ou après un jugement, même en dernier ressort, connu de celui qui paie. Il en serait autrement s'il ne le connaissait pas. XI, p. 107, n. 88.
 - *Quid* du paiement fait sous le cours de l'instance civile ? *Ibid.*
 - Une cause raisonnable de paiement, même sans obligation naturelle, par exemple un motif de pitié ou de délicatesse, empêche la répétition. Exemples. XI, p. 115, n. 89.
- Voy. *Répétition*.

PAILLE.

- Quand les pailles sont immeubles. III, p. 10, n. 15.

- et celle des descendants IV, p. 170, n. 163.
- De la famille. Ce qu'on appelle famille. Des familles supérieures, inférieures, collatérales et agnatiques. IV, p. 171, n. 164.
- Empêchement au mariage résultant de la parenté. I, p. 418, n. 408 et suiv.
- Voy. *Mariage*.

PARI.

- Des dattes résultant d'un pari; de l'obligation qu'elles produisent. VI, p. 413, n. 381, 382.

PARISIS.

- Le parisien n'a plus lieu dans les inventaires et prises. II, p. 375, n. 1202.

PARJURE.

- Quoique le Code pénal punisse le parjure, la condamnation du coupable ne profite point à celui qui avait déferé le serment. X, p. 495, n. 386-389.
- Le ministère public ne peut, pas plus que la partie civile, prouver par témoins le parjure, s'il n'existe pas un commencement de preuve par écrit. X, p. 498, n. 388.

PART (d'enfant).

- De la donation d'une part d'enfant: comment elle s'évalue; elle est caduque en cas de prédécès du donataire. V, p. 800, n. 874 et suiv.

Voy. *Donation* (entre époux).

PART (Suppression de).

Voy. *Etat, Filiation, Naissance*.

PARTAGE.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *Du partage des successions.*
- SECT. 2. *Du partage testamentaire ou par démission.*
- SECT. 3. *Du partage de la communauté.*
- SECT. 4. *Du partage des immeubles dolaux.*

SECT. 1 *Du partage des successions.*

SOMMAIRE.

- ART. 1. *De l'action en partage et de sa forme.*
- ART. 2. *Des effets du partage et de la garantie à laquelle il donne lieu.*
- ART. 3. *De la rescision en matière de partage.*
- ART. 1. *De l'action en partage et de sa forme.*

- Du partage des successions; de l'action en partage; de sa forme. IV, p. 408, n. 403.

- Nul ne peut être contraint de rester dans l'indivision. IV, p. 403, n. 405.
- On peut seulement suspendre le partage pendant cinq ans. IV, p. 406, n. 406.
- L'action de partage ne se prescrit que par trente ans. IV, p. 406, n. 407.
- Quelles personnes peuvent exercer ou suspendre l'action de partage. IV, p. 407, n. 408.
- Comment peut être fait le partage, si tous les héritiers sont majeurs et présents. IV, p. 409, n. 409.
- Mais les créanciers de la succession, ou les créanciers personnels des héritiers, peuvent intervenir dans le partage; quand ils le peuvent. IV, p. 409, n. 410-412.
- Cas où il faut un partage en justice. Devant quel tribunal sont portées la demande de partage et les actions accessoires. IV, p. 413, n. 413, 414.
- Ce que la loi prescrit dans le cas d'un partage dans le résultat duquel un absent est intéressé. I, p. 339, n. 392.
- Pouvoirs du tuteur relativement aux partages dans lesquels le mineur est intéressé. II, p. 397, n. 1240.
- L'enfant naturel n'a point l'action de partage, et l'héritier auquel il demande l'envoi en possession a le droit de lui désigner sa lotie. IV, p. 392, n. 382.
- Quand la demande de partage est dispensée du préliminaire de l'essai de conciliation. IV, p. 418, n. 418.
- Quand un ou plusieurs héritiers peuvent empêcher le partage des meubles en nature. IV, p. 418, n. 416.
- Quand il y a lieu à licitation des immeubles. Ce que c'est que la licitation. IV, p. 417, n. 417.
- *Quid lorsqu'un des immeubles indivis est grevé d'une hypothèque spéciale?* IV, p. 417, n. 418.
- Comment il est procédé au partage ordonné en justice. Du juge-commissaire. De l'expertise; du notaire commis pour la liquidation, les comptes et précomptes. Des difficultés qu'ils font naître. IV, p. 419, n. 419-424.
- Comment se font les lots. IV, p. 422, n. 425, et p. 426, n. 429.
- Du tirage au sort de ces lots; comment il est ordonné, et comment il a lieu. IV, p. 425, n. 426, 427.
- Cas où le partage peut avoir lieu par attribution. IV, p. 424, n. 428.
- Des soultes à établir lors des partages; quand elles donnent lieu au droit de mutation. IV, p. 426, n. 429, 430.
- Il n'est point dû de droit de mutation, quand l'un reçoit en partage les immeubles, et l'autre les meubles de la succession. IV, p. 428, n. 431.

- A qui sont remis les titres. IV, p. 429, n. 452.
- De la faculté d'écarter du partage celui auquel un des cohéritiers a cédé ses droits. IV, p. 451, n. 455-454.

Voy. Représentation.

- Des rapports à faire lors du partage d'une succession. IV, p. 452, n. 453 et suiv.

Voy. Rapport.

- Du paiement des dettes d'une succession, lors du partage. IV, p. 515, n. 512 et suiv.

Voy. Dette, Succession.

ART. 2. Des effets du partage et de la garantie à laquelle il donne lieu.

- Des effets du partage et de la garantie des lots. IV, p. 566, n. 561 et suiv.
- Le partage n'est point un titre d'acquisition. Son effet remonte à l'ouverture de la succession. IV, p. 560, n. 561.
- Les hypothèques créées avant le partage, par chacun des cohéritiers, s'éteignent ou se restreignent aux biens qui leur sont échus. IV, p. 561, n. 562.
- La licitation nécessaire a force de partage. Quand les licitations volontaires peuvent être attaquées. IV, p. 562, n. 563.
- La garantie des lots est un effet du partage : quand elle cesse. IV, p. 565, n. 564, 565.
- Comment les cohéritiers contribuent à l'indemnité qui en résulte. IV, p. 564, n. 566.
- Privilège pour cette indemnité : comment il faut l'inscrire. IV, p. 564, n. 567.
- Quand la prescription contre l'action en garantie commence à courir. IV, p. 565, n. 568.

ART. 3. De la rescision en matière de partage.

- De la rescision en matière de partage. IV, p. 567, n. 569 et suiv.
- Elle a lieu pour cause de violence, de dol, d'erreur de droit, et de lésion au delà du quart. IV, p. 567, n. 569, 570.
- Comment on estime les objets pour savoir s'il y a lésion. IV, p. 568, n. 571, 566.
- Comment peut être empêchée la rescision, et par qui. IV, p. 568, n. 572-574.
- La rescision fait rentrer les biens libres de toutes charges. IV, p. 569, n. 575.
- L'omission non occasionnée par le dol ne donne pas lieu à rescision, mais à un supplément de partage. IV, p. 570, n. 576.
- Des partages dans lesquels sont intéressés des mineurs ou des absents. IV, p. 570, n. 576.

- Tout acte qui fait cesser l'indivision est sujet à rescision. IV, p. 570, n. 577.

- La vente de droits successifs, faite sans fraude à un cohéritier, n'est point sujette à rescision pour lésion. IV, p. 570, n. 578, n. 579.

- Les transactions faites après partage, sur des difficultés réelles, ne sont point sujettes à rescision. IV, p. 572, n. 580.

- Les principes sur la rescision, en matière de partage, s'appliquent au partage des successions testamentaires et aux partages entre associés. IK, p. 573, n. 581.

- On peut être partie à l'action en rescision. IV, p. 573, n. 582.

- Quand elle n'est plus recevable pour cause de dol ou de violence. IV, p. 475, n. 583.

- Quand elle est prescrite. IV, p. 574, n. 585, 586.

SECT. 2. Du partage testamentaire ou par donation.

- Les partages que les ascendants font par donations et par testaments entre leurs descendants sont susceptibles d'être rescindés pour lésion. V, p. 722, n. 605.

- Le défendeur peut arrêter l'action, en offrant un supplément. V, p. 725, n. 606.

- L'acte n'est pas nul, si tous les biens ne sont pas compris dans le partage. V, p. 725, n. 606.

- Si les biens ne peuvent être divisés, la part de l'enfant peut se mettre de même dans son lot et des meubles dans l'autre. V, p. 725, n. 606.

- De la garantie de ces partages. V, p. 726, n. 607.

- Dans quelle forme ces partages doivent être faits. V, p. 726, n. 608.

- Ils peuvent constituer une libéralité. V, p. 726, n. 609.

- Celui qui les attaque avant les trois ans. V, p. 726, n. 610.

- La rescision du partage n'entraîne pas la nullité du don par préciput. V, p. 726, n. 611.

- Nullité du partage, s'il n'est pas fait entre tous les enfants. V, p. 726, n. 612.

- Quand et l'un des copartageants meurt avant le dispartage ? V, p. 727, n. 613.

- Si les pères et mères peuvent léguer spécialement le partage de leurs biens par le même acte. V, p. 727, n. 614.

- Les biens partagés sont-ils assujettis aux dettes des successions ? V, p. 726, n. 615.

SECT. 3. Du partage de la communauté

CHAPITRE.

ART. 1. Partage de l'actif.

ART. 2. Partage du passif.

ART. 3. *Partage inégal de la communauté*ART. 1. *Partage de l'actif.*

- Du partage de l'actif de la communauté. XIII, p. 309, n. 146 et suiv.
- Quelles sont les opérations à faire préalablement à ce partage. XIII, p. 309, n. 146 et suiv., et XIII, p. 248, n. 172.
- D'après quels principes doit avoir lieu le règlement des récompenses respectives, opération préalable à ce partage. XII, p. 812, n. 383, et XIII, p. 210, n. 147, 148.
- Conséquences de ces principes appliqués aux frais de labours, engrais et semences faits par la communauté sur les propres des conjoints. XIII, p. 211, n. 149.
- Même question. XII, p. 215, n. 124.

Voy. *Récompenses.*

- Les conjoints, avant de procéder au partage de la communauté, doivent rapporter à la masse ce qui reste dû sur les sommes qu'ils avaient dû y apporter par leur contrat de mariage. XIII, p. 248, n. 172.
- Avant de procéder au partage de la communauté, les époux doivent prélever ceux de leurs biens personnels qui ne sont point entrés dans la communauté. XIII, p. 249, n. 175.

Voy. *Prélèvement.*

- Après les prélèvements exercés, comment s'opère le partage de la communauté. XIII, p. 263, n. 193.
- La soule établie pour inégalité dans un partage de communauté donne lieu au privilège accordé au vendeur par l'art. 2105. XIII, p. 267, n. 194.
- Quand les parties sont majeures et maîtresses de leurs droits, elles peuvent partager la communauté avant d'exercer leurs prélèvements respectifs. XIII, p. 267, n. 198.
- La femme ou ses héritiers ne sont obligés de compenser leurs créances avec celles du mari que jusqu'à concurrence de leur part dans la communauté. XIII, p. 269, n. 196.
- Ils ne doivent également faire confusion pour moitié de ce qui leur est dû, que jusqu'à concurrence de leur part dans la communauté. XIII, p. 270, n. 197.
- Comment se font les rapports dus par les époux débiteurs envers la communauté. XIII, p. 271, n. 198, 199.
- Doit-on faire aux cessionnaires de droits dans un partage de communauté l'application de l'art. 841, relatif au *retrait successoral*? XIII, p. 276, n. 204-206.
- Dans quelles formes se fait le partage de la communauté. Application à ce partage de quelques unes des règles qui ré-

gissent le partage des successions. XIII, p. 281, n. 207 et suiv.

- Comment s'opère le partage de la communauté en cas d'absence de l'un des époux. I, p. 393, n. 468.
- La femme n'a pas le choix entre les deux lotes qui sont faites des biens de la communauté après les prélèvements opérés. XIII, p. 282, n. 208.
- La rescision pour lésion de plus du quart est applicable aux partages de communauté. XIII, p. 283, n. 209.
- La séparation des patrimoines ne peut être demandée par les créanciers lors du partage d'une communauté. XIII, p. 288, n. 211.
- Ce qu'on nomme *divertissement ou recélé*, en matière de communauté. Conséquences du divertissement ou du recélé, quant au partage de la communauté. XIII, p. 296, n. 212 et suiv.

Voy. *Recélé.*

- Opérations préliminaires au partage de l'actif de la communauté. Renvoi. XIII, p. 308, n. 250.
- Du prélèvement auquel donne lieu, lors d'un partage de communauté, la clause du *préciput conventionnel*. XIII, p. 307, n. 401 et suiv.

Voy. *Préciput conventionnel.*ART. 2. *Partage du passif.*

- Comment a lieu le partage du passif de la communauté. XIII, p. 306, n. 254 et suiv.

Voy. *Dette (de la communauté).*ART. 3. *Partage inégal (de la communauté).*

- Le principe que les associés peuvent dans toute société, déroger par leurs conventions à la règle du partage égal est spécialement appliqué par la loi à la société conjugale. XIII, p. 318, n. 409.
- L'inégalité dans le partage peut avoir lieu de trois manières, et chaque époux doit toujours participer au passif, dans la même proportion qu'il participe à l'actif. XIII, p. 319, n. 410.
- Toute stipulation contraire est nulle; disposition contraire au droit commun des sociétés, à la raison et aux principes du Code sur les donations entre époux. XIII, p. 320, n. 411.
- D'où est venue l'erreur des rédacteurs du Code à cet égard. XIII, p. 325, n. 412.
- Il peut être établi que l'un des époux ou ses héritiers ne pourront prétendre qu'une certaine somme pour tout droit dans la communauté. Conséquences de cette stipulation. XIII, p. 325, n. 422.

Voy. Forfait de communauté.

- Les époux peuvent stipuler que la totalité de la communauté appartiendra au survivant. Ce que reprennent alors les héritiers du prédécédé. XIII, p. 351, n. 422.
- Cette stipulation n'est point réputée un avantage sujet aux règles relatives aux donations, soit quant à la forme, soit quant au fond. *Ibid.*, p. 353.

SECT. 4. Partage des immeubles dotaux.

- Le mari ne peut provoquer qu'un partage provisionnel des immeubles dotaux indivis. XIV, p. 168, n. 186, 187.
- Il y a lieu à licitation des immeubles dotaux, même indivis avec des tiers, lorsqu'ils sont reconnus impartageables. XIV, p. 257, n. 214.
- Par qui et comment le partage de l'immeuble doit être demandé. XIV, p. 259, n. 215, 216.

Voy. Dot et Inaliénabilité.

- Comment se partagent, en cas de dissolution du mariage contracté sous le régime dotal, les fruits des immeubles dotaux produits dans la dernière année. XIV, p. 332, n. 321-317.

*Voy. Fruits (des biens dotaux).***PARTAGE DES VOIX.**

- En cas de partage entre les juges, on prononçait, en droit romain, en faveur du défendeur ; en droit français, l'affaire est instruite de nouveau devant le tribunal, modifié par l'accession de nouveaux juges. VIII, p. 91, n. 41.

PASSAGE.

- De la servitude conventionnelle de passage. III, p. 450, n. 608 ; p. 460, n. 614 ; p. 463, n. 631.
- De l'imprescriptibilité de la servitude de passage. III, p. 474, n. 627.
- Le droit de passage ne s'étend qu'aux besoins du fonds, dans l'état où il était au moment de la concession. III, p. 492, n. 680.
- Comment s'exerce ce droit, si le fonds dominant est partagé ou devient indivis. III, p. 494, n. 682.
- C'est au débiteur du passage à indiquer le mode de l'exercer, si ce mode est incertain. Du passage sans fixation d'heure et de temps. Du passage pendant la nuit sur un lieu clos. III, p. 496, n. 683-680.
- Si les servitudes de passage sont réellement indivisibles, dans le sens de l'art. 4217 du Code civil. VI, p. 818, n. 784-791.
- Après avoir échoué en demandant en justice un passage à toute occurrence, on ne peut, sans s'exposer à l'exception

de la chose jugée, demander un passage à pied. X, p. 209, n. 149.

- L'acquéreur serait obligé d'entretenir la concession d'un droit personnel de passage, faite par son vendeur avant la vente. Il faudrait seulement que le contrat opposé à l'acquéreur fût antérieur à son acquisition ; mais il suffirait qu'il fût sous seing privé. X, *addit.*, p. 384, n. 15, 14.
- Du passage d'un fonds enclavé. III, p. 400, n. 847.
- Où il doit être pris. III, p. 401, n. 848, 849.
- *Quid* si le fonds est devenu enclavé par vente ou partage ? III, p. 402, n. 850.
- Comment l'indemnité est fixée. Est-elle prescriptible ? III, p. 402, n. 851-853.
- *Quid* si le passage cesse d'être nécessaire ? III, p. 403, n. 854.
- Le passage de commodité ne peut s'acquiescir par prescription. III, p. 406, n. 855.
- Des passages nécessaires pour l'exploitation des mines. III, p. 408, n. 856.
- Des passages dus ou seulement tolérés, lorsque la voie publique est impraticable. III, p. 406, n. 857, et *ibid.*, p. 363, n. 498.
- Du passage nécessaire pour faire un conduit jusqu'à l'acqueduc ou cloaque public. III, p. 407, n. 858.

*Voy. Servitude.***PASSIF (de la communauté).**

- Il y a corrélation constante dans les dispositions du Code entre les objets qui composent l'actif et ceux qui composent le passif de la communauté légale. XII, p. 329, n. 197.
- De quoi se compose le passif de la communauté légale. XII, p. 330, n. 198 et suiv.
- Voy. Communauté légale.*
- Du partage du passif de la communauté. XIII, p. 306, n. 231 et suiv.
- Voy. Dette (de la communauté).*

PATERNITÉ.

- Utilité des règles destinées à faire reconnaître la paternité. II, p. 106, n. 784.
- Ce que signifie en droit le mot *paternité*. II, p. 108, n. 786.
- La paternité n'est connue que par une présomption. Nécessité de cette présomption. *Ibid.*
- Présomption légale de paternité dans le cas de mariage. II, p. 109, n. 787.
- Sur quel fondement est établie la règle posée par l'art. 312 du Code civil. II, p. 110, n. 788, 790.
- Un des deux éléments de la présomption sur laquelle est établie cette ré-

- pas même indispensable. II, p. 110, n. 789.
- C'est de la conception et non de la naissance pendant le mariage que dépend la présomption légale de paternité. II, p. 111, n. 791.
 - Quand la conception est censée avoir eu lieu pendant le mariage. II, p. 111, n. 791-795.
 - La présomption de paternité fondée sur le mariage s'étend même dans certains cas aux mariages nuls. II, p. 118, n. 794.
 - Toute autre présomption de paternité que celle qu'établit l'art. 312 est aujourd'hui écartée. II, p. 116, n. 795.
 - La présomption de paternité existe provisoirement en faveur de l'enfant né avant le cent quatre-vingtième jour du mariage. II, p. 116, n. 796.
 - *Secus* de l'enfant né trois cents jours après la dissolution du mariage. II, p. 116, n. 797.
 - A quel père appartient l'enfant né d'un second mariage qu'une femme contracte avant les trois cents jours depuis la dissolution du premier. II, p. 37, n. 806.
 - Exceptions à la règle qui établit la paternité des enfants conçus pendant le mariage. II, p. 118, n. 799-820.
 - Cette règle est sans application quand il est évident qu'il n'a pu y avoir de cohabitation. II, p. 118, n. 799.
 - Ce qui constitue le fait négatif de cohabitation, et comment il se prouve. II, p. 140, n. 801-810.
 - Il existe deux sortes d'impossibilité de cohabitation, l'une morale et l'autre physique. II, p. 120, n. 802.
 - Ce que c'est que l'impossibilité morale. II, p. 120, n. 805.
 - Il paraît que cette impossibilité était admise en droit romain. II, p. 121, n. 804.
 - L'ancien droit français la rejetait. II, p. 121, n. 808.
 - Le droit actuel admet comme exception à la règle de la paternité l'impossibilité physique de cohabitation, à moins qu'elle ne se fonde sur l'impuissance naturelle, dont il repousse la preuve. II, p. 121, n. 806.
 - Ce que doit prouver le mari pour établir l'impossibilité physique de cohabitation. II, p. 122, n. 807.
 - Quel doit avoir été l'éloignement du mari. II, p. 122, n. 808.
 - Application au cas d'emprisonnement. II, p. 125, n. 809.
 - Quelle espèce d'accident peut établir l'impossibilité de cohabitation. II, p. 125, n. 810.
 - La séparation de corps ne fait point ces-
- ser la présomption de paternité. II, p. 124, n. 811.
 - Cas où l'adultère de la femme la fait cesser. II, p. 125, n. 812, 814.
 - La déclaration des pères et mères ne peut compromettre la légitimité des enfants. II, p. 125, n. 815.
 - La circonstance que la naissance de l'enfant a été cachée au mari est insuffisante, si l'adultère de la mère n'est pas prouvé par jugement. II, p. 126, n. 818.
 - Comment se fait cette preuve, si la mère est morte avant que l'adultère soit constaté. II, p. 127, n. 816.
 - Ce que produisent en faveur du désaveu du mari les deux circonstances de naissances cachées et d'adultère prouvé. II, p. 127, n. 817.
 - Nulle autre exception fondée sur l'impossibilité morale de cohabitation ne doit être admise. II, p. 128, n. 818.
 - La règle *pater is est* ne suffit à l'enfant pour établir sa légitimité que lorsque sa filiation est prouvée par son acte de naissance ou par la possession d'état. Toute autre preuve peut être débattue par la preuve contraire. II, p. 129, n. 820.
 - Le Code fournit tous les moyens propres à prévenir les injustes applications de la présomption légale de paternité. II, p. 300, n. 800.
 - L'enfant né pendant le mariage, quoique conçu auparavant, est en possession provisoire de l'état d'enfant légitime, et n'en peut être privé que par le désaveu. II, p. 150, n. 821.
 - Trois cas où le désaveu n'est pas recevable. II, p. 151, n. 822.
 - Autre cas où le désaveu ne serait pas admis. II, p. 152, n. 824.
 - Il doit, pour produire ses effets, être suivi d'une action en justice. II, p. 153, n. 825.
 - Le tuteur spécial chargé de défendre à cette action peut y opposer tous moyens de défense. II, p. 155, n. 826.
 - L'enfant né au plus tard le trois centième jour depuis la dissolution du mariage ne peut être désavoué que dans les cas prévus par la loi. II, p. 155, n. 827.
 - L'enfant né plus tard est illégitime de plein droit, et sa légitimité peut être contestée, sans qu'il soit besoin de le désavouer. II, p. 155, n. 828, 829.
 - Ce qu'ont de commun la contestation de légitimité et le désaveu; en quoi ils diffèrent. II, p. 158, n. 830-844.
- Voy. *Désaveu, Légitimité*.
- Des preuves de la filiation. II, p. 140, n. 845 et suiv.
- Voy. *Filiation*.
- Quelle est, à l'égard de l'individu désigné comme père, la force de la déclara-

tion consignée à cet égard dans l'acte de naissance. Distinction. II, p. 188, n. 885-888.

- Lorsque la mère assignée à l'enfant est mariée, la paternité se prouve par la maternité. II, p. 164, n. 862.
- La déclaration de la mère naturelle ne prouve point la paternité de l'individu qu'elle a désigné pour père. II, p. 167, n. 864.
- Lorsque la maternité n'a été prouvée que par témoins, la preuve de la paternité du mari n'en est pas la conséquence nécessaire : on peut prouver que le mari n'est pas le père de l'enfant. II, p. 190, n. 895-898.
- Il en est autrement du cas où la maternité est prouvée par un acte de naissance qui donne à l'enfant un autre père que le mari. II, p. 198, n. 896.
- Abus de la recherche de la paternité. II, p. 227, n. 937.
- Elle est abolie par le Code. II, p. 228, n. 938, 939.
- Excepté dans les cas d'enlèvement et de viol. II, p. 229, n. 930, 931.
- Nullité des reconnaissances d'enfants, faites par transactions sur procès, dans les tems où la recherche de la paternité était admise. II, p. 248, n. 965.

PATRIE.

- De l'abdication de sa patrie. I, p. 259, n. 246.

PATRIMOINE (Séparation de).

- De la séparation des patrimoines. Quand elle peut être demandée. Conséquences de cette exception. IV, p. 844, n. 838-848.

Voy. *Séparation* (de patrimoine).

PÂTURE (Vaine).

- Du parcours et de la vaine pâture. III, p. 414, n. 864.
- Le droit de clôture peut-il être exercé au préjudice de la vaine pâture ? III, p. 411, n. 161.

PÊCHE.

- Du droit de pêche, et de la pêche en mer. IV, p. 30, n. 24.
- De la pêche dans les rivières navigables. IV, p. 32, n. 28.
- De la pêche dans les rivières non navigables. IV, p. 34, n. 26.
- Dispositions de l'ordonnance de 1669 sur la pêche. IV, p. 33, n. 27.
- Comment et par qui sont poursuivis les délits de pêche. IV, p. 38, n. 28.
- Le droit de pêche dans les rivières non navigables appartient aux riverains. III, p. 96, n. 144.
- Qui peut décider si une rivière est ou n'est pas navigable. III, p. 99, n. 148.
- Comment, lors de la restitution de la dot, on règle les droits du mari sur les

produits de la pêche des étangs. XIV, p. 585, n. 816.

PÉCUNE (non nombrée).

- L'exception de pécune non nombrée, à l'aide de laquelle le débiteur d'une somme d'argent, aux termes d'un acte souscrit par lui, pouvait, en niant la numération de la somme, rejeter la preuve de ce fait sur le créancier, n'est plus admise en France. VIII, p. 28, n. 19.

PEINE.

- Effet des peines relativement à l'état civil. Voy. *Mort civile* et *Condamnation*.

PENSION.

- Les pensions que le défunt s'était obligé de payer à un successible sont-elles rapportables à sa succession ? IV, p. 493, n. 485.
- *Quid* des arrérages dus au décès du donateur ? IV, p. 498, n. 486.

PÈRE.

- Quand on peut nommer dans un acte de naissance le père d'un enfant naturel. I, p. 288, n. 316.

Voy. *Paternité*, *Puissance paternelle*.

- Quand les pères doivent répondre des faits de leurs enfans. Etendue de cette responsabilité. Quand elle cesse. XI, p. 889, n. 289-277.

Voy. *Responsabilité civile*, sect. 2.

PÉREMPTION.

- De la péremption entre l'héritier bénéficiaire et les créanciers opposans. IV, p. 594, n. 495.
- L'effet de la sommation destinée à constituer le débiteur en demeure est-il détruit par la péremption ? VI, p. 265, n. 287-260.
- Les preuves acquises avant la péremption d'instance peuvent être invoquées dans une nouvelle instance. VIII, p. 35, n. 28.

PERSONNE.

- Les lois sont faites pour les personnes. Droits des personnes. I, p. 153, n. 167, et *ibid.*, p. 162, n. 200.
 - Définition de la personne en jurisprudence. I, p. 153, n. 168.
 - Etat et personne sont deux termes corrélatifs. *Ibid.*
 - Diverses acceptions du mot état en jurisprudence. I, p. 158, n. 169 et suiv.
- Voy. *Etat*.
- Le sens du mot état est plus étendu quand on traite du droit des personnes. I, p. 141, n. 180.
 - Le même individu peut être une personne dans l'ordre public, et n'en pas être une dans l'ordre privé. I, p. 145, n. 181.

- Un seul individu peut représenter plusieurs personnes, et plusieurs individus peuvent n'en faire qu'une seule. I, p. 143, n. 182.
- Il y a des personnes qui ne meurent point. I, p. 144, n. 183.
- L'individu peut survivre à la personne. I, p. 144, n. 184.
- Division des personnes en publiques et privées. I, p. 145, n. 185.
- Hiérarchie des personnes publiques. I, p. 145, n. 186.
- Des personnes privées. Première différence dans leur état civil, résultant de la différence des sexes. I, p. 148, n. 187.
- Deuxième différence, celle des âges. I, p. 180, n. 188.
- Troisième différence, celle qui résulte de l'état de famille, mari et femme, père et enfant. I, p. 184, n. 189.
- Quatrième différence, celle qui résulte de l'état de pubère ou d'impubère. I, p. 184, n. 190.
- Cinquième différence, celle qui résulte de la qualité de citoyen ou d'étranger. I, p. 184, n. 191.
- Sixième différence, celle qui résulte de l'état de libre ou d'esclave. I, p. 184, n. 192.
- Septième différence, celle qui résulte de la qualité de noble ou de plébéien. I, p. 184, n. 93.
- La qualité de noble n'est plus aujourd'hui qu'un vain nom. I, p. 184, n. 195-199.

Voy. Noblesse.

- De l'erreur sur la personne, considérée comme cause de nullité des conventions. VI, p. 83, n. 49-84.

Voy. Erreur.

PERSONNE INTERPOSÉE.

- Nullité des dispositions faites en faveur d'incapables, sous le nom de personnes interposées. V, p. 87, n. 76-83.
- Comment on peut prouver l'interposition de personnes. V, p. 87, n. 77.
- Quelles personnes sont réputées de droit personnes interposées. V, p. 83, n. 78-82.

PERSONNELLE (Obligation).

- De l'obligation personnelle et de ses effets. VI, p. 438, n. 599 et suiv.

Voy. Obligation.

PERSUASION.

- A l'aide de quels moyens s'opère la persuasion. VIII, p. 4, n. 1 et suiv.

Voy. Preuve.

PERTE.

SOMMAIRE.

SECT. 1. Perte de la propriété.

- SECT. 2. Perte de la chose due.
- SECT. 3. Perte des droits civils.
- SECT. 4. Perte du titre.

SECT. 1. Perte de la propriété.

- De la perte de la propriété. Comment elle s'opère. III, p. 215, n. 538, 539.
- De la perte de la propriété par le fait immédiat du propriétaire. III, p. 215, n. 540 et suiv.
- Les moyens d'acquérir la propriété par l'effet des conventions sont aussi des moyens de la perdre. III, p. 215, n. 540.
- De la perte de la propriété par l'abdication. III, p. 215, n. 541.
- Voy. Abdication.
- La cession de biens et le délaissement par hypothèque ne sont pas des moyens de perdre la propriété. III, p. 222, n. 584-585.
- Quid du déguerpissement et de l'abandon? III, p. 223, n. 586-588.
- De la perte de la propriété par suite du fait du propriétaire, et par autorité de justice. III, p. 225, n. 589-597.
- Voy. Adjudication, Délit, Confiscation.
- De la perte de la propriété en vertu de la disposition de la loi : mort civile, révocation de donations, prescription. III, p. 231, n. 568-570.
- De la perte de la propriété par l'invasion des ennemis. III, p. 235, n. 571.
- De la perte de la propriété par la perte de la possession. III, p. 234, n. 572-574.

SECT. 2. Perte de la chose due.

- Quand le débiteur est libéré par la perte de la chose qui faisait l'objet de l'obligation. Des choses indéterminées ; des choses déterminées seulement quant à leur espèce ou par des offres valables ; de celles qui font partie d'une quantité de choses déterminées. VII, p. 819, n. 442-443.
- Si, par quelque événement non imputable au débiteur, l'accomplissement de l'obligation est devenu impossible, il en est comme dans le cas de la perte de la chose due. VII, p. 823, n. 446.
- Dans quels cas un contrat est dissous, quant aux deux parties, par l'impossibilité où se trouve l'une d'elles de satisfaire à son obligation. VII, p. 824, n. 447-464.
- Application au contrat de vente, n. 448 ; au contrat de louage, n. 449, 450 ; au contrat de société, en cas de perte des choses qui ont dû être mises en commun par les associés, n. 451-461 ; aux obligations de faire, n. 462 ; aux obligations conditionnelles, n. 463 ; à l'obligation de faire établir une servitude sur le fonds d'autrui, n. 464.

- La perte de la chose, arrivée par le fait ou par la faute du débiteur, même avant qu'il sût qu'il est débiteur, n'éteint pas l'obligation. Il en est de même de la perte survenue depuis la demeure du débiteur, si la chose n'eût pas également péri chez le créancier. Le voleur est toujours réputé en demeure de restituer. A quoi, dans tous ces cas, se réduit l'obligation. VII, p. 849, n. 466-469.
- Le possesseur évincé d'une succession est-il responsable des pertes? IV, p. 328, n. 308.
- Quand la caution est obligée pour le débiteur principal, par suite de la perte de la chose due, *et vice versa*. VII, p. 880, n. 470, 471.
- *Quid* si la chose due a péri par le fait ou par la faute de l'un des débiteurs solidaires? VII, p. 881, n. 472.
- Le cohéritier est libéré par la perte de la chose due, lorsqu'elle arrive par le fait, par la faute ou depuis la demeure de son cohéritier. VII, p. 881, n. 478.
- C'est au débiteur à prouver le cas fortuit qui a causé la perte de la chose. Quelle est son obligation, s'il s'est chargé des cas fortuits, ou si la perte n'est pas totale. VII, p. 881, n. 474, 478.
- S'il est nécessaire que le débiteur libéré par la perte de la chose cède au créancier ses actions relatives à la chose qui a péri ou qui a été perdue. VII, p. 882, n. 476.
- La rente foncière créée antérieurement au Code est éteinte par la destruction du fonds. VII, p. 883, n. 478.

SECT. 3. *Perte des droits civils.*

- De la perte des droits civils et de la qualité de Français.

Voy. *Droits civils*.

SECT. 4. *Perte du titre.*

- De l'exception à la prohibition de la preuve testimoniale lors de la perte d'un titre par cas fortuit. Lois qui l'ont admise. IX, p. 328, n. 204, 208.
- Il faut alors prouver deux choses, la perte du titre et l'accident qui l'a causée. Dans quel ordre ces faits doivent être prouvés, sur quoi doivent porter les dépositions des témoins; il peut y avoir, dans certains cas, quatre choses à prouver. IX, p. 331, n. 206-212.
- Si les témoins doivent avoir la eux-mêmes, ou entendu lire le titre perdu. IX, p. 341, n. 213, 214.
- S'il faut qu'ils attestent que l'acte perdu était rédigé avec les formalités requises. Comment peut être attestée la sincérité de la signature, si l'acte était sous seing privé. IX, p. 345, n. 215.
- La perte d'un testament par accident

imprévu peut toujours être prouvée par témoins. Les témoins doivent attester, si le testament était en forme authentique, qu'il était rédigé avec toutes les formalités requises. IX, p. 348, n. 216, 217.

- Si le testament avait été détruit par les personnes intéressées à sa suppression, toutes les formalités seraient censées accomplies. IX, p. 349, n. 218.
- S'il s'agissait d'un acte sous seing privé, détruit par des personnes intéressées à sa suppression, les signatures seraient censées véritables. IX, p. 350, n. 219.
- On peut prouver par témoins la teneur d'un titre devenu illisible par accident. IX, p. 380, n. 220.

PÉTITION (d'hérédité).

- Ce que c'est que la pétition d'hérédité. Voy. *Succession*.
- A qui appartiennent les fruits avant la pétition d'hérédité. IV, p. 327, n. 307, et IX, p. 381, *addit*.

PETITS-ENFANS.

- Des dispositions permises au testateur ou donateur, en faveur de ses petits-enfants. V, p. 671, n. 720 et suiv.

Voy. *Substitution*.

PHARMACIEN.

- De l'incapacité pour les pharmaciens de recevoir, par testament ou autrement, des personnes qu'ils ont traitées pendant leur dernière maladie. Exceptions. V, p. 81, n. 66-69.

PIÈCE.

- Si l'on peut retirer des pièces produites dans un procès. VIII, p. 644, n. 448.

PIÈCE NOUVELLE.

- Dans le cas où des pièces nouvelles sont découvertes depuis la prestation d'un serment déferé d'office, il n'est pas nécessaire, pour l'admissibilité de la requête civile, que ces pièces aient été retenues par le fait de celui qui a prêté le serment. X, p. 839, n. 426, 427.
- Le délai de la requête civile court du jour de la découverte de pièces nouvelles. Comment on peut constater ce jour. X, p. 842, n. 428, 429.

PIGEON.

- Quand les pigeons sont immonables. III, p. 10, n. 15.
- De la propriété des pigeons. III, p. 100, n. 146.
- De la responsabilité à laquelle donne lieu le préjudice causé à autrui par les pigeons qu'on élève en colombier. Temps pendant lequel chacun a le droit de les tuer sur son terrain. Le maître d'un co-

lombier ne peut être poursuivi par voie de police pour ne l'avoir pas tenu fermé dans le tems prescrit par les lois. XI, p. 406, n. 302, 303.

PIGNORATIF.

- Si le contrat pignoratif est réprouvé par le Code. IX, p. 494, n. 313.

PLACE DE GUERRE.

- De la défense de bâtir autour des places de guerre. III, p. 371, n. 307 bis.

PLACE PUBLIQUE.

- De la propriété des arbres plantés sur les places publiques. III, p. 189, n. 238.

PLANTATION.

- Le propriétaire peut faire sur son terrain telles plantations qu'il lui plaît. III, p. 81, n. 123.
- Elles sont présumées faites à ses frais, si le contraire n'est prouvé. III, p. 81, n. 124.
- Des plantations faites sur notre terrain avec les plantes d'autrui. III, p. 83, n. 127.
- Des plantations faites sur le terrain d'autrui. Distinction entre les possesseurs de bonne foi et ceux de mauvaise foi. III, p. 83, n. 128.
- *Quid* de l'usufruitier? III, p. 84, n. 129.
- *Quid* du fermier ou locataire? III, p. 85, n. 130.

POISSON.

- De la propriété des poissons. III, p. 400, n. 146.
- Des poissons à lard et des poissons royaux, considérés comme épaves. IV, p. 45, n. 39.

POLICE D'ASSURANCE.

- De la force probante des polices d'assurance que rédigent les courtiers de marchandises. VIII, p. 376, n. 397.

POLLICITATION.

- La pollicitation ou donation non acceptée ne produit jamais d'obligation sous l'empire du Code. V, p. 226, n. 217.

PORT.

- A qui appartient la propriété des ports. III, p. 27, n. 37.

PORT D'ARMES.

- Le port d'armes est-il encore défendu aux Français? Du permis de port d'armes. IV, p. 18, n. 22, 22 bis.

PORTAIL (commun).

- De la communauté d'un portail; en quoi elle diffère d'une servitude. Conséquence. III, p. 327, n. 469 bis.

PORCION DISPONIBLE.

- La loi a dû mettre des bornes à la fa-

culté de disposer de ses biens par donation ou par testament. V, p. 107, n. 97-99.

- De la portion disponible. V, p. 112, n. 100 et suiv.

Voy. Réserve et Quotité disponible.

- De la quotité disponible en faveur des conjoints. Comment la régler en cas d'excès de dons faits cumulativement à un époux et à un enfant, ou à un étranger. V, p. 777, n. 869-873.

- *Quid*, dans le cas du don fait à un second conjoint, lorsqu'il existe des enfants d'un premier mariage? V, p. 800, n. 874 et suiv.

Voy. Donation (entre époux).

- Les biens dévolus aux enfants nés d'un mariage dissous par le divorce, sont rapportables aux autres enfants, jusqu'à concurrence de la portion disponible. II, p. 85, n. 784.

POSSESSION.

- De la possession. Du droit qu'elle confère primitivement. III, p. 42, n. 63-73.

- Prérogatives qu'elle a conservées. III, p. 48, n. 74.

- Quand le possesseur fait les fruits siens. III, p. 48, n. 75, 76.

- Le droit de possession, qui peut, dans l'état actuel de la société, exister indépendamment du droit de propriété, est du nombre de ceux auxquels il est sévèrement défendu d'attenter. Il fait présumer le possesseur propriétaire, jusqu'à la preuve du contraire; mais il n'est acquis que par le laps d'une année de possession paisible. IX, p. 188, n. 123, 124, et III, p. 80, n. 77.

- Cette possession, qui prenait alors le nom de *saisine*, dans nos anciennes coutumes, donne au possesseur une action pour se faire maintenir ou réintégrer, même contre le véritable propriétaire. XI, p. 187, n. 128, et III, p. 80, n. 78.

- Cette action était appelée *complainte* ou *réintégrande*. Le Code de procédure n'en parle que sous le nom général d'action possessoire. XI, p. 187, n. 128.

- Il faut distinguer le droit de posséder, la possession et le droit de possession ou *saisine*. III, p. 81, n. 79.

- Choses à l'égard desquelles l'occupation conserve ses anciens droits. III, p. 82, n. 80.

- Le possesseur est préféré quand les titres sont égaux. III, p. 85, n. 81.

- La possession d'un immeuble par l'un des époux, antérieurement au mariage, suffit pour que cet immeuble lui reste propre et soit exclus de la communauté légale. XII, p. 394, n. 173 et suiv.

Voy. Communauté légale.

- Le simple possesseur peut opposer la nullité absolue de l'acte en vertu duquel on forme contre lui l'action pétitoire. VII, p. 663, n. 339.
- Effets de la représentation du titre pour l'appréciation de la possession. Différence à cet égard entre l'acte nul de plein droit et l'acte sujet à rescision. VII, p. 622, n. 828, 829.
- L'acte constatant une vente faite *à non domino* peut former un commencement de preuve par écrit, qui autorise l'acquéreur à prouver par témoins la durée de sa possession, afin d'établir la prescription. VIII, p. 221, n. 148, 149; IX, p. 114, n. 75.
- La promesse de vente, jointe au fait de la possession, peut être considérée comme un commencement de preuve par écrit, opposable même au tiers acquéreur. IX, p. 120, n. 91-93.
- Si le prix de vente est présumé payé, lorsque celui à qui la promesse a été faite est entré en possession. IX, p. 167, n. 93, 94.
- Examen du principe posé par l'article 2279 du Code civil, qu'en fait de meubles, la possession vaut titre. XIV, p. 115, n. 105-119.
- Si la possession d'un meuble, sans aucun titre, fait présumer que le prix en a été payé; explication de l'article 2279 du Code civil. IX, p. 168, n. 94.
- Les promesses de vente sont des offres qu'on peut rétracter jusqu'à l'acceptation; mais l'entrée en possession les fait présumer. IX, p. 171, n. 96.
- La possession est-elle un droit réel? III, p. 65, n. 99.
- Les fruits appartiennent par droit d'accession au possesseur de bonne foi. *Quid* du possesseur de mauvaise foi? III, p. 71, n. 110.
- De la perte de la propriété par la perte de la possession. III, p. 234, n. 372-374.
- De la validité des servitudes établies par le possesseur annal. III, p. 422, n. 874.
- Quand commence à courir et comment se continue la possession constitutive de la prescription, à l'égard des servitudes. Caractères que doit avoir la possession; ses conséquences. III, p. 479, n. 632-646.

Voy. Servitude, Prescription.

- Des témoins auriculaires pourront, dans certains cas, suffire pour prouver la possession immémoriale de servitudes aujourd'hui imprescriptibles, mais qu'on prescrivait autrefois. Ce que c'est que la possession immémoriale. IX, p. 401, n. 284, 285, et III, p. 472, n. 628.
- La présomption légale de mitoyenneté

ne cède pas à la possession annale contraire. III, p. 150, n. 188.

Voy. Possessoire (Action).

- Des obligations du possesseur évincé d'une succession. IV, p. 325, n. 305.
- Distinction entre le cas de bonne foi et le cas de mauvaise foi. IV, p. 325, n. 305-306.
- *Quid* relativement à la restitution des fruits? IV, p. 327, n. 307-312.
- De la validité du paiement fait de bonne foi au possesseur de la créance. VII, p. 28, n. 26.
- Envoi en possession provisoire; ses effets. I, p. 362, n. 421-436.
- Envoi en possession définitive; ses effets. I, p. 377, n. 441-457.

Voy. Envoi, Absence.

POSSESSION D'ÉTAT.

- De la possession d'état, de ses effets, de ses caractères et de son importance. II, p. 171, n. 868-870.
- Elle peut tenir lieu de l'acte de naissance, pour prouver la filiation. II, p. 172, n. 871.
- Quelle preuve elle produit, relativement à l'existence d'un mariage. I, p. 497, n. 895-898.
- Voy. Mariage.*
- Elle dispensait autrefois de prouver sa filiation et le mariage de ses père et mère. II, p. 172, n. 872.
- Mais en France, il fallait la réunion de la possession d'état et de l'acte de naissance, réunion qui même ne suffisait pas toujours. II, p. 175, n. 873, 874.
- Quelques auteurs et un arrêt ont maintenu que la possession d'état seule suffisait pour établir la filiation. II, p. 174, n. 878, 876.
- Sous l'empire du Code, la possession d'état ne dispense de prouver le mariage des père et mère que sous des conditions. II, p. 176, n. 877.
- Malgré l'accomplissement de ces conditions, il est encore des cas où la légitimité des enfants pourrait être contestée. II, p. 177, n. 878.
- Notamment dans le cas où il serait prouvé qu'il n'a pu exister de mariage entre les père et mère. II, p. 178, n. 879.
- L'enfant qui représente un acte de naissance établissant sa légitimité, mais qui n'a point une possession d'état conforme, peut prouver son identité par témoins. II, p. 182, n. 885.
- On ne peut réclamer un état contraire à son titre de naissance et à sa possession d'état. II, p. 196, n. 897, 898.
- L'enfant désavoué conserve la possession d'état pendant la litispendance. II, p. 148, n. 844.

POSSESSOIRE (Action).

- Quand peut être exercée l'action possessoire. XI, p. 138, n. 127 et suiv.
- Le droit de possession qui peut, dans l'état actuel de la société, exister indépendamment du droit de propriété, est du nombre de ceux auxquels il est sévèrement défendu d'attenter. Il fait présumer le possesseur propriétaire jusqu'à la preuve du contraire; mais il n'est acquis que par le laps d'une année d'une possession paisible. XI, p. 138, n. 125, 124.
- Cette possession, qui prenait alors, dans nos anciennes Coutumes, le nom de *saï-sine*, donne au possesseur une action pour se faire maintenir ou réintégrer, même contre le véritable propriétaire. XI, p. 137, n. 123.
- Cette action était appelée *complainte* ou *réintégrant*. Le Code de procédure n'en parle que sous le nom général d'action possessoire. XI, p. 137, n. 126.
- Nos Coutumes exigeaient l'an et jour; mais le Code de procédure n'exige plus qu'une année au moins pour qu'on puisse exercer l'action possessoire. La possession qui a duré moins d'une année ne confère aucun droit, et conséquemment aucune action au possesseur pour se faire maintenir ou réintégrer. XI, p. 138, n. 127.
- La distinction sur laquelle on se fondait autrefois pour accorder au possesseur non annuel, contre un autre que le propriétaire ou le précédent possesseur annuel, l'action en réintégration, n'est plus admissible aujourd'hui. L'action possessoire formée par le possesseur non annuel ne doit plus être accueillie, quel que soit celui contre lequel il la dirige. Examen de la doctrine contraire; sur quelle erreur elle est fondée. XI, p. 139, n. 128-135.
- Le propriétaire ou le possesseur annuel, dépouillé depuis moins d'une année, peut, sans recourir à l'action possessoire, se ressaisir de sa chose de son autorité privée. Le spoliateur n'est pas fondé à s'en plaindre: ce n'est point là une voie de fait défendue et punie par la loi. XI, p. 178, n. 134-141.

Voy. *Voie de fait*.

POSSIBILITÉ.

- La possibilité est la première qualité qu'on doit examiner dans les faits dont on demande à faire preuve par témoins. Quand des faits doivent être réputés possibles. IX, p. 382, n. 240 et suiv.

Voy. *Preuve testimoniale*.

POUVOIR.

- La souveraineté peut se diviser en trois

pouvoirs; définition de ces pouvoirs. I, p. 19, n. 23-26.

- En France, les pouvoirs sont divisés par la Charte constitutionnelle. I, p. 26, n. 35.
- Du pouvoir législatif. I, p. 19, n. 24.
- En qui il réside. I, p. 7, n. 8; *ibid.*, p. 41, n. 58-85.

Voy. *Loi*.

- Du pouvoir exécutif. I, p. 25, n. 49, 82, 85, 88.

- Du pouvoir judiciaire. I, p. 20, n. 26; *ibid.*, p. 98, n. 124.

- Il doit être distinct du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. I, p. 96, n. 122.

- La Charte a maintenu cette division qu'établissaient déjà les constitutions antérieures. I, p. 96, n. 123, 129, et 132-134.

- Les juges de paix sont maintenus par la Charte; leurs fonctions. I, p. 97, n. 124.

- Elle conserve la règle générale des deux degrés de juridiction. I, p. 98, n. 125.

- Une Cour de cassation, sans connaître du fond des affaires, réprime toute contravention formelle aux lois dans leur application. Ses attributions. I, p. 98, n. 126-128.

- Le pouvoir judiciaire n'est donc exercé en France que par les juges de paix, les tribunaux de première instance et les Cours d'appel, sauf quelques exceptions pour des matières spéciales. I, p. 100, n. 129.

- L'inaliénabilité rend la plupart de ces juges indépendants. I, p. 100, n. 130.

- A l'exception des justices de paix, le pouvoir de juger n'est jamais exercé par un seul homme. I, p. 100, n. 131.

- Le ministère du juge est d'appliquer et non pas de juger la loi. I, p. 104, n. 135.

- Mais il faut souvent qu'il l'interprète. *Ibid.*, et I, p. 114, n. 146-150.

Voy. *Interprétation de la loi*.

- La loi défend aux juges de prononcer par voie réglementaire sur les causes qui leur sont soumises. I, p. 112, n. 145.

- Mais dans les affaires civiles, ils sont obligés de juger, quoique la loi soit ou paraisse muette. I, p. 114, n. 146.

- *Sicis* dans les affaires criminelles. I, p. 114, n. 147.

- Les juges seuls doivent prononcer en matière contentieuse, dans les cas non prévus par la loi. I, p. 114, n. 148.

- Quelles règles d'interprétation ils doivent suivre alors. I, p. 116, n. 149 et 150.

PRÉCIPUT.

SOMMAIRE.

SECT. 1. Du préciput en matière de succession.

SECT. 2. Du préciput en matière de communauté.

SECT. 1. Du préciput en matière de succession.

- Les dons ou legs faits à titre de préciput, sont dispensés du rapport. IV, p. 454, n. 425.
- Quand la volonté de donner par préciput est pressentie de droit. IV, p. 454, n. 426-431.

Voy. Rapport.

- Quand le donataire par préciput peut retenir sa portion héréditaire sur les biens donnés. V, p. 468, n. 454, 455.

Voy. Portion disponible. Réserve. Donation. Legs.

SECT. 2. Du préciput en matière de communauté, ou du préciput conventionnel.

- Définition du préciput conventionnel. XIII, p. 495, n. 390.
- La nature et la qualité du droit qui constitue ce préciput dépendent uniquement de la convention. XIII, p. 495, n. 391.
- C'est tout à la fois, un gain de survie et un droit de communauté qui n'est accordé à la femme renonçante que si le contrat de mariage le porte expressément. XIII, p. 496, n. 392.
- Le préciput qu'accorde à la femme ses conditions matrimoniales fait partie de son émolument dans la communauté, et il en doit être tenu compte aux créanciers. XIII, p. 492, n. 384.
- La mort civile, aussi bien que la mort naturelle, donne ouverture à ce droit. XIII, p. 496, n. 393.
- Il ne s'ouvre point par la séparation de corps ou de biens; il ne s'ouvrant point non plus par le divorce, avant la loi du 8 mai 1816. Dans ces cas, l'exercice en est retardé jusqu'à la mort de l'un des conjoints. XIII, p. 492, n. 384.
- Distinction à cet égard. II, p. 77, n. 749-745.
- Quid si, dans ces cas, le préciput conventionnel avait été fixé en espèces déterminées? XIII, p. 499, n. 396.
- L'époux contre lequel le divorce ou la séparation de corps a été prononcée ne conserve pas son droit au préciput conventionnel suspendu jusqu'à la mort de l'un des conjoints; il le perd absolument. XIII, p. 500, n. 396.
- C'est la femme renonçante qui doit seule laisser provisoirement au mari, à charge par lui de donner caution, la somme ou la chose qui constitue le préciput. Omission d'un mot dans le texte de l'art. 1518. XIII, p. 501, n. 397.
- Il peut être stipulé que l'exercice du préciput conventionnel aura immédiatement lieu en tous les cas de dissolution

de la communauté. XIII, p. 501, n. 398.

- La déclaration d'insolventabilité, prononcée contre la délinquante divorcée, conventionnelle, n'a point d'effet. XIII, p. 507, n. 405.

- Le préciput conventionnel n'est point réparé comme un avantage sur la détermination des héritiers. XIII, p. 507, n. 406.

- Sur une exception à premier chef. XIII, p. 507, n. 406.

- Si, après le prélèvement des charges de la communauté, il ne reste point de masse à partager, ou si la masse partageable est inférieure au préciput conventionnel de la femme qui, acceptant, le préciput s'évanouit et son droit est purifié. XII, p. 511, n. 402.

- Mais si, et en outre, il y a encore par ailleurs des biens à droit au préciput même en renonçant, alors le droit ou ses héritiers sont portés au préciput. XIII, p. 511, n. 402.

- Si le préciput doit se prendre sur certains meubles, qu'ils soient, sur les meubles, les droits ou les revenus, auquel cas, est dû le préciput, une des conditions de la communauté. XIII, p. 511, n. 404.

- Les intérêts du préciput conventionnel ne courent que du jour de la dissolution. XIII, p. 512, n. 405.

- Quelles choses sont l'objet du préciput? XIII, p. 511, n. 406.

- Il ne peut y avoir restitution, en regard à l'usu et aux loyers des parties. XIII, p. 515, n. 407.

- Explication de quelques termes le plus généralement employés pour désigner les objets du préciput conventionnel. XIII, p. 515, n. 408.

- Réduction possible du préciput de communauté, dans le cas d'existence d'enfants d'un premier mariage. V, p. 515, n. 395.

PREJUDICE.

- De la responsabilité civile à laquelle nous pouvons être soumis, en raison du préjudice que nous causons à autrui par notre fait, par notre négligence ou par notre imprudence. XI, p. 442, n. 110 et suiv.

Voy. Responsabilité civile. et. s. 1

PRÉJUDICIELLE (question).

- Quelle est la conséquence à tirer, quant à l'insuffisance du jugement rendu au criminel sur l'action portée au civil, de ce que l'action publique est préjudiciable à l'action civile. Ce qu'on appelle questions ou actions préjudicielles. VIII, p. 62, n. 56.

PRÉLÈVEMENT.

- Avant de procéder au partage de la communauté et à la formation de la masse.

- les époux doivent prélever ceux de leurs biens personnels qui ne sont point entrés dans la communauté. XIII, p. 249, n. 173.
- Les offices ministériels, quoiqu'ils soient entrés dans la communauté, peuvent même être prélevés par le mari, mais moyennant récompense. XIII, p. 249, n. 174.
 - Quelle doit être cette récompense. XIII, p. 251, n. 175.
 - Les biens propres de chaque conjoint sont prélevés dans l'état où ils se trouvent. XIII, p. 252, n. 176.
 - Dans quel cas il y a lieu au prélèvement des meubles. XIII, p. 252, n. 177.
 - Après le prélèvement de leurs biens personnels, les conjoints prélèvent sur la masse de la communauté ce qu'elle peut leur devoir. Dans quel ordre ils exercent ces prélèvements. XIII, p. 254, n. 178.
 - En cas d'insuffisance de la communauté, la femme exerce ses prélèvements sur les biens personnels du mari. XIII, p. 254, n. 179.
 - En quoi consistent les prélèvements de chaque conjoint sur la communauté, et comment ils s'exercent. XIII, p. 255, n. 180, 183 et 184.
 - Le prélèvement auquel la femme a droit pour aliénation d'un de ses immeubles personnels au profit de la communauté, n'a jamais lieu que sur le prix de la vente. XIII, p. 255, n. 180, 181.
 - Si le prix de l'immeuble aliéné est encore dû, il appartient à l'époux propriétaire de l'immeuble. XIII, p. 258, n. 182.
 - L'ordre dans lequel doivent avoir lieu, sur les divers biens de la communauté, les prélèvements des conjoints, ne peut être changé que d'un consentement commun. XIII, p. 259, n. 183.
 - La femme a-t-elle, pour l'exercice de ses prélèvements sur les biens de la communauté, le choix des meubles, comme elle a celui des immeubles? XIII, p. 259, n. 186.
 - Au mode de prélèvement indiqué par le Code, on en peut substituer un autre d'un consentement commun; la compensation, par exemple. XIII, p. 265, n. 187.
 - Les prélèvements de chaque conjoint sur la communauté portent intérêt du jour de la dissolution. XIII, p. 262, n. 188.
 - Quels seraient les droits de la femme commune, actionnée par les créanciers, en paiement des dettes de la communauté si, antérieurement au partage, elle ne s'était pas fait payer de ses reprises par prélèvement. XIII, p. 335, n. 237.
 - Du prélèvement auquel donne lieu, lors du partage d'une communauté, la clause de préciput conventionnel dans un con-

trat de mariage. XIII, p. 307, n. 401 et suiv.

Voy. *Préciput* (de communauté).

PREMIER LIT.

- Portion dont peut disposer, en faveur d'un second époux, celui qui, à l'époque de son décès, a des enfants ou des petits-enfants d'un premier lit. V, p. 300, n. 374-378.
 - A qui profite la réduction. V, p. 302, n. 379-381.
 - Si l'époux qui se remarie contracte plusieurs mariages successifs, il ne peut donner une part d'enfant le moins prenant à chaque mari; mais une seule part à tous. V, p. 306, n. 382.
 - De la réduction en cas d'excès. V, p. 307, n. 385 et suiv.
- Voy. *Donation* (entre époux).

PRÉNOM.

- Observations sur les prénoms à donner aux enfans. I, p. 289, n. 313, 319.

PRÉPOSÉ.

- De la responsabilité à laquelle les maîtres et commettans peuvent être soumis à l'occasion des faits de leurs préposés. XI, p. 325, n. 232-239.
- Voy. *Responsabilité civile*, sect. 2.

PRESBYTÈRE.

- Par qui doit être fourni le presbytère aux curés et desservans. III, p. 31, n. 46.

PRESCRIPTION.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *De la prescription; des choses imprescriptibles; de la réclamation d'état.*
- SECT. 2. *Des causes qui empêchent, interrompent ou suspendent la prescription.*
- SECT. 3. *De la preuve en matière de prescription.*
- SECT. 4. *Du temps requis pour certaines prescriptions.*
- SECT. 5. *De la prescription en matière de servitudes et d'usufruit.*
- SECT. 6. *De la prescription en matière de succession, de donation et de substitution.*
- SECT. 7. *De la prescription en matière de communauté, de dot et de régime dotal.*
- SECT. 8. *De la prescription de la peine.*

SECT. 1. *De la prescription; des choses imprescriptibles; de la réclamation d'état.*

- Ce que c'est que la prescription. Le Code en admet deux espèces. II, p. 404, n. 619.
- De la prescription en matière de meubles. Explication de l'art. 2279 du Code civil. XIV, p. 115, n. 165, et IX, p. 135, n. 94.

- Quelles choses sont imprescriptibles. VI, p. 188, n. 157-163.
- Les biens du domaine public, hors du commerce, ne peuvent être prescrits. *Secus* de ceux qui sont dans le commerce. III, p. 27, n. 40, 41.
- Les communes sont soumises aux mêmes prescriptions que les particuliers. III, p. 37, n. 60.
- L'action en réclamation d'état est imprescriptible. II, p. 207, n. 908.
- Mais l'enfant rétabli dans ses droits ne peut réclamer les droits ouverts trente ans auparavant. II, p. 207, n. 909.
- L'imprescriptibilité de l'action en réclamation d'état ne passe aux héritiers de l'enfant, que s'il est mort en minorité ou dans les cinq ans depuis sa majorité. II, p. 209, n. 911.
- La prescription de cinq ans ne peut être opposée aux héritiers de celui qui a été en possession d'état. II, p. 210, n. 912.
- Dans quel délai se prescrit l'action en réclamation d'état qui a passé aux héritiers. II, p. 210, n. 913.

SECT. 2. Causes qui empêchent, interrompent ou suspendent la prescription.

- L'héritier envoyé provisoirement en possession des biens d'un absent ne peut prescrire contre lui. I, p. 368, n. 430.
- S'il reparait des enfans de l'absent après l'envoi en possession définitif, la prescription de trente ans peut leur être opposée. I, p. 382, n. 451.
- Dans quel cas la prescription ne peut être opposée aux enfans de l'absent. I, p. 384, n. 453.
- La prescription ne court point contre l'absent, au profit de celui qui gère ses affaires sans mandat. XI, p. 84, n. 42.
- Pourquoi les poursuites faites contre l'un des débiteurs solidaires, ou la reconnaissance de l'un d'eux, interrompt la prescription contre les autres. VI, p. 738, n. 728, 729.
- L'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription à l'égard de tous, si l'obligation est indivisible. De quelle indivisibilité il s'agit. VI, p. 831, n. 797.

SECT. 3. De la preuve en matière de prescription.

- Les copies d'actes notariés, tirées du consentement des parties, ne peuvent servir de fondement à la prescription de dix ou vingt ans contre les tiers. VIII, p. 821, n. 451.
- L'acte constatant une vente faite à *non domino* peut former un commencement de preuve par écrit, qui autorise l'acquéreur à prouver par témoins la durée de

la possession, afin d'établir la prescription. VIII, p. 821, n. 148, 149, et IX, p. 114, n. 73.

- Le titre prescrit peut-il former un commencement de preuve par écrit, qui autorise à prouver par témoins la prestation d'une rente? IX, p. 172, n. 87.
- La clause qui charge un tiers de servir la rente, ou les quittances trouvées chez le débiteur, pourraient former un commencement de preuve par écrit de la prestation. IX, p. 176, n. 97, 98.
- Le créancier peut requérir l'apposition des scellés sur les papiers de la succession de son débiteur, pour pouvoir y rechercher les quittances de la rente. IX, p. 178, n. 99.
- Les quittances de la rente pendant dix années consécutives ne font plus présumer le titre constitutif de la rente. *Quid* s'il en est qui remontent à plus de trente ans? IX, p. 178, n. 100, 101.
- Si aucune d'elles ne remonte au-delà de trente ans, pourraient-elles former un commencement de preuve par écrit qui permet de prouver par témoins le service de la rente pendant un temps nécessaire pour acquérir la prescription. IX, p. 182, n. 102.
- Si l'on peut être admis à prouver contre la présomption sur laquelle la loi se fonde pour dénier l'action au créancier en cas de prescription. Distinction entre les longues et les courtes prescriptions. X, p. 68, n. 84.
- La preuve indirecte est admise contre la présomption sur laquelle la loi s'est fondée pour établir la prescription afin d'acquérir. X, p. 78, n. 89.

SECT. 4. Du temps requis pour certaines prescriptions.

- L'action de compte de tutelle se prescrit par dix ans. II, p. 417, n. 1275.
- Cette prescription ne s'applique ni au reliquat du compte, ni à l'action en rectification pour erreur, omission, etc. II, p. 417, n. 1276, 1277.
- L'action en nullité des traités faits entre le tuteur et le mineur, et celle du tuteur contre le mineur, se prescrivent par dix ans. II, p. 418, n. 1278, 1279.
- Délai de la prescription pour l'action en rescision. Différence entre cette prescription et celle de dix ou vingt ans. VII, p. 714, n. 603-617.
- Par quel laps de temps se prescrit l'action en responsabilité civile, dans le cas de crimes, de délits ou de contraventions qui y donnent lieu. XI, p. 597, n. 292, 293.
- Si la responsabilité naît d'un fait qui n'est ni crime, ni délit, ni contravention, *alors* dure autant que l'action dont elle n

que l'accessoire. Exemple dans la responsabilité à laquelle est soumis le subrogé tuteur. XI, p. 599, n. 294, 298.

SECT. 5. De la prescription en matière de servitudes et d'usufruit.

- De la prescription en matière de servitudes. De la difficulté de cette matière en droit romain, et sous l'empire des anciennes coutumes. III, p. 462, n. 616, 617.
- *Quid* sous l'empire du Code? III, p. 464, n. 619.
- Les servitudes continues et apparentes peuvent seules s'acquérir par la prescription trentenaire. III, p. 463, n. 620, 621.
- *Quid* des servitudes discontinues qui s'annoncent par des ouvrages édifiés et incorporés dans l'héritage voisin? III, p. 468, n. 622, 623.
- La possession même immémoriale ne saurait tenir lieu de titre à l'égard des servitudes non apparentes, si ce n'est pour celles acquises avant la promulgation du Code. III, p. 470, n. 624, 625.
- Lorsque la prescription n'était pas entièrement acquise à l'époque de la promulgation du Code, toute possession antérieure est devenue inutile. III, p. 471, n. 626.
- La possession immémoriale pourra faire présumer un jour des servitudes acquises avant la promulgation du Code; ce que c'est que cette possession. III, p. 471, n. 627, 628.
- Des témoins auriculaires pourront, dans certains cas, suffire pour prouver la possession immémoriale de servitudes aujourd'hui imprescriptibles, mais qu'on prescrivait autrefois. IX, p. 400, n. 284, 285.
- Quelle est l'étendue du droit de vue quand il est acquis par prescription. III, p. 533, n. 829-834.
- L'indemnité due pour le passage réclamé à titre d'enclave est-elle prescriptible? III, p. 402, n. 384-385.
- Le passage de commodité ne peut s'acquérir par prescription. III, p. 406, n. 388.
- La servitude d'échelage est-elle prescriptible, quand elle est accessoire à celle d'égout? III, p. 413, n. 361.
- Si le titre émané *à non domino*, joint à la bonne foi, rend prescriptibles les servitudes discontinues, et les servitudes continues non apparentes. Quelle espèce de prescription serait alors exigible. III, p. 473 n. 629-631.
- Comment commence et continue la possession constitutive de la prescription, relativement aux servitudes. III, p. 479, n. 632-640.

Voy. *Servitude*.

- La possession des servitudes discontinues, sans titre, est réputée précaire; mais la possession jointe au titre fait courir la prescription. III, p. 484, n. 641.
 - Caractères que doit avoir la possession. III, p. 485, n. 642.
 - Explication de la règle *tantum praescriptum, quantum possessum*. III, p. 485, n. 643.
 - Le mode d'exercer un droit en change la nature. III, p. 486, n. 644.
 - De la prescription du droit accessoire par la possession du principal. III, p. 487, n. 645.
 - Si le droit d'égout rend prescriptible le droit d'échelage. III, p. 488, n. 646.
 - La prescription, quand elle est admise, fait acquérir des servitudes plus étendues que ne les établit le titre. III, p. 490, n. 647, 648.
 - De l'extinction des servitudes par le non usage ou par la prescription trentenaire. III, p. 524, n. 687-689.
 - Le non usage n'opère point la libération, si le propriétaire du fonds dominant ne peut faire cesser l'obstacle. III, p. 526, n. 690-695.
 - A quelles règles il faut recourir pour savoir quand la prescription des servitudes est suspendue. III, p. 531, n. 694-697.
 - Prescription du mode de la servitude. III, p. 534, n. 698 et suiv.
- Voy. *Servitude*.
- Un mineur contre lequel la prescription ne court pas, conserve le droit de ses consorts à la servitude. III, p. 544, n. 707.
 - *Quid* dans le cas de succession de propriétaires du fonds servant ou du fonds dominant? III, p. 542, n. 708.
 - Les vestiges d'une servitude la conservent contre la prescription. III, p. 542, n. 709.
 - L'usufruit peut s'acquérir par prescription. III, p. 536, n. 535.
 - L'usufruitier est garant des prescriptions qu'il l'aïsse acquérir. III, p. 530, n. 435.
 - L'usufruit s'éteint par la prescription de dix et vingt ans. III, p. 518, n. 433.

SECT. 6. De la prescription en matière de succession, de donation et de substitution.

- De la prescription et de la péremption entre l'héritier bénéficiaire et les créanciers opposants. IV, p. 594, n. 595.
- Quand la prescription contre l'action en garantie, en matière de partage, commence à courir. IV, p. 563, n. 568.
- Quand est prescrite l'action en rescision, des partages. IV, p. 574, n. 585, 584.
- L'acquéreur d'un donataire peut-il opposer la prescription au légitimaire de-

- mandeur en réduction? V, p. 160, n. 181.
- De la prescription du droit de réserve. V, p. 174, n. 167.
- A quelle époque commence la prescription en faveur du donataire, dans le cas de révocation pour cause de survenance d'enfants. V, p. 305, n. 320.
- Les prescriptions acquises contre le grevé de substitution peuvent être opposées aux appelés; si elles ne sont que commencées, elles se continuent contre eux. V, p. 686, n. 740, 741.
- La prescription ne court en faveur de ceux qui ont acquis du grevé de substitution, que du jour de l'ouverture de la substitution. V, p. 699, n. 768.

SECT. 7. De la prescription en matière de communauté, de dot et de régime dotal.

- Le mari est responsable des suites des prescriptions relatives aux biens personnels de sa femme, même de celles commencées avant le mariage, s'il a pu les empêcher de s'accomplir. XII, p. 390, n. 414-420.
- Toute responsabilité du mari cesse, si les créances de sa femme ne sont pas prescrites lors de la dissolution de la communauté. XII, p. 393, n. 421.
- L'action en garantie de la dot est soumise, quant à la prescription, aux règles ordinaires de la garantie. XIV, p. 103, n. 93.
- Examen du principe posé par l'article 2279, sur la prescription en matière de meubles. XIV, p. 115, n. 105.
- Opinion des auteurs et jurisprudence antérieure au Code sur la question de savoir si, en fait de meubles, la seule possession tient lieu de titre. VII, p. 116, n. 106-115.
- Solution du Code civil sur cette question. XIV, p. 123, n. 116-119.
- La prescription établie par l'art. 2279 ne saurait être opposée à la femme dont le mari a vendu le meuble constitué en dot, sans estimation, ou avec déclaration que l'estimation n'en rend pas le mari propriétaire. XIV, p. 127, n. 120.
- Après dix ans de mariage, il y a prescription acquise contre le mari du droit d'exiger que la femme ou les héritiers fassent preuve de la numération de la dot. XIV, p. 322, n. 276.
- Cette prescription ne peut être invoquée ni par les créanciers de la femme, ni par les constituants. XIV, p. 328, n. 277.
- L'action du mari en paiement de la dot se prescrit par trente ans. XIV, p. 172, n. 189.
- L'action révocatoire contre l'indue aliénation de la dot est imprescriptible pendant le mariage. XIV, p. 284, n. 230.
- Quelle espèce de prescription peut être

opposée à la femme qui exerce cette action après le mariage. XIV, p. 284, n. 231-233.

- L'imprescriptibilité des immeubles dotaux, pendant le mariage, est une conséquence de leur inaliénabilité. XIV, p. 271, n. 219.
- Le mari est responsable des prescriptions acquises à l'égard des biens dotaux par sa négligence. XIV, p. 273, n. 281.
- La séparation de biens fait cesser l'imprescriptibilité des immeubles dotaux. XIV, p. 274, n. 283.

SECT. 8. De la prescription de la peine.

- La mort civile ne cesse point par la prescription de la peine. I, p. 266, n. 294.

PRESCRIPTION.

SOMMAIRE.

SECT. 1. De la présomption en général.

SECT. 2. Des présomptions légales.

SECT. 3. Des simples présomptions.

SECT. 1. De la présomption en général.

- C'est afin de réprimer en partie l'arbitraire du juge, dans l'appréciation des questions de fait, que la loi a établi certaines présomptions auxquelles le juge est contraint de conformer son jugement. Exemple dans la règle *pater is est*. X, p. 25, n. 16, 17.
- C'est dans la même intention que, lorsque le juge n'a pour se décider que de simples présomptions, la loi lui défend de les admettre, hors du cas où la preuve testimoniale serait reçue, en exigeant même qu'il n'admette alors que des présomptions graves, précises et concordantes, sans pouvoir se contenter d'une seule présomption. Le jugement qui contreviendrait à l'une ou à l'autre de ces dispositions serait soumis à la censure. X, p. 29, n. 20-23.
- Différence entre les preuves proprement dites et les présomptions. Lorsque la liaison d'un fait reconnu constant avec le fait à prouver est telle, qu'il est moralement impossible que le premier existe sans le second, il y a preuve rigoureuse; si cette liaison nécessaire n'existe pas, il n'y a que des probabilités, qu'on nomme spécialement présomptions. X, p. 34, n. 25, 24, 27.
- Parmi ces présomptions, il y en a dont la loi reconnaît expressément la probabilité, et qui tiennent provisoirement lieu de preuves; l'appréciation des autres est abandonnée à la sagacité des juges. X, p. 38, n. 28, 26.
- On ne parvient à la certitude que par degrés, à l'aide de plusieurs présomptions. X, p. 40, n. 29.
- Vains efforts des géomètres pour sou-

mettre au calcul l'appréciation des degrés de probabilité. X, p. 44, n. 40.

Voy. *Présum.*

Distinction entre les diverses espèces de présomptions, effet que la loi attache à chacune d'elles. La présomption légale distingue de toute preuve en lui en faveur de qui elle agit, mais elle n'interdit pas à la partie adverse la faculté de se défendre par la preuve contraire, si elle n'est pas expressément prononcée à l'encontre. Application au billet souscrit par un agent non approuvé par le conseil, au billet synallagmatique non approuvé par le conseil. X, p. 129, n. 82 ; p. 139, n. 46.

Art. 2. Des présomptions légales.

La loi est qu'une présomption légale; elle est faite pour l'établir; les présomptions qu'on trouve établies par les lois du droit de droit romain ne sont plus des présomptions légales. X, p. 48, n. 31-33, n. p. 231, n. 180, à la note.

La présomption légale tient lieu de preuve, et le juge est tenu de l'admettre comme telle. Peut-elle être détruite par la preuve contraire? La distinction que les anciens jurisconsultes, pour résoudre cette question, établissaient entre les présomptions *juris* et les présomptions *juris et de jure*, n'a rien de précis, et la doctrine de d'Aguesseau, qui enseigne que toutes les présomptions doivent céder à la vérité démontrée, est beaucoup plus exacte. X, p. 49, n. 34-35.

- Il y a pourtant des cas où l'on ne peut, sans aller contre le but de la loi, admettre la preuve contraire à la présomption sur laquelle une de ses dispositions est fondée; par exemple, on ne saurait être admis à prouver la précocité de l'intelligence chez un mineur, dont l'incapacité pour certains actes est prononcée par la loi, en vertu d'une présomption. X, p. 54, n. 44-46.

Le Code a rejeté la dénomination barbare de présomptions *juris et de jure*, et il ne reconnaît que deux espèces de présomptions, les présomptions légales et les simples présomptions de l'homme. X, p. 59, n. 47.

Il reçoit et établit le principe que la preuve contraire est admise contre la présomption légale, quoique la loi ne la réserve pas. Il ne l'interdit que dans deux cas : 1° lorsque, sur le fondement d'une présomption, la loi annule certains actes; 2° lorsque, sur le même fondement, elle dénie l'action en justice. Dans ces deux exceptions. X, p. 60, n. 47-48.

Application de cette règle à quelques

cas dans lesquels la loi, se fondant sur une présomption, prononce la nullité des actes. Contrat d'assurance après la nouvelle présomption de la perte des objets assurés; donations faites à des incapables sous le nom de personnes interposées. X, p. 63, n. 51, 52.

- Application de la même règle à des cas dans lesquels la loi, se fondant sur une présomption, dénie l'action en justice. Dettes de jeu; prescription afin de se libérer. Distinction dans ce cas entre les longues et les courtes prescriptions. X, p. 66, n. 63, 64.
- La présomption de libération, en cas de remise du titre, n'exclut pas la preuve contraire. X, p. 70, n. 88, 86.
- La preuve indirecte est admise contre la présomption sur laquelle la loi se fonde pour annuler certains actes, ou interdire l'action en justice; *secus* de la preuve directe. Exemples dans le cas de l'art. 181 du Code civil, dans le cas de l'art. 472, dans le cas de la prescription afin d'acquiescer. X, p. 72, n. 87-90.
- Explication de l'art. 1352, qui porte que la preuve directe est admise contre la présomption sur le fondement de laquelle la loi annule certains actes, lorsque la loi réserve cette preuve. X, p. 76, n. 60.
- Pour savoir si la preuve contraire doit être admise contre une présomption légale, il suffit de rechercher si elle rentre dans un des deux cas d'exception établis par l'art. 1352. L'art. 2279, relatif à la possession des meubles, n'établit pas une troisième exception. On peut prouver, contre la présomption de la loi, relativement à la promulgation, que le Bulletin des lois n'avait pu parvenir dans tel canton à telle époque. X, p. 79, n. 61, 62.
- Il n'y a qu'une preuve et qu'une présomption légale qui puisse détruire la présomption légale; elle ne peut être détruite par de simples présomptions. X, p. 88, n. 63.
- Résumé des conditions qui caractérisent les présomptions légales. X, p. 89, n. 64.
- De la présomption légale qui résulte de la chose jugée. X, p. 102, n. 65 et suiv.
- Voy. *Chose jugée*.
- De la présomption légale de paternité. II, p. 108, p. 786 et suiv.
- Voy. *Paternité*.
- Des présomptions de survie érigées en règles par le Code. IV, p. 69, n. 74-77.
- Voy. *Succession*.
- Sont-elles applicables aux légataires et aux donataires? IV, p. 75, n. 78, 78 bis.
- Après dix ans de mariage, il y a pré-

somption légale que la dot a été comptée au mari, et la femme ou ses héritiers sont dispensés de faire cette preuve. XIV, p. 322, n. 276.

- Cette présomption légale ne peut être invoquée ni par les créanciers, ni par les constituans. XIV, p. 323, n. 277.
- Le mari est toujours présumé propriétaire des meubles qui garnissent le domicile conjugal, malgré la séparation de biens, sauf la preuve contraire. XIII, p. 178, n. 112, 115.

SECT. 5. Des simples présomptions.

- Des présomptions plus ou moins fortes, résultant de faits déjà constatés ou connus forment ce qu'on appelle, un commencement de preuve. IX, p. 80, n. 84-86.
 - La loi ne saurait déterminer le nombre et la qualité des présomptions qui rendent un fait vraisemblable, ou qui peuvent même former une preuve; mais elle a, par des dispositions expresses, ordonné que certaines présomptions dispenseraient de toute preuve. Ce sont les présomptions légales. IX, p. 83, n. 87, 88.
 - Toute autre présomption ne peut servir à fonder un jugement que dans deux cas. IX, p. 86, n. 89.
 - La présomption fondée sur un écrit constitue le commencement de preuve par écrit; il rend la preuve testimoniale admissible dans tous les cas. IX, p. 86, n. 60.
 - Le commencement de preuve par écrit, joint à d'autres présomptions, peut suffire pour déterminer un jugement. IX, p. 214, n. 123, 124.
 - La défense de prouver par témoins contre et outre le contenu aux actes, ne regarde que ceux qui y ont été parties, et les tiers peuvent toujours prouver la fraude, même par des conjectures et des présomptions. IX, p. 166, 166.
 - Quelles présomptions sont admissibles pour faire supposer le changement de domicile. I, p. 324, n. 375-378.
 - De simples présomptions peuvent suffire pour faire suppléer, par la preuve testimoniale, à un acte de naissance régulier. I, p. 312, n. 382.
 - Ce que c'est que la présomption d'absence, et de ses effets. I, p. 351, n. 385 et suiv.
- Voy. Absence.**
- De simples présomptions ne suffisent pas pour détruire l'effet qu'ont entre les contractans, leurs héritiers ou ayant-cause, des contre-lettres qui ont un autre objet que celui de dissimuler le prix d'une vente. VIII, p. 263, n. 183.
 - L'acte non valable, par exemple, l'acte sous seing privé non fait multiple, quoi-

qu'il énonce des conventions synallagmatiques, est un commencement de preuve par écrit qui peut être complété par des présomptions graves, précises et concordantes. VIII, p. 476, n. 321-323.

- De la présomption qui résulte de la remise faite par le débiteur au créancier, soit d'un titre sous seing privé, soit de la grosse d'un titre authentique, et de celle qui résulte de l'existence de l'un ou de l'autre de ces titres aux mains du débiteur. VII, p. 392, n. 524-528.
- Existe-t-il d'autres faits que ceux exprimés par le Code, dont on puisse faire résulter présomption de libération? VII, p. 402, n. 335-341.

PRESSE.

- De la liberté de la presse.
- Voy. Liberté (de la presse).**

PRESSOIR.

- Les pressoirs sont immeubles par destination. III, p. 10, n. 13.

PRÊT.

- La prohibition de la preuve testimoniale ne cesse pas en faveur du prêt à usage ou commodat fait de confiance. IX, p. 54, n. 50.

PRÊTE-NOM.

- L'obligation consentie à un prête-nom, auquel il n'est rien dû, n'est point une obligation sans cause. VI, p. 185, n. 178, 179.
 - Un prête-nom est un mandataire tacite.
- Ibid.**

PRÊTRE.

- Le caractère de prêtre est-il encore un empêchement au mariage? I, p. 470, n. 859, 860.

PREUVE.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. De la preuve en général. Règles communes à toutes les espèces de preuves.
- SECT. 2. De la preuve littérale.
- SECT. 3. De la preuve testimoniale.

- SECT. 1. De la preuve en général. Règles communes à toutes les espèces de preuves.

SOMMAIRE.

- ART. 1. Nature de la preuve. Divisions des preuves.
- ART. 2. À qui incombe la preuve; quand et comment elle doit être produite.
- ART. 3. Effet des preuves.
- ART. 4. Comment se fait la preuve dans certains cas spéciaux.

- ART. 1. Nature de la preuve. Divisions des preuves.

- Ce qu'on appelle preuve. Nature des preuves, leur incertitude, leur nécessité, leur fondement: Combien il en existe d'espèces en jurisprudence. VIII, p. 4, n. 1-5.
- Première division des preuves. La loi veut qu'on tienne les unes pour sûres; elle abandonne les autres à la prudence des juges. VIII, p. 8, n. 8.
- Deuxième division, en preuves *artificielles* et preuves *sans art.* VIII, p. 9, n. 6.
- Troisième division, en preuves *pleines* et en preuves *moins pleines* ou *semi-pleines*. Défense de cette division. VIII, p. 11, n. 7, 8.
- Quatrième division, en preuves *directes* et preuves *indirectes*. VIII, p. 13, n. 9.
- Cinquième division, en preuves *de fait* et preuves *de droit*. VIII, p. 14, n. 10.
- Secours de l'analogie pour la solution des questions de droit. Ce qu'on appelle l'esprit de la loi. VIII, p. 18, n. 11.
- Certains faits n'ont pas besoin d'être prouvés; cependant la notoriété de fait n'a jamais été admise en France. VIII, p. 17, n. 12, 13.
- Nature des preuves judiciaires dans les questions de droit; leur force peut aller jusqu'à une démonstration parfaite. Exemple tiré de la question de savoir si les ventes faites par l'héritier apparent sont valides ou non. X, p. 3, n. 1-5.
- Dans les questions de fait, la preuve peut rarement être portée jusqu'à la démonstration. Pourquoi. X, p. 7, n. 3, 4.
- On pourrait trouver une démonstration parfaite dans l'uniformité des témoignages, si le concert entre les témoins était impossible. X, p. 10, n. 8.
- Toute démonstration, pour être concluante, doit être conforme aux règles du syllogisme. Il faut réduire à la forme de cet argument toutes les preuves judiciaires, aussi bien la preuve littéraire que la preuve testimoniale. X, p. 11, n. 6-9.
- Insuffisance des preuves judiciaires: dangers d'une extrême crédulité dans les juges. X, p. 16, n. 10; p. 32, n. 22.
- Trois ordres de vérités. Celles de la religion, mieux appréciées par la foi que par le raisonnement, et qui sont l'objet de la théologie; les vérités historiques et les vérités judiciaires. Ces deux dernières espèces ne sont que des vérités contingentes. Personne n'est tenu d'y ajouter foi; aussi la preuve des vérités judiciaires fut-elle long temps abandonnée à l'arbitrage des magistrats. X, p. 18, n. 11, 12.
- Cet arbitrage dut être accordé aux magistrats, lors de leur première institution, qui remonte à l'origine des sociétés:

comment il fut réprimé successivement par l'établissement des lois. Sur quels points il a dû être maintenu. Ce qu'ont fait les lois pour en diminuer les inconvénients. X, p. 20, n. 13-21.

Voy. Arbitraire.

- Lorsque la liaison d'un fait reconnu constant avec le fait à prouver est tel, qu'il soit moralement impossible que le premier existe sans le second, il y a preuve rigoureuse. Exemples de pareilles preuves. Si cette liaison nécessaire n'existe pas, il n'y a que des probabilités, des vraisemblances, que l'on appelle spécialement présomptions. X, p. 34, n. 23, 24, 27.
- Parmi ces présomptions, il y en a dont la loi reconnaît expressément la probabilité, et qu'elle ordonne de regarder provisoirement comme preuves. L'appréciation des autres est abandonnée à la sagacité des juges. X, p. 38, n. 28, 26.
- On ne parvient à la certitude que par degrés, à l'aide de plusieurs présomptions. X, p. 40, n. 28.
- Vains efforts des géomètres pour soumettre au calcul l'appréciation des degrés de probabilité. X, p. 42, n. 29.
- C'est en considérant la preuve comme cause efficiente de la certitude, qu'on peut expliquer la division des preuves en pleines et en semi-pleines. X, p. 44, n. 30.

Voy. Présomption.

ART. 2. A qui incombe la preuve; quand et comment elle doit être produite.

- C'est au demandeur qu'incombe l'obligation de prouver. Mais le défendeur peut prouver de son côté les faits sur lesquels il fonde sa défense. Faute au demandeur de prouver, le défendeur doit être renvoyé absous. VIII, p. 18, n. 14-16.
- Si la preuve d'une négative est impossible, soit d'une manière directe, soit d'une manière indirecte. Si l'on doit distinguer entre la négative d'un fait et la négative d'un droit. VIII, p. 20, n. 17, 18.
- L'exception de pécune non nombree, à l'aide de laquelle le débiteur d'une somme d'argent, aux termes d'un acte souscrit par lui, pouvait, en niant la numération de la somme, rejeter la preuve de ce fait sur le créancier, n'est plus admise en France. VIII, p. 26, n. 19.
- Le défendeur qui se borne à nier n'est point dans l'obligation de communiquer ses titres, à l'exception des pièces communes, des livres de commerce, etc. VIII, p. 27, n. 20, 21.
- Les deux parties peuvent alléguer réciproquement des faits, et demander à les

- prover, pourvu qu'ils soient pertinens. VIII, p. 28, n. 22.
- Où et quand se doit faire la preuve. Enquêtes à futur rejetées. Exception. VIII, p. 28, n. 23.
 - Les preuves doivent être reproduites lors du jugement définitif et sur l'appel. Quelle est leur force, lorsque les jugemens sont acquiescés ou rendus en dernier ressort. VIII, p. 29, n. 24, 25.
 - Les preuves acquises dans une instance ne peuvent servir dans une autre. *Quid* des preuves acquises devant les arbitres, lorsque le compromis est révoqué, et des preuves acquises avant la péremption d'instance? VIII, p. 31, n. 26-29.
 - Si les preuves acquises dans un procès civil, et si le jugement lui-même ont force de chose jugée dans un procès criminel, et vice versa; dans le cas surtout où le fait est déclaré non constant ou l'accusé non coupable. VIII, p. 33, n. 30-37.
 - Réfutation de la doctrine de M. Merlin, qui pense que le jugement rendu au criminel, sur la poursuite du ministère public, préjuge le sort de l'action portée devant le tribunal civil, par une partie civile, et que le ministère public, en France, représente la partie lésée. Cette doctrine est fautive, même dans le cas où il y a connexité entre le fait sur lequel a porté le jugement criminel, et celui sur lequel doit porter l'action civile. X, p. 212, n. 240-239.
 - Si la déclaration du jury, que les faits établis par les débats ne constituent pas le crime mis à la charge de l'accusé, empêche la cour d'assises ou les tribunaux civils d'accorder à la partie civile des dommages-intérêts, à l'occasion de ces mêmes faits, considérés comme *quasi-délits*. *Ibidem*.
 - On peut demander la nullité d'un acte, après avoir échoué dans la plainte en faux par laquelle on l'attaquait. VIII, p. 41, n. 32, 33.
 - La preuve qu'un immeuble a été aliéné pour fait de commerce, par une femme mariée marchande publique, incombe à l'acquéreur. XII, p. 531, n. 232.
 - C'est à la femme mariée avec la clause d'exclusion de communauté, qu'il incombe de prouver quels sont les biens par elle apportés en dot. XIV, p. 23, n. 24.
 - Comment se fait cette preuve. XII, p. 29, n. 25-27.
 - Pour obtenir la restitution de la dot, la femme ou ses héritiers doivent prouver que la dot a été reçue. Difficultés de cette preuve. Différentes manières dont elle peut se faire. XIV, p. 319, n. 275.
 - Après dix ans de mariage, il y a dispense de cette preuve. XIV, p. 322, n. 276.
- ART. 3. Effet des preuves.**
- Effet des preuves. Elles donnent lieu à un double examen pour le juge, qui doit d'abord rechercher si les formalités prescrites ont été observées, et ensuite si la vérité du fait, objet des preuves, est établie. VIII, p. 30, n. 38.
 - Si le juge doit, pour reconnaître l'existence d'un fait, consulter la connaissance personnelle qu'il peut en avoir, plutôt que le résultat des preuves acquises dans le cours de la procédure. VIII, p. 32, n. 39.
 - Si les preuves sont insuffisantes ou douteuses il faut prononcer contre celui qui allègue. VIII, p. 39, n. 40.
 - S'il y avait partage entre les juges, il aurait fallu, suivant le droit romain, prononcer en faveur du défendeur. En droit français, l'affaire est instruite de nouveau, devant le tribunal modifié par l'accession de nouveaux juges. VIII, p. 91, n. 41.
 - Si la règle que, dans le doute, le défendeur doit être absous, peut fléchir dans certaines causes, et en faveur de certaines personnes. VIII, p. 92, n. 43.
 - Quelles nuances existent entre la preuve littérale et la preuve testimoniale; elles ne sont, en dernière analyse, qu'un seul et même genre de preuve. VIII, p. 94, n. 44.
 - Différence entre la preuve complète et la semi-preuve, ou le commencement de preuve. IX, p. 30, n. 54-56.
- ART. 4. Comment se fait la preuve dans certains cas spéciaux.**
- Comment on peut prouver son état civil. I, p. 271, n. 229 et suiv., et p. 303, n. 345 et suiv.
 - *Voy. Actes de l'état civil.*
 - De la preuve du mariage. I, p. 496, n. 393 et suiv.
 - *Voy. Mariage.*
 - Des preuves de la filiation. II, p. 149, n. 845 et suiv.
 - *Voy. Filiation, Légitimité.*
 - La règle *pater is est* ne dispense l'enfant d'une autre preuve pour établir sa légitimité, que dans le cas où il peut invoquer à l'appui son acte de naissance ou la possession d'état. Toute autre preuve peut être débattue par la preuve contraire. II, p. 129, n. 820.
 - Ce qu'il faut prouver pour pouvoir invoquer la destination du père de famille à l'appui d'une servitude, et comment on la prouve. III, p. 430, n. 609-611.
 - Les aveux du mari ne font pas preuve

suffisante à l'appui de la demande en séparation de biens. XIII, p. 104. n. 69.

SECT. 2. De la preuve littéraire.

SOMMAIRE.

ART. 1. *Ce qui constitue la preuve littéraire; historique de son admission dans la législation romaine et dans la législation française.*

ART. 2. *Diverses espèces de preuves littérales.*

ART. 1. *Ce qui constitue la preuve littéraire; historique de son admission dans la législation romaine et dans la législation française.*

- De la preuve littéraire, elle se réduit, en dernière analyse, à la preuve testimoniale ou à l'avoué de la partie intéressée. Ce qui la constitue; ce qui lui donne sa principale force. VIII, p. 94, n. 44-52.
- Elle a sa source dans la preuve testimoniale. IX, p. 3, n. 1.
- Pourquoi Justinien la fit céder à la preuve testimoniale. Il en fut ainsi autrefois en France. IX, p. 3, n. 3, 4.
- Aucune écriture ne fait foi par elle-même que de l'existence des caractères qui tombent sous nos sens. Exception pour l'acte authentique, nécessitée par les besoins de la société. VIII, p. 290, n. 190-192.
- Cas où les écritures privées forment au moins une apparence ou un commencement de preuve. VIII, p. 292, n. 193.
- Effets produits par cette apparence : 1^o nécessité pour celui auquel on oppose l'écriture privée d'avouer ou de désavouer sa signature; 2^o autorisation pour le demandeur, dans le cas de dénégation de la signature par le défendeur, ou de méconnaissance pour ses héritiers ou ayant cause, de faire faire la vérification de l'écriture par tous les genres de preuve. VIII, p. 293, n. 194-196.
- Combien le droit romain connaissait de sortes d'écritures. Des écritures déposées dans les archives publiques ou insinuées; des actes reçus par un tabellion, et nommés à Rome *actus forenses*; des actes sous seings privés faits hors de la présence des témoins et du tabellion. VIII, p. 294, n. 198-206.
- De la foi due aux actes déposés dans les archives qui furent instituées, à l'imitation des archives publiques de Rome, dans les États qui se formèrent des débris de l'empire romain. VIII, p. 299, n. 202, 203.
- Comment la preuve littéraire, d'abord moins bien accueillie en France, ainsi qu'à Rome, que la preuve testimoniale, vint à lui être préférée. Duret et incon-

séquence de l'ordonnance de Moulins, qui établit cette innovation, mais maintint néanmoins la foi due aux actes privés, et leur vérification par témoins en cas de dénégation. VIII, p. 304, n. 207-211.

— Il en est de même des lois postérieures. Divers moyens de vérification des écritures privées. Commentaires s'opèrent cette vérification. De la foi due aux écritures vérifiées. VIII, p. 313, n. 212 et suiv.

Voy. *Acte, Authentique (acte), Seing privé, Vérification.*

ART. 2. *Diverses espèces de preuves littérales.*

- De la preuve résultant de l'acte ou titre authentique. VIII, p. 410, n. 33-189.
- Voy. *Authentique (acte).*
- De la preuve résultant de l'acte sous seing privé. VIII, p. 290, n. 180-408.
- Voy. *Seing privé.*
- Des écrits qui, quoique non signés, font, en certains cas, preuve complète contre ou en faveur de ceux qui les ont écrits. VIII, p. 321, n. 352 et suiv.
- Voy. *Ecriture non signée, Livres de commerce, Papiers domestiques.*
- De la preuve résultant des tailles. VIII, p. 391, n. 406-410.
- Voy. *Taille.*
- De la preuve résultant des copies de titres. VIII, p. 398, n. 411 et suiv.
- Voy. *Copie de titre.*
- De la preuve résultant des aveux. X, p. 378, n. 260 et suiv.
- Voy. *Aveu.*

SECT. 3. De la preuve testimoniale.

SOMMAIRE.

ART. 1. *Nature de la preuve testimoniale; son ancienneté; sa nécessité; ses abus.*

ART. 2. *De la prohibition de la preuve testimoniale dans certains cas.*

ART. 3. *Exceptions qu'admet cette prohibition.*

ART. 4. *Conditions exigées pour que les témoignages puissent faire preuve.*

ART. 1. *Nature de la preuve testimoniale son ancienneté; sa nécessité; ses abus.*

- La preuve testimoniale est plus ancienne que la preuve littéraire; elle en est l'origine; elle continua d'être en usage après l'invention de l'écriture. IX, p. 3, n. 1, 2.
- Pourquoi Justinien la préféra à la preuve littéraire. Il en fut ainsi autrefois en France. IX, p. 8, n. 3, 4.
- Les hommes ne peuvent s'en passer, quoiqu'elle ne soit pas un critère infallible de vérité. IX, p. 8, n. 5-7.
- La raison nous donne les moyens de connaître quand nous pouvons nous y

fier. Quoiqu'elle ne forme point une preuve rigoureuse, elle peut néanmoins produire une certitude morale. Cependant elle trompe souvent, et on a cru devoir la défendre dans certains cas. IX, p. 9, n. 8-11.

- En quoi consiste et dans quel cas est admise la preuve par la commune renommée. XIII, p. 11, n. 4.

Voy. *Commune renommée*.

ART. 2. De la prohibition de la preuve testimoniale dans certains cas.

- Lois qui ont restreint et défendu en certains cas la preuve testimoniale. Règle générale qu'elles ont établie relativement à ces cas. IX, p. 13, art. 1.
- Justinien sentit le premier la nécessité de défendre, en certains cas, l'admission de la preuve testimoniale. Extension de ces cas, dans le quinzième siècle, par les statuts des villes de Bologne et de Milan. IX, p. 18, n. 12, 13.
- Restriction apportée en France à l'admissibilité de cette preuve, par l'ordonnance de Moulins, en 1566. Motifs de cette ordonnance. IX, p. 17, n. 14, et VIII, p. 304, n. 207-211.
- Les critiques dirigées d'abord contre cette ordonnance furent bientôt reconnues mal fondées; ses dispositions furent adoptées et développées par l'édit perpétuel des archiducs de Flandre, et adoptées enfin par l'ordonnance de 1667. IX, p. 18, n. 15-17.
- Le Code civil établit la même prohibition, qui doit toujours être considérée comme une exception. IX, p. 20, n. 18, 19.
- Quelles sont les choses dont la preuve testimoniale est défendue par l'ordonnance de Moulins. Innovation qu'introduisit cette loi. IX, p. 21, n. 20, 21.
- Dispositions de l'ordonnance de 1667. Explication de son texte. Addition qu'il fait à l'ordonnance de Moulins. IX, p. 23, n. 22, 23.
- Dispositions de l'art. 1341 du Code civil; elles ont plutôt restreint qu'étendu la prohibition prononcée par les lois antérieures. IX, p. 23, n. 24, 25.
- Rien dans les lois actuelles ne défend cette preuve d'une manière générale; elle n'est défendue que dans les cas où l'on a pu et dû se procurer une preuve littérale. IX, p. 29, n. 26, 27.
- La preuve testimoniale est-elle admissible, lorsqu'il y a incertitude si la loi la défend ou la permet? IX, p. 31, n. 28.
- La prohibition de la preuve testimoniale ne cesse point en faveur des dépôts volontaires, ni des prêts à usage ou commodats faits de confiance. IX, p. 35, n. 29, 30.

— La preuve testimoniale du dépôt fait par un voyageur dans une auberge ou hôtellerie est indéfiniment admise; mais la rigueur de cette disposition peut être modérée dans la pratique. XI, p. 532, n. 285-287.

Voy. *Aubergiste*.

- Elle est permise pour toutes les conventions dont la valeur n'excède pas 150 fr., à l'exception du bail verbal. Quelles ressources restent au bailleur, quand la jouissance a commencé, quand elle a cessé, ou quand la durée de cette jouissance est mise en question. IX, p. 36, n. 31, 32.
- L'art. 1715 du Code ne permet point la preuve testimoniale du bail verbal, lorsque l'exécution en a commencé. IX, p. 40, n. 33.
- On ne peut non plus prouver par témoins le congé que le propriétaire et le locataire sont réciproquement obligés de se donner. Cas où ils sont obligés de se donner ce congé. IX, p. 42, n. 34.
- Si celui qui a reçu le congé en retarde l'exécution par de mauvaises contestations, les juges peuvent proroger le délai. IX, p. 43, n. 35.
- Le juge doit rejeter d'office la preuve testimoniale, en tout état de cause, dans les cas où la loi en prononce la prohibition; et le consentement exprès des parties, pas plus que leur acquiescement, ne peut l'autoriser à la recevoir. IX, p. 49, n. 50-51.
- Celui qui a formé une demande excédant 150 fr., ne peut plus la réduire pour être admis à la preuve testimoniale. Rigueur de cette disposition; on ne peut l'éluder à l'aide d'une distinction entre la réduction antérieure et la réduction postérieure à la contestation en cause. IX, p. 57, n. 42, 43.
- Si le créancier a même réduit sa créance avant la demande formée, mais en déclarant que ce qu'il réclame est le restant d'une somme plus forte, la preuve testimoniale ne peut être admise. *Quid* si le créancier dissimule que la somme qu'il réclame faisait partie d'une somme plus considérable? IX, p. 59, n. 44, 45.
- On peut prouver par témoins que le débiteur s'est obligé, depuis la convention primitive, à payer ce qui restait dû sur l'ancienne obligation. IX, p. 63, n. 46.
- La disposition finale de l'art. 1344 du Code doit s'entendre dans ce sens, que la prohibition de la preuve testimoniale n'a lieu que lorsque la créance excédant 150 fr. n'était pas dans le principe prouvée par écrit. IX, p. 67, n. 47.
- On ne peut prouver par témoins une demande excédant 150 fr., composée de plusieurs créances moindres, ayant une

- tous autres délits attentatoires à la propriété. IX, p. 253, n. 155.
- L'art. 5 du Code d'instruction criminelle ne contrarie point ce principe ; il n'en est qu'une conséquence. IX, p. 253, n. 154.
 - Comment on peut connaître s'il est permis de prendre la voie criminelle, pour obtenir la réparation d'un délit. IX, p. 253, n. 155-157.
 - Exemples de délits dont l'existence suppose la réalité d'un fait antérieur, duquel la preuve testimoniale n'est pas admissible, et qu'on peut néanmoins poursuivre par la voie criminelle, sans preuve acquise de ce fait. Suppression de testament, soustraction de titres, faux, escroquerie, etc. Pourquoi il en doit être ainsi. IX, p. 257, n. 156.
 - Pourquoi le Code n'applique point au dol l'exception à la prohibition de la preuve testimoniale, qu'il prononce pour les quasi-délits moins répréhensibles. Cas où le dol et la fraude peuvent être prouvés par témoins ; quand on peut en poursuivre la réparation par la voie criminelle. IX, p. 260, n. 157-157.
- Voy. Dol, Fraude.**
- Le ministère public ne peut, pas plus que la partie civile, prouver par témoins le parjure, s'il n'existe pas de commencement de preuve par écrit. X, p. 495, n. 533.
 - La défense de prouver par témoins contre et outre le contenu aux actes, ne regarde que ceux qui y ont été parties, et les tiers peuvent toujours prouver la fraude, même par des conjectures et des présomptions. IX, p. 263, n. 163, 166.
 - Les faits de violence antérieurs au contrat, ou qui ont eu lieu au moment du contrat, peuvent être prouvés par témoins, lors même que le contrat a été passé devant notaire et dans une ville. IX, p. 275, n. 175.
 - Mais la preuve testimoniale de la violence ne saurait être admise, lorsque la foi due aux actes s'y oppose. Il faut recourir à la voie du faux. IX, p. 276, n. 175, 176.
 - La simulation dans les actes ne peut être prouvée par témoins par ceux qui y ont été parties ou par leurs ayants-cause. Application aux reconnaissances de dot ou d'apport, aux donations déguisées, aux quittances imprudemment données. IX, p. 279, n. 178-184, et p. 301, n. 190, 191.
 - Le délit d'escroquerie est un prétexte qu'on emploie fréquemment pour éluder, par le recours à la voie criminelle, la prohibition de la preuve testimoniale, dans divers cas de dol. Caractères de l'escroquerie. Si le dol déferé aux tribunaux correctionnels, sous le nom d'escroquerie, n'a pas tous ces caractères, les juges doivent rejeter la plainte ; dans le cas contraire, ils doivent articuler avec soin dans leurs jugemens les faits qui caractérisent l'escroquerie. IX, p. 286, n. 185-187.
 - Il en est de même du crime de faux : caractères de ce crime. Les tribunaux criminels doivent rejeter la plainte, quand le fait ne présente pas ces caractères. IX, p. 293, n. 188.
 - Les faits particuliers d'usure peuvent être prouvés par témoins, et même par des présomptions, devant les tribunaux civils. IX, p. 303, n. 193.
 - De l'exception à la prohibition de la preuve testimoniale en faveur des dépôts nécessaires ; sur quoi elle est fondée. Le dépôt est nécessaire dans tous les cas d'accidens imprévus. IX, p. 313, n. 194.
 - Si la femme mariée et le mineur sont tenus de rendre le dépôt nécessaire, quand ils allèguent l'avoir perdu. IX, p. 313, n. 195.
 - Celui qui réclame un dépôt nécessaire doit prouver non seulement le dépôt, mais encore l'événement imprévu qui l'a rendu nécessaire. IX, 316, n. 196.
 - Si le dépôt est prouvé, et que la valeur en reste incertaine, à qui doit être déferé le serment d'office ? IX, p. 316, n. 197.
 - Exception à la prohibition de la preuve testimoniale pour les obligations contractées en cas d'accidens imprévus, où l'on n'a pu se procurer une preuve littéraire. Exemples de ces obligations. IX, p. 317, n. 198-200.
 - Le Code est la première loi qui ait déclaré que le cas d'impossibilité n'est pas compris dans la prohibition de la preuve testimoniale ; sagesse de cette disposition. IX, p. 323, n. 201.
 - Le Code, en appliquant au dépôt fait par un voyageur dans une hôtellerie, l'exception à la prohibition de la preuve testimoniale pour cause d'impossibilité de se procurer une preuve littéraire, prouve qu'il n'entend point parler d'une impossibilité absolue. IX, p. 323, n. 202, 205.
 - L'appréciation de l'impossibilité est abandonnée à l'arbitraire du juge. *Ibidem.*
 - De l'exception à la prohibition de la preuve testimoniale, lors de la perte d'un titre par cas fortuit. Lois qui l'ont admise. IX, p. 323, n. 204, 205.
 - Il faut alors prouver deux choses, la perte du titre et l'accident qui l'a causé. Dans quel ordre ces faits doivent être prouvés : sur quoi doivent porter les

- point tromper. IX, p. 380, n. 236, 237.
- Trois choses sont à considérer pour qu'on puisse s'en assurer : 1° la nature et la qualité des faits à prouver ; 2° les qualités et la personne des témoins ; 3° le témoignage en lui-même, et comparé à d'autres témoignages ou à d'autres faits contraires. IX, p. 382, n. 238.
 - Qualités générales qu'on doit examiner dans les faits à prouver par témoins. IX, p. 382, n. 239.
 - Première qualité, possibilité des faits. Les faits possibles en eux-mêmes peuvent devenir impossibles par les circonstances. Exemple. IX, p. 382, n. 240, 241.
 - L'in vraisemblance des faits peut être telle, qu'elle détruise la foi due aux témoins. IX, p. 388, n. 242.
 - L'époque et le lieu où les faits se sont passés influent sur la foi due à ceux qui les rapportent. IX, p. 389, n. 243.
 - La véracité du témoin est d'autant plus douteuse, que les faits sont plus anciens. IX, p. 389, n. 244.
 - Des faits transitoires et des faits permanents. IX, p. 390, n. 245.
 - Des faits publics et des faits clandestins. IX, p. 391, n. 246.
 - Des circonstances du fait. IX, p. 391, n. 247.
 - Précautions nécessaires pour s'assurer que le témoin n'est ni trompé ni trompeur. Qualités que doit avoir le témoin. Des témoins idoneus, des témoins exclus, des témoins reprochables. Témoins nécessaires. IX, p. 392, n. 248 et suiv.
- Voy. Reproche, Témoin.**
- Du nombre de témoins requis pour former une preuve. Sous la législation actuelle, le juge peut se décider par la déposition d'un seul témoin, en matière civile, surtout si elle est appuyée d'un commencement de preuve par écrit, ou d'autres présomptions. IX, p. 500, n. 317-319.
 - Nos lois criminelles n'exigent point le concours de plusieurs témoins. Comment on peut motiver un jugement sur un seul témoignage. IX, p. 506, n. 320.
 - Dans le cas où plusieurs faits particuliers sont nécessaires pour établir un fait principal, on ne regarde point comme isolée la déposition d'un seul témoin sur chaque fait particulier. IX, p. 510, n. 321.
 - Les juges, s'ils ne sont pas persuadés, ne sont point obligés de juger d'après les dépositions de plusieurs témoins non reprochés. On ne trouve, ni dans le droit romain, ni dans la législation ancienne, ni dans le droit actuel, aucun texte formel qui les y oblige. Il en est autrement du résultat de la preuve littérale. Pourquoi le juge est obligé de se conformer dans ses jugemens aux faits établis par des actes auxquels la loi accorde foi pleine et entière. IX, p. 511, n. 322.
 - Le serment décisif peut être déferé sur la vérité des faits contenus dans une enquête, mais non sur des faits de subornation ou de faux témoignage. X, p. 489, n. 381.
 - Le serment supplétif pourrait aussi être déferé, si la preuve ne consistait que dans une enquête. X, p. 521, n. 406.
 - On ne pourrait annuler une enquête où il serait dit que les témoins ont affirmé, et non pas qu'ils ont juré, etc. Il en serait autrement s'il était dit qu'ils ont promis, à moins qu'il ne fût ajouté qu'ils ont fait cette promesse conformément à tel article de loi qui prescrit le serment. Il est bon néanmoins de s'assurer que celui qui affirme en justice attache à ce mot l'idée de serment. S'il en était autrement, l'affirmation serait sans effet. X, p. 572, n. 434-436.
 - De la collision des témoignages. Embarras que présente, pour la solution des difficultés qui en résultent, notre procédure actuelle sur les enquêtes en matière civile. Vices évidens de cette procédure. Vœux pour sa modification. Exemple donné par les législateurs de Genève. IX, p. 519, n. 323, 324.
 - Lumières que la méditation des textes du droit romain doit donner au juge, pour guider dans le cas de collision des témoignages. IX, p. 523, n. 325.
 - Circonstances qui peuvent lui procurer les moyens de discerner la vérité, et la préférence due à certains témoins. IX, p. 530, n. 326.
 - C'est plutôt d'après les qualités morales que d'après le nombre des témoins que le juge doit se décider. IX, p. 530, n. 327, 328.
 - Quand le témoignage d'un magistrat serait préférable à celui d'un homme privé. IX, p. 532, n. 329.
 - Les qualités extérieures, celles même de l'esprit, le rang, la richesse, etc., ne sont à considérer dans les témoins qu'autant qu'elles sont accompagnées des qualités du cœur. Erreur d'anciens auteurs qui en ont autrement jugé. IX, p. 533, n. 330-332.
 - Influence des qualités de la partie sur l'opinion qu'on peut concevoir de la moralité des témoins qu'elle appelle. IX, p. 536, n. 333.
 - Les qualités des dépositions peuvent encore donner des lumières sur la préférence que quelques unes méritent. IX, p. 536, n. 334.
 - Des témoins affirmatifs et des témoins

négatifs. S'il faut préférer les premiers aux seconds. IX, p. 337, n. 338.

- Le juge ne peut se décider d'après la connaissance personnelle qu'il a d'un fait, pour prononcer sur l'existence de ce fait, lorsque la preuve testimoniale en est interdite. VIII, p. 88, n. 39.
- Les enquêtes faites devant un tribunal étranger ne sont point nulles, et elles peuvent être prises en considération par les tribunaux français. X, p. 127, n. 36.

PRINCE.

- Nécessité du consentement du roi au mariage des princes de la famille royale. I, p. 464, n. 883.

Voy. *Pouvoir, Souverain*.

PRISE.

- Des prises faites sur l'ennemi. IV, p. 33, n. 29.

PRISE A PARTIE.

- La responsabilité civile à laquelle sont soumis les fonctionnaires publics, tant de l'ordre administratif que de l'ordre judiciaire, est fondée sur le principe établi par les art. 1382 et 1383 du Code civil. XI, p. 280, n. 182.
- L'autorisation du conseil d'Etat n'est pas nécessaire pour poursuivre les fonctionnaires publics de l'ordre judiciaire, même les officiers du ministère public. XI, p. 281, n. 183.
- L'impérille du juge était mise par le droit romain au nombre des quasi-délits, et dans l'ancienne législation française le juge était obligé de défendre son jugement par le combat judiciaire. Abolition de cet usage barbare par l'introduction des appels réguliers. XI, p. 284, n. 184.
- Les juges étaient néanmoins partie principale dans la cause d'appel. Suppression de cet usage abusif. Le fait du juge est aujourd'hui le fait de la partie. XI, p. 286, n. 186.
- Origine de la prise à partie. Nécessité de restreindre cette faculté. XI, p. 288, n. 187.
- C'est surtout lorsque le préjudice causé par la faute lourde est irréparable, qu'il en doit être ainsi. Exemple dans le cas des mandats d'arrêt et autres, décernés contre les dispositions du Code d'instruction criminelle. Ce sont des attentats à la liberté individuelle. Abus criant qu'en a vu faire l'auteur par un procureur du roi de Rennes. XI, p. 568, n. 192, 193, et p. 273, n. 199, 200.
- Dispositions des anciennes lois françaises sur la prise à partie, et les cas dans lesquels elle peut être exercée. XI, p. 289, n. 189.
- Cas dans lesquels elle est autorisée par

notre loi actuelle. XI, p. 281, n. 189.

- Du cas où il y a dol ou fraude de la part du juge. La faute lourde est comprise sous le nom de dol. Arrêt remarquable qui le décide ainsi. XI, p. 281, n. 190, 191.
- De la prise à partie dans le cas de concussion. Ce que c'est que la concussion. XI, p. 271, n. 194, et p. 311, n. 329.
- Des cas où la prise à partie est formellement autorisée par la loi. XI, p. 275, n. 198.
- Des cas où la loi déclare les juges responsables des dommages-intérêts des parties. XI, p. 275, n. 196.
- De la prise à partie pour déni de justice. Cas où il y a déni de justice. *Quid* de l'omission de statuer sur un chef en état d'être jugé, jusqu'à ce que les autres chefs soient en état? XI, p. 274, n. 197, 198.
- Le Code exige que le déni de justice soit constaté par deux réquisitions; mais il y a des cas où ces réquisitions ne seraient pas nécessaires; par exemple, quand il y a dans le jugement contravention formelle à la loi ou préjudice irréparable. XI, p. 278, n. 199, 200.
- La prise à partie n'est admise que dans les cas spécifiés par le Code; elle ne l'est plus pour simple mal jugé, même en droit. XI, p. 282, n. 201, et p. 275, n. 198.
- Tous les juges, tous les tribunaux, même les cours souveraines, peuvent être pris à partie. XI, p. 282, n. 202.
- Lorsqu'un jugement qui cause préjudice est émané d'un tribunal entier, d'une cour ou d'une section entière, la prise à partie doit être dirigée contre le tribunal, la cour ou la section, et non contre un seul ou quelques juges, excepté dans le cas d'une faute personnelle à l'un d'eux. Exemples de prise à partie contre une cour et contre une section de cour. XI, p. 283, n. 203-208.
- Devant quel tribunal doivent être portées les prises à partie, soit contre un membre des cours ou tribunaux, soit contre un tribunal entier, une cour entière, soit même contre la Cour de cassation ou un de ses membres. XI, p. 287, n. 206, 207, et à la note, sur le n. 207.
- Aucune prise à partie ne peut être formée sans l'autorisation préalable du tribunal devant lequel elle doit être portée. XI, p. 290, n. 208.
- Il ne doit être employé dans la requête aucune expression injurieuse contre les juges, sous peine d'amende. XI, p. 284, n. 209.
- La prise à partie n'est point un pourvoi contre le jugement qui y donne lieu; elle

- peut être formée avant ou après le jugement, et le seul fait de l'arrêt qui la déclare fondée n'annule pas le jugement. XI, p. 297, n. 213-218.
- Comment s'obtient la permission de former la prise à partie. XI, p. 298, n. 210.
 - Quelles peines sont infligées à celui qui succombe dans la prise à partie. Dans le doute sur le mérite de cette action, elle doit être rejetée. XI, p. 298, n. 211, 212.
 - Le demandeur en prise à partie peut-il, en même temps qu'il actionne un des juges, intimier aussi son adversaire, afin de faire réformer le jugement contradictoirement avec lui? Distinction à cet égard entre le cas où l'adversaire est complice du fait du juge, et celui où il n'en est pas complice. Dans le second cas, les délais de l'appel ou de la requête civile expirés ne revivraient pas par l'admission de la prise à partie. XI, p. 297, n. 216-218.
 - Si la prise à partie était fondée sur la prononciation illégale de la contrainte par corps, la prise à partie pourrait être cumulée avec l'appel, si le délai d'appel n'était pas expiré. Si le jugement était en dernier ressort, il pourrait être cassé pour excès de pouvoir; et s'il était bien rendu au fond, la disposition qui prononce la contrainte par corps serait seule annulée, la partie lésée pouvant, avant comme après l'arrêt de cassation, recourir à la prise à partie. XI, p. 300, n. 219.
 - Des suites de la prise à partie. Ce n'est point une action pénale, mais un moyen donné à la partie lésée d'obtenir des dommages-intérêts pour le préjudice qu'elle a souffert. La réparation ne peut être la même dans tous les cas. XI, p. 302, n. 220-225.
 - Quels dommages-intérêts étaient dus en droit romain, dans le cas où il n'existait, de la part du juge, qu'ignorance et impéritie. Quels dans le cas de dol. XI, p. 302, n. 221, 222.
 - Quels sont ceux qu'ils doivent aujourd'hui, dans le cas de déni de justice. XI, p. 304, n. 224.
 - Quels sont ceux qu'ils doivent dans le cas où la prise à partie est fondée sur la prononciation illégale de la contrainte par corps. XI, p. 308, n. 228.
 - Quels dommages-intérêts doit le juge de paix pris à partie, en vertu de l'art. 18 du Code de procédure. XI, p. 307, n. 226.
 - Quels dommages-intérêts doivent les juges qui succombent dans la prise à partie, pour atteinte à la liberté individuelle ou aux droits civils. XI, p. 308, n. 227.
 - Quels sont ceux qu'ils doivent dans les cas prévus par les art. 72, 113, 164, 271, 370 et 393 du Code d'instruction criminelle. XI, p. 309, n. 238.
- Quels sont ceux qu'ils doivent dans les cas où la prise à partie a eu lieu pour fait de dol, de fraude ou de concussion. Exemples. XI, p. 311, n. 229.
- ### PRISON.
- Actes de décès des individus morts en prison. I, p. 298, n. 332.
- Voy. *Emprisonnement*.
- ### PRIVILÈGE.
- Ce qu'on appelle privilèges et créances privilégiées. VII, p. 121, n. 89.
 - Comment ils se transmettent. VII, p. 124, n. 100 et suiv.
- Voy. *Subrogation*.
- Privilège pour l'indemnité à laquelle donne lieu l'éviction en matière de partage. Comment il faut l'inscrire. IV, p. 364, n. 367.
 - Privilège du légataire sur les meubles de la succession, moyennant la demande de séparation des patrimoines. V, p. 329, n. 370.
 - Les frais du deuil que les héritiers du mari doivent à la veuve sont-ils privilégiés et regardés comme frais funéraires? XII, p. 380, n. 269.
 - La femme qui renonce à la communauté légale n'a point de privilège pour ses reprises sur les meubles de la communauté; elle ne vient que par contribution avec les autres créanciers. XIII, p. 361, n. 286.
 - Le mari n'a point de privilège sur les immeubles dotaux pour la répétition de ses impenses. XIV, p. 396, n. 329.
- ### PROBABILITÉ.
- Ce qu'on nomme *preuves judiciaires* ne forme presque jamais que des probabilités plus ou moins grandes, plus ou moins nombreuses, qui conduisent rarement à une certitude complète. Il y en a qui suffisent pour motiver un jugement; d'autres que la loi présume être la vérité, et qui tiennent provisoirement lieu de preuves; d'autres dont l'appréciation est abandonnée à la sagacité du juge. X, p. 3, n. 1-27.
 - On ne parvient à la certitude morale que par degrés, à l'aide de plusieurs probabilités. Vains efforts des géomètres pour soumettre au calcul l'appréciation des degrés de probabilité. X, p. 42, n. 29.
- Voy. *Présomption, Preuve*.
- ### PROCÈS.
- Quels sont les frais de procès à la charge de l'usufruitier. III, p. 290, n. 434.
 - A qui incombent les frais des procès soutenus par l'héritier bénéficiaire. IV, p. 392, n. 390.
 - Qui doit supporter les frais des procès que le mari serait obligé de soutenir pour

les biens dotaux de sa femme. Distinctions à cet égard. XIV, p. 389, n. 336-338. Voy. *Frais*.

PROCURATION.

- L'acte authentique ne fait pas foi de l'existence ou de la réalité d'une procuration copiée dans l'acte même. VIII, p. 327, n. 151, 152.
- La procuration annexée à la minute d'un acte authentique doit toujours être représentée; conséquences qui en résultent. VIII, p. 339, n. 154.
- Conséquences des procurations laissées par des absents. I, p. 343, n. 348; *ibid.*, p. 352, n. 411; *ibid.*, p. 364, n. 424.
- Les dettes contractées par la femme en vertu de la procuration de son mari sont à la charge de la communauté légale, et ne peuvent être poursuivies sur ses biens personnels. XII, p. 432, n. 293.
- L'administration des biens de la communauté ne peut être confiée à la femme par le mari, qu'au moyen d'une procuration postérieure au mariage. XII, p. 446, n. 307.

PROCEUREUR.

- Si l'on peut se marier par procureur. I, p. 482, n. 574.

PROCEUREUR DU ROI.

- Surveillance imposée aux procureurs du roi sur les registres de l'état civil. I, p. 276, n. 303 et suiv.
- Voy. *Actes de l'état civil*.
- Le procureur du roi peut-il former opposition à un mariage? I, p. 495, n. 591.
- Voy. *Ministère public*.

PRODICALITÉ.

- La prodigalité n'est plus une cause d'interdiction. II, p. 443, n. 1509.
- Ce que c'est que la prodigalité qui donne lieu à la nomination d'un conseil judiciaire; quelles en sont les preuves. II, p. 477, n. 1568-1571.

PROFIT.

- Le possesseur évincé d'une succession peut-il retenir les profits qu'il en a retirés? IV, p. 524, n. 504.

PROHIBITION.

- Une expression négative ne constitue pas toujours une prohibition, spécialement dans le sens de l'art. 1338 du Code civil. XII, p. 29, n. 16.
- Autre exemple dans le cas de l'art. 1395. XII, p. 60, n. 41.

PROMESSE.

- Cas où la promesse ne peut être révoquée pendant un temps fixé. VI, p. 35, n. 50.
- La promesse d'une chose indéterminée

est nulle. Ce qu'on entend par chose indéterminée. VI, p. 153, n. 139-142.

- La promesse d'une chose inutile n'est point obligatoire. Pourquoi. VI, p. 145, n. 146, 147.
- Des promesses obtenues en faveur d'autrui. VI, p. 147, n. 148.

PROMESSE (de mariage).

- Si l'inexécution des promesses de mariage entraîne des dommages-intérêts, et si la clause pénale ajoutée à ces promesses est valable. Comment doivent être constatées ces promesses. VI, p. 305, n. 293-303.

PROMESSE (de vente).

- Différence entre la vente et la promesse de vente. Questions relatives aux promesses de vente considérées comme commencemens de preuve par écrit. IX, p. 159, n. 91-93.
- La promesse de vente n'a pas tous les effets de la vente; elle ne transfère pas la propriété. Explication de l'art. 1599. IX, p. 162, n. 91, 92.
- Si le prix de la vente est présumé payé, lorsque celui à qui la promesse de vente a été faite est entré en possession. IX, p. 167, n. 93, 94.
- La promesse de vente est un commencement de preuve par écrit de la vente, quelque considérable que soit le prix. Pouvoir discrétionnaire du juge à cet égard. IX, p. 170, n. 93.
- Les promesses de vente sont des offres qu'on peut rétracter jusqu'à l'acceptation; mais l'entrée en possession la fait présumer. IX, p. 171, n. 96.
- L'immeuble pour lequel l'un des époux a promesse de vente, antérieurement au contrat de mariage, quoique la vente n'en ait lieu que postérieurement, n'entre point dans la communauté légale. XII, p. 504, n. 180.

PROMULGATION (de la loi).

- Ce que c'est que la promulgation de la loi. I, p. 85, n. 87-89.
- Voy. *Loi*.
- On peut prouver contre la présomption légale relative à la promulgation des lois, que le Bulletin des lois n'avait pu parvenir dans tel canton, à telle époque. X, p. 82, n. 62.

PROPRE.

- De la succession aux propres dans les pays de Coutumes. IV, p. 159, n. 155.
- Quels sont les biens qu'on appelle propres, sous le régime de la communauté. XII, p. 189, n. 62, et p. 234, n. 152.
- Voy. *Communauté légale*.

- suites romaines à cet égard. IV, p. 88, n. 87, 88.
 - Différence entre la vente d'un meuble et la vente d'un immeuble, quant à la nécessité de la tradition pour opérer la translation de la propriété, en ce qui concerne les tiers. VII, p. 84, n. 54-42.
 - L'obligation de livrer la chose n'en rend le créancier propriétaire que lorsqu'elle est certaine et déterminée. VII, p. 839, n. 460.
 - Suivant le Code, la propriété s'acquiert par l'effet des conventions. IV, p. 87, n. 89.
 - Application de ce principe à la constitution des servitudes. IV, p. 88, n. 60.
 - Des autres moyens dérivés d'acquérir la propriété. IV, p. 60, n. 62.
 - Ils sont à titre universel ou à titre singulier. IV, p. 61, n. 63.
 - L'immeuble dont l'un des époux eût été propriétaire antérieurement au mariage, quoiqu'il n'en eût acquis la possession que pendant le mariage, n'entre point dans la communauté légale. XII, p. 305, n. 178.
- Voy. Communauté légale.*

PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.

- Impôt illégal établi par Bonaparte et ses agens sur la propriété littéraire. I, p. 211, n. 235.

PROROGATION (de juridiction).

- Ce que c'est que la prorogation de juridiction ; quand elle peut avoir lieu. I, p. 88, n. 103.

PROSPECT.

- Différence du droit de vue et du droit de prospect. III, p. 394, n. 336.

PROTESTANT.

- Comment se célébraient les mariages des protestans avant la révolution française. I, p. 842, n. 635.

Voy. Mariage.

PROTUTEUR.

- Cas où il y a lieu à la nomination d'un protuteur. Où doit-il être nommé ? II, p. 351, n. 1125.

PROVISION.

- L'acte nul de plein droit, et dont la nullité est apparente, ne doit pas être exécuté par provision. *Sechs de l'acte sujet à rescision.* VII, p. 632, n. 323, 329.

PUBERTÉ.

- Différences qui résultent, pour l'état civil des personnes, de leur qualité de pubères ou d'impubères. I, p. 184, n. 190.
- De l'âge de puberté pour le mariage. Comment le Code l'a fixé. I, p. 421, n. 498-500.
- De la puberté chez les Romains, et de

ses effets quant à la capacité de contracter. VI, p. 105, n. 102.

PUBLICATION (de la loi).

- Ce qu'on nomme publication de la loi. I, p. 87, n. 60.
 - Ce qu'était autrefois cette publication en France. I, p. 88, n. 62-71.
 - Ce qu'elle est sous l'empire de la législation actuelle. I, p. 66, n. 72-79.
- Voy. Loi.*

PUBLICATION (de mariage).

- Des publications de mariage, où, quand et comment elles doivent être faites. I, p. 474, n. 561 et suiv.
- Voy. Mariage.*

PUBLICITÉ.

- Le défaut de publicité du mariage entraîne la nullité. Ce qui constitue cette publicité. I, p. 829, n. 644-649.
- Voy. Mariage.*
- Publicité à donner à la demande en séparation de biens et au jugement qui prononce cette séparation. XIII, p. 72, n. 45-48, et *ibid.*, p. 108, n. 72.
- Voy. Séparation de biens.*

PUISAGE.

Voy. Puits, Servitude.

PUissance MARITALE.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *Droit du mari sur la personne de sa femme.*
- SECT. 2. *Droit du mari sur les biens de la femme.*

SECT. 1. *Droit du mari sur la personne de sa femme.*

- Devoirs de la femme envers son mari. II, p. 14, n. 618.
- Ses obligations relativement au domicile conjugal. II, p. 15, n. 616.

Voy. Mariage, Femme mariée.

- Le mari peut contraindre sa femme, séparée de biens, à continuer d'habiter avec lui. XIII, p. 167, n. 109.
- Réciproquement, la femme séparée de biens a le droit d'obliger son mari à la recevoir chez lui. Moyen de l'y contraindre. XIII, p. 172, n. 110.

SECT. 2. *Droit du mari sur les biens de sa femme.*

- Quels sont les droits du mari sur les biens de communauté légale. XII, p. 454, n. 562 et suiv.

Voy. Administration de la communauté.

- Droit du mari sur les biens personnels de sa femme, sous le régime de la communauté. Un certain nombre de forces que les

la répétition de ce qu'on a indûment payé. XI, p. 29, n. 21.

- Il en existe beaucoup d'autres, que l'on connaitra, en appliquant, suivant les occurrences, la règle générale dont ils dérivent tous. XI, p. 125, n. 112.

Voy. *Gestion d'affaires. Répétition.*

- Les obligations respectives des tuteurs et des pupilles ne viennent point d'un quasi-contrat, mais de l'autorité de la loi. XI, p. 11, n. 10, 11.
- Explication de l'exception à la prohibition de la preuve testimoniale, pour le cas des quasi-contrats, notamment de la gestion d'affaires. IX, p. 237, n. 141.

QUASI-DÉLIT.

- Ce que c'est qu'un quasi-délit : en quoi il diffère d'un délit. XI, p. 138, n. 118.
- Les engagements qui naissent des quasi-délits sont tous compris sous les dispositions des art. 1382 et 1383, qui rendent l'homme responsable de tout dommage causé par son fait. XI, p. 148, n. 116.
- Quels actes sont compris dans ce mot *fait*. Quelle est la responsabilité civile à laquelle donnent lieu ceux de ces actes qui doivent être réputés quasi-délits. XI, p. 148, n. 117 et suiv.

Voy. *Responsabilité civile, sect. 1.*

- Il n'existe plus aujourd'hui aucune disposition de loi qui permette de prononcer la solidarité entre plusieurs personnes condamnées pour un même quasi-délit ou pour une même contravention. XI, p. 192, n. 148-152.
- Explication de l'exception à la prohibition de la preuve testimoniale, pour le cas des délits et des quasi-délits. IX, p. 238, n. 142 et suiv.

Voy. *Preuve testimoniale.*

- Les mineurs ne sont point restituables contre leurs quasi-délits, à moins que l'obligation, dégagée du quasi-délit, ne fût par elle-même sujette à rescision. VII, p. 693, n. 888-887.
- Sont-ils restituables contre la reconnaissance du quasi-délit? VII, p. 696, n. 888.
- Comment on peut poursuivre contre la femme mariée l'exécution de ses obligations qui naissent de quasi-délits. II, p. 48, n. 628.
- Le mari, sous le régime dotal, est-il tenu des amendes ou autres condamnations prononcées contre sa femme, pour quasi-délits, soit avant, soit pendant le mariage? XIV, p. 416, n. 347, 348.

QUESTION D'ÉTAT.

- Ce qu'on appelle questions d'état. I, p. 141, n. 179.

Voy. *État.*

QUITTANCE.

- Qui doit payer les frais de la quittance, dans le cas de paiement. VII, p. 112, n. 94-96.

- Diverses questions sur l'interprétation et la force probante de quittances trouvées sur des registres, ou dans des papiers domestiques. VIII, p. 386, n. 406.

Voy. *Papiers domestiques.*

- Une quittance restée en la possession de celui qui l'a signée ne fait pas preuve contre lui : mais elle peut, suivant les circonstances, former contre les héritiers un commencement de preuve par écrit. VIII, p. 320, n. 380, 381.
- Les quittances de la rente pendent dix années consécutives, ne font plus présumer le titre constitutif de la rente. *Quid* s'il en est qui remontent à plus de trente ans? IX, p. 178, n. 100, 101.
- Si elles ne remontent pas à trente ans, pourraient-elles former un commencement de preuve par écrit? IX, p. 182, n. 102.
- Les quittances trouvées chez le débiteur d'une rente pourraient, en cas de prescription du titre, former un commencement de preuve par écrit de la prestation de la rente. IX, p. 176, n. 98.
- Le créancier peut requérir l'apposition des scellés sur les papiers de la succession du débiteur, pour pouvoir y rechercher les quittances de la rente. IX, p. 178, n. 99.
- Le dol commis postérieurement aux contrats simulés, et à l'occasion de ces contrats, ne peut être prouvé par témoins, par ceux qui y étaient parties, ni par leurs ayant-cause. Application aux quittances de dot ou d'apport, et aux autres quittances imprudemment données. IX, p. 279, n. 178-184, et p. 301, n. 190, 191.
- Le mari seul peut donner quittance de la dot. XIV, p. 171, n. 188.

QUOTITÉ DISPONIBLE.

Voy. *Portion disponible.*

RACHAT.

- De l'extinction de la servitude par le rachat volontaire ou forcé. III, p. 809, n. 676-678.
- Quand le débiteur d'une rente constituée peut être forcé au rachat. VI, p. 891, n. 889.
- Comment doit se régler la récompense due pour rachat, par la communauté, d'une rente perpétuelle ou d'une rente viagère due par l'un des conjoints. XIII, p. 214, n. 182, et p. 220, n. 184.

Voy. *Récompense.*

RADE.

- A qui appartient la propriété des rades. III, p. 27, n. 37.

RANÇON.

- Il en est des obligations que la femme contracte, pour payer la rançon de son mari, comme de celles qu'elle contracte pour le tirer de prison. XII, p. 370, n. 256.

RAPPORT.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *Rapport à succession.*SECT. 2. *Rapport à communauté.*SECT. 1. *Rapport à succession.*

SOMMAIRE.

ART. 1. *Nature des rapports ; par qui et quand ils sont dus.*ART. 2. *A qui sont dus les rapports.*ART. 3. *Quelles choses sont sujettes, et quelles choses ne sont pas sujettes à rapport.*ART. 4. *Comment se font les rapports.*ART. 5. *Quels sont les effets du rapport.*ART. 1. *Nature des rapports ; par qui et quand ils sont dus.*

- Des rapports à faire lors du partage d'une succession ; pourquoi ils sont établis ; en quoi ils consistent. IV, p. 462, n. 462.
- Par qui et quand les rapports sont dus. IV, p. 463, n. 464 et suiv.
- Tout héritier donataire ou représentant du donataire doit rapporter. IV, p. 463, n. 464.
- Comment le donateur peut dispenser du rapport. IV, p. 464, n. 465.
- La dispense est présumée, quand les donations ne sont pas faites à la personne même de l'héritier. IV, p. 464, n. 466.
- Des dons faits à des époux dont l'un est successible. IV, p. 465, n. 467.
- Des dons faits à celui dont le successible doit hériter. IV, p. 466, n. 468-469.
- Le donataire devenu successible doit rapporter, s'il n'a point été institué légataire universel. IV, p. 469, n. 461.
- Celui qui renonce à la succession est dispensé du rapport. IV, p. 469, n. 462.
- Le rapport se fait à l'ouverture de la succession du donateur. Exception pour le cas de la dot accordée par le mari en effets de la communauté. IV, p. 461, n. 463, 464.
- Si la femme renonce à la communauté, l'enfant doté par le père seul en biens de la communauté rapporte-t-il la dot entière à la succession de son père ? XII, p. 471, n. 322-327.

- *Quid si la femme accepte la communauté ? Ibid., n. 521.*

- *Quid si la femme prédécède ? XII, p. 470, n. 527.*

- *Quid si la dot a été conjointement constituée par les deux époux ? Ibid., et p. 468, n. 350.*

- *Quid si le père, parlant seul, a donné en dot un de ses propres à un enfant commun ? XII, p. 484, n. 528.*

- *Quid si la dot a été constituée par la mère seule, avec l'autorisation de son mari ? XII, p. 488, n. 529.*

- *Quid si la dot conjointement constituée est imputable sur la succession du prédécédé ? XII, p. 497 et suiv., n. 539-541.*

Voy. *Dot*, sect. 1.

- Le conqûet constitué en dot à un enfant commun, pendant le mariage, n'est point pour moitié, dans les mains de l'enfant, un bien maternel rapportable en nature à la succession de la mère qui a renoncé à la communauté. XIII, p. 536, n. 278.

ART. 2. *A qui les rapports sont dus.*

- A qui le rapport est dû. IV, p. 463, n. 463 et suiv.

- Le rapport n'est dû qu'aux cohéritiers, et non aux créanciers et légataires ; pour quoi. IV, p. 463, n. 465.

- Le créancier de l'un des héritiers peut exiger les rapports dus par les autres. IV, p. 464, n. 466.

- Cas où les créanciers de la succession peuvent exiger le rapport. IV, p. 464, n. 467.

- Le rapport n'est pas dû au légataire à titre universel. IV, p. 463, n. 468.

- L'époux donataire d'une part d'enfant par contrat de mariage profite indirectement des rapports. IV, p. 463, n. 469.

- *Secus* si la donation est postérieure au mariage. IV, p. 466, n. 470.

- Comparaison des rapports avec la réduction des donations. L'habile à succéder ne peut demander la réduction, s'il renonce à la succession. IV, p. 466, n. 471.

- Les biens donnés en avancement d'hoirie, aux héritiers légitimes, ne sont pas sujets à rapport en faveur des enfants naturels. IV, p. 258, n. 258.

ART. 3. *Quelles choses sont et quelles choses ne sont pas sujettes à rapport.*

- Quelles choses sont ou ne sont pas sujettes à rapport. IV, p. 469, n. 472 et suiv.

- Ce qu'il faut entendre par avantages indirects. IV, p. 469, n. 472.

- Les dons faits indirectement, par l'entremise de personnes interposées, sont-ils rapportables ? IV, p. 471, n. 475.

- Les dons déguisés sous le voile d'un

- contrat onéreux ne le sont pas lorsqu'ils n'excèdent pas la quotité disponible. Discussion de l'opinion contraire. IV, p. 472, n. 474.
- *Quid des avantages qu'a retirés l'héritier des renonciations faites par le défunt?* IV, p. 488, n. 478.
 - Les biens dévolus aux enfans nés d'un mariage dissous par le divorce sont rapportables aux autres enfans, jusqu'à concurrence de ce qui excède la portion disponible. II, p. 83, n. 754.
 - Énumération des dispositions dispensées du rapport. IV, p. 488, n. 476.
 - Quand les associations en sont dispensées. IV, p. 487, n. 477.
 - Les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, d'équipement, de noces, et les présens d'usage, en sont dispensés. IV, p. 488, n. 478.
 - *Quid si le défunt était débiteur de son héritier présomptif, par exemple son tuteur?* IV, p. 489, n. 479.
 - Les frais de nourriture et d'éducation ne sont dispensés du rapport que pendant la vie du donateur. IV, p. 490, n. 480.
 - Distinction entre les frais d'éducation et les frais d'établissement. IV, p. 490, n. 481.
 - Des livres nécessaires aux études. IV, p. 492, n. 482.
 - Des dettes du successible payées par le défunt. Du remplacement au service militaire. IV, p. 492, n. 483.
 - L'enfant pour le fait duquel le père a été tenu d'acquitter une obligation, par suite de la responsabilité civile, est rapportable à la succession de son père de ce qui a été payé pour lui, à moins que l'enfant ne fût impubère. XI, p. 371, n. 271-274.
 - L'enfant majeur, par la faute duquel serait arrivé un incendie, serait obligé de rapporter à la succession de son père ce qui aurait été payé pour la réparation du préjudice causé. XI, p. 224, n. 163.
 - De quel jour sont dus les fruits et intérêts des choses sujettes à rapport. IV, p. 493, n. 484, 487.
 - Les pensions ou rentes que le défunt s'était obligé de payer au successible sont-elles rapportables? IV, p. 493, n. 485.
 - *Quid des arrérages dus au décès du donateur?* IV, p. 493, n. 486.
 - Du rapport des choses litigieuses acquises par l'un des cohéritiers contre la succession. IV, p. 499, n. 488.
- ART. 4. Comment se font les rapports.**
- Comment se font les rapports. IV, p. 501, n. 489 et suiv.
 - Du rapport du mobilier. IV, p. 501, n. 490.
 - Du rapport des rentes. IV, p. 502, n. 491.
 - Du rapport de l'argent. IV, p. 505, n. 492.
 - Du rapport des immeubles. IV, p. 505, n. 493.
 - Il ne peut donner lieu à éviction contre les acquéreurs, si ce n'est au delà de la portion disponible. Pourquoi. IV, p. 504, n. 494, 495.
 - *Quid si l'immeuble excède seulement la portion héréditaire du donateur?* IV, p. 506, n. 496.
 - Comment se fait le rapport de l'excédant quand le don surpasse la portion disponible. IV, p. 507, n. 497.
 - L'héritier n'est tenu à aucun rapport, si l'immeuble a péri sans sa faute. IV, p. 508, n. 498.
 - S'il na péri qu'en partie, le rapport de ce qui reste est dû. IV, p. 509, n. 499.
 - De quelles impenses il est tenu compte à l'héritier qui rapporte; il peut garder l'immeuble en gage jusqu'au remboursement. IV, p. 509, n. 500-502.
 - Des dégradations dont il doit être tenu compte dans le cas de rapport. IV, p. 511, n. 503, 504.
- ART. 5. Des effets du rapport.**
- Les biens sont réunis à la masse, libres de toutes charges créées par le donataire. IV, p. 512, n. 505.
 - Pourquoi le donataire successible, qui peut aliéner, ne peut hypothéquer irrévocablement. IV, p. 512, n. 506.
 - L'hypothèque des créanciers du donataire s'évanouit par le rapport. En faveur de qui. IV, p. 512, n. 507, 508.
 - Les créanciers hypothécaires du donataire peuvent intervenir au partage. IV, p. 514, n. 509.
 - Si le rapport ne se fait pas en nature, les créanciers du donataire conservent leurs hypothèques. IV, p. 514, n. 510.
 - Mais si l'héritage rapporté tombe dans le lot du donataire, les hypothèques ne revivent pas. IV, p. 515, n. 511.
- SECT. 2. Rapport à la communauté.**
- Comment se font les rapports dus par les époux débiteurs envers la communauté. XIII, p. 271, n. 198, 199.
- Voy. Récompense.**
- RAPT.**
- Du rapt de violence. I, p. 450, n. 510.
 - Du rapt de séduction. I, p. 451, n. 511.
 - La recherche de la paternité est autorisée dans le cas de rapt. II, p. 229, n. 930, 931.
- RASSEMBLEMENT.**
- De la responsabilité à laquelle la loi du

10 vendémiaire an 4 soumet les communes, à raison des attentats commis sur leur territoire par des rassemblements. XI, p. 351, n. 258-241.

Voy. *Responsabilité civile*, sect. 2.

RATIFICATION.

- Ce que c'est que la ratification; il en existe deux sortes. Différence entre les actes de ratification et les actes de confirmation. VIII, p. 689, n. 491.
- Distinction essentielle entre la ratification ou confirmation de l'acte, et celle de l'obligation énoncée dans l'acte. VIII, p. 690, n. 492.
- Le silence suffit pour la ratification de l'acte. Les irrégularités ou nullités de forme qu'il renferme doivent être proposées dès le principe; mais il en est autrement de la ratification de l'obligation. La volonté d'en réparer les vices doit être manifestée expressément ou tacitement, suivant les règles établies par l'art. 1538. VIII, p. 692, n. 493, 494.
- Trois conditions requises pour la validité de l'acte de ratification expresse: 1° relation de la substance de l'obligation; ce qu'on entend par là; 2° mention du motif de l'action en rescision; 3° intention de réparer le vice sur lequel pouvait être fondée cette action. Si la convention contient plusieurs vices, la mention de l'un d'eux seulement ne répare pas les autres, si rien n'annonce qu'on y ait songé. VIII, p. 694, n. 495-499.
- L'acte de ratification, insuffisant par l'omission de l'une des trois énonciations, pourrait servir de commencement de preuve par écrit. Il n'est au reste soumis à aucune forme extrinsèque: il n'est pas besoin qu'il soit fait double. VIII, p. 698, n. 800, 801.
- Les conditions prescrites pour la validité des actes de ratification, par l'art. 1538, ne s'appliquent point à la ratification des actes faits en notre nom sans mandat. VIII, p. 699, n. 802.
- Dispositions relatives aux ratifications tacites; sur quoi elles sont fondées. VIII, p. 701, n. 803.
- Quand commence l'époque à laquelle une obligation peut être ratifiée expressément ou tacitement. VIII, p. 702, n. 804, 808.
- Tous les actes d'exécution qui caractérisent l'approbation de l'obligation, ou qui la supposent, opèrent la ratification tacite; actes qui ne la caractérisent pas. VIII, p. 703, n. 806, 807.
- Par quels actes le mineur devenu majeur peut ratifier tacitement l'acceptation d'une succession qu'il a faite en minorité. VIII, p. 705, n. 707.

-- *Quid s'il s'agit de la ratification tacite de toute autre obligation?* VIII, p. 707, n. 808.

— Elle s'opère même hors de la présence de celui avec qui l'acte nul a été passé. VIII, p. 708, n. 809.

— Le Code rejette, quand il s'agit de ratification tacite, la distinction entre les actes qui emportent la renonciation à l'action en nullité, et ceux qui emportent la renonciation à l'action en rescision. Il y substitue la distinction entre les actes volontaires et les actes forcés. VIII, p. 709, n. 810, 812.

— Les ratifications, tant expresse que tacite, ont toujours un effet rétroactif, relativement à la personne qui ratifie; cette rétroactivité ne peut nuire aux droits acquis à des tiers. VIII, p. 718, n. 813, 814.

— Les actes infectés d'une nullité fondée sur l'ordre public ne peuvent être ratifiés que dans le cas où les choses en seraient venues au point où la convention aurait cessé d'être illicite. VIII, p. 717, n. 815, 816, et VII, p. 664, n. 861, 862.

— Si la nullité n'est établie que pour l'intérêt particulier, l'acte peut toujours être ratifié. VIII, p. 718, n. 817, et VII, p. 664, n. 861, 862.

— Peut-on ratifier les contrats dont la loi ne reconnaît pas l'existence? VIII, p. 719, n. 818.

— Si, quand un contrat a été tacitement ratifié par l'exécution volontaire, il faut prouver que celui qui l'a exécuté en connaissait les vices. VIII, p. 723, n. 819.

— Si le contrat non signé de l'une des parties peut être ratifié. VIII, p. 723, n. 820.

— L'obligation consentie sur une cause fautive peut être ratifiée par l'exécution volontaire. VIII, p. 724, n. 821, et VI, p. 184, n. 180.

— La ratification des nullités absolues n'a point d'effet rétroactif au préjudice des droits acquis à des tiers. *Seuls* de la ratification des nullités relatives. Application à la ratification, faite en majorité, des contrats consentis en minorité. VIII, p. 724, n. 822, 823, et VII, p. 666, n. 863, 864, 9-872.

— L'hypothèque accessoire de l'obligation consentie en minorité, et ratifiée en majorité, conserve son ancienne date. VIII, p. 727, n. 824, et VII, p. 669, n. 863, 869-872.

— La ratification faite par la veuve, des obligations contractées sans autorisation pendant le mariage, a un effet rétroactif. VIII, p. 728, n. 825, et VII, p. 684, n. 871.

— De la ratification des actes de donation. VIII, p. 728, n. 826.

— La ratification tacite d'une donation,

par le donateur, lie-t-elle ses héritiers, et couvre-t-elle le défaut d'acte notarié ? V, p. 203, n. 190.

- Les créanciers ne peuvent attaquer la ratification donnée par leurs débiteurs à des actes dont il aurait pu sans cela demander la rescision ou faire prononcer la nullité, si la nullité à proposer n'est que relative; à moins qu'il n'y ait eu fraude, et c'est aux créanciers à prouver la fraude. Application aux ratifications données par la femme non autorisée, depuis son veuvage, ou par le mineur devenu majeur. VII, p. 673, n. 566-568.
- Rectification de cette opinion. VII, p. 679, n. 569 à la note.
- La ratification donnée pendant le mariage, à la vente d'un immeuble acquis par l'un des époux avant le mariage, soit d'un mineur, soit d'une femme mariée non autorisée, ne rend pas cet immeuble acquêt de communauté. XII, p. 306, n. 184.
- Effet de la ratification expresse ou tacite, quant à la validité des mariages. I, p. 311, n. 610; p. 314, n. 614-619, et p. 320, n. 622.

Voy. *Mariage*.

RATURE.

- Des ratures dans les actes notariés. VIII, p. 165, n. 109 et suiv.
- Comparaison de l'ancienne et de la nouvelle législation sur les ratures. VIII, p. 173, n. 113, 116; et *ibid.*, p. 192, n. 123.
- Résumé de la doctrine sur les ratures. VIII, p. 182, n. 118.
- Les ratures faites par des tiers n'annulent ni l'acte entier ni la disposition rayée. VIII, p. 182, n. 119.
- Il en est de même des ratures faites inconsidérément par les parties. VIII, p. 183, n. 120.
- Des ratures faites à dessein par les parties ou par le notaire. VIII, p. 183, n. 121-125.
- Des ratures illisibles. VIII, p. 184, n. 122.
- On ne doit pas s'occuper des ratures de mots ou de phrases inutiles. VIII, p. 185, n. 124.
- Les ratures non approuvées sur la minute doivent être censées postérieures à la signature de l'acte. VIII, p. 185, n. 125-127.
- Elles sont présumées faites par celui chez qui se trouve l'acte. Conséquences. VIII, p. 187, n. 127.
- Les ratures faites par le notaire, par un tiers ou par l'une des parties, ne nuisent ni à la validité de l'acte ni à celle des dispositions rayées. VIII, p. 189, n. 123.
- Comment le notaire, ou tout autre officier public, peut et doit faire réparer

les omissions et erreurs des actes. VIII, p. 195, n. 129.

- Des ratures trouvées sur la grosse ou sur l'expédition. VIII, p. 196, n. 130, 131.
- Les ratures d'une expédition trouvée chez un tiers sont présumées faites par hasard. VIII, p. 197, n. 132.
- Est-il nécessaire que les ratures d'un testament olographe soient approuvées? V, p. 329, n. 369.
- *Quid s'il y avait beaucoup de ratures?* V, p. 329, n. 360.
- De la révocation d'un testament par la rature. V, p. 610, n. 636 et suiv.

RÉALISATION (d'offres).

- Quel est le sens du mot *réalisation*, dans l'art. 816 du Code de procédure civile. VII, p. 288, n. 227-250.

RÉALISATION (en matière de communauté).

- Ce que c'est que la réalisation en matière de communauté, et quelles en sont les conséquences. XII, p. 347, n. 377 et suiv.

Voy. *Femme mariée et Puissance maritale*.

- De la clause autrefois connue sous le nom de réalisation ou stipulation de propre. Pourquoi le Code n'en parle point. XIII, p. 385, n. 315.
- Elle n'en est pas moins autorisée par la loi actuelle. XIII, p. 386, n. 314.
- Elle peut être unilatérale ou bilatérale, expresse ou tacite. XIII, p. 386, n. 315.
- De la clause de réalisation unilatérale simple dégagée de toute clause accessoire. XIII, p. 387, n. 316.
- La clause que les conjoints seront communs dans les biens qu'ils acquerront emporte-t-elle réalisation du surplus de leurs biens? XIII, p. 387, n. 317.
- La stipulation que la somme apportée sera employée en héritages contient réalisation de cette somme. XIII, p. 391, n. 318.
- La réalisation ne s'étend qu'aux objets compris dans la stipulation. Ainsi la réalisation du mobilier présent ne s'étend pas au mobilier futur. XIII, p. 391, n. 319.
- La réalisation de ce qui adviendra par donation ne peut s'étendre à ce qui adviendra par succession, et *vice versa*. *Ibid.*, et XIII, p. 392, n. 320-322.
- Si à cette clause on avait ajouté ou *autrement*, elle s'étendrait à tout ce qui peut échoir par tous les titres lucratifs. XIII, p. 394, n. 323.
- *Quid de ce qui est advenu en vertu d'un titre existant lors du mariage, mais qui n'a produit son effet que depuis; par exemple un billet de loterie, une créance*

conditionnelle ? XIII, p. 522, n. 521.

- Effets de la réalisation, relativement aux dettes antérieures au mariage. XIII, p. 524, n. 524, 525.
- La femme mariée conserve-t-elle la propriété des meubles réalisés ? Distinction à cet égard entre les choses fongibles et les choses non fongibles, et décisions qui peuvent dépendre de la solution à donner sur ce point. XIII, p. 527, n. 526.

RÉBELLION.

- Ce que doivent faire les huissiers, en cas de rébellion lors de l'exécution des actes. VI, p. 222, n. 209.

RECÉLÉ OU RECÈLEMENT.

- La renonciation à une succession peut être attaquée pour cause de recélé. IV, p. 261, n. 580.
- Ce que c'est que le *recélé* ou le *recèlement* en matière de communauté. La veuve, en détournant des corps certains réalisés par son contrat de mariage, ne commet pas de recèlement. XIII, p. 287, n. 212.
- Conséquences particulières du recèlement, quant à la veuve. XIII, p. 288, n. 213.
- Conséquences applicables à chacun des époux. XIII, p. 289, n. 214.
- La femme qui a recélé des effets de la communauté ne peut plus y renoncer, et perd son droit dans les effets recélés. XIII, p. 293, n. 214.
- L'omission, dans l'inventaire, d'une somme d'argent placée chez un banquier, est-elle un recèlement ? XIII, p. 289, n. 215.
- En cas de recèlement commis par la veuve, les héritiers du mari peuvent laisser subsister les effets de la renonciation, en demandant seulement la restitution des objets recélés. XIII, p. 290, n. 216.
- Faut-il distinguer entre les recèlements antérieurs et les recèlements postérieurs à la renonciation ? XIII, p. 291, n. 217.
- *Quid* de la soustraction d'effets décrits dans un inventaire ? XIII, p. 293, n. 218.
- La femme qui a recélé depuis sa renonciation ne peut plus être déclarée commune ; mais elle peut être poursuivie comme coupable de vol. XIII, p. 294, n. 219.
- Si elle avait accepté avant de receler, elle serait privée de sa part dans les objets recélés. XIII, p. 295, n. 220.
- Elle serait tenue alors des dettes de la communauté, au delà de son émolument. XIII, p. 296, n. 221.
- La soustraction d'un titre inventorié à la requête de celui qui se plaint est-

elle un recèlement ? XIII, p. 295, n. 222.

- *Quid* de la soustraction, avant la clôture de l'inventaire, d'un billet inventorié ? XIII, p. 296, n. 223.
- *Quid* de la soustraction du billet, commise après la clôture de l'inventaire, la femme étant demeurée sur la détention de tous les papiers ? XIII, p. 297, n. 224.
- Par quelle voie peuvent être poursuivis les recèlements de la femme, du mari, des ascendans et des descendans ? Application de l'art. 580 du Code pénal. XIII, p. 297, n. 225.
- La disposition de cet article étant exceptionnelle, ne doit pas être étendue. XIII, p. 299, n. 226.
- Doit-elle être étendue aux recèlements commis par les enfans naturels au préjudice de leurs père et mère, et vice versa ? XIII, p. 301, n. 227.
- *Secus* des recèlements commis par les enfans naturels au préjudice des parens de leurs père et mère. XIII, p. 301, n. 228.
- *Quid* à l'égard des recèlements commis par les enfans adoptifs ? XIII, p. 302, n. 229.

RECHERCHES.

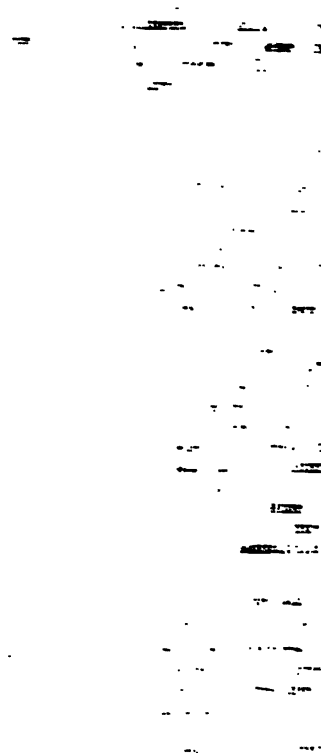
- Comment ont lieu les recherches des mines ; où elles sont interdites. III, p. 189, n. 294, 295.

RÉCLAMATION (d'état).

- De l'action en réclamation d'état. II, p. 197, n. 898-914.
- Voy. *Etat*.

RÉCOGNITIF (Acte).

- Des actes récongnitifs ; en quel ils diffèrent des actes confirmatifs. Ce qu'ils doivent contenir pour dispenser de la représentation du titre primordial. Quel effet produit ce qu'ils contiennent au delà de ce titre. Quand le débiteur est tenu de donner un acte récongnitif. VIII, p. 676, n. 475-490.
- Voy. *Reconnaissance*.
- Le principe, quel l'acte récongnitif ne dispense point de représenter le titre primordial s'est introduit dans le Code par suite d'une erreur de Pothier. X, p. 419, n. 515-516.
- Dumoulin, dont il croyait suivre la doctrine, enseigne au contraire que les actes récongnitifs, à la différence des actes de confirmation, font preuve contre ceux qui les ont donnés, jusqu'à ce qu'ils ne prouvent qu'il y a eu erreur. X, p. 421, n. 517.
- De la différence entre les confirmations et les actes récongnitifs ; motifs pour leur attribuer des effets différens. X, p. 421, n. 518-527.



- *Quid si c'était le mari qui eût été tenu de la rente rachetée?* Ibid., p. 219.
- *Il est dû récompense à la communauté de tout ce qui en a été tiré pour racheter l'un des conjoints personnellement propriétaire d'un héritage.* XIII, p. 223, n. 155, et XII, p. 256, n. 154 et suiv.
- *Il n'est pas dû récompense à la communauté des impenses faites sur les propriétés de l'un des conjoints, si elles ont été pour but des réparations d'entretien.* XIII, p. 225, n. 159.
- *La décision doit être la même dans le cas où les réparations manquent au moment du mariage.* XIII, p. 225, n. 160.
- *Quid des autres dépenses faites sur les propres des conjoints?*
- Voy. Réparations d'entretien et Impenses.**
- *Le conjoint auquel il a été donné un immeuble au lieu de la somme qu'il avait été promise par contrat de mariage, doit récompense de cette somme à la communauté.* XIII, p. 222, n. 158, et XII, p. 256, n. 154 et suiv.
- *Il est dû récompense à la communauté des sommes par elle versées pour faire rentrer, sur une action en remède ou sur une action rescisoire, l'un des conjoints dans un héritage aliéné avant le mariage.* XIII, p. 222, n. 157, et XII, p. 255, n. 159, 180.
- *Secus si le conjoint ne rentre dans son héritage qu'en faisant remise de prix.* Ibid., XIII, p. 225, n. 153.
- *Y a-t-il lieu à récompense pour l'apport par la communauté, d'une dette hypothécaire due par l'un des conjoints? Ibid., XIII, p. 226, n. 154.*
- *Dans quel cas le paiement fait par la communauté, d'une dette contractée par la femme, du consentement de son mari, donne-t-elle lieu à récompense?* XII, p. 367, n. 253.
- *Le mari qui prétendrait avoir payé une dette mobilière contractée par sa femme, antérieurement au mariage, sans que l'acte qui la constate eût été certain avant cette époque, n'en peut exiger de récompense.* XII, p. 355, n. 262.
- *Il est dû récompense à la communauté de la somme payée pour extinction d'un immeuble contre un immeuble appartenant à l'un des conjoints.* XII, p. 256, n. 149.
- *Il y a lieu à récompense pour la femme, en cas d'amendes payées sur ses biens de la communauté, pour crime de mort, n'important pas mort civile.* XII, p. 251, n. 224.
- *Si la dot, conjointement constituée par les deux époux, a été payée sur les biens de la communauté, la femme en doit la récompense, soit qu'elle ait été*

soit qu'elle ait été constituée à communauté. XII, p. 614, n. 131, et ibid., et ibid., n. 132, n. 133.

Voy. Dot.

— *Comment se font les récompenses à la communauté pour les sommes qui ont été versées par elle?* XIII, p. 227, n. 156, 157.

SUMM. I. Des récompenses dues à la communauté pour les sommes qui ont été versées par elle.

— *Est-il dû récompense, pour le régime légal, au mari qui a pu avoir fait, sur les biens communs, des dépenses personnelles pour lui-même, en vertu des règles de son administration?* XII, p. 707, n. 314.

— *Quid si régime légal, le mari fait, à son tour, personnellement, des dépenses pour lui-même, en vertu de ses administrations?* Ibid., p. 707, n. 314.

RECOMPENSEMENT.

— *La récompense des époux en cas de dissolution de mariage, est-elle due à la communauté?* Ibid., p. 707, n. 314.

— *De la récompense, en cas de dissolution de mariage, pour les sommes qui ont été versées par la communauté, en vertu de ses administrations?* Ibid., p. 707, n. 314.

RECOMPENSEMENT des biens.

— *La récompense des biens, en cas de dissolution de mariage, est-elle due à la communauté?* Ibid., p. 707, n. 314.

RECOMPENSEMENT des biens.

SUMM.

SUMM. I. De la récompense des biens en cas de dissolution de mariage.

SUMM. I. De la récompense des biens en cas de dissolution de mariage.

— *Différence entre la récompense des biens en cas de dissolution de mariage, et la récompense des biens en cas de dissolution de mariage.* Ibid., p. 707, n. 314.

— *Quid si le mari, en cas de dissolution de mariage, a fait, sur les biens communs, des dépenses personnelles pour lui-même, en vertu de ses administrations?* Ibid., p. 707, n. 314.

— *Quid si le mari, en cas de dissolution de mariage, a fait, sur les biens communs, des dépenses personnelles pour lui-même, en vertu de ses administrations?* Ibid., p. 707, n. 314.

— *Quid si le mari, en cas de dissolution de mariage, a fait, sur les biens communs, des dépenses personnelles pour lui-même, en vertu de ses administrations?* Ibid., p. 707, n. 314.

— *Quid si le mari, en cas de dissolution de mariage, a fait, sur les biens communs, des dépenses personnelles pour lui-même, en vertu de ses administrations?* Ibid., p. 707, n. 314.

— *Quid si le mari, en cas de dissolution de mariage, a fait, sur les biens communs, des dépenses personnelles pour lui-même, en vertu de ses administrations?* Ibid., p. 707, n. 314.

— *Quid si le mari, en cas de dissolution de mariage, a fait, sur les biens communs, des dépenses personnelles pour lui-même, en vertu de ses administrations?* Ibid., p. 707, n. 314.

-- Si ce que le titre récongnitif contient de moins que le titre primordial est une preuve de libération, en faveur du débiteur qui produit plusieurs reconnaissances conformes, appuyées d'une possession de trente ans. VIII, p. 687, n. 489.

-- Quand le débiteur est tenu de donner un acte récongnitif. VIII, p. 689, n. 460.

-- De la reconnaissance, lorsqu'elle a pour effet de ratifier ce qui a été fait en notre nom, ou ce que nous avons fait de nul ou de susceptible d'être attaqué. VIII, p. 689, n. 491 et suiv.

Voy. Ratification.

-- De la demande en reconnaissance des écrits sous signatures privées. VIII, p. 351, n. 223 et suiv.

-- De la foi due aux actes sous seings privés reconnus, ou légalement tenus pour reconnus. VIII, p. 363, n. 238 et suiv.

Voy. Vérification, Seing privé.

-- Quelle est la force des reconnaissances consignées dans un testament révoqué ou nul. V, p. 687, n. 636.

-- Si ces reconnaissances peuvent être révoquées. V, p. 391, n. 637.

-- Le créancier peut, avant l'échéance, demander la reconnaissance d'une obligation sous seing privé; mais il ne peut prendre inscription. Qui doit les frais de la reconnaissance? Peut-on, avant l'échéance, obtenir condamnation au paiement? VI, p. 691, n. 683, 664.

-- Le dol commis postérieurement aux contrats simulés, et à l'occasion de ces contrats, ne peut être prouvé par témoins par ceux qui y ont été parties, ni par leurs ayant-cause. Application aux reconnaissances de dot ou d'apport, et aux autres reconnaissances imprudemment données. IX, p. 279, n. 178-184, et p. 301, n. 190, 191.

SECT. 2. Reconnaissance d'un enfant.

-- De la reconnaissance des enfants naturels. II, p. 226, n. 836 et suiv.

-- Effets de la reconnaissance volontaire ou forcée des enfants naturels. II, p. 281, n. 972-979.

-- L'acte de reconnaissance d'un enfant naturel doit être inscrit en marge de l'acte de naissance. I, p. 289, n. 518.

Voy. Enfant naturel.

RÉCONVENTION.

-- Ce que c'est que la réconvention; combien il en existe d'espèces. Caractères particuliers de chacune de ces espèces. VII, p. 421, n. 348-351.

-- Quelles espèces de réconventions étaient admises dans le droit romain; quand, comment et sur quels motifs elles y furent admises. VII, p. 424, n. 352-355.

-- Raisons qui s'opposèrent d'abord en

France à l'admission de la réconvention et même de la compensation; comment et sous quelle modification elles y furent admises. Quels textes et quels principes régissent aujourd'hui la matière de la réconvention. VII, p. 423, n. 356-360.

-- Celui en faveur duquel est établie l'exception au principe de la compensation peut toujours y renoncer; il forme alors lui-même la demande de compensation par voie d'exception ou par voie de réconvention. Application à divers cas, notamment à celui de la dette d'une rente perpétuelle. VII, p. 470, n. 396-406.

-- Quand la dette qu'on veut compenser n'est pas liquide, il faut demander la compensation par voie de réconvention. Quand la réconvention peut être proposée, quand elle doit l'être; quand elle peut être instruite et jugée séparément de l'action principale. VII, p. 482, n. 407-409.

-- La réconvention ne doit pas être admise, lorsqu'elle est proposée au moment de l'exécution du jugement. Effets et abus de la réconvention. Comment les juges peuvent remédier à ces abus. VII, p. 489, n. 410-413.

-- La demande réconventionnelle doit être jugée séparément de la demande principale, si celle-ci est du nombre des matières sommaires. VII, p. 493, n. 414.

-- Réconvention sur réconvention ne vaut. VII, p. 494, n. 418.

-- La réconvention n'est pas recevable, si le juge est incompétent pour en connaître *ratione materiae*. Application aux tribunaux de commerce et aux justices de paix. VII, p. 495, n. 416, 417.

-- Il faut cumuler la valeur de la demande principale et celle de la demande réconventionnelle, pour savoir si le jugement est en dernier ressort. VII, p. 496, n. 418.

-- Lorsque la réconvention est sans connexité avec la demande principale, elle doit être précédée de l'essai de conciliation. VII, p. 496, n. 419.

RECOURS.

-- Le recours en garantie qu'ont les acquéreurs de bonne foi contre l'héritier apparent qui leur a vendu, suffit-il, pour repousser par exception, *ex personâ venditoris*, la revendication du véritable héritier? IX, p. 358. Addit. aux tomes IV et VII.

RECTIFICATION.

-- De la rectification des actes de l'état civil. Quand et comment elle doit se faire. I, p. 501, n. 339 et suiv.

Voy. Actes de l'état civil.

RÉDHIBITOIRE (action).

- Après avoir échoué dans l'action rédhibitoire, on ne peut, à l'occasion de la même vente, former l'action *quantu minoris*, sans s'exposer à l'exception de la chose jugée. X, p. 216, n. 163.
- Quand on est exclu de l'action rédhibitoire. X, p. 230, n. 167.

RÉDHIBITOIRE (vice).

- Quand l'acquéreur d'un attelage peut faire rescinder la vente pour le tout, si un seul des animaux est atteint d'un vice rédhibitoire. VI, p. 804, n. 773.

RÉDUCTION.

- De la réduction des donations et legs ; quand et par qui elle peut être demandée. V, p. 154, n. 119-123.
- Quels biens doivent composer la masse à former, lors de la demande en réduction, pour connaître s'il y a excès dans les donations. V, p. 158, n. 126-157.
- Comment s'opère la réduction. V, p. 157, n. 144-161.

Voy. Réserve.

- Comparaison des rapports avec la réduction des donations. L'habile à succéder ne peut demander la réduction, s'il renonce à la succession. IV, p. 466, n. 471.

Voy. Rapport.**RÉELLE (obligation).**

- De l'obligation réelle et de ses effets. VI, p. 453, n. 398 et suiv.

Voy. Obligation.**RÉFORMATION.**

- Dans quels cas les jugemens peuvent être réformés par les juges qui les ont rendus. Distinction entre les jugemens interlocutoires et les jugemens définitifs, entre les jugemens contradictoires et les jugemens par défaut. Examen de la doctrine des comminatoires. X, p. 168, n. 118-132.

Voy. Jugement.**RÉGALIENS (droits).**

- Ce qu'on entend par droits régaliens : ils sont hors du commerce. VI, p. 189, n. 161.

RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ.

- Ce qu'on appelle régime de la communauté. XIV, p. 3, n. 3.
- Par quelle série de travaux préparatoires on est arrivé à faire du régime de la communauté le droit commun de la France. XIV, p. 4, n. 6-11.
- Le régime de la communauté a été préféré par les rédacteurs du Code, comme régime légal et droit commun de la France, parce qu'il est le plus simple, le plus conforme aux mœurs de la ma-

jorité de la Nation, et le mieux approprié à la nature et à la fin de l'association conjugale. XII, p. 17, n. 8.

Voy. Communauté.**RÉGIME DOTAL.**

- Définition du régime dotal. XIV, p. 45, n. 38.
- Ce régime fut d'abord omis par la commission chargée de la rédaction du Code. I, p. 11, n. 6.
- Réclamation des provinces méridionales de la France, relativement à l'omission du régime dotal dans le projet du Code. I, p. 12, n. 6.
- Un chapitre entier sur le régime dotal, ajouté au projet, fixe définitivement les règles de ce régime, et satisfait à toutes les réclamations. I, p. 15, n. 7.
- Un chapitre séparé, sur le régime dotal, était entièrement inutile dans le titre de la communauté. C'est uniquement par complaisance pour les préjugés des provinces méridionales qu'il y a été introduit. XIV, p. 4, n. 6, 7.
- Par quelle série de travaux préparatoires on est arrivé à ne faire du régime dotal qu'une exception au droit commun de la France. XIV, p. 4, n. 6-10.
- Défaut de méthode qui résulte de l'addition au titre de la communauté d'un chapitre distinct sur le régime dotal, après qu'il a été traité, dans la sect. 9 du chapitre précédent, des clauses exclusives de la communauté. XIV, p. 12, n. 11.
- En quoi le régime dotal diffère de la clause d'exclusion de la communauté. XIV, p. 23, n. 21, et *ibid.*, p. 35, n. 29.
- Les obligations du mari pour la restitution de la dot, dans le cas d'exclusion de la communauté, sont les mêmes que sous le régime dotal. XIV, p. 32, n. 23.
- Parallèle de la clause de séparation de biens et du régime dotal. XIV, p. 40, n. 31.
- Le régime dotal n'est plus aujourd'hui qu'un régime d'exception. XIV, p. 42, n. 38.
- Définition de la dot sous ce régime. XIV, p. 43, n. 36.
- Des biens dotaux : les biens qui entrent en communauté ne sont pas dotaux. XIV, p. 44, n. 37.
- Quels biens sont dotaux. XIV, p. 45, n. 39.
- Une déclaration expresse est nécessaire pour établir le régime dotal. XIV, p. 46, n. 40, 41-43.
- Raison de cette exigence. XIV, p. 48, n. 42.
- La clause que tous les biens de la femme seront dotaux, ne contient qu'une ex-

clusion de communauté, et, à moins d'une stipulation expresse, cette clause ne porte que sur les biens présents. XIV, p. 49, n. 43.

— On ne peut se soumettre tacitement au régime dotal, discussion de l'opinion contraire. XIV, p. 50, n. 45.

— Effet d'une déclaration expresse de se soumettre au régime dotal, faite sans constitution de dot. XIV, p. 53, n. 46, 47.

— Tous les biens de la femme qui, sous le régime dotal, n'ont pas été constitués en dot, sont paraphernaux. XIV, p. 62, n. 48.

— Il n'est point de mots sacramentels pour établir la constitution de dot, on peut l'induire de termes qui l'établissent implicitement. XIV, p. 63, n. 49.

— Ce n'est point du donateur que le mari tient son droit de jouissance des biens qui constituent la dot, mais du consentement de la femme à ce que ces biens soient dotaux. XIV, p. 66, n. 51.

Voy. *Dot*.

— Les dots implicites, comme les dots expresses, produisent tous leurs effets, même à l'égard des tiers. XIV, p. 63, n. 50.

— Nature du contrat de constitution de dot, sous le régime dotal. XIV, p. 65, n. 51-53.

— Il devient caduc, si le mariage n'a pas lieu. XIV, p. 67, n. 53.

— Ce contrat devient-il caduc, quand il s'écoule un long-temps sans que le mariage s'accomplisse? XIV, p. 67, n. 56, 57.

— Pour la validité de ce contrat, il faut que le mariage accompli soit valide. XIV, p. 69, n. 58.

— Il peut être convenu, sous le régime dotal, que la femme touchera, sur ses seules quittances, une partie de son revenu. XIV, p. 172, n. 160.

— Le mari d'une femme absente, mariée sous le régime dotal, peut-il, en optant pour la continuation de la communauté, conserver l'administration des biens dotaux, et prendre celle des biens paraphernaux de sa femme? I, p. 394, n. 467.

Voy. *Dot*.

REGISTRE (de l'état civil).

— Formalités relatives à leur tenue. I, p. 276, n. 303 et suiv.

Voy. *Actes de l'état civil*.

REGISTRE (domestique).

— De la preuve qui peut quelquefois résulter des registres domestiques. VIII, p. 377, n. 399-405.

Voy. *Papiers domestiques*.

REGISTRE (de commerce).

Voy. *Livre, Commerces*.

RÈGLEMENT.

— La loi défend aux juges de prononcer par voie réglementaire. I, p. 115, n. 145.

RÉHABILITATION.

— La mort civile ne cesse point par la réhabilitation. I, p. 286, n. 294.

RÉINTÉGRANDE.

— Nos anciennes coutumes appelaient, dans certains cas, *réintégrande*, ce que le Code de procédure appelle du nom général d'action possessoire. XI, p. 137, n. 126.

Voy. *Possessoire*.

— Cette action n'est point accordée au possesseur non annal. XI, p. 170, n. 150.

— Beaumanoir l'accordait à l'usurpateur contre le propriétaire. Erreur à laquelle sa doctrine a conduit un auteur recommandable. Réfutation. XI, p. 172, n. 151-153.

RELAIS.

— A qui appartiennent les relais des rivières. III, p. 105, n. 150-152.

— Les relais de la mer dépendent du domaine public. III, p. 105, n. 155.

— Les relais des lacs et étangs ne s'acquièrent point par droit d'accession. III, p. 105, n. 155.

RELATION.

— La relation d'un acte antérieur dans un acte authentique ne peut faire foi que dans le cas où le premier acte pouvait être valablement répété au moment de la relation. VIII, p. 228, n. 185.

— La relation des titres trouvés dans un procès-verbal d'inventaire n'en prouve point l'existence ou la réalité. Il faut les représenter. VIII, p. 230, n. 188.

— Il en est de même des titres produits en justice, et référés dans les arrêts. VIII, p. 232, n. 186.

RELIGION.

Voy. *Liberté des cultes*.

RELIQUAT.

— Du reliquat du compte de tutelle. Quand et comment il doit être payé; quand il produit des intérêts. II, p. 407, n. 1287-1274.

Voy. *Compte de tutelle*.

REMBOURSEMENT.

— Quand le débiteur d'une rente constituée peut être forcé au remboursement du capital. VI, p. 391 n. 359.

— Le grevé de substitution peut recevoir les remboursements forcés. V, p. 637, n. 742.

— *Idem* du remboursement des deniers col-

loqués. V, p. 698, n. 761, 762.

- Comment doit se faire le remboursement des capitaux dus aux hospices, fabriques, communes et autres établissements sous la surveillance du gouvernement. VII, p. 97, à la note.
- Le remboursement d'une rente propre de la femme, fait au mari pendant l'instance en séparation de biens, ne pourrait être annulé, contre le débiteur libéré, que sur la preuve qu'il est complice de la fraude du mari. XIII, p. 101, n. 66.

RÉMÉRÉ.

- Obligation à laquelle le pacte de réméré soumet tant l'acquéreur que le vendeur. III, p. 204, n. 525.
- Le réméré peut être exercé contre les seconds acquéreurs qui n'en auraient pas été grevés. VI, p. 466, n. 429.
- Du droit de celui qui a prêté pour l'exercice du réméré. VII, p. 237, n. 167.
- L'immeuble dans la propriété duquel l'un des conjoints est rentré pendant le mariage, par l'exercice du réméré, est exclus de la communauté légale. XII, p. 317, n. 193.

REMISE.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *Remise de la dette.*

SECT. 2. *Remise de la dot.*

SECT. 5. *Remise du titre.*

SECT. 1. *Remise de la dette.*

- Toute obligation, à l'exception de celles qu'une loi expresse déclare indissoluble, s'éteint par la convention de remise formée entre personnes capables de contracter. VII, p. 387, n. 320, et p. 402, n. 535.
- La remise faite par le créancier peut être révoquée avant que le débiteur l'ait acceptée. VII, p. 588, n. 321.
- La remise et l'acceptation peuvent être tacites; on peut les prouver par témoins jusqu'à 150 francs. VII, p. 504, n. 522.
- La remise gratuite n'est point assujettie aux formalités des donations. VII, p. 501, n. 525.
- La remise du titre sous seing privé, faite au débiteur, fait preuve de libération; et la possession de ce titre par le débiteur, fait présumer qu'il lui a été remis volontairement par le créancier. VII, p. 592, n. 524, 525.
- La remise de la grosse du titre authentique, faite au débiteur par le créancier, fait présumer la remise de la dette ou le paiement. Quelle présomption résulte de l'existence de la grosse entre les mains du débiteur. A qui incombe de prouver

que la remise a été ou n'a pas été volontaire. VII, p. 595, n. 526-528.

- La remise est censée faite tant aux héritiers qu'aux codébiteurs solidaires, à moins de réserve contraire; le créancier doit, dans ce cas, déduire la part du codébiteur solidaire auquel la remise a été faite. Est-ce sa part virile? VII, p. 597, n. 529, et à la note.
- La remise du gage n'est pas une preuve de la remise de la dette. La remise accordée à la caution, hors du cas où cette remise est forcée, ne libère pas le débiteur principal. VII, p. 400, n. 350.
- La remise faite à une des cautions ne libère par les autres, si le cautionnement n'a pas été contracté solidairement. VII, p. 401, n. 551.
- Ce que le créancier reçoit pour libérer une caution, doit être imputé sur sa créance. VII, p. 401, n. 552.
- La remise faite par un des créanciers solidaires ne libère que pour sa part dans la créance. VII, p. 402, n. 554.
- La présomption de remise d'une dette, résultant d'une suite de comptes, d'une suite de quittances, d'une quittance d'un dernier terme, de cancellation du titre, et d'autres présomptions semblables, non énoncées dans le Code, est, lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit, abandonnée à la prudence du juge. VII, p. 402, n. 535-540.
- L'écriture mise par le créancier à la suite, en marge ou au dos de son titre, restant entre ses mains prouve la libération, quoique non signée, et même raturée. VII, p. 411, n. 541.
- La remise d'une dette est-elle sujette à révocation, pour cause de survenance d'enfants? V, p. 500, n. 512.
- De l'extinction des servitudes par la remise expresse ou tacite. III, p. 808, n. 671 et suiv.

Voy. *Servitude*.

SECT. 2. *Remise de la dot.*

- La remise de la dot, faite par le gendre seul à son beau-père, dans l'intervalle entre le contrat de mariage et la célébration du mariage, est nulle. XII, p. 90, n. 65.
- Il en est de même si la remise ne porte que sur les intérêts de la dot, ou sur les revenus de l'immeuble donné en dot. XII, p. 98, n. 64.

SECT. 3. *Remise du titre.*

- La présomption légale de libération, dans le cas de remise du titre, n'exclut pas la preuve contraire. X, p. 70, n. 88, 86, 60.

REMPLACEMENT.

- Les sommes payées pour le remplace-

ment militaire d'un successible sont-elles rapportables? IV, p. 492, n. 483.

REMPLI.

- Définition du remploi, en matière de communauté; il s'opère de deux manières. XII, p. 814, n. 335.
- Quand le remploi est censé fait à l'égard du mari. XII, p. 818, n. 336.
- Jusqu'à concurrence de quelle somme l'immeuble acquis en remploi d'un propre du mari lui devient-il propre? XII, p. 816, n. 337.
- Quand doit être faite la déclaration de remploi. XII, p. 816, n. 338.
- Quand le remploi est censé fait à l'égard de la femme. XII, p. 816, n. 339.
- La femme ne peut plus accepter le remploi après que la communauté est dissoute. XII, p. 817, n. 360.
- Mais il n'est pas nécessaire qu'elle accepte au moment même où se fait le contrat d'acquisition. XII, p. 819, n. 361.
- Il est un cas où le mari ne pourrait rétracter sa déclaration de remploi pour sa femme. XII, p. 820, n. 362.
- Dans ce cas, la femme pourrait réclamer, même après le décès du mari, et elle devrait admettre l'immeuble acquis par lui en remploi. XII, p. 820, n. 363, 364.
- Les rigueurs de l'ancienne jurisprudence, quant à la valeur de l'immeuble acquis en remploi, n'ont plus lieu sous l'empire du Code. XII, p. 826, n. 363.
- Le Code ouvre trois voies pour l'exercice du remploi. XII, p. 827, n. 366.
- Quels sont les biens que chaque conjoint peut céder à l'autre, pendant le mariage, aux termes de l'art. 1596, pour lui tenir lieu de remploi. *Ibid.*
- La stipulation faite, dans le contrat de mariage, d'emploi ou de remploi sur le premier acquêt, au prix d'acquisition, a-t-elle son effet de plein droit, même sans déclaration? XII, p. 831, n. 367.
- L'action en remploi est mobilière de sa nature. Conséquences. XII, p. 832, n. 368.
- *Quid* s'il était stipulé, par contrat de mariage, que cette action sera de nature propre et immobilière? XII, p. 833, n. 369.
- On ne peut faire par anticipation le remploi d'un immeuble, avant qu'il soit vendu. XII, p. 834, n. 370.
- Mais on peut, par contrat de mariage, désigner un immeuble du mari sur lequel serait fait le remploi pour la femme, en cas qu'il vint à être dû. *Ibid.*
- Lorsqu'a eu lieu la déclaration du mari d'acquisition pour remploi, la femme a droit de réclamer l'immeuble acquis, quoiqu'il n'ait pas été payé de ses deniers. XII, p. 835, n. 371.

— Les époux peuvent, par contrat de mariage, renoncer à l'action de remploi, pour aliénation d'un de leurs propres. XII, p. 839, n. 373.

— L'action de la femme, en remploi du prix de ses immeubles aliénés, est mobilière, et entre dans la communauté légale. XII, p. 197, n. 111.

— L'immeuble acquis pendant le mariage, à titre de remploi, est exclus de la communauté légale. XII, p. 262, n. 184.

REMUNÉRATOIRE (donation).

— Quelles donations sont dites rémunératoires. V, p. 189, n. 186.

— Elles ne sont point soumises à la révocation pour cause d'ingratitude. V, p. 307, n. 327.

RENONCIATION.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *De la renonciation en général.*

SECT. 2. *De la renonciation à une succession.*

SECT. 3. *De la renonciation à la réserve.*

SECT. 4. *De la renonciation à la communauté.*

SECT. 1. *De la renonciation en général.*

— Chacun peut renoncer aux dispositions des lois qui ne sont établies qu'en sa faveur. I, p. 87, n. 101.

— Mais non pas aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs. I, p. 88, n. 102.

— La faculté de proroger la juridiction en première instance seulement n'est pas une exception. I, p. 88, n. 103-105.

— On ne peut pas toujours renoncer à un avantage futur, ou à un effet futur de la loi; par exemple, au droit de tester, à la prescription non acquise. I, p. 89, n. 106, 107.

— Exceptions à la maxime qu'on peut renoncer au droit introduit en sa faveur. I, p. 89, n. 108-110.

— Il est plus facile aujourd'hui qu'autrefois de connaître les lois auxquelles on peut déroger. I, p. 91, n. 111.

— L'exécution volontaire d'une obligation sur une fausse cause emporte renonciation aux moyens et exceptions que l'on pouvait faire valoir contre cette obligation. VI, p. 184, n. 180.

— Le Code rejette, quand il s'agit de ratification tacite, la distinction entre les actes qui emportent la renonciation à l'action en nullité, et ceux qui emportent la renonciation à l'action en rescision. Il y substitue la distinction entre les actes d'exécution volontaire, et les actes forcés. VIII, p. 709, n. 810.

— Examen de la maxime que dans le concours de plusieurs actions, celui qui en

choisit une est censé renoncer aux autres : *electi und vid, non datur recursus ad alteram*. X, p. 354, n. 170-185.

Voy. Chose jugée.

— De l'extinction des servitudes par la renonciation, III, p. 808, n. 671 et suiv.

Voy. Servitude.

— On ne peut plus renoncer d'avance à la cession de biens. VII, p. 328, n. 269.

— Renonciation de la femme aux gains de survie. Distinction relative à la faculté qu'a chacun de renoncer à ses droits. XIII, p. 184, n. 122.

— Dans quels cas les créanciers peuvent attaquer, par l'action révocatoire, les renonciations que feraient leurs débiteurs. VI, p. 398, n. 367-372.

Voy. Fraude, Créancier.

— La renonciation de l'un des contractans à la résolution du contrat opérée de plein droit, ne préjudicie point aux tiers. Application aux cautions. VI, p. 608, n. 872-874.

— Les avantages qu'a retirés l'héritier des renonciations faites par le défunt sont-ils sujets à rapport ? IV, p. 438, n. 476.

Voy. Rapport.

— De la renonciation à la compensation ; elle ne peut se faire avant que la compensation soit acquise ; elle ne peut nuire aux droits des tiers ; elle peut être tacite. Exemple dans le cas de l'art. 1293 du Code. VII, p. 475, n. 393-395.

— Celui en faveur duquel est établie l'exception au principe de la compensation, peut toujours y renoncer. Applications à divers cas. VII, p. 476, n. 396-408.

SECT. 2. De la renonciation à une succession.

— De la renonciation aux successions. IV, p. 383, n. 337 et suiv.

— Où et comment doit être faite la renonciation. IV, p. 383, n. 338.

— Si l'on peut renoncer tacitement. IV, p. 384, n. 339.

— On ne peut renoncer à une succession avant qu'elle soit ouverte, ni avant d'y être appelé. IV, p. 385, n. 340.

— Quand et comment le tuteur peut renoncer à une succession échue au mineur. II, p. 593, n. 1238.

— Les incapables de s'engager ne peuvent renoncer. Quand le mari peut renoncer à une succession échue à sa femme. IV, p. 385, n. 341.

— Le renonçant est censé n'avoir jamais été héritier ; l'accroissement a lieu alors au profit de ses cohéritiers. IV, p. 386, n. 342.

— Comment s'opère cet accroissement, IV, p. 386, n. 343.

— L'héritier déclaré par jugement héri-

tier pur et simple, ne peut plus renoncer. Ce jugement a-t-il contre tous l'autorité de la chose jugée ? IV, p. 387, n. 344, et à la note.

— Le renonçant peut accepter, si d'autres héritiers n'ont point encore accepté, et sauf les droits des tiers. IV, p. 288, n. 346.

— Le peut-il, quand des héritiers irréguliers ont été envoyés en possession de la succession ? IV, p. 339, n. 347.

— Quels créanciers peuvent attaquer la renonciation, et dans quels cas. IV, p. 360, n. 348, 349.

— La renonciation peut être attaquée pour cause de recélé. IV, p. 361, n. 350.

— Cas où le renonçant peut être restitué contre sa renonciation. IV, p. 362, n. 351.

— De la prescription du droit de renoncer. IV, p. 364, n. 351 bis.

— Les poursuites faites contre l'héritier renonçant seraient nulles. IV, p. 599, n. 398.

— Celui qui renonce à la succession est dispensé du rapport. IV, p. 460 n. 462.

Voy. Rapport.

— L'ascendant donateur peut-il renoncer à la succession, pour s'en tenir aux biens qui lui reviennent par droit de retour ? IV, p. 254, n. 237.

— Si les enfans du donataire renoncent à sa succession, et qu'ils n'aient point de descendans non renonçans, le retour a lieu en faveur de l'ascendant donateur. IV, p. 258, n. 241.

— La clause portant renonciation de l'un des futurs conjoints à une succession future, est prohibée dans les contrats de mariage. XII, p. 37, n. 19.

— La clause, autrefois usitée, qu'au moyen de la dot qu'il reçoit de ses père et mère, l'enfant doté laissera jouir le survivant des meubles et conquêts du prédécédé, est nulle sous l'empire du Code, et il est dangereux de l'insérer dans les contrats de mariage. XII, p. 492, n. 358.

SECT. 3. De la renonciation à la réserve.

— De la renonciation à la réserve. V, p. 166, n. 162-168.

— La réserve est une portion de l'hérédité ; le successible renonçant n'y peut prétendre. V, p. 115, n. 106-108, et p. 156, n. 122.

— La part du renonçant accroît aux acceptans. V, p. 117, n. 109.

— Même lorsque l'enfant donataire renonce pour s'en tenir à son don. V, p. 117, n. 110.

Voy. Réserves.

SECT. 4. De la renonciation à la communauté.

— Quand le droit éventuel que la femme

- a dans les biens de la communauté est devenu actuel par la dissolution, c'est un bienfait de la loi, qu'elle ou ses héritiers peuvent accepter, ou auquel ils peuvent renoncer. XIII, p. 190, n. 121, 123.
- Le droit d'acceptation ou de renonciation ne peut leur être ôté par des conventions antérieures. XIII, p. 191, n. 126.
- Cette faculté est conforme au droit commun. XIII, p. 192, n. 127.
- La dissolution de la communauté par la séparation de biens n'enlève point ce droit à la femme. XIII, p. 192, n. 128, 129.
- La femme, pour pouvoir renoncer à la communauté, n'a pas besoin d'avoir fait inventaire. XIII, p. 196, n. 150.
- La renonciation ne lui est plus permise, si elle s'est immiscée dans les biens de la communauté, ou si elle a pris la qualité de commune. XIII, p. 196, n. 151.
- Quels actes de la femme sont considérés comme immixtion dans les biens de la communauté. XIII, p. 197, n. 152.
- La femme d'un absent, après avoir opté pour la continuation de la communauté, conserve le droit d'y renoncer. I, p. 398, n. 471.
- La femme tutrice de son mari interdit peut renoncer à la communauté lors de sa dissolution. II, p. 462, n. 1516.
- Droit qu'à la veuve d'user des biens de la communauté pendant le délai qui lui est accordé pour faire inventaire et délibérer sur son acceptation ou sa renonciation. XIII, p. 197, n. 152, 153.
- Pour conserver le droit de renoncer à la communauté, la femme doit faire faire un inventaire. XIII, p. 193, n. 154.
- Dans quelle forme il doit être fait. *Ibid.*
- Délai accordé à la femme, après cet inventaire, pour délibérer sur son acceptation. XIII, p. 199, n. 155.
- Elle peut encore renoncer après ce délai, quand elle ne s'est point immiscée. XIII, p. 199, n. 156.
- Mais cette faculté serait perdue pour elle, si elle n'avait point fait inventaire dans le délai de trois mois depuis la dissolution. XIII, p. 200, n. 157.
- La femme peut obtenir prorogation du délai pour accepter; mais elle n'a plus le droit alors d'user des biens de la communauté. XIII, p. 200, n. 158.
- Si la femme meurt avant l'expiration du délai, il en est accordé un nouveau à ses héritiers. XIII, p. 201, n. 159.
- Toutes les dispositions précédentes, relative aux veuves, sont applicables aux femmes des individus morts civilement. XIII, p. 201, n. 140.
- La femme déchue du droit de renoncer peut être actionnée en justice, soit par les créanciers de la communauté, soit par les héritiers du mari. XIII, p. 202, n. 142.
- La loi a fait, pour la femme divorcée, ou séparée de corps, exception au principe que la femme n'est jamais censée renoncer. XIII, p. 202, n. 142.
- Les créanciers de la femme peuvent attaquer la renonciation à la communauté, faite en fraude de leurs droits. XIII, p. 202, n. 143.
- La veuve qui a recélé ne peut plus renoncer, et perd son droit dans les effets recelés. XIII, p. 203, n. 144.
- On ne peut appliquer aux héritiers de la femme, qui se divisent sur l'acceptation ou la répudiation de la communauté, l'art. 782, relatif à l'acceptation des successions. XIII, p. 202, n. 189.
- A qui appartiennent les parts des renoncans. XIII, p. 263, n. 190-192.
- La femme fait acte d'acceptation en transportant, avant partage, son droit à la communauté. Son cessionnaire est privé, aussi bien qu'elle, du droit de renoncer. XIII, p. 173, n. 200, 201.
- Les créanciers de la femme peuvent attaquer la renonciation à la communauté, qui aurait été faite par elle ou ses héritiers, au préjudice de leurs droits. XIII, p. 278, n. 202.
- La renonciation à la communauté, par une veuve coupable de recèlement, peut néanmoins subsister, si les héritiers du mari se bornent à demander contre elle la restitution des objets recelés. XIII, p. 290, n. 216.
- Conséquences pour la femme de la renonciation à la communauté. XIII, p. 535, n. 276.
- Elles vont jusqu'à lui faire perdre la propriété de l'immeuble qu'elle aurait ameubli, dans son contrat de mariage, par ameublement déterminé, sauf le retrait, s'il existe lors de la dissolution. XIII, p. 535, n. 277.
- C'est par application des mêmes principes que le conquêt constitué en dot à un enfant commun, pendant le mariage, n'est point pour moitié, dans les mains de l'enfant, un bien maternel rapportable en nature à la succession de la mère qui a renoncé à la communauté. XIII, p. 536, n. 278.
- Ce que la femme renonçante avait droit de retirer dans les meubles de la communauté, selon les anciennes coutumes. XIII, p. 536, n. 279-282.
- Ce qu'elle a droit de retirer sous l'empire du Code. XIII, p. 560, n. 285.

- Ce qu'elle retire en outre à titre de reprises. XIII, p. 360, n. 284.
 - La femme renonçante est déchargée de toute contribution aux dettes de la communauté. XIII, p. 360, n. 285.
 - Elle exerce ses actions et reprises par hypothèque tant sur les immeubles personnels du mari que sur les conquêts de communauté, et elle ne vient sur les meubles que par contribution avec les autres créanciers. XII, p. 361, n. 286.
 - Ses héritiers ont le même droit qu'elle, sauf le prélèvement des linges et hardes, et la nourriture pendant le délai pour délibérer. XIII, p. 361, n. 287.
 - La clause portant que le femme ne pourra renoncer à la communauté est prohibée dans les contrats de mariage. XII, p. 41, n. 21.
 - La femme mariée ne peut, en renonçant à la communauté, se dégager de l'obligation personnelle qu'elle a contractée, en s'engageant comme marchande publique. XII, p. 576, n. 241.
 - La femme qui renoue à la communauté n'est point tenu personnellement des dettes qu'elle a contractées pour les besoins du ménage commun. XII, p. 406, n. 275.
 - La renonciation de la femme à la communauté détruit les effets de la défense faite au mari de donner entre vifs un immeuble dépendant de cette communauté, ou de donner, par testament au delà de sa part dans la communauté. XII, p. 439, n. 315, 314.
 - Quels effets produit la renonciation de la femme à la communauté, relativement à son obligation de contribuer à la dot constituée à l'enfant commun, et fournie soit en biens personnels du père, soit en biens de la communauté. XII, p. 474 et suiv., n. 322-327. *ibid.*, p. 484, n. 327, *in fine*; *ibid.*, p. 488, n. 333.
 - La femme, en renonçant à la communauté, serait dispensée de contribuer à la dot conjointement constituée à un enfant commun, si, dans le contrat de dotation elle avait stipulé cette condition. XII, p. 488, n. 334.
- Voy. *Dot*, sect. 2.

RENOUVELLEMENT, RÉNOVATION.

- Renouvellement de concession. VIII, p. 676, n. 474; et X, p. 436, n. 320 et s.
- V. *Confirmation*.

RENTE.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *Des rentes en général.*
- SECT. 2. *Des rentes foncières.*
- SECT. 3. *Des rentes perpétuelles et des rentes constituées.*

SECT. 4. *Des rentes sur l'État.* SECT. 5. *Des rentes viagères.*

SECT. 1. *Des rentes en général.*

- Toutes les rentes, même les rentes viagères, perpétuelles et foncières, sont meubles, et essentiellement rachetables; elles n'affectent les biens qu'à titre d'hypothèque. III, p. 13, n. 21, et VI, p. 435, n. 431.
- Quelles rentes peuvent être immobilières, et comment. III, p. 17, n. 22.
- Le tuteur doit-il vendre les rentes appartenant au mineur? II, p. 369, n. 1199.
- Il peut recevoir le rachat des rentes; comment se fait ce rachat. II, p. 378, n. 1204.
- Les rentes que le défunt s'était obligé de payer à un successible sont-elles rapportables à sa succession? IV, p. 493, n. 485.
- *Quid* des arrérages dus au décès du donateur? IV, p. 495, n. 486.
- Chaque cohéritier peut exiger le remboursement de la rente hypothéquée sur un immeuble de la succession. *Quid* si le remboursement n'a pas lieu? IV, p. 539, n. 560.
- Des rentes créées avec assignat. VI, p. 477, n. 430 et suiv.

Voy. *Assignat*.

- Le remboursement d'une rente propre de la femme, fait au mari pendant l'instance en séparation de biens, ne pourrait être annulé contre le débiteur libéré, que sur la preuve qu'il est complice de la fraude du mari. XIII, p. 101, n. 66.
- De la garantie à laquelle soumet la constitution d'une rente en dot, et généralement de la garantie à laquelle soumet le transport d'une rente. XIV, p. 511, n. 273.
- Le titre prescrit peut-il former un commencement de preuve par écrit, qui autorise à prouver par témoins la prestation d'une rente? IX, p. 172, n. 97.
- La clause qui charge un tiers de servir la rente, ou les quittances trouvées chez le débiteur, pourraient former un commencement de preuve par écrit de la prestation. IX, p. 176, n. 97, 98.
- Le créancier peut requérir l'apposition des scellés sur les papiers de la succession de son débiteur, pour pouvoir y rechercher les quittances de la rente. IX, p. 178, n. 99.
- Les quittances de la rente pendant dix années consécutives ne font plus présumer le titre constitutif de la rente. *Quid* s'il en est qui remontent à plus de trente ans? IX, p. 178, n. 100, 101.
- Si elles ne remontent pas à trente ans, pourraient-elles former un commence-

- Des réparations à la charge de l'usufruitier, de celles à la charge du propriétaire. III, p. 284, n. 429, 450, et *ibid.*, p. 296, p. 445.

RÉPARATIONS (d'entretien).

- Les réparations d'entretien faites aux frais de la communauté, sur les propres de l'un des conjoints, ne donnent pas lieu à récompense. XIII, p. 235, n. 189.
- La décision doit être la même, dans le cas où les réparations manquaient au moment du mariage. XIII, p. 225, n. 160.
- Le Code ne dispense pas le mari de dresser état des immeubles propres de sa femme, dont la communauté a la jouissance. XIII, p. 226, n. 161.
- La communauté serait-elle tenue des réparations à faire à un vieux château depuis long-temps abandonné? XIII, p. 228, n. 162.
- La communauté est chargée des grosses réparations occasionnées par défaut d'entretien. XIII, p. 250, n. 163.

RÉPARATIONS (grosses).

- Le nu-propriétaire ne peut être contraint par l'usufruitier à faire les grosses réparations, ni au commencement, ni pendant la durée de l'usufruit. III, p. 296, n. 445, 444.
- La communauté est chargée des grosses réparations occasionnées par défaut d'entretien. XIII, p. 250, n. 163.
- L'immeuble dotal peut être vendu, en cas de nécessité, quand il s'agit d'y faire de grosses réparations indispensables pour sa conservation. XIV, p. 257, n. 215.

RÉPARATIONS CIVILES.

- Le mari, sous le régime dotal, est-il tenu des réparations civiles auxquelles la femme serait condamnée pendant le mariage, ou auxquelles elle aurait été condamnée antérieurement? XIV, p. 416, n. 347, 348.

RÉPERTOIRE.

- Des répertoires des notaires; dispositions qui en prescrivent la tenue, et en règlent la forme. Nécessité de leur existence, pour que la transcription des actes notariés sur le registre du conservateur des hypothèques puisse former un commencement de preuve par écrit. VIII, p. 667, n. 469, 470.

RÉPÉTITION.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *Dans quels cas et à quelles conditions a lieu la répétition.*
- SECT. 2. *À qui appartient le droit de répétition.*
- SECT. 3. *Objet de la répétition.*

SECT. 1. *Dans quels cas et à quelles conditions a lieu la répétition.*

- Du droit que donne à la répétition le paiement d'une chose qui n'était pas due, ou de l'action appelée en droit romain *condictio indebiti*. Obligation corréative de celui qui a reçu le paiement. XI, p. 70, n. 86, 87.
- Cette obligation existe pour lui, soit qu'il ait reçu par erreur, soit qu'il ait reçu sciemment ce qui ne lui était pas dû. Elle dérive de la loi de la propriété. XI, p. 71, n. 88.
- La répétition n'est accordée que sous deux conditions : 1° que la chose payée ne fût pas due ; 2° qu'il y ait eu erreur dans le paiement. Examen de ces deux conditions. XI, p. 75, n. 89, 60.
- Notre Code admet la présomption, que celui qui a payé volontairement ce qu'il savait ne point devoir, est censé avoir voulu donner. Motifs raisonnables de cette présomption. XI, p. 78, n. 60-62.
- La distinction entre l'erreur de droit et l'erreur de fait ne peut plus être admise, quand il s'agit de la répétition de ce qui a été payé indûment. VI, p. 79, n. 78.
- L'erreur de droit, dans celui qui paie, suffit pour autoriser la répétition. XI, p. 79, n. 63.
- C'est au demandeur en répétition à prouver que la chose n'est pas due. XI, p. 81, n. 64.
- L'exception établie en droit romain, en faveur des militaires, agriculteurs et gens simples, n'est point reçue en droit français. XI, p. 83, n. 65.
- La répétition du paiement fait par le mineur pourrait être formée, soit par son tuteur, soit par le mineur lui-même à sa majorité, soit par le mineur émancipé assisté de son curateur; et la preuve que la chose payée était due tomberait à la charge de celui qui l'a reçue. XI, p. 85, n. 66.
- Mais le mineur, devenu majeur, ne pourrait répéter les paiements faits par son tuteur, sans prouver qu'ils n'étaient pas dus. XI, p. 84, n. 67.
- *Quid des paiements faits par les femmes mariées non autorisées?* XI, p. 86, n. 68.
- La preuve que la chose payée n'était pas due fait présumer qu'elle a été payée par erreur : c'est alors au défendeur de prouver qu'elle a été payée en connaissance de cause. XI, p. 86, n. 69, 70.
- Dans le doute sur le point de savoir si la chose payée l'a été sciemment ou par erreur, la répétition doit être admise. XI, p. 89, n. 71, 72.
- Cas exceptionnels, où le demandeur en répétition doit prouver à la fois, 1° que

REQUÊTE CIVILE.

- Il ne suffit pas qu'il y ait contrariété d'arrêts pour qu'il y ait lieu à l'admission de la requête civile ; il faut que les arrêts soient rendus entre les mêmes parties. X, p. 338, n. 259.
- Dans le cas où des pièces nouvelles sont découvertes depuis la prestation d'un serment déferé d'office, il n'est pas nécessaire, pour que la requête civile soit admissible, que ces pièces aient été retenues par le fait de la partie qui a prêté le serment. X, p. 359, n. 426, 427.
- Le délai de la requête civile court du jour de la découverte des pièces nouvelles ; comment on peut constater ce jour. X, p. 342, n. 428, 429.

RESCISION.

- De l'action en nullité ou en rescision des conventions. VII, p. 566, n. 479 et suiv.
- La rescision a lieu quand la loi a voulu que l'acte fait contrairement à ses dispositions ne fût annulé que par le ministère du juge. VII, p. 566, n. 479, et p. 614, n. 521.
- Origine de la rescision. VII, p. 616, n. 522, 523.
- Principes qui régissaient cette matière, dans l'ancien droit français. Ils sont aujourd'hui abrogés. VII, p. 618, n. 524, 525.
- Différences entre les obligations nulles de plein droit, et les obligations sujettes à rescision. VII, p. 620, n. 526-529.
- La lésion doit être prouvée, pour que l'action en rescision soit admise. Il en est autrement pour la nullité de plein droit. VII, p. 620, n. 527.
- L'acte nul de plein droit doit être déclaré tel par le juge : il peut se dispenser d'accueillir la demande en rescision. VII, p. 621, n. 528.
- L'acte nul de plein droit, et dont la nullité est apparente, ne doit point être exécuté provisoirement. *Secus* de l'acte sujet à rescision. VII, p. 622, n. 528, 529.
- Conséquences de ce principe, relativement à l'action possessoire. *Ibid.*
- Il n'y a point identité de cause entre la demande en nullité d'un acte, et la demande en rescision, en résolution, en réstitution, etc. Il en résulte que l'une de ces demandes ne peut être substituée à l'autre en cause d'appel. X, p. 228, n. 168.
- On ne peut, en appel, convertir en demande de nullité la demande de rescision formée en première instance, et *vice versa*. VII, p. 622, n. 530.
- Conséquences de la différence entre l'acte nul de plein droit et l'acte sujet à rescision, relativement à la perception ou à la restitution des droits perçus pour mutation. Dans quels cas l'acte, et dans quels cas la résolution de l'acte doivent donner lieu au droit de mutation. VII, p. 628, n. 531-547.
- La rescision, même pour cause de lésion ultra-médiaire, anéantit les charges créées et les aliénations faites en faveur de tiers. Il en est de même de la résolution pour défaut de paiement, sans distinction entre le cas où l'acquéreur est entré en jouissance, et le cas où il n'y est pas entré. VII, p. 630, n. 548-550.
- Différences entre la rescision et la résolution d'un contrat. VII, p. 634, n. 551.
- La ratification des actes sujets à rescision, par exemple celle que consent le mineur devenu majeur, ou la femme non autorisée devenue veuve, a un effet rétroactif. L'hypothèque que confèrent ces actes ratifiés conserve sa date du jour de l'inscription prise en vertu du premier contrat. VII, p. 636, n. 563-565, 569-572.
- Les créanciers ne peuvent, malgré leur débiteur, demander la rescision des contrats qu'il a consentis, si la nullité à proposer n'est que relative. Ils ne peuvent non plus attaquer la ratification qu'il a donnée à ces actes, à moins qu'il n'y ait eu fraude, et c'est aux créanciers à prouver la fraude. Application aux actes faits par des mineurs ou des femmes non autorisées. VII, p. 675, n. 566-568.
- Rectification de cette opinion. VII, p. 679, n. 569 à la note.
- Si les formes prescrites pour la validité des actes qui intéressent les mineurs ont été observées, ces actes ne peuvent être rescindés que pour lésion. VII, p. 686, n. 575.
- Les majeurs ne peuvent obtenir la rescision d'un acte pour lésion, que dans deux cas, la lésion de plus du quart dans les partages, et celle de plus des sept douzièmes dans les ventes. VII, p. 687, n. 574.
- Dans quels cas les mineurs émancipés sont restituables pour lésion. VII, p. 687, n. 575, 576.
- Quand les obligations des mineurs sont nulles, et quand elles sont seulement sujettes à rescision. VI, p. 105, n. 106.

Voy. Mineur.

- Quelle lésion suffit pour que le mineur puisse obtenir la rescision. VII, p. 688, n. 577, 578.
- Ce que rend le mineur, lorsqu'il obtient la rescision. VII, p. 690, n. 580, 581.
- Si l'acte est seulement sujet à rescision,

Le mineur doit d'abord prouver à minime, puis à raison. VII, p. 691, n. 332.

Les mineurs ne peuvent faire rescinder les alienations d'immeubles et les partages, pour lesquels les formalités prescrites ont été observées, que dans les cas où le pourraient les majeurs. VII, p. 691, n. 333.

Les mineurs ne sont point restituables contre les conventions de leur contrat de mariage, ni contre les obligations résultant de leur dot, de leur part ou de leur quittance, à moins que l'obligation, de gage du dol ou du fait, résulte par elle-même sujette à rescision. VII, p. 692, n. 334-337.

Le mineur est-il restituable contre sa reconnaissance du dol? VII, p. 696, n. 342.

La simple déclaration de majorité ne suffit pas à être restituable. Serait-elle employée des manœuvres frauduleuses pour y faire croire. VII, p. 697, n. 343, 344.

De la restitution entre deux mineurs. VII, p. 701, n. 351.

Causes de restitution pour les majeurs. VII, p. 702, n. 352.

Exclusion de la rescision, quand il y a plusieurs chefs dans le même acte. VII, p. 702, n. 355.

Devant quel tribunal et contre qui doit être dirigée l'action en nullité ou en rescision. VII, p. 705, n. 391, 393.

Comment doit être proposée la demande de rescision. VII, p. 704, n. 696.

Dans quel délai elle doit être formée. VII, p. 705, n. 397-399.

L'exception tirée de la rescision est perdue, en vertu de la règle, tant dure l'action tant dure l'exception. Sur quoi est fondée cette règle: son étendue. Application à une lésion dans un partage. VII, p. 708, n. 600-602.

Quand commence à courir le délai de la rescision. Différence entre la prescription de cette action, et la prescription de dix ou vingt ans. VII, p. 714, n. 603-606.

On peut, sans prétendre un acte faux, attaquer le contrat qu'il constate par la voie de la nullité ou de la rescision. VIII, p. 122, n. 65.

Si le titre n'était pas signé, il ne serait pas besoin d'en demander la rescision dans le délai de dix ans, à moins qu'il ne fallût l'attaquer par la voie de l'inscription de faux. VII, p. 719, n. 607, 608.

Quand commence à courir le délai, si le contrat est suspendu par une condition. Quid dans le cas d'une institution contractuelle? VII, p. 720, n. 609, 610.

— Le délai court-il pendant le temps accordé pour l'exécution du contrat. VII, p. 722, n. 611.

— Quand il commence à courir dans les cas de violence, erreur ou dol, à l'égard des actes faits par des femmes mariées, les mineurs ou des interdits. VII, p. 722, n. 612-614.

— On peut prouver par témoins la date d'un acte, lorsque la loi n'exige pas qu'il soit daté. Application aux actes qu'on prétend avoir été faits en minorité, pour en demander la rescision à la majorité, et aux actes qu'une veuve prétend faire rescinder, en soutenant qu'ils ont été souscrits par elle pendant le mariage. IX, p. 234, n. 224-226.

— L'action en rescision passe aux héritiers, qui peuvent l'exercer pendant le temps qui restait à leur auteur. Leur minorité ne prolonge pas le délai. VII, p. 723, n. 615.

— Le délai court-il contre les interdits, à l'égard des actes faits avant leur interdiction? VII, p. 725, n. 616.

— L'acte de ratification exprime d'une obligation infectée d'un vice, n'est valable que si l'on y trouve la mention du motif de l'action en rescision, et l'intention de réparer le vice sur lequel pouvait être fondée cette action. Lorsque la convention contient plusieurs vices, la mention de l'un d'eux seulement ne répare pas les autres, si rien n'annonce qu'on y ait songé. VIII, p. 695, n. 497-499.

— Le Code rejette, quand il s'agit de ratification tacite, la distinction entre les actes qui emportent la renonciation à l'action en nullité, et ceux qui emportent la renonciation à l'action en rescision. Il y substitue la distinction entre les actes d'exécution volontaires et les actes forcés. VIII, p. 709, n. 810-812.

— De la rescision en matière de partage. IV, p. 867, n. 869-886.

Voy. *Partage*.

— De la rescision des testaments. V, p. 684, n. 701 et suiv.

Voy. *Testament*.

— L'action en rescision de la vente d'un immeuble, consentie par l'un des époux avant le mariage, est immobilière, et n'entre point dans la communauté légale. XII, p. 308, n. 186 et à la note; *ibid.*, p. 316, n. 190.

Voy. *Communauté légale*.

— La rescision pour lésion de plus du quart est applicable aux partages de communauté. XIII, p. 283, n. 209.

— L'action en rescision pour lésion dans l'estimation d'un immeuble constitué en dot n'est pas admise sous l'empire du Code. XIV, p. 135, n. 129.

RÉSERVE.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *Nature de la réserve; diverses espèces de réserve; quotité de la réserve.*

SECT. 2. *De la réduction qui peut être demandée par les héritiers à réserve.*

SECT. 1. *Nature de la réserve; diverses espèces de réserve; quotité de la réserve.*

— Pourquoi la loi a mis des bornes à la faculté de disposer par donation ou par testament, en établissant la réserve. V, p. 107, n. 97-99.

SOMMAIRE.

ART. 1. *De la réserve des enfants.*

ART. 2. *De la réserve des ascendants.*

ART. 3. *Des cas où la quotité de la réserve augmente ou diminue.*

ART. 1. *De la réserve des enfants.*

— De la réserve des enfants. V, p. 112, n. 100-110.

— La quotité de la réserve varie suivant le nombre des enfants. V, p. 112, n. 100.

— Elle est la même pour les donations entre vifs et pour les testaments. V, p. 113, n. 101.

— Les petits-enfants ne comptent que pour l'enfant qu'ils représentent. V, p. 114, n. 102.

— L'adopté a, comme les enfants nés du mariage, un droit de réserve sur les biens de l'adoptant. II, p. 270, n. 1011.

— L'enfant naturel a droit à une réserve, même sur les biens donnés par actes entre vifs depuis sa reconnaissance. IV, p. 270, n. 263.

— Comment elle doit être réglée. IV, p. 274, n. 264-267.

Voy. *Succession (irrégulière)*.

— De la réserve des enfants adoptifs. V, p. 114, n. 103.

— De celle des enfants naturels. V, p. 113, n. 104.

— L'enfant absent, dont l'existence n'est pas prouvée, ne peut être compté pour la fixation de la réserve. V, p. 113, n. 106.

— La réserve est une portion de l'hérédité. Le renonçant n'y peut prétendre. V, p. 113, n. 106-108.

— La part du renonçant accroît aux acceptants. V, p. 117, n. 109.

— Même lorsque l'enfant donataire renonce pour s'en tenir à son don. V, p. 117, n. 110.

ART. 2. *De la réserve des ascendants.*

— De la réserve des ascendants; fondement de cette réserve. V, p. 111, n. 111.

— Les frères et sœurs n'ont point de réserve, lors même qu'ils concourent avec

des ascendants, et qu'ils les excluent. V, p. 123, n. 112.

— Tous les ascendants, même les aïeuls, ont une réserve. V, p. 124, n. 113.

— Ils n'en ont point, lorsqu'ils ne sont point appelés à succéder. V, p. 125, n. 114.

— Cette réserve est prélevée sur les biens restants, avant que la réduction des donations puisse être exigée. V, p. 127, n. 115.

— La quotité de la réserve des ascendants est invariable. V, p. 128, n. 116.

ART. 3. *Des cas où la quotité de la réserve augmente ou diminue.*

— De la quotité de la réserve, dans le cas où le mineur testateur ou donateur laisse des ascendants et des collatéraux. V, p. 129, n. 117.

— De la réserve, lorsqu'il y a cumulation du don fait à un conjoint, et du don fait à un étranger ou à un enfant. V, p. 133, n. 118.

— Les donations faites aux époux, en faveur du mariage, sont sujettes à réduction, si elles excèdent la portion disponible. V, p. 772, n. 362.

— De la quotité disponible en faveur des conjoints. Comment la régler en cas d'excès de dons faits cumulativement à un conjoint et à un enfant ou à un étranger? V, p. 777, n. 363-373.

— *Quid dans le cas du don fait à un second conjoint, lorsqu'il existe des enfants d'un premier mariage?* V, p. 800, n. 374 et suiv.

Voy. *Donation (entre époux)*.

SECT. 2. *De la réduction qui peut être demandée par les héritiers à réserve.*

SOMMAIRE.

ART. 1. *Quand et par qui peut être demandée la réduction.*

ART. 2. *Quels biens doivent entrer dans la masse à former, pour qu'il soit connu s'il y a lieu à réduction.*

ART. 3. *Comment doivent être établis ces biens.*

ART. 4. *Comment s'opère la réduction.*

ART. 5. *Des fins de non recevoir contre la demande en réduction.*

ART. 1. *Quand et par qui la réduction peut être demandée.*

— Ce n'est qu'après la mort du donateur, et d'après les lois existantes à cette époque, que la réduction peut être demandée par les héritiers à réserve. V, p. 124, n. 119.

— La réduction des donations ne peut être demandée que par les légitimaires ou par leurs ayant-cause. V, p. 124, n. 120.

— Le donateur ni ses créanciers ne peuvent la demander, ni ceux-ci en profiter. V, p. 124, n. 121.

Les héritiers renonçans n'y peuvent prétendre. V. p. 136, n. 122.

L'enfant dernier donataire, renonçant à la succession, pourrait néanmoins retenir sa légitime par voie d'exception. V. p. 136, n. 125.

— Hors ce cas, celui qui n'est point héritier n'a point droit à la masse. V. p. 137, n. 121.

— La réduction des legs peut être demandée par les créanciers du testateur. V. p. 137, n. 125.

ART. 2. Quels biens doivent entrer dans la composition de la masse à former, pour qu'il soit connu s'il y a lieu à réduction.

— Comment se forme la masse des biens. V. p. 158, n. 126.

Les biens dévolus aux enfans, pour cause de divorce par consentement mutuel, entrent dans la masse, pour l'intérêt des enfans issus d'un autre mariage. V. p. 159, n. 127; et II, p. 85, n. 754.

Mais non pour l'intérêt des donataires ou des légataires. V. p. 159, n. 128.

Les biens donnés par l'ascendant demandeur en réduction entrent dans la masse, pour la fixation de la réserve. V. p. 141, n. 129.

Les donations rémunératoires sont sujettes à réduction. V. p. 196, n. 130.

— On n'excepte que les biens aliénés à titre onéreux, ou ceux qui ont péri. V. p. 132, n. 180.

— *Quid* des biens aliénés avec rétention d'usufruit, ou à charge d'une rente viagère? V. p. 142, n. 151.

— Distinction entre le successeur en ligne directe et le collatéral ou l'étranger. V. p. 141, n. 152-154.

— Les dons que la loi dispense du rapport n'entrent point dans la masse. V. p. 147, n. 133.

— Il en est de même de ceux qui ont péri par cas fortuit, entre les mains du donataire. V. p. 147, n. 136.

— Les sommes données à un donataire devenu insolvable doivent-elles être prises en considération pour la fixation de la réserve? V. p. 148, n. 137.

ART. 3. Comment doivent être évalués les biens qui entrent dans la composition de la masse.

— Comment on doit évaluer les biens. V. p. 180, n. 138-140.

— Option déferée à l'héritier, à l'égard des dons en usufruit ou en rentes viagères. V. p. 143, n. 141-143.

ART. 4. Comment s'opère la réduction.

— Comment s'opère la réduction. V. p. 187, n. 144-161.

— Il faut déduire de la masse les frais funéraires et les dettes. V. p. 187, n. 144.

— Ordre et mode de discussion des

donataires. V. p. 158, n. 146-159.

— La réduction peut être exercée contre ceux qui ont acquis du donataire des immeubles donnés. V. p. 159, n. 160.

— Peuvent-ils opposer la prescription au légitimaire? V. p. 160, n. 161.

— Discussion du donataire avant son acquéreur. V. p. 160, n. 162.

— La réserve est généralement due en nature. V. p. 161, n. 163.

— Quand le donataire par préciput peut retenir sa portion héréditaire sur les biens donnés. V. p. 161, n. 164, 165.

— Comment se fait le retranchement de l'excédant des immeubles donnés. V. p. 163, n. 156.

— Ordre et mode de réduction entre les légataires. V. p. 164, n. 167-161.

ART. 5. Des fins de non recevoir contre la demande en réduction.

— De la renonciation à la réserve; d'où elle peut s'induire. V. p. 166, n. 162-163.

— Le défaut d'inventaire est-il une fin de non recevoir contre l'action en réduction? V. p. 171, n. 166.

— De la prescription du droit de réserve. V. p. 174, n. 167.

RÉSOLUTION.

— Différences entre la rescision et la résolution du contrat. VII, p. 654, n. 881.

— La résolution d'un contrat, et notamment du contrat de vente, donne-t-elle toujours lieu à la perception du droit de mutation? VII, p. 652, n. 836-847.

— La résolution d'un contrat, notamment d'un contrat de vente, même pour cause de lésion ultra-médiaire, ou de défaut de paiement du prix, sans distinction entre le cas où l'acquéreur est entré en jouissance, et le cas où il n'y est pas entré, anéantit les charges créées et les aliénations faites au profit des tiers. VII, p. 680, n. 848-850.

— La demande du prix de vente, dans le cas du pacte commissaire, n'empêche pas le vendeur de demander ensuite la résolution du contrat. Rétractation d'une erreur échappée sur ce point à l'auteur, tome VI, n. 870. X, p. 289, n. 194.

— Le vendeur qui, pour conserver son privilège, a pris une inscription nulle, peut, après s'être en vain présenté à l'ordre, demander la résolution du contrat, faute de paiement. X, p. 283, n. 195.

— De l'extinction des servitudes, par la résolution du droit de celui qui les avait constituées. III, p. 515, n. 681, 682.

Voy. Servitude.

— Dans quel cas pourrait avoir lieu la résolution partielle d'une vente d'immeubles faite par un successeur donataire. IV, p. 804, n. 494-496.

— L'action en résolution de l'aliénation d'un immeuble, consentie par l'un des époux avant le mariage, est immobilière et n'entre point dans la communauté légale. XII, p. 508 et suiv., n. 186 et suiv. Voy. *Communauté légale*.

RESPECTUEUX (Acte).

— Des actes respectueux à notifier aux ascendants, avant de pouvoir contracter mariage sans leur consentement. I, p. 461, n. 848.

RESPONSABILITÉ CIVILE.

— La loi ne déclare pas seulement l'homme responsable de son propre fait ou de ses fautes personnelles; elle le déclare encore responsable du fait des personnes ou des choses qu'il a sous sa garde. XI, p. 133, n. 115.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *De la responsabilité de son propre fait.*

SECT. 2. *De la responsabilité du fait des personnes ou des choses qu'on a sous sa garde.*

SECT. 3. *De la responsabilité résultant des cas fortuits.*

SECT. 4. *De la responsabilité du mari relativement aux biens de sa femme.*

SECT. 1. *De la responsabilité de son propre fait.*

— De la responsabilité de son fait propre ou de ses fautes personnelles. XI, p. 148, n. 116 et suiv.

— Dans quelle étendue d'acceptation est employé le mot *fait*, dans les art. 1382 et 1383, qui rendent l'homme responsable du dommage causé par son fait. Ce mot comprend les omissions, les réticences, l'inaction, quand on devait agir, la complicité, etc. XI, p. 148, n. 116, 117.

— La trop grande généralité de l'énonciation de l'art. 1382 est corrigée par la disposition finale, qui exige qu'il y ait faute pour qu'il y ait lieu à responsabilité. XI, p. 149, n. 118.

— Ce qu'il faut entendre dans cet article par le mot *faute*. Nul n'est en faute qui ne fait qu'user de son droit. Exemples. Chacun a le droit de faire tout ce qui n'est pas défendu par la loi. XI, p. 149, n. 119, 120.

— Tous les faits nuisibles aux droits d'autrui peuvent être divisés en deux classes: 1° attentats à sa personne ou à ses droits personnels; 2° attentats à sa propriété ou à ses droits réels. Ces attentats, indépendamment de la réparation du dommage causé, à laquelle ils donnent droit, sont défendus et punis par la loi pénale, mais ce qu'un texte formel de la loi ne défend pas, bien qu'il nuise à autrui, ne

peut être empêché ni puni. XI, p. 183, n. 121, 122.

— Le droit de possession, qui peut, dans l'état actuel de la société, exister indépendamment du droit de propriété, est du nombre de ceux auxquels il est sévèrement défendu d'attenter. Il fait présumer le possesseur propriétaire jusqu'à la preuve du contraire; mais il n'est acquis que par le laps d'une année de possession paisible. XI, p. 183, n. 123, 124.

— Cette possession, qui prenait alors, dans nos anciennes coutumes, le nom de *saisine*, donne au possesseur une action pour se faire maintenir ou réintégrer même contre le véritable propriétaire. XI, p. 187, n. 125.

— Cette action était appelée *complainte* ou *réintégrande*. Le Code de procédure n'en parle que sous le nom général d'action possessoire. XI, p. 187, n. 126.

— Quand peut être exercée l'action possessoire. XI, p. 188, n. 127 et suiv.

Voy. Possessoire.

— Le propriétaire ou le possesseur annuel, dépouillé depuis moins d'une année, peut se ressaisir de sa chose de son autorité privée, sans que le spoliateur soit fondé à s'en plaindre. Ce n'est point là une voie de fait défendue et punie par la loi. XI, p. 178, n. 134-144.

Voy. Voie de fait.

— Chacun peut, sans être civilement responsable de ce fait, exercer sur sa propriété toutes les voies de fait qui ne sont pas défendues, quoiqu'elles soient préjudiciables à autrui. XI, p. 190, n. 144.

— Mais il suit, comme conséquence du principe établi par les art. 1382, et 1383, que nul ne peut, sans s'exposer à la responsabilité de son fait, faire parvenir ou jeter, soit sur l'héritage voisin, soit sur un lieu public, rien de nuisible ou d'incommode, comme de la fumée, des odeurs infectes, des eaux sales, etc. XI, p. 191, n. 148-147.

— Deux articles proposés par les rédacteurs du Code, pour développer cette conséquence, et dont l'un établissait la solidarité entre ceux qui habitent la maison d'où il a été jeté quelque chose de nuisible, furent rejetés lors de la discussion, et cette solidarité, qu'admettait le droit romain, n'existe plus aujourd'hui entre plusieurs personnes condamnées pour un même quasi-délit ou pour une même contravention. XI, p. 192, n. 148-182.

— Les art. 1382 et 1383, sur la responsabilité des fautes, s'appliquent aux fautes les plus légères. On ne peut s'excuser ni sur l'intention, ni sur l'ignorance ou l'impéritie, ni même sur la faiblesse. XI, p. 202, n. 183.

— Casus respectu la domage dont son maître est tenu par suite immédiate, mais non par suite médiate. C'est une suite de l'acte même. Exemple de 1387 rend responsable le baron. XI, p. 205, n. 131.

— De la responsabilité de la grille donnée par le maître de la maison. C'est une suite de l'acte même. Exemple de 1387 rend responsable le baron. XI, p. 205, n. 131.

V. Voy. l'art. 1387.

— Justification de la sévérité des principes de responsabilité sur la responsabilité des fonctionnaires publics, tant de l'ordre administratif que de l'ordre judiciaire. XI, p. 230, n. 132.

— Les fonctionnaires de l'ordre administratif ne font presque toujours cette responsabilité, au moyen de la nécessité d'obtenir une autorisation du Conseil d'Etat pour les poursuivre. *Ibid.*, et n. 137.

— Cette autorisation n'est point nécessaire pour poursuivre les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, même les officiers du ministère public. XI, p. 231, n. 135.

— Dans quels cas les magistrats de l'ordre judiciaire peuvent être soumis à la responsabilité civile; comment ils doivent être actionnés à cet égard. Jusqu'où s'étend leur responsabilité. XI, p. 231, n. 131 et suiv.

Voy. Prise à partie.

— De la responsabilité des notaires, quant aux actes qu'ils rédigent. V. p. 337, n. 339.

SECT. 2. De la responsabilité du fait des personnes ou des choses qu'on a sous sa garde.

SOMMAIRE.

ART. 1. Responsabilité du fait des personnes qu'on a sous sa garde.

ART. 2. Responsabilité du dommage causé par les choses qu'on a sous sa garde.

ART. 1. Responsabilité du fait des personnes qu'on a sous sa garde.

SOMMAIRE.

§ 1. Principes généraux.

§ 2. Responsabilité des aubergistes et hôteliers à l'égard des voyageurs.

§ 3. Responsabilité des pères et mères, quant au fait de leurs enfans; des chefs de pension, quant au fait de leurs pensionnaires;

des maris, quant au fait de leurs femmes.

4. Responsabilité des maîtres et des commettans, quant au fait de leurs domestiques et préposés.

§ 1. Principes généraux.

— De la responsabilité du fait des personnes ou des choses qu'on a sous la garde. XI, p. 322, n. 250 et suiv.

— Les actions d'autrui ne peuvent nous être imputées, qu'autant que nous y avons concouru, ou que nous pouvions les empêcher ou les diriger. Les actions noxales, chez les Romains, ne s'écartaient point de ce principe. XI, p. 322, n. 250, 251.

— En droit romain, les pères n'étaient point civilement responsables de méfaits de leurs enfans. XI, p. 328, n. 252.

— L'action appelée en droit romain de *delictis et effusis*, n'est point contraire au principe qui défend d'imputer à un autre les actions d'autrui. XI, p. 326, n. 253.

— Le maître d'une maison ne répond point du dommage causé par ses hôtes, qui auraient jeté de sa maison quelque chose de nuisible, lorsqu'il est prouvé qu'ils sont auteurs de ce fait. XI, p. 327, n. 254.

— La responsabilité des aubergistes et maîtres d'hôtellerie et de navires n'est point contraire au principe qui défend d'imputer à quelqu'un les actes auxquels il n'a pas concouru. Elle est fondée sur un contrat tacite. XI, p. 329, n. 255.

— Ce principe n'a jamais été violé que dans des tems de barbarie, de fanatisme ou d'anarchie. Exemples dans le décret de Clotaire, de 575, qui rendait les habitans d'un territoire responsables des vols et rapines qui s'y commettaient, et dans la loi du 10 vendémiaire an 4, sur la police intérieure des communes. XI, p. 330, n. 256-258.

— Restriction apportée à l'extension de cette dernière loi par la jurisprudence de la Cour de cassation, qui en borna l'application aux attentats commis par des attroupemens. Ce qu'on entend par attroupement. XI, p. 332, n. 259.

— L'assemblée constituante exigeait, pour que la responsabilité des communes fût engagée, qu'elles eussent été averties, et qu'elles eussent pu empêcher les attentats; mais la loi du 10 vendémiaire an 4 n'exige point ces conditions, et elle étend même la responsabilité à des cas où il n'existe point d'attroupemens. XI, p. 334, n. 240, 241.

— Autre exemple de la responsabilité prononcée contre les communes, dans un règlement du Parlement de Bretagne, qui les rend responsables de l'abâtis des fossés élevés et des arbres plantés

- sur des terrains vagues par les afféagistes. XI, p. 337, n. 242.
- Dispositions du Code civil sur la responsabilité des faits d'autrui. Cette responsabilité ne peut venir que de convention ou de la loi. XI, p. 339, n. 243, 244.
 - La convention de répondre des faits d'autrui n'est point contraire au principe que les actions d'autrui ne peuvent être valablement la matière d'un contrat. Cette convention peut être expresse ou tacite. XI, p. 340, n. 245.
 - Exemple d'une responsabilité stipulée par une convention expresse. XI, p. 341, n. 246.
 - Les entrepreneurs de maçonnerie, charpente, serrurerie, etc., répondent du fait de leurs ouvriers, et les mandataires, du fait de leurs substitués, en vertu d'une convention tacite. XI, p. 341, n. 247.
 - Les responsabilités du fait d'autrui, qui viennent de la loi, ne peuvent être étendues; elles sont contraires au droit commun. XI, p. 339, n. 238.
- § 2. *De la responsabilité des hôteliers et aubergistes à l'égard des voyageurs.*
- De la responsabilité à laquelle sont soumis les aubergistes et maîtres d'hôtellerie, envers les voyageurs qui descendent dans leur auberge ou hôtellerie. XI, p. 342, n. 248-257.
- Voy. *Aubergiste*.
- § 3. *De la responsabilité des pères et mères, quant au fait de leurs enfants; des chefs de pension, quant au fait de leurs pensionnaires; des maris, quant au fait de leurs femmes.*
- Si les pères et mères doivent répondre du fait de leurs enfants, et quand ils doivent en répondre. XI, p. 339, n. 239.
 - Cette responsabilité, trop étendue sous l'ancienne jurisprudence, est bornée au cas où les pères ou mères ont pu empêcher le fait qui y donne lieu. Conditions de cette responsabilité. C'est aux pères et mères à prouver qu'ils n'ont pu empêcher le fait. XI, p. 360, n. 260-262.
 - L'excuse de l'impossibilité ne serait point admise, si elle avait été précédée d'une faute du père ou de la mère, sans laquelle ne serait point arrivé le fait qui a causé le dommage. La faute la plus légère peut même faire rejeter cette excuse; tout dépend là de la prudence du juge. XI, p. 364, n. 265, 264.
 - La responsabilité des père et mère cesse, s'ils ont placé leur fils dans une maison d'éducation; c'est alors le chef de cette maison qui devient responsable. Injustice du décret du 13 novembre 1811, sur le régime universitaire, qui donne au chef de l'établissement un recours con-
- tre les parents de l'enfant. Ce décret n'a jamais eu force de loi. XI, p. 367, n. 263-267.
- *Quid du maître chez lequel un enfant est placé en apprentissage?* XI, p. 369, n. 268.
 - La loi iunique du 27 ventôse an 8, qui rendait les pères et mères responsables de l'amende encourue par leurs fils conscrits réfractaires, est abolie par la Charte. XI, p. 369, n. 269.
 - Les pères et mères ne répondent pas du dommage causé par l'enfant impubère, qui a agi sans discernement, à moins que le demandeur ne prouve que l'action de l'enfant a pu être empêchée. XI, p. 370, n. 270; *ibid.*, p. 360, n. 260.
 - Nature de la responsabilité des pères et mères. C'est le cautionnement forcé d'une dette personnelle à l'enfant. Le père ou la mère a contre lui une action en répétition, et le fils doit rapport à la succession de ce qui a été payé pour lui. XI, p. 371, n. 271.
 - L'excuse du père ou de la mère n'empêcherait point la partie lésée de faire condamner personnellement l'enfant, même sans appeler le père ou la mère, si le dommage était causé par un délit; mais elle ne pourrait agir contre un impubère. XI, p. 372, n. 272, 273.
 - Si le père était condamné pour n'avoir pas empêché l'action d'un impubère, il ne pourrait répéter contre lui la somme payée, et l'enfant ne serait pas tenu de la rapporter à sa succession. XI, p. 373, n. 274.
 - La responsabilité des pères et mères peut s'étendre même au delà de la légitime réservée à l'enfant par la loi dans leur succession. XI, p. 375, n. 275.
 - Cette responsabilité s'étend même aux choses volées par l'enfant. XI, p. 378, n. 276.
 - La responsabilité civile des pères et mères cesse par l'émancipation de l'enfant. XI, p. 378, n. 277.
 - Y a-t-il des cas où la mère est seule responsable des fautes de l'enfant pendant la vie du père? XI, p. 376, n. 278, et p. 383, n. 281.
 - Les maris répondent du dommage causé par leurs femmes, dans le cas des délits ruraux, mais non du dommage causé par les autres délits, à moins qu'il ne soit prouvé qu'ils ont pu les empêcher. XI, p. 377, n. 279, 280.
- § 4. *De la responsabilité des maîtres et des commettants, quant au fait de leurs domestiques et préposés.*
- Responsabilité des maîtres et des commettants, à l'occasion des faits de leurs domestiques ou préposés. La na-

tare de cette responsabilité n'est pas la même que celle de la responsabilité des pères et mères. XI, p. 585, n. 282.

Ils ne peuvent s'excuser sur ce qu'ils n'ont pu empêcher le dommage. Explication de l'art. 1581. XI, p. 589, n. 285.

Le dommage causé par les domestiques ou préposés peut avoir eu lieu de deux manières : ou par l'effet même de l'action qui leur a été commandée, ou par la faute qu'ils ont commise en l'exécutant. Dans le dernier cas seulement, le maître ou commettant a un recours contre le domestique ou préposé. XI, p. 590, n. 281, 282.

Les maîtres et commettants ne répondent point des fautes commises par leurs domestiques ou préposés, hors de leurs fonctions, à moins qu'il ne soit prouvé qu'ils les ont tolérées, et qu'ils pouvaient les empêcher. XI, p. 592, n. 286, 287.

Ils ne répondent point des rixes et injures verbales dont leurs domestiques ou préposés se rendent coupables. XI, p. 595, n. 283.

Ils ne répondent point des délits de chasse de leurs domestiques ou préposés, qui ont chassé sans leur ordre. XI, p. 595, n. 289.

La responsabilité civile ne s'étend point aux peines prononcées contre les délinquants. Elle ne s'étend point aux amendes, qui sont des peines; mais elle a lieu pour les dépens, qui font partie des dommages-intérêts. XI, p. 595, n. 290.

Mais les amendes prononcées pour contraventions aux lois sur les douanes sont considérées comme réparation du préjudice causé à l'Etat, et tombent sous la responsabilité civile. XI, p. 596, n. 290.

Les actions en responsabilité passent aux héritiers. XI, p. 597, n. 291.

Elles se prescrivent avec le crime, le délit ou la contravention qui y donne lieu. XI, p. 597, n. 292.

S'il s'agit de délits ruraux ou d'un fait de chasse, elles se prescrivent par le laps d'un mois. XI, p. 599, n. 295.

Si la responsabilité naît d'un fait qui n'est ni crime, ni délit, ni contravention, elle dure autant que l'action, dont elle n'est que l'accessoire. Exemple dans la responsabilité du subrogé-tuteur qui a négligé de prendre pour le mineur une inscription sur les biens du tuteur. XI, p. 599, n. 291, 295.

ART. 2. De la responsabilité du dommage causé par les choses qu'on a sous sa garde.

La responsabilité civile s'étend non seulement au dommage causé par les personnes, mais encore à celui qui cau-

sent les choses que nous avons sous notre garde, notamment par les animaux. XI, p. 400, n. 296.

Les animaux causent du dommage de diverses manières; mais de quelque manière que le dommage ait été causé, le maître de l'animal en est responsable. XI, p. 401, n. 297.

Le droit français ne permet point, comme le droit romain, au maître de l'animal de l'abandonner pour le dommage. XI, p. 401, n. 298.

Droit de saisir, pour les mettre en fourrière, les bestiaux trouvés en dommage dans son champ, et laissés à l'abandon. XI, p. 402, n. 299.

Droit de tuer sur le lieu, mais hors de la présence du maître, les volailles qui causent du dommage. Ce droit, quand on n'en a point usé, n'empêche point qu'on ne puisse agir en justice pour réparation du dommage. XI, p. 404, n. 500, 501.

De la responsabilité à laquelle donne lieu le préjudice causé à autrui par les pigeons qu'on élève en colombier. Toms pendant lequel chacun a le droit de les tuer sur son terrain. XI, p. 406, n. 502, 505.

De la responsabilité à laquelle donne lieu contre les propriétaires des bois et des garennes où il existe des lapins le préjudice causé à autrui par ces animaux. XI, p. 411, n. 504-518.

Voy. Lapin.

Selon quels principes et quelles distinctions doit être prononcée la responsabilité civile du dommage causé par les animaux contre leur naturel. XI, p. 428, n. 516.

De la responsabilité du dommage causé par les choses inanimées qui nous appartiennent, et notamment par la chute d'un édifice. XI, p. 435, n. 517.

SECT. 5. De la responsabilité résultant des cas fortuits.

De la responsabilité à laquelle soumettent les cas fortuits, soit qu'ils arrivent avec le concours de quelque fait de l'homme qui les accompagne ou qui les a précédés, soit qu'ils arrivent sans ce concours. XI, p. 441, n. 518-529.

Voy. Cas fortuit.

SECT. 4. De la responsabilité du mari, relativement aux biens de sa femme.

Le mari est responsable de tout dépensement arrivé par sa faute aux biens personnels de sa femme. XII, p. 389, n. 414.

Il est également responsable des suites de toutes prescriptions, même commencées avant le mariage, s'il a pu les empêcher de s'accomplir. XII, p. 390, n. 414-418.

- La non-remise des titres, l'ignorance, prouvée des droits de la femme, et l'insolvabilité des débiteurs, sont au nombre des excuses que le mari peut faire valoir pour se soustraire à la responsabilité. XII, p. 385, n. 418-420.
- Toute responsabilité du mari cesse, si les créances de sa femme ne sont pas prescrites lors de la dissolution du mariage. *Ibid.*, p. 393, n. 421.
- De son côté, la femme est responsable envers le mari ou envers la communauté, pour les fautes qui lui sont imputables : quels sont les effets de cette responsabilité. *Ibid.*, n. 622.

RESSORT (dernier).

- Il faut cumuler la valeur de la demande principale et celle de la demande reconventionnelle, pour savoir si le jugement est en dernier ressort. VII, p. 436, n. 418.

RESTITUTION.

- Principes du droit romain sur les moyens d'arriver à l'exécution d'un jugement qui condamne à la restitution d'une chose dont le propriétaire avait été injustement dépouillé. X, p. 343, n. 430-434.

RESTITUTION (en entier).

- De la restitution en entier ; de son origine ; de ses effets. Principes qui régissent cette matière dans l'ancien droit français ; principes qui la régissent aujourd'hui. VII, p. 614, n. 521 et suiv.

Voy. Révision.

- Quand on peut être restitué contre l'acceptation d'une succession. IV, p. 351, n. 333.
- Cas où le renonçant peut être restitué contre sa renonciation à une succession. IV, p. 362, n. 351.

RESTITUTION (de la dot).

- La dissolution du mariage et la séparation de biens donnent lieu à la restitution de la dot. XIV, p. 298, n. 284.
- Elle doit être faite à la femme ou à ses héritiers. *Ibid.*, n. 285.
- La restitution doit être exigée du mari ou de ses héritiers d'abord ; ensuite de ceux qui s'en sont rendus garans. XIV, p. 290, n. 286, 289.
- La clause de franc et quitte, dans le contrat de mariage, équivaudrait à une garantie formelle de la restitution de la dot de la part des père et mère du futur. XIV, p. 291, n. 287.
- La présence seule du père au contrat ou sa promesse de surveiller l'emploi de la dot ne le soumet pas à cette garantie, à moins qu'il n'ait fourni hypothèque. XIV, p. 292, n. 288.
- Les coutumes qui faisaient payer la dot au mari survivant, ou à celui dont la

femme se rendait coupable d'adultère, ont été abrogées par le Code. XIV, p. 294, n. 289, 290.

- La femme mineure doit se faire nommer un curateur, pour exiger le capital de sa dot mobilière. XIV, p. 298, n. 291.

— Toute restitution de la dot faite pendant le mariage, hors du cas de séparation de biens, ne libérerait pas le mari. XIV, p. 298, n. 292.

- Le fait que la dot constituée n'appartiendrait pas à la femme n'est pas un prétexte suffisant pour en refuser la restitution. XIV, p. 297, n. 293.

— On peut fixer par le contrat le temps et le mode de la restitution de la dot. XIV, p. 298, n. 294.

- A défaut de stipulation sur le terme, la dot consistant en immeubles ou en meubles non estimés, doit être restituée sans délai. XIV, p. 299, n. 295.

— Mais la dot consistant en argent ou en meubles mis à prix par le contrat ne doit être exigée qu'après un an. XIV, p. 300, n. 296.

- Les meubles dotaux, quels qu'ils soient, dont la propriété était restée à la femme, lui sont rendus dans l'état où ils se trouvent, s'ils n'ont point été détériorés par la faute du mari. XIV, p. 301, n. 297.

— Comment se fait la restitution du trousseau et des effets à l'usage de la femme. XIV, p. 302, n. 298.

- Quels sont les linges et hardes dont parle l'art. 1568. XIV, p. 308, n. 299.

— Les diamans et pierreries en font-ils partie ? XIV, p. 307, n. 270, 271.

- Quelles sont les obligations du mari, quant à la restitution de la dot constituée en créances ou en rentes. XIV, p. 311, n. 275.

— *Quid* à l'égard d'une dot constituée en écus ? *Ibid.*

- Quelles sont les obligations du mari, relativement à la restitution d'une dot consistant en un usufruit. XIV, p. 318, n. 274.

— Pour obtenir la restitution de la dot, la femme ou ses héritiers doivent prouver que le mari l'a reçue ; difficultés de cette preuve. Différentes manières dont elle peut se faire. XIV, p. 319, n. 275.

- Après dix ans de mariage, il y a dispense de cette preuve. Origine de cette exception exorbitante. XIV, p. 322, n. 276.

— Cette présomption légale ne peut être invoquée ni par les créanciers de la femme, ni par les constituans. XIV, p. 323, n. 277.

- Les intérêts de la dot donnent-ils plein droit du jour de la dissolution du mariage. XIV, p. 329, n. 278.

— Mais la femme a l'option d'exiger ou des intérêts ou les intérêts de sa dot, pon-

THE ...
...
...
...
...
...

ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS UNCLASSIFIED
DATE 11-14-01 BY 60322 UCBAW

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

RECEIVED
JAN 10 1964
U.S. DEPARTMENT OF AGRICULTURE
WASHINGTON, D.C.

... ..

1. The first of these is the fact that the
2. second of these is the fact that the
3. third of these is the fact that the
4. fourth of these is the fact that the
5. fifth of these is the fact that the
6. sixth of these is the fact that the
7. seventh of these is the fact that the
8. eighth of these is the fact that the
9. ninth of these is the fact that the
10. tenth of these is the fact that the

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

1. The first step is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

1. The first step in the process of the investigation is to identify the problem. This is done by the investigator who is assigned to the case. The investigator will then gather information about the problem and the people involved. This information will be used to develop a plan of action.

1. The first of these is the fact that the
2. The second is the fact that the
3. The third is the fact that the

—

201. 2

...prohibée. V. p. 65. n. 42, 49.
...à l'exécution de la loi sur les
...de la loi de 1907 sur le régime des

et une succession anormale déferée
au donateur. IV, p. 221,
in fine.

du retour légal; ce qu'il était
na, estropié que lui a donné le
franchise. Sous l'empire du Code,
un véritable droit de succession

... n. 227 270).
... n'a avancé ni le dona-

~~TOP SECRET~~ - SECURITY OF THE UNITED STATES
REF ID: A66666

...CHASSEUR - TROUVÉ - on biens des fi-
...CHASSE - TROUVÉ - sans pouvoir ex-
...CHASSEUR - pour les distinctions,
...CHASSEUR - pour les distinctions,

TEAM ... ADAMSON ... IV, p. 282 & 283.
"TOMMY" & JOHN ... in the house of
ADAMSON ... & ADAMSON ...
"OL" ...

... si le d'œuvre
... pour l'ensemble. IV, p.

STAG DE TRAVAIL ont une succession
L'ACCIDENT. A la suite de l'accident
L'ACCIDENT. A la suite de l'accident
L'ACCIDENT. A la suite de l'accident

1. NAME 2. SEX
 3. AGE 4. DATE 5. TIME 6. PLACE
 7. REMARKS 8. SIGNATURE 9. DATE 10. TIME
 11. PLACE 12. DATE 13. TIME 14. PLACE 15. DATE 16. TIME
 17. PLACE 18. DATE 19. TIME 20. PLACE 21. DATE 22. TIME
 23. PLACE 24. DATE 25. TIME 26. PLACE 27. DATE 28. TIME
 29. PLACE 30. DATE 31. TIME 32. PLACE 33. DATE 34. TIME
 35. PLACE 36. DATE 37. TIME 38. PLACE 39. DATE 40. TIME
 41. PLACE 42. DATE 43. TIME 44. PLACE 45. DATE 46. TIME
 47. PLACE 48. DATE 49. TIME 50. PLACE 51. DATE 52. TIME
 53. PLACE 54. DATE 55. TIME 56. PLACE 57. DATE 58. TIME
 59. PLACE 60. DATE 61. TIME 62. PLACE 63. DATE 64. TIME
 65. PLACE 66. DATE 67. TIME 68. PLACE 69. DATE 70. TIME
 71. PLACE 72. DATE 73. TIME 74. PLACE 75. DATE 76. TIME
 77. PLACE 78. DATE 79. TIME 80. PLACE 81. DATE 82. TIME
 83. PLACE 84. DATE 85. TIME 86. PLACE 87. DATE 88. TIME
 89. PLACE 90. DATE 91. TIME 92. PLACE 93. DATE 94. TIME
 95. PLACE 96. DATE 97. TIME 98. PLACE 99. DATE 100. TIME

[illegible]

[Faint, illegible handwritten notes]

Le retour à Hen,
des descendants non

... pour est ouvert par la mort
... unionisation n'y mettrait pas
... 7. 258. 2 302
... pour arrant - I feu. si les biens don-

... dans le "Nouvel et d'abord aux meubles

...i i une somme d'argent don-
... IV. p. 242. n. 243.

... les dépenses des attendus dans
source à titre de retour ou de
... le régime entre la masse de la
... pour la fixation de la réserve

RETOUR DE LOT.
réance d'une femme due avant le
ET. POUR RETOUR DE LOT.

communauté légale. XII, p. 171, n.

pour objet le retour de lot dû à la d'un partage d'immeubles; n'est à la charge de la communauté lé- si l'immeuble constitue...

et époux. XII, p. 557, n. 240.

RETOUR DE LOT.

— La créance d'une somme due avant le mariage, pour retour de lot, entre dans la communauté légale. XII, p. 171, n. 104.

Voy. Communauté légale.

La dette mobilière de l'un des époux, ayant pour objet le retour de lot dû à la suite d'un partage d'immeubles; n'est point à la charge de la communauté légale, si l'immeuble continue d'appartenir à cet époux. XII, p. 357, n. 340.

RÉTRACTATION.

- Du cas où une partie qui a signé un acte peut rétracter son consentement pour défaut de signature de l'autre partie. VIII, p. 199, n. 154-159.
- Difficulté de rétracter le consentement donné dans un acte nul pour défaut de formes. Quand les parties sont censées avoir mis à leur consentement la condition qu'il serait passé un acte notarié. VIII, p. 205, n. 140.
- Celui qui a omis de signer un acte sous seing privé, constatant une convention entre plusieurs parties, peut offrir de le signer avant la rétractation des autres signataires. Quand les signataires peuvent se rétracter avant que tous ceux qui doivent contracter aient signé. VIII, p. 313, n. 546, 547.

RETRAIT DE COHÉRITIER.

Voy. *Retrait successoral*.

RETRAIT D'INDIVISION.

- On peut ainsi qualifier, sous l'empire du Code, la faculté qu'accorde à la femme la seconde disposition de l'art. 1408. XII, p. 282, n. 161.
- Ce retrait facilite beaucoup de difficultés de l'ancienne jurisprudence. XII, p. 283, n. 162.
- Le retrait d'indivision établi en faveur de la femme, par l'art. 1408 du Code civil, a lieu sous le régime dotal comme sous celui de la communauté. XIV, p. 241, n. 218, 219.

RETRAIT DE MI-DENIER.

- Comparaison des dispositions de l'art. 1408 avec celles des anciennes coutumes sur le retrait de mi-denier. XII, p. 280, n. 160, 161.

RETRAIT SUCCESSORAL.

- Origine de ce droit. IV, p. 451, n. 453.
- Il peut être exercé sur les ventes postérieures à la promulgation du Code, quoique l'ouverture de la succession soit antérieure. IV, p. 452, n. 454.
- Sur quel il est fondé, et s'il remplit son but. IV, p. 453, n. 455, 456.
- A qui le droit est accordé; dans quelle proportion chacun l'exerce. IV, p. 434, n. 437-442.
- Après le remboursement du cessionnaire, exécuté par un des cohéritiers, les autres ne peuvent demander la concurrence. IV, p. 455, n. 458.
- Le droit de retrait successoral s'exerce-t-il sur les ventes de droits indivis, faites par les personnes qui tiennent lieu d'héritiers, par exemple, les légataires universels, ou à titre universel, les héritiers institués, les enfants naturels. IV, p. 457, n. 440.

- Ces personnes peuvent-elles exercer le retrait successoral? IV, p. 440, n. 441.
- Quels sont les héritiers légitimes qui concourent à l'exercice de ce droit. Ce qu'on entend alors par cohéritiers. IV, p. 442, n. 442.
- *Quid si le cédant est seul dans sa ligne?* IV, p. 446, n. 443.
- L'héritier d'une ligne, qui acquiert de l'héritier de l'autre ligne, peut-il être exclus? IV, p. 447, n. 444.
- *Quid si l'héritier cédant son droit à celui qui succéderait à sa place?* IV, p. 447, n. 445.
- Le cessionnaire gratuit ne peut être remboursé; celui auquel il vendrait son droit pourrait l'être. IV, p. 448, n. 446.
- Le cessionnaire d'une portion, dans une partie de la succession restée indivise, ne peut être écarté; mais le cessionnaire d'une partie aliquote du droit héréditaire du cédant peut l'être. IV, p. 448, n. 447.
- Le cessionnaire ne peut être écarté, si les cohéritiers ont approuvé la cession, même tacitement. IV, p. 449, n. 448.
- De la cession faite après partage, ou lorsqu'il existe une action en rescision. IV, p. 450, n. 449.
- Ce que doivent rembourser les héritiers au cessionnaire écarté. IV, p. 451, n. 450.
- Ils profitent de tous les avantages éventuels réalisés depuis la cession. IV, p. 451, n. 451.
- Les cohéritiers peuvent-ils demander communication de l'acquisition de droits litigieux, faite par l'un d'eux contre la succession? *Quid du crédit payé partiellement à l'un d'eux?* IV, p. 459, n. 458.
- Les immeubles échus à l'un des époux, pendant le mariage, à titre de retrait successoral, n'entrent point dans la communauté légale. XII, p. 236, n. 154 bis.
- Doit-on faire aux cessionnaires de droits dans un partage de communauté l'application de l'art. 841, relatif au retrait successoral? XIII, p. 276, n. 204.

Voy. *Séparation de biens*.

RÉTROACTIVITÉ.

- Les lois n'ont point d'effet rétroactif à l'exception des lois interprétatives, I, p. 78, n. 81.
- Les effets de la séparation de biens, suite de la séparation de corps, remontent au jour de la demande. II, p. 180, n. 776.

Voy. *Séparation de biens*.

- Les ratifications tant expresse que tacite ont toujours un effet rétroactif, relativement à la personne qui ratifie. Cette rétroactivité ne peut nuire aux droits acquis à des tiers. VIII, p. 718, n. 515, 514; p. 724, n. 522.
- La ratification des nullités relatives peut

— *pour un effet retroactif au préjudice des autres. Application à la révocation faite à l'expiration des cent ans intervenus en communauté. VIII, p. 735, n. 325.*
— La révocation faite par le tiers, des donations faites par le défunt, n'est autorisée qu'après la dissolution du mariage. V, p. 631, n. 371.

RÉTROCESSION.

— *Le donataire, revendu par l'acquéreur à un tiers, en faveur de son vendeur, qui a payé la totalité du prix de la chose, qui a repris l'immeuble vendu pour en faire revendre que celles du prix d'acquisition, est une rétrocession ou une donation véritable, qui, si elle a été faite au mariage, fait entrer l'immeuble dans la communauté conjugale. XII, p. 317, n. 193.*

RENDICATION.

— *De l'effet de la revendication des biens de l'hérédité, formée par le véritable héritier contre les tiers qui ont acquis de bonne foi de l'héritier apparent. Réponse à la dissertation de M. Merlin sur ce sujet. IX, p. 311, addit. aux tomes 4 et 7.*

RÉVERSION.

— *De droit de réversion, ou de la succession privilégiée des ascendants donateurs. IV, p. 221, n. 226 bis et suiv.*
Voy. Retour.

RÉVOCATION (du consentement).

— *Révocation du consentement donné par le mari à sa femme d'exercer le commerce. Elle est facultative pour le mari, et elle doit être rendue publique selon les formes prescrites pour les contrats de mariage des commerçants. XII, p. 584, n. 287.*
 — *Distinction à cet égard, quand il y a séparation de biens. XII, p. 383, n. 269.*

RÉVOCATION (de l'émancipation).

— *Quand et comment l'émancipation peut être révoquée. II, p. 459, n. 1502.*
 — *Effets de cette révocation. II, p. 459, n. 1503.*

RÉVOCATION (des donations).

— *De la révocation des donations. V, p. 280, n. 241 et suiv.*
 — *1° Pour inexécution des conditions. V, p. 231, n. 241 et suiv.*
 — *2° Pour cause de survenance d'enfants. V, p. 239, n. 296-321.*
 — *3° Pour cause d'ingratitude. V, p. 303, n. 322-333.*
 — *Comment peuvent être révoquées les donations faites entre époux pendant le mariage. V, p. 332, n. 923, 924.*
 — *L'époux contre lequel le divorce a été prononcé perd la faculté de révoquer*

les avantages qu'il avait faits à l'autre époux. A partir de quelle époque. II, p. 78, n. 743.

— *Toute stipulation du contrat de mariage qui défendait d'user de la révocation en cas de divorce est nulle. II, p. 79, n. 744.*
 — *L'immeuble dans la propriété duquel l'un des conjoints rentre pendant le mariage, par révocation d'une donation, pour cause de survenance d'enfants ou d'ingratitude, est exclus de la communauté légale. XII, p. 317, n. 192, 194.*
Voy. Donation.

RÉVOCATION (des testaments).

— *De la révocation des testaments. V, p. 333, n. 607 et suiv.*
 — *Par le fait du testateur. V, p. 334, n. 608-614.*
 — *De la révocation expresse. V, p. 338, n. 615-637.*
 — *De la révocation tacite et de la révocation partielle. V, p. 395, n. 638-655.*
 — *De la révocation du testament par la rature, par la laceration de l'acte ou par la rupture des sceaux. V, p. 609, n. 656-667.*
 — *De la révocation des testaments par la disposition de la loi. V, p. 628, n. 668-670.*

Voy. Testament.

— *La révocation d'un testament fait disparaître la substitution. V, p. 714, n. 792.*

RÉVOCATOIRE (Action).

— *Nature de cette action; dans quels cas elle est accordée aux créanciers; quand elle cesse; quelle est sa durée; quelle est son étendue. VI, p. 375, n. 342-375.*
Voy. Fraude, Créancier.

RIVAGE (de la mer).

— *A qui appartiennent les rivages de la mer. III, p. 24, n. 31.*

RIVIÈRE.

— *Du droit de pêche dans les rivières navigables et non navigables. IV, p. 32, n. 23, 26.*
 — *Le droit de pêche des rivières non navigables, ainsi que leur lit, appartient aux riverains. III, p. 98, n. 144.*
 — *Qui peut décider si une rivière est ou n'est pas navigable. III, p. 99, n. 145.*
 — *On n'y peut plus faire de prises d'eau. III, p. 100, n. 146.*
 — *A qui profite l'alluvion ou les relais des rivières. III, p. 103, n. 150-152.*
 — *Quid des îles formées dans les rivières? III, p. 107, n. 153-157.*
 — *A qui appartient le lit abandonné par une rivière, pour s'en former un nouveau. III, p. 108, n. 158.*
 — *Le curage des rivières qui ne sont pas parties du domaine public est à la charge des riverains; mais chacun n'y contribue*

que proportionnellement à ses propriétés riveraines, et suivant un rôle de répartition dressé par le préfet. Il en est autrement des cours d'eau qu'on ne peut appeler rivières. Le propriétaire du fonds supérieur, qui a intérêt au curage sur le fonds inférieur, doit l'y faire à ses frais. XI, p. 449, n. 527.

ROI.

- Le roi ne peut exercer la puissance judiciaire par lui-même, ni la faire exercer par son conseil d'Etat. I, p. 100, n. 152.

Voy. *Pouvoir, Souverain.*

ROULAGE.

- Le serment *in litem* peut être déféré aux propriétaires d'effets, ballots, etc., confiés aux messageries, commissionnaires de roulage, voituriers, etc., et qui se trouvent perdus. La disposition de la loi du 25 juillet 1793, qui fixait à cent cinquante francs l'indemnité due au propriétaire qui n'en avait pas fait l'évaluation en les chargeant, n'est plus en vigueur. *Quid* si les ballots contenaient de l'argent ? X, p. 360, n. 447.

ROUTE.

Voy. *Chemin.*

RUCHE.

- Quand les ruches à miel sont immenses. III, p. 10, n. 15.

RUE.

- De l'aliénation forcée, pour cause d'alignement ou d'élargissement des rues, et de l'indemnité à laquelle elle donne lieu. III, p. 184, n. 288-290.

RUINE.

- De la responsabilité à laquelle peut donner lieu la chute d'un édifice qui tombe de vétusté, par suite du défaut d'entretien, ou par le vice de sa construction. XI, p. 433, n. 517.

RUPTURE.

- De la révocation d'un testament, par la rupture des sceaux. V, p. 619, n. 684.

SAC.

- Ce qu'on peut retenir lors d'un paiement, pour passe de sac. VII, p. 78, n. 83.

SACREMENT.

- Le Code ne considère dans le mariage que le contrat civil, et non le sacrement. Abus qui résultaient de la confusion qu'on faisait autrefois de ces deux choses. I, p. 412, n. 488-494.

SAISIE-ARRÊT.

- Le débiteur ne peut payer valablement au préjudice des droits d'un tiers légalement connu, par exemple, au mé-

pris d'une saisie mise entre ses mains, soit par ses créanciers, soit par les créanciers de son créancier. VII, p. 31, n. 52-54.

- Le débiteur d'une rente peut opposer une quittance sous seing privé à la saisie-arrêt formée entre ses mains par le créancier de son créancier. VIII, p. 381, n. 249.

Voy. *Seing privé.*

SAISIE MOBILIÈRE.

- La femme demanderesse en séparation de biens peut saisir conservatoirement les objets mobiliers vendus en fraude de ses droits et non livrés par le mari. XIII, p. 99, n. 84.

SAISIE IMMOBILIÈRE.

- L'acquéreur sous seing privé d'un immeuble ne peut opposer son contrat au créancier saisissant du vendeur. VIII, p. 382, n. 281.
- La saisie immobilière des biens du mari ne suffirait pas seule pour motiver une demande en séparation de biens. XIII, p. 67, n. 56.
- Le droit qu'a le mari de jouir des propres de sa femme ne peut être saisi par ses créanciers : ils peuvent saisir seulement les fruits pendant sur ces propres. XII, p. 379, n. 401-402.

SAISINE.

- La possession annale prenait, dans nos anciennes coutumes, le nom de saisine ; elle donne au possesseur une action pour se faire maintenir ou réintégrer, même contre le véritable propriétaire. XI, p. 187, n. 123.

Voy. *Possession, Action possessoire.*

- De la saisine en faveur de l'héritier. IV, p. 91, n. 79.
- Nature de cette saisine ; elle est de droit non de fait. IV, p. 92, n. 80.
- Elle a les vices et les avantages de la possession du défant. IV, p. 93, n. 81.
- Ses effets sont le droit de transmission, et celui de former toutes les actions, même possessoires. IV, p. 94, n. 82.
- Elle est établie en faveur des créanciers, comme en faveur des héritiers. IV, p. 95, n. 83.
- Faculté de renoncer. Délais pour débiter. Après ces délais, l'héritier peut être forcé d'accepter ou de renoncer. IV, p. 98, n. 84, 85.

Voy. *Renonciation.*

- Il peut se mettre en possession sans recourir à la justice. IV, p. 96, n. 86.
- De la saisine des mineurs ; des intérêts des absents et du légataire universel. IV, p. 96, n. 87, 88.
- Les autres légataires et les héritiers irréguliers n'ont pas la saisine ; mais ils

transmettent leurs droits à leurs héritiers. IV, p. 87, n. 89, 90.

- Les héritiers directs ont la saisine, à l'exclusion des héritiers testamentaires ou légataires universels. *Secs des héritiers collatéraux*. V, p. 473, n. 494, 495.
- Le légataire n'a point, du jour du décès du testateur, la saisine de son legs de plein droit, hors un seul cas. V, p. 496, n. 820.
- Le testateur peut donner la saisine de son mobilier à l'exécuteur testamentaire. V, p. 837, n. 881.
- Cette saisine de fait n'empêche point la saisine légale de l'héritier qui, en offrant somme suffisante pour payer les legs mobiliers, arrête la saisine de l'exécuteur. V, p. 838, n. 883.

SALORGE.

- De la distance prescrite pour la construction d'une salorge près d'un marmitoyen ou non. III, p. 200, n. 331.

SALUBRITÉ.

- L'expropriation forcée peut être ordonnée par des motifs de salubrité. III, p. 484, n. 287.

SANCTION.

- La proposition de loi adoptée par les deux chambres ne devient loi que par la sanction royale. I, p. 47, n. 49-82.
- Utilité de cette formalité de la sanction. I, p. 47, n. 80-81.
- Ce qu'on nomme sanction de la loi, dans le sens des moralisées. I, p. 79, n. 86.

Voy. *Loi*.

SAUVETAGE.

- Qui doit procéder au sauvetage des navires échoués. IV, p. 47, n. 48.

SCEAU.

- De l'application du sceau du notaire sur les actes qu'il rapporte. Conséquences du défaut d'apposition. VIII, p. 116, n. 60.

SCELLÉ.

- Le créancier, muni d'un titre exécutoire, peut obtenir main-levée des scellés apposés à la requête de la femme demanderesse en séparation de corps. II, p. 100, n. 776.
- L'apposition des scellés avant l'inventaire n'est pas rigoureusement prescrite à l'héritier bénéficiaire. IV, p. 577, n. 565.
- L'héritier du sang, quelque testament qu'on lui oppose, peut toujours réquérir l'apposition des scellés. V, p. 480, n. 804.

SECONDES NOCES.

- La mère qui se remarie perd le droit de faire détenir ses enfants par voie de correction. II, p. 292, n. 1088.
- La mère qui se remarie doit se faire

maintenir dans la tutelle. II, p. 318, n. 1098.

- La mère remariée ne peut nommer un tuteur. II, p. 319, n. 1108.
 - Jusqu'à quel point l'époux marié en secondes noccs ne peut donner à son conjoint. V, p. 84, n. 75.
 - La condition de ne point se remarier doit-elle être réputée non écrite dans une donation? V, p. 286, n. 289.
 - Portion dont peut disposer, en faveur d'un second époux, celui qui, à l'époque de son décès, a des enfants ou des petits-enfants d'un premier mariage. V, p. 800, n. 874-878.
 - A qui profite la réduction. V, p. 802, n. 879-881.
 - Si l'époux qui se remarie contracte plusieurs mariages successifs, il ne peut donner une part d'enfant le moins prenant à chaque mari, mais une seule part à tous. V, p. 806, n. 882.
 - De la réduction en cas d'excès. V, p. 807, n. 885 et suiv.
- Voy. *Donation* (entre époux).
- Si la confusion du mobilier et des dettes résultant de la communauté légale établie entre époux qui ont ou dont l'un a des enfants d'un précédent mariage, opérant, au profit de l'un d'eux, un avantage supérieur à celui qu'autorise l'art. 1098, les enfants du premier lit auraient l'action en retranchement. XIII, p. 562, n. 288.
 - Comment prouver l'avantage. XIII, p. 565, n. 289, 290.

SECRET.

- Les notaires doivent garder le secret sur les communications qui leur sont faites en raison de leurs fonctions. VIII, p. 613, n. 424.

SEING PRIVÉ.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *Principes généraux du Code et des législations antérieures sur la force probante des actes sous seing privé.*
- SECT. 2. *De la reconnaissance et de la vérification des signatures privées.*
- SECT. 3. *Foi due aux actes sous seing privé reconnus ou vérifiés.*
- SECT. 4. *Formes prescrites pour la rédaction de certains actes sous seing privé; effets des actes dans lesquels ces formes n'ont point été observées.*

SECT. 1. *Principes généraux du Code et des législations antérieures sur la force probante des actes sous seing privé.*

- Les écritures privées ou sous seing privé ne font foi par elles-mêmes que de

- l'existence des caractères qui tombent sous nos sens. VIII, p. 221, n. 192.
- Néanmoins, quand elles ont la forme d'un acte, elles forment une apparence ou un commencement de preuve. Effets produits par cette apparence ou par ce commencement de preuve : 1^o obligation pour celui auquel on oppose l'écriture privée d'avouer ou de désavouer sa signature ; 2^o autorisation pour le demandeur, dans le cas de dénégation de la signature par le défendeur, ou de méconnaissance par ses héritiers ou ayant-cause, de faire faire la vérification par tous les genres de preuve. VIII, p. 292, n. 193-196, et p. 303, n. 210, 212.
 - De l'authenticité qu'acquerraient les actes sous seing privé par le dépôt qu'on en faisait à Rome dans des archives publiques, et de l'authenticité qu'ils acquièrent en France par le dépôt qu'en font, dans l'étude d'un notaire, toutes les parties qu'ils obligent. VIII, p. 294, n. 198-203.
 - Formalités prescrites pour la rédaction des actes sous seing privé chez les Romains. Force probante de ces actes. VIII, p. 303, n. 205, 206.
 - L'ordonnance de Moulins, de 1566, tout en prohibant en France la preuve testimoniale pour les contrats d'une valeur supérieure à 100 livres, maintint la foi due aux actes sous seing privé, et, comme conséquence, la vérification de ces actes par témoins, en cas de dénégation. VIII, p. 304, n. 207-211.
 - Il en est de même des lois postérieures ; elles autorisent simultanément trois genres de vérification des actes sous seing privé : par témoins, par titres et par experts. VIII, p. 315, n. 212.
 - L'ordonnance de Moulins, de 1566, n'enleva point leur force probante aux actes sous seing privé ; ils continuèrent même de former, avant d'être reconnus ou vérifiés, un commencement de preuve par écrit. IX, p. 80, n. 62.
 - L'ordonnance n'exigeait même pas que les écritures privées fussent signées, pour qu'elles formassent un commencement de preuve par écrit. IX, p. 93, n. 63.
 - Double effet que produit l'écrit sous seing privé contre celui auquel on l'oppose. IX, p. 98, n. 64.
 - Ce que statue à cet égard l'ordonnance de 1667. IX, p. 100, n. 68.
 - Suite et cohérence des principes du Code sur la preuve qui résulte des actes sous seing privé. IX, p. 181, n. 83.
- SECT. 2. De la reconnaissance et de la vérification des signatures privées.**
- Si la vérification par titres doit l'emporter sur les autres modes de vérifica-
- tion. Comment la relation d'un acte sous seing privé dans un acte authentique peut en prouver la sincérité. VIII, p. 314, n. 215.
- Diverses manières dont peut s'opérer la vérification par témoins. Du degré de certitude que donne chacune d'elles. VIII, p. 315, n. 214.
 - La dénégation ou la méconnaissance de l'acte sous seing privé n'empêche pas que la vérification ne puisse s'en faire tout d'abord par témoins, même par ceux qui n'étaient pas présents à la signature, mais qui auraient connaissance de faits qui supposent nécessairement l'existence de l'acte et la sincérité de la signature. VIII, p. 319, n. 218-219.
 - De la vérification des écritures par experts. Sa nature, argument qui en résulte. Son origine à Rome ; son introduction en France. VIII, p. 328, n. 219-222.
 - Quand la reconnaissance et la vérification des écritures privées, même commerciales, peuvent être demandées en justice. *Quid* de cas où l'obligation est conditionnelle ? Qui supporte les frais de la demande de reconnaissance, et ceux de la vérification. VIII, p. 331, n. 225-228.
 - Le créancier peut, avant l'échéance, demander la reconnaissance d'une obligation sous seing privé ; mais il ne peut prendre inscription, en vertu du jugement, qu'après l'échéance de l'obligation. Qui doit supporter les frais de la reconnaissance. VI, p. 691, n. 665, et VIII, p. 333, n. 224.
 - Le créancier peut-il, lors de ce jugement, demander que le débiteur soit condamné à payer avant l'échéance ? VIII, p. 338, n. 226.
 - En formant une demande fondée sur une écriture privée, on n'est pas obligé d'en demander la reconnaissance ou la vérification par l'exploit ; mais dans la crainte que le défendeur ne laisse défaut, il est plus sûr de l'assigner pour avoir acte de la reconnaissance, ou pour faire tenir l'écrit pour reconnu. VIII, p. 338, n. 229, 230.
 - Quoique l'écriture n'émane pas du défendeur, mais de son auteur, s'il ne comparait pas, elle est donnée pour reconnue. VIII, p. 340, n. 231.
 - Si le défendeur comparait sans égard de s'expliquer, on pourrait faire fixer un délai passé lequel l'écrit serait donné pour reconnu. VIII, p. 341, n. 232.
 - Incertitude de la vérification par la comparaison des écritures, et néanmoins nécessité de l'admettre. Si l'avis des experts en pareille matière suffit pour motiver une condamnation, et si les juges sont tenus de s'y conformer. Thé-

rie et résumé de la matière. VIII, p. 342, n. 233-237.

SECT. 3. Foi due aux actes sous seing privé, reconnus au téridé.

- Foi qu'obtient contre ceux qui l'ont souscrit, leurs héritiers ou ayant-cause, l'acte sous seing privé reconnu, ou légalement tenu pour tel. Explication de l'art. 1322, inexactement rédigé. VIII, p. 363, n. 238.
- Ce que prouve contre les tiers l'acte sous seing privé ainsi reconnu. Il peut servir de titre à la prescription. Seul, il ne prouve point la date de la convention; mais il forme un commencement de preuve par écrit, qui rend admissible la preuve testimoniale de la date. VIII, p. 364, n. 239, 240.
- Circonstances qui donnent une date certaine aux actes sous seing privé : l'art. 1328, qui en énonce trois, est démonstratif et non limitatif. VIII, p. 366, n. 241-243.
- Cet article est-il applicable aux matières commerciales ? VIII, p. 371, n. 244.
- Si les créanciers sont des tiers, ou s'ils sont des ayant-cause, relativement aux actes sous seing privé souscrits par leur débiteur. Différence qui existe entre un tiers et un ayant-cause. Application au cas de la vente d'un immeuble par un acte sous seing privé, d'une date antérieure à la vente authentique du même immeuble. Rétractation d'une erreur échappée à l'auteur. VIII, p. 373, n. 245, 246, et à la note, p. 377, n. 246.
- Application des mêmes principes aux constitutions d'hypothèques, d'usufruit, de servitude. VIII, p. 378, n. 247.
- Différence à cet égard entre l'usufruitier et le fermier. Explication de l'art. 1745. VIII, p. 380, n. 248.
- Le débiteur d'une rente peut opposer une quittance sous seing privé à la saisie-arrest formée entre ses mains par le créancier de son créancier. VIII, p. 381, n. 249.
- L'acquéreur d'une rente ou d'une créance ne peut opposer un contrat sous-seing privé au créancier saisissant du vendeur, si le contrat n'a pas été signifié au débiteur. VIII, p. 384, n. 250.
- L'acquéreur sous seing privé d'un immeuble ne peut opposer son contrat au créancier saisissant du vendeur. VIII, p. 382, n. 251.
- Celui qui a obtenu par défaut un jugement auquel il a été acquiescé par acte sous seing privé ne peut opposer cet acquiescement aux créanciers qui attaquent le jugement comme périmé, faute d'exécution dans les six mois. VIII, p. 382, n. 252.

— Si l'adjudicataire d'un bien vendu par expropriation forcée est l'ayant-cause du propriétaire exproprié. VIII, p. 384, n. 253.

— Actes sous seing privé du propriétaire qui peuvent être opposés à l'adjudicataire. VIII, p. 388, n. 254.

— Application des principes de l'auteur sur les ayant-cause, au cas d'une quittance sous seing privé, donnée au débiteur par le créancier, à une date antérieure à la cession que celui-ci a faite de sa créance à un tiers, par un acte sous seing privé. VIII, p. 388, n. 255.

Idem aux paiements faits par le sous-locataire au locataire principal. VIII, p. 392, n. 256.

— L'acte sous seing privé, constatant une vente faite *à non domino*, peut former un commencement de preuve par écrit, qui autorise l'acquéreur à prouver par témoins la durée de sa possession, afin d'établir la prescription. IX, p. 414, n. 73 à la note.

— L'acquéreur est obligé, sous l'empire de notre législation actuelle, d'entretenir le bail ou la concession d'un droit personnel de passage, d'usage, etc., qu'a faite son vendeur, même par acte sous seing privé, si le contrat qu'on lui oppose est antérieur à son acquisition. X, addit., p. 593, n. 12-14.

— La question de savoir si l'acte sous seing privé fait pleine foi de sa date contre les ayant-cause, dépend uniquement du sens qu'on attache à ce mot. X, addit., p. 598, n. 16, et p. 608, n. 25.

Voy. *Ayant-cause*.

SECT. 4. Formes prescrites pour la rédaction de certains actes sous seing privé ; effets des actes dans lesquels ces formes n'ont point été observées.

— Tous les contrats peuvent être faits par actes sous seing privé, à l'exception de ceux que la loi ordonne expressément de passer devant notaires. VIII, p. 392, n. 257.

— Les actes sous seing privés ne sont, en général assujettis à aucune forme, pas même à la date; il suffit qu'ils soient signés. Il y a même des écrits privés qui ont de la force sans signature. VIII, p. 393, n. 258-260.

— Il n'est pas nécessaire que ceux qui sont signés soient écrits par celui qui les signe, ni que l'écriture en soit approuvée. Exemple dans les compromis et dans les blancs-seings. Ce qu'on appelle blancs-seings. S'ils sont permis. Leurs abus. Répression de quelques uns de ces abus. VIII, p. 396, n. 261-276.

Voy. *Blanc-seing*.

— Dispositions relatives à la nécessité de

l'approbation en toutes lettres par celui qui a souscrit un billet qu'il n'a point écrit en entier. Explication de ces dispositions. VIII, p. 404, n. 272-308.

Voy. Approbation, Commencement de preuve par écrit.

— La peine de nullité est-elle attachée à la violation de la prescription de l'article 1326 du Code civil, relative au billet ou à la promesse sous seing privé? VII, p. 593, n. 505.

— De la disposition de l'art. 1325 du Code civil, qui prescrit de faire, en autant d'originaux qu'il y a de parties avec un intérêt distinct, les actes sous seing privé qui contiennent des conventions synallagmatiques. VIII, p. 453, n. 308 et suiv.

Voy. Double original.

— Celui qui a omis de signer un acte sous seing privé, constatant une convention entre plusieurs personnes, peut offrir de le signer avant la rétractation des autres signataires. Quand les signataires peuvent se rétracter avant que tous ceux qui doivent contracter aient signé. VIII, p. 515, n. 346, 347.

— L'acte sous seing privé, demeuré imparfait faute de signature de la part de quelques uns des contractants, ne peut produire d'effet entre les signataires. VIII, p. 517, n. 348.

— Les actes unilatéraux ne sont pas preuve d'obligation contre celui qui les a souscrits, pendant qu'ils demeurent en sa possession. Il en est de même des actes établissant la libération, comme les quittances; mais ils peuvent, suivant les circonstances, former un commencement de preuve par écrit, contre les héritiers du défunt qui les a signés. VIII, p. 519, n. 349-351.

— Des écrits qui, quoique non signés, font en certains cas preuve complète contre ou en faveur de ceux qui les ont écrits. VIII, p. 521, n. 352 et suiv.

Voy. Écriture non signée, Livres de commerce, Papiers domestiques.

— Quand il n'est pas nécessaire que les écritures privées soient signées de ceux auxquels on les oppose, pour former un commencement de preuve par écrit. IX, p. 219, n. 128-132.

— L'acte sous seing privé, non signé de l'une des parties, peut être ratifié par l'exécution volontaire. VIII, p. 723, n. 520.

— Le billet sous seing privé, souscrit mais non écrit par le débiteur, et dont il n'a pas approuvé la somme en toutes lettres, ne forme pas preuve complète contre lui; mais il forme du moins un commencement de preuve par écrit. Expli-

cation de l'art. 1426. IX, p. 421, n. 81, 82.

— Le souscripteur ne peut se faire absoudre, en offrant d'affirmer par serment qu'il n'a pas reçu la valeur du billet. *Ibid.*

— Dans quels cas l'acte nul comme acte authentique vaut comme acte sous seing privé. VIII, p. 199, n. 134, 135.

— Le défaut de signature de l'une des parties, dans un acte sous seing privé, indique que le contrat n'a point reçu sa perfection. VIII, p. 208, n. 141, 142.

SEMENCES.

— Quand les semences sont immeubles. III, p. 10, n. 15.

SÉPARATION DE BIENS.

SOMMAIRE.

CHAP. 1. De la séparation de biens conventionnelle.

CHAP. 2. De la séparation de biens judiciaire.

CHAP. 1. De la séparation de biens conventionnelle.

— En quoi la clause de séparation de biens, ou la séparation de biens conventionnelle, diffère de la clause d'exclusion de la communauté. XIV, p. 13, n. 12, 13.

— Origine de cette différence. XIV, p. 14, n. 14.

— Elle est conforme aux règles d'une saine interprétation. XIV, p. 18, n. 15.

— Parallèle de la clause de séparation de biens et du régime dotal. XIV, p. 40, n. 51.

— Quels sont les droits et les charges de la femme sous l'empire de cette clause. XIV, p. 41, n. 52, 53.

Quid si la femme laisse son mari jouir de ses biens? *Ibid.*, n. 54.

CHAP. 2. De la séparation de biens judiciaire.

SOMMAIRE.

SECT. 1. Quand et par qui peut être demandée la séparation de biens judiciaire.

SECT. 2. Procédure antérieure au jugement.

SECT. 3. Formalités prescrites pour l'exécution du jugement; conséquences de ces formalités.

SECT. 4. Effets de la séparation de biens judiciaire.

SECT. 1. Quand et par qui peut être demandée la séparation de biens judiciaire.

— La séparation de biens dissout la communauté. XIII, p. 41, n. 20.

- Motifs de l'introduction de cet expédient dans le droit civil. *Ibid.*
- Pour quelles causes elle peut être demandée. XIII, p. 43, n. 21, 22 et suiv.
- Ce qui constitue la dot. XIII, p. 46, n. 25-27.
- La femme dont la dot se compose d'un capital non restituable n'en peut pas moins obtenir la séparation de biens contre un mari dissipateur, sans attendre qu'il soit entièrement ruiné. XIII, p. 49, n. 24-28.
- La femme qui n'apporte en se mariant que son industrie pour soutenir les charges du ménage, peut néanmoins demander la séparation de biens. XIII, p. 54, n. 23.
- La femme dont la dot stipulée restituable est en péril peut demander la séparation de biens. XIII, p. 55, n. 29.
- Mais alors le désordre des affaires du mari ne suffit pas, si le péril de la dot n'est pas évident. *Ibid.*
- Si la dot de la femme ne se compose que d'immeubles d'un revenu considérable, la demande en séparation de biens ne peut être admise, tant que le mari fournit convenablement à l'entretien du ménage. XIII, p. 59, n. 30.
- Le péril de la dot autorise la femme mariée sous le régime dotal à demander la séparation de biens. Renvoi. XIV, p. 274, n. 232.
- Le défaut d'emploi de la dot, quand il a été stipulé, est un motif suffisant pour demander la séparation de biens. XIII, p. 59, n. 31.
- Mais, dans l'absence d'une stipulation positive à cet égard, le défaut d'emploi ne suffit pas, si le péril de la dot ne vient d'ailleurs s'y joindre. XIII, p. 60, n. 32.
- Le mari ne peut faire écarter la demande de séparation de biens, en prétendant qu'il n'a pu prévoir ni prévenir les événements par suite desquels la dot s'est trouvée compromise. XIII, p. 61, n. 53.
- Ni même en soutenant que sa femme a consenti à perdre ses sûretés. XIII, p. 62, n. 34.
- La femme qui, après avoir échoué une première fois dans sa demande en séparation de biens, la formerait une seconde fois, en l'appuyant sur des faits postérieurs, ne pourrait être repoussée par l'autorité de la chose jugée. XIII, p. 63, n. 55.
- La saisie immobilière des biens du mari ne serait pas seule un motif suffisant pour obtenir la séparation de biens. XIII, p. 67, n. 36.
- Le mari ne peut jamais être admis à demander la séparation de biens. XIII, p. 67, n. 37.
- Les créanciers personnels de la femme

ne peuvent demander en son nom la séparation de biens, sauf à exercer ses droits en cas de faillite ou de déconfiture du mari. XIII, p. 68, n. 38.

SUCC. 2. Procédure antérieure au jugement.

- La séparation de biens ne peut être volontaire. XIII, p. 68 et suiv., n. 39-48.
- La femme, pour former cette demande, doit être préalablement autorisée par le président du tribunal. XIII, p. 70, n. 40.
- Elle doit présenter en personne sa requête à fin d'autorisation. XIII, p. 71, n. 41.
- La demande en séparation de biens est dispensée du préliminaire de l'essai de conciliation. XIII, p. 71, n. 42.
- La femme mineure n'a pas besoin, pour procéder à cette demande, qu'il lui soit nommé un curateur. XIII, p. 71, n. 45.
- La demande en séparation de biens doit être signifiée au défendeur dans les formes ordinaires; mais elle doit être suivie de plusieurs formalités particulières. XIII, p. 72, n. 44.
- La première de ces formalités est l'inscription par le greffier du tribunal, d'un extrait de la demande sur un tableau à ce destiné. XIII, p. 72, n. 45.
- La seconde est l'inscription d'un extrait semblable, sur les tableaux placés dans l'auditoire des tribunaux de commerce, dans les chambres d'avoués de première instance et dans celles des notaires. XIII, p. 72, n. 46.
- La troisième est l'insertion de cet extrait au journal. Comment il en est justifié. XIII, p. 73, n. 47.
- Les formalités prescrites pour la publicité de la demande en séparation de biens doivent être littéralement observées, à peine de nullité. XIII, p. 75, n. 48.
- Il doit toujours exister un délai d'un mois entre l'accomplissement de ces formalités et le jugement qui prononce sur la demande en séparation. XIII, p. 74, n. 49.
- Comment se calcule ce délai. XIII, p. 75, n. 50-57.
- Voy. *Délai*.
- Quels sont les droits conservatoires dont l'art. 869 du Code de procédure civile réserve l'exercice à la femme demanderesse en séparation de biens. XIII, p. 92, n. 58.
- Motifs de cette réserve. XIII, p. 93, n. 59.
- Justice de cette réserve. XIII, p. 94, n. 60.
- Les droits qu'elle accorde ne peuvent être exercés qu'avec une autorisation du juge, donnée en connaissance de cause. XIII, p. 94, n. 61.
- Mais le droit d'administration reste au

mari pendant la litispendance. XIII, p. 98, n. 61.

— Cependant ce droit est moins étendu, quant aux biens de la femme, que pour les biens de la communauté. XIII, p. 96, n. 62.

— Le mari trouve dans la loi des moyens de faire cesser ce que peuvent avoir de gênant pour son administration les mesures conservatoires prises par la femme. XIII, p. 98, n. 63.

— Les mesures conservatoires permises à la femme s'étendent jusqu'à la saisie des objets mobiliers vendus en fraude de ses droits par le mari, et qui n'ont pas encore été livrés. XIII, p. 99, n. 64.

— Mais s'ils avaient été livrés, il faudrait, pour faire annuler la vente, qu'elle prouvât la complicité de l'acheteur. XIII, p. 100, n. 68.

— Il en serait de même du remboursement d'une rente propre de la femme, faite au mari pendant la litispendance. XIII, p. 101, n. 66.

— A l'expiration du délai prescrit par l'art. 869 du Code de procédure civile, l'instance en séparation de biens se suit dans les formes ordinaires. XIII, p. 101, n. 67.

— Il peut être prononcé sur la demande, sans que la preuve par témoins ait été ordonnée. XIII, p. 102, n. 68.

— On ne peut déferer le serment décisive sur les faits qui motivent une demande de séparation de biens. X, p. 488, n. 578.

— Les aveux du mari ne font pas preuve. XIII, p. 104, n. 65.

— Les créanciers du mari ne doivent point être assignés lors de l'instance en séparation de biens. Ils ont seulement la faculté d'intervenir. XIII, p. 104, n. 70.

— Ils peuvent se faire communiquer la demande et les pièces produites à l'appui. XIII, p. 104, n. 71.

SECT. 3. *Formalités prescrites pour l'exécution du jugement. Conséquences de l'inaccomplissement de ces formalités.*

— Formalités prescrites pour assurer la publicité du jugement qui prononce la séparation de biens. XIII, p. 108, n. 72.

— Ces formalités doivent être remplies, et l'exécution du jugement commencée, dans la quinzaine qui suit le jugement, à peine de nullité de la séparation. XIII, p. 107, n. 73, 74.

— Mouls de cette disposition. XIII, p. 109, n. 78.

— Cette nullité peut-elle être opposée par le mari? XIII, p. 110, n. 76.

— Quels actes peuvent être considérés comme un commencement d'exécution

devent faire prolonger le délai de quinzaine. XIII, p. 110, n. 77.

— Un compromis sur la liquidation des droits et reprises de la femme, passé dans la quinzaine, aurait cet effet. XIII, p. 110, n. 78.

— L'art. 873 du Code de procédure civile n'a modifié en rien la rigueur des dispositions de l'art. 1444 du Code civil. XIII, p. 110, n. 79-81.

— Le terme *ad quem* est toujours compris dans le délai de quinzaine, prescrit par cet article. XIII, p. 120, n. 80.

— La femme qui n'a pas commencé l'exécution du jugement de séparation dans le délai de quinzaine, ne peut réopposer la tierce-opposition des créanciers de son mari par la fin de non recevoir qu'établit l'art. 873 du Code de procédure civile. XIII, p. 122, n. 82-84.

— Quand toutes les formalités prescrites pour la publicité et l'exécution du jugement de séparation ont eu lieu, les créanciers du mari ont un an pour se pourvoir par tierce-opposition contre ce jugement. XIII, p. 124, n. 84, 85, 81, 82.

— La liquidation des droits de la femme peut être faite, soit par le jugement qui prononce la séparation de biens, soit par un jugement ou un acte séparé. XIII, p. 125, n. 86.

— Le délai d'un an accordé aux créanciers du mari pour attaquer par tierce-opposition le jugement de séparation, s'applique au chef de ce jugement qui prononce la liquidation des droits de la femme. XIII, p. 125, n. 86.

— Soit si la liquidation des droits de la femme a été faite par un jugement séparé. XIII, p. 129, n. 87.

— Ces expressions, *en fraude de leurs droits*, employées dans la rédaction de l'art. 1447 du Code civil, n'ont pas la même signification que dans l'article 1167. XIII, 151, n. 88.

— Le droit d'intervention et de tierce-opposition accordé aux créanciers du mari par l'art. 1447, n'est point fondé sur le dol personnel des époux, mais sur le préjudice possible pour les créanciers. XIII, p. 158, n. 89, 90.

— Ce droit accordé aux créanciers du mari est spécial au cas de dissolution de la société conjugale. Il n'existe pas pour les autres sociétés. XIII, p. 158, n. 88.

— Après l'expiration du délai d'un an, les créanciers ne peuvent plus exercer l'action révocatoire accordée par l'article 1167, et fondée sur le dol personnel des époux. XIII, p. 159, n. 95.

— Dans quel délai doit être intentée par les créanciers l'action en nullité de la séparation, pour l'observation des forma-

imprescrites. Distinction. XIII, p. 148, n. 94.

SECT. 4. Effets de la séparation de biens judiciaire.

- C'est la séparation de biens, et non le jugement qui l'autorise qui dissout la communauté. XIII, p. 180, n. 93-97.
- Les effets du jugement qui prononce la séparation, remontent au jour même de la demande. XIII, p. 134, n. 98.
- Tout ce que la femme acquiert depuis et y compris le jour de sa demande en séparation lui est propre, et les créanciers du mari n'y ont aucun droit. XIII, p. 138, n. 99.
- Le principe que les effets du jugement de séparation remontent au jour de la demande s'applique aussi bien aux tiers qu'aux époux entre eux. XIII, p. 186, n. 100-102.
- Le mari chef de la communauté, en conserve l'administration pendant l'instance en séparation, sauf les mesures conservatoires de la femme. XIII, p. 161, n. 103.
- *Quid* de la validité des ventes de meubles ou d'immeubles de la communauté, que le mari aurait pu faire dans cet intervalle? *Ibid.*
- *Quid* des emprunts qu'il aurait contractés? XIII, p. 163, n. 104.
- Les intérêts de la dot et des reprises de la femme séparée de biens, courent du jour de la demande en séparation. XIII, p. 163, n. 105.
- La femme séparée de biens reprend l'administration de ses biens meubles et immeubles. XIII, p. 164, n. 106.
- Mais la puissance maritale subsiste néanmoins. Ses effets. XIII, n. 164, n. 107.
- Quels sont les actes permis à la femme séparée de biens, sans qu'elle ait besoin d'autorisation. II, p. 20, n. 632.
- Dans quel cas le mari est garant des emplois et des collocations à faire par la femme séparée de biens. XIII, p. 166, n. 108.
- La femme séparée de biens est tenue de continuer d'habiter avec son mari. XIII, p. 167, n. 109.
- Réciproquement, la femme séparée de biens a le droit d'obliger son mari à la recevoir chez lui. Moyen de l'y contraindre. XIII, p. 172, n. 116.
- Sous l'empire du Code, les séparations volontaires, quelles qu'en soient les circonstances, ne peuvent produire aucun effet. XIII, p. 177, n. 111.
- Malgré la séparation de biens, le mari est toujours présumé propriétaire des meubles qui garnissent le domicile con-

jugal, sauf la preuve contraire. XIII, p. 178, n. 112, 113.

— *Socis des marchandes*, si la femme, marchande publique avant la séparation, avait continué le commerce depuis, et tenu une comptabilité régulière. XIII, p. 180, n. 118.

— Si la femme accepte le mobilier de la communauté en paiement de ses droits, la prudence lui prescrit de faire constater cette cession par acte notarié, ou du moins de faire enregistrer l'acte sous seing privé qui la constate. XIII, p. 180, n. 114.

— Quelles sont, par rapport à l'entretien du ménage commun, les charges de la femme séparée de biens. XIII, p. 182, n. 119.

— Les époux peuvent toujours rétablir, par un consentement mutuel, la communauté dissoute par une séparation judiciaire. XIII, p. 181, n. 117.

— A quelles conditions. XIII, p. 181, n. 118.

— Ce n'est qu'à l'égard des époux entre eux, et non à l'égard des tiers, que tous les effets de la séparation sont censés non avenus par suite du rétablissement de la communauté. XIII, p. 182, n. 119, 120.

— La séparation de biens judiciaire ne donne pas ouverture aux droits de survie. La femme seule conserve le droit de les exercer lors de la dissolution de la communauté, par la mort civile ou naturelle du mari. XIII, p. 184, n. 121.

— Peut-elle y renoncer? XIII, p. 184, n. 122.

— Distinction relative à la faculté que chacun a de renoncer à ses droits. *Ibid.*

— La séparation de biens obtenus par la femme ne lui enlève pas le droit d'accepter la communauté ou d'y renoncer. XIII, p. 182, n. 123, 129.

— La séparation de biens ne donne pas lieu à l'ouverture du préciput conventionnel. XIII, p. 300, n. 306.

Voy. Préciput conventionnel.

— Résultats de la séparation de biens, quant aux droits de la femme. XIV, p. 274, n. 283.

— Après la séparation de biens, la femme autorisée par la justice à aliéner ses immeubles, n'est pas tenue d'observer les formalités prescrites pour la vente des biens des mineurs. Rectification d'une erreur échappée à l'auteur à cet égard. XIV, p. 276, n. 285 à la note.

— La séparation de biens fait cesser, en faveur de la femme, l'inaliénabilité de ses immeubles dotaux, de même qu'elle en fait cesser l'imprescriptibilité. XIV, p. 274, n. 283.

— La séparation de biens donne seule lieu à la restitution de la dot pendant le ma-

riage. XIV, p. 200, n. 254, et *ibid.*, p. 298, n. 262.

SÉPARATION DE CORPS.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *Quand et par qui peut être formée la demande en séparation de corps.*
 SECT. 2. *Procédure antérieure au jugement.*
 SECT. 3. *Effets de la séparation de corps prononcés par jugement.*

SECT. 1. *Quand et par qui peut être formée la demande en séparation de corps.*

- Origine de la séparation de corps. II, p. 86, n. 755.
- Les causes de la séparation de corps sont les mêmes que celles du divorce, pour causes déterminées. II, p. 87, n. 758.
- La communication du mal vénérien n'est point par elle-même une cause de séparation de corps. II, p. 87, n. 757.
- La séparation de corps du consentement mutuel est défendue. Conséquences quant à l'aveu et à l'acquiescement du défendeur. II, p. 83, n. 758-760.
- Des fins de non-recevoir qu'on peut opposer à la demande en séparation de corps, et spécialement de la réconciliation. II, p. 90, n. 761, 762.
- Le choix de la séparation de biens rend-il la demande en séparation de corps non recevable ? II, p. 92, n. 765.
- Le mari peut-il écarter la demande de séparation de corps, en prouvant que sa femme a provoqué les mauvais traitements dont elle se plaint ? II, p. 92, n. 764.
- L'option faite pour la séparation de corps est une fin de non-recevoir contre la demande du divorce. II, p. 61, n. 709, 710.

SECT. 2. *Procédure antérieure au jugement.*

- Forme de la procédure en séparation de corps. II, p. 96, n. 763-771.
- La femme n'a pas besoin d'être autorisée pour présenter la requête préalable à la demande en séparation de corps ; le mineur peut la présenter sans assistance et sans autorisation d'un conseil de famille. II, p. 97, n. 764, 767.
- La femme, après l'ordonnance qui l'autorise à former la demande en séparation de corps, peut prendre toutes mesures conservatoires. II, p. 100, n. 772.
- Les témoignages des parents et des domestiques sont admis à l'appui des demandes en séparation de corps. II, p. 98, n. 769.
- On ne peut déférer le serment décisif sur les faits qui motivent une demande

en séparation de corps. X, p. 432, n. 578.

SECT. 3. *Effets de la séparation de corps prononcés par jugement.*

- Effets de la séparation de corps. II, p. 99, n. 772-785.
- Elle ne dissout pas le lien du mariage. II, p. 99, n. 772.
- Elle dispense les époux de la cohabitation. II, p. 99, n. 773.
- Elle rend à la femme l'administration de ses biens, et donne lieu à la liquidation de la communauté. II, p. 99, p. 774, 775.
- L'effet de la séparation de biens, suite de la séparation de corps, ramène au jour de la demande. II, p. 100, n. 776.
- Les mesures à prendre à l'égard des enfants, dans le cas de séparation de corps, sont les mêmes que dans le cas de divorce. II, p. 101, n. 777.
- Condamnation qui doit être prononcée, en même temps que la séparation de corps, contre la femme adultère. II, p. 101, n. 778.
- L'obligation réciproque pour les époux de se fournir des aliments, subsiste après la séparation de corps. II, p. 102, n. 780.
- Les donations et autres avantages matrimoniaux, faits par contrat de mariage, ne sont pas révoqués de plein droit par la séparation de corps, au préjudice de l'époux contre lequel elle a été obtenue. La révocation ne peut même avoir lieu. II, p. 102, n. 781.
- Comment cessent les effets de la séparation de corps. II, p. 100, n. 782.
- La séparation de corps ne fait point cesser la présomption légale de paternité. II, p. 124, n. 811.
- La séparation de corps ne fait pas perdre seule le droit de succession légitime. IV, p. 233, n. 272.
- La séparation de corps dissout la communauté. XIII, p. 40, n. 49.
- La séparation de corps ne donne pas lieu à l'ouverture du préciput conventionnel. XIII, p. 408, n. 394.
- L'époux contre lequel la séparation de corps a été prononcée, ne conserve pas son droit au préciput conventionnel suspendu jusqu'à la mort de l'un des conjoints : il le perd absolument. XIII, p. 400, n. 393.
- Voy. *Préciput conventionnel.*
- Quand la séparation de corps peut servir à motiver la demande en divorce. II, p. 42, n. 674.

SÉPARATION DE DETTES.

- Définition de la classe de dettes en de dettes, distinction de la classe

et quitte, quoiqu'elle tende au même but. XIII, p. 440, n. 346.

- La clause de séparation de dettes est expresse ou tacite. Quand tacite. XIII, p. 442, n. 340-350.

Quelles dettes comprend la clause de séparation de dettes. XIII, p. 450, n. 351.

- Malgré la séparation de dettes, les intérêts des dettes, qui ont couru depuis le mariage, sont à la charge de la communauté. XIII, p. 453, n. 352.

- Des réglemens auxquels donne lieu, entre époux, la clause de séparation de dettes, et des traités qu'ils peuvent faire à cet égard pendant le mariage. XIII, p. 455, n. 353.

- *Quid* si la dette personnelle de l'un des époux consistait dans une rente perpétuelle ? XIII, p. 455, n. 351.

- Quant aux époux entre eux, les effets de la clause de séparation de dettes sont les mêmes qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas eu d'inventaire de leur apport respectif. XIII, p. 455, n. 354.

- Mais si un inventaire ou état authentique n'a pas eu lieu, les créanciers de l'un des conjoints peuvent poursuivre leur paiement sur tout le mobilier qu'ils trouvent dans la communauté. XIII, p. 455, n. 356.

SÉPARATION DES PATRIMOINES.

- De la séparation des patrimoines. IV, p. 344, n. 838-843.

- Par qui et dans quel temps elle peut être demandée. IV, p. 345, n. 839, 844.

- Elle ne s'étend point aux biens aliénés avant la demande, mais seulement sur le prix dû. IV, p. 346, n. 840, 841.

- *Quid* dans le cas de nantissement ou d'hypothèque du fait de l'héritier ? IV, p. 346, n. 842, 845.

- Les créanciers ou légataires à terme ou sous condition, et les créanciers de rentes constituées, peuvent demander la séparation. IV, p. 349, n. 845.

- Le droit cesse quand il y a novation dans la créance. IV, p. 349, n. 846.

- Les créanciers de l'héritier ne peuvent demander la séparation des patrimoines. IV, p. 349, n. 847.

- Les créanciers qui l'ont obtenue exercent néanmoins tous leurs droits sur les biens de l'héritier. IV, p. 350, n. 848.

- Espèce particulière de novation dans le cas où conformément à l'art. 879 du Code, la séparation des patrimoines ne peut plus être demandée par le créancier d'une succession. VII, p. 344, n. 285.

- La séparation des patrimoines ne peut être demandée par les créanciers lors du

partage d'une communauté. XIII, p. 285, n. 211.

SÉPULTURE.

Voy. *Inhumation*.

SERMENT.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *Du serment en général.*

SECT. 2. *Du serment promissoire.*

SECT. 3. *Du serment affirmatif.*

SECT. 1. *Du serment en général.*

- Nature, définition et analyse du serment. X, p. 482, n. 343-345.

- C'est un lien nul pour ceux qui sont sans religion ; mais il peut raffermir les gens religieux et faibles. X, p. 484, n. 346.

- On a eu tort de retrancher du serment la formule de l'imprécation, qui n'y est plus que sous-entendue. Les juges peuvent et doivent la rappeler. X, p. 485, n. 347.

- De la formule du serment ; de sa simplicité dans nos usages. Il doit être prêt suivant le rite du culte que chacun professe ; et quelle qu'en soit la formule, l'invocation et l'imprécation y sont implicitement renfermées. X, p. 486, n. 481, 482.

- Elles sont également renfermées dans l'affirmation judiciaire, — qui, dans le langage du barreau, est synonyme de serment. X, p. 471, n. 485.

- On ne pourrait donc annuler une enquête où il serait dit que les témoins *ont affirmé*. Il en serait autrement, s'il était dit qu'ils *ont promis*, à moins qu'il ne fût ajouté qu'ils ont fait cette promesse conformément à tel article de la loi, lequel exige le serment. X, p. 472, n. 484, 485.

- Il est bon de s'assurer que celui qui *affirme* en justice, attache à ce mot l'idée de *serment* ; s'il manifestait une intention contraire, l'affirmation serait sans effet. X, p. 474, n. 486.

- Erreur de Grotius, qui a cru que le serment renfermait une promesse faite à Dieu. X, p. 456, n. 348.

- Il existe deux espèces de serment, le serment promissoire et le serment affirmatif. Le second seul est considéré comme tenant lieu de preuve. X, p. 458, n. 349, 350.

- Si la condition d'affirmer par serment doit être considérée comme licite, soit dans les contrats, soit dans les testaments. VI, p. 281, n. 489.

SECT. 2. *Du serment promissoire.*

- Étendue donnée au serment promissoire.

saire, pour accroître la juridiction des juges ecclésiastiques; il n'est qu'un accessoire de l'engagement qui n'y ajoute aucune force dans le for extérieur. X, p. 439, n. 531, 532.

- La disposition du droit romain, qui validait les obligations des mineurs accompagnées du serment, n'était pas reçue en France. X, p. 461, n. 535.
- C'est un serment promissoire, que celui que prêtent les fonctionnaires publics, même les pairs, avant de commencer l'exercice de leurs fonctions. C'est cette prestation qui achève de leur conférer le caractère d'hommes publics; tout acte d'autorité publique qu'ils feraient auparavant est nul. X, p. 462, n. 534, 535.
- Devant qui les membres de l'autorité judiciaire doivent prêter serment. Ils doivent le renouveler en changeant de fonctions ou de territoire. X, p. 463, n. 536, 537.
- Le serment promissoire est aussi exigé des interprètes, des jurés, des experts et des témoins. Les témoins qui refusent de le prêter sont punis de la peine prononcée contre les débauchés. X, p. 469, n. 538.
- Dans quelle intention on exige un serment des témoins, ce que doit contenir ce serment. IX, p. 469, n. 562.

SER. 5. Du serment affirmatif.

- Le serment affirmatif est judiciaire ou extrajudiciaire. On n'est point obligé de prêter ni de référer le serment extrajudiciaire déferé sans convention; mais s'il est déferé en vertu d'une convention, on ne peut se dispenser de le prêter, ni le référer. X, p. 470, n. 539-562.
- Le serment déferé au bureau de conciliation est extrajudiciaire; mais s'il est accepté, il devient alors conventionnel, et produit le même effet que le serment décisoire. X, p. 471, n. 563.
- Il existe deux espèces de sermens judiciaires, le serment décisoire et le serment suppléatif, ou déferé d'office. X, p. 474, n. 564.

SOMMAIRE.

- ART. 1. Du serment décisoire.
- ART. 2. Du serment déferé d'office.

ART. 1. Du serment décisoire.

- Le serment décisoire est une véritable transaction conditionnelle. X, p. 476, n. 565.
- La délation de ce serment n'étant qu'une offre, peut être rétractée jusqu'à l'acceptation. X, p. 477, n. 566.
- On ne suit point en France la disposi-

tion du droit romain, qui portait que celui qui a rétracté sa délation du serment, ne peut le déferer une seconde fois. X, p. 478, n. 567.

- Si celui auquel le serment est déferé ne l'accepte pas, il ne se forme pas de transaction; mais la loi l'oblige alors à remplir l'engagement qu'on lui oppose, ou à référer le serment. X, p. 479, n. 568, 569.
- Il ne peut même référer le serment, s'il lui a été déferé sur un fait qui lui soit personnel. X, p. 479, n. 570.
- On ne peut déferer le serment décisoire que sur un fait personnel à celui auquel on le déferé, et on ne peut le déferer à son héritier, que sur le point de savoir s'il a connaissance du fait. X, p. 480, n. 571, 572.
- Le serment contenant une transaction, il faut, pour le déferer, ainsi que pour l'accepter, être maître de ses droits. X, p. 481, n. 573.
- Par qui le serment peut être déferé; s'il peut l'être par l'interdit, le mineur, le tuteur, la femme mariée, le mandataire, le mineur émancipé. X, p. 481, n. 574, 575.
- Le serment peut être déferé aux maîtres, sur quelque contestation que ce soit, sur laquelle on puisse transiger, quoiqu'on ne puisse pas compromettre. X, n. 485, p. 577.
- On ne peut déferer le serment sur les faits qui motivent une demande de séparation, soit de corps, soit de biens. X, p. 486, n. 578.
- Hors les cas où la loi le défend, le serment peut être déferé dans toute instance civile, lors même qu'il n'existerait aucun commencement de preuve, et que l'adversaire serait dans l'impossibilité de le référer. X, p. 487, n. 579.
- Le serment peut même être déferé sur les faits contenus dans des actes authentiques, et quoiqu'ils soient dits posés en présence des notaires. Il peut même être déferé sur la sincérité de ces actes. Il peut l'être sur un endossement. X, p. 488, n. 580.
- Il peut l'être sur la vérité des faits contenus dans une enquête; mais non sur des faits de subornation de faux témoignage. X, p. 489, n. 581.
- Le serment décisoire peut être déferé en tout état de cause, même du chef d'appel. X, p. 490, n. 582.
- La prestation du serment décisoire tient lieu de paiement, et a plus de force qu'un jugement. X, p. 491, n. 583.
- Celui qui a déferé le serment peut dispenser de le prêter, son adversaire, qui a déclaré être prêt à le faire, et le ser-

ment est alors censé prêté. X, p. 491, n. 384.

- Du cas où celui auquel le serment avait été déféré est mort sans l'avoir prêté. Distinction à cet égard. X, p. 491, n. 388.
- Après la prestation du serment, on n'est plus recevable à en prouver la fausseté; et quoique le Code pénal punisse la perjure, la condamnation du coupable ne profite point à celui qui avait déféré le serment. X, p. 493, n. 386-389.
- Un del personnel, tel que la soustraction du titre qui prouve la demande, peut donner lieu à la restitution contre la délation du serment. X, p. 802, n. 390.
- Le serment ne forme preuve qu'entre les parties, leurs héritiers ou ayant-causé. Il ne peut nuire ni profiter aux tiers. *Quid à l'égard des cautions, des débiteurs et des créanciers solidaires?* X, p. 805, n. 391, 392.
- Le serment n'a d'effet, même entre les parties, qu'à l'égard de la chose sur laquelle il a été déféré, et non à l'égard d'une autre. Règle à suivre pour connaître quand la chose est la même. X, p. 808, n. 395-398.
- Le serment est indivisible comme les aveux. X, p. 806, n. 396.
- On peut déférer à celui qui a souscrit un billet, sans approuver en toutes lettres la somme portée dans ce billet, le serment décisoire sur le point de savoir s'il n'en a pas reçu la valeur. XIII, p. 423, n. 291, 292.
- Celui qui a souscrit un billet, mais ne l'a point écrit lui-même, et qui n'a point approuvé en toutes lettres la somme exprimée dans ce billet, ne peut se faire absoudre, en offrant d'affirmer par serment qu'il n'a pas reçu la valeur du billet. Ce billet forme contre lui un commencement de preuve par écrit. IX, p. 421, n. 81, 82.

ART. 2. Du serment déféré d'office.

- Il existe deux espèces de serments déferés d'office, le serment *supplétif* et le serment *in litem*. X, p. 809, n. 337.

SOMMAIRE.

- § 1. Du serment *supplétif*.
- § 2. Du serment *in litem*.

§ 1. Du serment *supplétif*.

- Différence du serment décisoire et du serment *supplétif*, qui n'a rien de commun avec une transaction. X, p. 810, n. 398.
- L'empire de l'habitude et du préjugé a fait seul maintenir la délation du serment *supplétif*, dont l'expérience démontre

l'inutilité, et que réprouvent la raison et les principes du droit. X, p. 810, n. 398, 400.

- Dans quelles causes et dans quelles circonstances il doit être déféré. X, p. 814, n. 401 et suiv.
- Le juge ne peut le déférer, même sur la demande de l'autre partie, lorsqu'il a une preuve complète. X, p. 817, n. 403-408.
- Le serment *supplétif* pourrait être déféré, si la preuve ne consistait que dans une enquête. X, p. 821, n. 406.
- Qu'entend le Code par une demande *non totalement dénuée de preuves*? Il faut des commencemens de preuve par écrit pour déférer le serment *supplétif* au-dessus de 180 fr. X, p. 821, n. 407, et IX, p. 218, n. 194.
- Mais les déclarations faites à l'audience et même en bureau de paix peuvent tenir lieu de ce commencement de preuve. X, p. 822, n. 408.
- Au-dessous de 180 fr., il n'est pas besoin de commencement de preuve par écrit; les présomptions suffisent. X, p. 823, n. 409.
- Les présomptions qui déterminent à déférer le serment *supplétif* doivent être plus fortes que celles qui font admettre la preuve testimoniale. C'est de reste un point abandonné à la prudence des juges. X, p. 823, n. 410, 411.
- C'est encore à l'arbitraire du juge qu'il est laissé de décider à qui du demandeur ou du défendeur le serment doit être déféré; mais dans le doute, c'est au défendeur qu'il faut le déférer. Le serment s'appelle alors *purgatoire*. X, p. 827, n. 412, 413.
- La moralité des parties et les circonstances de la cause peuvent apporter des exceptions à ce principe. X, p. 829, n. 414.
- Dans notre législation, la déposition d'un seul témoin en faveur du demandeur peut suffire pour lui faire déférer le serment. Il en est de même de l'aveu extrajudiciaire fait hors de la présence du créancier. X, p. 830, n. 418, 416.
- Les livres des marchands suffisent pour autoriser à leur déférer le serment; il suffit que ces livres ne soient pas représentés, pour que le juge soit autorisé à déférer le serment à leurs adversaires. Secus des livres tenus par un particulier non commerçant. X, p. 832, n. 417.
- Dans les contestations entre commerçants et non commerçants, il résulte, suivant les circonstances, des livres des commerçants un commencement de preuve par écrit qui peut être complété par le serment *supplétif*. VIII, p. 846, n. 346.
- L'acte non valable, par exemple l'acte sous seing privé non fait multiple,

quoiqu'il émane des conventions synallagmatiques, est un commencement de preuve par écrit, qui peut être complété par le serment suppléatif. VIII, p. 475, n. 524-525.

— Le serment peut être déferé d'office pour compléter le commencement de preuve résultant d'un écrit parlant d'une dette, sans en énoncer la quotité. IX, p. 492, n. 115-116.

— Le serment suppléatif ne doit pas être admis dans les causes d'une grande importance; par exemple, dans les questions d'état ou de mariage. X, p. 435, n. 414, 419.

— Le juge ne peut déferer le serment suppléatif que sur un fait personnel à celui qui doit le prêter, et à la différence de serment décisive, il ne peut le déferer aux veuves ni aux héritiers. X, p. 434, n. 420, 421.

— Régulièrement, le serment suppléatif doit être déferé par un intermédiaire ou avant-faire-droit. Cependant le jugement rendra sous la condition d'un serment à prêter n'est pas nul. X, p. 436, n. 432.

— Le serment suppléatif ne peut être réferé, et le juge ne peut changer sa première détermination, X, p. 436, n. 425.

— On le pourrait, malgré l'acquiescement au jugement qui ordonne la prestation du jugement, si l'on découvrait, depuis le serment prêté, des pièces nouvelles qui en démontreraient la fausseté, quand bien même elles n'auraient pas été retenues par le fait de celui qui l'a prêté. Si le jugement est en dernier ressort, on recourt alors à la requête civile. X, p. 439, n. 426, 427.

— Le délai de l'appel et de la requête civile court du jour où la pièce nouvelle a été découverte. Comment on peut prouver ce jour. X, p. 442, n. 428, 429.

§ 2. Du serment *in litem*.

— Du serment déferé d'office sur la valeur de la chose demandée, ou du serment dit *in litem*, ou en *placide*. Principes du droit romain sur ce serment. X, p. 342, n. 450-454.

— Le juge devait conformer sa sentence au serment *in litem*, mais il pouvait n'y avoir aucun égard, si des preuves contraires avaient été découvertes depuis. X, p. 340, n. 455.

— Analogie du serment *in litem* et du serment suppléatif. Le premier a un fondement plus solide que l'autre. X, p. 330, n. 456.

— Disposition de l'ancienne législation française sur le serment *in litem*. Elle y adjoignait assez généralement la preuve

par commissaire renommé. X, p. 331, n. 457, 458.

— Dispositions du Code sur ce serment. Il ne parle point de l'adjonction de la preuve par commissaire renommé, mais il ne l'exclut point, et elle est souvent nécessaire. X, p. 334, n. 459, 460.

— Le serment *in litem* ne doit être ordonné que quand le fait de spoliation est prouvé, et qu'il est impossible de prouver autrement la valeur des choses demandées. Exemple dans le cas du tuteur qui n'a pas fait inventaire des biens du mineur. Exemple contraire dans le cas du tuteur qui n'a pas tenu de livres de compte. X, p. 456, n. 441-445.

— Le serment *in litem* peut être déferé contre celui qui refuse injustement d'exhiber un acte décisif. Il peut l'être contre l'héritier du spoliateur, et même, suivant les circonstances, à l'héritier du propriétaire dépossédé. X, p. 337, n. 444-446.

— Le serment *in litem* peut être déferé aux propriétaires d'effets, ballots, etc., confiés aux messagers, aux entrepreneurs de roulage, voituriers, bateliers, etc., qui se trouvent perdus. La disposition de la loi du 25 juillet 1793, qui fixait à 180 fr. l'indemnité due au propriétaire qui n'en avait pas fait l'évaluation en les chargeant, n'est plus en vigueur. Quid si les ballots contenaient de l'argent? X, p. 330, n. 447.

— Explication et justification de la disposition de l'art. 781, contraire au droit commun, qui ordonne la détermination du serment au maître contre le serviteur, porté paiement des gages de l'année écoulée, et sur la quotité des gages. Ce serment ne peut être également déferé aux héritiers du maître. X, p. 334, n. 448, 450.

— Si le dépôt nécessaire est prouvé, mais que la valeur en reste incertaine, à qui doit être déferé le serment d'office. IX, p. 316, n. 197.

— Si le juge admet le serment *in litem* du voyageur pour l'estimation des effets qui lui ont été volés dans une auberge, hôtellerie ou voiture publique, il doit déterminer la somme jusqu'à concurrence de laquelle le serment sera reçu. XI, p. 333, n. 284.

— Quid si le voyageur présente avec lui des espèces d'or ou d'argent, des bijoux, etc.? XI, p. 334, n. 285.

— La seule déclaration du voyageur plaignant ne suffit pas pour lui faire déferer le serment *in litem*, et pour ainsi condamner l'aubergiste. XI, p. 337, n. 286.

Voy. *Aubergiste*.

SERVAGE DOMESTIQUE

Voy. *Servitude*.

SERVICE MILITAIRE.

- Peine prononcée contre le Français qui prend sans autorisation de son Gouvernement du service militaire chez l'étranger. I, p. 241, n. 271.

SERVITEUR.

- Explication et justification de la disposition de l'art. 1781, contraire au droit commun, qui ordonne la délation du serment au maître contre le serviteur, sur le paiement des gages de l'année échue, et sur la quotité des gages. Ce serment ne peut être déferé aux héritiers du maître. X, p. 364, n. 448-450.

SERVITUDE.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *De la nature des servitudes tant réelles que personnelles ou mixtes. Notions générales sur les servitudes.*
- SECT. 2. *Des servitudes établies par la loi, et de celles qui dérivent de la situation des lieux.*
- SECT. 3. *Des servitudes établies par le fait de l'homme.*
- SECT. 4. *De la manière d'user d'une servitude.*
- SECT. 5. *De la manière dont s'éteignent les servitudes.*
- SECT. 6. *Des actions relatives aux servitudes.*

SECT. 1. *De la nature des servitudes tant réelles que personnelles ou mixtes. Notions générales sur les servitudes.*

- Origine des servitudes réelles et personnelles. III, p. 88, n. 90, 91.
- Nature des servitudes en général. III, p. 256, n. 376 et suiv.
- Quand les terres sont libres ou en servitude. III, p. 256, n. 376.
- Définition des servitudes en général. III, p. 258, n. 377.
- Elles ne consistent qu'à souffrir ou à s'abstenir, et non à faire. Pourquoi. III, p. 259, n. 378, 379.
- L'obligation de planter des arbres n'est pas une servitude. III, p. 240, n. 380.
- Différence de la servitude et de l'obligation. III, p. 241, n. 381.
- Divisions des servitudes en personnelles et réelles. III, 241, n. 382.
- Improprété de l'expression de servitudes *personnelles*; il faut les appeler *mixtes*. III, p. 243, n. 383.
- L'obligation est toujours purement réelle dans les servitudes; conséquences de ce principe. III, p. 220, n. 343, 349.
- La dette que le mari contracte pendant le mariage, pour affranchir d'une servitude passive un immeuble qui lui est propre, n'est point à la charge de la

communauté légale. XII, p. 361, n. 227.

- Tentative pour changer la dénomination de servitude. III, p. 244, n. 384.
- Il n'existe plus que trois servitudes personnelles, auxquelles on a évité de donner ce nom. III, p. 245, n. 385.
- Les servitudes sont des choses incorporelles. III, p. 247, n. 386.
- Les servitudes sont immeubles par la détermination de la loi. III, p. 42, n. 17.
- Des servitudes réelles, ou servitudes selon le Code. III, p. 327, n. 469 *bis* et suiv.
- La propriété souterraine, la propriété superficielle, et la copropriété ou communauté, ne doivent point être confondues avec les servitudes. III, p. 327, n. 469 *bis*.
- Définition de la servitude. III, p. 342, n. 470.
- De l'héritage servant et de l'héritage dominant. III, p. 342, n. 471.
- Ce qu'on entend par héritage. III, p. 343, n. 472.
- Tous les immeubles peuvent être grevés de servitudes, aussi bien que ceux qui appartiennent aux particuliers, que ceux qui dépendent du domaine public ou du domaine municipal. III, p. 345, n. 473-483.
- Néanmoins les immeubles affectés à un service public ne peuvent être grevés de servitudes incompatibles avec ce service. *Ibid.*

SECT. 2. *Des servitudes établies par la loi, et de celles qui dérivent de la situation des lieux.*

- Des servitudes établies par la loi, et de celles qui dérivent de la situation des lieux. Pourquoi l'auteur en traite dans un même chapitre. III, p. 336, n. 484.
- En quoi consistent les servitudes qui dérivent de la situation des lieux. *Ibid.*

SOMMAIRE.

- ART. 1. *Des servitudes légales établies pour l'utilité publique ou communale.*
- ART. 2. *Des servitudes légales établies pour l'utilité des particuliers.*

ART. 1. *Des servitudes légales établies pour l'utilité publique ou communale.*

- Des servitudes établies pour l'utilité publique ou communale. III, p. 539, n. 486 et suiv.
- Division de chemins. Législation sur les chemins. Compétence pour la classification des chemins, et le jugement des contestations qui y sont relatives. III, p. 560, n. 39 et suiv.

Voy. *Chemin*.

- Lorsque les chemins publics sont impra-

- ticables, les riverains doivent passage sur leurs terres, moyennant indemnité. III, p. 503, n. 495, 506.
- Des chemins de halage. III, p. 570, n. 507.
- De la défense de bâtir autour des places de guerre. III, p. 571, n. 507 bis.
- De la source qui fournit l'eau nécessaire à une communauté d'habitants. III, p. 573, n. 508.
- ART. 2. Des servitudes légales établies pour l'utilité des particuliers.**
- Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux, relativement aux eaux. En quoi elles consistent. III, p. 575, n. 509.
- Des ouvrages faits au préjudice de ces servitudes. III, p. 574, n. 510, 511.
- Le propriétaire du fonds inférieur est obligé de permettre l'entrée de son héritage au propriétaire du fonds supérieur, pour y établir le cours des eaux, obstrué d'une manière nuisible à ce fonds, soit naturellement, soit par cas fortuit; mais c'est aux frais du propriétaire du fonds supérieur que doit se faire ce rétablissement. XI, p. 449, n. 527.
- De la distance requise pour planter des arbres près de l'héritage voisin. III, p. 576, n. 512, 515.
- Quand on peut demander que les arbres plantés trop près soient arrachés. III, p. 577, n. 514.
- *Quid* si les arbres étaient plantés antérieurement au Code? Pourrait-on remplacer ceux qui tomberaient ou seraient abattus? III, p. 577, n. 515.
- Du droit d'aller cueillir ses fruits qui tombent sur l'héritage voisin. III, p. 578, n. 517.
- Des vues sur la propriété voisine. III, p. 580 n. 518-536.
- Voy. Vus.**
- De la servitude de gouttière ou d'égout des toits. III, p. 585, n. 537-546.
- Voy. Égout (des toits).**
- De la servitude de passage. III, p. 400, n. 547-553.
- Voy. Passage.**
- De la servitude d'échelage ou de tour d'échelle. III, p. 407, n. 559-565.
- Voy. Echelle.**
- De la servitude de parcours et de la vaine pâture. III, p. 414, n. 564.
- SECT. 5. Des servitudes établies par le fait de l'homme.**
- Des servitudes établies par le fait de l'homme. Si les plaintes élevées contre le peu d'étendue de ce chapitre sont fondées. III, p. 416, n. 568.

SOMMAIRE.

ART. 1. Des personnes qui peuvent établir

et de celles qui peuvent acquérir des servitudes.

ART. 2. Des diverses espèces de servitudes qu'on peut établir: Dénominations des servitudes.

ART. 3. De la manière dont s'établissent les servitudes.

ART. 4. Des personnes qui peuvent établir et de celles qui peuvent acquérir des servitudes.

SOMMAIRE.

§ 1. Des personnes qui peuvent établir des servitudes.

§ 2. Des personnes qui peuvent acquérir des servitudes.

§ 1. Des personnes qui peuvent établir des servitudes.

— Des personnes qui peuvent établir les servitudes. III, p. 418, n. 567 et suiv.

— Le propriétaire seul, et non l'usufruitier, peut en établir. III, p. 418, n. 567.

— Ceux qui ne sont pas maîtres de leurs droits, et les administrateurs des biens d'autrui, ne le peuvent. III, p. 418, n. 568, 569.

— Le nu-propriétaire ne le peut sans le consentement de l'usufruitier. III, p. 419, n. 570.

— Quelles servitudes peut établir ou abandonner le nu-propriétaire. *Ibid.* et III, p. 293, n. 459.

— Il est obligé d'accorder sur ses autres fonds, à l'usufruitier, toutes les servitudes nécessaires. III, p. 293, n. 440.

— *Quid* de ceux qui ont une propriété résoluble ou grevée d'hypothèques? III, p. 419, n. 571.

— Une servitude établie sur un héritage n'empêche point d'en établir de nouvelles, si elles ne nuisent point à la première. III, p. 420, n. 572.

— Des servitudes établies par un des copropriétaires d'un immeuble indivis. III, p. 420, n. 575.

— De celles qu'établirait le possesseur annuel. III, p. 422, n. 574.

§ 2. Des personnes qui peuvent acquérir des servitudes.

— Des personnes qui peuvent acquérir des servitudes. III, p. 423, n. 578 et suiv.

— Ceux qui ne sont pas maîtres de leurs droits, le possesseur pro qua et celui qui stipule pour autrui, peuvent en acquérir. III, p. 423, n. 575-577.

— L'usufruitier jouit de toutes les servitudes dues en faveur du fonds. III, p. 275, n. 418.

— On peut en acquérir pour un fonds

- qu'on a l'espérance d'avoir. III, p. 424, n. 578.
- Le propriétaire par indivis peut en acquérir. III, p. 424, n. 579.
 - Quid de l'usufruitier? III, p. 424, n. 580.
 - Application à la constitution des servitudes du principe que la propriété s'acquiert par le seul effet des conventions. IV, p. 58, n. 60.
- ART. 2. Des diverses espèces de servitudes qu'on peut établir; division des servitudes.**
- Des diverses espèces de servitudes qu'on peut établir, et de leurs divisions. III, p. 426, n. 581 et suiv.
 - Il est permis d'établir toutes les servitudes qui ne sont contraires ni à l'ordre public ni aux bonnes mœurs. III, p. 426, n. 581.
 - Mais il faut qu'elles ne soient imposées ni aux personnes ni en faveur des personnes; sans quoi ce ne seraient plus des servitudes, mais des obligations personnelles, ou des espèces de rentes foncières, toujours rachetables. Application à des exemples. III, p. 427, n. 581-587.
 - Le droit de chasse peut devenir l'objet d'une servitude. IV, p. 14, n. 19.
 - Comment connaître si un droit est imposé au fonds ou établi en faveur de la personne. III, p. 450, n. 588-590.
 - Les servitudes légales peuvent être modifiées par la convention. III, p. 454, n. 591.
 - Pour stipuler une servitude, il faut y avoir intérêt; quelle espèce d'intérêt est nécessaire. III, p. 435, n. 592-595.
 - Division des servitudes en urbaines et rurales. Définitions. III, p. 459, n. 596.
 - Division des servitudes en continues et discontinues, apparentes et non-apparentes. Définitions. III, p. 442, n. 597.
 - Division des servitudes en affirmatives et négatives. Définitions. III, p. 444, n. 598.

ART. 5. De la manière dont s'établissent les servitudes.

- Comment s'établissent les servitudes dues au fait de l'homme. III, p. 444, n. 599, 600.

SOMMAIRE.

- § 1. De l'établissement des servitudes par titres.
- § 2. De l'établissement des servitudes par la destination du père de famille.
- § 3. De l'établissement des servitudes par la prescription.
- § 1. De l'établissement des servitudes par titres.
- De l'établissement des servitudes par

titres. On peut en établir par toute espèce de titres habiles à transférer la propriété. III, p. 445, n. 601.

- On peut en établir purement et simplement, pour un temps limité et sous condition. III, p. 446, n. 602.
- Comment peut être remplacé le titre constitutif de la servitude. III, p. 446, n. 603.
- Des droits de servitude énoncés dans un jugement d'adjudication. III, p. 447, n. 604.
- La règle *in antiquis verba enunciativa probant* peut-elle s'appliquer aux servitudes? VIII, p. 242, n. 168.

§ 2. De l'établissement des servitudes par la destination du père de famille.

- De la destination du père de famille, quant à l'établissement des servitudes; ce que c'est, et d'où elle résulte; comment on la connaît. III, p. 448, n. 605, 606.
- Diversité de l'ancienne législation à cet égard. Dispositions du Code. III, p. 449, n. 607, 608.
- Ce qu'il faut prouver pour invoquer la destination du père de famille, et comment on le prouve. III, p. 450, n. 608-611.
- Elle peut être invoquée contre le propriétaire qui a disposé de l'un des héritages. III, p. 456, n. 612.
- Mais peut-on l'invoquer à l'égard des servitudes discontinues et apparentes? III, p. 457, n. 615.
- Motifs de la différence établie entre les servitudes continues et apparentes, et les discontinues quoique apparentes, en ce qui concerne la destination du père de famille. III, p. 460, n. 614.
- La destination du père de famille ne produit d'effet que quand elle a le caractère de la perpétuité. III, p. 461, n. 615.

§ 3. De l'établissement des servitudes par la prescription.

- De la prescription en matière de servitude. De la difficulté de cette matière en droit romain, et sous l'empire des anciennes coutumes. III, p. 462, n. 616, 617.
- Ce que c'est que la prescription; le Code en admet deux espèces. III, p. 464, n. 619.
- Les servitudes continues et apparentes peuvent seules s'acquérir par la prescription trentenaire. Pourquoi. III, p. 465, n. 620, 621.
- Quid des servitudes discontinues qui s'annoncent par des ouvrages édifiés et incorporés dans l'héritage voisin? III, p. 466, n. 622, 623.

- La possession même immémoriale ne saurait tenir lieu de titre, à l'égard des servitudes non apparentes, si ce n'est pour celles acquises avant la promulgation du Code. III, p. 470, n. 624, 625.
 - Lorsque la prescription n'était pas entièrement acquise à l'époque de la promulgation du Code, toute possession antérieure est devenue inutile. III, p. 471, n. 626.
 - La possession immémoriale pourra faire présumer un jour des servitudes acquises avant la promulgation du Code. Ce que c'est que cette possession; comment elle se prouve. III, p. 471, n. 627, 628.
 - Des témoins auriculaires pourront, dans certains cas, suffire pour prouver la possession immémoriale nécessaire pour l'acquisition de servitudes aujourd'hui imprescriptibles, mais qu'on prescrivait autrefois. IX, p. 400, n. 284, 285.
 - Si le titre émané de non domino, joint à la bonne foi, rend prescriptibles les servitudes discontinues, et les servitudes continues non apparentes. Qu'elle espèce de prescription serait alors exigible. III, p. 473, n. 629-631.
 - Comment commence et continue la possession constitutive de la prescription relativement aux servitudes. III, p. 479, n. 632, 635.
 - Application aux servitudes continues et apparentes. III, p. 479, n. 634-636.
 - Id. aux servitudes continues non apparentes. III, p. 481, n. 637-640.
 - La possession des servitudes discontinues sans titre est réputée précaire; mais la possession jointe au titre fait courir la prescription. III, p. 484, n. 641.
 - Caractères que doit avoir la possession. III, p. 485, n. 642.
 - Explication de la règle *tantum proscriptum, quantum possessum*. III, p. 485, n. 645.
 - Le mode d'exercer un droit en change la nature. III, p. 486, n. 644.
 - De la prescription du droit accessoire, par la possession du principal. III, p. 487, n. 645.
 - Si le droit d'égout rend prescriptible le droit d'échelage. III, p. 488, n. 646.
- SECT. 4. De la manière d'user de la servitude.**
- Des droits du propriétaire du fonds dominant, ou de la manière d'user de la servitude. III, p. 490, n. 647 et suiv.
 - Le droit se règle par le titre; mais on peut acquérir des droits plus étendus par la prescription, quand elle est admise. III, p. 490, n. 647, 648.
 - La limitation du droit ne se présume

pas; mais il ne s'étend qu'aux besoins du fonds, dans l'état où il était au moment de la concession. Application au droit de passage et au droit de prise d'eau. III, p. 491, n. 649-651.

— Comment s'exerce le droit, si le fonds dominant est partagé ou devient indivis. III, p. 494, n. 652.

— Il y a des servitudes qui ne sont pas dues à tout le fonds. III, p. 498, n. 655.

— On doit les restreindre au strict nécessaire. III, p. 496, n. 654.

— C'est au débiteur de la servitude à indiquer le mode de l'exercer, s'il est incertain. Application au droit de passage, au droit de puisage, au droit de vue. III, p. 496, n. 655-661.

— La possession, l'intention des parties, le but de la servitude, interprètent les titres. III, p. 498, n. 659.

— Quand le mode de la servitude est établi par le titre ou par la possession, on n'y peut plus rien changer. III, p. 499, n. 662.

— En accordant une servitude, on accorde tout ce qui est nécessaire pour en user. III, p. 499, n. 663.

— Les ouvrages pour le maintien de la servitude sont aux frais du propriétaire du fonds dominant. On peut stipuler qu'il n'en devra pas faire. III, p. 500, n. 664, 665.

— L'endroit où s'exerce la servitude continue d'appartenir au propriétaire du fonds servant. III, p. 501, n. 666.

SECT. 5. De la manière dont s'éteignent les servitudes.

— Comment s'éteignent les servitudes. III, p. 502, n. 666 bis.

— De l'extinction par la confusion. Elle a lieu lors de la réunion totale des deux fonds dans la même main. III, p. 503, n. 666 ter.

— Les acquêts de communauté n'opèrent point la confusion. III, p. 504, n. 667.

— Elle cesse par l'événement d'une condition résolutoire, ou par l'éviction de l'un des fonds. III, p. 504, n. 668.

— Quid de l'acceptation d'une succession, et de la vente de l'universalité de la succession? III, p. 504, n. 668, 669.

— Les servitudes ainsi éteintes ne reviennent en général que par la destination du père famille. III, p. 504, n. 669.

— Les servitudes s'éteignent par la renonciation ou par la remise expresse ou tacite. III, p. 505, n. 671.

— La remise expresse est bornée à ce qui s'y trouve exprimé. III, p. 506, n. 672.

— De la remise tacite. III, p. 506, n. 673.

— Le consentement tacite aux ouvrages qui empêchent la servitude en opère-t-il la remise? III, p. 506, n. 674.

- Le copropriétaire par indivis peut-il remettre la servitude ? III, p. 809, n. 678.
 - De l'extinction de la servitude par le rachat volontaire ou forcé. III, p. 809, n. 678-678.
 - De l'extinction de la servitude par l'abandon du fonds servant. Ce qu'il faut abandonner. III, p. 810, n. 679, 680.
 - De l'extinction de la servitude par la résolution du droit de celui qui l'avait constituée. Distinctions et applications. III, p. 814, n. 682.
 - La résolution du droit de celui en faveur de qui la servitude était établie n'éteint pas la servitude. III, p. 813, n. 681.
 - L'obligation de faire établir, au profit d'un fonds une servitude sur le fonds d'autrui ne s'éteint pas par cela seul que le propriétaire du premier fonds l'a aliéné sans céder expressément à l'acquéreur son droit à la servitude. VII, p. 848, n. 404.
 - De l'extinction des servitudes par l'expiration du temps, ou par l'événement de la condition résolutoire sous laquelle elles avaient été établies. III, p. 821, n. 685.
 - De l'extinction par la ruine ou par le changement du fonds qui doit la servitude, ou de celui auquel elle est due. III, p. 822, n. 684, 685.
 - De l'extinction par le non-usage ou par la prescription trentenaire. Sur quoi fondée. III, p. 824, n. 687-689.
 - Le non-usage n'opère point la libération, si le propriétaire du fonds dominant ne peut faire cesser l'obstacle. III, p. 828, n. 690-693.
 - S'il faut que l'acte contraire ait été fait par le propriétaire du fonds servant. III, p. 829, n. 692.
 - C'est au titre des prescriptions qu'il faut recourir, pour savoir quand la prescription des servitudes est suspendue. III, p. 831, n. 694.
 - Application à la suppression momentanée de l'édifice servant, de l'édifice dominant et d'un édifice intermédiaire. III, p. 832, n. 695-697.
 - Prescription du mode de la servitude. III, p. 834, n. 698, 699.
 - L'usage d'un droit plus étendu, mais de même nature, conserve le droit moins étendu. III, p. 835, n. 700.
 - Différence entre faire plus et faire autre chose. III, p. 836, n. 701, 702.
 - Si la servitude n'est pas limitée par le titre, un seul acte d'usage la conserve illimitée, et pourquoi. III, p. 839, n. 703.
 - Deux personnes peuvent conserver leur droit l'une pour l'autre. III, p. 840, n. 705.
 - On peut conserver son droit par autrui. III, p. 841, n. 706.
 - Un mineur contre lequel la prescription ne court pas conserve le droit de ses consorts à la servitude. III, p. 841, n. 707.
 - *Quid* dans le cas de succession de propriétaires du fonds servant ou du fonds dominant ? III, p. 842, n. 708.
 - Les vestiges d'une servitude conservent le droit. III, p. 842, n. 709.
 - Inutilité de la doctrine de l'indivisibilité des servitudes. III, p. 845, n. 710.
 - Si les servitudes prédiales sont réellement indivisibles dans le sens de l'article 1217 du Code civil. VI, p. 818, n. 784-791.
- SUCC. G. Des actions relatives aux servitudes.
- Des actions relatives aux servitudes. III, p. 844, n. 711 et suiv.
 - Des actions confessoires et négatoires. III, p. 844, n. 711.
 - Des actions possessoires et pétitoires. III, p. 845, n. 712.
 - L'action possessoire est toujours admise pour les servitudes continues et apparentes. III, p. 845, n. 715.
 - Mais la preuve incombe au demandeur. III, p. 846, n. 714.
 - L'action possessoire n'est point admise pour les autres servitudes, à moins qu'il n'y ait titre, ou que la possession n'ait commencé plus d'un an avant le Code. III, p. 847, n. 715-717.
 - Quels juges connaissent des actions relatives aux servitudes. III, p. 850, n. 718.
 - Qui a le droit de les exercer. III, p. 851, n. 719.
 - Il n'est pas nécessaire de faire inscrire le titre constitutif des servitudes, comme on le fait pour les hypothèques. III, p. 852, n. 720.
 - Mais il doit avoir une date certaine, et il peut être utile de le faire transcrire. III, p. 852, n. 721.
 - Peut-on exiger un titre nouvel du débiteur d'une servitude ? III, p. 853, n. 722.
- SÉVICES.
- Définition des sévices, considérés comme cause de divorce ou de séparation de corps. II, p. 41, n. 672.
 - Peuvent-ils être excusables dans le mari, au point qu'il ne soit pas du devoir du juge de prononcer la séparation de corps ou le divorce, toutes les fois qu'ils sont prouvés ? II, p. 92, n. 764.
- SEXU.
- Différences que le sexe introduit entre les personnes dans leur état civil. I, p. 148, n. 187.

SIGNATURE.

- Ce qu'on entend par signature dans un testamentolographe. Le surnom suffit-il? V, p. 547, n. 575, 574.
- Place de la signature. V, p. 549, n. 578.
- Les dispositions ajoutées après la signature seraient nulles. V, p. 545, n. 570.
- *Quid* s'il y avait plusieurs dispositions, les unes signées les autres non signées? V, p. 545, n. 570.
- *Quid* si la signature n'était pas détachée du corps de l'acte, ou qu'elle fût suivie de quelques lignes? V, p. 580, n. 576.
- Il n'est pas nécessaire de faire mention de la signature. V, p. 546, n. 572.
- De la signature du testament notarié. V, p. 419, n. 434-448.
- *Voy. Testament (notarié).*
- La déclaration de ne savoir signer, quand on le sait, annule le testament, mais n'annule pas les autres actes. V, p. 451, n. 459, 441.
- Quelle doit être la signature pour être valable. V, p. 452, n. 442, 445.
- De la signature du testament mystique. V, p. 487, n. 475, 474, 483, 484.
- De la nécessité de la signature, et de la mention de la signature des notaires, des témoins et des parties au pied des actes authentiques, et de la mention qui doit être faite de l'impossibilité où les parties seraient de signer. VIII, p. 144, n. 86-95.
- *Quid* si l'une des parties déclarait ne savoir signer, quoi qu'elle le sût faire? VIII, p. 181, n. 95.
- La signature doit régulièrement être celle du nom de famille. VIII, p. 182, n. 94.
- La signature ou la mention qui en tient lieu doit être mise à la fin de l'acte. VIII, p. 185, n. 98.
- Des signatures mal formées ou illisibles. VIII, p. 185, n. 96.
- Le défaut de signature d'une partie laisse l'acte imparfait jusqu'à sa signature. VIII, p. 160, n. 103.
- L'acte authentique, nul par défaut de formes, vaut comme acte sous signatures privées, s'il est signé de toutes les parties. Pourquoi. Conséquences. VIII, p. 199, n. 134, 135.
- L'acte authentique, non signé des parties, et nul pour défaut de formes, ne présente point un commencement de preuve par écrit; mais s'il est signé de toutes les parties, il peut faire preuve complète; et s'il n'est signé que d'une partie, même dans le cas où il énonce un engagement synallagmatique, il forme un commencement de preuve par écrit. IX, p. 182, n. 86-88.
- L'acte authentique, nul par défaut de

forme ou par incompétence des notaires, peut former un commencement de preuve par écrit, contre celui qui ne l'a pas souscrit, parce qu'il ne sait pas écrire. IX, p. 186, n. 90.

- Celui qui l'a signé peut retirer son consentement jusqu'à ce que tous aient signé. *Quid* si quelques uns de ceux qui ont signé se sont obligés solidairement pour ceux qui n'ont pas signé? VIII, p. 201, n. 153-158.
 - On peut offrir de signer le contrat avant et non après la rétractation de ceux qui l'ont signé, ni après leur mort. VIII, p. 204, n. 159.
 - Le défaut de signature de l'une des parties, dans un acte sous seing privé, indique que le contrat n'a point reçu sa perfection. VIII, p. 208, n. 141, 142.
 - Il n'est pas nécessaire que chaque original d'un acte sous seing privé, fait double, soit signé des deux parties. VIII, p. 809, n. 344.
 - L'un des doubles peut être signé dans un lieu, l'autre dans un autre; l'un dans un temps, l'autre dans un autre. Chacun de ces doubles peut aussi être, signé successivement, par chacune des parties, dans un lieu différent. VIII, p. 812, n. 348.
 - Celui qui a omis de signer un acte sous seing privé, constatant une convention entre plusieurs contractans, peut offrir de le signer avant la rétractation des autres signataires. Quand les signataires peuvent se rétracter avant que tous ceux qui doivent contracter aient signé. VIII, p. 815, n. 346, 347.
 - L'acte sous seing privé, demeuré imparfait faute de signature de la part de quelques-uns de ceux qui devaient contracter, ne peut produire d'effet entre les signataires. VIII, p. 817, n. 348.
 - Les actes unilatéraux ne font pas preuve d'obligation contre celui qui les a souscrits, pendant qu'ils demeurent en sa possession; il en est de même des actes établissant la libération, comme les quittances; mais ils peuvent, suivant les circonstances, former un commencement de preuve par écrit contre les héritiers du défunt qui les a signés. VIII, p. 819, n. 349-351.
 - Quand il n'est pas nécessaire que les écritures privées soient signées de ceux auxquels on les oppose pour former un commencement de preuve par écrit. IX, p. 319, n. 129-132.
 - Des écrits qui, quoique non signés, font, en certains cas, preuve complète contre ou en faveur de ceux qui les ont écrits. VIII, p. 824, n. 352 et suiv.
- Voy. Ecritures non signés, Liens de commerce, Papiers domestiques.*
- Le contrat non signé de l'une des par-

des peut être ratifié par l'exécution volontaire. VIII, p. 795, n. 890.

SIGNE.

- Le consentement peut-il être constaté par des signes? VI, p. 39, n. 35.

SIGNIFICATION.

- La simple signification du jugement qui prononce la séparation de biens peut-elle être considérée comme un commencement d'exécution, qui doit faire prolonger le délai de quinzaine prescrit par l'art. 1444 du Code civil? XIII, p. 118, n. 77.

SILENCE.

- Quelles inductions on peut tirer du silence que l'une des parties s'obstine à garder devant le magistrat. IX, p. 198, n. 117.
- On ne doit pas regarder comme avenu le silence gardé sur l'interpellation d'une partie à l'occasion d'un fait : ce n'est qu'aux interpellations du juge que les parties sont tenues de répondre. X, p. 403, n. 299.

SIMULATION.

- La simulation n'est pas réprouvée quand elle ne porte préjudice à personne; exemple dans les donations déguisées. IX, p. 283, n. 160, 161.
- De là cette règle de droit, qu'on peut faire indirectement ce que la loi permet de faire directement. IX, p. 283, n. 162.
- Du dol par simulation, ou dol positif. IX, p. 271, n. 170.
- Le dol commis postérieurement aux contrats simulés, et à l'occasion de ces contrats, ne peut être prouvé par témoins, par ceux qui y étaient parties, ni par leurs ayant-cause. Application aux reconnaissances d'apport dans les contrats de mariage, aux quittances de dot, aux donations déguisées, aux quittances imprudemment données. IX, p. 279, n. 178-184, et p. 301, n. 190, 191.

SIMULTANÉITÉ DE PRÉSENCE.

- Le Code exige la simultanéité de présence et de consentement de toutes les personnes qui ont été parties au contrat de mariage, pour qu'il y soit valablement innové par une contre-lettre. Pourquoi. XII, p. 74, n. 50.

SOCIÉTÉ.

- Ce mot, dans le sens de l'art. 829 du Code civil, diffère du mot *compagnie*. XII, p. 162 et 169, n. 97 et 101.
- Distinction entre le cas où les membres d'une société mettent en commun la propriété des choses qu'ils y apportent, et celui où ils ne mettent en commun que la jouissance de ces choses. Consé-

quences quant aux obligations respectives des parties, et aux effets de la perte des choses qui ont dû être mises en commun par les associés. VII, p. 850, n. 481-461.

- Si la livraison de la chose qui doit être mise en société est nécessaire pour en rendre la société propriétaire. Examen de l'art. 1867 du Code civil. VII, p. 832, n. 484-488.
- Les dettes de la société ne peuvent être compensées avec les créances particulières de chaque associé, et vice versa. VII, p. 455, n. 578.
- L'existence des sociétés commerciales en nom collectif et en commandite ne peut être prouvée que par écrit; mais l'immixtion d'un des associés commanditaires dans la gestion peut être prouvée par témoins; et dans le cas d'un commencement de preuve par écrit on peut prouver par témoins l'existence même des sociétés. IX, p. 367, n. 255, 254.
- La mise des associés ne peut être prouvée par témoins. IX, p. 374, n. 258.
- La société des personnes, dans le mariage, peut exister sans la société des biens. XII, p. 4, et suiv., n. 3.
- Il est pourtant assez naturel que des deux sociétés coexistent. XII, p. 3, n. 4. Voy. *Communauté de biens entre époux*.

SOEUR.

- Des successions dévolues aux frères ou sœurs ou descendants d'eux. IV, p. 208, n. 215-222.

Voy. *Succession*.

SOLIDARITÉ.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *Ce que c'est que la solidarité; dans quels cas elle a lieu.*
- SECT. 2. *Des effets de la solidarité, soit entre les créanciers, soit entre les débiteurs solidaires.*

- SECT. 1. *Ce que c'est que la solidarité; dans quels cas elle a lieu.*

- Ce que c'est que la solidarité. Elle ne se présume point. Le droit et l'obligation se divisent de plein droit : ainsi, le droit d'accroissement n'a point lieu dans les contrats, à moins que l'objet de l'obligation ne soit indivisible, ou que l'un des contractans n'ait traité pour lui et pour un tiers dont il n'avait point de procuration. VI, p. 739, n. 709-715.
- Si l'un des débiteurs non solidaires est incapable ou insolvable, la perte est pour le créancier. VI, p. 745, n. 714.
- Si le mari et la femme, ou si plusieurs mineurs représentés par leur tuteur, ou assistés de leur curateur, sont comptés pour une ou pour plusieurs personnes, lorsqu'ils stipulent ou promettent conjointement

tement avec d'autres créanciers ou d'autres débiteurs. VI, p. 745, n. 715-718.

- La solidarité ne peut être établie que par la loi, par la convention ou par la volonté du testateur : dans tous les cas, elle doit être établie d'une manière expresse ; mais le mot solidaire peut être remplacé par des équivalents. VI, p. 750, n. 720, 721.
- Le legs mis à la charge de deux héritiers réunis dans le testament par une disjonctive les constitue débiteurs solidaires. VI, p. 739, n. 707.
- L'obligation peut être solidaire, quoique les débiteurs soient obligés différemment. VI, p. 732, n. 722.
- De la solidarité prononcée en faveur des créanciers d'une succession, contre tout détenteur de l'héritage hypothéqué. IV, p. 737, n. 828-834.

Voy. Dette.

- Il n'y a point de solidarité entre plusieurs personnes qui ont géré sans mandat l'affaire d'autrui. XI, p. 53, n. 48.
- Il n'existe plus aujourd'hui aucune disposition de loi qui permette de prononcer la solidarité entre plusieurs personnes condamnées pour un même quasi-délit ou pour une même contravention, comme on doit le faire pour un crime ou pour un délit, et l'on ne peut établir aucune solidarité entre ceux qui habitent la maison de laquelle il a été jeté quelque chose de nuisible. XI, p. 192, n. 148-152.
- Si plusieurs locataires habitent une maison incendiée, sans qu'on sache par où le feu a commencé, tous sont solidairement responsables du préjudice causé. Comment quelques uns pourraient se soustraire à cette responsabilité. XI, p. 229, n. 170.
- La solidarité n'a pas lieu contre les copropriétaires d'un édifice dont la chute cause préjudice à autrui. XI, p. 437, n. 317.
- La solidarité n'est parfaite que si les obligations ont pour objet la même chose, et ont été contractées au même moment et par le même acte. Conséquences. VI, p. 872, n. 723.

SECT. 2. Des effets de la solidarité, soit entre les créanciers, soit entre les débiteurs solidaires.

- Des effets de la solidarité entre les créanciers. VI, p. 753, n. 725.
- La remise faite par l'un des créanciers solidaires ne libère le débiteur que pour la part de ce créancier. Si le créancier solidaire, qui a reçu toute la dette, doit tenir compte aux autres de leur portion. VI, p. 754, n. 726, 727.
- Effets de la solidarité entre les débiteurs, dans l'intérêt des créanciers. Pourquoi les poursuites contre l'un des débi-

teurs, ou la reconnaissance de l'un d'eux, interromp la prescription contre les autres. VI, p. 755, n. 728, 729.

- Des droits de celui envers lequel plusieurs personnes qui ont signé un acte se sont engagées solidairement avec d'autres qui ne l'ont pas signé. VIII, p. 199, n. 135-138.
- A quoi le codébiteur solidaire est tenu, dans le cas de la perte de la chose due, par le fait ou par la faute de son codébiteur. VII, p. 851, n. 472.
- Si la chose due péricule par la faute de l'un des débiteurs solidaires, les autres ne sont point libérés de l'obligation d'en payer le prix. *Secus* des dommages-intérêts. VI, p. 758, n. 750, 751.
- Le paiement, de quelque nature qu'il soit, fait par l'un des débiteurs, même par compensation, libère les autres ; mais celui auquel le créancier ne doit rien ne peut opposer la compensation de ce qui est dû par un autre, si ce n'est pour la part de ce dernier. VI, p. 759, n. 732, 735, 737.
- L'obligation solidaire entre les créanciers se divise entre les débiteurs. VI, p. 760, n. 754, 755.
- La part des insolubles se répartit entre tous, même entre ceux que le créancier a déchargés de la solidarité. VI, p. 761, n. 756.
- Quelles exceptions le débiteur solidaire peut opposer du chef des autres. VI, p. 761, n. 757, 758.
- Jusqu'à quel point le débiteur solidaire peut opposer la compensation, soit de son chef, soit du chef de ses codébiteurs. VII, p. 480, n. 377.
- Le créancier qui a déchargé de la solidarité l'un des débiteurs solidaires peut-il encore exercer son action pour le tout contre les autres ? *Quid* si l'un d'eux devient insolvable ? Quand il y a décharge de la solidarité. VI, p. 762, n. 758-745.
- La solidarité ne s'éteint par la confusion que pour la part confuse. VI, p. 763, n. 746.
- Des effets que produit la confusion dans le cas de dettes ou de créances solidaires. VII, p. 804, n. 430-440.

Voy. Confusion.

- La dette solidaire se divise entre les héritiers de l'un des débiteurs ; chacun n'en est tenu que pour sa part virile. Effet de l'interpellation faite à l'un d'eux. VI, p. 768, n. 747.
- La solidarité dans la prestation des rentes, abolie par la loi du 20 août 1792, peut exister sous l'empire du Code. VI, p. 769, n. 748.
- La remise expresse ou tacite de la dette, faite à l'un des débiteurs solidaires, libère les autres. VI, p. 770, n. 748 bis.

- La remise de la dette, faite à l'un des codébiteurs solidaires, est censée faite à ses codébiteurs, à moins de réserve expresse; et, dans ce cas, le créancier doit déduire, en actionnant les autres codébiteurs solidaires, la part de celui auquel il a fait la remise. Est-ce sa part virile? VII, p. 307, n. 329, et à la note.
- La résolution du contrat de novation ne fait pas revivre l'action que donnait l'ancienne obligation contre les codébiteurs solidaires. VII, p. 380, n. 300-307.
- Contradiction entre l'art. 1280 et l'art. 1281 du Code civil, quant aux effets de la novation sur les hypothèques attachées à l'ancienne obligation solidaire. VII, p. 373, n. 313.
- Dans le cas d'une dette solidaire, le jugement rendu entre le créancier et l'un des débiteurs peut lui être opposé par les autres codébiteurs. X, p. 278, n. 202.
- Le jugement rendu contre l'un des débiteurs solidaires a force de chose jugée contre les autres; mais, avant de le mettre à exécution, il faut le leur faire signifier huitaine d'avance, et cette signification est nécessaire pour faire courir contre eux le délai d'appel. X, p. 280, n. 203.
- Le jugement rendu contre l'un des créanciers solidaires peut être opposé aux autres, sauf l'appel. X, p. 281, n. 204, 205.
- De l'effet que produit la délation du serment décisive à l'un des débiteurs solidaires, ou par l'un des créanciers solidaires. X, p. 304, n. 392.
- Le coobligé ou le cofidésseur qui a été subrogé par le créancier peut-il exercer l'action solidaire contre les autres coobligés? VII, p. 217, n. 163.
- La communauté est tenue de payer en totalité la dette mobilière, au paiement de laquelle l'un des époux est engagé solidairement. XII, p. 538, n. 208.
- Quelle obligation contracte la femme qui s'engage solidairement avec son mari. XII, p. 367, n. 254.
- Si la solidarité n'a point été expressément établie par le contrat de constitution de dot, l'insolvabilité de l'un des constituants ne donne lieu à aucun recours contre l'autre. XIV, p. 98, n. 88.
- La créance hypothécaire n'a pas les mêmes effets que la créance solidaire. Il en est de même du cas où il y a exception au principe de la division de l'obligation, en raison de l'indivisibilité de paiement. VI, p. 787, n. 762; p. 810, n. 781.

SOMMATION.

- Ce que doit être la sommation, ou l'acte équivalent, destiné à constituer le débiteur en demeure. VI, p. 260, n. 282, 283.

- Quels en sont les effets; peuvent-ils être détruits par la surannation ou par la péremption? VI, p. 292, n. 284-290.

- S'il est besoin d'une sommation pour mettre l'acquéreur en demeure, dans le cas du pacte commissaire ajouté à une vente d'immeubles. VI, p. 338, n. 338-339.

SOMMATION RESPECTUEUSE.

Voy. *Acte respectueux*.

SORT.

Voy. *Tirage au sort*.

SOUTE.

- Des soutes à établir en matière de partage; quand elles donnent lieu au droit de mutation. IV, p. 436, n. 429, 430.
- La créance d'une somme due pour soule, antérieurement au mariage, entre dans la communauté légale. XII, p. 171, n. 104.
- Il en est de même de la soule due à l'un des conjoints pour infirmité de let dans un partage régulier, fait pendant le mariage, par un seul acte, d'une succession partie mobilière et partie immobilière. XII, p. 209, n. 119.
- Secus de la soule due à l'occasion du partage d'une succession purement immobilière, échue à l'un des conjoints pendant le mariage. XII, p. 206, n. 118.
- Si l'échange d'un immeuble contre un immeuble appartenant à l'un des conjoints a eu lieu pendant le mariage, au moyen d'une soule, il en est dû récompense à la communauté. XII, p. 235, n. 149.
- La dette mobilière de l'un des époux, ayant pour objet la soule due à la suite d'un partage d'immeuble, n'est point à la charge de la communauté légale, si l'immeuble continue d'appartenir à cet époux. XII, p. 537, n. 210.
- La soule établie pour inégalité dans un partage de communauté donne lieu au privilège accordé au vendeur par l'art. 2103. XIII, p. 267, n. 194.

SOURCE.

- De la propriété des sources, et de l'usage qu'on en peut faire. III, p. 87, n. 131 et suiv.

Voy. *Eau*.

SOURD ET MUET.

- Les sourds et muets peuvent se marier. I, p. 423, n. 803.
- Les sourds et muets, ou ceux qui sont seulement sourds ou muets, peuvent-ils être témoins instrumentaires? V, p. 363, n. 391, 392.
- Comment les sourds et muets peuvent accepter une donation. V, p. 216, n. 260.

SOUS-LOCATAIRE.

- Des paiements antérieurs faits par les sous-locataires. Comment ils se prouvent ; quand ils sont nuls à l'égard du propriétaire ou des tiers. VII, p. 98, n. 81-84.

SOUTERRAIN.

- La propriété souterraine, dont parle l'art. 353 du Code civil, ne doit point être confondue avec les servitudes. III, p. 327, n. 469 bis.

SOUVERAIN, SOUVERAINETÉ.

- Définition de la souveraineté. I, p. 19, n. 20.
- A quelle appartient. I, p. 19, n. 21, 22.
- Elle peut se diviser en trois pouvoirs. Définition de ces pouvoirs. I, p. 19, n. 23-26.
- Le mot gouvernement s'emploie souvent pour exprimer le manière dont la souveraineté s'exerce dans un État. I, p. 21, n. 30.
- Des diverses formes de gouvernement. I, p. 20, n. 37-44.

SPÉCIFICATION.

- De la spécification, ou formation d'une nouvelle espèce, avec une matière appartenant à autrui. Règles à cet égard. III, p. 78, n. 418-421.

STIPULATION.

- Ce que c'était que la stipulation chez les Romains. VI, p. 146, n. 14. *Voy. Contrat.*
- La stipulation d'une chose indéterminée est nulle. Ce qu'on entend par chose indéterminée. VI, p. 139, n. 139-143.
- De la stipulation d'une chose inutile ; elle n'est point obligatoire. Pourquoi. VI, p. 148, n. 146, 147.
- De la stipulation pour autrui et de ses effets. VI, p. 147, n. 148-153.
- On peut stipuler pour ses héritiers. VI, p. 152, n. 154.
- On peut stipuler pour un tiers, quand on stipule en son nom. VI, p. 152, n. 155.
- On peut même se porter fort pour lui, ou garantir qu'il ratifiera le contrat. Conséquences. VI, p. 154, n. 156.

SUBROGATION.

SOMMAIRE.

CHAP. 1. De la subrogation réelle.

CHAP. 2. De la subrogation personnelle.

CHAP. 1. De la subrogation réelle.

- Subrogation des choses par rapport à la communauté légale. XII, p. 283, n. 140 et suiv.
- Si l'immeuble dotal est évincé, celui par lequel la femme le remplace de-

vient aussi dotal par subrogation. XIV, p. 30, n. 91.

CHAP. 2. De la subrogation personnelle.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *Nature de la subrogation personnelle : son origine. Diverses espèces de subrogations personnelles.*
- SECT. 2. *De la subrogation conventionnelle.*
- SECT. 3. *De la subrogation légale.*
- SECT. 4. *Effets des diverses espèces de subrogations personnelles.*

SECT. 1. *Nature de la subrogation personnelle : son origine. Diverses espèces de subrogations personnelles.*

— Définition de la subrogation. Comment elle diffère de la délégation. VII, p. 418, n. 97.

— Des divers droits des créanciers ; de la transmission qui peut en être faite. VII, p. 120, n. 98-101.

— Régulièrement, la subrogation ne devrait avoir lieu que lorsqu'elle est stipulée. Le créancier peut seul céder ses droits à un tiers, et l'on ne peut l'y contraindre. VII, p. 123, n. 102, 103.

— Cas où, selon le droit romain, la subrogation avait lieu néanmoins sans le consentement du créancier. VII, p. 127, n. 104-107.

— Quatre espèces de subrogations en droit romain. VII, p. 129, n. 108.

— La subrogation qu'accordait le débiteur eut peine à s'introduire en France. Méfite d'équité en sa faveur. Théorie de cette subrogation. VII, p. 129, n. 109-112.

— Le Code ne reconnaît que deux espèces de subrogations, l'une légale, l'autre conventionnelle. VII, p. 126, n. 113.)

SECT. 2. De la subrogation conventionnelle.

— Subdivision de la subrogation conventionnelle. VII, p. 130, n. 114.

— Conditions requises pour la validité de la subrogation consentie par le créancier. VII, p. 130, n. 115-127.

— Il n'existe pas de différence entre la cession et cette espèce de subrogation. VII, p. 132, n. 118, 119.

— L'énumération des droits du créancier n'est pas nécessaire pour qu'ils soient tous transportés par l'effet de la subrogation conventionnelle. VII, p. 132, n. 120.

— Ce qu'entend le Code par une subrogation expresse. VII, p. 132, n. 121.

— L'acte de subrogation est soumis à règles générales de l'interprétation ;

dans l'intention des parties, la subrogation peut n'avoir été que partielle. VII, p. 182, n. 122, 123.

- Mais si rien n'indique expressément que la subrogation a été restreinte, elle s'étend à toute la créance et à ses accessoires, quel qu'ait été le prix de la cession. Exemple dans la loi du 18 frimaire an 6. VII, p. 186, n. 124.
- Distinction entre le cas où le tiers qui paie agit en son nom, et celui où il déclare agir au nom du débiteur. VII, p. 188, n. 125.
- Pourquoi la remise des titres est requise pour la validité de la subrogation consentie par le créancier. VII, p. 160, n. 126.
- Ce qu'opère la signification faite au débiteur, ou l'acceptation par ce débiteur de la subrogation consentie par le créancier. Conséquence du défaut de signification ou d'acceptation. VII, p. 161, n. 127.
- Conditions requises pour la validité de la subrogation consentie par le débiteur. VII, p. 162, n. 128-137.
- Pourquoi l'acte d'emprunt ou la quittance dont résulte cette subrogation doit être passée devant notaires. VII, p. 165, n. 129.
- C'est dans le corps même de la quittance que doit être faite la subrogation. VII, p. 166, n. 130.
- Que doit faire le débiteur si le créancier refuse d'insérer la déclaration d'emploi dans la quittance? VII, p. 168, n. 131.
- Comment se pratiquait à Rome la subrogation consentie par le débiteur. Quel intervalle le débiteur doit laisser entre l'emprunt et le paiement au créancier, pour qu'il puisse y avoir subrogation. VII, p. 170, n. 132.
- La prudence commande au prêteur de ne point confier au débiteur l'argent qui doit être remis au créancier, et d'exiger les titres de la créance à laquelle il se fait subroger. Dans quel but. VII, p. 175, n. 133, 134.
- La stipulation d'intérêts au profit du prêteur est sans effet contre les autres créanciers, si la créance remboursée n'en produisait pas. VII, p. 178, n. 135.
- Celui qui, avant l'emprunt, a vendu le fonds hypothéqué, ne peut plus subroger dans les droits du créancier sur ce fonds. VII, p. 176, n. 136.
- La subrogation consentie par le débiteur ne s'étend point au delà des sommes empruntées, ni au delà de l'intérêt légal de ces sommes. Application aux emprunts faits en papier-monnaie, pour rembourser des sommes dues d'abord en argent. VII, p. 176, n. 137.

SECT. 5. De la subrogation légale.

- Nature, origine et fondement de la subrogation légale. Sa définition. Elle ne doit être admise que dans les cas exprimés par la loi. VII, p. 178, n. 138, 139.
- De la subrogation accordée au créancier qui paie un autre créancier préférable, par exemple au créancier chirographaire qui paie un créancier hypothécaire. Par une inconséquence, le Code n'accorde point la subrogation légale au créancier antérieur qui en paie un postérieur. VII, p. 181, n. 140, 141.
- De la subrogation accordée à l'acquéreur qui paie aux créanciers hypothécaires le prix de son acquisition. *Quid s'il a payé avant l'acquisition, sans stipuler la subrogation, qui n'a été convenue que dans le contrat de vente?* VII, p. 184, n. 142, 143.
- L'hypothèque du créancier acquéreur, éteinte par la confusion, revit-elle, s'il est évincé de son acquisition? VII, p. 188, n. 144.
- La subrogation légale de l'acquéreur ne s'étend que sur les biens acquis; application au créancier qui paie un autre créancier préférable. VII, p. 186, n. 145, 146.
- De la subrogation accordée à celui qui, étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette, avait intérêt à l'acquiescer. Deux conditions sont exigées pour cette subrogation. Quand on est obligé avec d'autres. VII, p. 191, n. 147-150.
- Application au cohéritier qui a payé la dette commune. VII, p. 197, n. 151, 152.
- La subrogation ne doit nuire à personne. La vente du fonds hypothéqué n'empêche point la subrogation au profit de celui qui a payé la dette commune. VII, p. 199, n. 153.
- De la subrogation établie en faveur de l'héritier bénéficiaire qui a payé de ses deniers les créanciers de la succession; au profit du curateur à une succession vacante; au profit des officiers publics qui ont fait l'avance des droits d'enregistrement, et au profit de celui qui a payé une lettre de change par intervention. VII, p. 201, n. 154-157.
- Le légataire particulier, forcé, par l'action hypothécaire, de payer toute la dette d'une succession, est subrogé au droit du créancier. IV, p. 340, n. 353.

SECT. 4. Effets des diverses espèces de subrogations personnelles.

- La convention expresse qu'exigeait le droit romain pour la transmission des hypothèques, lors de la subrogation en faveur du prêteur, par opposition à la trans-

- mission des privilèges ou actions privilégiées, n'est point exigée par notre Code. VII, p. 205, n. 183, 189.
- La subrogation dans les privilèges qui n'intéressent en rien les autres créanciers, et ne portent que contre la personne du débiteur, peut se faire par acte sous seing privé; mais le subrogé doit, pour les exercer, être saisi des titres. VII, p. 210, n. 160, 161.
 - Si la subrogation consentie par le débiteur a autant de force que la subrogation consentie par le créancier. VII, p. 212, n. 162.
 - Le coobligé ou le codéjusseur qui a été subrogé par le créancier peut-il exercer l'action solidaire contre les autres coobligés? VII, p. 217, n. 163.
 - Différences résultant de la nature des choses, entre les effets de la subrogation consentie par le créancier, et les effets des autres subrogations. VII, p. 234, n. 164.
 - Comment le subrogé exerce les droits du subrogeant. VII, p. 236, n. 165-167.
 - Le subrogé profite des inscriptions prises par le subrogeant; il peut et doit, du reste, prendre inscription en son nom, si l'ancien créancier avait négligé de le faire, ou renouveler l'inscription que celui-ci aurait prise. VII, p. 237, n. 168.
 - La subrogation ne peut nuire au créancier qui n'a été payé que partiellement; mais il ne peut céder son droit à un tiers. VII, p. 238, n. 169, 170.
 - Tous les subrogés dans des portions de la même créance viennent en concurrence, quoique subrogés en différents temps. VII, p. 240, n. 171.
 - Si l'exception appelée, en droit romain, *cedendarum actionum*, peut encore être opposée par la caution ou par le débiteur solidaire au créancier qui, par son fait ou par sa faute, a rendu la subrogation légale impossible. VII, p. 242, n. 172.
 - S'il est nécessaire que le débiteur libéré par la perte de la chose subroge le créancier dans ses actions relatives à la chose qui a été perdue ou qui a péri. VII, p. 332, n. 173.
- SUBROGÉ-TUTEUR.**
- Motifs de son institution: ses fonctions. II, p. 335, n. 1123.
 - Est-il besoin qu'il soit nommé un subrogé-tuteur aux enfants, dans le cas de divorce? II, p. 344, n. 1094, 1098.
 - Le mari qui a fait déclarer l'absence de sa femme doit faire nommer un subrogé-tuteur à ses enfants mineurs. I, p. 390, n. 460.
 - Par qui il est nommé, et comment. II, p. 336, n. 1129-1133.
 - Le tuteur ne peut voter pour sa nomination ni pour sa destitution. II, p. 537, n. 1133, 1134.
 - Le subrogé-tuteur et le juge de paix peuvent voter pour la destitution du tuteur. II, p. 338, n. 1135.
 - Fonctions du subrogé-tuteur; sa responsabilité. II, p. 338, n. 1136-1138.
 - Suites du défaut d'inventaire pour le subrogé-tuteur. II, p. 366, n. 1196, 1197.
 - Le subrogé-tuteur est tenu solidairement, avec le tuteur, des condamnations auxquelles peut donner lieu, au profit des mineurs, le défaut d'inventaire lors de la dissolution de la communauté. XIII, p. 24, n. 12.
 - Les frais faits contre lui resteraient même entièrement à sa charge. *Ibid.*
 - L'inventaire prescrit par l'art. 1442 du Code civil doit être fait contradictoirement avec le subrogé-tuteur. XIII, p. 28, n. 13.
 - Mais il peut être remplacé par un mandataire spécial. *Ibid.*
 - De la durée de l'action en responsabilité contre le subrogé-tuteur qui a négligé de prendre, pour le mineur, une inscription sur les biens du tuteur. XI, p. 399, n. 298.
 - Cause de dispense. II, p. 539, n. 1159.
- SUBSTITUTION.**
- SOMMAIRE.**
- SECT. 1. Des substitutions prohibées.**
SECT. 2. Des substitutions permises.
- SECT. 1. Des substitutions prohibées.**
- Les substitutions sont prohibées par le Code, à peine de nullité. V, p. 12, n. 12.
 - La nullité de la substitution entraîne celle de l'institution. Pourquoi. V, p. 12, n. 13.
 - La nullité de l'institution, pour cause de substitution, n'entraîne pas la nullité des legs purs et simples que renferme le testament. V, p. 14, n. 14.
 - La substitution vulgaire ou directe n'est pas prohibée par le Code. V, p. 14, n. 15.
 - Quelles sont les substitutions qu'atteint la prohibition du Code. V, p. 15, n. 17.
 - Origine des fidéicommiss du droit romain, aujourd'hui désignés sous le nom de substitutions fidéicommissaires. V, p. 16, n. 18.
 - D'où dérivent les substitutions graduées. V, p. 17, n. 19.
 - Motifs qui les ont fait abolir. V, p. 18, n. 20.
 - Quels sont aujourd'hui les caractères des substitutions prohibées? V, p. 19, n. 21.
 - Qu'entend le Code par la charge de conserver et de rendre; qui constitue la substitution prohibée? V, p. 19, n. 22.
 - La charge de rendre, sans celle de conserver, ne constitue pas une substitution.

- prohibée par le Code. V, p. 25, n. 25.
- La charge de conserver pendant sa vie, et de rendre à sa mort, constitue l'ordre successif, caractère essentiel des substitutions prohibées. V, p. 25, n. 24.
 - Les substitutions ne peuvent s'induire aujourd'hui de simples conjectures. V, p. 26, n. 25-27.
 - La prière de conserver et de rendre ne suffit pas pour établir une substitution. V, p. 30, n. 27.
 - Deux principes fondamentaux qui peuvent résoudre toutes les difficultés relatives aux substitutions. V, p. 68, n. 80.
 - Quels sont les fidéicommiss prohibés comme constituant des substitutions. V, p. 32, n. 28-34.
- Voy. Fidéicommiss.**
- En quoi les fidéicommiss conditionnels diffèrent des substitutions. V, p. 37, n. 33 et suiv.
 - Dans les substitutions comme dans les legs, le jour incertain vaut condition. V, p. 53, n. 55.
 - Les substitutions peuvent être faites sous une autre condition. V, p. 40, n. 36.
 - Les substitutions conditionnelles sont enveloppées dans la prohibition générale. V, p. 41, n. 57.
 - La charge de rendre ce qui restera à la mort n'est pas une substitution prohibée. V, p. 45, n. 38.
 - Le légataire soumis à cette charge peut-il disposer par testament? V, p. 48, n. 39.
 - La charge de remettre à un tiers, si tel navire revient de l'île-de-France, n'est pas une substitution prohibée. V, p. 51, n. 40.
 - Exemple d'une autre condition de même nature. V, p. 55, n. 41, 42.
 - Une disposition ne peut être annulée comme substitution, qu'autant qu'elle ne serait pas susceptible d'une autre interprétation. V, p. 53, n. 44.
 - Application au cas d'un legs fait à celui de deux enfants qui vivra jusqu'à vingt-cinq ans. V, p. 56, n. 45.
 - Difficulté pour savoir si un legs ne porte que sur l'usufruit, ou s'il dispose de la propriété, à charge de conserver et de rendre. V, p. 55, n. 43.
 - Application aux legs fait conjointement à plusieurs personnes, avec déclaration que le tout appartiendra au survivant. V, p. 60, n. 46.
 - *Id.*, au cas d'un legs fait à l'épouse, au cas que les enfants du testateur meurent avant elle. V, p. 63, n. 47.
 - Quoique la charge de conserver et de rendre ne soit pas littéralement exprimée, la disposition est nulle, si cette charge s'induit nécessairement. Application au droit de retour. V, p. 68, n. 48.
 - Autre application au legs fait séparé-

ment à plusieurs personnes, avec clause de retour au survivant, au cas que les précédées soient mortes sans enfants. V, p. 67, n. 49.

- La défense d'aliéner ou de tester em-
tient-elle une substitution? V, p. 69, n. 51.
- La charge de rendre au légataire, quand il mourra, constitue-t-elle une substitution prohibée? V, p. 58, n. 52.

SECT. 2. Des substitutions permises.

SOMMAIRE.

- ART. 1. *A quelles personnes, et en faveur de quelles personnes ces substitutions sont permises; quels biens peuvent être grevés de substitutions, et par quels actes.*
- ART. 2. *De l'effet des substitutions permises, avant le terme fixé pour la restitution.*
- ART. 3. *Des obligations du grevé de substitution, et des charges de jouissance.*
- ART. 4. *De l'époque à laquelle s'ouvrent, et des diverses manières dont s'éteignent les droits des substitués.*

ART. 1. *A quelles personnes et en faveur de quelles personnes ces substitutions sont permises; quels biens peuvent être grevés de substitutions et par quels actes.*

- Les dispositions permises au testateur ou donateur, en faveur de ses petits-enfants ou de ses neveux et nièces, sont des substitutions. V, p. 671, n. 720-723.
- Quelles personnes peuvent substituer. V, p. 674 n. 725.
- En faveur de qui. V, p. 674, n. 726.
- Ce qu'on entend par grevés et appelés. V, p. 674, n. 725.
- Quels sont les appelés. V, p. 674, n. 726, 727.
- Nullité de la donation, si la substitution est limitée à quelques-uns des enfants. V, p. 676, n. 728.
- La clause nulle, qui étendrait la substitution aux petits-enfants du donataire, n'annulerait pas la donation. V, p. 676, n. 729.
- La charge de rendre à ses enfants ou à ses petit-fils, s'entend des enfants nés et à naître, des filles et des garçons. V, p. 677, n. 730.
- La portion disponible peut seule être grevée de substitution. V, 677, n. 731.
- On peut imposer comme condition la charge de rendre les biens possédés par le donataire, sauf le droit des tiers. V, p. 678, n. 732, 733.
- On peut donner au fils, à condition de rendre même sa légitime. V, p. 680, n. 734.
- Les substitutions peuvent être faites par testaments ou par actes entre vifs, sans

qu'il soit nécessaire que les appelés acceptent. V, p. 681, n. 754.

ART. 2. De l'effet des substitutions permises, avant le terme fixé pour la restitution.

- Les substitutions sont des donations résolubles sous condition. V, p. 683, n. 756, 758.
- Les appelés n'ont alors, avant l'événement, qu'une espérance ou un droit éventuel non transmissible. V, p. 684, n. 757, 758.
- Les actions résident sur la tête du grevé. Les jugemens rendus, les prescriptions acquises contre lui, peuvent être opposées aux appelés. V, p. 688, n. 759-741.
- Le grevé peut recevoir les remboursements forcés. V, p. 687, n. 742.
- Quels soins il doit apporter à la conservation des biens. V, p. 687, n. 743.
- Il ne peut ni les aliéner ni les hypothéquer. V, p. 688, n. 744.
- Du droit subsidiaire de la femme du grevé, sur les biens substitués. V, p. 688, n. 745.
- Les appelés peuvent former tous actes conservatoires et toutes actions contre le grevé qui méuse. V, p. 689, n. 746.

ART. 3. Des obligations du grevé de substitution, et des charges de sa jouissance.

- Le donateur peut nommer un tuteur pour faire exécuter ses dispositions. V, p. 691, n. 747.
- S'il a négligé de le faire, le grevé doit en faire nommer un. V, p. 692, n. 748.
- Obligations et responsabilité des tuteurs aux substitutions. De l'inventaire. V, p. 692, n. 749-757.
- Le grevé doit faire vendre les meubles, sauf quelques exceptions. V, p. 695, n. 757, 760.
- Le tuteur doit être appelé à cette vente. V, p. 696, n. 758.
- Forme de cette vente; collocation des deniers qui en proviennent. V, p. 696, n. 759-760.
- Le grevé peut recevoir le remboursement des deniers colloqués. V, p. 696, n. 761.
- Partage à faire des biens, s'ils ne sont pas tous substitués; comment il peut s'effectuer. V, p. 696, n. 763.
- Les biens personnels du grevé ne sont point hypothéqués à la restitution. V, p. 699, n. 764.
- Les ventes d'immeubles faites par le grevé sont résolubles, et la prescription ne court, en faveur des acquéreurs, que du jour de l'ouverture de la substitution. V, p. 699, n. 765.

— Transcription prescrite pour les substitutions grevées de substitution. V, p. 700, n. 766-768.

- Conséquences de la transcription ou du défaut de transcription. V, p. 701, n. 769, 770.
- Qui ne peut opposer le défaut de transcription, et à qui il peut être opposé. V, p. 703, n. 771, 772.
- Des charges du grevé et des récompenses qui lui sont dues. V, p. 705, n. 773-776.

ART. 4. De l'époque à laquelle s'ouvrent, et des diverses manières dont s'éteignent les droits des substitués.

- Quand commencent le droit éventuel et le droit actuel des appelés. V, p. 706, n. 777, 778.
- Les effets de la confusion cessent à l'ouverture de la substitution. VII, p. 812, n. 459.
- Le droit du grevé cesse par sa mort, par l'échéance du terme, ou l'accomplissement de la condition mise à la substitution par le donateur, par la déchéance qu'a encourue le grevé qui a méseusé, et par son abdication ou son abandon. V, p. 709, n. 779-784.
- Conséquences de l'abdication ou de l'abandon que le grevé fait de son droit. A qui ils peuvent nuire. Distinction entre les donations entre vifs et les testaments. V, p. 712, n. 785-790.
- L'indignité déclarée au grevé de substitution comme successeur au droit de l'appelé. V, p. 744, n. 794.
- La disposition s'évanouit par la nullité de l'acte; et par la révocation du testament. V, p. 714, n. 792.
- Le donateur ne peut rétracter la substitution de concert avec le grevé. V, p. 714, n. 793.
- La caducité de l'institution d'empêché pas celle de la substitution. V, p. 715, n. 794.
- Mais si la substitution était irrégulière, les appelés attendraient l'événement. V, p. 716, n. 795.
- Révocation de la donation à charge de rendre, faite au frère ou à la sœur, si le donateur laisse des enfans à ses décès. V, p. 716, n. 796, 797.
- La charge de rendre s'éteint, si les appelés décèdent ou deviennent incapables avant l'époque de la restitution. V, p. 718, n. 798.
- Elle s'éteint encore par le mariage des biens grevés, par la renonciation des appelés, et par la déchéance des appelés. V, p. 719, n. 799-801.
- Le copropriétaire des appelés à la vente des biens ne leur due pas le droit de régner le prix. V, p. 721, n. 802.

SUCCESEUR A TITRE PARTICULIER.

— Comment se transmettent les droits et les obligations aux successeurs à titre particulier, ou ayant-cause. Examen d'une dissertation de M. Merlin, et d'une autre dissertation de M. Ducaurroy, sur cette question. X, p. 580, addit., n. 1-40.

Voy. *Ayant-cause*.

SUCCESSIF (Contrat).

— Le contrat de constitution de dot est un contrat successif. XIV, p. 339, n. 284.
— Ce qu'on appelle un contrat successif. XIV, p. 341, n. 288.

SUCCESSION.**SOMMAIRE.**

SECT. 1. *De la nature du droit de succession ; des diverses manières de succéder ; de l'ouverture des successions ; de la saisine des héritiers.*

SECT. 2. *Des qualités requises pour succéder.*

SECT. 3. *Des divers ordres de succession.*

SECT. 4. *Des successions irrégulières.*

SECT. 5. *De l'acceptation des successions ; de la renonciation aux successions ; des successions bénéficiaires, et des successions vacantes.*

SECT. 6. *Du partage des successions, des rapports et du paiement des dettes.*

SECT. 1. *De la nature du droit de succession ; des diverses manières de succéder ; de l'ouverture des successions ; de la saisine des héritiers.*

SOMMAIRE.

ART. 1. *De la nature du droit de succession, et des diverses manières de succéder.*

ART. 2. *De l'ouverture des successions.*

ART. 3. *De la saisine des héritiers.*

ART. 1. *De la nature du droit de succession, et des diverses manières de succéder.*

— Ce qu'on entend par succession. IV, p. 63, n. 64.

— Ce que c'est qu'un héritier. IV, p. 63, n. 65.

— Ce qu'on appelle hérédité et droit héréditaire. IV, p. 65, n. 66.

— Les successions futures ne peuvent être l'objet d'un contrat ; exception pour les contrats de mariage. VI, p. 113, n. 113-117.

— Toute clause tendant à l'intervention de l'ordre légal des successions des futurs époux est prohibée dans les contrats de mariage. XII, p. 56, n. 19.

— Il en est de même de la renonciation à

une succession future. XII, p. 57, n. 19.

— Il existe deux manières de succéder, l'une par la volonté de la loi, l'autre par la volonté de l'homme. IV, p. 64, n. 67, 68.

— Les successions testamentaires sont des exceptions à la règle commune. IV, p. 68, n. 69.

— Des trois ordres de successions légitimes. IV, p. 66, p. 70.

— Des successions irrégulières. IV, p. 66, n. 71.

— Les immeubles échus à l'un des époux, pendant le mariage, à titre de succession, n'entrent point dans la communauté légale. XII, p. 258, n. 134.

— La clause de réalisation, par contrat de mariage, de ce qui adviendra à l'un des époux par succession, ne peut s'étendre à ce qui lui advient par donation, et vice versa. XIII, p. 391, n. 319, 320 et 322.

— Si à cette clause on avait ajouté : *Ou autrement*, elle s'étendrait à ce qui peut advenir par tous les titres lucratifs. XIII, p. 394, n. 323.

ART. 2. *De l'ouverture des successions.*

— De l'ouverture des successions. IV, p. 68, n. 73 et suiv.

— Elles ne s'ouvrent que par la mort naturelle ou civile, et non par l'absence. IV, p. 68, n. 75.

— Règles pour juger de la survie entre plusieurs personnes qui meurent ensemble. IV, p. 69, n. 74.

— *Quid de deux jumeaux ?* IV, p. 70, n. 76.

— Les règles prescrites par le Code sont obligatoires, si les circonstances de fait n'offrent des présomptions plus fortes. IV, p. 71, n. 76.

— Exemples de ces présomptions. IV, p. 72, n. 77.

— Les règles de survie sont-elles applicables aux héritiers institués, aux légataires ou aux donataires ? IV, p. 73, n. 78, 78 bis.

ART. 3. *De la saisine des héritiers.*

— De la saisine en faveur de l'héritier. Le mort saisit le vif. IV, p. 91, n. 79.

— Nature de cette saisine : elle est de droit, non de fait. IV, p. 92, n. 80.

— Elle a les vices et les avantages de la possession du défunt. IV, p. 93, n. 81.

— Ses effets sont le droit de transmission, et celui de former toutes les actions, même possessoires. IV, p. 94, n. 82.

— Elle est établie en faveur des créanciers, comme en faveur des héritiers. IV, p. 95, n. 83.

— De la renonciation et de ses effets. IV, p. 95, n. 84, 85.

Voy. *Renonciation*.

— Des effets que produit la confusion dans les différents cas où elle s'opère par succession. VII, p. 439, n. 422-440.

Voy. Confusion.

- Dans le cas où il s'opère confusion des droits et qualités de deux personnes par l'addition d'hérité, deux actions peuvent avoir été fondées sur des causes différentes dans le principe, sans qu'on puisse, après avoir échoué dans l'une, venir ensuite intenter l'autre. Comment éviter cette exclusion. X, p. 232, n. 169.
- Il n'existe aucune exception aux principes qui régissent la chose jugée, pour le cas où un jugement condamne un habile à succéder en qualité d'héritier pur et simple. Ce jugement n'a de force que pour ou contre ceux entre lesquels il a été rendu. Réponse aux objections qu'on tire de l'art. 800 du Code, et de la prétendue indivisibilité de la qualité d'héritier. Si les qualités naturelles sont indivisibles en soi, les droits que la loi y attache peuvent être divisés. Arrêts conformes à ces principes. X, p. 324, n. 233-239.
- L'héritier peut se mettre en possession sans recourir à la justice. IV, p. 96, n. 86.
- De la saisine des mineurs, des interdits, des absents et du légataire universel. IV, p. 96, n. 87, 88.
- Les autres légataires et les héritiers irréguliers n'ont pas la saisine; mais ils transmettent leurs droits à leurs héritiers. IV, p. 97, n. 89, 90.
- Ce que la loi prescrit dans le cas d'ouverture d'une succession où un absent est intéressé. I, p. 339, n. 392, 393.

SECT. 2. Des qualités requises pour succéder.

SOMMAIRE.

ART. 1. Des incapacités de succéder.

ART. 2. De l'indignité de succéder.

ART. 1. Des incapacités de succéder.

- Des qualités requises pour succéder. Distinction de l'incapacité et de l'indignité. IV, p. 98, ch. 11.
- Des incapacités de succéder. IV, p. 99, n. 91-102.
- Il faut être capable au moment de la mort du défunt. IV, p. 99, n. 91.
- L'enfant conçu est réputé né lorsqu'il s'agit de son intérêt. IV, p. 100, n. 92.
- Pourvu qu'il naisse vivant et viable. IV, p. 100, n. 93.
- Trois choses à prouver pour établir les droits d'un enfant à une succession; comment on les prouve. IV, p. 101, n. 94-97.
- De l'enfant né avant le cent quatre-

vingtième jour depuis la célébration du mariage. IV, p. 103, n. 98.

- De l'enfant né avant le cent quatre-vingtième jour du retour du mari, après une longue absence. IV, p. 107, n. 99.
- Autres cas de naissances précoces. IV, p. 107, n. 100.
- A qui incombe la preuve que l'enfant est né vivant ou non viable. IV, p. 108, n. 101.
- Quand l'étranger peut succéder en France. IV, p. 109, n. 102.
- L'individu mort civilement perd le droit de succéder et de transmettre sa succession. I, p. 234, n. 232.
- Conséquences de l'art. 26 du Code civil, pour les successions ouvertes entre les condamnations à des peines emportant mort civile et leur exécution. I, p. 246, n. 274.

ART. 2. De l'indignité de succéder.

- De l'indignité de succéder. IV, p. 112, n. 103-116.
- Dévolution de la succession aux autres parents, dans le cas de l'indignité de l'héritier. IV, p. 112, n. 103.
- Causes d'indignité. IV, p. 113, n. 104.
- C'est une peine qu'on ne peut étendre au delà des cas prévus par la loi. IV, p. 113, n. 105.
- Il ne suffit pas que l'héritier soit accusé, pour être indigne; il faut qu'il soit condamné. IV, p. 114, n. 106.
- Les lettres de grâce et la prescription de la peine font-elles cesser l'indignité? IV, p. 115, n. 107, 108.
- Ce qu'on entend par accusation capitale. IV, p. 115, n. 109.
- En dénonçant le meurtre du défunt, l'héritier n'est pas tenu de se rendre partie civile. Dans quel délai la dénonciation doit être faite. IV, p. 116, n. 110.
- A qui le défaut de dénonciation ne peut être opposé. IV, p. 117, n. 111.
- Les enfants de l'indigne ne sont pas exclus, s'ils peuvent succéder de leur chef. IV, p. 117, n. 112.
- L'indignité doit être prononcée par les tribunaux; par qui l'action peut être intentée. IV, p. 118, n. 113.
- De la restitution des fruits perçus par l'indigne, depuis l'ouverture de la succession. IV, p. 118, n. 114.
- Les ventes faites par l'indigne sont-elles valides? IV, p. 118, n. 113.
- De l'effet de la déchéance prononcée contre l'indigne, quant à ses actions contre la succession. IV, p. 119, n. 116.

SECT. 3. Des divers ordres de succession.

SOMMAIRE.

ART. 1. Fondement du droit de succéder; principe qui doit animer la loi civile

- La remise de la dette, faite à l'un des codébiteurs solidaires, est censée faite à ses codébiteurs, à moins de réserve expresse; et, dans ce cas, le créancier doit déduire, en actionnant les autres codébiteurs solidaires, la part de celui auquel il a fait la remise. Est-ce sa part virile? VII, p. 307, n. 329, et à la note.
- La résolution du contrat de novation ne fait pas revivre l'action que donnait l'ancienne obligation contre les codébiteurs solidaires. VII, p. 360, n. 300-307.
- Contradiction entre l'art. 1280 et l'art. 1281 du Code civil, quant aux effets de la novation sur les hypothèques attachées à l'ancienne obligation solidaire. VII, p. 373, n. 313.
- Dans le cas d'une dette solidaire, le jugement rendu entre le créancier et l'un des débiteurs peut lui être opposé par les autres codébiteurs. X, p. 278, n. 202.
- Le jugement rendu contre l'un des débiteurs solidaires a force de chose jugée contre les autres; mais, avant de le mettre à exécution, il faut le leur faire signifier huitaine d'avance, et cette signification est nécessaire pour faire courir contre eux le délai d'appel. XI, p. 280, n. 203.
- Le jugement rendu contre l'un des créanciers solidaires peut être opposé aux autres, sauf l'appel. X, p. 281, n. 204, 205.
- De l'effet que produit la délation du serment décisive à l'un des débiteurs solidaires, ou par l'un des créanciers solidaires. X, p. 304, n. 392.
- Le coobligé ou le cofidjusseur qui a été subrogé par le créancier peut-il exercer l'action solidaire contre les autres coobligés? VII, p. 217, n. 163.
- La communauté est tenue de payer en totalité la dette mobilière, au paiement de laquelle l'un des époux est engagé solidairement. XII, p. 338, n. 208.
- Quelle obligation contracte la femme qui s'engage solidairement avec son mari. XII, p. 367, n. 234.
- Si la solidarité n'a point été expressément établie par le contrat de constitution de dot, l'insolvabilité de l'un des constituants ne donne lieu à aucun recours contre l'autre. XIV, p. 98, n. 88.
- La créance hypothécaire n'a pas les mêmes effets que la créance solidaire. Il en est de même du cas où il y a exception au principe de la division de l'obligation, en raison de l'indivisibilité de paiement. VI, p. 787, n. 782; p. 810, n. 781.

SOMMATION.

- Ce que doit être la sommation, ou l'acte équivalent, destiné à constituer le débiteur en demeure. VI, p. 260, n. 262, 263.

- Quels en sont les effets; peuvent-ils être détruits par la surannation ou par la péremption? VI, p. 263, n. 264-260.

- S'il est besoin d'une sommation pour mettre l'acquéreur en demeure, dans le cas du pacte commissaire ajouté à une vente d'immeubles. VI, p. 383, n. 383-388.

SOMMATION RESPECTUEUSE.

Voy. *Acte respectueux*.

SORT.

Voy. *Tirage au sort*.

SOUTE.

- Des soutes à établir en matière de partage; quand elles donnent lieu au droit de mutation. IV, p. 436, n. 429, 430.
- La créance d'une somme due pour soute, antérieurement au mariage, entre dans la communauté légale. XII, p. 171, n. 104.
- Il en est de même de la soute due à l'un des conjoints pour infirmité de l'autre dans un partage régulier, fait pendant le mariage, par un seul acte, d'une succession partie mobilière et partie immobilière. XII, p. 209, n. 119.
- Soutes de la soute due à l'occasion du partage d'une succession purement immobilière, échue à l'un des conjoints pendant le mariage. XII, p. 206, n. 118.
- Si l'échange d'un immeuble contre un immeuble appartenait à l'un des conjoints a eu lieu pendant le mariage, au moyen d'une soute, il en est dû récompense à la communauté. XII, p. 285, n. 149.
- La dette mobilière de l'un des époux, ayant pour objet la soute due à la suite d'un partage d'immeuble, n'est point à la charge de la communauté légale, si l'immeuble continue d'appartenir à cet époux. XII, p. 337, n. 210.
- La soute établie pour inégalité dans un partage de communauté donne lieu au privilège accordé au vendeur par l'art. 2103. XIII, p. 267, n. 194.

SOURCE.

- De la propriété des sources, et de l'usage qu'on en peut faire. III, p. 87, n. 131 et suiv.

Voy. *Eau*.

SOURD ET MUET.

- Les sourds et muets peuvent se marier. I, p. 425, n. 803.
- Les sourds et muets, ou ceux qui sont seulement sourds ou muets, peuvent-ils être témoins instrumentaires? V, p. 363, n. 391, 392.
- Comment les sourds et muets peuvent accepter une donation. V, p. 216, n. 200.

- mission des privilèges ou actions privilégiées, n'est point exigée par notre Code. VII, p. 208, n. 138, 139.
- La subrogation dans les privilèges qui n'intéressent en rien les autres créanciers, et ne portent que contre la personne du débiteur, peut se faire par acte sous seing privé; mais le subrogé doit, pour les exercer, être saisi des titres. VII, p. 210, n. 160, 161.
 - Si la subrogation consentie par le débiteur a autant de force que la subrogation consentie par le créancier. VII, p. 212, n. 162.
 - Le coobligé ou le codéjussur qui a été subrogé par le créancier peut-il exercer l'action solidaire contre les autres coobligés? VII, p. 217, n. 165.
 - Différences résultant de la nature des choses, entre les effets de la subrogation consentie par le créancier, et les effets des autres subrogations. VII, p. 224, n. 164.
 - Comment le subrogé exerce les droits du subrogeant. VII, p. 236, n. 168-167.
 - Le subrogé profite des inscriptions prises par le subrogeant; il peut et doit, du reste, prendre inscription en son nom, si l'ancien créancier avait négligé de le faire, ou renouveler l'inscription que celui-ci aurait prise. VII, p. 237, n. 168.
 - La subrogation ne peut nuire au créancier qui n'a été payé que partiellement; mais il ne peut céder son droit à un tiers. VII, p. 253, n. 169, 170.
 - Tous les subrogés dans des portions de la même créance viennent en concurrence, quoique subrogés en différents temps. VII, p. 240, n. 171.
 - Si l'exception appelée, en droit romain, *cedendarum actionum*, peut encore être opposée par la caution ou par le débiteur solidaire au créancier qui, par son fait ou par sa faute, a rendu la subrogation légale impossible. VII, p. 242, n. 172.
 - S'il est nécessaire que le débiteur libéré par la perte de la chose subroge le créancier dans ses actions relatives à la chose qui a été perdue ou qui a péri. VII, p. 252, n. 173.

SUBROGÉ-TUTEUR.

- Motifs de son institution: ses fonctions. II, p. 338, n. 1123.
- Est-il besoin qu'il soit nommé un subrogé-tuteur aux enfants, dans le cas de divorce? II, p. 314, n. 1004, 1005.
- Le mari qui a fait déclarer l'absence de sa femme doit faire nommer un subrogé-tuteur à ses enfants mineurs. I, p. 390, n. 400.
- Par qui il est nommé, et comment. II, p. 338, n. 1123-1122.
- Le tuteur ne peut voter pour sa nomi-

- nation ni pour sa destitution. II, p. 337, n. 1135, 1134.
- Le subrogé-tuteur et le juge de paix peuvent voter pour la destitution du tuteur. II, p. 338, n. 1135.
- Fonctions du subrogé-tuteur; sa responsabilité. II, p. 338, n. 1150-1152.
- Suites du défaut d'inventaire pour le subrogé-tuteur. II, p. 366, n. 1196, 1197.
- Le subrogé-tuteur est tenu solidairement, avec le tuteur, des condamnations auxquelles peut donner lieu, au profit des mineurs, le défaut d'inventaire lors de la dissolution de la communauté. XIII, p. 24, n. 12.
- Les frais faits contre lui resteraient même entièrement à sa charge. *Ibid.*
- L'inventaire prescrit par l'art. 1442 du Code civil doit être fait contradictoirement avec le subrogé-tuteur. XIII, p. 28, n. 15.
- Mais il peut être remplacé par un mandataire spécial. *Ibid.*
- De la durée de l'action en responsabilité contre le subrogé-tuteur qui a négligé de prendre, pour le mineur, une inscription sur les biens du tuteur. XI, p. 299, n. 298.
- Cause de dispense. II, p. 338, n. 1159.

SUBSTITUTION.

SOMMAIRE.

SECT. 1. Des substitutions prohibées.

SECT. 2. Des substitutions permises.

SECT. 1. Des substitutions prohibées.

- Les substitutions sont prohibées par le Code, à peine de nullité. V, p. 12, n. 12.
- La nullité de la substitution entraîne celle de l'institution. Pournon. V, p. 12, n. 15.
- La nullité de l'institution, pour cause de substitution, n'entraîne pas la nullité des legs purs et simples que renferme le testament. V, p. 14, n. 14.
- La substitution vulgaire en directe n'est pas prohibée par le Code. V, p. 14, n. 15.
- Quelles sont les substitutions qui atteignent la prohibition du Code. V, p. 15, n. 17.
- Origine des fidéicommissaires du droit romain, aujourd'hui désignés sous le nom de substitutions fidéicommissaires. V, p. 16, n. 18.
- D'où dérivent les substitutions graduées. V, p. 17, n. 19.
- Motifs qui les ont fait abolir. V, p. 19, n. 20.
- Quels sont aujourd'hui les cas où des substitutions prohibées? V, p. 19, n. 21.
- Qu'entend le Code par la charge de conserver et de rendre? qui constitue la substitution prohibée? V, p. 19, n. 22.
- La charge de rendre, sans celle de conserver, ne constitue pas une substitution

- prohibée par le Code. V, p. 23, n. 25.
- La charge de conserver pendant sa vie, et de rendre à sa mort, constitue l'ordre successif, caractère essentiel des substitutions prohibées. V, p. 23, n. 24.
 - Les substitutions ne peuvent s'induire aujourd'hui de simples conjectures. V, p. 26, n. 25-27.
 - La prière de conserver et de rendre ne suffit pas pour établir une substitution. V, p. 30, n. 27.
 - Deux principes fondamentaux qui peuvent résoudre toutes les difficultés relatives aux substitutions. V, p. 68, n. 80.
 - Quels sont les fidéicommiss prohibés comme constituant des substitutions. V, p. 33, n. 23-34.
- Voy. Fidéicommiss.**
- En quoi les fidéicommiss conditionnels diffèrent des substitutions. V, p. 37, n. 33 et suiv.
 - Dans les substitutions comme dans les legs, le jour incertain vaut condition. V, p. 38, n. 33.
 - Les substitutions peuvent être faites sous une autre condition. V, p. 40, n. 36.
 - Les substitutions conditionnelles sont enveloppées dans la prohibition générale. V, p. 41, n. 37.
 - La charge de rendre ce qui restera à la mort n'est pas une substitution prohibée. V, p. 45, n. 38.
 - Le légataire soumis à cette charge peut-il disposer par testament? V, p. 48, n. 39.
 - La charge de remettre à un tiers, si tel navire revient de l'île-de-France, n'est pas une substitution prohibée. V, p. 51, n. 40.
 - Exemple d'une autre condition de même nature. V, p. 53, n. 41, 42.
 - Une disposition ne peut être annulée comme substitution, qu'autant qu'elle ne serait pas susceptible d'une autre interprétation. V, p. 53, n. 44.
 - Application au cas d'un legs fait à celui de deux enfants qui vivra jusqu'à vingt-cinq ans. V, p. 58, n. 45.
 - Difficulté pour savoir si un legs ne porte que sur l'usufruit, ou s'il dispose de la propriété, à charge de conserver et de rendre. V, p. 55, n. 43.
 - Application aux legs fait conjointement à plusieurs personnes, avec déclaration que le tout appartiendra au survivant. V, p. 60, n. 46.
 - *Id.*, au cas d'un legs fait à l'épouse, au cas que les enfants du testateur meurent avant elle. V, p. 63, n. 47.
 - Quoique la charge de conserver et de rendre ne soit pas littéralement exprimée, la disposition est nulle, si cette charge s'induit nécessairement. Application au droit de retour. V, p. 68, n. 48.
 - Autre application au legs fait séparé-

ment à plusieurs personnes, avec clause de retour au survivant, en cas que les prédécédés soient morts sans enfants. V, p. 67, n. 49.

- La défense d'aliéner ou de tester contient-elle une substitution? V, p. 69, n. 51.
- La charge de rendre au légataire, quand il mourra, constitue-t-elle une substitution prohibée? V, p. 55, n. 52.

SECT. 2. Des substitutions permises.

SOMMAIRE.

- ART. 1. A quelles personnes, et en faveur de quelles personnes ces substitutions sont permises; quels biens peuvent être grevés de substitutions, et par quels actes.**
 - ART. 2. De l'effet des substitutions permises, avant le terme fixé pour la restitution.**
 - ART. 3. Des obligations du grevé de substitution, et des charges de sa jouissance.**
 - ART. 4. De l'époque à laquelle s'ouvrent, et des diverses manières dont s'éteignent les droits des substitués.**
-
- ART. 1. A quelles personnes et en faveur de quelles personnes ces substitutions sont permises; quels biens peuvent être grevés de substitutions et par quels actes.**
 - Les dispositions permises au testateur ou donateur, en faveur de ses petits-enfants ou de ses neveux et nièces, sont des substitutions. V, p. 671, n. 720-723.
 - Quelles personnes peuvent substituer. V, p. 674 n. 723.
 - En faveur de qui. V, p. 674, n. 724.
 - Ce qu'on entend par grevés et appelés. V, p. 674, n. 725.
 - Quels sont les appelés. V, p. 674, n. 726, 727.
 - Nullité de la donation, si la substitution est limitée à quelques-uns des enfants. V, p. 676, n. 728.
 - La clause nulle, qui étendrait la substitution aux petits-enfants du donataire, n'annulerait pas la donation. V, p. 676, n. 729.
 - La charge de rendre à ses enfants ou à ses petits-fils, s'entend des enfants nés et à naître, des filles et des garçons. V, p. 677, n. 730.
 - La portion disponible peut seule être grevée de substitution. V, 677, n. 731. On peut imposer comme condition la charge de rendre les biens possédés par le donataire, sauf le droit des tiers. V, p. 678, n. 732, 733.
 - On peut donner au fils, à condition de rendre même sa légitime. V, p. 680, n. 734.
 - Les substitutions peuvent être faites par testaments ou par actes entre vifs, sans

qu'il soit nécessaire que les appels acceptent. V, p. 681, n. 754.

ART. 2. De l'effet des substitutions permises, avant le terme fixé pour la restitution.

- Les substitutions sont des donations résolubles sous condition. V, p. 685, n. 756, 758.
- Les appelés n'ont alors, avant l'événement, qu'une espérance ou un droit éventuel non transmissible. V, p. 684, n. 757, 758.
- Les actions résident sur la tête du grevé. Les jugemens rendus, les prescriptions acquises contre lui, peuvent être opposées aux appelés. V, p. 688, n. 759-741.
- Le grevé peut recevoir les remboursements forcés. V, p. 687, n. 742.
- Quels soins il doit apporter à la conservation des biens. V, p. 687, n. 743.
- Il ne peut ni les aliéner ni les hypothéquer. V, p. 688, n. 744.
- Du droit subsidiaire de la femme du grevé, sur les biens substitués. V, p. 688, n. 745.
- Les appels peuvent former tous actes conservatoires et toutes actions contre le grevé qui méuse. V, p. 689, n. 746.

ART. 3. Des obligations du grevé de substitution, et des charges de sa jouissance.

- Le donateur peut nommer un tuteur pour faire exécuter ses dispositions. V, p. 691, n. 747.
- S'il a négligé de le faire, le grevé doit en faire nommer un. V, p. 692, n. 748.
- Obligations et responsabilité des tuteurs aux substitutions. De l'inventaire. V, p. 692, n. 749-757.
- Le grevé doit faire vendre les meubles, sauf quelques exceptions. V, p. 695, n. 757, 760.
- Le tuteur doit être appelé à cette vente. V, p. 696, n. 758.
- Forme de cette vente; collocation des deniers qui en proviennent. V, p. 696, n. 759-760.
- Le grevé peut recevoir le remboursement des deniers colloqués. V, p. 696, n. 761.
- Partage à faire des biens, s'ils ne sont pas tous substitués; comment il peut s'effectuer. V, p. 696, n. 763.
- Les biens personnels du grevé ne sont point hypothéqués à la restitution. V, p. 699, n. 764.
- Les ventes d'immeubles faites par le grevé sont résolubles, et la prescription ne court, en faveur des acquéreurs, que du jour de l'ouverture de la substitution. V, p. 699, n. 765.

— Transcription prescrite pour les dispositions grevées de substitution. V, p. 700, n. 766-768.

— Conséquences de la transcription ou du défaut de transcription. V, p. 701, n. 769, 770.

— Qui ne peut opposer le défaut de transcription, et à qui il peut être opposé. V, p. 703, n. 771, 772.

— Des charges du grevé et des récompenses qui lui sont dues. V, p. 705, n. 775-776.

ART. 4. De l'époque à laquelle s'ouvrent, et des diverses manières dont s'éteignent les droits des substitués.

— Quand commencent le droit éventuel et le droit actuel des appels. V, p. 706, n. 777, 778.

— Les effets de la confusion cessent à l'ouverture de la substitution. VII, p. 912, n. 459.

— Le droit du grevé cesse par sa mort, par l'échéance du terme, ou l'accomplissement de la condition mise à la substitution par le donateur, par la déchéance qu'a encourue le grevé qui a méseusé, et par son abdication ou son renoncement. V, p. 709, n. 779-784.

— Conséquences de l'abandon ou de l'abandon que le grevé fait de son droit. A qui ils peuvent nuire. Distinction entre les donations entre vifs et les testaments. V, p. 712, n. 785-790.

— L'indignité déclarée du grevé de substitution détermine la déchéance des appels. V, p. 714, n. 791.

— La disposition s'évanouit par la nullité de l'acte, et par la révocation du testament. V, p. 714, n. 792.

— Le donateur ne peut révoquer la substitution de concert avec le grevé. V, p. 714, n. 793.

— La caducité de l'institution n'empêche pas celle de la substitution. V, p. 715, n. 794.

— Mais si la substitution est nulle, les appels cessent. V, p. 716, n. 795.

— Révocation de la disposition, faite au grevé, par le donateur lui-même. V, p. 716, n. 796.

— La charge de la substitution est transmise aux appelés décédés avant l'apport de la substitution. V, p. 718, n. 797.

— La charge de la substitution est transmise aux appelés décédés avant l'apport de la substitution. V, p. 718, n. 797.

— La charge de la substitution est transmise aux appelés décédés avant l'apport de la substitution. V, p. 718, n. 797.

— La charge de la substitution est transmise aux appelés décédés avant l'apport de la substitution. V, p. 718, n. 797.

SUCCESSION A TITRE PARTICULIER.

- Comment se transmettent les droits et les obligations aux successeurs à titre particulier, ou ayant-cause. Examen d'une dissertation de M. Merlin, et d'une autre dissertation de M. Ducaurroy, sur cette question. X, p. 380, addit., n. 1-40.

Voy. *Ayant-cause.*

SUCCESSIF (Contrat).

- Le contrat de constitution de dot est un contrat successif. XIV, p. 339, n. 284.
- Ce qu'on appelle un contrat successif. XIV, p. 341, n. 288.

SUCCESSION.**SOMMAIRE.**

SECT. 1. *De la nature du droit de succession ; des diverses manières de succéder ; de l'ouverture des successions ; de la saisine des héritiers.*

SECT. 2. *Des qualités requises pour succéder.*

SECT. 3. *Des divers ordres de succession.*

SECT. 4. *Des successions irrégulières.*

SECT. 5. *De l'acceptation des successions ; de la renonciation aux successions ; des successions bénéficiaires, et des successions vacantes.*

SECT. 6. *Du partage des successions, des rapports et du paiement des dettes.*

SECT. 1. *De la nature du droit de succession ; des diverses manières de succéder ; de l'ouverture des successions ; de la saisine des héritiers.*

SOMMAIRE.

ART. 1. *De la nature du droit de succession, et des diverses manières de succéder.*

ART. 2. *De l'ouverture des successions.*

ART. 5. *De la saisine des héritiers.*

ART. 1. *De la nature du droit de succession, et des diverses manières de succéder.*

- Ce qu'on entend par succession. IV, p. 62, n. 64.
- Ce que c'est qu'un héritier. IV, p. 63, n. 65.
- Ce qu'on appelle hérédité et droit héréditaire. IV, p. 65, n. 66.
- Les successions futures ne peuvent être l'objet d'un contrat ; exception pour les contrats de mariage. VI, p. 115, n. 115-117.
- Toute clause tendant à l'intervention de l'ordre légal des successions des futurs époux est prohibée dans les contrats de mariage. XII, p. 36, n. 19.
- Il en est de même de la renonciation à

une succession future. XII, p. 37, n. 19.

— Il existe deux manières de succéder, l'une par la volonté de la loi, l'autre par la volonté de l'homme. IV, p. 62, n. 67, 68.

— Les successions testamentaires sont des exceptions à la règle commune. IV, p. 65, n. 69.

— Des trois ordres de successions légitimes. IV, p. 66, p. 70.

— Des successions irrégulières. IV, p. 66, n. 71.

— Les immeubles échus à l'un des époux, pendant le mariage, à titre de succession, n'entrent point dans la communauté légale. XII, p. 255, n. 154.

— La clause de réalisation, par contrat de mariage, de ce qui adviendra à l'un des époux par succession, ne peut s'étendre à ce qui lui advient par donation, et vice versa. XIII, p. 391, n. 319, 320 et 322.

— Si à cette clause on avait ajouté : *ou autrement*, elle s'étendrait à ce qui peut advenir par tous les titres lucratifs. XIII, p. 394, n. 323.

ART. 2. De l'ouverture des successions.

— De l'ouverture des successions. IV, p. 68, n. 73 et suiv.

— Elles ne s'ouvrent que par la mort naturelle ou civile, et non par l'absence. IV, p. 68, n. 75.

— Règles pour juger de la survie entre plusieurs personnes qui meurent ensemble. IV, p. 69, n. 74.

— *Quid* de deux jumeaux ? IV, p. 70, n. 76.

— Les règles prescrites par le Code sont obligatoires, si les circonstances de fait n'offrent des présomptions plus fortes. IV, p. 71, n. 76.

— Exemples de ces présomptions. IV, p. 72, n. 77.

— Les règles de survie sont-elles applicables aux héritiers institués, aux légataires ou aux donataires ? IV, p. 75, n. 78, 78 bis.

ART. 5. De la saisine des héritiers.

— De la saisine en faveur de l'héritier. Le mort saisit le vif. IV, p. 91, n. 79.

— Nature de cette saisine : elles est de droit, non de fait. IV, p. 92, n. 80.

— Elle a les vices et les avantages de la possession du défunt. IV, p. 93, n. 81.

— Ses effets sont le droit de transmission, et celui de former toutes les actions, même possessoires. IV, p. 94, n. 82.

— Elle est établie en faveur des créanciers, comme en faveur des héritiers. IV, p. 95, n. 83.

— De la renonciation et de ses effets. IV, p. 95, n. 84, 85.

Voy. *Renonciation.*

— Des effets que produit la confusion dans les différents cas où elle s'opère par succession. VII, p. 439, n. 422-440.

Voy. Confusion.

- Dans le cas où il s'opère confusion des droits et qualités de deux personnes par l'addition d'hérité, deux actions peuvent avoir été fondées sur des causes différentes dans le principe, sans qu'on puisse, après avoir échoué dans l'une, venir ensuite intenter l'autre. Comment éviter cette exclusion. X, p. 252, n. 169.
- Il n'existe aucune exception aux principes qui régissent la chose jugée, pour le cas où un jugement condamne un habile à succéder en qualité d'héritier pur et simple. Ce jugement n'a de force que pour ou contre ceux entre lesquels il a été rendu. Réponse aux objections qu'on tire de l'art. 800 du Code, et de la prétendue indivisibilité de la qualité d'héritier. Si les qualités naturelles sont indivisibles en soi, les droits que la loi y attache peuvent être divisés. Arrêts conformes à ces principes. X, p. 324, n. 235-239.
- L'héritier peut se mettre en possession sans recourir à la justice. IV, p. 96, n. 86.
- De la saisine des mineurs, des interdits, des absents et du légataire universel. IV, p. 96, n. 87, 88.
- Les autres légataires et les héritiers irréguliers n'ont pas la saisine; mais ils transmettent leurs droits à leurs héritiers. IV, p. 97, n. 89, 90.
- Ce que la loi prescrit dans le cas d'ouverture d'une succession où un absent est intéressé. I, p. 339, n. 392, 393.

SECT. 2. Des qualités requises pour succéder.

SOMMAIRE.

ART. 1. Des incapacités de succéder.

ART. 2. De l'indignité de succéder.

ART. 1. Des incapacités de succéder.

- Des qualités requises pour succéder. Distinction de l'incapacité et de l'indignité. IV, p. 98, ch. 11.
- Des incapacités de succéder. IV, p. 99, n. 91-102.
- Il faut être capable au moment de la mort du défunt. IV, p. 99, n. 91.
- L'enfant conçu est réputé né lorsqu'il s'agit de son intérêt. IV, p. 100, n. 92.
- Pourvu qu'il naisse vivant et viable. IV, p. 100, n. 93.
- Trois choses à prouver pour établir les droits d'un enfant à une succession; comment on les prouve. IV, p. 101, n. 94-97.
- De l'enfant né avant le cent quatre-

vingtième jour depuis la célébration du mariage. IV, p. 103, n. 98.

- De l'enfant né avant le cent quatre-vingtième jour du retour du mari, après une longue absence. IV, p. 107, n. 99.
- Autres cas de naissances précoces. IV, p. 107, n. 100.
- A qui incombe la preuve que l'enfant est né vivant ou non viable. IV, p. 108, n. 101.
- Quand l'étranger peut succéder en France. IV, p. 109, n. 102.
- L'individu mort civilement perd le droit de succéder et de transmettre sa succession. I, p. 254, n. 282.
- Conséquences de l'art. 26 du Code civil, pour les successions ouvertes entre les condamnations à des peines emportant mort civile et leur exécution. I, p. 246, n. 274.

ART. 2. De l'indignité de succéder.

- De l'indignité de succéder. IV, p. 112, n. 103-116.
- Dévolution de la succession aux autres parens, dans le cas de l'indignité de l'héritier. IV, p. 112, n. 103.
- Causes d'indignité. IV, p. 113, n. 104.
- C'est une peine qu'on ne peut étendre au delà des cas prévus par la loi. IV, p. 113, n. 105.
- Il ne suffit pas que l'héritier soit accusé, pour être indigne; il faut qu'il soit condamné. IV, p. 114, n. 106.
- Les lettres de grace et la prescription de la peine font-elles cesser l'indignité? IV, p. 115, n. 107, 108.
- Ce qu'on entend par accusation capitale. IV, p. 115, n. 109.
- En dénonçant le meurtre du défunt, l'héritier n'est pas tenu de se rendre partie civile. Dans quel délai la dénonciation doit être faite. IV, p. 116, n. 110.
- A qui le défaut de dénonciation ne peut être opposé. IV, p. 117, n. 111.
- Les enfans de l'indigne ne sont pas exclus, s'ils peuvent succéder de leur chef. IV, p. 117, n. 112.
- L'indignité doit être prononcée par les tribunaux; par qui l'action peut être intentée. IV, p. 118, n. 113.
- De la restitution des fruits perçus par l'indigne, depuis l'ouverture de la succession. IV, p. 118, n. 114.
- Les ventes faites par l'indigne sont-elles valides? IV, p. 118, n. 115.
- De l'effet de la déchéance prononcée contre l'indigne, quant à ses actions contre la succession. IV, p. 119, n. 116.

SECT. 3. Des divers ordres de succession.

SOMMAIRE.

ART. 1. Fondement du droit de succéder; principe qui doit entrer la loi civile

pour régler l'ordre des successions; systèmes successivement adoptés à cet égard par les diverses législations, depuis le droit romain jusqu'au Code civil inclusivement.

ART. 2. *De la parenté, des diverses classes de parens; de l'ordre de leur vocation.*

ART. 3. *De la représentation et de la transmission.*

ART. 4. *Des successions défrées aux descendants.*

ART. 5. *Des successions défrées aux ascendants.*

ART. 6. *Des successions collatérales.*

ART. 7. *De la succession anormale, appelée droit de retour ou de réversion.*

ART. 1. *Fondement du droit de succéder; principe que doit suivre la loi civile pour régler l'ordre des successions; systèmes successivement suivis à cet égard, depuis le droit romain jusqu'au Code civil inclusivement.*

- Quel est le fondement du droit de succéder; est-il fondé sur le droit naturel? IV, p. 121, n. 118-126.
- Nécessité des successions dans la société civile. IV, p. 121, n. 118.
- Elles dérivent du droit du premier occupant. IV, p. 122, n. 119-125.
- Héritiers siens chez les Romains; possession continuée. IV, p. 123, n. 121.
- Le droit des enfans à la succession de leurs père et mère vient du droit naturel. IV, p. 126, n. 123.
- Les lois civiles ne doivent pas renverser l'ordre naturel des successions. IV, p. 131, n. 126.
- Du principe que doit suivre la loi civile en réglant l'ordre des successions. Cet ordre doit être réglé plutôt sur les devoirs du défunt que sur ses affections. IV, p. 132, n. 127-129.
- Du système de succession suivi autrefois en France, dans les pays de droit écrit. Analyse de la Novelle 118. IV, p. 135, n. 150, 151.
- Du système suivi dans les pays de coutumes. IV, p. 138, n. 152-157.
- De la règle *paterna paternis*, etc. IV, p. 138, n. 152.
- Des propres et des acquêts. IV, p. 139, n. 155.
- Division des meubles et des acquêts entre les lignes. IV, p. 139, n. 154.
- Embarras de ce système de succession; son origine, ses avantages. IV, p. 140, n. 135-157.
- Du système de succession établi par la loi du 17 niv. an 2. Motifs des dispositions de cette loi. IV, p. 143, n. 158-140.
- Système du projet du Code civil. IV, p. 145, n. 141-143.

— La proposition faite, lors de la discussion de ce projet au conseil d'Etat, de rétablir la règle *paterna paternis*, fut rejetée, et pourquoi. IV, p. 146, n. 144, 145.

— Examen du principe de la division des biens entre les deux familles. IV, p. 148, n. 146.

— Comparaison du système adopté par le Code, avec celui de Justinien, celui des coutumes, et celui de la loi de nivôse an 2. IV, p. 150, n. 147.

— Le système du code a-t-il un but et un esprit qui lui soient propres? IV, p. 151, n. 148.

— Ce système, pas plus que celui de la Novelle 118, n'est fondé sur l'affection présumée du défunt. IV, p. 152, n. 149-152.

ART. 2. *De la parenté, des diverses classes de parens, de l'ordre de leur vocation.*

— De la parenté, des lignes et des degrés. IV, p. 158, n. 153-164.

Voy. *Parenté*.

— Des divers ordres de succession. IV, p. 175, n. 165 bis.

— De la division en deux lignes, et de la vocation de chaque ligne. IV, p. 176, n. 164 bis, 166.

— L'ordre des descendants est appelé à l'exclusion de tous autres, indépendamment de la proximité du degré. IV, p. 177, n. 167.

— Mais le règlement des droits de chaque descendant est déterminé par la proximité du degré. IV, p. 177, n. 168.

— Vocation des lignes ascendantes ou collatérales, à défaut de descendants. Cette vocation est simultanée, sans égard à la proximité du degré. IV, p. 177, n. 169, 170.

— Du concours des ascendans et des collatéraux dans chaque ligne, dans le cas où il existe des frères ou sœurs du défunt, et dans le cas où il n'en existe pas. IV, p. 178, n. 171-173.

— Vocation des frères ou sœurs ou de leurs descendants, et règlement de leurs droits. IV, p. 178, n. 173, 174.

— Vocation des collatéraux les plus rapprochés dans chaque ligne. Limite du droit de succession. Réversion d'une ligne à l'autre. IV, p. 179, n. 175-177.

— La loi ne considère ni la nature, ni l'origine des biens, ni le sexe, ni la primogéniture des successibles, pour régler les successions. IV, p. 179, 178.

ART. 3. *De la représentation et de la transmission.*

— De la représentation. IV, p. 182, n. 180 et suiv.

Voy. *Représentation*.

— Il ne faut pas la confondre avec la transmission. Ce que c'est que la transmission. IV, p. 187, n. 187, 188.

ART. 4. Des successions déferées aux descendants.

— Des successions déferées aux descendants ; ils sont appelés en premier ordre et à l'exclusion de tous autres. IV, p. 199, n. 201, 202.

— Du règlement de leurs droits. La circonstance qu'ils sont issus de divers mariages est indifférente. IV, p. 200, n. 203, 204.

— Du droit de succession résultant de l'adoption. II, p. 269, n. 1010 et suiv.

Voy. Adoption.

ART. 5. Des successions déferées aux ascendants.

— Des successions déferées aux ascendants. IV, p. 202, n. 208-212.

— Division de la succession entre les ascendants des deux lignes, dans le cas où le défunt ne laisse ni postérité, ni frères ni sœurs, ni descendants d'eux. IV, p. 202, n. 208.

— Concours simultané des ascendants des deux lignes, quelle que soit la proximité du degré. Point de représentation dans chaque ligne. A degrés égaux, les ascendants de la même ligne succèdent par tête. IV, p. 202, n. 206-208.

— S'il n'y a d'ascendants que dans une ligne, les collatéraux succèdent dans l'autre ligne. L'usufruit du tiers de la part leur afferant est accordé au père ou à la mère qui a survécu au défunt. IV, p. 204, n. 209, 210.

— Concours des pères et mères, avec des frères ou sœurs du défunt. Exclusion des autres ascendants par les frères ou sœurs. IV, p. 204, n. 211, 212.

— Le droit de succession n'est pas réciproque entre l'époux de mauvaise foi et les enfants nés d'un mariage putatif. I, p. 848, n. 664.

ART. 6. Des successions collatérales.

— Des successions collatérales. IV, p. 206, n. 215 et suiv.

— Deux classes de successibles en collatérale, dont l'une, celle des frères ou sœurs et descendants d'eux, forme une classe privilégiée. IV, p. 206, n. 215, 214.

— Le Code civil a étendu aux frères et sœurs consanguins ou utérins, et à leurs descendants, ce privilège, que la Nouvelle 118 bornait aux frères-germains et à leurs enfants. IV, p. 207, n. 215, 216.

— La vocation des descendants de frères ou de sœurs est attachée à leur qualité personnelle, et indépendante de la proximité du degré ; ils excluent les ascen-

dans et les collatéraux sans le secours de la représentation. IV, p. 209, n. 217-220.

— Ils n'en ont besoin que dans le cas de concours avec des descendants d'un degré plus rapproché. IV, p. 214, n. 219.

— Règlement des droits des frères-germains, utérins et consanguins qui concourent à la même succession. Exception en leur faveur à la division entre les deux lignes : ils excluent les ascendants et les collatéraux de l'autre ligne. IV, p. 215, n. 221.

— Cette prérogative s'étend à leurs descendants. IV, p. 218, n. 222.

— Vocation des autres collatéraux, à défaut de frères ou sœurs, ou de descendants d'eux ; la succession se partage entre les deux lignes, sans refente dans chaque ligne. IV, p. 219, n. 225.

— Le plus proche dans chaque ligne exclut le plus éloigné, sans considération de l'origine ni du double lien ; les collatéraux égaux en degrés dans chaque ligne succèdent par tête. IV, p. 219, n. 224, 225.

— La dévolution n'a lieu d'une ligne à l'autre qu'à défaut de parens au douzième degré dans l'une des lignes. IV, p. 220, n. 226.

ART. 7. De la succession anormale appelée droit de retour ou de réversion.

— De la succession des ascendants par droit de retour ou de réversion. IV, p. 221, n. 226 bis-243.

Voy. Retour.

SECT. 4. Des successions irrégulières.

— Des successions irrégulières. IV, p. 246, n. 246 et suiv.

SOMMAIRE.

ART. 1. Des droits des enfans naturels sur les biens de leurs père et mère, et du droit de succéder aux enfans naturels décédés sans postérité.

ART. 2. Des droits du conjoint survivant, et de ceux de l'Etat.

ART. 3. Nature du droit des héritiers irréguliers ; quand et comment ils peuvent l'exercer.

ART. 1. Des droits des enfans naturels sur la succession de leurs père et mère, et du droit de succéder aux enfans naturels décédés sans postérité.

— La loi n'accorde les droits de succession irrégulière qu'aux enfans naturels légalement et librement reconnus ; les enfans incestueux et adultérins n'ont droit qu'à des alimens. IV, p. 246, n. 246, 247.

— Nature du droit successif accordé aux enfans naturels ; ce n'est point seule-

- ment une créance, mais un droit réel, comparable à celui du légataire à titre universel. IV, p. 247, n. 248-250.
- Quotité de ce droit. IV, p. 251, n. 251.
 - Manière facile de le connaître, quand il y a plusieurs enfants. IV, p. 251, n. 252.
 - La part des enfants naturels est toujours la même, dans le cas où le défunt laisse des ascendants, des frères ou des sœurs, ou des descendants d'eux. IV, p. 252, n. 253, 254.
 - *Quid* si les ascendants, les frères ou sœurs du défunt, renonçaient ou étaient déclarés indignes? IV, p. 257, n. 258.
 - Du cas où l'enfant naturel est en concours avec des ascendants dans une ligne, et des collatéraux dans l'autre. IV, p. 257, n. 256.
 - Des droits de l'enfant naturel, lorsqu'il n'y a point de parents au degré successible. IV, p. 258, n. 257.
 - Ses droits ne s'étendent pas sur les biens donnés en avancement d'hoirie aux héritiers légitimes. IV, p. 258, n. 258.
 - Les père et mère des enfants naturels ne peuvent les adopter. IV, p. 264, n. 261.
 - Ils peuvent réduire par un acte entre vifs la portion qui leur est assignée. Comment. IV, p. 263, n. 262.
 - *Quid* si le père ou la mère s'était réservé l'usufruit de la chose donnée à l'enfant naturel, ou avait stipulé un terme de paiement? *Ibid.*
 - Les descendants légitimes de l'enfant naturel peuvent seuls réclamer les droits que la loi donnait à leur auteur. IV, p. 262, n. 259.
 - Les enfants naturels ne peuvent rien recevoir directement ni indirectement, au delà de ce que la loi leur accorde. IV, p. 263, n. 260.
 - L'enfant naturel peut-il empêcher la réduction, en refusant ce qu'on veut lui donner? IV, p. 266, n. 262.
 - L'enfant naturel a droit à une réserve, même sur les biens donnés par actes entre vifs depuis sa reconnaissance. IV, p. 270, n. 263.
 - Comment cette réserve est réglée s'il n'y a ni descendants légitimes, ni ascendants, ni frères, ni sœurs. IV, p. 274, n. 264.
 - *Quid* s'il y a concours de l'enfant naturel, d'un ou plusieurs enfants légitimes et d'un légataire universel? IV, p. 276, n. 265.
 - *Quid* si le concours existe entre des enfants naturels, des ascendants, ou des frères ou sœurs, et un légataire universel? IV, p. 278, n. 266.
 - Résumé quant à cette réserve. IV, p. 279, n. 267.
 - Les enfants naturels doivent être envoyés en possession. IV, p. 279, n. 268.
 - Le droit des enfants naturels ne s'ouvre que par la mort naturelle ou civile, et jamais par l'absence de leur père ou de leur mère. IV, p. 283, n. 270.
 - A qui passent les biens des enfants naturels à leur décès. IV, p. 280, n. 269.
- ART. 2. Des droits du conjoint survivant et de ceux de l'Etat.**
- Des droits successifs du conjoint. Le divorce les fait perdre. IV, p. 285, n. 271.
 - *Société* de la séparation de corps. IV, p. 283, n. 272.
 - A défaut de conjoint, la succession est dévolue à l'Etat. IV, p. 284, n. 273.
- ART. 3. Nature du droit des héritiers irréguliers; quand et comment ils peuvent l'exercer.**
- Comment les héritiers irréguliers exercent leurs droits. IV, p. 286, n. 274 et suiv.
 - Le droit successif des enfants naturels est irrévocable dans certains cas, résoluble et conditionnel dans d'autres. IV, p. 286, n. 275-277.
 - Le droit successif du conjoint survivant et de l'Etat est toujours conditionnel et résoluble. IV, p. 288, n. 278.
 - Les héritiers irréguliers doivent être envoyés en possession. IV, p. 290, n. 279.
 - Contre qui l'enfant naturel doit former sa demande. IV, p. 291, n. 280.
 - Nature de son action. Mesures conservatoires qu'elle autorise. IV, p. 291, n. 281.
 - L'enfant naturel n'a point l'action de partage, et l'héritier auquel il demande l'envoi en possession a le droit de lui désigner sa lotie. IV, p. 292, n. 282.
 - De la validité des ventes qu'aurait pu faire l'héritier légitime, dans le cas de concours avec un enfant naturel; et par occasion, de la validité des ventes faites par l'héritier apparent. IV, p. 295, n. 285-289.
 - A défaut d'héritier légitime, l'enfant naturel doit diriger sa demande contre l'héritier institué ou le légataire universel. IV, p. 300, n. 290.
 - S'il n'en existe pas, il doit faire nommer un curateur à la succession vacante, et diriger sa demande contre lui. IV, p. 319, n. 391-393.
 - Distinction entre les successions vacantes et les successions en déshérence. IV, p. 317, n. 294, 295.
 - Des formalités qui doivent précéder l'envoi en possession des enfants naturels, et des preuves à faire. IV, p. 320, n. 296-299.
 - Mesures prescrites pour assurer les droits des héritiers légitimes qui viendraient à se découvrir. IV, p. 322, n. 300-302.

- Des obligations de l'enfant naturel ou du conjoint évincé d'une succession. De la restitution des fruits. IV, p. 325, n. 303-312.

Voy. *Bonne foi, Possession.*

SECT. 3. *De l'acceptation des successions ; de la renonciation aux successions ; des successions bénéficiaires et des successions vacantes.*

SOMMAIRE.

ART. 1. *De l'acceptation des successions.*

ART. 2. *De la renonciation aux successions.*

ART. 3. *Des successions bénéficiaires.*

ART. 4. *Des successions vacantes.*

ART. 1. *De l'acceptation des successions.*

- De l'acceptation des successions. IV, p. 334, n. 312 bis et suiv.

Voy. *Acceptation.*

- Quand et comment le tuteur peut accepter ou répudier une succession pour le mineur. II, p. 394, n. 1233, 1236.

ART. 2. *De la renonciation aux successions.*

- De la renonciation aux successions. IV, p. 333, n. 337-331 bis.

Voy. *Renonciation (à succession).*

- L'habile à succéder qui n'a pas encore renoncé peut être poursuivi par les créanciers, après les délais pour faire inventaire et délibérer. IV, p. 333, n. 337, et *ibid.*, p. 337, n. 344.

- Les cohéritiers de l'habile à succéder peuvent le forcer à s'expliquer. Les parents plus éloignés ne le peuvent. IV, p. 338, n. 345.

ART. 3. *Des successions bénéficiaires.*

- De l'acceptation d'une succession sous bénéfice d'inventaire ; de ses effets et des obligations de l'héritier bénéficiaire. IV, p. 367, n. 352-395.

Voy. *Bénéfice d'inventaire.*

ART. 4. *Des successions vacantes.*

- Des successions vacantes. IV, p. 397, n. 396 et suiv.
- Toute personne intéressée peut faire nommer un curateur à une succession vacante. Sous quelle condition. IV, p. 397, n. 396.
- *Quid si les héritiers connus renoncent ?* IV, p. 398, n. 397.
- Par quel tribunal le curateur est nommé. IV, p. 399, n. 399.
- Ses obligations, ses pouvoirs ; règles de son administration. IV, p. 400, n. 400-403.
- Obligation de l'acquéreur des biens d'une succession vacante, relativement

au versement du prix. IV, p. 403, n. 404.

- Une succession doit être réputée vacante, quand il ne se présente qu'un enfant naturel qui y prétende droit, et elle doit être pourvue d'un curateur. IV, p. 310, n. 291-293.

- Distinction entre les successions vacantes et les successions en déshérence. IV, p. 317, n. 294.

- De la subrogation établie en faveur du curateur à une succession vacante, qui a payé de ses deniers les créanciers de la succession. VII, p. 202, n. 188.

SECT. 6. *Du partage des successions ; des rapports et du paiement des dettes.*

SOMMAIRE.

ART. 1. *Du partage des successions.*

ART. 2. *Des rapports.*

ART. 3. *Du paiement des dettes.*

ART. 1. *Du partage des successions.*

- Du partage des successions ; de l'action en partage ; de sa forme. IV, p. 408, n. 408-432.

Voy. *Partage.*

- De la faculté d'écarter du partage d'une succession celui auquel un des cohéritiers a cédé ses droits. IV, p. 431, n. 435-438.

Voy. *Retrait successoral.*

- La soulte due à l'un des conjoints pour infériorité dans un partage fait régulièrement et par un seul acte, d'une succession partie mobilière et partie immobilière, échue pendant le mariage, n'entre point dans la communauté légale. XII, p. 209.

- *Soulte de la soulte due à l'occasion du partage d'une succession purement immobilière, échue pendant le mariage.* *Ibid.*, n. 208.

ART. 2. *Des rapports.*

- Des rapports à faire lors du partage d'une succession. IV, p. 432, n. 433 et suiv.

Voy. *Rapports.*

ART. 3. *Du paiement des dettes.*

- Du paiement des dettes d'une succession. IV, p. 318, n. 319 et suiv.

- Quelles actions ont les créanciers pour obtenir ce paiement. IV, p. 318, § 1er.

- De l'action personnelle ; origine et fondement de cette action. IV, p. 317, n. 312.

- Les actions se divisent et se subdivisent, de plein droit contre tous les héritiers, et contre ceux qui en tiennent lieu. IV, p. 321, n. 315-318.

- Comment s'exécutent contre

- liers les titres exécutoires contre le défunt. IV, p. 825, n. 816.
- Le code a abrogé les dispositions des coutumes qui obligeaient les créanciers d'une succession à former leur action personnelle pour la totalité de la dette contre l'héritier du sang, sauf le recours de celui-ci contre le légataire ou l'héritier institué. IV, p. 824, n. 817, 819.
 - L'action des créanciers contre le légataire à titre universel peut excéder la proportion de son émolument. IV, p. 830, n. 820.
 - Les créanciers n'ont plus d'action contre l'héritier du sang que pour sa part virile, sauf leur action contre les légataires, pour la part qui leur incombe dans la dette. IV, p. 832, n. 821.
 - Si le légataire universel ou à titre universel représente le défunt. IV, p. 835, n. 822.
 - Les différences qui existent entre les héritiers du sang et les légataires sont étrangères au paiement des dettes et à l'action des créanciers. IV, p. 835, n. 823.
 - Action des créanciers contre les héritiers contractuels. IV, p. 834, n. 824.
 - Contre les enfants naturels. IV, p. 834, n. 826.
 - Contre le conjoint survivant et contre l'État. IV, p. 837, n. 827.
 - De l'action hypothécaire : elle est solidaire contre tout détenteur de l'héritage hypothéqué. IV, p. 837, n. 828.
 - Les créanciers peuvent cumuler l'action personnelle et l'action hypothécaire. IV, p. 838, n. 829.
 - L'héritier peut éviter la condamnation solidaire, en abandonnant l'héritage, et en payant sa part des dettes. IV, p. 838, n. 830.
 - L'héritier qui a cessé de posséder sans fraude l'immeuble hypothéqué ne peut plus être poursuivi solidairement. IV, p. 839, n. 832.
 - L'insolvabilité d'un héritier peut faire perdre au créancier une partie de la dette de la succession. IV, p. 839, n. 833.
 - Le légataire particulier, forcé par l'action hypothécaire de payer toute la dette, est subrogé au droit du créancier. IV, p. 840, n. 835.
 - *Quid* s'il est en même temps héritier ? *Idid.*, à la note.
 - Recours du cohéritier qui paie les dettes contre ses cohéritiers. IV, p. 841, n. 834.
 - Comment les créanciers peuvent prévenir l'inconvénient de la division des actions. IV, p. 842, n. 835.
 - Cas où les créanciers d'une succession ont une action en rapport contre les légataires qui ont reçu leurs legs. IV, p. 842, n. 836, 837.
 - De la séparation des patrimoines. IV, p. 844, n. 839-848.
- Voy. Séparation des patrimoines.*
- De la contribution qui se fait entre les personnes obligées aux dettes d'une succession. IV, p. 851, n. 849 et suiv.
 - Différence entre l'obligation et la contribution aux dettes. IV, p. 851, n. 849.
 - Le défunt ou les héritiers peuvent changer la proportion de la contribution. IV, p. 852, n. 850.
 - S'ils ne l'ont pas réglée, elle suit le prorata de l'émolument. IV, p. 853, n. 851.
 - Le légataire universel peut contribuer aux dettes au delà du prorata de son émolument. IV, p. 854, n. 852.
 - Comment y contribue l'usufruitier à titre universel. IV, p. 854, n. 853.
 - Cas où l'obligation des héritiers aux dettes est plus forte que leur contribution. IV, p. 854, n. 854.
 - Celui qui a payé au delà de sa contribution n'a de recours contre les autres que pour la part de chacun d'eux. IV, p. 858, n. 855.
 - L'héritier bénéficiaire, créancier non hypothécaire de la succession, ne peut agir personnellement contre les héritiers purs et simples que pour leur portion virile. IV, p. 856, n. 856, 857.
 - Si l'héritier pur et simple, créancier hypothécaire de la succession, peut agir solidairement contre l'un de ses cohéritiers. IV, p. 857, n. 858.
 - Les héritiers peuvent exiger que les meubles soient vendus pour payer les dettes. IV, p. 858, n. 859.
 - *Quid* de la rente hypothéquée sur un des immeubles de la succession ? IV, p. 859, n. 860.
 - L'ascendant donataire qui succède aux objets donnés, par droit de retour, est soumis aux dettes comme tout héritier. IV, p. 254, n. 256.
 - Comment l'usufruitier contribue au paiement des dettes, et quelles sont celles qu'il supporte seul. III, p. 286, n. 452, 453.
 - Quelles dettes de succession entrent dans le passif de la communauté légale. XII, p. 409, n. 278 et suiv.
- Voy. Communauté légale, Passif de la communauté légale.*
- Le mari, sous le régime dotal, est-il tenu des dettes d'une succession échue à la femme pendant le mariage ? XIV, p. 418, n. 350.

SUGGESTION.

- De la suggestion comme cause de nullité des testaments. V, p. 688, n. 706 et suiv.
- Voy. Testament.*

SUISSE.

- Dispositions du traité politique conclu entre la France et la Suisse, le 4 vendémiaire an 12. X, p. 158, n. 89.

SUPPRESSION (d'état).

- L'action criminelle même, poursuivie d'office par le ministère public, contre le délit de suppression d'état, ne peut commencer qu'après le jugement du tribunal civil sur la question d'état. II, p. 202, n. 902-907.
- *Secus* de la poursuite criminelle pour délit d'exposition d'un enfant. II, p. 208, n. 906.
- Pourquoi l'action criminelle contre un délit de suppression d'état ne peut commencer qu'après le jugement au civil sur la question d'état. IX, p. 251, n. 131.

Voy. *État*.

SURANNATION.

- L'effet de la sommation destinée à constituer le débiteur en demeure est-il éteint par la surannation? VI, p. 265, n. 87-260.

SURCHARGE.

- Des surcharges dans les actes notariés. VIII, p. 163, n. 109 et suiv.

Voy. *Acte authentique*.

SURENCHÈRE.

- La femme séparée de biens ne peut surenchérir l'immeuble sur lequel elle est inscrite, sans être autorisée par son mari, ou, sur son refus, par la justice. XIII, p. 163, n. 107.

SURETÉ.

- Du droit de sûreté. I, p. 177, n. 210.

SURSÉANCE.

- Des lettres de surséance; leur concession n'est plus dans les attributions du roi. Les juges peuvent-ils en accorder? VI, p. 680, n. 635-661.

Voy. *Délai*, *Terme*.

SURVENANCE (d'enfants).

- De la révocation des donations pour cause de survenance d'enfants. V, p. 289, n. 296-321.

Voy. *Donation*.

- Les donations faites aux époux, par contrat de mariage, des biens que le donateur laissera à son décès, sont révoquées par survenance d'enfants. V, p. 762, n. 846.
- Les donations faites entre époux, par contrat de mariage, ne sont pas révocables par survenance d'enfants. V, p. 823, n. 909.
- L'immeuble donné par l'un des époux, et dans la propriété duquel il rentre pendant le mariage, pour survenance d'en-

fants, est exclus de la communauté légale. XII, p. 517, n. 191, 192.

- La survenance d'enfants n'annule pas le testament. V, p. 628, n. 669, 670.

SURVIE.

- Règles pour juger de la survie entre plusieurs personnes qui meurent ensemble. IV, p. 69, n. 74-78 bis.

Voy. *Succession*.

- Sont-elles applicables aux héritiers institués, aux légataires ou aux donataires? IV, p. 75, n. 78, 78 bis.
- La condition de survie ne détruit pas le caractère de donation. V, p. 273, n. 277; *ibid.*, p. 29, n. 307.
- Les donations entre époux de biens présents, par contrat de mariage, ne sont point soumises à la condition de survie. V, p. 324, n. 907.
- La dissolution du mariage, opérée par le divorce, ne donne pas lieu aux gains de survie. II, p. 77, n. 740.
- *Quid* dans le cas de séparation de corps? II, p. 105, n. 781.

Voy. *Gains de survie*.

SUSCRIPTION.

- Des formalités prescrites pour l'acte de suscription du testament mystique. V, p. 481, n. 464-483.

Voy. *Testament (mystique)*.

SYNALLAGMATIQUE.

- Quels contrats sont synallagmatiques. VI, p. 17, n. 19.
- Suffit-il de donner à un acte unilatéral la forme d'un acte synallagmatique, pour le soustraire à la formalité de l'approbation de la somme en toutes lettres? VIII, p. 483, n. 507.
- *Quid* si l'acte synallagmatique par lui-même, se réduit cependant à une obligation unilatérale? VIII, p. 495, n. 531.
- De la disposition de l'article 1523 du Code civil, qui prescrit de faire, en autant d'originaux qu'il y a de parties avec un intérêt distinct, les actes sous seing privé qui contiennent des conventions synallagmatiques. VIII, p. 483, n. 508 et suiv.

Voy. *Double original*.

TABELLION.

- Des actes reçus à Rome par un tabellion. VIII, p. 502, n. 201.

Voy. *Notaire*.

TACITE RÉCONDUCTION.

- La tacite réconduction s'opère par le silence des parties. VI, p. 59, n. 35.

TAILLE.

- Ce qu'on entend par tailles; elles sont

un moyen de suppléer à l'écriture. VIII, p. 391, n. 406, 407.

— Les tailles corrélatives à leur échantillon sont foi, et tiennent lieu de preuve littérale. VIII, p. 393, n. 408.

— Si l'une des parties n'a eu un échantillon, l'autre partie peut prouver le fait contraire par témoins. VIII, p. 393, n. 409.

— Les tailles sont foi, même contre les créanciers du débiteur, en cas de faillite ou de déconfiture, afin de procurer un privilège pour fournitures de subsistances. VIII, p. 393, n. 410.

TÉMOIN.

SOMMAIRE.

SECT. 1. *Des témoins en général, et des qualités qu'ils doivent avoir pour que leur déposition puisse être admise, et qu'elle influe sur la décision du juge.*

SECT. 2. *Des témoins instrumentaires.*

SECT. 1. *Des témoins en général, et des qualités qu'ils doivent avoir pour que leur déposition puisse être admise, et qu'elle influe sur la décision du juge.*

— De la preuve par témoins ; dans quels cas elle est admise. IX, p. 3, n. 1 et suiv.

Voy. *Preuve testimoniale*, sect. 3, au mot *Preuve*.

— Précautions nécessaires pour s'assurer que le témoin n'est ni trompé ni trompeur. Il faut, 1^o qu'il ait été présent aux faits qu'il rapporte ; 2^o qu'il les ait vus et non qu'il les sache par ouï-dire. Différence, quant à la foi qu'ils méritent, entre les témoins *de visu* et les témoins *auriculaires*. Division des témoins *auriculaires* en témoins *ex auditu proprio*, témoins *ex auditu partis*, et témoins *ex auditu alieno*. IX, p. 392, n. 248-253.

— Cas rares où les témoins *auriculaires* peuvent suffire pour prouver un fait. Application à la possession immémoriale de servitudes aujourd'hui imprescriptibles, et qu'on prescrivait autrefois. IX, p. 400, n. 254.

— Quelles conditions sont requises pour que de tels témoignages fassent foi. IX, p. 402, n. 255.

— La présomption qu'un témoin présent connaît les faits, augmente s'il a eu des motifs particuliers d'y faire une attention sérieuse ; par exemple, s'il a été appelé exprès pour y être présent. IX, p. 403, n. 256.

— Les développemens qu'un témoin donne à sa déposition peuvent faire juger s'il a une connaissance suffisante des faits. IX, p. 405, n. 257.

— La déposition du témoin doit être affirmative et non dubitative ; ce n'est pas ce qu'il croit, mais ce qu'il sait qu'il doit dire, et il doit rendre raison de la manière dont il le sait. IX, p. 406, n. 258-260.

— Il faut que les faits qu'il atteste soient vraisemblables ; qu'il ait été à portée de les voir ou de les entendre. Il faut distinguer les faits qu'il raconte des conséquences qu'il en tire. IX, p. 406, n. 261.

— Difficulté de s'assurer que le témoin ne veut pas tromper. Serment qu'on exige de lui à cet effet. Ce que doit contenir ce serment. IX, p. 409, n. 262.

— Les témoins qui refusent de prêter serment sont punis de la même peine que les défaillans. X, p. 469, n. 358.

— On doit se défier du témoin contre lequel s'élèvent des soupçons vraisemblables. C'est un point abandonné à la sagacité et à la prudence des juges. IX, p. 410, n. 263.

— En droit romain, la faculté d'être témoin était un droit civil, dont la loi pouvait priver un citoyen. Il y avait des privations ou exclusions absolues, et des exclusions purement relatives du droit de témoignage. Ceux que la loi n'excluait pas, devaient être admis ; ils étaient témoins *idoines*. IX, p. 412, n. 264-267.

— Mais on pouvait les reprocher, la loi ne devant point interdire ce moyen de défense ; par le même motif, on pouvait répondre aux reproches. Les reproches et les réponses aux reproches sont un incident du procès, sur lequel le juge doit d'abord prononcer. IX, p. 414, n. 268, 269.

— Quels reproches pouvaient être admis, et dans quels cas ils pouvaient être admis contre des témoins, tant en droit romain qu'en droit canonique, sous l'empire des anciennes coutumes, dans l'ancien droit français et sous la législation réglée par les ordonnances antérieures au Code. IX, p. 415, n. 270-284.

— Dans notre législation actuelle, le droit de témoignage est, ainsi qu'en droit romain, un droit civil dont personne ne peut être privé qu'en vertu d'une loi. L'exclusion est relative ou absolue. IX, p. 433, n. 285.

— La prohibition absolue est restreinte à la parenté ou à l'alliance en ligne directe, et à la qualité de conjoint. La parenté et l'alliance en ligne collatérale ne sont plus que des moyens de reproche, que le juge ne peut suppléer. IX, p. 434, n. 286, 287.

— L'individu mort civilement est incapable d'être témoin. I, p. 258, n. 253.

- Les parens peuvent être témoins dans une enquête faite en matière d'absence. I, p. 347, n. 402.
 - Les témoins à faire entendre dans les enquêtes relatives au divorce doivent être nommés au moment du jugement qui ordonne la preuve testimoniale, et les reproches doivent être immédiatement proposés. II, p. 82, n. 691.
 - Les parens, autres que les descendans, et les domestiques, peuvent être témoins dans ces enquêtes et dans celles qui se font à l'occasion des demandes en séparation de corps. II, p. 83, n. 692, et p. 98, n. 769.
 - Dispositions de notre législation actuelle sur les reproches; questions auxquelles donnent lieu ces dispositions. IX, p. 437, n. 288-318.
- Voy. Reproches.*
- Des témoins qu'on nomme nécessaires; examen de l'ancienne doctrine relative à ces témoins. IX, p. 497, n. 316.
 - Du nombre de témoins requis pour former une preuve, tant sous l'ancienne que sous la nouvelle législation. Le juge peut se décider par la déposition d'un seul témoin, en matière civile surtout, si elle est appuyée d'autres présomptions. IX, p. 500, n. 317, 318.
 - Un commencement de preuve par écrit, joint à la déposition d'un seul témoin, peut suffire pour former une preuve. IX, p. 506, n. 319.
 - Nos lois criminelles n'exigent point le concours de plusieurs témoins. Comment on peut motiver un jugement sur un seul témoignage. IX, p. 506, n. 320.
 - Dans le cas où plusieurs faits particuliers sont nécessaires pour établir un fait principal, on ne regarde point comme isolée la déposition d'un seul témoin sur chaque fait particulier. IX, p. 510, n. 321.
 - Les juges, s'ils ne sont persuadés, ne sont point obligés de juger d'après les dépositions de plusieurs témoins non reprochés. On ne trouve ni dans le droit romain, ni dans la législation ancienne, ni dans le droit actuel, aucun texte formel qui les y oblige. Il en est autrement du résultat de la preuve littérale. Pourquoi le juge est obligé de se conformer, dans ses jugemens, aux faits établis par des actes auxquels la loi accorde foi pleine et entière. IX, p. 514, n. 322.
 - De la collision des témoignages. Embarras que présente, pour la solution des difficultés qui en résultent, notre procédure actuelle sur les enquêtes en matière civile. Vices évidens de cette procédure. Vœux pour sa modification. Exemple donné par les législateurs de Genève. IX, p. 519, n. 323, 324.
 - Lumières que la méditation des textes du droit romain doit donner aux juges, pour les guider dans le cas de collision des témoignages. IX, p. 528, n. 325.
 - Circonstances qui peuvent leur procurer les moyens de discerner la vérité, et la préférence due à certains témoins. IX, p. 529, n. 326.
 - C'est plutôt d'après les qualités morales que d'après le nombre des témoins que le juge doit se déterminer. IX, p. 530, n. 327, 328.
 - Quand le témoignage d'un magistrat serait préférable à celui d'un homme privé. IX, p. 532, n. 329.
 - Les qualités extérieures, celles même de l'esprit, le rang, la richesse, etc., ne sont à considérer qu'autant qu'elles sont accompagnées des qualités du cœur. Erreur d'anciens auteurs qui en ont autrement jugé. IX, p. 533, n. 330-332.
 - Influence des qualités de la partie sur l'opinion qu'on peut se faire de la moralité des témoins qu'elle appelle. IX, p. 536, n. 333.
 - Les qualités des dépositions peuvent encore donner des lumières sur la préférence que quelques unes méritent. IX, p. 536, n. 334.
 - Des témoignages affirmatifs et des témoignages négatifs. S'il faut préférer les premiers aux seconds. IX, p. 537, n. 335.
- SECT. 2. Des témoins instrumentaires.**
- Qualités que doivent avoir les témoins instrumentaires. De leur responsabilité. VIII, p. 130, n. 76-78.
 - Leurs noms et demeures doivent être énoncés dans les actes. VIII, p. 143, n. 88.
 - Quelles personnes peuvent être témoins aux actes de l'état civil; quel en doit être le nombre. I, p. 384, n. 509.
 - Principe général sur la capacité des témoins instrumentaires. V, p. 364, n. 390.
 - Les sourds, les aveugles, les muets peuvent-ils être témoins? V, p. 368, n. 391, 392.
 - Ceux qui n'entendent pas la langue du testateur ne peuvent l'être. V, p. 368, n. 393.
 - Il en est de même des furioux et des insensés. V, p. 365, n. 394.
 - Les femmes et les mineurs ne peuvent être témoins instrumentaires. V, p. 368, n. 395.
 - Il suffit que ces témoins jouissent des droits civils. V, p. 369, n. 396.
 - Quand il s'agit de la rédaction d'un testament authentique, ils doivent être domiciliés dans l'arrondissement communal. V, p. 372, n. 397.
 - Ceux qui sont intéressés dans le t

- ment ne peuvent être témoins. V, p. 373, n. 398.
- Les parens du testateur, le mari de la testatrice, l'exécuteur testamentaire, s'ils ne sont pas légataires, peuvent être témoins. V, p. 374, n. 399, 400, 401.
 - Les légataires et leurs parens peuvent être témoins dans l'acte de suscription d'un testament mystique. V, p. 482, n. 463.
 - Les parens aux degrés prohibés ne peuvent assister comme témoins instrumentaires aux contrats de mariage. XII, p. 413, n. 71.
 - Les clercs de notaires, leurs serviteurs et leurs parens à certains degrés, ne peuvent être témoins instrumentaires. V, p. 376, n. 402.
 - Deux parens peuvent concourir comme témoins dans le même acte. V, p. 376, n. 403.
 - Les commensaux des notaires peuvent être témoins instrumentaires. V, p. 376, n. 404.
 - A quelle époque il faut considérer la capacité des témoins. V, p. 376, n. 408.
 - L'incapacité d'un des témoins requis annule le testament. V, p. 376, n. 406.
 - *Quid* de l'incapacité ignorée? V, p. 377, n. 407.
 - Les témoins instrumentaires ne peuvent être assimilés à ceux qui ont donné un certificat. Ils peuvent être entendus en témoignage. Quelle est la force de leurs dépositions. De quels faits ils peuvent déposer. *Quid* si leurs dépositions sont en opposition avec les faits qu'ils ont attestés dans l'acte? IX, p. 477, n. 309-313.
 - La déposition des témoins instrumentaires est-elle reçue à l'appui de l'inscription de faux contre l'acte? V, p. 382, n. 412.
 - Sous la nouvelle législation, leurs dépositions et celles du notaire rapporteur peuvent suffire pour faire déclarer un acte faux, frauduleux ou simulé, et pour faire condamner un des contractans comme faussaire ou comme usurier. IX, p. 488, n. 312, 313.
 - Il suffit, pour la validité des testamens, que la moitié des témoins instrumentaires signent dans les campagnes. Ce qu'on entend par campagnes. V, p. 433, n. 448.
 - En est-il ainsi pour le testament mystique? V, p. 465, n. 485.
 - Dissertation sur la nécessité de la présence des témoins instrumentaires à la réception des actes, sous peine de faux et de nullité. XII, p. 342, addit.
- TERME.**
- Effet du terme sur l'obligation. VI, p. 678, n. 680.
 - Du terme déterminé ou indéterminé, exprès ou tacite, de droit ou de grace. La mort de l'un des contractans est un terme indéterminé, mais licite. VI, p. 678, n. 681, 682.
 - Le terme de grace est contraire à l'exacte justice. Abolition de l'usage abusif des lettres de répit. Faculté laissée néanmoins au juge d'accorder des délais modérés pour l'exécution de ses jugemens. Vice et inconvénienens de cette faculté. VI, p. 680, n. 683-687.
 - On peut, par une stipulation expresse, enlever au juge cette faculté. Quand et comment il peut en user. VI, p. 684, n. 688-691.
 - Effets du terme, relativement au droit du créancier. Il peut agir pour le conserver; par exemple, demander la reconnaissance d'une obligation sous seing privé avant l'échéance; mais il ne peut prendre inscription. Qui doit les frais de la reconnaissance. Peut-on, avant l'échéance, obtenir condamnation au paiement d'une obligation à terme? VI, p. 689, n. 692-694.
 - Le créancier d'une dette annuelle peut, faute de paiement d'un terme, obtenir que le débiteur par acte sous seing privé soit immédiatement condamné à payer les autres à leur échéance. VI, p. 697, n. 695.
 - Le débiteur qui, par son fait, diminue les sûretés qu'il avait données au créancier par le contrat, ne peut plus réclamer le bénéfice du terme. Quand on peut prétendre que les sûretés sont diminuées. VI, p. 698, n. 696-670.
 - Si le juge a divisé le paiement de la dette en plusieurs termes, le débiteur qui ne paie pas à l'échéance d'un des termes est déchu des autres. Il en est de même si les biens sont vendus à la requête d'autres créanciers, et dans tous les cas où il serait déchu du délai de droit. VI, p. 703, n. 671, 672, 674.
 - Le créancier peut, pendant le délai de grace, faire tous actes conservatoires, toutes choses demeurant en état. Ce qu'on entend par là. VI, p. 705, n. 673.
 - Effet du terme relativement au débiteur. Le terme est, en général, censé stipulé en sa faveur. Quand il est présumé établi aussi en faveur du créancier. VI, p. 706, n. 675-679.
 - Le terme de droit empêche la compensation. *Secus* du terme de grace. VI, p. 710, n. 680, et VII, p. 447, n. 378.
 - Distinction entre le terme et la condition dans les legs. Le terme incertain équivaut à une condition. V, p. 632, n. 673-676.
 - Dans les contrats, le jour certain ne forme qu'un terme; il peut en être au-

trement dans les testaments. VI, p. 312, n. 477-479.

- Du terme dans lequel doivent s'accomplir les conditions, et après l'expiration duquel elles sont réputées accomplies. Distinctions à cet égard entre les diverses espèces de conditions. VI, p. 646, n. 608 et suiv.

Voy. Condition.

- Si le jour de l'échéance, *terminus ad quem*, et si le jour du terme, *terminus à quo*, sont compris dans le terme. VI, p. 710, n. 681, 682.
- Comment se comptent les mois, les années. VI, p. 715, n. 683.
- Comment se calcule le terme ainsi établi : *dans un mois, à compter de ce jour*. VI, p. 715, n. 684.
- Des délais francs à observer dans les actes de procédure. VI, p. 710, n. 688.
- Du terme *à quo* et du terme *ad quem*, quant au calcul des délais prescrits par la loi. XIII, p. 78, n. 80, 87.

Voy. Délai.

- Si la seule échéance du terme peut constituer le débiteur en demeure. VI, p. 231, n. 242-247.

Voy. Demeure.

- Le créancier peut, avant l'échéance du terme, former la demande de reconnaissance ou de vérification d'une obligation sous signature privée; mais il ne peut prendre d'inscription qu'après l'échéance. Peut-il demander que le débiteur soit condamné à payer avant l'échéance? Qui doit supporter les frais. VIII, p. 351, n. 225-228.
- Le délai de l'action en rescision court-il pendant le terme accordé pour l'exécution du contrat? VII, p. 722, n. 614.
- Les paiements faits avant terme ne peuvent donner lieu à répétition. XI, p. 75, n. 59.

TESTAMENT.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *Des testaments en général.*
- SECT. 2. *Du testament olographe.*
- SECT. 3. *Du testament authentique.*
- SECT. 4. *Du testament mystique.*
- SECT. 5. *Des testaments exceptionnels.*
- SECT. 6. *De l'exécution des testaments.*
- SECT. 7. *De la demande en réduction.*
- SECT. 8. *De la révocation des testaments; de leur caducité et du droit d'accroissement; de l'annulation des testaments.*
- SECT. 9. *Des substitutions prohibées, et des substitutions permises dans les testaments.*
- SECT. 10. *Des partages par testament.*

SECT. 1. Des testaments en général.

SOMMAIRE.

- ART. 1. *De la nature et de l'origine du*

droit de tester. Notions générales sur l'exercice de ce droit.

- ART. 2. *De la capacité de donner ou de recevoir par testament.*

- ART. 1. *De la nature et de l'origine du droit de tester. Notions générales sur l'exercice de ce droit.*

- Ce qu'on appelle un testament. V, p. 5, n. 2.
- En quoi le testament diffère de la donation à cause de mort. V, p. 7, n. 7.
- Un acte de dernière volonté, quelque dénomination qu'on lui donne, est un testament. V, p. 326, n. 336.
- D'où vient le droit de tester. V, p. 318, n. 343.
- Pourquoi il a été établi. V, p. 317, n. 344.
- On n'y peut renoncer. I, p. 89, n. 107.
- Définition du testament suivant le Code et suivant le droit romain. V, p. 319, n. 348.
- Comment les testaments s'introduisirent chez les peuples d'origine germanique. V, p. 469, n. 489.
- Nullité du testament conjonctif. V, p. 320, n. 346.
- Le testateur peut se faire aider par un tiers dans la rédaction de son testament. V, p. 324, n. 347.
- Le testateur ne peut faire dépendre ses dispositions de la volonté d'un tiers. V, p. 324, n. 348.
- Du legs fait à un domestique, s'il en est jugé digne. V, p. 322, n. 349.
- Des dispositions avec faculté d'élire. V, p. 325, n. 350.
- De la disposition d'une somme pour être employée par un tiers suivant les intentions secrètes du testateur. V, p. 325, n. 351.
- La présence et l'acceptation du légataire n'annulent pas le testament. V, p. 324, n. 352.
- La crainte, l'erreur et le dol. annulent le testament. V, p. 325, n. 354.
- ART. 2. *De la capacité de donner ou de recevoir par testament.*
- De la capacité de donner ou de recevoir par testament. V, p. 71, n. 52 et suiv.
- On peut attaquer un testament pour cause de démence, après le décès du testateur. V, p. 75, n. 56.
- Des testaments faits par l'interdit avant et depuis l'interdiction. V, p. 73, n. 57, 58.
- De ceux que ferait l'individu pourvu d'un conseil judiciaire. V, p. 77, n. 59, et p. 324, n. 353.
- De ceux que ferait un mineur. II, p. 77, n. 60.
- La femme mariée n'a pas besoin d'au-

- autorisation pour tester. II, p. 17, n. 621 ; V, p. 78, n. 61, et *ibid.*, p. 324, n. 343.
- L'individu mort civilement perd le droit de donner par testament. I, p. 234, n. 282, et V, p. 78, n. 62.
 - *Quid* de la validité du testament fait par un accusé, avant la mort civile encourue ? I, p. 263, n. 280.
 - Effets de la donation testamentaire faite par le mari des biens de la communauté légale. XII, p. 483, n. 315.
 - Des incapables de recevoir par testament. V, p. 79, n. 64 et suiv.
 - L'individu mort civilement perd le droit de recevoir par testament. I, p. 234, n. 282.
 - Ceux qui ne sont pas conçus au décès du testateur, ou qui ne naissent pas viables, sont incapables de recevoir par testament. V, p. 79, n. 64.
 - De l'incapacité des tuteurs. V, p. 80, n. 63.
 - De celle des docteurs en médecine, en chirurgie, en pharmacie, et des officiers de santé. Exceptions. V, p. 81, n. 66, 69.
 - On ne peut étendre la prohibition aux garde-malades. V, p. 82, n. 67.
 - Elle s'étend aux empiriques et aux charlatans. V, p. 82, n. 68.
 - De l'incapacité des ministres du culte. V, p. 83, n. 70.
 - De celle des enfans naturels. V, p. 84, n. 71.
 - De celle des étrangers. V, p. 84, n. 72.
 - De celle des mariés à un veuf ou à une veuve avec enfans. V, p. 84, n. 75.
 - Aucune incapacité de recevoir par testament ne frappe aujourd'hui les héritiers du testateur. V, p. 85, n. 74.
 - Autorisation prescrite pour la validité des testamens faits en faveur des corps ou des établissemens publics. V, p. 86, n. 78.
 - Nullité des testamens faits en faveur d'incapables sous le nom de personnes interposées. V, p. 87, n. 76-85.
 - Comment on peut prouver l'interposition. V, p. 87, n. 77.
 - Quelles personnes sont de droit réputées personnes interposées. V, p. 88, n. 78-82.
 - Des époques à considérer pour juger de la capacité du testateur. V, p. 93, n. 86-88.
 - Des époques à considérer pour juger de la capacité des héritiers institués ou des légataires. V, p. 96, n. 89-94.
 - Application spéciale aux dispositions conditionnelles. V, p. 99, n. 91-94.
- SECT. 2. Du testament olographe.
- Du testament olographe. Définition. V, p. 328, n. 337.
 - Dans quel cas un mot d'une main étrangère, écrit en interligne, vicierait-il le testament ? V, p. 328, n. 338.
 - Est-il nécessaire que les interlignes et ratures soient approuvées ? V, p. 329, n. 339.
 - *Quid* s'il y avait beaucoup de ratures ? V, p. 329, n. 360.
 - Le testament olographe peut être écrit sur toute espèce de papier. V, p. 329, n. 361.
 - Ce testament doit être daté. Ce qu'on entend par date. Des erreurs dans la date. Comment les rectifier. V, p. 329, n. 362.
 - *Quid* si le testament est *post-daté*, et que le testateur meure avant la date ? V, p. 327, n. 363.
 - Reflexions générales sur la correction des dates. V, p. 341, n. 364.
 - Le jour est suffisamment indiqué par une fête publique. V, p. 342, n. 368.
 - La date en chiffres suffit. V, p. 342, n. 366.
 - De la surcharge de la date. V, p. 342, n. 367.
 - Il n'est pas nécessaire d'indiquer le lieu dans le testament olographe. *Secus* du testament notarié. V, p. 343, n. 368.
 - Où la date peut être mise. V, p. 345, n. 369; *ibid.*, p. 349, n. 378.
 - Les dispositions ajoutées après la signature seraient nulles. V, p. 343, n. 370.
 - *Quid* s'il y avait plusieurs dispositions, les unes datées et signées, les autres non ? V, p. 343, n. 371.
 - Il n'est pas nécessaire de faire mention de la signature. V, p. 346, n. 372.
 - Ce qu'on entend par signature. Le surnom suffit-il ? V, p. 347, n. 373, 374.
 - Place de la signature. V, p. 349, n. 378.
 - *Quid* si la signature n'était pas détachée du corps de l'acte, ou si elle était suivie de quelques lignes ? V, p. 350, n. 376.
 - Le testament olographe est un acte solennel, qui fait foi de sa date. V, p. 351, n. 377.
 - C'est la forme la moins exposée aux surprises : il peut être fait par lettre missive. V, p. 352, n. 378.
 - Il faut que l'acte, quelle qu'en soit la forme, indique que c'est une disposition de dernière volonté. V, p. 352, n. 379.
 - Le testament olographe écrit dans la langue du testateur est valide. V, p. 447, n. 460.
 - Les muets peuvent faire des testamens olographes. V, p. 458, n. 477.
 - Le testament olographe est un acte privé, sujet à la vérification d'écriture. V, p. 479, n. 502.
 - De la révocation du testament ologra-

- phe au moyen de ratures. V, p. 618, n. 662, 665.
- Si le testament olographe irrégulier et nul révoque un testament précédent. V, p. 584, n. 652.
 - La reconnaissance d'un enfant naturel, faite dans un testament olographe, est valide. II, p. 240, n. 953.
 - Mais si la date n'en était pas assurée, il n'opérerait pas la légitimation par mariage subséquent. II, p. 241, n. 954.

SECT. 3. Du testament authentique ou notarié.

SOMMAIRE.

- ART. 1. *Des personnes qui doivent coopérer à la rédaction du testament authentique.*
- ART. 2. *Des formalités exigées pour la rédaction des testaments authentiques, et ce qu'ils doivent contenir.*

ART. 1. Des personnes qui doivent coopérer à la rédaction du testament authentique.

- Formalités prescrites par le Code pour la validité du testament notarié. V, p. 535, n. 580.
- La loi de l'an 11 sur le notariat est applicable aux testaments. V, p. 554, n. 581.
- La forme du testament dépend de la loi, du temps et du lieu où il a été fait. V, p. 584, n. 582.
- Des personnes qui doivent coopérer à la rédaction des testaments. V, p. 586, n. 584 et suiv.

SOMMAIRE.

- § 1. *Des Notaires.*
- § 2. *Des témoins.*

§ 1. Des notaires.

- Des notaires. De leur compétence. V, p. 586, n. 584.
- Etendue de leur ressort. V, p. 586, n. 585.
- Ils doivent prendre dans l'acte la qualité de notaires. V, p. 586, n. 586.
- A quel degré de parenté deux notaires peuvent concourir au même acte. V, p. 587, n. 587.
- Ils ne peuvent recevoir des testaments dans lesquels eux ou leurs parents à certains degrés sont intéressés. V, p. 587, n. 588.
- Responsabilité des notaires, quant aux testaments qu'ils rédigent. V, p. 587, n. 589.

§ 2. Des témoins.

- Des témoins dans les testaments. V, p. 564, n. 590-597.
 - Quelles personnes peuvent être témoins dans ces actes. V, p. 564, n. 590-604.
- Voy. *Témoin* (instrumentaire), sect. 2.

- A quelle époque il faut considérer la capacité des témoins. V, p. 576, n. 408.
- L'incapacité d'un des témoins requis annule le testament. V, p. 576, n. 408.
- *Quid* de l'incapacité ignorée? V, p. 577, n. 407.

ART. 2. Des formalités exigées pour la rédaction des testaments authentiques, et ce qu'ils doivent contenir.

- Résumé des formalités prescrites pour la rédaction d'un testament notarié. V, p. 578, n. 408.
- Toutes sont exigées à peine de nullité. V, p. 579, n. 409.
- Pourquoi on exige plus de formalités pour les testaments que pour les contrats. V, p. 455, n. 446.
- Origine de ces formalités. V, p. 457, n. 447, 448.
- Remplissent-elles le but qu'on s'est proposé? V, p. 458, n. 448.

SOMMAIRE.

- § 1. *De la dictée par le testateur.*
- § 2. *De l'écriture par le notaire.*
- § 3. *De la lecture du testament.*
- § 4. *De la signature du testament.*
- § 5. *Des formalités générales prescrites par la loi sur le notariat.*
- § 6. *De la langue dans laquelle doit être écrit le testament.*

§ 1. De la dictée par le testateur.

- De la dictée du testament. Définition. On ne peut tester par signes, ni sur interrogat. V, p. 580, n. 410.
- On ne peut prouver que le testament n'a pas été dicté, sans prendre la voie de l'inscription de faux. V, p. 581, n. 411.
- La déposition des témoins instrumentaires est-elle reçue dans ce cas? V, p. 582, n. 412.
- Difficulté de remplacer le mot *dicté* par un synonyme; à qui doit être adressée la dictée. V, p. 585, n. 413-416.

§ 2. De l'écriture par le notaire.

- L'acte doit être écrit par le notaire tel qu'il a été dicté. V, p. 588, n. 417.
- Les dispositions peuvent être conçues à la troisième personne. V, p. 588, n. 418.
- Il n'est pas nécessaire que le notaire emploie les mêmes termes que le testateur. V, p. 588, n. 419.
- Le testament est valide, quoiqu'il soit dit que le testateur a prié les notaires de le rédiger par écrit. V, p. 589, n. 420.
- Il n'est pas nécessaire de mentionner précisément qu'il a été écrit tel qu'il a été dicté. V, p. 590, n. 421.
- Il ne peut être écrit par la clerc du notaire. Peut-il l'être par

- les deux notaires? V, p. 390, n. 423.
- Il ne suffit pas qu'il soit écrit par le notaire, s'il n'en est pas fait mention expresse. V, p. 391, n. 423.
- Difficulté de remplacer par des équivalents la mention que l'acte a été écrit par le notaire. V, p. 392, n. 424.
- Mais cette mention peut être faite au commencement de l'acte. V, p. 393, n. 426.

§ 3. De la lecture du testament.

- De la lecture du testament. Différence entre la mention de cette formalité et celle des précédentes. V, p. 396, n. 428.
- Trois points essentiels à considérer relativement à la lecture du testament. V, p. 397, n. 427.
- Suffit-il de dire qu'il a été lu au testateur et aux témoins? Place de cette mention. V, p. 399, n. 428-430.
- Où peut être placée la mention de la lecture. V, p. 410, n. 431.
- Des additions faites après la mention de la lecture. V, p. 416, n. 432.
- La mention de la lecture s'applique aux renvois. V, p. 418, n. 435.

§ 4. De la signature du testament.

- De la signature du testament. Nécessité de la mention de la signature du testateur, des notaires et des témoins, ainsi que de celle de la déclaration du testateur qu'il ne peut ou ne sait signer. V, p. 420, n. 434.
- La mention de la réquisition du notaire, à cet égard, n'est plus exigée. V, p. 424, n. 435-437.
- La mention de ne savoir écrire équivalait-elle à celle de ne savoir signer? V, p. 426, n. 438.
- Nullité du testament, si le testateur qui sait signer a déclaré ne le savoir faire. V, p. 431, n. 439.
- A moins qu'il n'en eût perdu l'habitude. V, p. 432, n. 440.
- Quelle doit être la signature. V, p. 432, n. 442, 443.
- *Quid* si le testateur expire au moment de signer? V, p. 435, n. 444.
- Il suffit que la moitié des témoins signent dans les campagnes. Ce qu'on entend par campagnes. V, p. 435, n. 445.

§ 2. Des formalités générales prescrites par la loi sur le notariat.

- Des formalités prescrites dans les testaments par loi de l'an 11, sur le notariat, applicable à ces actes. V, p. 440, n. 449.
- Énonciation du nom et du lieu de la résidence du notaire. V, p. 440, n. 450.
- *Idem* de ceux des témoins, du lieu, de l'année et du jour où l'acte est passé. V, p. 441, n. 451.
- L'énonciation de la demeure du testateur

n'est pas prescrite à peine de nullité. V, p. 441, n. 452.

- Il faut énoncer non seulement la ville ou la commune, mais aussi la maison où l'acte a été passé; mais il n'est pas nécessaire d'énoncer s'il a été fait avant ou après midi. V, p. 442, n. 455.

§ 6. De la langue dans laquelle doit être écrit le testament.

- Dans quelle langue doivent être écrits les testaments notariés. V, p. 443, n. 454-459.
- Le testament olographe écrit dans la langue du testateur est valable. V, p. 447, n. 460.

SECT. 4. Du testament mystique.

- Définition du testament mystique ou secret. V, p. 449, n. 461.
- Sa comparaison avec le testament olographe; résumé des formalités prescrites pour sa rédaction. V, p. 449, n. 462.
- Il faut la double formalité de la clôture et d'un sceau avec empreinte. V, p. 450, n. 463.
- L'acte de suscription et le testament mystique sont deux actes différents. V, p. 451, n. 464.
- Les légataires et leurs parents peuvent être témoins dans l'acte de suscription. V, p. 452, n. 465.
- Ils peuvent écrire le testament. V, p. 452, n. 466.
- Le notaire gratifié par un testament mystique peut rapporter l'acte de suscription. V, p. 452, n. 467.
- Cet acte doit être revêtu de toutes les formalités prescrites par la loi sur le notariat. V, p. 453, n. 468.
- Le testament serait nul comme mystique s'il n'était ni clos, ni cacheté. V, p. 453, n. 469.
- Il n'est pas nul, si le testateur en donne lecture. V, p. 454, n. 470.
- Ce que doit contenir l'acte de suscription. V, p. 454, n. 471.
- La mention formelle de la présentation par le testateur n'est pas indispensable. V, p. 455, n. 472.
- Il faut un témoin de plus, si le testateur déclare qu'il n'a point signé de testament. V, p. 457, n. 475.
- *Quid* s'il a signé le testament, et qu'il ne puisse signer l'acte de suscription? V, p. 457, n. 474.
- Il n'est pas nécessaire que le testament mystique soit daté. V, p. 457, n. 475.
- Du testament mystique fait par celui qui ne peut parler. V, p. 458, n. 476.
- Les muets peuvent faire des testaments olographes. V, p. 458, n. 477.
- Ceux qui ne savent ou ne peuvent pas

lire ne peuvent faire un testament mystique. V, p. 460, n. 478.

- Comment prouver le fait d'où résulte cette incapacité. V, p. 460, n. 479.
- La nullité de la suscription n'annule point le testament, s'il peut valoir comme olographe. V, p. 461, n. 480.
- Le notaire doit écrire l'acte de suscription, sans qu'il soit nécessaire qu'il en fasse mention. V, p. 462, n. 481.
- *Quid* de la mention de la lecture de l'acte de suscription ? V, p. 462, n. 482.
- Suffit-il, pour la suscription du testament mystique, que la moitié des témoins signent dans les campagnes ? V, p. 463, n. 483.
- Il faut faire mention de la signature. V, p. 464, n. 484.
- Toutes les opérations doivent être faites sans divertiir d'autres actes. V, p. 464, n. 485.
- Le testament mystique est authentique, et ne peut être attaqué que par l'inscription de faux. V, p. 478, n. 501.
- De la révocation du testament mystique par la laceration de l'enveloppe ou la rupture des sceaux. V, p. 612, n. 660 et suiv.
- Si le testament mystique dont l'acte de suscription est nul suffit pour révoquer le précédent. V, p. 684, n. 631.

SECT. 5. Du testament exceptionnel.

- Renvoi aux dispositions du Code pour les règles des testaments exceptionnels. V, p. 464.

SECT. 6. De l'exécution des testaments.

- De l'obligation qui naît des testaments. VI, p. 4, n. 5.
- Les testaments emportent-ils l'exécution parée ? V, p. 826, n. 866.
- Des institutions d'héritier et des legs. V, p. 466, n. 486 et suiv.
- De l'effet des legs ; des droits et actions qu'ils confèrent aux légataires ; des charges auxquelles ils les soumettent ; comment ils y contribuent. V, p. 496, n. 520 et suiv.

Voy. Legs, Légataire.

- Devoir des juges de paix qui trouvent un testament dans les mains d'un défunt. V, p. 833, n. 873.

- Des exécuteurs testamentaires. V, p. 834, n. 876 et suiv.

Voy. Exécuteur testamentaire.

- L'envoi en possession provisoire des biens de l'absent donne lieu à l'ouverture de son testament, et à l'exercice provisoire des droits qu'il confère. I, p. 371, n. 438.

- Quand doivent s'accomplir les conditions insérées dans un testament, lorsqu'il n'y a point eu de terme fixé. Dis-

tinction entre les conditions potestatives, casuelles et mixtes. VI, p. 643, n. 629-640.

Voy. Condition.

SECT. 7. De la demande en réduction.

- Pourquoi la loi a mis des bornes à la faculté de disposer par testament, en établissant la réserve. V, p. 107, n. 97-99.
- De la réserve des enfans. V, p. 112, n. 100-110.
- De la réserve des ascendants. V, p. 121, n. 111-116.
- Des cas où la quotité de la réserve augmente ou diminue selon l'état du testateur. V, p. 129, n. 117, 118.
- De la réduction des legs ; quand et par qui elle peut être demandée. V, p. 134, n. 119-125.
- Quels biens doivent composer la masse à former, lors de la demande en réduction, pour connaître s'il y a excès dans les legs. V, p. 138, n. 126-137.
- Comment on doit évaluer les biens rapportés pour la fixation de la réserve. V, p. 180, n. 138-143.
- Comment s'opère la réduction. V, p. 187, n. 144-161.
- Quelles fins de non recevoir on peut opposer à la demande en réduction. V, p. 166, n. 162-167.

Voy. Réserve.

SECT. 8. De la révocation des testaments ; de leur caducité et du droit d'accroissement ; de l'annulation des testaments.

- De la révocation des testaments ; de leur caducité ; de leur annulation. V, p. 833, n. 607 et suiv.

SOMMAIRE.

ART. 1. De la révocation des testaments par le fait du testateur.

ART. 2. De la révocation des testaments par la disposition de la loi.

ART. 3. De la caducité des dispositions testamentaires et du droit d'accroissement.

ART. 4. De l'annulation des testaments et de leur rescision.

ART. 1. De la révocation des testaments par le fait du testateur.

- De la révocation des testaments par le fait du testateur. V, p. 834, n. 608-614.

- Le testateur ne peut s'interdire la liberté de révoquer son testament. V, p. 834, n. 608.

- Excepté dans le cas de dispositions contractuelles. V, p. 636, n. 609.

- Le testateur qui ne révoque pas est censé persévérer jusqu'à la mort. V, p. 836, n. 610, 611.

- Exception pour les testaments spéciaux. V, p. 536, n. 612.
- On peut avoir plusieurs testaments à la fois. V, p. 537, n. 613.
- La révocation est expresse ou tacite, générale ou particulière. V, p. 538, n. 614.

SOMMAIRE.

§ 1. De la révocation expresse.

§ 2. De la révocation tacite.

§ 3. De la révocation des testaments par la rature, par la laceration de l'acte ou par la rupture des sceaux.

§ 1. De la révocation expresse.

- De la révocation expresse. V, p. 539, n. 618 et suiv.
- Comment la révocation devrait s'opérer. V, p. 539, n. 618.
- Dispositions en usage à cet égard sous l'empire du droit romain, dans les pays de droit écrit et dans les pays de coutumes. V, p. 560, n. 619-619.
- Discussions préliminaires sur la rédaction de l'art. 1035, et rédaction dont résulterait qu'un second testament, nul dans la forme, suffirait pour révoquer le premier. V, p. 602, n. 620-623.
- Une addition à cet article l'a rendu obscur. Controverse qui en résulte. Opinion de l'auteur. V, p. 564, n. 624-628.
- *Quid* si la révocation est manifestée par des faits et non par des paroles? V, p. 583, n. 629.
- Si le testament est nul par l'incompétence du notaire. V, p. 584, n. 630.
- Si le testament mystique dont l'acte de suscription est nul, suffit pour révoquer le précédent. V, p. 584, n. 631.
- Du testament olographe irrégulier et nul. V, p. 584, n. 632.
- De la révocation contenue dans un acte privé, écrit, daté et signé par le testateur. V, p. 584, n. 633.
- La révocation ne s'étend pas aux dispositions répétées dans le second testament nul. V, p. 585, n. 634.
- Comment on peut faire revivre un testament révoqué. V, p. 586, n. 635.
- Quelle est la force des reconnaissances consignées dans un testament révoqué ou nul. V, p. 587, n. 636.
- Si ces reconnaissances peuvent être révoquées. V, p. 591, n. 637.

§ 2. De la révocation tacite.

- De la révocation tacite. Définition. V, p. 593, n. 638.
- Les dispositions incompatibles ou contraires sont seules révoquées par les testaments postérieurs. V, p. 596, n. 639.
- Le silence gardé sur les legs précédents ne les annule pas. V, p. 596, n. 640.

- Le legs d'une partie de ce qu'on avait légué emporte révocation du surplus. V, p. 597, n. 641.
 - Le legs des intérêts révoque celui du capital. V, p. 597, n. 642.
 - Le legs d'une espèce révoque celui d'une autre espèce. V, p. 597, n. 643.
 - De la translation du legs. V, p. 598, n. 644.
 - Du legs d'une chose déjà léguée à une autre personne ou à plusieurs. V, p. 598, n. 645.
 - De l'institution d'un héritier, sans révoquer expressément l'institution précédente. V, p. 599, n. 646.
 - Pour opérer la translation, il faut que la personne à qui le legs a été été soit la même que celle à qui il a été donné. V, p. 600, n. 647.
 - La révocation tacite a son effet, quoique le testament reste sans exécution. V, p. 600, n. 648.
 - *Quid* si le second legs est conditionnel? V, p. 600, n. 649.
 - Quand l'aliénation de la chose léguée révoque le legs. V, p. 601, n. 650-655.
 - La création d'une hypothèque sur l'objet légué ne révoque pas le legs. V, p. 602, n. 652.
 - La cessation de la cause finale ou motif déterminant fait présumer la révocation du legs. V, p. 603, n. 654.
 - Quand l'innuité la fait présumer. V, p. 608, n. 655.
- § 3. De la révocation des testaments par la rature, par la laceration de l'acte ou par la rupture des sceaux.
- De la révocation du testament par la rature, par la laceration de l'acte ou par la rupture des sceaux. V, p. 610, n. 656 et suiv.
 - Destruction du testament public. V, p. 610, n. 658, 659.
 - Le testateur peut-il retirer la minute de l'étude du notaire? *Ibid.*
 - Il peut y rayer quelques dispositions. V, p. 615, n. 660.
 - *Quid* si la minute se trouve raturée, sans que l'on sache par qui? V, p. 615, n. 761.
 - Du testament olographe raturé. Distinction. V, p. 615, n. 662, 663.
 - De la laceration de l'enveloppe du testament mystique et de la rupture des sceaux. V, p. 619, n. 664, 665.
 - Peut-on prouver par témoins la perte ou la destruction d'un testament? Faut-il prouver de plus qu'il était régulier? V, p. 625, n. 666.
 - La perte d'un testament par accident imprévu peut toujours être prouvée par témoins. Les témoins doivent attester, si le testament était en forme authentique.

que, qu'il était rédigé avec toutes les formalités requises. IX, p. 348, n. 216, 217.

- Si le testament avait été détruit par les personnes intéressées à sa suppression, toutes les formalités seraient censées accomplies. IX, p. 349, n. 218.
- Le testateur peut-il autoriser verbalement un tiers à supprimer son testament, dans le cas de tel évènement? V, p. 627, n. 667.

ART. 2. De la révocation des testaments par la disposition de la loi.

- La mort civile révoque les testaments. V, p. 628, n. 665.
- La survenance d'enfants ne le révoque pas. V, p. 628, n. 669, 670.

ART. 5. De la caducité des dispositions testamentaires, et du droit d'accroissement.

- De la caducité des legs. V, p. 630, n. 671 et suiv.

Voy. Legs (en général).

- Du droit d'accroissement. V, p. 642, n. 683-700.

Voy. Accroissement.

ART. 4. De l'annulation des testaments et de leur rescision.

- Cause de nullité des testaments. V, p. 654, n. 701.
- De l'erreur, de la violence et du dol. V, p. 654, n. 702.
- De la fausseté de la cause finale. V, p. 655, n. 703.
- On n'exige pas des moyens aussi forts contre un testament que contre un contrat. V, p. 656, n. 704.
- De la captation et de la suggestion, comme causes de nullité des testaments. V, p. 656, n. 705-712.
- Il n'y a que la captation et la suggestion frauduleuse qui puissent faire annuler un testament. Arrêts conformes. V, p. 662, n. 713, 714.
- Les juges ne peuvent réduire un testament. V, p. 668, n. 718.
- Il est plus difficile d'attaquer un testament olographe que tout autre testament. V, p. 665, n. 716.
- Des donations et testaments dits *ab irato*. V, p. 668, n. 717.
- Il est prudent de ne point exprimer les motifs d'un legs. V, p. 669, n. 718.
- On ne peut plus attaquer une disposition testamentaire par l'imputation du concubinage. V, p. 670, n. 719.
- La nullité du testament, pour vice de forme, entraîne celle de la disposition du testateur. Pourquoi. VII, p. 578, n. 491, à la note.
- La fin de non recevoir établie contre la demande en nullité ou en rescision par l'art. 1504 ne s'applique point aux testaments. VII, p. 728, n. 617.

SECT. 9. Des substitutions prohibées, et des substitutions permises dans les testaments.

- Des substitutions prohibées dans les testaments. V, p. 12, n. 12 et suiv.

Voy. Substitution, sect. 1.

- Des substitutions permises dans les testaments, en faveur des petits-enfants et des neveux et nièces du testateur. V, p. 671, n. 720 et suiv.

Voy. Substitution, sect. 2.

SECT. 10. Des partages par testament.

- Du partage que les ascendants peuvent faire entre leurs descendants, par donations ou par testaments. V, p. 722, n. 803 et suiv.

Voy. Partage testamentaire.

TIERCE-OPPOSITION.

- La caution peut-elle attaquer par la tierce-opposition le jugement rendu contre le débiteur? X, p. 235, n. 211.
- Le jugement qui statue sur une tierce-opposition peut ordonner que le jugement attaqué par cette voie sera sans force contre les tiers opposans; mais il conserve toute sa force contre ceux qui y ont été parties. Il peut en résulter que le même individu est censé légitime dans une famille et illégitime dans l'autre; mais c'est un effet nécessaire de l'autorité accordée à la chose jugée. X, p. 320, n. 252, 253.
- Les créanciers du mari séparé de biens ont le délai d'un an pour attaquer par la tierce-opposition le jugement de séparation, et même après l'année expirée, la femme ne peut repousser leur tierce-opposition, si elle n'a commencé l'exécution du jugement dans la quinzaine qui en a suivi la prononciation. XIII, p. 122, n. 82-87.
- Le délai d'un an accordé aux créanciers du mari pour attaquer par tierce-opposition le jugement qui prononce la séparation de biens s'applique-t-il au chef de ce jugement qui prononce sur la liquidation des droits de la femme? XIII, p. 128, n. 86.
- Qu'il si la liquidation des droits de la femme a été faite par un jugement séparé? XIII, p. 129, n. 86.

Voy. Séparation de biens.

TIERS.

- Si l'on ne peut, dans un contrat, promettre le fait d'un tiers, on peut du moins se porter fort pour lui, et l'on est facilement présumé l'avoir fait. Exemples. VI, p. 132, n. 134-138.
- Des stipulations pour les tiers et de leurs effets. VI, p. 147, n. 148-156.

Voy. Stipulation.

- Les conventions n'ont d'effet qu'entre les contractans; elles ne peuvent nuire aux tiers. VI, p. 373, n. 341.
- Les fraudes qu'elles contiendraient au préjudice des créanciers des contractans doivent être réprimées; quand et comment elles peuvent l'être. VI, p. 373, n. 342 et suiv.

Voy. Fraude, Créancier.

- La peine ajoutée à un contrat ne peut être stipulée qu'au profit des contractans, et non au profit d'un tiers. VI, p. 379, n. 316.
- Si les créanciers sont des tiers; quand ils doivent être considérés comme des tiers, relativement aux actes sous seing privé souscrits par leur débiteur. Différence qui existe entre un tiers et un ayant-cause. Application au cas d'une vente d'un immeuble, faite par acte sous seing privé d'une date antérieure à la vente par acte authentique du même immeuble. Rétractation d'une erreur échappée à l'auteur. VIII, p. 373, n. 243, 246, et à la note, p. 377.
- Application des mêmes principes aux constitutions d'hypothèques, servitudes, usufruits, quittances de paiemens anticipés, acquiescemens, adjudications, etc. VIII, p. 378, n. 217-256.

Voy. Seing privé.

- Quel est le sens des mots *tiers* et *ayant-cause*, dans les art. 1519, 1522 et 1528 du Code civil. Examen d'une dissertation de M. Merlin, et d'une autre dissertation de M. Ducaurroy sur cette question. X, p. 380, addit., n. 1-40.

Voy. Ayant-cause.

- La promesse de vente, jointe au fait de la possession, même sans promesse d'acheter, peut être considérée comme un commencement de preuve par écrit, opposable au tiers acquéreur. IX, p. 189, n. 91-98.
- La résolution d'un contrat de vente, même pour cause de lésion ultra-médiane, ou de défaut de paiement du prix, sans distinction entre le cas où l'acquéreur est entré en jouissance, et celui où il n'y est pas entré, anéantit les charges créées et les aliénations faites au profit des tiers acquéreurs. VII, p. 680, n. 348-380.
- Les ratifications tant expresse que tacite ont toujours un effet rétroactif relativement à la personne qui ratifie; cette rétroactivité ne peut nuire aux droits acquis à des tiers. VIII, p. 715, n. 313, et p. 721, n. 322.
- La ratification des nullités relatives peut avoir un effet rétroactif au préjudice des tiers. Application à la ratification faite en

majorité des contrats consentis en minorité. VIII, p. 723, n. 323.

- La défense de prouver par témoins contre et outre le contenu aux actes ne regarde que ceux qui y ont été parties, et les tiers peuvent toujours prouver la fraude, même par des conjectures et des présomptions. IX, p. 168, n. 160.
- Le serment décisoire ne peut ni nuire ni profiter aux tiers. X, p. 305, n. 391.
- De la maxime que la chose jugée ne peut ni nuire ni profiter aux tiers. Le scandale qui peut résulter de l'application de cette maxime n'est qu'apparent. X, p. 266, n. 495, 196.

Voy. Chose jugée.**TIERS ACQUÉREUR.****Voy. Acquéreur (Tiers).****TIMBRE.**

- Qui doit payer les frais de timbre d'une quittance. VII, p. 112, n. 94.

TIRAGE AU SORT.

- Du tirage au sort des lots, dans le cas de partage. Comment il est ordonné, et comment il a lieu. Quand on peut s'en dispenser. IV, p. 423, n. 428-428.

TITRE (qualité).

- La Charte défend aux nobles de prendre de nouveaux titres; comment ils peuvent en obtenir. I, p. 160, n. 193.
- Des usurpations de titres. Qui a le droit de les poursuivre. I, p. 161, n. 199.

Voy. Noblesse.**TITRE (preuve du droit).**

- Différence entre la signification du mot *titre* et celle du mot *acte*, employés indifféremment par le Code. VIII, p. 99, n. 80.
- A qui doivent être remis les titres de propriété à la suite d'un partage. IV, p. 429, n. 452.
- Si la relation de titres dans les inventaires ou dans les jugemens en constate l'existence et la teneur. VIII, p. 251, n. 135.
- Si la possession d'un meuble, sans titre, fait présumer que le prix en a été payé. Explication de l'art. 2279 du Code. IX, p. 168, n. 94.
- Si on peut prouver par témoins la perte d'un titre et sa teneur. IX, p. 237, n. 186, et p. 549, n. 217.
- Effet de la remise du titre. VII, p. 392, n. 324.

Voy. Acte, Preuve littérale, Contrat, Remise, Dette.**TITRE APPARENT.**

- De la force du titre apparent, pour servir

de base à la prescription des servitudes. III, p. 473, n. 629-631.

TITRE AUTHENTIQUE.

- Des titres authentiques. De leurs diverses espèces; de leurs formes extrinsèques; de leur force probante. VIII, p. 110, n. 83 et suiv.

Voy. *Authentique*.

TITRE COLORÉ.

- Ce qu'on entend par titre coloré. III, p. 477, n. 651.

TITRE EXÉCUTOIRE.

- Comment s'exécute contre les créanciers les titres exécutoires contre le défunt. IV, p. 823, n. 316.
- Le créancier de la communauté, en vertu de titre exécutoire contre la femme, ne peut poursuivre le mari en paiement, par voie d'exécution que huit jours après la signification du titre, ou qu'après avoir obtenu jugement contre lui. XII, p. 532, n. 201.

TITRE NOUVEL.

- Peut-on exiger titre nouvel du débiteur d'une servitude? III, p. 853, n. 722.

TITRE VICIEUX.

- Quelque vicieux que soient les titres en vertu desquels l'un des époux prétend être devenu propriétaire d'un immeuble avant le mariage, l'autre époux ne peut argumenter de ces vices pour faire entrer l'immeuble dans la communauté légale. XII, p. 508, n. 181, 182.

TOURBIÈRE.

- De l'exploitation des tourbières. III, p. 192, n. 301.

Voy. *Mine*.

- Comment se règle le compte des fruits à rendre par le mari, lors de la restitution de la dot, si ces fruits proviennent de tourbières. XIV, p. 534, n. 296, 297.

TRADITION.

- De tous les moyens dérivés d'acquérir, la tradition est le seul naturel. IV, p. 82, n. 82.
- Différences entre le titre et le moyen d'acquérir. En dehors de l'état civil, la propriété peut se transférer sans tradition. IV, p. 82, n. 83-88.
- Il en est autrement dans l'état civil. IV, p. 84, n. 86.
- Erreur des jurisconsultes romains à cet égard. IV, p. 88, n. 87, 88.
- Le Code a établi une doctrine contraire. La propriété, selon lui, s'acquiert par l'effet des conventions. IV, p. 87, n. 89.
- Application de ce principe à la constitution des servitudes. IV, p. 88, n. 60.

— La propriété des meubles ne s'acquiert que par la tradition, et pourquoi. IV, p. 89, n. 61.

— La propriété de la chose donnée est transférée, sans tradition, par la donation valablement acceptée. V, p. 221, n. 207, et *id.*, p. 229, n. 222.

— Différence entre la vente d'un meuble et la vente d'un immeuble, quant à la nécessité de la tradition, pour opérer la translation de la propriété, en ce qui concerne les tiers. VII, p. 84, n. 34-42.

— Comment s'opère la tradition dans certains cas exceptionnels; par exemple, quand le déplacement des meubles vendus est impossible. VII, p. 89, n. 38-41.

— Comment s'opère, quant aux tiers, la translation de la propriété d'un navire vendu. VII, p. 62, n. 42.

— Si la tradition de la chose qui doit être mise en société est nécessaire pour en rendre la société propriétaire. Examen de l'art. 1867 du Code civil. VII, p. 832, n. 484-488.

TRANSACTION.

— Nullité des reconnaissances d'enfants faites par transactions sur procès, dans les temps où la recherche de la paternité était admise. II, p. 248, n. 965.

— Comment le tuteur peut transiger pour le mineur. II, p. 398, n. 1241.

— Quand et comment les communes peuvent transiger. III, p. 34, n. 85.

— De la validité des transactions faites avec l'héritier apparent. VII, p. 80, n. 29.

— La femme mariée sous le régime dotal ne peut transiger sur une contestation qui intéresse sa dot immobilière. XIV, p. 193, n. 178.

— Scus si la dot est mobilière. XIV, p. 198, n. 182-186.

— Les transactions faites après partage, sur des difficultés réelles, ne sont pas sujettes à rescision pour lésion. IV, p. 872, n. 580.

— Application aux transactions, des principes du Code sur la nullité des conventions pour cause d'erreur dans le motif déterminant. VI, p. 48, n. 45-46.

— L'erreur sur la personne peut faire rescinder les transactions. VI, p. 88, n. 84.

— Par exception au principe que l'erreur de droit est assimilée par le Code à l'erreur de fait, quant à ses effets sur la validité du consentement, les transactions ne peuvent être annulées que pour erreur de fait. VI, p. 71, n. 71-75.

— De la clause pénale ajoutée à une transaction. Si la peine doit être payée avant d'attaquer la transaction. Examen de la question, dans l'application qui peut en être faite à l'arbitrage et aux compromis. VI, p. 360, n. 818-829.

Voy. Arbitrage.

- Le créancier peut demander le paiement de la peine, et l'exécution de la transaction. VI, p. 869, n. 830.
- Il ne restitue la peine que dans le cas où la transaction aurait été rescindée pour un vice qui en opérerait la nullité. VI, p. 870, n. 831, 832.
- Le paiement de la peine n'est pas suspendu quand la transaction est attaquée comme nulle. VI, p. 871, n. 833.
- Le serment décloire est une véritable transaction conditionnelle. X, p. 476, n. 368.
- Conséquences. X, p. 481, n. 375, 377, 387.
- Différence entre la faculté de transiger et celle de compromettre. X, p. 483, n. 377.
- Le serment déferé d'office n'a rien de commun avec une transaction. X, p. 510, n. 398.

TRANSCRIPTION.

- Différence entre la transcription actuelle, substituée à l'insinuation de l'ancien droit français, et le dépôt dans des archives publiques, nommé aussi *insinuation* par les Romains. VIII, p. 294, n. 193, 199.
- A quel se réduit aujourd'hui l'effet de la transcription des actes translatifs de propriété. Faut-il faire une exception pour les donations? VII, p. 897, n. 804, et à la note.
- Sous quelles conditions la transcription des actes notariés sur le registre du conservateur des hypothèques peut former un commencement de preuve par écrit. VIII, p. 466, n. 467-472.
- Dans quel cas la transcription d'un acte sur le registre du conservateur des hypothèques peut former un commencement de preuve par écrit : toute autre transcription ne saurait avoir le même effet. IX, p. 108, n. 71, 72.
- De la transcription des donations. V, p. 234, n. 250-240.

Voy. Donation (entre vifs).

- De la transcription des donations ou des testaments portant substitution. V, p. 700, n. 767 et suiv.

Voy. Substitution.

- Il n'est pas nécessaire de faire transcrire les donations faites aux époux, par contrat de mariage, des biens que le donateur laissera à son décès. V, p. 762, n. 848.
- *Quid* de la donation des biens présents et à venir? V, p. 772, n. 863.
- De l'effet de la transcription du contrat de vente, quant à la transmission de la propriété. V, p. 218, n. 204.

TRANSMISSION.

- Comment se transmettent, dans l'état

civil, les droits et les obligations. VI, p. 457, n. 402-462.

— Voy. Obligation.

- Du droit de transmission. IV, p. 91, n. 79-90.

Voy. Séisme.

- Différence entre la transmission et la représentation. IV, p. 187, n. 189.

TRANSPORT.

- De la garantie à laquelle soumet le transport d'une créance ou d'une rente. XIV, p. 311, n. 275.
- L'acquéreur d'une rente ou d'une créance peut opposer un contrat sous seing privé au créancier saisissant du vendeur, si le contrat n'a pas été signifié au débiteur. VIII, p. 881, n. 280.

TRÉSOR.

- Des trésors. A qui ils appartiennent. Distinctions. III, p. 102, n. 148, et IV, p. 39, n. 34-37.
- Des droits de l'usufruitier sur les trésors trouvés dans le fonds soumis à l'usufruit. III, p. 274, n. 416.
- Le trésor découvert, pendant le mariage, dans le fonds de l'un des époux, est exclus de la communauté légale. Distinction à cet égard. XII, p. 229 et suiv., n. 129-151.

TRIBUNAUX.**Voy. Pouvoir (judiciaire), Juge.****TROUPEAU.**

- Charges de l'usufruit d'un troupeau. III, p. 291, n. 456.

TROUSSEAU.

- Ce qu'on entend par trousseau, comment se fait la restitution de celui que la femme s'est constitué en dot. Distinction. XIV, p. 302, n. 268.
- Quels sont les linges et hardes compris dans le trousseau. Les diamans et les pierreries en font-ils partie? XIV, p. 306, n. 269-271.

TROUVAILLE.

- Celui qui trouve une chose perdue contracte l'obligation de la rendre ou de la laisser reprendre à celui qui l'a perdue. XI, p. 448, n. 325.
- Mais, en reprenant sa chose, le propriétaire doit payer les frais de conservation, et même le dommage qu'elle a causé, à moins qu'il ne préfère abandonner la chose pour le dommage. XI, p. 446, n. 324, 328.

TUTELLE.

- De la nécessité de la tutelle. II, p. 306, n. 1077.

- Définition de la tutelle. II, p. 307, n. 1078.
- De la minorité ; à quel âge elle finit ; on en distingue deux degrés. II, p. 307, n. 1079-1084.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *Des diverses espèces de tutelle.*
- SECT. 2. *Des causes qui dispensent de la tutelle.*
- SECT. 3. *De l'incapacité, des exclusions et des destitutions de la tutelle.*
- SECT. 4. *De l'administration du tuteur.*
- SECT. 5. *Du compte de tutelle.*

SECT. 1. *Des diverses espèces de tutelle.*

- Le Code reconnaît quatre espèces de tutelle. II, p. 310, n. 1085.

SOMMAIRE.}

- ART. 1. *De la tutelle des pères et mères.*
- ART. 2. *De la tutelle déléguée par le père ou par la mère.*
- ART. 3. *De la tutelle légitime des ascendans et des administrateurs des hospices.*
- ART. 4. *De la tutelle déléguée par le conseil de famille.*

ART. 1. *De la tutelle des pères et mères.*

- De la tutelle des pères et mères ; pourquoi elle est appelée naturelle. II, p. 311, n. 1087.
- De l'administration du père pendant le mariage ; elle ne porte point le nom de tutelle ; quelles en sont les obligations. II, p. 311, n. 1088-1090.
- La tutelle peut être séparée de la puissance paternelle. II, p. 312, n. 1091.
- En quoi elles diffèrent. II, p. 312, n. 1092.
- La mort naturelle ou civile de l'un des époux transmet de plein droit la tutelle des enfans au survivant. II, p. 313, n. 1093.
- *Quid si le mariage est dissous par le divorce ?* II, p. 313, n. 1094, 1095.
- La mère peut refuser la tutelle. II, p. 314, n. 1096.
- Les pouvoirs de la mère tutrice peuvent être limités par le père, et en quoi. II, p. 314, n. 1097.
- La mère qui se remarie doit se faire maintenir dans la tutelle. II, p. 315, n. 1098.
- Si, à la mort du mari, la femme est enceinte, on nomme un curateur au ventre ; ses fonctions. II, p. 315, n. 1099, 1100.

ART. 2. *De la tutelle déléguée par le père ou par la mère.*

- De la tutelle déléguée par le père ou par la mère. Le survivant des père et mère peut choisir un tuteur de trois manières. II, p. 317, n. 1101.

- Le survivant peut-il nommer un tuteur pour le remplacer de son vivant, en cas d'excuse ? II, p. 318, n. 1102.
- La mère remariée ne peut nommer un tuteur. II, p. 319, n. 1105.
- Le tuteur nommé par le père ou par la mère n'est pas tenu d'accepter, s'il n'est pas du nombre de ceux que le conseil de famille pourrait choisir. II, p. 319, n. 1104.
- Le survivant des père et mère peut nommer un tuteur sous condition ou à temps. II, p. 320, n. 1105.

ART. 3. *De la tutelle légitime des ascendans et des administrateurs des hospices.*

- De la tutelle légitime des ascendans. Elle n'est déléguée qu'aux ascendans mâles, et dans quels cas. II, p. 320, n. 1106, 1107.
- *Quid s'il se trouve plusieurs aïeuls ou bisaïeuls ?* II, p. 321, n. 1108.
- De la tutelle des enfans admis dans les hospices. II, p. 322, n. 1109.

ART. 4. *De la tutelle déléguée par le conseil de famille.*

- De la tutelle dative ; par qui elle est déléguée. II, p. 323, n. 1110.
- Comment se compose le conseil de famille. II, p. 323, n. 1111.
- Dans quelle distance les parens doivent être pris. II, p. 323, n. 1112.
- Du conseil de famille des enfans naturels. II, p. 326, n. 1113.
- Chez quel juge de paix s'assemble le conseil de famille. II, p. 326, n. 1114.
- Comment il est convoqué. II, p. 327, n. 1115.
- Devoirs des membres convoqués. II, p. 328, n. 1116, 1117.
- Le juge de paix peut proroger l'assemblée. II, p. 328, n. 1118.
- L'inobservation des dispositions du Code sur la composition du conseil entraîne-t-elle la nullité de ses actes ? II, p. 329, n. 1119.
- Compétence du conseil. II, p. 329, n. 1120.
- Comment il délibère. II, p. 330, n. 1121.
- Il n'est point obligé de prendre le tuteur dans son sein. II, p. 331, n. 1122.
- La délibération du conseil de famille qui nomme le tuteur n'a point besoin d'être homologuée. II, p. 334, n. 1124.
- C'est le conseil de famille qui nomme le subrogé-tuteur. Comment. II, p. 334, n. 1123-1134.
- Celui qui a été exclus ou destitué de la tutelle ne peut plus être membre d'un conseil de famille. Distinction. II, p. 331, n. 1168.
- Les membres qui ont pris part aux actes d'un conseil de famille qui ont été annu-

lès, ne sont point exclus des assemblées ultérieures. II, p. 341, n. 1169.

- C'est au conseil de famille à prononcer sur l'exclusion ou sur la destitution du tuteur. Comment a lieu sa délibération, et comment elle est notifiée au tuteur. II, p. 344, n. 1172 et suiv.

Voy. Tutelle.

- Le conseil de famille doit régler l'entretien et l'éducation du mineur. II, p. 333, n. 1183.
- Le tuteur ne peut, sans son autorisation, exercer contre le mineur le droit de correction réservé à la puissance paternelle. II, p. 360, n. 1183.
- Sur quels points le conseil de famille doit être consulté par le tuteur, lors de son entrée en fonctions. II, p. 378, n. 1203.
- Le tuteur peut colloquer les deniers pupillaires, sans l'autorisation du conseil de famille. II, p. 386, n. 1221.
- Actes du tuteur pour lesquels l'autorisation du conseil de famille est requise. II, p. 387, n. 1222.
- Quand l'autorisation doit être homologuée. Distinction. II, p. 388, n. 1223.
- Des actes pour lesquels l'autorisation du conseil de famille est nécessaire au mineur émancipé. II, p. 432, n. 1298.
- De la compétence du conseil de famille, dans le cas où l'interdiction est poursuivie. II, p. 449, n. 1321-1324; *ibid.*, p. 460, n. 1342.

Voy. Interdiction.

- Le conseil de famille règle les conditions de l'administration de la femme tutrice de son mari interdit. II, p. 463, n. 1347, 1348.
- En général, il ne doit être nommé qu'un seul tuteur. *Quid* lorsque le mineur domicilié en France possède des biens dans les colonies, et réciproquement? II, p. 331, n. 1123.
- Comment doit être nommé le tuteur spécial donné à l'enfant pour défendre à l'action en désaveu. II, p. 147, n. 845.
- De la tutelle des interdits. II, p. 436, n. 1335-1351.

Voy. Interdiction.

- Du tuteur aux substitutions. V, p. 691, n. 747 et suiv.

Voy. Substitution.

- De la tutelle des princes de la famille royale. II, p. 334, n. 1127.
- Du subrogé-tuteur. II, p. 353, n. 1128 et suiv.

Voy. Subrogé-tuteur.

SECT. 2. Des causes qui dispensent de la tutelle.

- Des causes qui dispensent de la tutelle. Pourquoi les dispenses ont été introduites. II, p. 359, n. 1140.
- Il ne faut pas confondre les dispenses

avec les exclusions. II, p. 340, n. 1141.

- Des dispenses fondées sur l'intérêt public. A qui elles sont accordées. II, p. 341, n. 1143-1147.
- Ceux qui ont accepté une tutelle postérieurement aux fonctions qui les en dispensaient ne peuvent plus s'en faire décharger. II, p. 343, n. 1148.
- *Secus* si les fonctions leur ont été déferées depuis la tutelle. II, p. 343, n. 1149.
- Des dispenses fondées sur la justice et sur l'intérêt privé : la non parenté, l'âge, une infirmité, des tutelles antérieures, le nombre des enfans. II, p. 344, n. 1150-1154.
- Quand et comment doivent être proposées et jugées les dispenses de tutelle. II, p. 345, n. 1155-1157.

SECT. 3. De l'incapacité, des exclusions et des destitutions de la tutelle.

- Des incapables de la tutelle; ils ne pourraient être tuteurs quand ils y consentiraient. II, p. 347, n. 1158.
- Différence entre les incapacités et les causes d'exclusion ou de destitution. II, p. 347, n. 1159.
- Quelles sont les incapacités. Leurs effets. II, p. 348, n. 1161, 1162.
- L'individu mort civilement est incapable d'être tuteur. I, p. 283, n. 285.
- Des causes d'exclusion ou de destitution de la tutelle. Quelles elles sont. II, p. 349, n. 1163-1166.
- Le survivant des père et mère peut-il exclure un individu de la tutelle de ses enfans? II, p. 351, n. 1167.
- Celui qui a été exclus ou destitué de la tutelle ne peut plus être membre d'un conseil de famille. Distinction. II, p. 351, n. 1168.
- Les pères et mères exclus ou destitués de la tutelle ne sont pas privés des droits attachés à la puissance paternelle. II, p. 352, n. 1170.
- Il n'y a point d'autres causes d'exclusion et d'incapacité que celles qu'on numère le Code. II, p. 352, n. 1171.
- C'est au conseil de famille de prononcer sur l'exclusion ou sur la destitution du tuteur. II, p. 354, n. 1172.
- Qui doit provoquer la destitution. II, p. 354, n. 1173.
- Comment doit être prise la délibération. II, p. 354, n. 1174.
- Le subrogé-tuteur et le juge de paix peuvent voter pour la destitution du tuteur. II, p. 358, n. 1138.
- Comment elle s'exécute, et comment le tuteur ou les parens qu'elle contrarie peuvent s'y opposer. II, p. 358, n. 1176-1181.

SECT. 4. *De l'administration du tuteur.*

SOMMAIRE.

ART. 1. *De l'administration de la personne du pupille.*ART. 2. *De l'administration des biens du pupille.*ART. 1. *De l'administration de la personne du pupille.*

- En ce qui regarde la personne du pupille, cette administration peut se réduire à trois points. II, p. 337, n. 1182.
- L'entretien et l'éducation du mineur doivent être réglés par le conseil de famille. II, p. 338, n. 1183.
- Le tuteur ne peut, sans autorisation de ce conseil, exercer contre le mineur le droit de correction attribué à la puissance paternelle. II, p. 360, n. 1188.
- Du droit qu'a le tuteur de représenter le mineur dans tous les actes. II, p. 360, n. 1186.

ART. 2. *De l'administration des biens du pupille.*

- Division en trois classes des actes du tuteur quant aux biens. II, p. 363, n. 1187.
- Il fait seul les actes d'administration sous sa responsabilité. II, p. 363, n. 1188.
- Son premier devoir, l'inventaire. II, p. 364, n. 1189-1191.
- Ce que doit contenir l'inventaire. II, p. 364, n. 1192, 1193.
- Déclaration que le notaire doit faire faire au tuteur dans l'inventaire. II, p. 368, n. 1194.
- Suites du défaut d'inventaire pour le tuteur et le subrogé-tuteur. II, p. 366, n. 1198, 1196.
- Comment sont évalués les dommages-intérêts du mineur. II, p. 368, n. 1197.
- Le testateur peut-il dispenser le tuteur de faire inventaire ? II, p. 368, n. 1196.
- Le tuteur doit faire vendre les meubles. Exceptions spéciales pour les rentes sur l'État. II, p. 369, n. 1199.
- Comment les meubles doivent être vendus. II, p. 370, n. 1200.
- Les pères et mères sont dispensés de cette obligation. Conséquences. II, p. 372, n. 1201.
- Peines contre le tuteur qui néglige de vendre. II, p. 375, n. 1202.
- Le tuteur reçoit les revenus et les capitaux du mineur, et en fait le recouvrement sous sa responsabilité. II, p. 374, n. 1203.
- Il peut recevoir le rachat des rentes. Comment se fait ce rachat. II, p. 375, n. 1204.

- Sur quels points il doit consulter le conseil en entrant en fonctions. II, p. 378, n. 1206.
- Il ne peut passer les baux par anticipation ; mais il n'est point obligé d'exiger de cautionnement ou d'hypothèques. II, p. 379, n. 1206, 1207.
- Il ne peut se rendre fermier des biens du mineur. II, p. 379, n. 1206.
- Comment il doit faire les réparations. II, p. 379, n. 1209.
- Ce qu'il doit faire dépenser au mineur. II, p. 380, n. 1210.
- Le mineur peut-il abandonner ses revenus, pour faire rayer la dépense du compte ? II, p. 381, n. 1211.
- Le tuteur n'est point tenu de nourrir de ses deniers le mineur pauvre. Que doit-il faire alors ? II, p. 382, n. 1212.
- Il est obligé d'employer les capitaux du mineur dans les six mois, sauf une somme suffisante qu'il peut garder pour les avances. II, p. 383, n. 1213, 1214.
- Faute de collocation, le tuteur doit les intérêts de toutes sommes appartenant au mineur. Compte grevant qui en résulte. II, p. 384, n. 1215-1218.
- La première collocation est le paiement des dettes exigibles. Le tuteur peut se payer lui-même. Comment. II, p. 386, n. 1219, 1220.
- Le tuteur peut colloquer les deniers pupillaires sans l'autorisation du conseil de famille. II, p. 386, n. 1221.
- Actes du tuteur pour lesquels l'autorisation du conseil de famille est requise. II, p. 387, n. 1222.
- Quand l'autorisation doit être homologuée. Distinction. II, p. 388, n. 1223.
- Causes pour aliéner ou hypothéquer les biens du mineur. II, p. 390, n. 1224, 1225.
- Conditions nécessaires pour l'aliénation de ses biens. II, p. 391, n. 1227.
- Inconvénients des formalités multipliées. II, p. 391, n. 1228.
- *Quid* de la vente provoquée par un co-propriétaire ? II, p. 392, n. 1229.
- Le tuteur ne peut se rendre adjudicataire des biens du mineur. II, p. 392, n. 1231.
- Il en est de même des membres du tribunal devant lequel se vendent les biens. II, p. 392, n. 1230.
- Le tuteur ne peut, sans l'autorisation du conseil de famille, accepter la cession d'aucun droit contre son pupille. II, p. 393, n. 1232, 1233.
- La prohibition ne s'applique à la cession d'aucun droit contre son pupille. II, p. 393, n. 1232, 1233.
- La prohibition ne s'applique à la cession d'aucun droit contre son pupille. II, p. 393, n. 1232, 1233.
- De l'incapacité pour recevoir de leurs parents ou autrement. V. n. 1234.
- Quand et c

- capter ou répudier une succession ou une donation pour le mineur. II, p. 394, n. 1233-1237.
- A quelles actions il peut défendre, et quelles actions il peut intenter. II, p. 396, n. 1238, 1239.
 - Pouvoir du tuteur, relativement aux partages où le mineur est intéressé. II, p. 397, n. 1240.
 - Comment il peut transiger pour lui. II, p. 398, n. 1241.
 - Peut-il compromettre pour le mineur ? II, p. 399, n. 1242.
 - Le tuteur peut-il intenter l'action de bornage ? III, p. 423, n. 182.
 - Le tuteur ne peut établir de servitudes sur les biens du mineur. III, p. 419, n. 569.
 - Il peut en acquérir pour le mineur. III, p. 423, n. 878.
 - Comment la tutelle prend fin. II, p. 430, n. 1280.
 - La tutelle ne passe point aux héritiers du tuteur. Leurs charges. II, p. 321, n. 1126.
- SECT. 8. Du compte de tutelle.
- Les obligations respectives des tuteurs et des pupilles ne naissent point d'un quasi-contrat, mais de l'autorité de la loi. XI, p. 11, n. 10, 11.
 - Tout tuteur est comptable. II, p. 402, n. 1245.
 - Quels sont ceux qui doivent en outre des états de situation. II, p. 402, n. 1244.
 - Par qui doit être rendu le compte définitif. II, p. 403, n. 1248.
 - A qui il doit être rendu. II, p. 403, n. 1246.
 - Où il doit être rendu. II, p. 404, n. 1247.
 - Il peut être rendu à l'amiable au pupille, s'il est devenu majeur. II, p. 404, n. 1248.
 - Tout traité fait entre le tuteur et le pupille est nul, s'il n'a été précédé d'un compte avec pièces à l'appui. II, p. 403, n. 1249.
 - Comment le compte est rendu, si le pupille est mineur. II, p. 403, n. 1250.
 - Aux frais de qui le compte est rendu ; quels sont les frais. II, p. 403, n. 1251.
 - Comment le compte est rendu en justice. II, p. 406, n. 1252-1254.
 - Comment le tuteur peut être contraint à rendre ce compte. II, p. 406, n. 1253.
 - De la présentation et de l'affirmation du compte. II, p. 407, n. 1256.
 - Le rendant doit payer de suite le reliquat, s'il en existe. II, p. 407, n. 1257.
 - Forme du compte. II, p. 407, n. 1258-1266.
 - Si toutes les dépenses doivent être justifiées par des pièces. II, p. 410, n. 1260.
 - A quelle époque en juge de l'utilité des dépenses. II, p. 410, n. 1261.
 - Comment se comptent les intérêts. II, p. 410, n. 1262.
 - Pièces dispensées de l'enregistrement. II, p. 413, n. 1267.
 - Toutes les pièces doivent être communiquées. II, p. 413, n. 1268.
 - Marche de la procédure. II, p. 413, n. 1269.
 - Comment le reliquat du compte est fixé. II, p. 413, n. 1270.
 - Le tuteur peut le remettre au mineur émancipé, assisté de son curateur. II, p. 413, n. 1271.
 - Les révisions de compte sont défendues. II, p. 416, n. 1272.
 - Quand le tuteur doit les intérêts du reliquat, sans demande. II, p. 416, n. 1273.
 - Quand les intérêts courent en faveur du tuteur. II, p. 417, n. 1274.
 - L'action du compte de tutelle se prescrit par dix ans. II, p. 417, n. 1275.
 - Cette prescription ne s'applique ni au reliquat de compte ni à l'action en rectification pour erreur, omission, etc. II, p. 417, n. 1276.
 - L'action en nullité des traités entre le tuteur et le mineur, et l'action du tuteur contre le mineur, se prescrivent par dix ans. II, p. 418, n. 1278, 1279.
 - La preuve indirecte est admise contre la présomption sur laquelle s'est fondée la loi pour annuler les traités faits entre le tuteur et le mineur devenu majeur, s'ils n'ont pas été précédés de la reddition d'un compte détaillé, et de la remise de pièces justificatives. X, p. 74, n. 53.
 - Le serment *in litem* peut être ordonné contre le tuteur qui n'a pas fait inventaire des biens du mineur ; mais il ne peut plus être ordonné contre celui qui n'a pas tenu de livres de compte. X, p. 456, n. 442, 443.
 - La vente d'un bien de mineur, faite sans formalités par le tuteur, peut être ratifiée par l'approbation, que le mineur, devenu majeur, donne au compte dans lequel le prix de la vente est employé. VII, p. 666, n. 562.
- TUTELLE OFFICIEUSE.
- Définition de la tutelle officieuse. II, p. 277, n. 1020.
 - But de l'invention de ce contrat. II, p. 277, n. 1021.
 - Comment il diffère de la tutelle ordinaire. II, p. 277, n. 1022.
 - Privilège qu'il procure au tuteur officieux. II, p. 278, n. 1023.
 - Conditions requises pour l'adoption testamentaire ; ce qu'elle a de particulier.

- II, p. 262, n. 991, 992, et p. 278, n. 1023.
- Sa forme. Elle s'évanouit, si l'adoptant laisse des enfants. II, p. 268, n. 108, et et p. 278, n. 1024.
- La tutelle officieuse n'est point interdite aux femmes. II, p. 279, n. 1026.
- Conditions requises du côté du pupille. II, p. 279, n. 1027.
- Où et comment doit être fait le contrat de tutelle officieuse. II, p. 279, n. 128.
- Effets de la tutelle officieuse, quant aux obligations du tuteur. II, p. 279, n. 1029, 1030.
- Ces obligations passent aux héritiers du tuteur. II, p. 280, n. 1032.
- Le pupille devenu majeur peut refuser l'adoption. II, p. 280, n. 1033.
- Le tuteur n'est point obligé de l'adopter. A quelles conditions il peut s'en dispenser. II, p. 280, n. 1035-1037.
- Le pupille qui n'a pas requis l'adoption dans les trois mois de sa majorité est censé y avoir renoncé. II, p. 281, n. 1038.
- La tutelle officieuse sera toujours très-rare. II, p. 282, n. 1038.

TYRANNIE.

- Ce qu'on nomme tyrannie. I, p. 23, n. 82.

UNILATÉRAL.

- Quels contrats sont unilatéraux. VI, p. 17, n. 19.
- Si les actes unilatéraux font preuve d'obligation contre celui qui les a souscrits, pendant qu'ils demeurent en sa possession. VIII, p. 319, n. 349.

UNION (Contrat d').

- Ce que c'est que le contrat d'union. VII, p. 311, 281.

UNIVERSITÉ.

- Injustice du décret du 13 novembre 1814, sur le régime universitaire, lequel donne au chef d'établissement d'éducation déclaré responsable du fait des enfants qui lui sont confiés un recours contre les parents de ces enfants. Ce décret n'a jamais eu force de loi. XI, p. 367, n. 286, 287.

URBAIN.

- Distinction entre les biens urbains et les biens ruraux. III, p. 439, n. 896.

USAGE.

- Force interprétative de l'usage. VI, p. 372, n. 339.
- De l'usage des lieux pour l'interprétation des actes. VI, p. 384, n. 319.
- Force de l'usage pour interpréter les lois, les abroger ou y suppléer. Ce qu'on entend par l'usage. I, p. 128, n. 158.

- Ce qu'il faut pour établir l'usage, et d'où il tire sa force. I, p. 128, n. 159.
- C'est le meilleur interprète des lois. I, p. 128, n. 160.
- Il supplée à leur silence. *Ibid.*, n. 161.
- Il peut les abroger. *Ibid.*, n. 162.
- Pourvu qu'il soit établi dans la généralité de l'Etat pour lequel la loi a été faite. I, p. 129, n. 163.
- Néanmoins, la violation d'un usage reçu n'est pas un motif de cassation. I, p. 129, n. 164.
- Les usages abusifs ne peuvent jamais l'emporter sur la loi. I, p. 130, n. 168.
- Usage ou prescription chez les Romains, relativement au mariage. XII, p. 7, n. 4.
- De l'usage considéré comme servitude personnelle. III, p. 328, ch. 11.
- La stipulation de réserve du droit d'usage ou d'habitation ne doit pas être inscrite d'office. III, p. 332, n. 720.

USINES.

- Les produits des usines sont des fruits civils irréguliers, qui ne s'acquièrent pas chaque jour dans une égale proportion. XIV, p. 349, n. 291.
- Comment s'on règle le partage dans le cas de la restitution de la dot, lors de la dissolution du mariage. XIV, p. 352, n. 294-297.
- D'après quelles règles se fait le compte qui doit être tenu, tant des approvisionnements existant à la célébration du mariage que de ceux qui sont trouvés lors de sa dissolution. XIV, p. 354, n. 298.

USTENSILES (aratoires).

- Quand les ustensiles aratoires sont immeubles. III, p. 10, n. 13.

USUFRUIT.

SOMMAIRE.

- SECT. 1. *De l'usufruit en général.*
- SECT. 2. *De l'usufruit légal.*

SECT. 1. *De l'usufruit en général.*

SOMMAIRE.

- ART. 1. *Nature de l'usufruit; comment, par qui, en faveur de qui, et sur quels biens il peut être établi.*
- ART. 2. *Des droits de l'usufruitier.*
- ART. 3. *Des obligations de l'usufruitier et de celles du nu-proprétaire.*
- ART. 4. *Des diverses manières dont l'usufruit prend fin.*
- ART. 1. *Nature de l'usufruit; comment, par qui, en faveur de qui, et sur quels biens il peut être établi.*
- Définition de l'usufruit. I, p. 128, n. 158.

- Code. Son insuffisance. Nature de l'usufruit.** III, p. 248, n. 527-590.
- **Comparaison de l'usufruitier et du fermier.** *Ibid.*
 - **L'usufruit est immeuble par la détermination de la loi.** III, p. 42, n. 17.
 - **Les droits qui compètent à la communauté ne constituent-ils qu'un usufruit ?** XII, p. 453, n. 82.
- Voy. Communauté de biens.**
- **Les droits du mari sur les biens dotaux diffèrent de l'usufruit. En quoi.** XIV, p. 142, n. 132-145. *Ibid.*, p. 234, n. 207, et *ibid.*, p. 275, n. 280.
 - **L'usufruit peut être établi sur des choses fongibles. Comment il s'exerce.** III, p. 258, n. 596-598.
 - **L'usufruit est établi par la loi ou par la volonté de l'homme ; jamais par jugement.** III, p. 283, n. 391.
 - **L'usufruit légal n'est établi que dans trois cas.** III, p. 283, n. 392.
 - **L'usufruit peut s'acquérir par prescription.** III, p. 286, n. 393.
 - **Comment, en faveur de qui, et sur quelles choses l'usufruit peut être établi par le propriétaire.** III, p. 288, n. 394-396.
 - **Les usufruits entrent-ils dans la communauté légale ?** III, p. 184, n. 410.
 - **L'aliénation avec rétention d'usufruit est-elle censée faite à titre onéreux ? Distinction entre l'acquéreur successible en ligne directe du vendeur, et l'acquéreur étranger ou collatéral.** V, p. 142, n. 151-154.
 - **Option déferée à l'héritier relativement aux dons en usufruit.** V, p. 135, n. 141-143.
 - **La donation d'objets mobiliers dépendant de la communauté, faite par le mari, avec réserve d'usufruit, est nulle quant à la femme.** XII, p. 457, n. 512.
 - **Comment se règle la récompense d'un usufruit appartenant en propre à l'un des conjoints, et vendu pendant le mariage.** XII, p. 507, n. 347.

ART. 2. Des droits de l'usufruitier.

- **Des droits de l'usufruitier.** III, p. 261, n. 399 et suiv.
- **Il jouit de tous les fruits.** III, p. 261, n. 399.
- **Quels fruits appartiennent à l'usufruitier au commencement et à la fin de son usufruit.** III, p. 265, n. 400.
- **Quid si l'usufruitier a vendu la récolte, et meurt avant qu'elle soit coupée ?** III, p. 264, n. 401.
- **Il n'est pas dû de récompense des semences et labours, soit au commencement soit à la cessation de l'usufruit.** III, p. 268, n. 402.
- **Ce principe ne doit point s'appliquer**

aux communautés conjugales. III, p. 266, n. 405.

- **Le droit de chasse appartient à l'usufruitier.** IV, p. 14, n. 19.
- **Du droit de l'usufruitier sur les meubles ; s'il peut les louer.** III, p. 267, n. 408, 406.
- **Du droit de l'usufruitier sur les bois taillis, les futaies, les arbres fruitiers, les arbres morts ou arrachés par accident, et les arbres des haies.** III, p. 268, n. 407-411.
- **L'usufruitier peut disposer comme bon lui semble de son droit d'usufruit.** III, p. 275, n. 412.
- **De l'étendue de son droit relativement à la location de l'objet soumis à l'usufruit.** III, p. 275, n. 413, 414.
- **Quel est son droit sur les alluvions, les servitudes, les mines, les carrières et les trésors trouvés dans le fonds soumis à l'usufruit.** III, p. 275, n. 415, 416.
- **Son droit sur les rentes viagères.** III, p. 274, n. 417.
- **L'usufruitier ne peut établir de servitudes.** II, p. 418, n. 367.
- **Le nu-propriétaire ne le peut sans le consentement de l'usufruitier.** III, p. 419, n. 370.
- **L'usufruitier peut-il acquérir des servitudes pour le nu-propriétaire ?** III, p. 424, n. 380.
- **Quelles actions sont accordées à l'usufruitier pour la conservation de son droit.** III, p. 278, n. 418.
- **Il peut faire transcrire son titre sur le registre des hypothèques.** *Ibid.*
- **La stipulation de rétention d'usufruit par le vendeur ou le donateur ne doit pas être inscrite d'office.** III, p. 382, n. 720.
- **L'usufruitier a le droit d'exercer les actions relatives aux servitudes.** III, p. 381, n. 719.
- **L'usufruitier peut-il intenter l'action de bornage ?** III, p. 124, n. 181.
- **L'usufruitier doit être appelé par le propriétaire, pour concourir à la fixation de l'indemnité à laquelle donne lieu l'expropriation pour cause d'utilité publique.** III, p. 276, n. 272.

Voy. Aliénation forcée.

ART. 3. Des obligations de l'usufruitier, et de celles du nu-propriétaire.

SOMMAIRE.

- § 1. Des obligations de l'usufruitier.
 - § 2. Des obligations du nu-propriétaire.
- § 1. Des obligations de l'usufruitier.
- **Des obligations de l'usufruitier.** III, p. 277, n. 419 et suiv.
 - **Il est obligé de faire un inventaire des**

- meubles, et un état des immeubles soumis à son usufruit. Dans ce il e forme. III, p. 277, n. 419.
- Le testateur peut-il l'en dispenser ? III, p. 278, n. 420.
 - S'il n'a pas fait dresser cet état, il est censé avoir trouvé les immeubles en bon état. III, p. 279, n. 421.
 - Il doit donner caution, s'il n'en est pas dispensé. III, p. 279, n. 422.
 - *Quid s'il ne trouve pas de caution, et s'il retarde de fournir caution ?* III, p. 280, n. 423.
 - Il doit jouir en bon père de famille. Conséquences de ce principe. III, p. 281, n. 424, 425.
 - Il ne peut rien réclamer pour les améliorations. III, p. 282, n. 426.
 - Ni enlever les matériaux d'un édifice qu'il aurait fait construire. III, p. 283, n. 427.
 - Il se fait compensation des améliorations avec les dégradations. III, p. 284, n. 428.
 - De la propriété des plantations et constructions faites par l'usufruitier. III, p. 34, n. 429.
 - Réparations à la charge de l'usufruitier. III, p. 284, n. 429, 430.
 - Du paiement des contributions et autres charges annuelles. III, p. 285, n. 431.
 - Quand et comment l'usufruitier contribue aux dettes. III, p. 286, n. 432.
 - Quelles sont celles qu'il supporte seul. III, p. 286, n. 432.
 - Des frais de procès. III, p. 239, n. 434.
 - L'usufruitier est garant des dégradations et des prescriptions. III, p. 290, n. 435.
 - Charges de l'usufruit d'un troupeau. III, p. 291, n. 436.
 - Les réparations usufructuaires des immeubles exclus de la communauté sont des dettes de la communauté légale. XII, p. 432, n. 296.
 - Le paiement des dettes qui grèvent un usufruit légué à l'un des époux pendant le mariage, est régi par les dispositions applicables aux dettes des successions échues pendant le mariage. XII, p. 431, n. 294.
 - Les obligations du mari, quant aux biens dotaux, sont celles de l'usufruitier. Conséquences. XIV, p. 272, n. 280.
 - Quelles sont les obligations du mari quant à la restitution d'une dot qui consiste en usufruit. XIV, p. 318, n. 274.
- Voy. *Dot*.
- § 2. *Des obligations du nu-proprétaire.*
- Des obligations du nu-proprétaire. III, p. 292, n. 437 et suiv.
 - Il peut vendre la nue-propriété et faire tous actes conservatoires. III, p. 292, n. 438.
 - Quelles servitudes il peut imposer ou abandonner. III, p. 293, n. 439.
 - Il doit accorder à l'usufruitier sur ses autres fonds toutes les servitudes nécessaires. III, p. 293, n. 440.
 - Il ne peut détruire de bâtiments, ni en construire de nouveaux, ni abattre d'arbres, sans nécessité. III, p. 294, n. 441, 442.
 - Il ne peut être contraint à faire les grosses réparations, ni au commencement, ni pendant la durée de l'usufruit. III, p. 296, n. 443, 444.
 - Comment l'usufruit prend fin. III, p. 307, n. 445 et suiv.
 - De la responsabilité à laquelle peuvent être tenus l'un envers l'autre ou envers les tiers, le propriétaire et l'usufruitier d'un édifice qui tombe en ruines, par défaut d'entretien. XI, p. 453, n. 317.
- ART. 4. *Des diverses manières dont l'usufruit prend fin.*
- De l'extinction de l'usufruit par la mort naturelle ou civile de l'usufruitier. Pourquoi l'usufruit s'éteint par la mort civile, à la différence de la rente viagère. III, p. 308, n. 446, et I, p. 262, n. 267.
 - Comment s'éteint l'usufruit constitué sur plusieurs têtes. III, p. 310, n. 447.
 - De l'accroissement en matière d'usufruit. III, p. 311, n. 448.
 - De l'extinction de l'usufruit par la mort du tiers dont la vie avait été prise pour terme : c'est par la mort naturelle seulement qu'il s'éteint. III, p. 312, n. 449.
 - *Quid de l'usufruit accordé jusqu'à ce que le tiers ait atteint un âge fixe ?* III, p. 313, n. 450.
 - L'usufruit paternel légal s'éteint par la mort de l'enfant. III, p. 313, n. 451.
 - De l'extinction de l'usufruit par l'expiration du terme ou par l'événement de la condition qui lui a été donnée pour terme. III, p. 314, n. 452-454.
 - De l'extinction de l'usufruit par la consolidation. III, p. 315, n. 455.
 - S'il revit lorsque la consolidation cesse. III, p. 316, n. 456.
 - De l'extinction de l'usufruit par la prescription ou par le non-usage. III, p. 318, n. 457, 458.
 - Comment s'éteint l'usufruit établi en faveur des villes et des établissements publics. III, p. 319, n. 459, 460.
 - De l'extinction de l'usufruit par la perte de la chose. III, p. 320, n. 461, 462.
 - L'usufruit s'éteint encore par l'abdication ou la renonciation de l'usufruitier. III, p. 321, § 8.
 - Des droits des créanciers, dans le cas

utilité publique. III, p. 166, n. 282 et suiv.

Voy. *Aliénation forcée*.

VACANCE.

— Des successions vacantes. IV, p. 397, n. 396 et suiv.

Voy. *Succession, sect. 3, art. 4*.

VAINE PATURE.

— Le droit de clôture peut-il être exercé au préjudice de la vaine pâture? III, p. 111, n. 161.

VALABLE.

— Différence entre ce qui est nul et ce qui n'est pas valable. Ce que signifie, en jurisprudence, non *valable*, appliqué à un acte. VIII, p. 473, n. 320, 324.

VALEUR.

— A quel tems il faut s'arrêter, pour fixer la valeur de la chose due, que le créancier s'est mis, par son fait, dans l'impossibilité de livrer. Comment se calcule cette valeur. VII, p. 79, n. 86-83.

VARECH.

— Des varechs, ou goesmons, considérés comme épaves. IV, p. 44, n. 40.

VÉNÉRIEN (mal).

— La communication du mal vénérien n'est point par elle-même une cause de séparation de corps. II, p. 87, n. 787.

VENTE.

— La nature du contrat de vente n'est pas précisément de transférer la propriété, mais de garantir la possession paisible de la chose vendue. XIV, p. 263, n. 240-244.

— Les principes que la vente du bien d'autrui est nulle, et que la propriété peut se transférer par l'effet des obligations, ne modifient point, à cet égard, la nature du contrat de vente. XIV, p. 267, n. 248.

— Il contient deux obligations principales : celle de livrer la chose vendue, celle d'en garantir la paisible possession. XIV, p. 263, n. 246.

— Le Code n'a changé, dans le contrat de vente, que ce qui concerne la translation de propriété. XIV, p. 270, n. 247.

— Jusqu'à quel point la vente de la chose d'autrui est nulle. VI, p. 128, n. 131-133.

— Malgré le principe de la législation romaine, que la propriété n'était point transférée par la convention seule, mais par la tradition, les jurisconsultes romains décidaient que, dans le cas d'une vente d'un fonds par celui qui n'en était pas encore propriétaire, et qui, après l'être devenu, le revendait de nouveau,

le premier acquéreur devait être préféré. X, addit., p. 388, n. 6-10.

— La vente peut se faire au moyen de lettres missives. VI, p. 50, n. 28.

— De la validité des ventes qu'aurait pu faire l'héritier légitime, dans le cas de concours avec un enfant naturel. Par occasion, de la validité des ventes faites par l'héritier apparent. IV, p. 298, n. 285-289.

— Les ventes consenties par l'héritier apparent ne peuvent nuire aux droits du véritable héritier. VII, p. 32, n. 31.

— De la validité des ventes faites à des tiers de bonne foi par l'héritier apparent, dans le cas de revendication de la part du véritable héritier. IX, p. 341, addit.

— Différence entre la vente d'un meuble et la vente d'un immeuble, quant à la translation de la propriété, en ce qui concerne les tiers. VII, p. 34, n. 34-42.

— Le premier contrat de vente d'un immeuble, lorsque la date en est certaine, l'emporte sur le second, suivi même de la tradition de la chose vendue. VI, p. 218, n. 204.

— Il en est autrement de la vente d'un meuble. VI, p. 218, n. 203.

— Entre deux acquéreurs d'un même fonds, par actes sous seing privé, sans date, la date peut être prouvée par témoins. *Quid si l'un des deux actes seulement est daté? Quid si tous deux étant datés, l'un des acquéreurs prétend que l'acte qu'on lui oppose est antidaté en fraude de ses droits?* IX, p. 336, n. 227-229.

— La vente que feraient des époux divorcés, de la moitié de leurs biens dévolus à leurs enfans, est nulle. II, p. 83, n. 785.

— La faculté pour la femme mariée, de vendre ses biens sans l'autorisation de son mari, est une des clauses prosrites par l'art. 1538 du Code. XII, p. 27, n. 14.

— Explication de l'art. 1538. La vente faite entre époux, hors des trois cas prévus par cet article, n'est pas absolument nulle, mais seulement soumise à la révocabilité, et réductible comme une donation déguisée, si le cas y échet. XII, p. 60, n. 41.

— La femme demanderesse en séparation de biens peut demander la nullité de la vente d'objets mobiliers, faite en fraude de ses droits par son mari, si ces objets n'ont point encore été livrés. XIII, p. 99, n. 34.

— Mais si la livraison avait eu lieu, il faudrait, pour faire annuler la vente, qu'elle prouvât la complicité de l'acheteur. XII, p. 100, n. 68.

— La vente de meubles ou d'immeubles de la communauté, que le mari aurait faite pendant l'instance en séparation de

biens, est-elle valable ? XIII, p. 161, n. 103.

— Vente du fonds dotal.

Voy. *Aliénation, Dot, Inaliénabilité*.

— La déclaration expresse que l'estimation d'un immeuble constitué en dot en rend le mari propriétaire, équivaut à une vente. XIV, p. 153, n. 128.

— Cette vente peut être faite sous une clause qui équivaut au pacte de réméré. XIV, p. 135, n. 126.

— Les biens du domaine peuvent être vendus ; comment ils peuvent l'être. III, p. 57, n. 40-42.

— Comment peuvent être vendus les biens des communes. III, p. 85, n. 81.

— De la vente des meubles des mineurs. II, p. 569, n. 1199.

— De la vente de leurs immeubles. II, p. 590, n. 1234.

Voy. *Tuteur*.

— Quand le contrat de vente est parfait. VII, p. 827, n. 448.

— Où doit se faire le paiement du prix de la vente. VII, p. 166, n. 92.

— Si le pouvoir de vendre renferme celui de recevoir le prix de la vente. VII, p. 24, n. 25.

— Tout pacte obscur ou ambigu, dans le contrat de vente, s'interprète contre le vendeur. Pourquoi. VI, p. 386, n. 524-526.

— Le vendeur qui convertit, même par le contrat de vente, le prix de vente en une rente constituée, n'a point, sans réserve expresse, le droit de faire résoudre la vente au préjudice des tiers, à défaut de paiement de la rente. VII, p. 565, n. 508.

— La résolution d'un contrat de vente donne-t-elle toujours lieu à la perception des droits de mutation ? VII, p. 652, n. 850-847.

— La résolution d'un contrat de vente, même pour cause de lésion ultramédiane, ou de défaut de paiement du prix, sans distinction entre le cas où l'acquéreur est entré en jouissance, et celui où il n'y est pas entré, anéantit les charges créées, et les aliénations faites au profit des tiers acquéreurs. VII, p. 680, n. 848-850.

— La demande du prix de vente, dans le cas du pacte commissaire, n'empêche pas le vendeur de demander ensuite la résolution du contrat. Rétractation d'une erreur échappée sur ce point à l'auteur, tome VI, p. 870, X, p. 239, n. 191.

— Le vendeur qui, pour conserver son privilège, a pris une inscription nulle, peut, après s'être présenté à l'ordre, demander la résolution du contrat faute de paiement. X, p. 263, n. 105.

— Différence entre la vente et la promesse

de vente. Questions relatives aux promesses de vente, considérées comme commencement de preuve par écrit. IX, p. 169, n. 91-98.

— La promesse de vente n'a pas tous les effets de la vente ; elle ne transfère pas la propriété. Explication de l'art. 1589 du Code. IX, p. 163, n. 91, 92.

— Si le prix de la vente est présumé payé, lorsque celui auquel la promesse de vente a été faite est entré en possession. IX, p. 167, n. 93, 94.

— La promesse de vente est un commencement de preuve par écrit de la vente, quelque considérable que soit le prix. IX, p. 170, n. 95.

— Les promesses de vente sont des offres qu'on peut rétracter jusqu'à l'acceptation ; mais l'entrée en possession la fait présumer. IX, p. 171, n. 96.

VENTRE.

— Du curateur au ventre, et de ses fonctions. V, p. 516, n. 1100.

VERBAL (consentement).

— Si le consentement verbal est obligatoire. VI, p. 39, n. 35.

VERBALE (convention).

— Si les conventions verbales sont valides, et si l'on peut être contraint à les exécuter. VIII, p. 462, n. 312.

VÉRIFICATION (d'écritures).

— Le demandeur qui oppose un acte sous seing privé dont la signature est déniée ou méconnue, est admis à en faire faire la vérification par tous les genres de preuves. VIII, p. 232, n. 193-196, et IX, p. 97, n. 64.

— L'ordonnance de Moulins, qui, tout en prohibant la preuve testimoniale pour les contrats d'une valeur supérieure à 100 livres, maintint la foi due aux écritures privées, maintint comme conséquence la vérification de ces écritures par témoins, en cas de dénégation. VIII, p. 504, n. 207-211.

— Il en est de même des lois postérieures : elles autorisent simultanément trois genres de vérification des écritures privées : par témoins, par titres et par experts. VIII, p. 515, n. 212.

— Si la vérification par titres doit l'emporter sur les autres modes. Comment la relation, dans un acte authentique, d'un acte sous signature privée peut en prouver la sincérité. VIII, p. 514, n. 215.

— Diverses manières dont peut s'opérer la vérification par témoins. Du degré de certitude que donne chacune d'elles. VIII, p. 518, n. 214.

— La dénégation ou la méconnaissance de l'écriture privée n'empêche pas que

la verificación de estos y el control
d'aborto por causas. Mas en sus
que tienen las personas alcohólicas.
mas en algunos casos concurran a las
que supongan necesariamente. Tal como
de los a la certeza a la certeza
VII. 1. 19. 1. 15-18.

- [illegible]

VERT.

- Les blés en vert ne peuvent être l'objet d'un contrat. VI, p. 117, n. 118.

— Les faits de violence allégués : la torture, ou qui ont lieu et moment du contrat, peuvent être prouvés par témoins, lors même que le contrat est passé devant notaire, et dans une ville. L. p. 275, n. 175.

— Mais la preuve testimoniale de la violence ne saurait être admise, lorsque :
1°. les deux ac

courir à la voie de l'inscription de faux. IX, p. 276, n. 178, 179.

- Pour être admis à prouver la violence par témoins, il faut articuler des faits précis. IX, p. 277, n. 177.

Voy. *Marriage, Consentement.*

VIVANT.

- Ce que c'est que naître vivant. IV, p. 102, n. 86.

VOIE CIVILE.

Voy. *Action civile.*

VOIE CRIMINELLE.

- On ne peut recourir à la voie criminelle pour se soustraire à la prohibition de la preuve testimoniale. Quand on peut prendre cette voie pour réparation du préjudice causé par un méfait. IX, p. 245, n. 148.

Voy. *Délit, Preuve testimoniale, Action criminelle, Action publique.*

VOIE DE FAIT.

- Le propriétaire ou le possesseur annuel, dépouillé depuis moins d'une année, peut se ressaisir de sa chose, de son autorité privée, sans que le spoliateur soit fondé à s'en plaindre. Ce n'est point là une voie de fait défendue et punie par la loi. XI, p. 178, n. 154, 144.
- Ce qu'on entend par voie de fait. Elle prend le nom d'attentat, lorsqu'il y a violence ou entreprise sur les droits d'autrui. Tous les attentats sont défendus et punis; mais non les simples voies de fait, par lesquelles l'exerce paisiblement mes droits, sans recourir à la justice. XI, p. 178, n. 155-157.
- La loi du 4 brumaire an 4 défendait et punissait de peines de police toutes voies de fait, sans distinction; mais cette loi est abrogée par le silence du Code pénal actuel, et la loi ne punit plus aujourd'hui les simples voies de fait qui ne sont pas des attentats. XI, p. 184, n. 158, 159.
- Distinction définitive entre les voies de fait défendues et les voies de fait permises. XI, p. 188, n. 140.
- Les violences qui peuvent accompagner les voies de fait, même permises, peuvent constituer un crime, un délit ou une contravention, dont la connaissance appartient aux tribunaux criminels, correctionnels ou de police, mais ces tribunaux doivent renvoyer aux tribunaux civils les questions de propriété ou de possession qui s'élèvent incidemment devant eux. XI, p. 188, n. 141, 142.
- Le même juge ne peut statuer, par un même jugement, comme juge criminel et comme juge civil, sur la question préjudicielle de propriété ou de possession;

et sur la répression du délit à l'occasion duquel cette question s'est élevée. XI, p. 189, n. 145.

- Chacun peut exercer sur sa propriété toutes les voies de fait qui ne sont pas défendues, quelques préjudiciables à autrui. XI, 190, n. 144.
- Mais on ne peut faire parvenir ou jeter de son fonds sur celui d'autrui, ou sur un lieu public, rien de nuisible ou d'incommode, de la fumée, par exemple, des odeurs méphytiques, etc., sans s'exposer à la responsabilité civile de ce fait. XI, p. 191, n. 148-147.

VOIE D'EXÉCUTION.

Voy. *Exécution.*

VOIRIE.

- Division des chemins. Législation sur les chemins. Compétence relative à la classification, à la propriété, à la largeur et à la direction des chemins, et aux contraventions en matière de voirie. III, p. 500, n. 489-507.

Voy. *Chemins.*

VOISINAGE.

- Le propriétaire du fonds inférieur est obligé de permettre l'entrée de son héritage au propriétaire du fonds supérieur, pour y rétablir le cours des eaux, obstrué soit naturellement, soit par ces fortuits, d'une manière nuisible à ce fonds; mais c'est aux frais du propriétaire du fonds supérieur que doit se faire ce rétablissement. XI, p. 449, n. 327.

Voy. *Servitude.*

VOITURE PUBLIQUE.

- Le vol souffert par un voyageur dans l'attaque avec violence d'une voiture publique, n'oblige point les autres voyageurs à venir à contribution. XI, p. 444, n. 522.

VOITURIER.

- Le serment *in litem* peut être déféré aux propriétaires d'effets, ballots, etc., confiés aux messageries, commissionnaires de roulage, voituriers, etc., et qui se trouvent perdus. La disposition de la loi du 25 juillet 1793, qui fixait à 180 fr. l'indemnité due au propriétaire qui n'en avait pas fait l'évaluation en les chargeant, n'est plus en vigueur. *Quid* si les ballots renfermaient de l'argent? X, p. 860, n. 447.

VOLAILLE.

- Droit de tuer, sur le lieu, mais hors de la présence du maître, les volailles qui causent du dommage. Ce droit, quand on n'en a point usé, n'empêche point qu'on ne puisse agir en justice pour ré-

paration du dommage. XI, p. 404, n. 300, 301.

VOLONTÉ.

- Il faut se conformer à la volonté des contractans ou du testateur, quand elle est expresse. VI, p. 643, n. 606.

Voy. *Consentement*.

VRAISEMBLANCE.

- Ce que c'est que la vraisemblance. IX, p. 33, n. 86.

VUE.

- Le droit naturel et le droit romain ne défendent pas d'avoir des fenêtres ouvertes sur l'héritage voisin. III, p. 380, n. 313.
- Dispositions contraires des coutumes et du Code, qui ne permettent d'en ouvrir qu'à une certaine distance. III, p. 381, n. 312.
- Ces dispositions doivent être observées à l'égard des héritages non clos, et même dans les campagnes. Elles doivent l'être également pour les balcons, saillies, terrasses, etc. III, p. 381, n. 320.
- Comment on compte la distance. III, p. 383, n. 321, 322.
- Des jours de tolérance, ou vues mortes. Comment elles doivent être disposées. III, p. 383, n. 323-326.

— La faculté d'ouvrir ces vues n'empêche pas le voisin de les obstruer, ni d'acheter la mitoyenneté du mur. III, p. 383, n. 327.

— Cas où cesse l'obligation d'observer les distances prescrites pour les vues. III, p. 386, n. 328, 329.

— Du droit de vue. Quelle en est l'étendue; quand il est acquis par titre. III, p. 387, n. 329, 330.

— *Quid* quand il est acquis par prescription? III, p. 388, n. 330.

— Celui qui a acquis le droit de vue peut-il empêcher le voisin de rendre ce droit inutile. Distinction entre le droit acquis par titre et le droit acquis par prescription. III, p. 389, n. 332-334.

— Différence du droit de vue et du droit de prospect. III, p. 394, n. 335.

— Le droit de vue acquis par prescription n'empêche pas le voisin d'acquérir la mitoyenneté. III, p. 394, n. 336.

— La faculté d'acquérir la mitoyenneté d'un mur cesse-t-elle lorsque le propriétaire de ce mur a une servitude sur le fonds voisin? III, p. 436, n. 497, et *ibid.*, p. 394, n. 336.

— Étendue de la servitude de vue. III, p. 499, n. 661.

FIN.



3 2044 036 362

CONSERVED
MARCH 05 AC
HARVARD COLLEGE
LIBRARY

